

RAPPORT ANNUEL 2007



IMERYS
TRANSFORM TO PERFORM

• 3	Chapitre 1	Responsables du Document de Référence et du contrôle des comptes
• 7	Chapitre 2	Rapports sur l'exercice 2007
• 27	Chapitre 3	Etats financiers
• 131	Chapitre 4	Activité du Groupe
• 205	Chapitre 5	Renseignements de caractère général
• 227	Chapitre 6	Gouvernement d'Entreprise
• 263	Chapitre 7	Facteurs de risques et Contrôle interne
• 279	Chapitre 8	Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2008
• 297	Chapitre 9	Table de concordance

RAPPORT ANNUEL 2007



Le présent Document de Référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 2 avril 2008 conformément à l'article 212-13 du Règlement Général de l'AMF. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

IMERYS

Société Anonyme
à Conseil d'Administration
au capital social de 126 253 712 euros

Siège social :

154, rue de l'Université
75007 Paris – France
Téléphone : +33 (0) 1 49 55 63 00
Fax : + 33 (0) 1 49 55 63 01
SIREN 562 008 151 R.C.S. Paris



IMERYS
TRANSFORM TO PERFORM

1 Responsables du Document de Référence et du contrôle des comptes

pages

4 **1 - Responsable du Document de Référence**

4 **2 - Attestation du
Responsable du Document de Référence**

5 **3 - Commissaires aux comptes**

5 **4 - Informations incluses
par référence dans le Document de Référence**

5 **5 - Responsable de l'information financière**

1 - Responsable du Document de Référence

Gérard Buffière, Directeur Général

2 - Attestation du Responsable du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document de Référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en pages 8 à 22 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent Document de Référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce Document.

Les informations financières historiques présentées dans le Document de Référence ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant en pages 23 à 25. Le rapport sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 contient une observation ayant trait aux changements de méthode de l'exercice. Le rapport général sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005, incorporé par référence avec les comptes historiques correspondants, comme précisé à la page 5 du présent Document de Référence, contient une observation ayant trait au changement de méthode résultant de la première application, à compter du 1^{er} janvier 2005, des règlements CRC n°2002-10 et n° 2004-06 relatifs aux actifs.

Paris, le 31 mars 2008

A stylized handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Gérard Buffière
Directeur Général

3 - Commissaires aux comptes

► COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES :

Deloitte & Associés
représenté par Nicholas L.E. Rolt
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
*nommé pour la première fois
par l'Assemblée Générale Mixte du 5 mai 2003*

Ernst & Young Audit
représenté par Jean-Roch Varon
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris - La Défense Cedex
*nommé pour la première fois
par l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 1986*

Ernst & Young Audit et Deloitte & Associés sont membres de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

► COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS :

BEAS
7-9 Villa Houssay
92524 Neuilly-sur Seine-Cedex
appartenant au réseau Deloitte
*nommé pour la première fois
par l'Assemblée Générale Mixte du 5 mai 2003*

Jean-Marc Montserrat
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris - La Défense Cedex
appartenant au réseau Ernst & Young
*nommé pour la première fois
par l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 juin 1985*

4 - Informations incluses par référence dans le Document de Référence

En application de l'article 28 du Règlement CE n°809/2004 du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent Document de Référence :

- Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006, les comptes consolidés, les comptes annuels, les rapports des Commissaires aux comptes y afférents ainsi que leur rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés et le rapport de gestion figurant respectivement aux pages 28 à 91, 92 à 113, 23 à 25, 239 et 8 à 22 du Document de Référence 2006 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mars 2007 sous le n°D. 07-0245,
- Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005, les comptes consolidés, les comptes annuels, les rapports des Commissaires aux comptes y afférents ainsi que leur rapport spécial sur les conventions réglementées et le rapport de gestion figurant respectivement aux pages 28 à 87, 88 à 109, 23 à 25, 285 et 8 à 22 du Document de Référence 2005 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 6 avril 2006 sous le n°D. 06-0225.

Les informations desdits Documents de Référence non incluses dans le présent Document sont, soit sans objet pour les investisseurs, soit mentionnées dans une autre partie du Document de Référence.

5 - Responsable de l'information financière

Christophe Daulmerie
Directeur Finance & Stratégie
Téléphone : +33 (0) 1 49 55 66 55 – Télécopie : +33 (0) 1 49 55 63 98
<http://www.imerys.com>

Pages

8 **1 - Rapport de Gestion du Conseil d'Administration**

23 **2 - Rapports des Commissaires aux comptes**

1 - RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.1 L'exercice 2007

Tout au long de l'année 2007, Imerys a bénéficié de marchés globalement porteurs, tirés par le développement rapide des économies émergentes. Ce dynamisme a également alimenté la demande en biens industriels exportés par les économies développées (Europe de l'Ouest et Etats-Unis), une tendance dont le Groupe a su bénéficier. Les marchés de la construction ont été bien orientés en France et plus largement en Europe ; ils ont en revanche connu une forte baisse aux Etats-Unis. La dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro s'est accentuée.

En 2007, le Groupe a accéléré son développement, améliorant la compétitivité de ses activités existantes et mettant en œuvre une politique soutenue d'acquisitions, qui renforce ses positions dans les économies émergentes :

- Douze opérations de croissance externe ont ainsi été conclues en 2007, l'une d'entre elles – Astron China – ayant été finalisée le 5 février 2008. Ces acquisitions élargissent le portefeuille de minéraux du Groupe et renforcent ses positions dans les zones en forte croissance, en particulier en Asie-Pacifique. Elles contribueront à sa croissance en 2008.
- Parallèlement, comme cela avait été annoncé, l'effort d'investissement a été très soutenu, signe de la confiance du Groupe dans sa stratégie de développement : 367,0⁽¹⁾ millions d'euros (soit 186,1 % des amortissements) ont été consacrés aux importants programmes d'amélioration de la performance industrielle dans les kaolins pour papier et dans les Minéraux pour Filtration, à l'augmentation sélective des capacités de production et au développement des réserves minières.

Imerys a obtenu en 2007 une nouvelle amélioration de ses performances opérationnelles :

- le chiffre d'affaires enregistre une croissance de + 3,5 % par rapport à 2006, soit + 4,2 % à périmètre et changes comparables, avec une croissance dynamique de + 22 % dans les économies émergentes qui représentent dorénavant 20 % des ventes du Groupe ;
- le résultat opérationnel courant augmente de + 4,3 %, grâce à l'amélioration de l'offre produits et l'augmentation des volumes de ventes, soit + 7,9 % à périmètre et changes comparables ;
- le résultat courant net est en croissance pour la 16^{ème} année consécutive avec une progression de + 2,7 % et de + 3,0 % par action.

	(en millions d'euros)	2007	2006	% variation courante
Résultats consolidés				
Chiffre d'affaires		3 401,9	3 288,1	+ 3,5 %
Résultat opérationnel courant ⁽²⁾		478,3	458,8	+ 4,3 %
Résultat courant net, part du Groupe ⁽³⁾		316,7	308,3	+ 2,7 %
Résultat net, part du Groupe		284,2	187,4	n.a.
Financement				
Cash flow opérationnel courant ⁽⁴⁾		522,6	522,1	+ 0,1 %
Investissements comptabilisés		367,0	226,2	+ 62,2 %
Capitaux propres		1 663,9	1 646,4	+ 1,1 %
Dette financière nette		1 343,0	1 086,1	+ 23,7 %
Données par action (nombre moyen pondéré)				
Résultat courant net, part du Groupe ⁽³⁾		€ 5,00	€ 4,86	+ 3,0 %
Dividende proposé		€ 1,90	€ 1,80	+ 5,6 %

(1) Investissements comptabilisés.

(2) Résultat opérationnel, avant autres produits et charges opérationnels.

(3) Résultat net part du Groupe, avant autres produits et charges opérationnels nets.

(4) Résultat opérationnel courant plus dotations nettes aux amortissements & provisions (EBITDA) moins impôts notionnels sur résultat opérationnel courant.

1.2 Commentaire détaillé des résultats du Groupe

► CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE DE + 3,5 %, SOIT + 4,2 % A PERIMETRE ET CHANGES COMPARABLES

Le chiffre d'affaires est de 3 401,9 millions d'euros en 2007, en hausse de + 3,5 % par rapport à l'année 2006 (+ 2,3 % au 1^{er} semestre ; + 4,6 % au second).

L'évolution des ventes prend en compte un impact de change fortement négatif (- 102 millions d'euros, soit - 3,1 % , dont - 3,2 % au 1^{er} semestre et - 3,0 % au 2nd). La contribution nette des variations de périmètre est de + 79,1 millions d'euros, soit + 2,4 %, (+ 1,1 % au 1^{er} semestre, + 3,7 % au 2nd) correspondant à la différence entre la contribution positive de + 97,8 millions d'euros, liée aux acquisitions réalisées depuis 2006 (principalement AGS, UCM, Vatutinsky et ACE) et l'impact des cessions réalisées sur l'exercice (- 18,7 millions d'euros : activités de négoce de produits céramiques pour l'artisanat ; tuiles et briques dans la péninsule ibérique).

A périmètre et changes comparables, le chiffre d'affaires progresse donc de + 4,2 % (+ 4,4 % au 1^{er} semestre et + 3,9 % au 2nd). Cette évolution reflète :

- la hausse des volumes de vente pour 77,7 millions d'euros (+ 2,4 %, dont + 2,1 % au 1^{er} semestre et + 2,7 % au 2nd), avec une contribution particulièrement importante des Réfractaires Monolithiques ;
- l'amélioration de l'offre produits pour 59,1 millions d'euros (+ 1,8 %, dont + 2,3 % au 1^{er} semestre et + 1,3 % au 2nd) dans toutes les branches d'activité.

En termes de répartition géographique des ventes, l'Europe de l'Ouest représente 55 % des ventes, la part de la France étant de 20 % du chiffre d'affaires total. L'Amérique du Nord représente 20 %, le Japon et l'Australie, 5 %. Les ventes du Groupe dans les pays émergents progressent de 22 % par rapport à 2006 et représentent 20 % des ventes du Groupe.

► CROISSANCE DU RESULTAT OPERATIONNEL COURANT DE + 4,3 %, SOIT + 7,9 % A PERIMETRE ET CHANGES COMPARABLES

Le résultat opérationnel courant est en hausse de + 4,3 % en 2007 par rapport à 2006, à 478,3 millions d'euros (+ 6,2 % au 1^{er} semestre et + 2,3 % au 2nd). Il tient compte :

- d'un impact négatif des devises (- 24,3 millions d'euros, dont - 11,8 millions d'euros au 1^{er} semestre et - 12,5 millions au 2nd), résultant principalement de la dépréciation du dollar américain ;
- d'un effet périmètre net de + 7,7 millions d'euros, pour l'essentiel enregistré dans la seconde partie de l'année (+ 1,1 million d'euros au 1^{er} semestre et + 6,6 millions au 2nd).

Retraité des effets de change et de périmètre, le résultat opérationnel courant est en croissance de + 36,1 millions d'euros, soit + 7,9 %. La forte amélioration de l'offre produits sur la période (+ 61,4 millions d'euros) et la hausse des volumes de vente (+ 22,9 millions d'euros) compensent largement l'impact négatif des coûts variables (- 34,1 millions d'euros, essentiellement liés au coût de certaines matières premières) et celui des coûts fixes et généraux (- 9,5 millions d'euros).

Au total, la marge opérationnelle du Groupe s'établit à 14,1 %, contre 14,0 % en 2006.

► RESULTAT COURANT NET : + 2,7 %, 16^{EME} ANNEE CONSECUTIVE DE CROISSANCE

Le résultat courant net, part du Groupe, s'établit à 316,7 millions d'euros en 2007, contre 308,3 millions d'euros en 2006 ; il est en hausse de + 2,7 % (+ 3,0 % au 1^{er} semestre ; + 2,5 % au 2nd).

Cette évolution prend en compte :

- une hausse significative du résultat financier, à - 55,7 millions d'euros ; il était de - 46,7 millions d'euros en 2006. Cette évolution s'explique par l'augmentation de la dette moyenne du Groupe, liée à la politique dynamique d'investissements et d'acquisitions menée, et par la hausse des taux d'intérêts. Les charges financières prennent toutefois en compte en 2007 un gain sur arbitrage de positions de taux d'intérêts pour 6,6 millions d'euros, constaté

au 3^{ème} et 4^{ème} trimestres. En 2006, elles bénéficiaient de l'effet positif non récurrent d'opérations de change pour + 5,8 millions d'euros, enregistrées principalement au cours du 2^{ème} trimestre ;

- une charge d'impôts courante de - 110,1 millions d'euros (- 106,4 millions d'euros en 2006), reflétant un taux effectif d'impôts stable à 26,0 %.

A 5,00 euros contre 4,86 euros en 2006, le résultat courant net par action progresse de + 3,0 % en 2007, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation étant en légère baisse, à 63 330 652 contre 63 475 098 en 2006.

➤ RESULTAT NET EN FORTE HAUSSE

Le résultat net, part du Groupe, de 284,2 millions d'euros en 2007, contre 187,4 millions d'euros en 2006, comprend un montant de - 32,5 millions d'euros d'autres produits et charges opérationnels nets d'impôt. Cette charge nette s'explique essentiellement par la décision d'ajuster à la demande les capacités de production des Minéraux de Performance aux Etats-Unis, compte tenu de la faiblesse persistante du marché de la construction dans ce pays. En 2006, les autres produits et charges nets d'impôt représentaient - 120,9 millions d'euros et provenaient principalement du plan de réorganisation de la production des kaolins pour papier du Groupe.

➤ CASH FLOW ET STRUCTURE FINANCIERE PARTICULIEREMENT SOLIDES

Le cash flow opérationnel courant⁽¹⁾ reste à un niveau élevé, à 522,6 millions d'euros contre 522,1 millions d'euros en 2006. Il prend en compte :

- un EBITDA⁽²⁾ de 646,7 millions d'euros (643,4 millions d'euros en 2006), soit une croissance de + 0,5 % ;
- un impôt notionnel sur le résultat opérationnel courant de - 124,6 millions d'euros (- 118,5 millions en 2006).

Ce cash flow opérationnel courant a permis le financement d'un programme d'investissements ambitieux en 2007, mobilisant 352,6 millions d'euros⁽³⁾. Leur montant comptabilisé (367,0 millions d'euros) représente 186,1 % des amortissements et se décompose⁽⁴⁾ en :

- 159 millions d'euros destinés à maintenir l'outil de production au meilleur niveau ;
- 208 millions d'euros consacrés au développement du Groupe, en particulier aux importants programmes d'amélioration de la performance industrielle mis en œuvre dans les kaolins et dans les Minéraux pour Filtration. Ces plans se traduiront, dès 2008, par une réduction substantielle de la base de coûts. Le Groupe a également poursuivi l'extension de ses capacités de production (briques en France, carbonates en Asie,...) et a acquis de nouvelles réserves minières (marbre en Chine et en Europe, feldspath en Turquie).

La variation du besoin en fonds de roulement opérationnel est négative de - 4,9 millions d'euros contre - 66,8 millions d'euros en 2006. Les efforts des équipes opérationnelles du Groupe ont permis d'améliorer le ratio "besoin en fonds de roulement opérationnel/chiffre d'affaires", qui passe de 25,7 % à 24,8 %.

Au total, le cash flow libre opérationnel courant⁽⁵⁾ s'établit à 174,1 millions d'euros (245,8 millions en 2006).

Après prise en compte d'un résultat financier net d'impôt de - 41,2 millions d'euros (- 34,6 millions d'euros en 2006) ainsi que des autres éléments, de besoin en fonds de roulement, notamment, pour un total de - 15,6 millions d'euros (- 12,2 millions d'euros en 2006), le cash flow libre courant⁽⁶⁾ s'élève à 117,4 millions d'euros (199,0 millions d'euros en 2006).

(1) EBITDA moins impôt notionnel sur le résultat opérationnel courant.

(2) Résultat opérationnel courant plus dotations aux amortissements et provisions.

(3) Investissements payés.

(4) Estimation Imerys.

(5) Cash flow opérationnel courant moins investissements industriels payés et variation du besoin en fonds de roulement opérationnel.

(6) Cash flow libre opérationnel courant moins résultat financier net d'impôts et variation des autres éléments du BFR et des éléments non monétaires (impôts différés et provisions financières).

L'impact sur la trésorerie des opérations de croissance externe est de - 232,8 millions d'euros, contre - 33,0 millions d'euros en 2006. Ce montant n'inclut pas l'acquisition de Astron China, finalisée le 5 février 2008 pour une valeur d'entreprise totale de 115 millions d'euros. Les cessions d'actifs, principalement les activités de négoce de produits céramiques pour l'artisanat et les activités tuiles et briques en terre cuite dans la péninsule ibérique, ont dégagé un montant de 40,7 millions d'euros, contre 19,2 millions d'euros en 2006.

Enfin, Imerys a distribué 116,0 millions d'euros de dividendes le 15 mai 2007 (106,2 millions d'euros en 2006).

La dette financière nette consolidée fin de période est en hausse à 1 343,0 millions d'euros contre 1 086,1 millions d'euros au 31 décembre 2006. Elle représente 80,7 % des fonds propres et 2,1 fois l'EBITDA.

Après une nouvelle émission obligataire de 500 millions d'euros réalisée en avril 2007 (maturité de 10 ans), Imerys dispose de ressources financières d'un montant total de 2 328,9 millions d'euros. La maturité moyenne de ces ressources est de 6,4 années contre 4,5 années au 31 décembre 2006. Le Groupe continue donc de disposer de toute la flexibilité nécessaire pour saisir, le cas échéant, de nouvelles opportunités de croissance externe.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 30 avril 2008 la distribution d'un dividende de 1,90 euros par action, contre 1,80 euros au titre de l'exercice 2006 (+ 5,6 %), soit un montant total d'environ 120 millions d'euros, représentant 38 % du résultat courant net, part du Groupe. Ce dividende sera mis en paiement le 13 mai 2008.

1.3 Commentaires par branche d'activité

► MINÉRAUX DE PERFORMANCE & PIGMENTS

(32 % du chiffre d'affaires consolidé)

(en millions d'euros)	2007	2006	% Variation courante	% Variation à PCC ⁽²⁾
Chiffre d'affaires	1 103,1	1 138,3	- 3,1 %	+ 0,8 %
- dont Pigments pour Papier	746,4	762,7	- 2,1 %	+ 2,6 %
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	105,0	103,7	+ 1,3 %	+ 14,3 %
- dont Pigments pour Papier	80,5	76,7	+ 5,0 %	+ 20,2 %

(1) Résultat opérationnel, avant autres produits et charges opérationnels.

(2) À périmètre et changes comparables.

■ Marchés

Les marchés des Minéraux de Performance (peinture, plastiques, adhésifs,...) ont été bien orientés en Europe. L'activité est en revanche restée difficile tout au long de l'année en Amérique du Nord, avec une nouvelle dégradation du segment de la construction neuve au 2nd semestre 2007.

Dans les Pigments pour Papier, l'augmentation de la production mondiale de papiers d'impression et d'écriture est estimée à + 1,4 % en 2007, en raison du dynamisme de la production en Asie-Pacifique (+ 6,1 %). Les marchés européens et nord-américains continuent à se restructurer (fermetures de machines à papier), ce qui se traduit par l'augmentation du taux d'utilisation des capacités restantes.

■ Faits marquants

Annoncée en juillet 2006 par Imerys, la restructuration de sa production de kaolins pour papier entre la Grande-Bretagne et le Brésil s'est déroulée selon le calendrier prévu. La production de kaolin de couchage britannique a été stoppée fin 2007. Cette production a été transférée au Brésil où elle monte en puissance au cours de ce 1^{er} trimestre 2008. Cette réorganisation a nécessité un programme d'investissements d'environ 100 millions d'euros :

- les capacités de production de kaolin de l'usine brésilienne de Barcarena, ont été portées à 1,6 millions de tonnes par an ; des équipements de séchage mécanique, d'une efficacité énergétique accrue, ont par ailleurs été mis en place ;

- les installations de Cornouailles (Grande-Bretagne), désormais dédiées à la production des kaolins de charge ont été modernisées, là aussi pour en améliorer l'efficacité énergétique ;
- une nouvelle plateforme logistique a été construite à Anvers (Belgique) pour assurer la distribution des kaolins brésiliens en Europe.

Le Groupe dispose désormais de plateformes de production compétitives, tant pour les kaolins de couchage que pour les produits de charge.

Parallèlement, Imerys continue de bénéficier de la croissance du marché des carbonates de calcium, qui représentent désormais plus de la moitié de ses volumes de ventes dans les pigments pour papier.

En Asie, la nouvelle unité de carbonate de calcium précipité (PCC), démarrée fin 2006 à Sumatra (Indonésie) dans le cadre d'une joint-venture avec le groupe papetier April, fonctionne à pleine capacité depuis la mi-année. Par ailleurs, l'unité de production de carbonate de calcium naturel (GCC) de Niigata (Japon), construite dans le cadre d'une joint-venture (60 % Imerys) avec le papetier Hokuetsu, a démarré comme prévu fin 2007. Une seconde usine de GCC est en cours de mise en œuvre en Inde à Silvassa et devrait démarrer au 2^{ème} trimestre 2008. Enfin, le Groupe a continué de renforcer ses positions minières dans cette zone avec l'acquisition de réserves de marbre blanc de haute qualité dans le centre et le sud de la Chine. Les réserves de marbre blanc ont également été accrues en Europe (Grèce et Turquie), avec l'acquisition de nouveaux gisements.

Dans les Minéraux de Performance, compte tenu de la détérioration du marché américain de la construction neuve au second semestre, il a été décidé d'ajuster les capacités de production de kaolin et de carbonates pour minéraux de performance aux Etats-Unis. Par ailleurs, les efforts d'amélioration de la productivité et de modernisation de l'outil industriel se sont poursuivis dans les carbonates de calcium. Ainsi, l'usine brésilienne d'Arcos a, comme prévu, été fermée et la production transférée sur un site plus moderne proche de Sao Paulo, où une augmentation de capacité a été réalisée.

■ Performances

Le chiffre d'affaires, à 1 103,1 millions d'euros en 2007, est en diminution de - 3,1 % par rapport à 2006. Cette diminution est intégralement due à l'impact de change négatif de - 48,9 millions d'euros (- 4,3 %). A périmètre et changes comparables, les ventes sont en hausse de + 0,8 % sur l'année (+ 0,9 % au 1^{er} semestre et + 0,7 % au 2nd), avec une évolution légèrement positive de l'offre produits et des volumes, l'amélioration dans le papier compense en totalité la détérioration dans les minéraux de performance aux Etats-Unis.

Le résultat opérationnel courant est de 105,0 millions d'euros (103,7 millions d'euros en 2006). Ce résultat intègre un effet de change défavorable de - 12,9 millions d'euros et un effet périmètre de - 0,6 million d'euros. En excluant ces éléments, la performance opérationnelle de la branche s'améliore de + 14,8 millions d'euros, avec une progression sensible des Pigments pour Papier. Outre l'impact positif des volumes et du prix/mix, cette évolution s'explique par l'allègement significatif de la facture énergétique et par le bon contrôle des coûts fixes. La marge opérationnelle est en légère hausse, à 9,5 % contre 9,1 % en 2006.

Les investissements industriels se sont élevés à 191,1 millions d'euros, soit 219,2 % des amortissements, contre 88,4 millions en 2006, marquant cette année un effort substantiel, en particulier dans les Pigments pour Papier.

➤ MATERIAUX & MONOLITHIQUES

(30 % du chiffre d'affaires consolidé)

(en millions d'euros)	2007	2006	% Variation courante	% Variation à PCC ⁽²⁾
Chiffre d'affaires	1 025,7	935,1	+ 9,7 %	+ 9,1 %
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	235,4	214,4	+ 9,8 %	+ 9,0 %

(1) Résultat opérationnel, avant autres produits et charges opérationnels.

(2) A périmètre et changes comparables.

■ Marchés

Dans les Matériaux de Construction, le marché de la construction individuelle neuve en France est en très léger repli sur l'ensemble de l'exercice (- 1 %). Sur la période, le segment de la couverture est stable grâce à la rénovation. Dans la brique de structure, les produits en terre cuite continuent de gagner des parts de marché au détriment des blocs béton et enregistrent une croissance de + 2,7 % sur l'année.

Le marché des Réfractaires Monolithiques a bénéficié d'une forte activité de la sidérurgie en Europe et de la croissance rapide des économies émergentes. L'activité d'Imerys a été soutenue par cette conjoncture favorable, par la réalisation de nombreux projets à l'export dans les zones émergentes et par la position de leader acquise en Inde, avec l'acquisition de ACE.

■ Faits marquants

L'amélioration de la productivité se poursuit dans les Matériaux de Construction, avec la réalisation de nouveaux investissements. La modernisation et l'accroissement de la capacité d'une des lignes de production de l'usine de tuiles terre cuite de Saint-Germer-de-Fly (Oise) se sont déroulés conformément aux prévisions avec un démarrage en décembre 2007. L'amélioration de l'efficacité énergétique s'est poursuivie avec le démarrage, au 2^{ème} trimestre 2007, de l'unité de biogaz dans l'usine de briques en terre cuite de Mably (Loire).

Par ailleurs, afin d'accompagner la croissance attendue du marché français de la brique en terre cuite (+ 5 % par an d'ici 2011), le Groupe a annoncé au mois de juin le lancement d'un important programme d'investissements qui mobilisera 100 millions d'euros d'ici à 2011. Dans ce cadre, l'extension des capacités de production de briques rectifiées de l'usine de Gironde-sur-Dropt (Gironde) est en cours, pour un démarrage début 2008. Les nouveaux équipements de l'usine de La Boissière du Doré (Loire Atlantique) doivent, quant à eux, entrer en production fin 2008. Deux nouvelles usines seront ultérieurement construites dans le Sud-Est et le Nord de la France.

La croissance externe s'est poursuivie, avec la réalisation, au 2nd semestre, d'opérations représentant un chiffre d'affaires global d'environ 56 millions d'euros en année pleine :

- en Inde, l'acquisition (en septembre) d'ACE, leader des réfractaires monolithiques dans ce pays, donne à Imerys une position forte sur un marché indien en pleine croissance (+ 10 % par an dans les années à venir). Cette opération va aussi permettre de mieux servir les clients implantés au Moyen-Orient et en Asie ;
- en Afrique du Sud, l'acquisition (en août) de B&B Refractories, spécialiste de l'installation et de la maintenance de produits réfractaires conforte la position du Groupe dans cette région.

Fin août, Imerys a cédé les activités de fabrication de tuiles et de briques en terre cuite dont il disposait dans la péninsule ibérique. Elles avaient réalisé en 2006 un chiffre d'affaires consolidé de 23,4 millions d'euros.

■ Performances

A 1 025,7 millions d'euros, le chiffre d'affaires de la branche est en hausse de + 9,7 %. A périmètre et changes comparables, les ventes sont en croissance de + 9,1 % sur l'année (+ 10,6 % au 1^{er} semestre ; + 7,5 % au 2nd). Cette progression reflète l'effet conjugué de la hausse des volumes de vente, tout particulièrement dans les réfractaires monolithiques, et de l'amélioration de l'offre produits dans l'ensemble des activités de la branche.

Le résultat opérationnel courant est en hausse, à 235,4 millions d'euros, contre 214,4 millions d'euros en 2006. Retraité des effets de périmètre (+ 3,1 millions d'euros) et de change (- 1,4 millions d'euros), la performance opérationnelle de la branche augmente de + 19,3 millions d'euros. L'amélioration de l'offre produits et la croissance des volumes de vente ont compensé l'impact négatif de certains facteurs de coûts (énergie, en France notamment, et coûts des matières premières pour les réfractaires monolithiques). La marge opérationnelle est de 22,9 %, stable par rapport à 2006.

Les investissements industriels s'établissent à 53,2 millions d'euros, soit 143,6 % des amortissements, contre 49,6 millions d'euros en 2006.

➤ CERAMIQUES, REFRACTAIRES, ABRASIFS & FILTRATION

(38 % du chiffre d'affaires consolidé)

(en millions d'euros)	2007	2006	% Variation courante	% Variation à PCC ⁽²⁾
Chiffre d'affaires	1 297,2	1 238,9	+ 4,7 %	+ 3,5 %
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	172,7	170,8	+ 1,1 %	+ 2,6 %

(1) Résultat opérationnel, avant autres produits et charges opérationnels.

(2) A périmètre et changes comparables.

■ Marchés

Les marchés des Minéraux pour Réfractaires ont été en progression grâce à la demande de l'industrie sidérurgique. En outre, une plus grande rareté de certaines matières premières chinoises a apporté un surcroît de croissance aux minéraux occidentaux.

Les marchés des Minéraux Fondus ont été dynamiques tant en Europe qu'en Amérique du Nord, principalement tirés par la demande d'équipements industriels à destination, notamment, des économies émergentes. Les marchés des Minéraux pour Filtration bénéficient quant à eux du développement de la demande dans ces mêmes économies, tandis que les marchés des Céramiques, en légère hausse en Europe, ont connu un net déclin en Amérique du Nord en raison de la crise du secteur de la construction.

■ Faits marquants

L'exercice a été marqué par la finalisation de neuf acquisitions représentant un chiffre d'affaires global d'environ 120 millions d'euros en année pleine.

La vaste majorité des acquisitions réalisées permettent à Imerys de renforcer ses positions dans des zones géographiques en forte croissance :

- en Chine, après l'acquisition (février) de 85 % de Baotou Jing Yuang Graphite Co Ltd, spécialisée dans le traitement de graphite naturel de haute performance, et de 65 % de Yilong & Xinlong (avril), producteurs de vermiculite et d'andalousite, une joint venture (60 % Imerys) a été créée (juin) avec ZAF, producteur de corindons bruns destinés aux marchés asiatiques des abrasifs. Ce troisième partenariat renforce encore la présence des Minéraux pour Abrasifs dans ce pays ;
- en Inde, l'acquisition (juin) de 100 % du capital de Jumbo Mining Ltd, producteur de feldspath, vient compléter l'offre de Minéraux pour Céramiques de la branche. Jumbo Mining Ltd possède des réserves minérales de haute qualité et deux implantations dans le sud-est de l'Inde. Cette opération permettra d'accélérer le développement des Minéraux pour Céramiques sur ses marchés en Asie et au Moyen Orient ;
- en Argentine, l'acquisition (mai) de 100 % du capital de Perfiltra, leader du marché de la perlite, permettra à Imerys de conforter sa position de leader sur le marché porteur des Minéraux pour Filtration en Amérique du Sud. Perfiltra possède d'importantes réserves minières et une plateforme industrielle performante ;
- en Ukraine, la prise de contrôle (juillet) de la société Vatutinsky Kombinat Vognetryviv (Vatutinsky) donne aux Minéraux pour Réfractaires une base industrielle de production de chamottes (argiles calcinées) bien adaptée aux marchés d'Europe de l'Est notamment.

Par ailleurs, la branche a réalisé deux acquisitions dans les économies développées :

- le succès de l'offre publique d'achat sur UCM Group PLC (finalisée en avril) enrichit la gamme de la branche de deux nouveaux minéraux : le zircon et la magnésie fondus, produits à partir d'une base industrielle située en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ;
- avec l'acquisition (septembre) de The Feldspar Corporation (activités feldspath et kaolin), Imerys bénéficie de nouvelles réserves minérales de qualité et consolide ses positions sur le marché nord-américain des Minéraux pour Céramiques.

En mai 2007, Imerys a cédé Ceradel et Pottery crafts, deux sociétés spécialisées dans le négoce de produits pour artisans céramistes (fours, matières premières, décalcomanies, ...). Elles avaient réalisé en 2006 un chiffre d'affaires consolidé de 14,4 millions d'euros.

L'exercice a également été marqué par d'importantes actions d'amélioration de l'efficacité industrielle. Dans les Minéraux pour Réfractaires, l'outil de production a fait l'objet de dégoullottages, la forte demande des marchés s'étant traduite par une tension importante dans les unités de production. Dans cette même activité, l'amélioration de l'efficacité énergétique s'est poursuivie avec, notamment, la mise en œuvre de l'unité d'utilisation de biogaz dans l'usine AGS de Clérac, en France. Dans les Minéraux pour Céramiques, en Cornouailles (Angleterre), le nouveau procédé d'extraction minière à sec est désormais opérationnel avec une amélioration sensible de la base de coûts. Des réserves de feldspath (minéral principalement destiné à l'industrie des carrelages) ont été acquises en Turquie. Enfin, dans les Minéraux pour Filtration (World Minerals), 2007 a été marquée par la mise en œuvre – qui s'achèvera vers la fin du 1^{er} trimestre 2008 – du plan industriel d'optimisation de l'activité Minéraux pour Filtration en Amérique du Nord, notamment dans son site de Lompoc (Californie, Etats-Unis).

■ Performances

Le chiffre d'affaires est de 1 297,2 millions d'euros pour 2007 (+ 4,7 % par rapport à 2006). Cette évolution reflète :

- un effet périmètre net de + 61,8 millions d'euros, soit + 5,0 % ;
- un impact de change de - 46,8 millions d'euros, soit - 3,8 %.

A périmètre et changes comparables, les ventes progressent de + 3,5 % sur la période (+ 3,0 % au 1^{er} semestre ; + 4,0 % au 2nd), grâce à l'amélioration de l'offre produits et à l'augmentation des volumes.

Le résultat opérationnel courant est de 172,7 millions d'euros en 2007, contre 170,8 millions d'euros en 2006. Retraitée des effets de change (- 7,7 millions d'euros) et de périmètre (+ 5,2 millions d'euros), la performance opérationnelle de la branche augmente de + 4,4 millions d'euros, l'amélioration de l'offre produits et la progression des volumes compensant la hausse de certains facteurs de coûts qui s'est accélérée au second semestre (matières premières principalement). La marge opérationnelle s'établit à 13,3 % contre 13,8 % en 2006, reflétant l'intégration des sociétés nouvellement acquises, dont la rentabilité est encore inférieure à celle des autres activités de la branche.

Les investissements industriels se sont élevés à 122,6 millions d'euros, soit 173,7 % des amortissements, contre 85,7 millions d'euros en 2006.

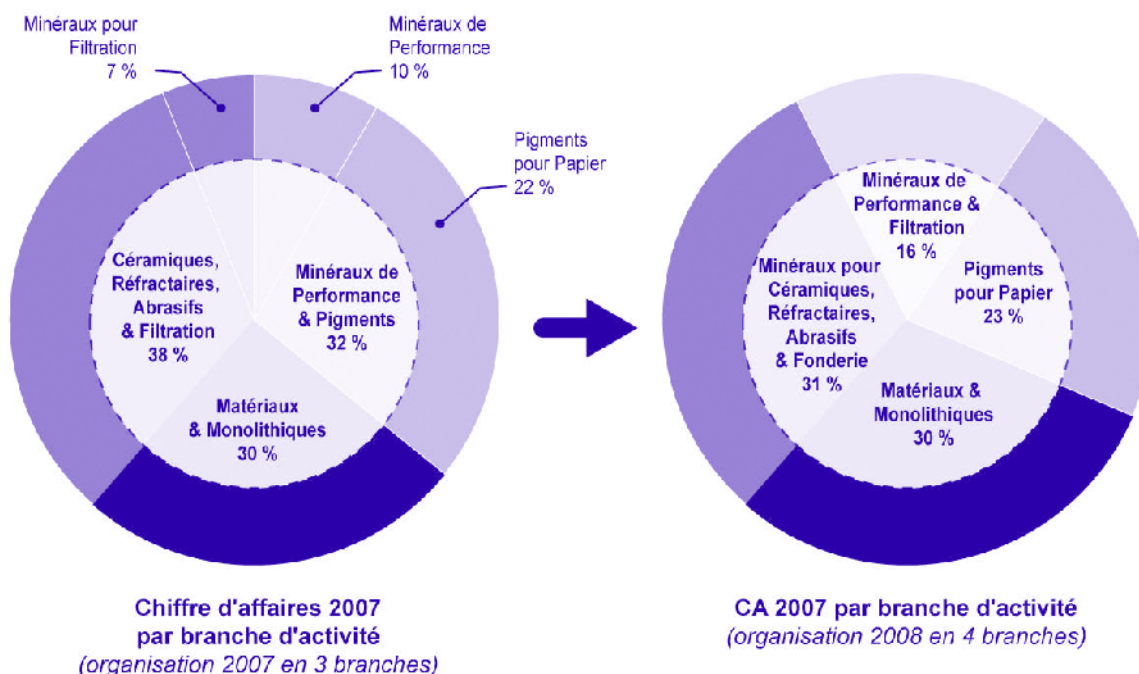
1.4 Organisation

A compter du 13 février 2008, Jérôme Pecresse, actuel Directeur Général Adjoint en charge de la branche Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration est nommé Directeur Général Délégué d'Imerys. A ce titre, il assistera Gérard Buffière, Directeur Général, dans la définition et la conduite de la stratégie du Groupe, ainsi que dans l'examen des grands projets de réorganisation et d'investissement.

Par ailleurs, les programmes industriels de réorganisation étant en phase de finalisation, le Groupe va accélérer la mise en place des synergies commerciales entre ses activités en modifiant l'organisation opérationnelle de la façon suivante :

- la branche Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie regroupe les activités Minéraux pour Céramiques, Minéraux pour Réfractaires, Minéraux Fondus et Graphite ;
- la branche Minéraux de Performance & Filtration regroupe les activités Minéraux de Performance et Minéraux pour Filtration ;
- la branche Pigments pour Papier ;
- la branche Matériaux & Monolithiques.

Le schéma ci-après résume cette évolution.



Cette organisation se met actuellement en place ; la présentation des résultats du Groupe en tiendra compte à compter de la publication de ses résultats du 1^{er} trimestre 2008, le 30 avril prochain.

1.5 Événements récents

En Chine, l'acquisition d'Astron China a été finalisée le 5 février 2008 pour un montant total de 115 millions d'euros. Astron China est un acteur majeur de la production, de la vente et du négoce, au niveau mondial, d'une large gamme de produits à base de zircon (principalement sable, farine et opacifiant, zircon fondu et produits chimiques à base de zircon).

Astron China dispose de 5 usines (la principale d'entre elles étant située à Bayuquan, dans la province de Liaoning), de 8 centres de distribution et a réalisé un chiffre d'affaires de 110 millions d'euros lors de son dernier exercice clos le 30 juin 2007, dont plus de 70 % en Chine.

Cette acquisition permet à Imerys de renforcer ses activités Minéraux Fondus en :

- étendant sa gamme de produits pour les marchés clés des réfractaires, des céramiques et de la fonderie de précision ;
- accroissant substantiellement sa présence industrielle, ses infrastructures de distribution et son organisation des ventes en Chine, ce qui offre également des perspectives de développement locales attractives pour nombre de métiers d'Imerys ;
- disposant d'une base de production mondiale de zircon fondu, Astron China venant compléter les usines d'UCM en Europe et aux Etats-Unis.

1.6 Perspectives 2008

Comme chaque année depuis 16 ans, Imerys présente des résultats en croissance. Cette capacité à progresser dans un environnement volatil montre la solidité du "business model" du Groupe et sa capacité de réaction.

2007 aura été une nouvelle année d'intense mobilisation des équipes du Groupe : des actions importantes d'amélioration de la compétitivité ont été réalisées dans les activités kaolin et filtration, permettant, en année pleine, une réduction de la base globale de coûts de plus de 25 millions d'euros ; des investissements significatifs ont été consacrés au développement de l'outil de production et des réserves minières ; 12 nouvelles entreprises ont rejoint le Groupe et renforcent ses positions dans les régions du monde où les perspectives de croissance sont les plus prometteuses ; ces acquisitions devraient apporter un chiffre d'affaires additionnels d'environ 200 millions d'euros et un résultat opérationnel courant de l'ordre de 20 millions d'euros ; Imerys a également profité des conditions favorables des marchés financiers au 1^{er} semestre 2007 pour se refinancer et assurer des ressources de long-terme.

C'est donc confiant qu'Imerys aborde cette année 2008. Face à un environnement économique encore incertain, le Groupe est plus fort et mieux armé aujourd'hui qu'il ne l'était au début de 2007 pour continuer à améliorer ses performances.

1.7 Ressources Humaines

A fin décembre 2007, les effectifs du Groupe sont de 17 552 (contre 15 776 à fin décembre 2006). A l'image du développement d'Imerys, cette augmentation des effectifs a avant tout pris place dans les économies émergentes :

- les effectifs ont baissé de - 4 % dans les économies développées (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Japon, Australie), traduisant l'effort constant de productivité réalisé par le Groupe ;
- ils ont en revanche augmenté de + 49 % dans les pays émergents. 39 % des effectifs d'Imerys sont désormais localisés dans ces pays et les effectifs du Groupe en Chine et en Inde ont plus que doublé en 2007, pour représenter plus de 2 300 salariés.

Imerys s'attache à recruter, former et promouvoir des équipes de qualité pour accompagner sa croissance. Fin 2007, une campagne a été élaborée pour recruter, en 3 ans, 300 jeunes diplômés de toutes filières et de tous horizons. Ouverts à la mobilité, maîtrisant l'anglais, les candidats seront sélectionnés sur la base des valeurs et principes qui définissent les attitudes et compétences requises pour rejoindre le Groupe et y progresser.

Imerys s'attache à développer des programmes de rémunérations et d'avantages sociaux compétitifs et cohérents. Ainsi, la structure du bonus annuel des principaux managers est cohérente à travers toutes les activités du Groupe. Une politique de protection sociale minimale a été définie en 2007 pour les pays d'Amérique Latine et la Chine. Elle est progressivement appliquée depuis janvier 2008.

Partout, Imerys entretient un dialogue suivi avec les partenaires sociaux et 50 % des effectifs du Groupe sont couverts par un accord collectif. Le Comité d'Entreprise Européen, qui représente 7 922 salariés de 17 pays (45 % des effectifs), organise avec un grand soin sa réunion plénière annuelle présidée par le Directeur Général. L'édition 2007 s'est tenue en Allemagne.

Lorsque des restructurations sont nécessaires, Imerys s'attache à mobiliser toutes les solutions de reclassement interne et externe avec l'appui de formations et d'accompagnements personnalisés. Cela a notamment été le cas en 2007 pour les salariés des sites du Devon et de Cornouailles (Grande-Bretagne) et d'Arcos (Brésil) ou de Lamotte-Beuvron (France).

1.8 Développement Durable

Le Groupe a poursuivi en 2007 sa démarche de Développement Durable.

Imerys place la protection de la sécurité et de la santé de ses employés au premier rang de ses priorités. L'objectif d'un taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail inférieur à 6⁽¹⁾ a été atteint en 2007, soit une division par deux du taux de fréquence depuis 2005.

En matière de protection de l'environnement, au delà du respect des réglementations environnementales des différents pays dans lesquels il opère – Imerys développe des standards communs à ses activités pour les rejets atmosphériques, la qualité des eaux, la gestion des déchets, les nuisances sonores et la restauration des sites en fin d'exploitation. Le Groupe a engagé en novembre 2007 un Plan d'Action Environnement, s'appuyant sur l'expérience et l'organisation mise en œuvre dans le domaine de la sécurité. Ce plan vise à accélérer les progrès des différentes activités en matière de gestion environnementale, en mettant l'accent sur cinq éléments clés pour l'environnement (stabilité des barrages et terrils, rejets gazeux, eaux de rejets, produits dangereux, restauration après exploitation minière).

Disponible sur le site internet du Groupe, le Code d'Ethique et de Conduite des Affaires publié en 2006, recense les principes que doivent appliquer tous ses collaborateurs pour conduire les affaires d'Imerys avec intégrité et dans le respect des lois. Des présentations ont été organisées auprès des principaux managers du Groupe et vont être poursuivies en 2008.

La publication du troisième rapport Développement Durable du Groupe interviendra en juin 2008, permettant de faire le point sur les progrès accomplis depuis 2 ans.

1.9 Gouvernement d'Entreprise

En matière de Gouvernance, la proportion de membres indépendants dans la composition du Conseil d'Administration est supérieure au tiers recommandé pour les sociétés cotées pourvues, comme Imerys, d'actionnaires de contrôle. Un nouvel Administrateur indépendant, M. Jean Monville, est venu remplacer M. Yves-René Nanot, atteint par la limite d'âge, à compter du 2 mai 2007 ; il a également rejoint le Comité des Comptes dont M. Aldo Cardoso a pris la Présidence.

Les recommandations issues de l'auto-évaluation menée par le Conseil d'Administration, en février 2007, visant à améliorer son fonctionnement et sa performance, ainsi que ceux de ses Comités, ont été mises en application. En particulier, une réunion supplémentaire du Comité des Comptes est désormais dédiée spécifiquement à la revue, chaque année, des risques, contrôle interne et résultats des missions d'audit interne.

Le Conseil accorde par ailleurs une attention croissante aux risques et enjeux de Développement Durable, qui sont examinés par le Comité Stratégique et le Comité des Comptes. La politique du Groupe et ses résultats en la matière font désormais l'objet d'une présentation périodique complète au Conseil d'Administration.

(1) Par million d'heures travaillées

1.10 Activité de la Société en 2007

La Société réalise, en 2007, un bénéfice net de 50,2 millions d'euros, en baisse de - 63,2 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'établit à - 29,1 millions d'euros, en baisse de - 5,5 millions d'euros. Cette évolution est le résultat de l'augmentation des charges d'exploitation de 7,7 millions d'euros s'élevant à 58,4 millions d'euros. Parallèlement, le chiffre d'affaires et autres produits augmentent de 2,2 millions d'euros, pour passer à 29,3 millions d'euros.

Le résultat financier s'établit à 54,3 millions d'euros en 2007 pour un résultat financier de 99,3 millions d'euros en 2006. En effet, la Société a perçu 109,8 millions d'euros de dividendes en 2007 ; ces derniers s'élevaient à 136,8 millions d'euros en 2006. Egalement, la Société a enregistré en 2007, une perte de change de - 15,5 millions d'euros alors que celle comptabilisée en 2006 s'élevait à - 7,6 millions d'euros. Enfin, en raison des opérations de croissance externe conclues par le Groupe en 2007, les charges financières nettes ont augmenté de 4,4 millions d'euros.

Il est ici rappelé, qu'en application de la procédure de gestion des risques en vigueur au sein du Groupe, la Société met en oeuvre des instruments financiers à terme ou optionnels pour se couvrir contre les risques inhérents aux variations de taux de change, d'intérêt et de prix de l'énergie.

Le résultat courant s'établit à 25,2 millions d'euros en 2007 contre 75,7 millions d'euros en 2006.

Le résultat exceptionnel s'élevait à 15,5 millions d'euros en 2006, principalement composé des plus-values de cession de titres Europe Commerce Refractories et de l'ensemble immobilier Tour Maine Montparnasse. Pour l'exercice 2007, il s'établit à - 2,4 millions d'euros. Il résulte essentiellement de la moins value sur la cession du prêt d'Imerys Argentina à Mircal Argentina.

Au titre de l'exercice 2007, Imerys SA a comptabilisé un produit d'impôt de 27,4 millions d'euros, résultant de l'intégration fiscale de sociétés françaises dont Imerys SA est la tête de groupe.

La structure bilantielle traduit la souscription à l'augmentation de capital de la société Mircal China pour 6,0 millions d'euros.

Cette structure reflète également une augmentation de 283,4 millions d'euros des créances rattachées aux participations en financement des nouvelles acquisitions de l'année.

Parallèlement, les ressources financières ont augmenté de 359,9 millions d'euros. Elles se traduisent par le remboursement de deux emprunts obligataires de 309,7 millions d'euros et 50 millions d'euros, et par la souscription d'un nouvel emprunt de 500 millions d'euros.

Au 31 décembre 2007, la dette financière de la Société était composée des éléments suivants :

(milliers d'euros)	Montant	Échéance à moins d'1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance supérieure à 5 ans
Emprunts obligataires	1 007 924	0	50 000	957 924
Billets de trésorerie	365 800	365 800	-	-
Comptes courants financiers Groupe	618 342	618 342	-	-
Découverts bancaires et intérêts courus	99 815	99 815	-	-
Total	2 091 881	1 083 957	50 000	957 924

► INVENTAIRE DES TITRES DE PARTICIPATIONS ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Pour les renseignements concernant les filiales et participations au 31 décembre 2007, se référer à la note 34 des comptes sociaux.

En application de l'article L. 232-7 du Code de Commerce, l'inventaire des valeurs mobilières de placement est présenté ci-dessous :

<i>Nature</i>	<i>Quantité</i>	<i>Prix de revient unitaire moyen (€)</i>	<i>Cours d'inventaire décembre 2007 (€)</i>
SICAV Dresdner Eurocash	1 872	6 423,74	6 454,62
Actions Imerys (Contrat de liquidité)	200 000	65,46	57,12

► INFORMATIONS SUR LE CAPITAL ET LES DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES REALISEES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Au 31 décembre 2007, la répartition du capital de la Société s'établissait comme suit :

<i>au 31 décembre 2007</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>% d'intérêt</i>	<i>% des droits de vote⁽¹⁾</i>
Pargesa Netherlands BV	17 246 462	27,32 %	35,38 %
Belgian Securities BV ⁽²⁾	16 898 778	26,77 %	34,67 %
Prudential Plc ⁽³⁾	5 110 441	8,10 %	5,27 %
Salariés du Groupe	228 311	0,36 %	0,32 %
Auto-détention	200 000	0,32 %	-
Public	23 442 864	37,13 %	24,36 %
Total	63 126 856	100,00 %	100,00 %

(1) Total droits de vote : 97 048 499.

(2) Filiale à 100 % du groupe Bruxelles Lambert.

(3) Prudential Plc, représente, pour les besoins de ce tableau, l'ensemble des actions détenues par les sociétés appartenant à son groupe.

Au cours de l'exercice 2007, il a été acquis, dans le cadre du contrat de liquidité, 1 380 102 actions Imerys, à un prix moyen unitaire de 70,78 euros, et corrélativement cédé 1 180 102 actions Imerys, à un prix moyen unitaire de 70,22 euros.

De plus, la Société a acquis directement sur le marché, en 2007, 606 543 actions propres au prix moyen unitaire de 69,41 euros. En date du 18 décembre 2007, le Conseil d'Administration a approuvé la réduction de capital par annulation de ces titres.

Le montant des dividendes versés au cours des trois derniers exercices a été égal à :

	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
	<i>Au titre de l'exercice 2006</i>	<i>Au titre de l'exercice 2005</i>	<i>Au titre de l'exercice 2004</i>
Dividende brut par action	1,80 €	1,65 €	1,50 €
Dividende net par action	1,80 €	1,65 €	1,50 €
Distribution nette totale	114,2 M€	104,8 M€	95,0 M€

► CAPITAL, AUTRES TITRES, RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en euros)

Nature des indications	2007	2006	2005	2004	2003
I - Capital et autres titres à la fin de l'exercice					
Capital social	126 253 712	126 669 240	127 943 730	126 900 040	126 965 960
Nombre d'actions ordinaires à la fin de l'exercice	63 126 856	63 334 620	63 971 865	63 450 020	15 870 745 ⁽²⁾
Nominal par action	2 €	2 €	2 €	2 €	8 € ⁽²⁾
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions ordinaires potentielles :					
- par exercice d'options	3 103 391	2 989 870	2 987 703	2 973 228	707 622 ⁽²⁾
II – Opérations et résultat de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	23 535 868	25 059 348	25 664 553	21 372 751	22 510 908
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	37 035 044	92 329 448	67 707 841	266 349 245	108 162 508
Impôts sur les bénéfices	27 399 525	22 162 068	24 236 094	18 488 138	4 968 096
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	50 239 678	113 398 743	99 995 690	282 616 145	151 302 402
Résultat distribué (hors précompte)	114 185 084	104 823 279	94 961 064	79 289 415	67 529 346
III - Résultat par action^{(1) (2)}					
Résultat après impôts, participation des salariés et avant dotations aux amortissements et provisions	1,02	1,81	1,44	4,49	6,50
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,80	1,79	1,56	4,45	9,53
Dividende net attribué à chaque action	1,90 ⁽³⁾	1,80	1,65	1,50	5,00
IV - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	105,33	98,83	87,50	83,50	77,00
Montant de la masse salariale de l'exercice	10 525 905	8 564 526	7 616 359	6 833 112	6 549 630
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	5 926 112	5 030 033	5 212 818	4 107 491	4 337 057
- dont intéressement	1 128 996	1 010 532	882 542	694 646	606 276

(1) Sur la base du nombre d'actions à chaque fin d'exercice.

(2) Avant division par 4 du nominal.

(3) Proposition soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 30 avril 2008.

► AUTRES INFORMATIONS

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice 2007.

► EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2007 ET PREVISIONS D'ACTIVITE 2008

En 2008, la Société poursuivra son activité de prestations de services à l'égard de ses filiales et continuera de gérer les risques financiers pour l'ensemble du Groupe.

Le 5 février 2008, le Groupe a finalisé l'acquisition d'Astron China pour un montant total de 115,0 millions d'euros.

Sont incorporées au présent Rapport de Gestion du Conseil d'Administration, les informations détaillées dans les chapitres suivants du présent Rapport Annuel, notamment :

- Liste des principales filiales et participations (Chapitre 3 – Etats financiers).
- Changement de méthode comptable (Chapitre 3 – Etats financiers).
- Développement Durable, données sociales et risques (Chapitre 4 – Activité du Groupe).
- Activités en matière de Recherche & Développement (Chapitre 4 – Activité du Groupe).
- Renseignements sur le capital social (y compris la participation des salariés au capital de la Société ; tableau résumé des autorisations financières existantes et programmes de rachats d'actions) (Chapitre 5 – Renseignements de caractère général).
- Composition et fonctionnement du Conseil d'Administration ; liste des mandats exercés par les mandataires sociaux et montant des rémunérations et avantages des mandataires sociaux, options de souscription d'actions et actions gratuites ; opérations réalisées sur les titres de la Société par les mandataires sociaux (Chapitre 6 – Gouvernement d'Entreprise).
- Facteurs de risques (Chapitre 7 – Facteurs de risques et contrôle interne).

2 - RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST & YOUNG Audit

Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris - La Défense Cedex

Deloitte & Associés

185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

2.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Imerys relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 des états financiers consolidés relative aux changements de méthode de l'exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société procède annuellement à un test de perte de valeur des goodwill et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 3.13, 5.1 et 20 aux états financiers consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que ces notes donnent une information appropriée.
- Comme indiqué dans les notes 5.1 et 25.2 aux états financiers consolidés, le groupe a comptabilisé des provisions pour restructurations. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons été conduits à revoir les données et hypothèses retenues par le groupe. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

- Comme décrit dans les notes 3.18, 5.1 et 25.2 aux états financiers consolidés, le groupe constitue des provisions pour couvrir les coûts nécessaires à la réhabilitation des sites miniers. Nos travaux ont consisté à apprécier les approches retenues par le groupe pour l'évaluation de ces obligations à partir des éléments disponibles à ce jour. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit
Jean-Roch VARON

Deloitte & Associés
Nicholas L.E. ROLT

2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Imerys, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note des principes et méthodes comptables de l'annexe sur les immobilisations financières, l'évaluation des titres de participation est effectuée en tenant compte non seulement de la quote-part de situation nette qu'elles représentent, mais également des perspectives de rentabilité future. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par la société. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Par ailleurs, en application de la loi, nous vous signalons que, comme cela est précisé dans le rapport de gestion, les informations fournies au titre des dispositions de l'article L. 225-102-1 alinéa 2 du Code de commerce n'incluent pas les rémunérations et avantages versés par les sociétés contrôlant votre société aux mandataires sociaux concernés au titre des autres mandats, fonctions ou missions que ceux exercés personnellement au sein ou pour le compte de votre société.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit
Jean-Roch VARON

Deloitte & Associés
Nicholas L.E. ROLT

3 | Etats financiers

pages

28 **1 - Etats financiers consolidés**

28	Compte de résultat consolidé
29	Bilan consolidé
30	Tableau des flux de trésorerie consolidés
32	Tableau de variation des capitaux propres consolidés
	Notes aux états consolidés
33	1) Principes et méthodes comptables
51	2) Notes sur le compte de résultat consolidé
62	3) Notes sur le bilan consolidé
94	4) Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés
96	5) Information sectorielle
103	6) Autres informations

107 **2 - Etats financiers sociaux**

108	Compte de résultat
109	Bilan
110	Tableau des flux de trésorerie
	Notes aux états financiers
111	1) Principes et méthodes comptables
114	2) Notes sur le compte de résultat
116	3) Notes sur le bilan
123	4) Autres Informations

129 **3 - Honoraires d'audit**

1 - ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Compte de résultat consolidé

(millions d'euros)	Notes	2007	2006	2005
Produits des activités ordinaires	6	3 401,9	3 288,1	3 045,2
Matières premières et achats consommés	7	(1 159,9)	(1 102,1)	(1 018,7)
Charges externes	8	(867,7)	(827,4)	(762,5)
Charges de personnel	9	(685,4)	(660,4)	(616,8)
Impôts et taxes		(47,9)	(48,6)	(39,9)
Amortissements et pertes de valeur		(197,4)	(206,7)	(185,3)
Autres produits et charges d'exploitation	10	34,7	15,9	12,0
Résultat opérationnel courant		478,3	458,8	434,0
Résultat de cessions d'actifs		(1,3)	16,5	80,4
Pertes de valeur, restructurations et litiges		(44,7)	(192,3)	(83,1)
Autres produits et charges opérationnels	11	(46,0)	(175,8)	(2,7)
Résultat opérationnel		432,3	283,0	431,3
Résultat des placements	13	5,7	4,6	5,2
Charge d'endettement financier brut	13	(63,7)	(53,9)	(48,0)
Charge d'endettement financier net		(58,0)	(49,3)	(42,8)
Autres produits financiers	12	50,5	67,9	68,9
Autres charges financières	12	(48,2)	(65,3)	(73,4)
Résultat financier		(55,7)	(46,7)	(47,3)
Impôts sur le résultat	14	(96,6)	(51,5)	(76,5)
Quote-part des résultats nets des entreprises associées		6,9	5,2	4,6
Résultat net		286,9	190,0	312,1
dont :				
Résultat net, part du Groupe	15	284,2	187,4	309,4
Résultat net des intérêts minoritaires		2,7	2,6	2,7
Résultat net, part du Groupe	15	284,2	187,4	309,4
dont :				
Résultat courant net, part du Groupe	15	316,7	308,3	287,6
Autre produits et charges opérationnels nets, part du Groupe	11	(32,5)	(120,9)	21,8
(en euros)				
Résultat de base courant net par action	16	5,00	4,86	4,53
Résultat de base net par action	16	4,49	2,95	4,88
Résultat net dilué par action	16	4,49	2,95	4,83
Taux de change moyen euro/USD		1,3702	1,2557	1,2447

Bilan consolidé

(millions d'euros)	Notes	2007	2006	2005
ACTIF CONSOLIDE				
Goodwill	17	860,7	793,1	815,3
Immobilisations incorporelles	18	49,3	22,8	35,8
Actifs miniers	19	399,6	437,8	497,2
Immobilisations corporelles	19	1 280,9	1 175,0	1 276,6
Participations dans les entreprises associées	21	42,9	34,1	31,9
Actifs financiers disponibles à la vente	23.2	9,0	12,8	16,0
Autres actifs financiers	23.3	11,3	11,3	10,3
Autres créances	23.3	46,8	18,9	13,9
Instruments dérivés actif	26.2	5,6	41,3	60,4
Impôts différés actif	27	59,4	49,3	34,6
Total actif non courant		2 765,5	2 596,4	2 792,0
Stocks	22	502,0	490,6	475,8
Créances clients	23.3	623,4	614,7	590,3
Autres créances	23.3	133,3	113,7	99,1
Instruments dérivés actif	26.2	(0,6)	0,3	6,3
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers		5,3	4,1	61,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26.2	173,4	181,2	134,7
Total actif courant		1 436,8	1 404,6	1 367,2
TOTAL ACTIF CONSOLIDE		4 202,3	4 001,0	4 159,2
PASSIF CONSOLIDE ET CAPITAUX PROPRES				
Capital	24	126,3	126,7	127,9
Primes		131,7	158,9	219,5
Réserves		1 097,5	1 157,1	1 015,2
Résultat net, part du Groupe		284,2	187,4	309,4
Capitaux propres, part du Groupe		1 639,7	1 630,1	1 672,0
Intérêts minoritaires		23,9	16,3	14,2
Capitaux propres		1 663,6	1 646,4	1 686,2
Provisions pour avantages du personnel	25.1	165,6	199,2	237,1
Autres provisions	25.2	162,6	200,3	161,0
Emprunts et dettes financières	26.2	1 021,1	892,8	943,1
Autres dettes	26.3	23,0	27,1	33,2
Instruments dérivés passif	26.2	12,5	13,5	14,9
Impôts différés passif	27	53,9	52,4	76,4
Total passif non courant		1 438,7	1 385,3	1 465,7
Autres provisions	25.2	14,8	18,4	12,8
Dettes fournisseurs		321,5	296,8	313,1
Impôts exigibles sur le résultat		30,0	24,9	13,8
Autres dettes	26.3	240,3	217,9	222,8
Instruments dérivés passif	26.2	2,8	5,9	8,2
Emprunts et dettes financières	26.2	388,0	360,7	423,0
Concours bancaires	26.2	102,6	44,7	13,6
Total passif courant		1 100,0	969,3	1 007,3
TOTAL PASSIF CONSOLIDE ET CAPITAUX PROPRES		4 202,3	4 001,0	4 159,2
Dettes financières nettes	26.2	1 343,0	1 086,1	1 140,0
Taux de change de clôture euro/USD		1,4721	1,3170	1,1797

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Flux de trésorerie générés par les opérations courantes (<i>annexe 1</i>)	612,9	549,5	587,8
Intérêts payés	(58,4)	(54,2)	(60,1)
Impôts sur le résultat payés sur résultat opérationnel courant et résultat financier	(118,0)	(107,0)	(105,5)
Dividendes reçus	2,6	2,1	1,9
Flux de trésorerie générés par les autres produits et charges opérationnels (<i>annexe 2</i>)	(41,2)	(31,2)	(30,4)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	397,9	359,2	393,7
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(351,9)	(217,0)	(251,0)
Acquisitions de titres d'entités consolidées sous déduction de la trésorerie acquise	(191,4)	(21,5)	(271,0)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	-	(1,0)	-
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	27,5	39,9	25,8
Cessions de titres d'entités consolidées sous déduction de la trésorerie cédée	18,4	10,3	144,5
Cessions d'actifs financiers disponibles à la vente	-	0,1	1,5
Variation nette des immobilisations financières	(0,4)	1,1	4,7
Intérêts encaissés	2,8	3,5	3,8
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(495,0)	(184,6)	(341,7)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Augmentations de capital	15,9	22,6	15,6
Réductions de capital	(42,1)	(83,4)	-
Cessions (acquisitions) d'actions propres	(13,6)	39,2	(38,2)
Dividendes versés aux actionnaires	(114,2)	(104,8)	(95,0)
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	(1,8)	(1,3)	(1,4)
Emissions d'emprunts	503,4	3,8	2,9
Remboursements d'emprunts	(402,8)	(37,5)	(100,9)
Variation nette des autres dettes	93,9	8,5	235,7
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	38,7	(152,9)	18,7
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(58,4)	21,7	70,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	136,5	121,1	46,0
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(58,4)	21,7	70,7
Incidence de la variation des taux de change	(7,3)	(6,3)	4,4
Incidence des changements de principes comptables	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	70,8	136,5	121,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	173,4	181,2	134,7
Concours bancaires	(102,6)	(44,7)	(13,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	70,8	136,5	121,1

Annexe 1

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Résultat net	286,9	190,0	312,1
<i>Ajustements pour :</i>			
Impôts sur le résultat	96,6	51,5	76,5
Quote-part des résultats nets des entreprises associées	(6,9)	(5,2)	(4,6)
Pertes de valeur du goodwill	0,1	0,2	4,5
Autres produits et charges opérationnels hors pertes de valeur du goodwill	45,9	175,6	(1,8)
Dotations nettes opérationnelles aux amortissements	194,9	203,6	181,9
Dotations nettes opérationnelles aux pertes de valeur sur éléments de l'actif	3,1	1,7	(2,3)
Dotations nettes opérationnelles aux provisions	(27,3)	(19,1)	(14,5)
Dividendes	(0,2)	(0,2)	(0,1)
Produits et charges d'intérêts nets	60,7	48,4	43,5
Profits et pertes de réévaluation	3,1	10,6	4,7
Résultat des cessions courantes des immobilisations corporelles et incorporelles	(16,4)	(14,4)	(9,6)
Variation du besoin en fonds de roulement	(27,6)	(93,2)	(2,5)
<i>Stocks</i>	<i>(21,2)</i>	<i>(25,8)</i>	<i>(42,4)</i>
<i>Clients, avances et acomptes reçus</i>	<i>(11,6)</i>	<i>(23,7)</i>	<i>(20,2)</i>
<i>Fournisseurs, avances et acomptes versés</i>	<i>27,9</i>	<i>(17,3)</i>	<i>44,5</i>
<i>Autres créances et dettes</i>	<i>(22,7)</i>	<i>(26,4)</i>	<i>15,6</i>
Flux de trésorerie générés par les opérations courantes	612,9	549,5	587,8

Annexe 2

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Autres produits et charges opérationnels	(46,0)	(175,8)	(2,7)
<i>Ajustements pour :</i>			
Pertes de valeur du goodwill (<i>note 20</i>)	0,1	0,2	4,5
Autres dotations nettes opérationnelles aux amortissements	20,6	123,5	33,8
Autres dotations nettes opérationnelles aux provisions	(34,2)	21,3	12,5
Résultat des cessions non courantes des immobilisations corporelles et incorporelles	0,2	(15,1)	13,1
Résultat des cessions des titres consolidés et des actifs financiers disponibles à la vente	1,1	(1,4)	(93,5)
Impôts sur le résultat payés sur autres produits et charges opérationnels	17,0	16,1	1,9
Flux de trésorerie générés par les autres produits et charges opérationnels	(41,2)	(31,2)	(30,4)

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	Nombre d'actions en circulation	Capital	Primes	Actions propres	Couvertures de flux de trésorerie	Réserve de conversion	Autres réserves et résultats accumulés	Total part du groupe	Total intérêts minoritaires	Total capitaux propres
(millions d'euros)										
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2005	63 450 020	126,9	204,9	1,4	0,2	(50,6)	1 070,6	1 353,4	9,2	1 362,6
dont impôts sur le résultat comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	-	-	-	(4,4)	-	(4,4)	-	(4,4)
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	(1,3)	-	-	(1,3)	-	(1,3)
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	124,4	-	124,4	0,8	125,2
Total des produits et charges de l'exercice comptabilisés dans les capitaux propres	-	-	-	-	(1,3)	124,4	-	123,1	0,8	123,9
Résultat 2005	-	-	-	-	-	-	309,4	309,4	2,7	312,1
Total des produits et charges de l'exercice	-	-	-	-	(1,3)	124,4	309,4	432,5	3,5	436,0
Dividende (1,50 € par action)	-	-	-	-	-	-	(95,0)	(95,0)	(1,4)	(96,4)
Augmentations de capital	521 845	1,0	14,6	-	-	-	-	15,6	-	15,6
Effet des variations de périmètre et des augmentations de capital sur les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	3,0	3,0
Opérations sur actions propres	-	-	-	(38,3)	-	-	-	(38,3)	-	(38,3)
Palements en options de souscription d'actions	-	-	-	-	-	-	3,7	3,7	-	3,7
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2006	63 971 865	127,9	219,5	(36,9)	(1,1)	73,8	1 288,8	1 672,0	14,2	1 686,2
dont impôts sur le résultat comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	-	-	-	3,3	-	3,3	-	3,3
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	2,2	-	-	2,2	-	2,2
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	(110,1)	-	(110,1)	(1,7)	(111,8)
Total des produits et charges de l'exercice comptabilisés dans les capitaux propres	-	-	-	-	2,2	(110,1)	-	(107,9)	(1,7)	(109,6)
Résultat 2006	-	-	-	-	-	-	187,4	187,4	2,6	190,0
Total des produits et charges de l'exercice	-	-	-	-	2,2	(110,1)	187,4	79,5	0,9	80,4
Dividende (1,65 € par action)	-	-	-	-	-	-	(104,8)	(104,8)	(1,3)	(106,1)
Augmentations de capital	687 755	1,4	20,2	-	-	-	-	21,6	1,0	22,6
Réductions de capital	(1 325 000)	(2,6)	(80,8)	-	-	-	-	(83,4)	-	(83,4)
Effet des variations de périmètre et des augmentations de capital sur les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	1,5	1,5
Opérations sur actions propres	-	-	-	39,2	-	-	-	39,2	-	39,2
Palements en options de souscription d'actions	-	-	-	-	-	-	6,0	6,0	-	6,0
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2007	63 334 620	126,7	158,9	2,3	1,1	(36,3)	1 377,4	1 630,1	16,3	1 646,4
dont impôts sur le résultat comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	-	-	-	5,2	-	5,2	-	5,2
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	2,8	-	-	2,8	-	2,8
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	(128,4)	-	(128,4)	(1,3)	(129,7)
Total des produits et charges de l'exercice comptabilisés dans les capitaux propres	-	-	-	-	2,8	(128,4)	-	(125,6)	(1,3)	(126,9)
Résultat 2007	-	-	-	-	-	-	284,2	284,2	2,7	286,9
Total des produits et charges de l'exercice	-	-	-	-	2,8	(128,4)	284,2	158,6	1,4	160,0
Dividendes (1,80 € par action)	-	-	-	-	-	-	(114,2)	(114,2)	(0,9)	(115,1)
Augmentations de capital	398 779	0,8	13,6	-	-	-	-	14,4	1,5	15,9
Réductions de capital	(606 543)	(1,2)	(40,9)	-	-	-	-	(42,1)	-	(42,1)
Effet des variations de périmètre et des augmentations de capital sur les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	1,1	1,1	5,6	6,7
Opérations sur actions propres	-	-	-	(13,6)	-	-	-	(13,6)	-	(13,6)
Palements en options de souscription d'actions	-	-	-	-	-	-	5,4	5,4	-	5,4
Capitaux propres au 31 décembre 2007	63 126 856	126,3	131,6	(11,3)	3,9	(164,7)	1 553,9	1 639,7	23,9	1 663,6
dont impôts sur le résultat comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	-	-	-	8,9	-	8,9	-	8,9
Dividende proposé (1,90 € par action)	-	-	-	-	-	-	(119,9)	(119,9)	-	(119,9)
Capitaux propres après affectation au début de l'exercice 2008	63 126 856	126,3	131,6	(11,3)	3,9	(164,7)	1 434,0	1 519,8	23,9	1 543,7

1. Principes et méthodes comptables

1 - PRINCIPES COMPTABLES

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, Imerys, groupe présent dans l'extraction et la valorisation des minéraux industriels, ayant son siège social à Paris, rue de l'Université et dont l'action est admise à la négociation sur le compartiment Euronext de la bourse de Paris, établit des états financiers en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptées dans l'Union Européenne à la date de clôture des états financiers. Ceux-ci sont arrêtés par le Conseil d'Administration d'Imerys SA, société mère du Groupe.

Lors de la première adoption des normes IFRS, Imerys a présenté un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004 intégrant une application rétrospective des normes IFRS limitée par certaines dérogations facultatives prévues par la norme IFRS 1 sur la première adoption des IFRS et exercées par le Groupe. Ainsi, les regroupements d'entreprises n'ont pas été retraités. Les valeurs comptables des immobilisations corporelles n'ont pas été retraitées à l'exception des réserves minières qui ont été évaluées à la juste valeur. Les écarts actuariels non comptabilisés des régimes d'avantages du personnel à prestations définies ont été comptabilisés dans les réserves consolidées. Enfin, les écarts de conversion des entités étrangères consolidées ont été reclassés dans les réserves consolidées.

2 - CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et interprétations

Les méthodes comptables sont identiques à celles de l'exercice précédent à l'exception des normes, amendements et interprétations applicables à la comptabilisation, l'évaluation ou la présentation de transactions, événements ou conditions existant dans le Groupe, publiés au 31 décembre 2007 et adoptés dans l'Union Européenne à cette date :

- **IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir.** Cette norme organise et complète l'information sur les instruments financiers. Ces informations sont fournies dans les [notes 12, 13, 23 et 26](#). Cette norme n'a pas d'incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers.
- **Amendement de IAS 1, Présentation des états financiers - Informations à fournir sur le capital.** Cet amendement requiert des informations supplémentaires sur la gestion du capital. Ces informations sont fournies dans la [note 24](#).
- **IFRIC 8, Champ d'application d'IFRS 2.** Cette interprétation applicable aux options de souscription d'actions accordées en l'absence de biens ou services spécifiquement identifiables n'a pas d'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2007.
- **IFRIC 10, Information financière intermédiaire et perte de valeur.** Cette interprétation applicable aux conséquences d'une perte de valeur du goodwill comptabilisée lors d'un arrêté intermédiaire n'a pas d'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2007, aucune perte de valeur du goodwill n'ayant été comptabilisée au 30 juin 2007.

Nouvelle définition des secteurs d'activité

Les états financiers 2007 font l'objet d'un changement de méthode comptable lié à l'identification des secteurs d'activité présentés dans le cadre de l'information sectorielle ([notes 32 et 33](#)). Ainsi, les quatre secteurs d'activité identifiés jusqu'au 31 décembre 2006 (Minéraux de Spécialités ; Pigments pour Papier ; Matériaux & Monolithiques et Réfractaires, Abrasifs & Filtration) ont été redéfinis au 1^{er} janvier 2007 afin de tenir compte de l'évolution des liens opérationnels entre les activités Minéraux de Performance et Pigments pour Papier d'une part, et les activités Céramiques et Réfractaires d'autre part :

- Les activités Minéraux de Performance ont été regroupées avec celles de la branche Pigments pour Papier. Dans le cadre de la réorganisation de la production de kaolin du Groupe en Grande-Bretagne annoncée en 2006, le Groupe transfère au Brésil la production de ses kaolins de couchage et concentre en Cornouailles ses productions britanniques de kaolin de charge pour papier et de kaolins pour minéraux de performance ; ces derniers étaient antérieurement fabriqués dans le Devon.

- Les activités Minéraux pour Céramiques et Graphite & Carbone ont été regroupées avec celles de la branche Réfractaires, Abrasifs & Filtration afin de mieux faire face aux changements importants affectant ce secteur. En février 2006, l'acquisition d'AGS, producteur français de chamottes et métakaolins est notamment venue compléter la gamme de produits réfractaires et céramiques sanitaires et permet d'envisager de futures synergies commerciales et industrielles au sein de la nouvelle branche.
- L'activité Supports de Cuisson, fournisseur de l'activité Matériaux de Construction, a par ailleurs été rattachée à cette dernière.

Au total, le rapprochement de ces différentes activités traduit le développement de synergies valorisant leurs similitudes en termes de nature des produits et de procédés de fabrication. Les trois secteurs d'activité résultant de cette réaffectation sont ainsi exposés à des risques, rentabilités et performances à long terme homogènes. L'information sectorielle au 31 décembre 2007 comporte donc trois secteurs d'activité : Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration ; Minéraux de Performance & Pigments et Matériaux & Monolithiques. L'information comparative a été retraitée.

Présentation du bilan et du compte de résultat

Le bilan et le compte de résultat 2007 comportent quelques modifications destinées à en améliorer la clarté et la pertinence. L'expérience tirée de la publication en IFRS des exercices 2005 et 2006 et l'observation des meilleures pratiques des autres émetteurs ont conduit à plusieurs arbitrages de présentation commentés ci-après. Ces modifications se traduisent principalement par une simplification terminologique et un allègement de l'information présentée sur la face du bilan et du compte de résultat, le détail correspondant étant reporté en annexe. L'information comparative a été retraitée.

- Au compte de résultat, l'ancienne ligne « Variation de stocks de produits en cours et finis et production immobilisée » (16,9 millions d'euros en 2006 et 36,9 millions d'euros en 2005) est fusionnée dans la ligne « Matières premières et achats consommés ». La [note 7](#) présente séparément le total des variations de stocks et la production immobilisée.
- Au compte de résultat, l'ancienne ligne « Variation nette des provisions d'exploitation » (22,1 millions d'euros en 2006 et 22,4 millions en 2005) est ventilée entre les lignes « Charges de personnel » et « Autres produits et charges d'exploitation ». La variation nette des régimes à prestations définies (20,5 millions d'euros en 2006 et 4,4 millions d'euros en 2005) est ainsi affectée à la ligne « Charges de personnel » et présentée séparément dans la [note 9](#). La variation totale des dépréciations de stocks, de créances clients et des provisions d'exploitation (1,6 millions d'euros en 2006 et 18,0 millions d'euros en 2005) contribue désormais à la ligne « Autres produits et charges d'exploitation » et fait l'objet d'une présentation séparée dans la [note 10](#).
- Au compte de résultat, la ligne « Plus ou moins-values sur cessions d'actifs » est renommée « Résultat de cessions d'actifs ». Son contenu est inchangé.
- Au bilan, les lignes « Créances clients et comptes rattachés » et « Dettes fournisseurs et comptes rattachés » sont renommées respectivement « Créances clients » et « Dettes fournisseurs ». Leur contenu est inchangé.
- Au bilan, les lignes « Autres créances et autres actifs » sont renommées « Autres créances » en non courant et courant. Les autres créances courantes, antérieurement classées après la ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » sont reclassées après les créances clients. Leur contenu est inchangé.
- Au bilan, les lignes « Instruments dérivés actif » et « Instruments dérivés passif », antérieurement classées uniquement en courant, sont ventilées entre courant et non courant afin de mieux présenter leurs maturités respectives ainsi que celles des transactions sous-jacentes. Leur contenu est inchangé.

3 - RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

3.1 Etats financiers

Les états financiers ont pour objectif de présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie d'Imerys. Ils sont établis selon le principe de continuité d'exploitation. Les conventions de présentation sont identiques d'un exercice à l'autre afin d'en assurer la comparabilité et ne sont modifiées que si le changement répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les éléments de nature ou fonction semblables sont regroupés dans des postes distincts selon le principe d'importance relative. Lors de leur comptabilisation, les actifs et passifs d'une part et produits et charges d'autre part ne sont compensés qu'en application des dispositions d'une norme ou interprétation. Les actifs et passifs sont classés par ordre de liquidité et d'exigibilité croissante en distinguant les éléments non-courants et courants, selon que leur réalisation ou exigibilité est à plus ou moins douze mois après la date de clôture des états financiers. Les produits et charges d'un exercice sont présentés par nature dans le compte de résultat de l'exercice. Ils ne sont incorporés au coût d'un élément d'actif ou de passif qu'en application des dispositions d'une norme ou interprétation.

Le résultat opérationnel est constitué du résultat opérationnel courant et des autres produits et charges opérationnels. Le résultat opérationnel courant intègre la performance des activités ordinaires du Groupe. Les autres produits et charges opérationnels correspondent à des produits et charges résultant d'événements peu nombreux, bien identifiés, non récurrents et significatifs, tels que l'incidence d'une restructuration ou la cession des titres d'une entité consolidée.

Le résultat financier comprend principalement le coût de l'endettement, les différences de change (note 3.8), le coût financier lié à la désactualisation des provisions pour environnement, démantèlement d'actifs et réhabilitation des sites miniers (note 3.18) et les pertes de valeur sur actifs financiers. Le coût financier lié à la désactualisation des provisions pour avantages du personnel est comptabilisé dans le résultat opérationnel courant (note 3.19).

Imerys publie des états financiers annuels clôturés au 31 décembre et des états financiers semestriels clôturés au 30 juin. Ces états financiers sont présentés en millions d'euros avec un chiffre après la virgule, arrondi à la centaine de milliers d'euros la plus proche. Les transactions dont l'incidence se rattache à l'arrêté semestriel sont comptabilisées et évaluées selon les mêmes règles que celles des états financiers annuels. En revanche, le principe d'importance relative est appliqué par rapport aux données financières du semestre et non de l'exercice.

3.2 Information sectorielle

Les secteurs de premier niveau présentés par Imerys correspondent à trois secteurs d'activité : Minéraux de Performance & Pigments ; Matériaux & Monolithiques et Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration. Chacun de ces secteurs est engagé dans la production et la fourniture de produits et services liés, présentant des risques, rentabilités et performances financières à long terme homogènes. Par ailleurs, Imerys présente cinq secteurs géographiques au titre de l'information de second niveau : France, autres pays d'Europe, Amérique du Nord, Asie-Océanie et autres pays. Ces secteurs géographiques représentent en effet pour les activités du Groupe des zones homogènes en termes d'environnements économiques et de risques, rentabilités et performances à long terme. Les prix de transfert entre secteurs sont déterminés aux prix qu'auraient convenu deux parties indépendantes dans des conditions économiques équivalentes à celles des transactions concernées.

3.3 Résultat par action

Imerys présente dans ses états financiers un résultat de base par action et un résultat dilué par action. Le résultat de base par action est décliné en un résultat de base courant net par action et un résultat de base net par action. Le résultat de base par action est égal au résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires rapporté au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice en cours. Celui-ci exclut les actions propres (note 3.17). Imerys accordant des options de souscription d'actions (note 3.17), le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires défini précédemment est augmenté, pour le calcul du résultat dilué par action, du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options dilutives étaient exercées à la date de clôture des états financiers. Le nombre d'options dilutives est calculé par rapprochement entre le nombre d'actions qui résulterait de l'exercice des options et le nombre d'actions qui serait émises au cours moyen de l'exercice pour une émission de même montant. L'excédent du nombre d'actions issues d'options sur le nombre d'actions émises à des conditions de marché constitue le nombre d'actions dilutives.

3.4 Méthodes comptables, erreurs et estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthode comptable sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Les états financiers affectés par un changement de méthode comptable sont modifiés pour tous les exercices présentés, comme si la nouvelle méthode avait toujours été appliquée. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience. Les changements d'estimations sont comptabilisés de manière prospective : ils affectent l'exercice sur lequel ils sont intervenus et le cas échéant, les exercices suivants.

Les principales estimations réalisées lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des pertes de valeur, des impôts sur le résultat, des actifs financiers disponibles à la vente, des options de souscription d'actions, des provisions pour avantages du personnel et des autres provisions (*note 5.1*). L'information fournie au titre des actifs et des passifs éventuels fait également l'objet d'estimations. Les estimations utilisées sont détaillées dans les notes correspondantes.

3.5 Evénements postérieurs à la date de clôture des états financiers

Les événements survenant entre la date de clôture des états financiers et l'autorisation de leur publication par le Conseil d'Administration ne donnent lieu à ajustement que s'ils révèlent, précisent ou confirment des situations existantes à la date de clôture des états financiers.

3.6 Entités contrôlées par le Groupe

Les entités contrôlées par le Groupe, c'est-à-dire celles dont Imerys a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, sont consolidées. Leurs actifs, passifs, produits et charges contribuent ainsi aux différents postes du bilan et du compte de résultat du Groupe. L'incidence des transactions intra-groupe sur tous les postes des états financiers est éliminée. Les intérêts minoritaires négatifs des entités consolidées sont imputés sur la part du Groupe. Aucune entité n'est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

3.7 Entités sous influence notable du Groupe

Les participations détenues dans des entités sous influence notable du Groupe, c'est-à-dire dans lesquelles Imerys a le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles sans toutefois les diriger, sont évaluées selon la méthode de la mise en équivalence. Les quotes-parts détenues dans l'actif net et le résultat de ces entités sont ainsi présentées dans des postes distincts de l'actif et du compte de résultat du Groupe.

3.8 Conversion monétaire

Les états financiers d'Imerys sont présentés en euro. L'incidence cumulée de la conversion des états financiers des entités en monnaies étrangères est comptabilisée dans les capitaux propres consolidés. Les actifs et passifs des entités étrangères sont convertis au taux à la date de clôture des états financiers et leurs produits et charges au taux moyen de l'exercice en cours.

Les actifs et passifs non monétaires, relatifs à des transactions libellées en monnaies étrangères, qui sont évalués au coût historique, sont convertis au taux du jour ou au taux moyen du mois de la transaction initiale. A l'exception des instruments financiers dérivés (*note 3.21*), les actifs et passifs monétaires relatifs à des transactions libellées en monnaies étrangères sont convertis au taux arrêté à la date de clôture des états financiers. Les différences de change correspondantes sont comptabilisées dans le résultat financier à l'exception de celles générées par des actifs et passifs financiers qualifiés de couverture d'investissements nets dans une entité étrangère et des actifs et passifs monétaires faisant partie d'investissements nets dans une entité étrangère, qui sont comptabilisées dans les capitaux propres consolidés. Lors de la cession d'une entité étrangère, l'incidence cumulée de la conversion de ses états financiers et des actifs et passifs financiers qualifiés de couverture qui lui sont relatifs est comptabilisée dans le compte de résultat.

3.9 Goodwill

Le goodwill est évalué comme l'excédent payé par Imerys sur la juste valeur d'un regroupement d'entreprises. Déterminé à la date d'acquisition, il représente la capacité du regroupement à générer des flux de trésorerie futurs au-delà de cette juste valeur. Celle-ci intègre la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables du regroupement. Son évaluation est finalisée dans les douze mois suivant la date d'acquisition. Tout excédent de la juste valeur d'un regroupement d'entreprises sur le coût d'acquisition du regroupement est crédité au résultat de l'exercice d'acquisition. Les traitements décrits précédemment s'appliquent également à chaque augmentation d'intérêt réalisée postérieurement à la date d'acquisition. Le goodwill d'un regroupement d'entreprises étrangères est comptabilisé dans la monnaie étrangère du regroupement, puis converti dans les états financiers du Groupe selon les règles applicables à la conversion des états financiers des entités étrangères ([note 3.8](#)). Le goodwill n'est pas amortissable. Il est affecté aux groupes d'Unités Génératrices de Trésorerie qui bénéficient des synergies liées au regroupement et fait l'objet d'un premier test de perte de valeur ([note 3.13](#)) avant la date de clôture de l'exercice d'acquisition, puis de tests annuels, ou plus fréquents en cas d'indice de perte de valeur. Toute perte de valeur du goodwill est irréversible.

3.10 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles contrôlées par Imerys sont comptabilisées à l'actif sur leur durée d'utilité. Elles sont évaluées au coût d'acquisition diminué de l'amortissement et des éventuelles pertes de valeur cumulés. Les dépenses liées aux équipes de recherche du Groupe pour améliorer la qualité et les fonctionnalités des produits et satisfaire au meilleur coût aux demandes spécifiques de clients ne répondent généralement pas aux critères de comptabilisation d'une immobilisation incorporelle de développement définis par la norme IAS 38 sur les immobilisations incorporelles et sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Les quotas d'émission de gaz à effet de serre attribués à Imerys étant supérieurs aux émissions du Groupe ([note 18](#)), les droits reçus sont comptabilisés à l'actif en immobilisations incorporelles pour une valeur comptable de zéro. Le coût des immobilisations incorporelles est amorti en mode linéaire sur les durées d'utilité indiquées ci-après :

- Marques, brevets et licences 5 à 40 ans
- Logiciels 1 à 5 ans

Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation incorporelle n'est plus recouvrable, elle est ramenée à sa valeur recouvrable selon le résultat d'un test de perte de valeur ([note 3.13](#)).

3.11 Actifs miniers

Les dépenses d'exploration, c'est-à-dire de recherche de connaissances nouvelles sur le potentiel minier, la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone géographique sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les droits d'extraction sont comptabilisés à l'actif en immobilisations incorporelles. Ils sont évalués au coût d'acquisition diminué de l'amortissement et des éventuelles pertes de valeur cumulés. Le coût de ces droits est amorti en fonction des quantités extraites.

Les réserves minières sont comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles. Elles sont initialement évaluées au coût d'acquisition hors tréfonds augmenté des dépenses encourues pour préciser le tonnage de minerai présent dans le gisement. Les travaux de découverte destinés à assurer l'accès au gisement constituent également des immobilisations corporelles. Leur évaluation initiale intègre leur coût de production et la valeur actualisée de l'obligation de réhabilitation résultant des dégradations causées par la construction de ces actifs ([note 3.18](#)). Les actifs miniers corporels sont ultérieurement évalués au coût diminué d'un amortissement calculé en fonction des quantités extraites. Les tréfonds ne sont pas amortis.

Les actifs miniers incorporels et corporels sont affectés à des Unités Génératrices de Trésorerie au même titre que les autres actifs du Groupe et sont soumis aux mêmes tests de perte de valeur ([note 3.13](#)).

3.12 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif si elles sont contrôlées en vertu d'un titre de propriété ou d'un contrat de location financement qui transfère les risques et avantages inhérents à la propriété. Les immobilisations corporelles sont initialement évaluées au coût d'acquisition ou de production. Le coût initial des immobilisations corporelles en location financement est le plus faible entre la juste valeur de l'actif et la valeur actualisée des paiements minimaux futurs.

Le coût des emprunts finançant la construction d'immobilisations corporelles est comptabilisé en charges. Le coût des immobilisations corporelles est diminué, le cas échéant, du montant des subventions publiques finançant leur acquisition ou construction. Les dépenses d'entretien et de réparation sont comptabilisées en charges sauf si elles contribuent aux avantages économiques futurs. Le coût des immobilisations corporelles intègre, notamment pour les constructions industrielles, la valeur actualisée de l'obligation de réhabilitation ou démantèlement, lorsqu'une obligation actuelle existe (*note 3.18*).

Les immobilisations corporelles sont ultérieurement évaluées au coût, diminué de l'amortissement et des éventuelles pertes de valeur cumulés. Elles sont amorties en mode linéaire sur les durées d'utilité indiquées ci-après. Ces fourchettes tiennent compte, le cas échéant, des durées d'utilité des composants constituant les immobilisations corporelles :

• Immeubles	10 à 50 ans
• Constructions industrielles	10 à 30 ans
• Agencements et aménagements des immeubles et constructions	5 à 15 ans
• Matériels, outillages, installations et équipements	5 à 20 ans
• Véhicules	2 à 5 ans

Les terrains ne sont pas amortis. Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation corporelle n'est plus recouvrable, elle est ramenée à sa valeur recouvrable selon le résultat d'un test de perte de valeur (*note 3.13*).

3.13 Tests de pertes de valeur

Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) sont les plus petits groupes identifiables d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie des autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT constituent la structure d'analyse suivie chaque mois par la Direction Générale d'Imerys dans le cadre de son reporting de gestion. Tous les actifs du Groupe, goodwill inclus, sont affectés à une UGT.

Un test de perte de valeur est réalisé tous les douze mois sur toutes les UGT. Outre ce test annuel, des indices de perte de valeur sont susceptibles de déclencher immédiatement un test en cas d'évolution défavorable. Les principaux indices sont les changements significatifs dans l'activité des entités, les variations importantes de taux d'intérêts, le niveau technologique, l'obsolescence et le niveau de rendement des actifs. Par ailleurs, chaque responsable de division, sous la supervision des contrôleurs des branches d'activité, s'assure qu'aucun actif à l'intérieur d'une UGT ne présente individuellement de problème de perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur recouvrable d'un actif ou groupe d'actifs d'une UGT devient inférieure à sa valeur comptable. Toute amélioration de la valeur recouvrable d'un actif ou groupe d'actifs conduit à une reprise à due concurrence de la perte de valeur antérieurement comptabilisée à l'exception des pertes de valeur du goodwill qui sont irréversibles.

Le test de perte de valeur consiste à rapprocher la valeur comptable de ces actifs de leur valeur recouvrable. Celle-ci est la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de cession et la valeur d'utilité. La juste valeur correspond à la valeur de revente. La valeur d'utilité est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation continue des actifs et à terme, par leur cession. Les flux de trésorerie retenus sont les cash flows libres opérationnels. Le taux d'actualisation est le coût moyen pondéré du capital tel qu'évalué par certains analystes financiers pour le titre Imerys, auquel est ajoutée une prime de risque pays-marché située entre 0,5 % et 2,0 %. La valeur terminale des actifs est fixée à 7,5 fois l'EBITDA, multiple qui ressort du consensus des mêmes analystes sur la valeur du Groupe.

3.14 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Lorsqu'à la date de clôture des états financiers, il est hautement probable que des actifs non courants ou des groupes d'actifs et passifs directement liés seront cédés, ils sont désignés comme actifs non courants ou groupes d'actifs détenus en vue de la vente. Leur cession est considérée comme hautement probable si, à la date de clôture des états financiers, un plan destiné à les mettre en vente à un prix raisonnable par rapport à leur juste valeur a été engagé afin de trouver un acheteur et finaliser de manière inéluctable leur cession dans un délai maximal d'un an. Les actifs non courants ou groupes d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés dans des postes distincts des états financiers.

Ils cessent d'être amortis et sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur nette des coûts de cession. Les actifs non courants ou groupes d'actifs destinés à être fermés et non cédés constituent des actifs non courants destinés à être mis au rebut et non détenus en vue de la vente.

Lorsque des actifs non courants détenus en vue de la vente ou destinés à être mis au rebut correspondent à une ou plusieurs UGT (*note 3.13*) et doivent être abandonnés dans le cadre d'un plan unique et coordonné, ils sont qualifiés d'activités abandonnées et les flux qui leurs sont relatifs font l'objet d'une présentation séparée au compte de résultat et dans le tableau de flux de trésorerie.

3.15 Stocks

Les stocks sont comptabilisés à la date de transfert des risques des avantages et du contrôle. Lors de la vente, ils donnent lieu à la comptabilisation d'une charge à la date de comptabilisation du produit correspondant. Les stocks sont évalués au plus faible du coût de production et de la valeur nette de réalisation. Le coût de production des stocks présentant des caractéristiques similaires est évalué soit selon la méthode du "Premier entré - Premier sorti", soit selon celle du "Coût Unitaire Moyen Pondéré". Lorsque le coût de production n'est pas recouvrable, il est ramené à la valeur nette de réalisation selon les conditions existantes à la date de clôture des états financiers.

3.16 Actifs financiers non dérivés

Lorsque l'exécution d'un contrat a pour conséquence de créer de manière symétrique un actif pour Imerys et un passif ou un instrument de capitaux propres pour l'autre partie, l'élément comptabilisé par le Groupe constitue un actif financier. De tels éléments font l'objet d'une désignation qui les rattache à l'une des trois catégories suivantes de la norme IAS 39 sur les instruments financiers : « actifs financiers disponibles à la vente », « actifs financiers à la juste valeur par le résultat » et « prêts et créances ». Le rattachement d'un actif financier à une catégorie commande son mode de comptabilisation et d'évaluation.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les participations dans des entités sur lesquelles Imerys n'exerce ni contrôle (*note 3.6*) ni influence notable (*note 3.7*) et que le Groupe n'a pas l'intention de céder à court terme sont désignées comme actifs financiers disponibles à la vente. Elles sont comptabilisées à l'actif à la date de transaction, c'est-à-dire de souscription de l'engagement d'achat et sont maintenues à une valeur comptable représentative de leur juste valeur. Les variations de celle-ci sont comptabilisées dans les capitaux propres consolidés à l'exception des variations négatives de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente présentant des preuves objectives de perte de valeur qui sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Actifs financiers à la juste valeur par le résultat

Les valeurs mobilières de placement acquises en vue d'être cédées à court terme sont désignées comme actifs financiers à la juste valeur par le résultat. Elles figurent à l'actif entre les dates de transactions d'achat et de vente et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le résultat financier en fonction des prix de marché publiés à la date de clôture.

Prêts et créances

• Prêts

Les prêts sont évalués au coût amorti. Lorsque postérieurement à sa comptabilisation initiale, un prêt s'avère partiellement ou totalement irrécouvrable, il est individuellement ramené à sa valeur recouvrable selon les conditions existantes à la date de clôture des états financiers.

• Créances clients

Une créance est comptabilisée au titre d'une vente de biens lors du transfert des risques des avantages et du contrôle. Une créance est comptabilisée au titre d'une prestation de service à hauteur du pourcentage d'avancement de la prestation à la date de clôture des états financiers. Par ailleurs, tant pour les ventes de biens que pour les prestations de services, une créance n'est comptabilisée que si elle est recouvrable et que le montant de la transaction et celui des coûts nécessaires à son achèvement peuvent être évalués de manière fiable. Les ventes de biens et prestations de services sont évaluées à la juste valeur de la transaction, diminuée des rabais commerciaux et quantitatifs, ainsi que des escomptes pour règlement anticipé. Les créances clients sont désignées comme prêts et créances. Postérieurement à leur comptabilisation initiale, elles sont évaluées au coût amorti. Lorsqu'une créance s'avère partiellement ou totalement irrécouvrable, elle est individuellement ramenée à sa valeur recouvrable selon les conditions existantes à la date de clôture des états financiers.

• Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les caisses, les dépôts à vue et les équivalents de trésorerie. Ces derniers sont des placements très liquides à 3 mois au plus dont le montant équivalent en trésorerie est connu ou sujet à une incertitude négligeable. Dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et équivalents de trésorerie incluent également les découverts bancaires présentés au passif.

3.17 Instruments de capitaux propres

Actions propres

Les actions Imerys acquises par le Groupe dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Aucun résultat n'est dégagé lors de leur éventuelle cession ultérieure et le profit ou la perte correspondant est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

Options de souscription d'actions

La juste valeur des services rendus en contrepartie de l'octroi d'options de souscription d'actions Imerys attribuées après le 7 novembre 2002 et non acquises le 1^{er} janvier 2005 est évaluée selon le modèle de valorisation de Black & Scholes par référence à la juste valeur des options à la date d'octroi. Cette évaluation tient compte du prix d'exercice et de la durée de vie des options, du cours de l'action sous-jacente, de la volatilité de l'action Imerys, ainsi que du taux de rotation des bénéficiaires. Dans la majorité des cas, l'acquisition des droits est subordonnée à une condition de durée de service et la juste valeur des services rendus est amortie en charges de personnel sur l'exercice d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Le traitement comptable est identique lorsqu'en plus de la condition de durée de service, l'acquisition des droits est subordonnée à la réalisation de performances économiques du Groupe prédéfinies. Les paramètres liés à la probabilité d'acquisition des droits sont révisés à chaque date de clôture des états financiers.

3.18 Provisions

Une provision est comptabilisée dès qu'il devient probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé va requérir un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. Les provisions sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat, à l'exception des provisions pour démantèlement d'actifs et de certaines provisions pour réhabilitation des sites miniers dont la contrepartie est incorporée dans le coût des actifs correspondants, notamment pour les constructions industrielles et les travaux de découvertures minières (*notes 3.11 et 3.12*).

L'évaluation d'une provision correspond à la meilleure estimation du règlement nécessaire à l'extinction de l'obligation. Les provisions dont le règlement est prévu dans les douze mois après la date de clôture des états financiers ou dont le règlement peut survenir à tout instant ne sont pas actualisées. Les provisions dont le règlement est prévu à plus de douze mois après la date de clôture des états financiers font l'objet d'une actualisation financière. Les taux d'actualisation de ces provisions reflètent les risques spécifiques au passif et sont calculés à chaque clôture des états financiers. Un taux d'actualisation est déterminé par pays pour chaque type de provision, en tenant compte de l'échéancier des règlements propre à chaque type d'obligation : environnement, démantèlement d'actifs, réhabilitation des sites miniers et provisions pour avantages du personnel à prestations définies (*note 3.19*). Les changements des provisions actualisées dus à une révision du montant de l'obligation, de son échéance ou de son taux d'actualisation sont comptabilisés dans le résultat opérationnel courant ou, pour les provisions comptabilisées en contrepartie d'éléments d'actifs, en ajustement du coût de ces derniers. L'incidence de la désactualisation financière représentative du passage du temps est comptabilisée au débit du résultat financier de l'exercice (*note 3.1*).

3.19 Avantages du personnel

Imerys participe, selon les lois et usages de chaque pays, à la constitution de réserves pour la retraite de son personnel en versant, sur une base obligatoire ou facultative, des cotisations à des organismes extérieurs tels que des caisses de retraite, des compagnies d'assurance ou des établissements financiers. Ces régimes, sans garantie sur le niveau des avantages versés, constituent des régimes à cotisations définies.

Par ailleurs, certaines entités garantissent des avantages de retraite et de couverture médicale à leurs salariés, dont elles assurent elles-mêmes le financement, ou dont elles confient la gestion à des organismes extérieurs. Ces régimes, par lesquels Imerys s'engage sur une base légale, réglementaire, conventionnelle ou contractuelle sur un niveau de prestations, constituent des régimes à prestations définies. L'engagement au titre de ces régimes est évalué selon la méthode des unités de crédit projetées et utilise des hypothèses actuarielles financières et démographiques. Celles-ci sont utilisées pour valoriser la juste valeur des services rendus au cours de l'exercice sur la base d'une estimation du salaire de fin de carrière. Les provisions (ou actifs) au bilan correspondent à la valeur actualisée de l'engagement, diminuée de la juste valeur des actifs du régime, du coût des services passés non comptabilisés et des différences actuarielles non comptabilisées. Les taux d'actualisation sont calculés à chaque clôture des états financiers par référence aux taux des emprunts obligataires émis par des sociétés cotées AA et à défaut aux taux des emprunts d'Etat. Le coût périodique des régimes à prestations définies est comptabilisé dans le résultat opérationnel courant, à l'exception de l'incidence des réductions causées par une restructuration qui sont comptabilisées dans les autres produits et charges opérationnels (*note 3.1*).

Le coût des services passés non comptabilisés est progressivement incorporé dans la valeur des provisions (ou actifs) au bilan par amortissement linéaire dans le résultat opérationnel courant sur la durée moyenne d'acquisition des droits. Les différences actuarielles sont prises en compte dans les provisions (ou actifs) au bilan dès que leur cumul non comptabilisé excède 10,0 % de la valeur la plus élevée entre l'engagement et la juste valeur des actifs. La fraction des différences actuarielles qui dépasse le plus grand de ces seuils est comptabilisée par amortissement linéaire dans le résultat opérationnel courant sur une estimation de la durée d'activité moyenne résiduelle attendue des bénéficiaires. L'incidence de la désactualisation financière reflétant le passage du temps est comptabilisée au débit du résultat opérationnel courant (*note 3.1*). Les éventuelles réductions ou liquidations de régimes et les écarts actuariels et coûts des services passés non comptabilisés y afférents sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'elles se produisent.

3.20 Passifs financiers non dérivés

Les emprunts et autres passifs financiers sont désignés comme passifs financiers évalués au coût amorti. Les emprunts sont initialement évalués à la juste valeur du montant reçu, diminuée des coûts de transaction directement attribuables. Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dettes fournisseurs et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti.

3.21 Instruments financiers dérivés

Imerys utilise des instruments financiers dérivés pour réduire son exposition aux risques de change, de taux d'intérêt et de prix énergétique. Cette politique de couverture, définie et mise en œuvre de manière centralisée par le Département Trésorerie du Groupe, est présentée périodiquement au Conseil d'Administration et ne prend aucune position spéculative. Les couvertures sont négociées sur des marchés de gré à gré avec des contreparties bancaires de premier rang.

Le risque de change est couvert par des contrats de change à terme, des swaps de monnaies étrangères et des options de change. Ces instruments sont mis en place en couverture de créances, de dettes, d'engagements fermes en monnaies étrangères et d'investissements nets dans des entités étrangères (*note 3.8*). Par ailleurs, afin de réduire leur exposition au risque de change transactionnel, les entités du Groupe réalisent, dans la mesure du possible, la facturation liée à leur activité commerciale dans leur monnaie fonctionnelle. Lorsque ce n'est pas le cas, le risque de change associé aux créances et dettes commerciales peut faire, ponctuellement, l'objet d'une couverture. Le risque de taux d'intérêt est couvert par des swaps de taux et des contrats d'options de taux. Le risque de prix énergétique est couvert par des contrats à terme ainsi que par des instruments optionnels.

Les instruments financiers mis en place par Imerys ont pour finalité exclusive de couvrir des risques économiques auxquels le Groupe est exposé. Les instruments financiers sont comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire de souscription du contrat de couverture. Toutefois, seuls ceux qui satisfont les critères de comptabilité de couverture définis par la norme IAS 39 sur les instruments financiers font l'objet des traitements comptables décrits ci-après. Les variations de juste valeur des instruments financiers non qualifiés de couverture sont immédiatement comptabilisées dans le résultat financier de l'exercice.

Toute opération qualifiée de couverture est documentée par référence à la stratégie de couverture en identifiant le risque couvert, l'élément couvert, l'élément de couverture, la relation de couverture et la méthode d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture. L'évaluation de l'efficacité de couverture est mise à jour à chaque clôture des états financiers. Les dérivés sont évalués à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Ultérieurement, la juste valeur est réévaluée à chaque clôture des états financiers par référence aux conditions de marché. Les dérivés comptabilisés au bilan à la date de clôture des états financiers sont ventilés entre courant et non courant en fonction de leurs maturités et de celles des transactions sous-jacentes.

La comptabilisation des dérivés de couverture varie selon qu'ils sont désignés de couverture de juste valeur, de couverture de flux de trésorerie ou de couverture d'investissements nets dans des entités étrangères.

Couverture de juste valeur

Lorsque les variations de juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé sont susceptibles d'affecter le résultat, ces variations peuvent être couvertes par une couverture de juste valeur. L'élément couvert et l'instrument de couverture sont alors réévalués symétriquement en contrepartie du compte de résultat à chaque clôture des états financiers. L'incidence en résultat se limite à la part inefficace de la couverture.

Couverture de flux de trésorerie

Une couverture de flux de trésorerie permet de couvrir les variations défavorables de flux de trésorerie liés à un actif ou passif comptabilisé ou une transaction future hautement probable, quand ces variations sont susceptibles d'affecter le résultat. A chaque clôture des états financiers, la part efficace de la couverture est comptabilisée dans les capitaux propres et la part inefficace dans le compte de résultat. Lorsque l'effet de la transaction couverte est comptabilisé dans le compte de résultat, la part efficace comptabilisée dans les capitaux propres est recyclée dans le compte de résultat, symétriquement à la comptabilisation de l'élément couvert.

Couverture d'investissements nets dans des entités étrangères

Les variations de change générées par les actifs nets détenus par le Groupe en monnaies étrangères peuvent faire l'objet d'une couverture. A chaque clôture des états financiers, la part efficace de la couverture est comptabilisée dans les capitaux propres et la part inefficace dans le compte de résultat. Lors de la cession de l'entité étrangère, la part efficace comptabilisée en capitaux propres est recyclée dans le compte de résultat.

3.22 Impôts sur le résultat

L'impôt exigible donne lieu à la comptabilisation d'un passif tant qu'il n'est pas payé et d'un actif quand l'impôt payé excède l'impôt exigible ou quand une perte fiscale peut être reportée en arrière.

Des impôts différés actif et passif sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé, à l'exception principalement de celles relatives à la première comptabilisation du goodwill et, dans le cas des différences temporelles imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres de participation, lorsque le Groupe est en mesure de contrôler la date de reversement de la différence temporelle et qu'il est probable que cette différence ne s'inversera pas dans un avenir prévisible. Un impôt différé actif n'est comptabilisé au titre de différences temporelles déductibles, de pertes fiscales et de crédits d'impôts que s'il est probable qu'un bénéfice imposable futur permettra d'imputer ces éléments, ou s'il existe dans la même entité fiscale des différences temporelles imposables arrivant à échéance dans l'exercice où ces éléments restent récupérables. Les taux et règles fiscales utilisés sont les taux et règles adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture des états financiers et qui seront applicables sur l'exercice de renversement de la différence temporelle. Les impôts différés ne font l'objet d'aucune actualisation financière. Dans le bilan consolidé, les impôts différés actif et passif sont compensés par entité fiscale, c'est-à-dire par entité juridique ou groupe d'intégration fiscale (note 27).

L'impôt exigible et/ou différé est comptabilisé dans le même niveau de résultat que celui de la base à laquelle il se rattache. Ce principe de rattachement de l'impôt à sa base s'applique également aux transactions directement comptabilisées dans les capitaux propres.

4 - NORMES ET INTERPRETATIONS EN VIGUEUR APRES LA DATE DE CLOTURE

Textes adoptés dans l'Union Européenne à la date de clôture

La norme et l'interprétation suivantes sont adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2007. Bien que leur application anticipée soit autorisée, le Groupe n'a pas choisi de les appliquer par anticipation en 2007 :

- **IFRS 8, Segments opérationnels.** Suite à la décision prise le 13 février 2008 de modifier l'organisation opérationnelle du Groupe (note 38), les segments opérationnels qui seront présentés en application de la norme IFRS8 correspondront à la segmentation suivie par la Direction.
- **IFRIC 11, IFRS 2 - Transactions de groupe et transactions portant sur des actions propres.** Cette interprétation, applicable dès le 1er janvier 2008 aux options de souscription d'actions impliquant plusieurs entités du Groupe, devrait avoir une incidence limitée.

Textes non adoptés dans l'Union Européenne à la date de clôture

Les amendements et l'interprétation indiqués ci-après ne sont pas adoptés dans l'Union Européenne au 31 décembre 2007 :

- **Amendement de IAS 1, Présentation des états financiers.** Cet amendement aura pour principale conséquence de scinder l'actuel tableau de variation des capitaux propres en deux états distincts présentant d'une part les transactions en capital avec les actionnaires et d'autre part les produits et charges directement comptabilisés dans les capitaux propres.
- **Amendement de IAS 23, Coûts d'emprunt.** Cet amendement requiert l'incorporation des coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production des actifs nécessitant une durée d'élaboration prolongée. Le Groupe étudie actuellement l'incidence de cet amendement sur l'évaluation des usines satellites construites à proximité des capacités de production de certains clients.
- **IFRIC 14, IAS 19 - Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction.** Cette interprétation s'applique à l'interaction entre réductions futures de cotisations et obligations de financement minimum. Le Groupe étudie actuellement l'incidence de cette interprétation avec l'assistance de son actuaire, mais n'anticipe pas d'impact significatif.

5 - INFORMATIONS SPECIFIQUES A LA CLOTURE AU 31 DECEMBRE 2007

5.1. Jugements et estimations significatifs

L'évaluation de certains actifs et passifs nécessite de recourir à des jugements et estimations lors de l'établissement des états financiers. Les jugements et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable de ces actifs et passifs au cours de l'exercice suivant sont présentés ci-après.

Tests de perte de valeur

La détermination de la valeur recouvrable des UGT évaluées lors du test annuel de perte de valeur nécessite une estimation de leur juste valeur nette de coûts de cession ainsi que de leur valeur d'utilité. L'estimation de cette dernière implique l'établissement d'hypothèses sur les cash flows libres opérationnels futurs des UGT ainsi que sur les taux d'actualisation. En 2007, les pertes de valeur comptabilisées dans le résultat s'élèvent à 27,7 millions d'euros (129,0 millions d'euros en 2006). Une diminution de 5,0 % des cash flows libres opérationnels ne nécessiterait la comptabilisation d'aucune perte de valeur supplémentaire. Une augmentation d'un point de pourcentage du taux d'actualisation ne se traduirait par la comptabilisation d'aucune perte de valeur supplémentaire. Une analyse complémentaire figure en [note 20](#).

Impôts sur le résultat

La composante exigible de l'impôt sur le résultat requiert une estimation du montant que le Groupe s'attend à payer dans chaque pays en tenant compte des redressements potentiels anticipés. Lorsque le montant à payer s'avère inférieur ou supérieur au montant attendu, la différence est comptabilisée dans le résultat de l'exercice au cours duquel cette différence est constatée. La composante différée de l'impôt sur le résultat fait également appel au jugement, notamment pour l'estimation des bénéfices imposables futurs justifiant la comptabilisation d'impôts différés actif. En 2007, la charge d'impôts sur le résultat s'élève à 96,6 millions d'euros (51,5 millions d'euros en 2006). Une analyse complémentaire figure dans les [notes 14 et 27](#). Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables lorsque leur récupération est jugée probable. Les perspectives d'activité utilisées dans le cadre de cette évaluation sont identiques à celles destinées à apprécier les risques de perte de valeur.

Actifs financiers disponibles à la vente

L'évaluation à la juste valeur des titres de participation détenus dans des entités non cotées sur lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable et pour lesquels il n'existe aucune intention de cession à court terme nécessite une estimation des flux de trésorerie que ces participations sont susceptibles de générer ainsi que des taux d'actualisation. Au 31 décembre 2007, la valeur comptable de ces participations désignées comme actifs financiers disponibles à la vente s'élève à 9,0 millions d'euros (12,8 millions d'euros au 31 décembre 2006). Une analyse complémentaire figure en [note 23.2](#).

Options de souscription d'actions

La mise en œuvre du modèle de valorisation de Black & Scholes destiné à estimer la juste valeur des services rendus en contrepartie de l'octroi d'options de souscription d'actions Imerys nécessite de retenir des hypothèses sur le cours de l'action sous-jacente, la volatilité de l'action Imerys et le taux de rotation des bénéficiaires. Pour les options où, en plus de la condition de durée de service, l'acquisition des droits est subordonnée à la réalisation de performances économiques, une hypothèse de probabilité d'atteinte des objectifs est estimée. En 2007, la charge des options de souscription d'actions comptabilisée dans le résultat s'élève à 5,4 millions d'euros (6,0 millions d'euros en 2006). Une analyse complémentaire figure en [note 9](#).

Provisions pour avantages du personnel

Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières (taux d'actualisation, taux de rendement des actifs, taux d'évolution des coûts médicaux) et démographiques (taux d'augmentation des salaires, taux de rotation du personnel, taux de mortalité) estimées par Imerys avec l'assistance d'un actuaire indépendant. L'incertitude liée à ces estimations provient essentiellement du caractère long terme des régimes. Au 31 décembre 2007, les provisions nettes constituées au titre des avantages du personnel s'élèvent à 157,3 millions d'euros (189,7 millions d'euros au 31 décembre 2006). Une augmentation (diminution) d'un point de pourcentage du taux d'évolution des coûts médicaux se traduirait par une variation non significative de la charge de l'exercice et une augmentation de 0,4 million d'euros (diminution de 0,3 million d'euros) de l'engagement correspondant. Une analyse complémentaire figure en [note 25.1](#).

Autres provisions

Les provisions pour environnement et réhabilitation constituées par Imerys au titre de son activité minière et industrielle nécessitent d'estimer les montants que le Groupe sera tenu de payer et de retenir des hypothèses en termes d'échéancier et de taux d'actualisation. Les réclamations contentieuses impliquant le Groupe sont évaluées par la Direction Juridique avec l'assistance d'avocats et sont exposées au Comité des Comptes. Enfin, les provisions liées aux restructurations menées au sein du Groupe nécessitent également des estimations. Au 31 décembre 2007, les provisions s'élèvent à 177,4 millions d'euros (218,7 millions d'euros au 31 décembre 2006). Une analyse complémentaire figure en [note 25.2](#).

5.2. Principales entités consolidées

Minéraux de Performance & Pigments (PMP)

Au second semestre 2007, la branche a construit une unité de production de carbonate de calcium naturel (GCC) à Niigata (Japon) dans le cadre d'une joint-venture (60 % Imerys) avec le papetier Hokuetsu. En 2006, la branche avait complété ses capacités de production de carbonate de calcium précipité (PCC) par la prise de contrôle de PT ECC en Indonésie et YBB au Vietnam au premier semestre, puis avait renforcé ses positions dans le GCC avec l'acquisition de Mikro Minerals en Turquie au second semestre.

Matériaux & Monolithiques (MM)

Au second semestre 2007, la branche a acquis Ace, leader indien des réfractaires monolithiques. Cette acquisition constitue la première variation significative de périmètre depuis la cession de l'activité de négoce de matériaux de construction Larivière et l'intégration des activités de Lafarge Refractories au premier semestre 2005.

Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration (CRAF)

La branche, qui avait intégré au premier semestre 2006 le groupe AGS, spécialisé dans les chamottes (argiles calcinées) et métakaolins destinés aux marchés réfractaires et sanitaires, a pris le contrôle de plusieurs sociétés, dont le groupe britannique UCM dans le cadre de l'offre publique d'achat amicale lancée le 15 février 2007. La branche élargit ainsi sa gamme de minéraux fondus au travers de l'un des principaux producteurs mondiaux de zircon fondu destiné aux marchés des réfractaires, des céramiques techniques et de l'automobile et de magnésie fondue, principalement utilisée dans les résistances électriques. Par ailleurs, la branche a acquis au second semestre 2007 The Feldspar Corporation (feldspath et kaolin) aux Etats-Unis, la société ukrainienne Vatutinsky Kombinat Vognetryviv (argiles calcinées) et la société argentine Perfiltra (perlite).

■ Pays

Entités	Branches	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt (**)
■ France			
AGS	CRAF	IG	99,50
ARDOISIERES D'ANGERS	MM	IG	100,00
CALDERYS FRANCE	MM	IG	100,00
CELITE FRANCE	CRAF	IG	100,00
CHARGES MINERALES DU PERIGORD	PMP	IG	100,00
DAMREC	CRAF	IG	100,00
HARBORLITE FRANCE	CRAF	IG	100,00
IMERYS CERAMICS FRANCE	CRAF PMP	IG	99,99
IMERYS KILN FURNITURE FRANCE	MM	IG	100,00
IMERYS MINERAUX FRANCE	PMP	IG	100,00
IMERYS SA	Holding	IG	Mère
IMERYS SERVICES	Holding	IG	100,00
IMERYS TABLEWARE FRANCE	CRAF	IG	100,00
IMERYS TC	MM	IG	100,00
MIRCAL	Holding	IG	100,00
MIRCAL EUROPE	Holding	IG	100,00
PLR REFRACTAIRES SAS U	MM	IG	100,00
WORLD MINERALS EUROPE SAS	CRAF	IG	100,00
■ Europe			
Allemagne			
CALDERYS DEUTSCHLAND GMBH & CO OHG	MM	IG	100,00
IMERYS TABLEWARE DEUTSCHLAND GMBH	CRAF	IG	100,00
KERAPLAN GMBH	MM	IG	85,00
MINERALIEN SCHIFFFAHRT SPEDITION UND TRANSPORT GMBH	PMP	MEQ	50,00
MONREFCO GMBH	MM	IG	100,00
PLR FASSADENSYSTEME GMBH	MM	IG	100,00
TREIBACHER SCHLEIFMITTEL GMBH	CRAF	IG	100,00
TREIBACHER SCHLEIFMITTEL ZSCHORNEWITZ GMBH	CRAF	IG	100,00
Autriche			
CALDERYS AUSTRIA GMBH	MM	IG	100,00
TREIBACHER SCHLEIFMITTEL AG	CRAF	IG	100,00
Belgique			
CALDERYS BELGIUM	MM	IG	100,00
IMERYS MINERAUX BELGIQUE SA	PMP	IG	100,00
TIMCAL BELGIUM	CRAF	IG	100,00

(*) IG : intégration globale - MEQ : mise en équivalence

(**) identique au pourcentage de contrôle

■ Pays

Entités	Branches	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt (**)
Espagne			
CELITE HISPANICA SA	CRAF	IG	100,00
EUOPERLITA ESPANOLA SA	CRAF	IG	100,00
IMERY'S KILN FURNITURE ESPANA SA	MM	IG	97,11
IMERY'S TILES MINERALS ESPANA	CRAF	IG	100,00
WORLD MINERALS ESPANA SL	CRAF	IG	100,00
Hongrie			
CALDERYS MAGYARORSZAG KFT	MM	IG	100,00
IMERY'S KILN FURNITURE HUNGARY KFT	MM	IG	100,00
Italie			
4 M D P L	CRAF	IG	100,00
CALDERYS ITALIA SRL	MM	IG	100,00
GRAN BIANCO CARRARA SRL	PMP	IG	60,00
IMERY'S MINERALI SPA	PMP	IG	100,00
IMERY'S TILES MINERALS ITALIA	CRAF	IG	100,00
MIRCAL ITALIA SRL	CRAF	IG	100,00
SPICA SRL	CRAF	IG	100,00
TREIBACHER SCHLEIFMITTEL SPA	CRAF	IG	85,87
WORLD MINERALS ITALIA SRL	CRAF	IG	100,00
Luxembourg			
WORLD MINERALS INTERNATIONAL SALES	CRAF	IG	100,00
République Tchèque			
IMERY'S TABLEWARE CR SRO	CRAF	IG	100,00
Grande-Bretagne			
CALDERYS UK LTD	MM	IG	100,00
ELECTRO FURNACE PRODUCTS LTD	CRAF	IG	100,00
IMERY'S MINERALS LTD	CRAF PMP	IG	100,00
IMERY'S UK LTD	Holding	IG	100,00
PLIBRICO LTD	MM	IG	100,00
UCM GROUP PLC	CRAF	IG	100,00
UNITEC CERAMICS LIMITED	CRAF	IG	100,00
Russie			
OOO CALDERYS	MM	IG	100,00
Slovénie			
TREIBACHER SCHLEIFMITTEL DOO	CRAF	IG	100,00
Suède			
CALDERYS NORDIC AB	MM	IG	100,00
IMERY'S MINERAL AB	PMP	IG	100,00

(*) IG : intégration globale - MEQ : mise en équivalence

(**) identique au pourcentage de contrôle

■ Pays

Entités	Branches	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt (**)
Suisse			
TIMCAL SA	CRAF	IG	100,00
Ukraine			
CALDERYS UKRAINE LTD	MM	IG	74,90
VATUTINSKY KOMBINAT VOGNETRYVIV	CRAF	IG	85,83
■ Etats-Unis			
ADVANCED MINERALS CORPORATION	CRAF	IG	100,00
AMERICARB INC	PMP	IG	100,00
CELITE CORPORATION	CRAF	IG	100,00
C-E MINERALS INC	CRAF	IG	100,00
ECCA CALCIUM PRODUCTS INC	PMP	IG	100,00
HARBORLITE CORPORATION	CRAF	IG	100,00
IMERYS CARBONATES LLC	PMP	IG	100,00
IMERYS CLAYS INC	PMP	IG	100,00
IMERYS KAOLIN INC	PMP	IG	100,00
IMERYS MARBLE INC	PMP	IG	100,00
IMERYS P&A LLC	Holding	IG	100,00
IMERYS PAPER CARBONATES LLC	PMP	IG	100,00
IMERYS PIGMENTS INC	Holding	IG	100,00
IMERYS USA INC	Holding	IG	100,00
KENTUCKY-TENNESSEE CLAY COMPANY	CRAF	IG	100,00
K-T FELDSPAR CORPORATION	CRAF	IG	100,00
MUSCLE SHOALS MINERALS INC	CRAF	IG	100,00
TREIBACHER SCHLEIFMITTEL NORTH AMERICA INC	CRAF	IG	100,00
UNIVERSAL AMERICA INC	CRAF	IG	100,00
■ Reste du monde			
Afrique du Sud			
CALDERYS SOUTH AFRICA PTY LTD	MM	IG	73,97
ECCA HOLDINGS PTY LTD	CRAF	IG	73,97
IMERYS SOUTH AFRICA PTY LTD	Holding	IG	73,97
RHINO MINERALS PTY LTD	CRAF	IG	73,97
SAMREC PTY LTD	CRAF	IG	73,97
Argentine			
IMERYS ARGENTINA SRL	PMP	IG	100,00
MIRCAL ARGENTINA SRL	PMP	IG	100,00
Australie			
IMERYS MINERALS AUSTRALIA PTY LTD	PMP	IG	100,00

(*) IG : intégration globale - MEQ : mise en équivalence

(**) identique au pourcentage de contrôle

■ Pays

Entités	Branches	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt (**)
Brésil			
IMERYS DO BRASIL COMERCIO DE EXTRACAO DE MINERIOS LTDA	PMP	IG	100,00
IMERYS RIO CAPIM CAULIM SA	PMP	IG	100,00
TREIBACHER SCHLEIFMITTEL BRASIL LTDA	CRAF	IG	100,00
Canada			
IMERYS CANADA LP	PMP	IG	100,00
TIMCAL CANADA INC	CRAF	IG	100,00
Chili			
CELITE CHILE LTDA	CRAF	IG	100,00
HARBORLITE CHILE LTDA	CRAF	IG	100,00
Chine			
CELITE PACIFIC LTD	CRAF	IG	100,00
IMERYS MINING DEVELOPMENT QINGYANG CO LTD	PMP	IG	100,00
IMERYS PIGMENTS WUHU CO LTD	PMP	IG	100,00
LINJIANG CELITE DIATOMITE CO LTD	CRAF	IG	100,00
Inde			
ACE REFRACTORIES LTD	MM	IG	99,80
Japon			
CALDERYS JAPAN CO LTD	MM	IG	100,00
IMERYS MINERALS JAPAN KK	PMP	IG	100,00
Malaisie			
IMERYS MINERALS MALAYSIA SDN BHD	PMP	IG	100,00
Mexique			
CELITE MEXICANA SA DE CV	CRAF	IG	100,00
K-T CLAY DE MEXICO SA DE CV	CRAF	IG	100,00
LIQUID QUIMICA MEXICANA SA DE CV	PMP	IG	100,00
Nouvelle-Zélande			
IMERYS TABLEWARE ASIA LTD	CRAF	IG	100,00
IMERYS TABLEWARE NEW ZEALAND LTD	CRAF	IG	100,00
Taiwan			
CALDERYS TAIWAN CO LTD	MM	IG	100,00
IMERYS MINERALS TAIWAN LTD	PMP	IG	100,00
Thaïlande			
MRD-ECC CO LTD	CRAF	IG	68,89
Turquie			
HARBORLITE AEGEAN ENDUSTRI MINERALLERI SANAYI AS	CRAF	IG	99,78

(*) IG : intégration globale - MEQ : mise en équivalence

(**) identique au pourcentage de contrôle

5.3. Taux de change

Les taux des principales monnaies étrangères utilisées pour la préparation des états financiers consolidés sont indiqués ci-après :

€	Monnaies	2007		2006		2005	
PAYS	étrangères	31.12	Moyen	31.12	Moyen	31.12	Moyen
Argentine	ARS	4,6425	4,2701	4,0500	3,8599	3,5990	3,6384
Australie	AUD	1,6757	1,6352	1,6691	1,6669	1,6109	1,6323
Brésil	BRL	2,6075	2,6628	2,8164	2,7338	2,7613	3,0407
Canada	CAD	1,4449	1,4682	1,5281	1,4237	1,3725	1,5095
Chine	CNY	10,7524	10,4161	10,2793	10,0146	9,5620	10,2009
Danemark	DKK	7,4583	7,4506	7,4560	7,4591	7,4605	7,4518
Etats-Unis	USD	1,4721	1,3702	1,3170	1,2557	1,1797	1,2447
Grande-Bretagne	GBP	0,7334	0,6843	0,6715	0,6817	0,6853	0,6839
Hongrie	HUF (100)	2,5373	2,5137	2,5177	2,6430	2,5284	2,4802
Japon	JPY (100)	1,6493	1,6122	1,5693	1,4603	1,3891	1,3687
Nouvelle Zélande	NZD	1,9024	1,8629	1,8725	1,9374	1,7270	1,7663
République Sud Africaine	ZAR	10,0298	9,6602	9,2124	8,5348	7,4642	7,9187
République Tchèque	CZK	26,6280	27,7674	27,4850	28,3418	28,9998	29,7823
Suède	SEK	9,4415	9,2507	9,0404	9,2544	9,3885	9,2807
Suisse	CHF	1,6547	1,6425	1,6069	1,5729	1,5551	1,5483
Thaïlande	THB	43,8000	44,2086	46,7700	47,6143	48,6074	50,0651

2. Notes sur le compte de résultat consolidé

6 - PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

Evolution du chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève pour l'exercice 2007 à 3 401,9 millions d'euros contre 3 288,1 millions d'euros au titre de l'exercice précédent, soit une progression de + 3,46 %, comprenant un effet négatif des variations des monnaies étrangères de - 102,0 millions d'euros. A périmètre et change comparables, le chiffre d'affaires du Groupe est en progression de + 4,2 %.

Ventes de biens et prestations de services

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Ventes de biens	3 027,5	2 940,2	2 716,3
Prestations de services	374,4	347,9	328,9
Total	3 401,9	3 288,1	3 045,2

Origine du chiffre d'affaires consolidé

(millions d'euros)	2007	2006	2005
France	858,9	817,4	761,8
Autres pays d'Europe	1 353,2	1 283,3	1 223,8
Amérique du Nord	777,9	812,6	722,1
Asie - Océanie	267,7	236,4	212,0
Autres pays	144,2	138,4	125,5
Total	3 401,9	3 288,1	3 045,2

7 - MATIERES PREMIERES ET ACHATS CONSOMMES

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Matières premières	(462,6)	(408,2)	(360,4)
Energie	(361,4)	(360,0)	(301,4)
Produits chimiques	(71,1)	(72,6)	(72,8)
Autres matières premières	(171,9)	(173,9)	(146,9)
Marchandises	(122,4)	(120,2)	(188,9)
Variation de stocks	21,2	25,7	42,9
Production immobilisée	8,3	7,1	8,8
Total	(1 159,9)	(1 102,1)	(1 018,7)

8 - CHARGES EXTERNES

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Transports	(391,3)	(384,0)	(350,6)
Locations simples	(46,3)	(47,7)	(44,1)
Sous-traitance	(101,7)	(90,6)	(73,3)
Maintenance et réparation	(97,4)	(84,6)	(81,1)
Honoraires	(47,3)	(50,3)	(58,1)
Autres charges externes	(183,7)	(170,2)	(155,3)
Total	(867,7)	(827,4)	(762,5)

9 - CHARGES DE PERSONNEL

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Salaires et traitements	(524,5)	(511,7)	(477,7)
Charges sociales	(105,6)	(96,7)	(89,5)
Variation nette des régimes à prestations définies	18,3	20,5	4,4
Cotisations aux régimes à prestations définies	(28,5)	(28,0)	(18,6)
Cotisations aux régimes à cotisations définies	(17,6)	(17,1)	(13,4)
Autres avantages du personnel	(6,2)	(6,4)	(5,6)
Intéressement et participation	(21,3)	(21,0)	(16,4)
Total	(685,4)	(660,4)	(616,8)

Imerys attribuant des options de souscriptions d'actions dont le règlement s'effectue par remise d'actions, les salaires et traitements incluent le coût de ces plans décomposé de la manière suivante :

Plans	Nombre d'options	Prix d'exercice (euros)	Maturité	Volatilité ⁽¹⁾	Taux de rotation	Taux de dividende moyen	Juste valeur de l'option (Black & Scholes) (euros)	Coût de chaque plan sur 3 ans	Coût 2005 des plans (millions d'euros)	Coût 2006 des plans	Coût 2007 des plans
2003	747 720	28,31	5 ans	20,0 %	13,1 %	3,25 %	5,51	(3,6)	(1,1)	(0,7)	-
2004	640 000	48,88	5 ans	20,0 %	11,8 %	3,25 %	7,13	(3,9)	(1,2)	(1,4)	(0,5)
2004	200 000	48,88	5 ans	20,0 %	16,7 %	3,25 %	7,13	(1,2)	(0,4)	(0,4)	(0,1)
2005	635 000	57,58	6 ans	20,0 %	11,8 %	3,20 %	8,36	(4,6)	(1,0)	(1,6)	(1,6)
2006	640 000	68,27	6 ans	17,5 %	11,8 %	3,13 %	8,97	(5,0)	-	(1,1)	(1,7)
2006PAS	38 770	66,55	5 ans	17,5 %	0,0 %	3,13 %	8,57	(0,3)	-	(0,3)	-
2006 Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,5)	(0,1)
2007	560 000	70,51	5 ans	20,0 %	11,8 %	3,07 %	12,40	(6,1)	-	-	(1,4)
Coût des plans comptabilisé en charges de personnel									(3,7)	(6,0)	(5,4)
Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)									29,94	29,74	36,22

(1) Révisée en fonction des conditions de marché à la date de clôture des états financiers.

La politique générale d'attribution d'options sur les actions de la Société est arrêtée par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations.

Ses principales caractéristiques sont, en dehors des attributions effectuées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié du Groupe, les suivantes :

- les attributions ont lieu sous la forme d'options de souscription d'actions. Cette forme est jugée préférable à celle des options d'achat d'actions car elle évite à la Société d'immobiliser des capitaux, avant même l'ouverture de la période d'exercice des options, en vue d'acquérir sur le marché le nombre d'actions nécessaire pour répondre aux éventuelles levées d'options ;
- la périodicité des plans est annuelle depuis 1999 et le nombre total d'options attribuées chaque année est modulé en fonction de la performance globale du Groupe ou d'événements particuliers ; l'attribution est traditionnellement effectuée le jour de l'Assemblée annuelle des actionnaires ;
- les personnes bénéficiaires d'options de souscription, ou susceptibles de le devenir, sont les cadres dirigeants du Groupe (Directeur Général, membres du Comité Exécutif, des comités de direction des branches et divisions opérationnelles, principaux responsables fonctionnels du Groupe) et, depuis 2001, les titulaires de postes clés qui leur reportent ainsi que les cadres à très haut potentiel et les salariés qui contribuent de façon remarquable aux performances de la Société.

Le tableau ci-après donne, dans une présentation synthétique, l'historique, l'état et les principales caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions en vigueur :

	Mai 2007	Novembre 2006	Mai 2006	Mai 2005	Mai 2004	Octobre 2003	Mai 2003	Total
Date d'expiration des options	01/05/2017	06/11/2016	01/05/2016	02/05/2015	02/05/2014	21/10/2013	05/05/2013	
Prix de souscription des actions	70,51 €	66,96 €	68,27 €	57,58 €	48,89 €	40,62 €	28,31 €	
Nombre d'options en circulation au 01/01/2005	-	-	-	-	834 600	37 424	688 720	1 560 744
Nombre d'options attribuées	-	-	-	635 000	-	-	-	635 000
Nombre d'options exercées	-	-	-	-	-	(180)	-	(180)
Nombre d'options annulées	-	-	-	(10 000)	(55 900)	-	(38 660)	(104 560)
Nombre d'options en circulation au 01/01/2006	-	-	-	625 000	778 700	37 244	650 060	2 091 004
Nombre d'options attribuées	-	38 770	640 000	-	-	-	-	678 770
Nombre d'options exercées	-	-	-	-	-	(952)	(197 060)	(198 012)
Nombre d'options annulées	-	-	(3 400)	(24 900)	(12 000)	(8)	-	(40 308)
Nombre d'options en circulation au 01/01/2007	-	38 770	636 600	600 100	766 700	36 284	453 000	2 531 454
Nombre d'options attribuées	560 000	-	-	-	-	-	-	560 000
Nombre d'options exercées	-	(145)	-	-	(137 800)	(3 796)	(138 320)	(280 061)
Nombre d'options annulées	-	-	(16 900)	(21 400)	(4 400)	-	-	(42 700)
Nombre d'options en circulation au 31/12/2007	560 000	38 625	619 700	578 700	624 500	32 488	314 680	2 768 693
Nombre d'options exerçables au 31/12/2007	-	-	-	-	624 500	32 488	314 680	971 668
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)								7,5

10 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Autres produits	35,6	41,3	21,2
Résultat des cessions courantes d'actifs	17,5	15,1	9,6
Subventions reçues	1,3	1,2	1,4
Autres charges	(30,4)	(43,3)	(38,3)
Variation nette des provisions d'exploitation	10,7	1,6	18,1
Total	34,7	15,9	12,0
dont			
- produits	99,1	68,3	59,1
- charges	(64,4)	(52,4)	(47,3)

11 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Résultat des cessions de titres consolidés	(1,1)	1,4	93,5
Résultat des cessions non courantes d'actifs	(0,2)	15,1	(13,1)
Charges de restructuration décaissées	(58,2)	(47,3)	(32,3)
Pertes de valeur d'actifs liées aux restructurations	(22,5)	(123,5)	(69,1)
Variation des provisions pour restructuration et pour litiges	36,1	(21,3)	22,9
Pertes de valeur du goodwill	(0,1)	(0,2)	(4,5)
Autres produits et charges opérationnels bruts	(46,0)	(175,8)	(2,7)
dont :			
- produits	70,8	63,0	196,0
- charges	(116,7)	(238,8)	(198,7)
Impôts sur autres produits et charges	13,4	54,9	24,5
Autres produits et charges opérationnels nets, part du Groupe	(32,5)	(120,9)	21,8

Autres produits et charges opérationnels de l'exercice

Les autres produits et charges opérationnels de l'exercice 2007 comprennent l'incidence de deux restructurations menées en Amérique du Nord, l'une initiée en 2006 des activités filtration pour - 8,4 millions d'euros après impôts sur le résultat, l'autre des activités minéraux de performance pour - 16,8 millions d'euros après impôts sur le résultat. Par ailleurs, les autres produits et charges opérationnels comprennent une reprise de provision d'un montant de + 4,2 millions d'euros après impôts sur le résultat correspondant à l'extinction d'une garantie de passif. Cette provision avait été comptabilisée au titre de cessions d'actifs exigées par les autorités de la régulation de la concurrence dans le cadre de l'acquisition d'ECC en 1999.

Autres produits et charges opérationnels antérieurs

La réorganisation de la production de kaolin du Groupe en Grande-Bretagne annoncée le 4 juillet 2006 avait conduit à constater la perte de valeur d'actifs industriels et miniers situés en Cornouailles et dans le Devon, ainsi que des provisions complémentaires pour réhabilitation dès le premier semestre 2006 et des passifs sociaux au second semestre. Cette réorganisation, qui n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable du goodwill s'est élevée à 87,0 millions d'euros après impôts sur le résultat pour l'ensemble de l'exercice 2006. Les autres produits et charges opérationnels 2006 comprenaient également un montant de 45,0 millions d'euros après impôts sur le résultat comptabilisés au titre de restructurations engagées dans l'ensemble du Groupe, notamment en Amérique Latine et en Europe continentale. La plus-value générée au second semestre 2006 par la cession d'un étage de l'ancien siège social du Groupe à Paris s'était élevée à 6,0 millions d'euros après impôts sur le résultat.

12 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers résultent des contrats dont l'exécution crée de manière symétrique un actif financier chez l'une des parties au contrat et un passif financier ou un instrument de capitaux propres chez l'autre partie. Les instruments financiers recouvrant une grande diversité de contrats, ceux-ci sont classés en catégories par la norme IAS 39 sur les instruments financiers. Parmi celles-ci, les catégories suivantes existent chez Imerys :

- **Actifs financiers disponibles à la vente** : participations dans des sociétés non consolidées (absence de contrôle et d'influence notable du Groupe) ;
- **Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat** : valeurs mobilières de placement, dérivés de couverture de juste valeur, dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture ;
- **Prêts et créances** : créances clients, créances fiscales hors impôts sur le résultat, trésorerie ;
- **Passifs financiers au coût amorti** : emprunts obligataires, emprunts bancaires, dettes fournisseurs, dettes fiscales hors impôts sur le résultat, concours bancaires.

Les dérivés de couverture de flux de trésorerie sont présentés dans une colonne distincte. En effet ils relèvent par nature du champ d'application de la norme IAS 39, mais le traitement dérogatoire de couverture détermine leur comptabilisation d'une manière telle qu'il n'est pas possible de les rattacher à l'une des catégories ci-dessus.

Les [notes 12, 13, 23 et 26](#) présentent des informations sur les instruments financiers conformément aux catégories ci-dessus. Afin de permettre le rapprochement entre l'information présentée et les états financiers, ces notes comportent une colonne « Actifs et passifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers » qui contient les éléments liés aux :

- **Actifs et passifs financiers exclus du champ d'application de la norme IAS 39** : participations consolidées (IAS 27), participations mises en équivalence (IAS 28), actifs des régimes d'avantages du personnel à prestations définies (IAS 19), actifs et passifs d'avantages du personnel à court-terme (IAS 19), options de souscription d'actions (IFRS 2), passifs de location financement (IAS 17) ;
- **Actifs et passifs non financiers** : goodwill (IFRS 3), immobilisations incorporelles (IAS 38), immobilisations corporelles (IAS 16), actifs miniers (IFRS 6), stocks (IAS 2), actifs et passifs d'impôts sur le résultat (IAS 12), charges constatées d'avance (IAS 38), provisions (IAS 37), passifs d'avantages du personnel à prestations définies (IAS 19), subventions (IAS 20).

Au 31 décembre 2007

Le tableau ci-après présente les éléments de produits, charges, profits et pertes comptabilisés dans le compte de résultat et dans les capitaux propres en 2007 par catégories d'instruments financiers. Le détail des lignes « Autres produits financiers » et « Autres charges financières » du tableau ci-dessus est fourni dans la [note 13](#).

		Actifs et passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers							Actifs et passifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Passifs financiers au coût amorti	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture				
(millions d'euros)	2007								
Compte de résultat									
Résultat opérationnel									
Produits des activités ordinaires	3 401,9	-	-	-	-	3 401,9	-	-	-
Matières premières et achats consommés	(1 159,9)	-	-	-	-	-	(1 199,5)	2,8	36,8
Charges externes	(867,7)	-	-	-	-	-	(867,7)	-	-
Impôts et taxes	(47,9)	-	-	-	-	-	(47,9)	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	34,7	-	-	-	-	33,5	(29,7)	0,9	30,0
Résultat de cessions d'actifs	(1,3)	(1,3)	-	-	-	-	-	-	-
Résultat financier									
Résultat des placements	5,7	-	5,7	-	-	-	-	-	-
Charge d'endettement financier brut	(63,7)	-	-	1,5	-	-	(70,4)	5,2	-
Autres produits financiers	50,5	1,0	-	(24,4)	0,6	0,9	72,1	(0,8)	1,1
Autres charges financières	(48,2)	(1,3)	-	23,5	(1,1)	-	(66,8)	1,5	(4,0)
Capitaux propres									
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	(3,9)	-	-	-	-	-	-	(3,9)	-
Produits et charges recyclés dans le compte de résultat	6,7	-	-	-	-	-	-	6,7	-
Profit (perte) net		(1,6)	5,7	0,6	(0,5)	3 436,3	(2 209,9)	12,4	-
dont									
- pertes de valeur en résultat	(14,1)	(1,3)	-	-	-	(6,0)	-	-	(6,8)
- reprises de pertes de valeur en résultat	12,0	0,8	-	-	-	4,5	-	-	6,7

Les colonnes « Dérivés de couverture de juste valeur » et « Dérivés de couverture de flux de trésorerie » du tableau ci-dessus s'analysent comme suit :

		Dérivés de couverture de juste valeur				Dérivés de couverture flux de trésorerie		
		Couvertures de juste valeur				Couvertures recyclées dans le compte de résultat	Inefficacité des couvertures	Inefficacité des couvertures d'investissements nets dans des entités étrangères
		Variation de juste Valeur des éléments couverts	Variation de juste valeur des couvertures	Inefficacité des couvertures				
(millions d'euros)	2007				2007			
COMPTE DE RESULTAT								
Résultat opérationnel								
Matières premières et achats consommés	-	-	-	-	2,8	2,8	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	-	-	-	-	0,9	(1,7)	2,6	-
Résultat financier								
Charge d'endettement financier brut	1,5		1,5		5,2	5,2	-	-
Autres produits financiers	(24,4)	(6,6)	(17,2)	(0,6)	(0,8)	(0,2)	(0,6)	-
Autres charges financières	23,5	16,7	6,6	0,2	1,5	0,6	0,9	-
CAPITAUX PROPRES								
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	-				(3,9)	(3,9)		
Produits et charges recyclés dans le compte de résultat	-				6,7	6,7		

Au 31 décembre 2006

Le tableau ci-après présente les éléments de produits, charges, profits et pertes comptabilisés dans le compte de résultat et dans les capitaux propres en 2006 par catégories d'instruments financiers. Le détail des lignes « Autres produits financiers » et « Autres charges financières » du tableau ci-dessus est fourni dans la [note 13](#).

(millions d'euros)	2006	Actifs et passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers							Actifs et passifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Passifs financiers au coût amorti	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture				
Compte de résultat									
Résultat opérationnel									
Produits des activités ordinaires	3 288,1	-	-	-	-	3 288,1	-	-	-
Matières premières et achats consommés	(1 102,1)	-	-	-	-	-	(1 150,7)	7,2	41,4
Charges externes	(827,4)	-	-	-	-	-	(827,4)	-	-
Impôts et taxes	(48,6)	-	-	-	-	-	(48,6)	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	15,9	-	-	-	-	40,4	(31,6)	(8,0)	15,1
Résultat de cessions d'actifs	16,5	0,1	-	-	-	-	-	-	16,4
Résultat financier									
Résultat des placements	4,6	-	4,6	-	-	-	-	-	-
Charge d'endettement financier brut	(53,9)	-	-	9,5	-	-	(64,5)	1,1	-
Autres produits financiers	67,9	1,8	-	(23,2)	(1,1)	1,6	90,0	(2,1)	0,9
Autres charges financières	(65,3)	(0,8)	-	22,5	1,1	(0,1)	(85,7)	1,0	(3,3)
Capitaux propres									
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	(0,6)	-	-	-	-	-	-	(0,6)	-
Produits et charges recyclés dans le compte de résultat	2,8	-	-	-	-	-	-	2,8	-
Profit (perte) net		1,1	4,6	8,8	-	3 330,0	(2 118,5)	1,4	-
dont									
- pertes de valeur en résultat	(12,3)	(0,8)	-	-	-	(4,6)	-	-	(6,9)
- reprises de pertes de valeur en résultat	11,9	0,1	-	-	-	6,7	-	-	5,1

Les colonnes « Dérivés de couverture de juste valeur » et « Dérivés de couverture de flux de trésorerie » du tableau ci-dessus s'analysent comme suit :

(millions d'euros)	2007	Dérivés de couverture de juste valeur Couvertures de juste valeur			2007	Dérivés de couverture flux de trésorerie		
		Variation de juste Valeur des éléments couverts	Variation de juste valeur des couvertures	Inefficacité des couvertures		Couvertures recyclées dans le compte de résultat	Inefficacité des couvertures	Inefficacité des couvertures d'investissements nets dans des entités étrangères
COMPTE DE RESULTAT								
Résultat opérationnel								
Matières premières et achats consommés	-				7,2	7,2		-
Autres produits et charges d'exploitation	-		0,0		(8,0)	(5,5)	(2,5)	-
Résultat financier								
Charge d'endettement financier brut	9,5		9,5		1,1	1,1		-
Autres produits financiers	(23,2)		(22,5)	(0,7)	(2,1)	(0,5)	(1,6)	-
Autres charges financières	22,5	22,5			1,0	0,6	0,4	-
CAPITAUX PROPRES								
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	-				(0,6)	(0,6)		
Produits et charges recyclés dans le compte de résultat	-				2,8	2,8		

Au 31 décembre 2005

Le tableau ci-après présente les éléments de produits, charges, profits et pertes comptabilisés dans le compte de résultat et dans les capitaux propres en 2005 par catégories d'instruments financiers. Le détail des lignes « Autres produits financiers » et « Autres charges financières » du tableau ci-dessus est fourni dans la [note 13](#).

(millions d'euros)	2005	Actifs et passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers							Actifs et passifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Passifs financiers au coût amorti	Dérivés de couverture de trésorerie	
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture				
Compte de résultat									
Résultat opérationnel									
Produits des activités ordinaires	3 045,2	-	-	-	-	3 045,2	-	-	-
Matières premières et achats consommés	(1 018,7)	-	-	-	-	-	(1 078,0)	(3,2)	62,5
Charges externes	(762,5)	-	-	-	-	-	(762,5)	-	-
Impôts et taxes	(39,9)	-	-	-	-	-	(39,9)	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	12,0	-	-	-	-	20,7	(36,6)	1,1	26,8
Résultat de cessions d'actifs	80,4	-	-	-	-	-	-	-	80,4
Résultat financier									
Résultat des placements	5,2	-	5,2	-	-	-	-	-	-
Charge d'endettement financier brut	(48,0)	-	-	11,1	-	-	(59,7)	0,6	-
Autres produits financiers	68,9	1,1	-	37,5	0,6	4,2	23,7	1,9	-
Autres charges financières	(73,4)	(0,1)	-	(38,1)	(0,6)	(0,5)	(26,6)	(2,2)	(5,3)
Capitaux propres									
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	(1,1)	-	-	-	-	-	-	(1,1)	-
Produits et charges recyclés dans le compte de résultat	(0,2)	-	-	-	-	-	-	(0,2)	-
Profit (perte) net		1,0	5,2	10,4	-	3 069,6	(1 979,5)	(3,2)	-
dont									
- pertes de valeur en résultat	(10,0)	(0,1)	-	-	-	(5,0)	-	-	(4,9)
- reprises de pertes de valeur en résultat	12,4	0,1	-	-	-	6,8	-	-	5,5

Les colonnes « Dérivés de couverture de juste valeur » et « Dérivés de couverture de flux de trésorerie » du tableau ci-dessus s'analysent comme suit :

(millions d'euros)	2005	Dérivés de couverture de juste valeur Couvertures de juste valeur			2005	Dérivés de couverture flux de trésorerie		
		Variation de juste valeur des éléments couverts	Variation de juste valeur des couvertures	Inefficacité des couvertures		Couvertures recyclées dans le compte de résultat	Inefficacité des couvertures	Inefficacité des couvertures d'investissements nets dans des entités étrangères
COMPTE DE RESULTAT								
Résultat opérationnel								
Matières premières et achats consommés	-				(3,2)	(3,2)		-
Autres produits et charges d'exploitation	-		0,0		1,1	2,0	(0,9)	-
Résultat financier								
Charge d'endettement financier brut	11,1		11,1		0,6	0,6		-
Autres produits financiers	37,5	7,5	30,0		1,9	1,7	0,2	-
Autres charges financières	(38,1)	(30,0)	(7,5)	(0,6)	(2,2)	(1,3)	(0,9)	-
CAPITAUX PROPRES								
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	-				(1,1)	(1,1)		
Produits et charges recyclés dans le compte de résultat	-				(0,2)	(0,2)		

13 - RESULTAT FINANCIER

Les tableaux ci-après analysent le résultat financier par catégories d'instruments financiers. Une description des catégories d'instruments financiers figure à la [note 12](#).

Au 31 décembre 2007

(millions d'euros)	2007	Actifs et passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers							Actifs et passifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Passifs financiers au coût amorti	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture				
Résultat des placements	5,7	-	5,7	-	-	-	-	-	-
Charge d'endettement financier brut	(63,7)	-	-	1,5	-	-	(70,4)	5,2	-
Charge d'endettement financier net	(58,0)	0,0	5,7	1,5	-	-	(70,4)	5,2	-
Dividendes	0,2	0,2							
Différences nettes de change	7,3	-	-	-	-	-	6,6	-	0,7
Charges et produits sur instruments dérivés	(1,0)	-	-	(0,9)	(0,5)	-	-	0,4	-
Charges de désactualisation	(3,7)	-	-	-	-	-	-	-	(3,7)
Autres produits et charges financiers	(0,5)	(0,5)	-	-	-	0,9	(1,3)	0,4	-
Autres produits et charges financiers	2,3	(0,3)	-	(0,9)	(0,5)	0,9	5,3	0,8	(3,0)
Résultat financier	(55,7)	(0,3)	5,7	0,6	(0,5)	0,9	(65,1)	6,0	(3,0)
dont									
- produits	56,2	1,0	5,7	(24,4)	0,6	0,9	72,1	(0,7)	1,0
- charges	(111,9)	(1,3)	-	25,0	(1,1)	-	(137,2)	6,7	(4,0)

Au 31 décembre 2006

		Actifs et passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers						Actifs et passifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers	
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Passifs financiers au coût amorti		Dérivés de couverture de flux de trésorerie
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture				
(millions d'euros)	2006								
Résultat des placements	4,6	-	4,6	-	-	-	-	-	-
Charge d'endettement financier brut	(53,9)	-	-	9,5	-		(64,5)	1,1	-
Charge d'endettement financier net	(49,3)	-	4,6	9,5	-	-	(64,5)	1,1	-
Dividendes	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-	
Différences nettes de change	6,7	-	-		-	-	5,8	-	0,9
Charges et produits sur instruments dérivés	(1,9)	-	-	(0,7)	-	-	-	(1,2)	-
Charges de désactualisation	(3,2)		-	-	-	-	-	-	(3,2)
Autres produits et charges financiers	0,8	0,7	-	-	-	1,5	(1,5)	0,1	-
Autres produits et charges financiers	2,6	0,9	-	(0,7)	-	1,5	4,3	(1,1)	(2,3)
Résultat financier	(46,7)	0,9	4,6	8,8	-	1,5	(60,2)	-	(2,3)
dont									
- produits	72,6	1,8	4,6	(23,2)	(1,1)	1,6	90,0	(2,1)	1,0
- charges	(119,3)	(0,9)	-	32,0	1,1	(0,1)	(150,2)	2,1	(3,3)

Au 31 décembre 2005

(millions d'euros)	2005	Actifs et passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers							Actifs et passifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Passifs financiers au coût amorti	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture				
Résultat des placements	5,2	-	5,2	-	-	-	-	-	-
Charge d'endettement financier brut	(48,0)	-	-	11,1	-	-	(59,7)	0,6	-
Charge d'endettement financier net	(42,8)	-	5,2	11,1	-	-	(59,7)	0,6	-
Dividendes	0,1	0,1							
Différences nettes de change	1,7	-	-	-	-	-	4,0	-	(2,3)
Charges et produits sur instruments dérivés	(1,3)	-	-	(0,6)	-	-	-	(0,7)	-
Charges de désactualisation	(3,0)	-	-	-	-	-	-	-	(3,0)
Autres produits et charges financiers	(2,0)	0,9	-	-	-	3,7	(7,0)	0,4	-
Autres produits et charges financière	(4,5)	1,0	-	(0,6)	-	3,7	(3,0)	(0,3)	(5,3)
Résultat financier	(47,3)	1,0	5,2	10,5	-	3,7	(62,7)	0,3	(5,3)
dont									
- produits	74,1	1,1	5,2	37,5	0,6	4,2	23,7	1,9	-
- charges	(121,4)	(0,1)	-	(27,0)	(0,6)	(0,5)	(86,4)	(1,6)	(5,3)

14 - IMPOTS SUR LE RESULTAT

Imerys SA bénéficie avec la plupart de ses filiales françaises du régime d'intégration fiscale permettant notamment de compenser au sein du Groupe intégré les profits et les pertes fiscales éventuelles. Le périmètre français de l'intégration fiscale enregistre en, 2007, 4 entrées et 8 sorties. Il est composé au 31 décembre 2007 de 29 sociétés. Des intégrations fiscales existent également dans d'autres pays, principalement aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Allemagne et en Italie.

Charge d'impôts sur le résultat de l'exercice

La charge d'impôts sur le résultat de l'exercice s'analyse comme suit :

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Impôts exigibles de l'exercice	(109,2)	(96,9)	(101,9)
Ajustements d'impôts sur exercices antérieurs	3,2	2,1	5,1
Impôts exigibles	(106,0)	(94,8)	(96,8)
Impôts différés liés aux variations des différences temporelles	9,7	43,7	20,5
Impôts différés liés aux variations de taux d'imposition	(0,3)	(0,4)	(0,2)
Impôts différés	9,4	43,3	20,3
Total	(96,6)	(51,5)	(76,5)

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Impôts exigibles sur résultat opérationnel courant	(123,1)	(110,9)	(98,7)
Impôts différés sur résultat opérationnel courant	13,0	4,5	(2,3)
Impôts sur résultat opérationnel courant	(110,1)	(106,4)	(101,0)
Impôts exigibles sur autres produits et charges opérationnels	17,1	16,1	1,9
Impôts différés sur autres produits et charges opérationnels	(3,6)	38,8	22,6
Impôts sur autres produits et charges opérationnels	13,5	54,9	24,5
Total	(96,6)	(51,5)	(76,5)

Impôts sur le résultat payés sur l'exercice

Le montant des impôts sur le résultat payés en 2007 s'élève à 101,0 millions d'euros (90,9 millions d'euros en 2006), dont 118,0 millions d'euros payés sur le résultat opérationnel courant et le résultat financier (107,0 millions d'euros en 2006) et 17,0 millions d'euros reçus sur les autres produits et charges opérationnels (16,1 million d'euros reçu en 2006).

Preuve d'impôt hors éléments non récurrents

Le taux effectif d'impôt hors éléments non récurrents ⁽¹⁾ s'établit à 26,0 % en augmentation de 0,2 point par rapport à 2006 (25,8 %).

La réconciliation avec le taux légal en France pour cet exercice et l'exercice précédent s'analyse de la manière suivante :

	2007	2006	2005
Taux d'impôt légal en France (y compris surtaxe et contribution)	34,4 %	34,4 %	34,9 %
Effet des différences de taux dans les pays d'implantation	(1,1) %	(1,1) %	(1,4) %
Impact des différences permanentes et incitations fiscales	(4,3) %	(6,0) %	(4,3) %
Impact des pertes fiscales non activées utilisées	(1,0) %	(0,6) %	(1,2) %
Autres impôts à taux et bases différents et impact des changements de taux sur impôts différés	0,8 %	0,9 %	1,3 %
Autres (crédits d'impôts, pertes fiscales créées et non activées, redressements et provisions fiscales, ajustements sur exercices antérieurs)	(2,8) %	(1,8) %	(3,2) %
Taux effectif d'impôt sur résultat opérationnel courant et financier ⁽¹⁾	26,0 %	25,8 %	26,1 %

(1) Impôts sur le résultat opérationnel courant (110,1 millions d'euros) divisés par la somme du résultat opérationnel courant (+ 478,3 millions d'euros) et du résultat financier (- 55,7 millions d'euros).

Preuve d'impôt avec éléments non récurrents

En intégrant les éléments non récurrents, le taux effectif d'impôt s'établit à 25,7 %.

	2007	2006	2005
Taux d'impôt légal en France (y compris surtaxe et contribution)	34,4 %	34,4 %	34,9 %
Effet des différences de taux dans les pays d'implantation	(1,2) %	0,4 %	(1,0) %
Impact des différences permanentes et incitations fiscales	(4,7) %	(10,9) %	(11,8) %
Impact des pertes fiscales non activées utilisées	(1,1) %	(0,8) %	(1,2) %
Autres impôts à taux et bases différents et impact des changements de taux sur impôts différés	0,6 %	1,5 %	1,2 %
Autres (crédits d'impôts, pertes fiscales créées et non activées, redressements et provisions fiscales, ajustements sur exercices antérieurs)	(2,3) %	(2,8) %	(2,2) %
Taux effectif d'impôt sur résultat opérationnel et financier	25,7 %	21,8 %	19,9 %

15 - RESULTAT NET, PART DU GROUPE

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Résultat opérationnel courant	478,3	458,8	434,0
Résultat financier	(55,7)	(46,7)	(47,3)
Impôts sur résultat opérationnel courant (note 14)	(110,1)	(106,4)	(101,0)
Quote-part des résultats nets des entreprises associées	6,9	5,2	4,6
Intérêts minoritaires	(2,7)	(2,6)	(2,7)
Résultat courant net, part du Groupe	316,7	308,3	287,6
Taux effectif d'impôt sur résultat courant	26,0%	25,8%	26,1%

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Résultat courant net, part du Groupe	316,7	308,3	287,6
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels nets (note 11)	(32,5)	(120,9)	21,8
Résultat net, part du Groupe	284,2	187,4	309,4

16 - RESULTAT PAR ACTION

Aucune opération significative n'a affecté le nombre d'actions ordinaires et d'actions ordinaires potentielles entre la date de clôture des états financiers et leur date d'autorisation de publication par le Conseil d'Administration.

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Numérateur			
Résultat courant net, part du Groupe	316,7	308,3	287,6
Incidence des produits financiers sur options de distribution d'actions	3,6	3,1	2,6
Résultat courant net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires entrant dans le calcul du résultat dilué par action	320,3	311,4	290,2
Résultat net, part du Groupe	284,2	187,4	309,4
Incidence des produits financiers sur options de distribution d'actions	3,6	3,1	2,6
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires entrant dans le calcul du résultat dilué par action	287,7	190,5	311,9
Dénominateur			
Nombre moyen pondéré d'actions entrant dans le calcul du résultat de base par action	63 330 652	63 475 098	63 426 126
Incidence de la conversion des options de souscription d'actions	730 853	923 988	1 094 147
Nombre moyen pondéré d'actions entrant dans le calcul du résultat dilué par action	64 061 505	64 399 086	64 520 273
Résultat de base par action (*) (en euros)			
Résultat de base courant net par action	5,00	4,86	4,53
Résultat de base net par action	4,49	2,95	4,88
Résultat courant net dilué par action	5,00	4,84	4,50
Résultat net dilué par action	4,49	2,95	4,83

(*) Part du Groupe

3. Notes sur le bilan consolidé

17 - GOODWILL

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Solde d'ouverture			
Valeur brute	793,5	823,8	564,1
Pertes de valeur	(0,4)	(8,5)	(4,0)
Valeur comptable	793,1	815,3	560,1
Acquisitions	112,9	4,7	226,2
Cessions	(6,7)	-	(5,1)
Ajustements et reclassements	-	3,5	5,4
Pertes de valeur	(0,1)	(0,2)	(5,1)
Variation due aux taux de change	(38,5)	(30,2)	33,8
Valeur comptable	860,7	793,1	815,3
Solde de clôture			
Valeur brute	860,9	793,5	823,8
Pertes de valeur	(0,2)	(0,4)	(8,5)
Valeur comptable	860,7	793,1	815,3

Le goodwill comptabilisé lors des acquisitions représente principalement les perspectives de développement des sociétés acquises au sein du Groupe. Les pertes de valeur du goodwill sont traitées dans la [note 20](#).

AGS

Le 28 février 2006, Imerys a acquis 99,34 % des droits de vote du groupe français Argirec Granger Sodgar (AGS). Disposant de réserves d'argile en Charente-Maritime (France), AGS en calcine une très grande partie pour produire des chamottes et métakaolins destinés aux marchés réfractaires et sanitaires.

Après évaluation des réserves minières, des immobilisations corporelles et des passifs d'avantages du personnel et de réhabilitation des sites miniers, l'excédent de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels de ce groupe sur son coût d'acquisition a été comptabilisé dans le résultat opérationnel courant de l'exercice 2006.

La clôture le 28 février 2007 de la période d'évaluation a confirmé les justes valeurs des actifs, passifs et passifs éventuels publiées au 31 décembre 2006.

UCM

Le 2 avril 2007, Imerys a acquis 95,8 % des droits de vote du groupe britannique Universal Ceramic Materials (UCM) suite à l'offre publique d'achat amicale lancée le 15 février. UCM est producteur de zircon fondu, destiné aux marchés des réfractaires, des céramiques techniques et de l'automobile, et de magnésie fondue, principalement utilisée dans les résistances électriques.

Au 31 décembre 2007, le goodwill est déterminé de manière provisoire après évaluation des provisions pour avantages du personnel et évaluation à la juste valeur des immobilisations corporelles et des stocks. Le goodwill sera finalisé au premier semestre 2008.

Depuis son acquisition, UCM a contribué au chiffre d'affaires consolidé du Groupe à hauteur de 37,4 millions d'euros et au résultat net consolidé à hauteur de 0,2 million d'euros.

Si l'acquisition avait été réalisée au 1^{er} janvier 2007, le chiffre d'affaires contributif aurait été de 51,9 millions d'euros et la perte nette de 0,8 million d'euros.

(millions d'euros)	UCM		
	Valeur comptable avant regroupement	Ajustements de regroupement	Justes valeurs provisoires
Actif non courant			
Immobilisations corporelles	19,9	(2,3)	17,6
Impôts différés actif	1,5	0,8	2,3
Actif courant			
Stocks	11,4	0,1	11,5
Créances clients	9,9	-	9,9
Autres créances	1,5	-	1,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,4	-	2,4
Total Actif	46,6	(1,4)	45,2
Passif non courant			
Provisions pour avantages du personnel	3,5	-	3,5
Autres provisions	0,3	-	0,3
Impôts différés passif	2,2	0,2	2,4
Passif courant			
Dettes fournisseurs	5,0	-	5,0
Impôts exigibles sur le résultat	1,0	-	1,0
Autres dettes	1,4	-	1,4
Emprunts et dettes financières	14,9	-	14,9
Total Passif	28,3	0,2	28,5
Juste valeur des capitaux propres acquis	18,3	(1,6)	16,7
Réévaluation des quotes-parts antérieurement acquises			
Goodwill	13,4	1,6	15,0
Coût des regroupements d'entreprises	31,7	-	31,7
dont coûts directement attribuables à l'acquisition	1,8	-	1,8

THE FELDSPAR CORPORATION

Le 4 septembre 2007, Imerys a acquis 100,0 % des droits de vote de la société américaine The Feldspar Corporation auprès du groupe nord-américain Zemex Corporation. Disposant de réserves minérales, The Feldspar Corporation extrait, produit et commercialise du feldspath et du kaolin principalement au travers d'applications céramiques.

Le goodwill généré au 31 décembre 2007 est provisoire. Il sera finalisé en 2008 et inclura notamment l'évaluation à la juste valeur des immobilisations corporelles.

Depuis son acquisition, le chiffre d'affaires contributif dégagé par The Feldspar Corporation s'élève à 6,7 millions d'euros et le résultat net contributif à 0,1 million d'euros.

Si l'acquisition avait été réalisée au 1^{er} janvier 2007, le chiffre d'affaires contributif aurait été de 22,6 millions d'euros et une perte nette net consolidée de - 0,1 million d'euros.

(millions d'euros)	The Feldspar Corporation		
	Valeur comptable avant regroupement	Ajustements de regroupement	Justes valeurs provisoires
Actif non courant			
Immobilisations incorporelles	0,4	(0,4)	-
Immobilisations corporelles	24,8	(0,4)	24,4
Impôts différés actif	0,2	-	0,2
Actif courant			
Stocks	12,0	(6,6)	5,4
Créances clients	3,2	-	3,2
Autres créances	0,5	-	0,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(0,2)	-	(0,2)
Total Actif	40,9	(7,4)	33,5
Passif non courant			
Autres provisions	1,0	-	1,0
Passif courant			
Dettes fournisseurs	1,5	-	1,5
Autres dettes	0,3	-	0,3
Total Passif	2,8	-	2,8
Juste valeur des capitaux propres acquis	38,1	(7,4)	30,7
Réévaluation des quotes-parts antérieurement acquises	-	-	-
Goodwill	(7,4)	7,4	-
Coût des regroupements d'entreprises	30,7	-	30,7
<i>dont coûts directement attribuables à l'acquisition</i>	<i>1,4</i>	<i>-</i>	<i>1,4</i>

ACE

Le 24 septembre 2007, Imerys a acquis 99,8 % des droits de vote de la société indienne Ace Refractories auprès du fonds indien de LBO, ICICI Venture. Ace Refractories est le leader indien dans la fourniture de solutions réfractaires monolithiques et intervient dans les secteurs de la sidérurgie, du ciment et des centrales thermiques.

Le goodwill déterminé à la clôture 2007 est provisoire. Il prend en compte l'effet de l'évaluation à la juste valeur des stocks ainsi que l'évaluation des provisions pour avantages du personnel. Le goodwill sera finalisé en 2008 notamment pour refléter l'évaluation à la juste valeur des immobilisations incorporelles.

Le chiffre d'affaires dégagé par Ace Refractories depuis le 24 septembre 2007 représente 17,9 millions d'euros dans le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Par ailleurs, Ace Refractories a contribué à hauteur de 1,5 million d'euros au résultat consolidé du Groupe.

Si l'acquisition avait été réalisée au 1^{er} janvier 2007, le chiffre d'affaires contributif aurait été de 55,0 millions d'euros et le résultat net consolidé de 4,6 millions d'euros.

	Ace Refractories		
<i>(millions d'euros)</i>	<i>Valeur comptable avant regroupement</i>	<i>Ajustements de regroupement</i>	<i>Justes valeurs provisoires</i>
Actif non courant			
Immobilisations incorporelles	11,2	(10,2)	1,0
Immobilisations corporelles	23,3	-	23,3
Actif courant			
Stocks	6,2	0,2	6,4
Créances clients	7,1	-	7,1
Autres créances	2,0	-	2,0
Valeurs mobilières de placements et autres actifs financiers	2,2	-	2,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,9	-	0,9
Total Actif	52,9	(10,0)	42,9
Passif non courant			
Provisions pour avantages du personnel	0,5	-	0,5
Autres provisions	0,8	-	0,8
Emprunts et dettes financières	20,3	-	20,3
Impôts différés passif	1,8	(2,3)	(0,5)
Passif courant			
Dettes fournisseurs	4,4	-	4,4
Impôts exigibles sur le résultat	0,2	-	0,2
Autres dettes	1,6	-	1,6
Total Passif	29,6	(2,3)	27,3
Juste valeur des capitaux propres acquis	23,3	(7,7)	15,6
Réévaluation des quotes-parts antérieurement acquises	-	-	-
Goodwill	53,6	7,7	61,3
Coût des regroupements d'entreprises	76,9	-	76,9
<i>dont coûts directement attribuables à l'acquisition</i>	<i>0,6</i>	<i>-</i>	<i>0,6</i>

Autres acquisitions

Au cours de l'exercice, Imerys a également assuré sa croissance externe par l'acquisition de diverses autres entités notamment en Chine avec les acquisitions de Baotou Jing Yuan Graphite Co. Ltd. société spécialisée dans le traitement de graphite naturel de haute performance, Xinlong et Yilong respectivement producteurs de vermiculite et d'andalousite ; en Inde avec l'acquisition de Jumbo Mining Ltd. producteur de Feldspath ; en Ukraine avec l'acquisition de Vatutinsky Kombinat Vognetryviv, société spécialisée dans la production de chamottes ; en Argentine avec l'acquisition de Perfiltra leader du marché de la perlite ; et en Afrique du Sud avec l'acquisition de B&B Refractories société spécialisée dans l'installation et la maintenance de produits réfractaires.

Le Groupe a par ailleurs augmenté sa quote-part d'intérêt dans certaines de ses entités.

(millions d'euros)	Autres entrées de périmètres 2007		
	Valeur comptable avant regroupement	Ajustements de regroupement	Justes valeurs provisoires
Actif non courant			
Immobilisations incorporelles	0,1	0,4	0,5
Immobilisations corporelles	18,4	1,2	19,6
Autres créances	0,4	-	0,4
Impôts différés actif	1,0	0,1	1,1
Actif courant			
Stocks	7,6	(1,9)	5,7
Créances clients	5,0	-	5,0
Autres créances	6,7	-	6,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7,1	-	7,1
Total Actif	46,3	(0,2)	46,1
Intérêts minoritaires	5,6	-	5,6
Passif non courant			
Provisions pour avantages du personnel	0,6	-	0,6
Autres provisions	2,1	-	2,1
Emprunts et dettes financières	0,3	-	0,3
Autres dettes	0,2	-	0,2
Impôts différés passif	(0,2)	0,6	0,4
Passif courant			
Dettes fournisseurs	2,9	-	2,9
Impôts exigibles sur le résultat	0,3	-	0,3
Autres dettes	6,9	-	6,9
Emprunts et dettes financières	8,4	-	8,4
Total Passif	27,1	0,6	27,7
Juste valeur des capitaux propres acquis	19,2	(0,8)	18,4
Réévaluation des quotes-parts antérieurement acquises	(1,2)	(1,2)	(1,2)
Goodwill	31,3	0,8	32,1
Coût des regroupements d'entreprises	49,3	(1,2)	49,3
dont coûts directement attribuables à l'acquisition	1,7	-	1,7

La juste valeur provisoire des actifs, passifs et passifs éventuels des entités entrantes en 2007 se présente comme suit :

(millions d'euros)	Juste valeurs provisoires				Total justes valeurs provisoires
	UCM	The Feldspar Corporation	Ace Refractories	Autres entrées de périmètre	
Actif non courant					
Immobilisations incorporelles	-	-	1,0	0,5	1,5
Immobilisations corporelles	17,6	24,4	23,3	19,6	84,9
Autres créances	-	-	-	0,4	0,4
Impôts différés actif	2,3	0,2	-	1,1	3,6
Actif courant					
Stocks	11,5	5,4	6,4	5,7	29
Créances clients	9,9	3,2	7,1	5,0	25,2
Autres créances	1,5	0,5	2,0	6,7	10,7
Valeurs mobilières de placements et autres actifs financiers	-	-	2,2	-	2,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,4	(0,2)	0,9	7,1	10,2
Total Actif	45,2	33,5	42,9	46,1	167,7
Intérêts minoritaires	-	-	-	5,6	5,6
Passif non courant					
Provisions pour avantages du personnel	3,5	-	0,5	0,6	4,6
Autres provisions	0,3	1,0	0,8	2,1	4,2
Emprunts et dettes financières	-	-	20,3	0,3	20,6
Autres dettes	-	-	-	0,2	0,2
Impôts différés passif	2,4	-	(0,5)	0,4	2,3
Passif courant					
Dettes fournisseurs	5,0	1,5	4,4	2,9	13,8
Impôts exigibles sur le résultat	1,0	-	0,2	0,3	1,5
Autres dettes	1,4	0,3	1,6	6,9	10,2
Emprunts et dettes financières	14,9	-	-	8,4	23,3
Total Passif	28,5	2,8	27,3	27,7	86,3
Juste valeur des capitaux propres acquis	16,7	30,7	15,6	18,4	81,4
Réévaluation de quotes-parts antérieurement acquise	-	-	-	(1,2)	(1,2)
Goodwill	15,0	-	61,3	32,1	108,4
Coût des regroupements d'entreprises	31,7	30,7	76,9	49,3	188,6
dont coûts directement attribuables à l'acquisition	1,8	1,4	0,6	1,7	5,5

Le tableau ci-après réconcilie la ligne Goodwill du tableau ci-dessus et la ligne Acquisition du tableau en début de la [note 17](#).

(millions d'euros)	2007
Goodwill des regroupements d'entreprises 2007	108,4
Ajustement du coût de regroupements d'entreprises antérieurs à 2007	(0,2)
Goodwill sur augmentation de quote-part d'intérêt en 2007	4,7
Goodwill - Acquisitions	112,9

Le flux net de trésorerie lié aux acquisitions de l'exercice se décompose de la manière suivante :

(millions d'euros)	UCM	The Feldspar Corporation	Ace Refractories	Autres entrées de périmètre 2007	Augmentation de quote-part d'intérêts et compléments de prix	Coût d'acquisition 2006 d'entités consolidées en 2007	Coût d'acquisition 2007 d'entités consolidées en 2008	Total
Coût des regroupements d'entreprises	(31,7)	(30,7)	(76,9)	(49,3)	(8,0)	1,1	(0,8)	(196,3)
Dettes sur acquisitions de l'exercice	-	-	-	0,6	(6,1)	-	-	(5,5)
Trésorerie versée	(31,7)	(30,7)	(76,9)	(48,7)	(14,1)	1,1	(0,8)	(201,8)
Trésorerie acquise	2,4	(0,2)	0,9	7,0	0,3	-	-	10,4
Coût d'acquisition de titres d'entités consolidées en 2007 sous déduction de la trésorerie acquise	(29,3)	(30,9)	(76,0)	(41,7)	(13,8)	1,1	(0,8)	(191,4)

18 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(millions d'euros)	Logiciels	Marques, brevets et licences	Droits miniers et droits d'usage	Autres	Total
Solde d'ouverture : janvier 2005					
Valeur brute	29,8	6,3	-	26,0	62,1
Amortissement	(13,6)	(4,1)	-	(15,4)	(33,1)
Valeur comptable	16,2	2,2	-	10,6	29,0
Investissements	1,2	0,4	-	1,7	3,3
Acquisitions résultant de regroupements d'entreprises	2,8	2,2	4,8	3,7	13,5
Cessions	(1,2)	-	-	(0,5)	(1,7)
Dotations nettes aux amortissements	(7,5)	(0,6)	-	(0,6)	(8,7)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	-	(1,3)	-	(0,2)	(1,5)
Variation due aux taux de change	1,1	0,1	-	0,4	1,6
Reclassements et autres	4,7	1,8	-	(6,2)	0,3
Solde d'ouverture : janvier 2006					
Valeur brute	43,4	12,6	5,4	22,1	83,5
Amortissement	(26,1)	(7,8)	(0,6)	(13,2)	(47,7)
Valeur comptable	17,3	4,8	4,8	8,9	35,8
Investissements	1,3	0,2	0,3	3,4	5,2
Acquisitions résultant de regroupements d'entreprises	(0,5)	(0,1)	(3,3)	(3,1)	(7,0)
Cessions	-	(0,1)	-	(0,1)	(0,2)
Dotations nettes aux amortissements	(8,0)	(0,4)	(0,1)	(0,7)	(9,2)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	0,1	-	-	-	0,1
Variation due aux taux de change	(0,5)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(1,2)
Reclassements et autres	1,5	-	0,9	(3,1)	(0,7)
Solde d'ouverture : janvier 2007					
Valeur brute	39,9	12,6	2,7	17,9	73,1
Amortissement	(28,7)	(8,5)	(0,3)	(12,8)	(50,3)
Valeur comptable	11,2	4,1	2,4	5,1	22,8
Investissements	2,5	1,2	13,3	16,9	33,9
Acquisitions résultant de regroupements d'entreprises	-	0,4	0,6	0,6	1,6
Cessions	(0,1)	-	-	(0,4)	(0,5)
Dotations nettes aux amortissements	(7,8)	(0,3)	(0,1)	(0,8)	(9,0)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	-	-	-	-	-
Variation due aux taux de change	(0,8)	(0,2)	0,4	(0,5)	(1,1)
Reclassements et autres	9,2	-	(0,5)	(7,1)	1,6
Solde de clôture : décembre 2007					
Valeur brute	50,0	12,7	16,4	26,7	105,8
Amortissement	(35,8)	(7,5)	(0,3)	(12,9)	(56,5)
Valeur comptable	14,2	5,2	16,1	13,8	49,3

Imerys est concerné, pour la seule activité de production de tuiles et briques de la branche Matériaux & Monolithiques, par la directive européenne 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système communautaire de marché pour des autorisations d'émission de gaz à effet de serre. A l'issue du troisième exercice de la première période triennale du marché européen (2005 – 2007), Imerys a utilisé 80,0 % des quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués aux sites concernés en France (91,3 % au 31 décembre 2006). Conformément à la [note 3.10](#), aucun passif n'a donc été comptabilisé et les droits reçus ont été comptabilisés à l'actif en immobilisations incorporelles pour une valeur comptable de zéro.

19 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Actifs miniers	Terrains et constructions	Installations techniques et matériel	Acomptes et immobilisations en cours	Autres	Total
(millions d'euros)						
Solde d'ouverture : janvier 2005						
Valeur brute	516,8	475,3	2 011,6	105,0	182,1	3 290,8
Amortissement	(57,8)	(212,0)	(1 376,2)	-	(132,4)	(1 778,4)
Valeur comptable	459,0	263,3	635,4	105,0	49,7	1 512,4
Investissements	21,3	11,8	80,5	101,2	9,1	223,9
Acquisitions résultant de regroupements d'entreprises	30,0	39,9	83,2	8,5	9,2	170,8
Cessions	(18,7)	(26,0)	(11,6)	(0,8)	(5,3)	(62,4)
Dotations nettes aux amortissements	(29,1)	(14,9)	(113,4)	(2,0)	(14,6)	(174,0)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	(4,4)	(1,3)	(27,4)	-	(0,2)	(33,3)
Pertes de valeur reprises en résultat	-	1,0	1,0	-	-	2,0
Variation due aux taux de change	39,7	21,8	56,9	5,5	2,2	126,1
Reclassements et autres	(0,6)	(3,5)	93,0	(78,5)	(2,1)	8,3
Solde d'ouverture : janvier 2006						
Valeur brute	604,1	517,0	2 412,8	141,4	202,4	3 877,7
Amortissement	(106,9)	(224,9)	(1 615,2)	(2,5)	(154,4)	(2 103,9)
Valeur comptable	497,2	292,1	797,6	138,9	48,0	1 773,8
Investissements	24,5	11,8	60,5	105,9	11,3	214,0
Acquisitions résultant de regroupements d'entreprises	22,4	(5,6)	32,6	(10,5)	1,4	40,3
Cessions	(1,3)	(4,6)	(4,2)	(0,3)	(1,5)	(11,9)
Dotations nettes aux amortissements	(33,5)	(18,6)	(124,4)	(0,7)	(16,3)	(193,5)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	(37,3)	(3,2)	(87,9)	-	(0,4)	(128,8)
Pertes de valeur reprises en résultat	0,3	1,6	3,1	-	0,3	5,3
Variation due aux taux de change	(27,1)	(13,9)	(38,8)	(3,0)	(1,6)	(84,4)
Reclassements et autres	(7,4)	12,0	130,8	(138,0)	0,6	(2,0)
Solde d'ouverture : janvier 2007						
Valeur brute	578,8	487,4	2 554,2	92,9	177,0	3 890,3
Amortissement	(141,0)	(215,8)	(1 784,9)	(0,6)	(135,2)	(2 277,5)
Valeur comptable	437,8	271,6	769,3	92,3	41,8	1 612,8
Investissements	26,0	7,4	113,3	167,0	11,3	325,0
Acquisitions résultant de regroupements d'entreprises	4,7	17,7	44,1	6,1	12,3	84,9
Cessions	(1,5)	(14,1)	(15,4)	(0,2)	(1,7)	(32,9)
Dotations nettes aux amortissements	(31,8)	(13,3)	(125,9)	-	(13,9)	(184,9)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	(9,0)	(2,7)	(15,7)	(0,1)	(0,1)	(27,6)
Pertes de valeur reprises en résultat	-	1,2	3,9	-	0,1	5,2
Variation due aux taux de change	(29,3)	(14,3)	(42,7)	(12,9)	(1,5)	(100,7)
Reclassements et autres	2,7	6,3	31,1	(44,0)	2,6	(1,3)
Solde de clôture : décembre 2007						
Valeur brute	540,9	446,2	2 488,3	208,4	182,7	3 866,5
Amortissement	(141,3)	(186,4)	(1 726,3)	(0,2)	(131,8)	(2 186,0)
Valeur comptable	399,6	259,8	762,0	208,2	50,9	1 680,5

Les immobilisations corporelles contrôlées en vertu d'un contrat de location financement figurent au bilan pour un montant de 8,4 millions d'euros au 31 décembre 2007 (11,0 millions d'euros au 31 décembre 2006). Il s'agit essentiellement de matériel de transport. Les engagements de paiement des loyers futurs de location financement s'élèvent à 1,8 million d'euros pour 2008, 4,9 millions d'euros pour la période 2009 à 2012 et 1,2 million d'euros au-delà.

20 - PERTES DE VALEUR

■ Hypothèses

La valeur recouvrable d'une UGT ou d'un actif individuel est la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de cession et la valeur d'utilité. Toutefois, elle est en général justifiée par sa valeur d'utilité. Les flux futurs utilisés pour calculer les valeurs d'utilité des actifs s'entendent après impôts et reposent sur la dernière mise à jour du Plan à 5 ans validé par la Direction Générale. Les taux utilisés pour actualiser ces flux sont en moyenne de 8,0 % après impôts sur le résultat. Ils sont déterminés à partir d'un coût moyen pondéré du capital de 7,5 % tel qu'évalué par des analystes financiers indépendants de la place de Paris, augmenté selon les UGT ou actifs individuels concernés d'une prime de risque pays-marché située entre 0,5 % et 2,0 %. Les résultats des calculs effectués après impôts sur le résultat sont identiques à ceux qui seraient obtenus avec des flux et des taux avant impôts sur le résultat tel que requis par la norme IAS 36 sur les dépréciations d'actifs. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un actif individuel est justifiée par sa juste valeur nette des coûts de cession, celle-ci est déterminée en utilisant un prix de marché observable pour l'UGT ou l'actif individuel.

■ Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)

Imerys procède chaque année à un test systématique de perte de valeur sur l'ensemble de ses UGT dans la mesure où un goodwill est présent dans toutes les UGT du Groupe. Le tableau ci-après présente la valeur brute et les pertes de valeur cumulées du goodwill par UGT :

(millions d'euros)	2007			2006
	Valeur brute	Pertes de valeur	Valeur comptable	Valeur comptable
Pigments pour Papier	140,9	-	140,9	148,8
Minéraux de Performance Amérique du Nord	48,8	-	48,8	54,6
Minéraux de Performance Europe	33,9	-	33,9	35,4
Minéraux de Performance Amérique du Sud	11,8	-	11,8	11,2
Terre Cuite France	3,7	-	3,7	3,7
Terre Cuite Internationale	-	-	-	6,7
Réfractaires Monolithiques	160,3	-	160,3	97,7
Support de cuisson	34,0	-	34,0	34,0
Minéraux pour céramiques	105,5	-	105,5	99,6
Minéraux pour Réfractaires	51,6	-	51,6	48,5
Minéraux fondus	144,0	(0,2)	143,8	130,0
Minéraux pour Filtration	103,9	-	103,9	102,4
Graphite & Carbone	21,8	-	21,8	19,8
Holdings	0,7	-	0,7	0,7
Total	860,9	(0,2)	860,7	793,1

En 2007, ce test n'a nécessité la comptabilisation d'aucune perte de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles et corporelles des UGT.

■ Actifs individuels

Outre le test réalisé sur les UGT, des indices de perte de valeur sont susceptibles de déclencher ce test en cas d'évolution défavorable à l'échelle d'un actif individuel. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre en 2007 s'élèvent à 27,7 millions d'euros (129,0 millions d'euros en 2006).

Pertes de valeur de l'exercice

La principale perte de valeur comptabilisée en 2007 correspond à l'ajustement à la demande de l'outil industriel nord-américain de la branche Minéraux de Performance & Pigments. La perte de valeur, identifiée sur des immobilisations industrielles et minières situées dans les Etats de New York et de Géorgie s'élève à 18,7 millions d'euros. La dépréciation correspondante, évaluée sur la base de la valeur de revente nette des coûts de cessions des actifs au terme de leur durée d'utilité résiduelle a été comptabilisée dans les autres produits et charges opérationnels.

Pertes de valeur des exercices antérieurs

En 2006, le Groupe avait principalement déprécié des actifs industriels et miniers en Grande Bretagne pour un montant de 88,7 millions d'euros ainsi que des capacités de production de carbonate de calcium précipité (PCC) au Brésil pour un montant de 9,3 millions d'euros. En 2005, les actifs industriels et miniers des Ardoisières d'Angers située dans la branche Matériaux & Monolithiques avaient subi une perte de valeur de 4,5 millions d'euros.

21 - PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Solde d'ouverture	34,1	31,9	25,9
<i>Dont valeur comptable du goodwill</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>
Acquisitions	3,8	1,2	2,4
Cessions	-	-	(1,0)
Résultats	6,9	5,2	4,6
Dividendes distribués	(2,4)	(1,9)	(1,8)
Autres	0,5	(2,3)	1,8
Solde de clôture	42,9	34,1	31,9
<i>dont valeur comptable du goodwill</i>	<i>3,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>

Imerys n'exerce qu'une influence notable sur les décisions de gestion financière et opérationnelle des entités ci-dessous, leurs activités ordinaires étant contrôlées par les autres associés.

Entités	Fraction du capital détenu (en %)			Quote-part dans les capitaux propres consolidés (en millions d'euros)		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
MST Mineralien Schiffahrt	50,0 %	50,0 %	50,0 %	23,0	22,2	20,2
Calderys Iberica Refractarios	49,9 %	49,9 %	49,9 %	5,1	4,6	4,2
Dalian Jinsheng Fine Chemicals	50,0 %	50,0 %	50,0 %	2,2	2,3	2,4
Vugiukli Quarries	50,0 %	-	-	2,6	-	-
Graystar	50,0 %	-	-	2,2	-	-
Autres titres	-	-	-	7,8	5,0	5,1
Total	-	-	-	42,9	34,1	31,9

Le tableau ci-dessous présente les chiffres clés des principales entreprises associées.

(millions d'euros)	Quote-part dans le résultat net			Total chiffre d'affaires			Total bilan		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
MST Mineralien Schiffahrt	3,8	3,8	3,1	75,0	71,6	63,4	111,1	99,6	95,3
Calderys Iberica Refractarios	0,9	0,7	0,6	22,8	19,7	17,6	18,5	14,8	14,5
Dalian Jinsheng Fine Chemicals	-	0,1	0,3	2,0	2,2	1,8	4,7	4,9	6,4
Vugiukli Quarries	(0,1)	-	-	0,6	-	-	2,3	-	-
Graystar	1,0	-	-	15,5	-	-	3,2	-	-
Autres titres	1,3	0,6	0,6	-	-	-	-	-	-
Total	6,9	5,2	4,6						

22 - STOCKS

(millions d'euros)	2007			2006			2005		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur comptable
Matières premières	195,7	(11,4)	184,3	180,2	(8,7)	171,5	168,3	(7,7)	160,6
En-cours	45,3	(0,1)	45,2	39,4	(0,2)	39,2	46,7	(0,2)	46,5
Produits finis	241,5	(7,8)	233,7	247,7	(7,6)	240,1	236,4	(6,9)	229,5
Marchandises	39,2	(0,4)	38,8	41,1	(1,3)	39,8	40,6	(1,4)	39,2
Total	521,7	(19,7)	502,0	508,4	(17,8)	490,6	492,0	(16,2)	475,8

23 - ACTIFS FINANCIERS

23.1 Catégories d'actifs financiers

Les tableaux ci-après permettent d'apprécier l'importance des instruments financiers au regard de l'actif consolidé du Groupe. Les catégories d'instruments financiers utilisées dans les analyses suivantes sont présentées à la [note 12](#).

Au 31 décembre 2007

Le tableau ci-après présente la valeur comptable des catégories d'instruments financiers au 31 décembre 2007.

(millions d'euros)	2007	Actifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers						Actifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture			
ACTIF NON COURANT								
Actifs financiers disponibles à la vente	9,0	9,0	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	11,3	-	-	-	-	4,3	-	7,0
Autres créances	46,8	-	-	-	-	45,7	-	1,1
Instruments dérivés actif	5,6	-	-	0,2	0,1	-	5,3	-
ACTIF COURANT								
Créances clients	623,4	-	-	-	-	623,4	-	-
Autres créances	133,3	-	-	-	-	99,3	-	34,0
Instruments dérivés actif	(0,6)	-	-	-	(0,5)	-	(0,1)	-
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	5,3	-	5,3	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	173,4	-	-	-	-	173,4	-	-

La valeur comptable des actifs financiers est représentative de leur juste valeur.

Au 31 décembre 2006

Le tableau ci-après présente la valeur comptable des catégories d'instruments financiers au 31 décembre 2006.

(millions d'euros)	2006	Actifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers						Actifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture			
ACTIF NON COURANT								
Actifs financiers disponibles à la vente	12,8	12,8	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	11,3	-	-	-	-	9,6	-	1,7
Autres créances	18,9	-	-	-	-	16,3	-	2,6
Instruments dérivés actif	41,3	-	-	32,8	0,6	-	7,9	-
ACTIF COURANT								
Créances clients	614,7	-	-	-	-	614,7	-	-
Autres créances	113,7	-	-	-	-	85,0	-	28,7
Instruments dérivés actif	0,3	-	-	-	-	-	0,3	-
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	4,1	-	4,1	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	181,2	-	-	-	-	181,2	-	-

La valeur comptable des actifs financiers est représentative de leur juste valeur.

Au 31 décembre 2005

Le tableau ci-après présente la valeur comptable des catégories d'instruments financiers au 31 décembre 2005.

(millions d'euros)	2005	Actifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers						Actifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture			
ACTIF NON COURANT								
Actifs financiers disponibles à la vente	16,0	16,0	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	10,3	-	-	-	-	10,0	-	0,3
Autres créances	13,9	-	-	-	-	11,0	-	2,9
Instruments dérivés actif	60,4	-	-	57,9	0,9	-	1,6	-
ACTIF COURANT								
Créances clients	590,3	-	-	-	-	590,3	-	-
Autres créances	99,1	-	-	-	-	67,4	-	31,7
Instruments dérivés actif	6,3	-	-	-	-	-	6,3	-
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	61,0	-	61,0	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	134,7	-	-	-	-	134,7	-	-

La valeur comptable des actifs financiers est représentative de leur juste valeur.

23.2 Actifs financiers disponibles à la vente

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Solde d'ouverture	12,8	16,0	13,8
Acquisitions	0,8	2,1	20,2
Cessions	(1,3)	(0,8)	(0,5)
Pertes de valeur comptabilisées dans le compte de résultat	1,2	-	-
Variations de périmètre	(4,2)	(3,0)	(0,2)
Différences de change	(0,2)	(0,5)	(0,5)
Autres	(0,1)	(1,0)	(16,8)
Solde de clôture	9,0	12,8	16,0

23.3 Créances et autres actifs financiers

Le tableau ci-après présente la variation sur trois exercices des autres actifs financiers, autres créances et créances clients. Les autres actifs financiers non courants correspondent aux prêts et cautionnements et aux actifs liés aux avantages du personnel (*note 25.1*). L'essentiel des autres créances non courantes et des dépréciations correspondantes est constitué de créances fiscales hors impôts sur le résultat au Brésil. Les autres créances courantes correspondent également en majorité à des créances fiscales hors impôts sur le résultat.

(millions d'euros)	Autres actifs financiers non courants	Autres créances non courantes	Créances clients	Autres créances courantes	Total
Solde d'ouverture : janvier 2005					
Valeur brute	14,0	20,8	512,6	96,3	643,7
Dépréciations	(2,3)	(1,1)	(18,1)	(4,6)	(26,1)
Valeur comptable	11,7	19,7	494,5	91,7	617,6
Variation nette de l'exercice	(3,1)	5,7	21,5	12,8	36,9
Dépréciations	(0,5)	(15,2)	0,7	(4,4)	(19,4)
Variations de périmètre	2,4	0,5	52,8	(8,0)	47,7
Différences de change	0,3	2,8	21,2	5,0	29,3
Autres	(0,5)	0,4	(0,4)	2,0	1,5
Solde d'ouverture : janvier 2006					
Valeur brute	13,6	31,5	613,0	104,6	762,7
Dépréciations	(3,3)	(17,6)	(22,7)	(5,5)	(49,1)
Valeur comptable	10,3	13,9	590,3	99,1	713,6
Variation nette de l'exercice	(0,3)	22,8	12,3	20,7	55,5
Dépréciations	(0,1)	0,8	1,7	(4,9)	(2,5)
Variations de périmètre	0,8	-	15,2	3,0	19,0
Différences de change	(0,2)	(1,2)	(16,2)	(4,1)	(21,7)
Autres	0,8	(17,4)	11,4	(0,1)	(5,3)
Solde d'ouverture : janvier 2007					
Valeur brute	14,6	34,5	634,4	122,4	805,9
Dépréciations	(3,3)	(15,6)	(19,7)	(8,7)	(47,3)
Valeur comptable	11,3	18,9	614,7	113,7	758,6
Variation nette de l'exercice	0,4	31,9	10,5	(3,1)	39,7
Dépréciations	0,2	0,5	(1,1)	(4,6)	(5,0)
Variations de périmètre	3,2	0,2	19,0	10,1	32,5
Différences de change	(0,3)	(2,8)	(20,6)	(4,2)	(27,9)
Autres	(3,5)	(1,9)	0,9	21,4	16,9
Solde de clôture : décembre 2007					
Valeur brute	13,4	62,1	642,0	141,4	858,9
Dépréciations	(2,1)	(15,3)	(18,6)	(8,1)	(44,1)
Valeur comptable	11,3	46,8	623,4	133,3	814,8

23.4 Gestion des risques liés aux actifs financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un débiteur du Groupe ne rembourse pas sa dette à l'échéance fixée. Ce risque, qui affecte principalement la catégorie des prêts et créances, est suivi au niveau de chaque entité sous la supervision des contrôleurs des branches d'activité. Ce suivi s'appuie principalement sur l'analyse des créances échues et peut être complété par une étude plus approfondie de la solvabilité de certains débiteurs. Selon l'appréciation des contrôleurs des branches d'activités, les entités peuvent être conduites à couvrir le risque de crédit par la souscription de contrats d'assurance crédit ou l'obtention des garanties. Ces garanties figurent dans la [note 35](#). A la date de clôture des états financiers, les prêts et créances partiellement ou totalement irrécouvrable sont ramenés à leur valeur recouvrable au moyen d'une dépréciation évaluée sur une base individuelle. Au 31 décembre 2007, les prêts et créances sont dépréciés pour un montant de 44,1 millions d'euros (47,3 millions d'euros au 31 décembre 2006). L'exposition maximale du Groupe au risque de crédit avant assurance crédit et garanties ressort ainsi à 814,8 millions d'euros au 31 décembre 2007 (758,6 millions d'euros au 31 décembre 2006). Le tableau ci-après présente la variation des dépréciations de prêts et créances.

(millions d'euros)	Autres actifs financiers non courants	Autres créances non courantes	Créances clients	Autres créances courantes	Total
Solde d'ouverture : janvier 2005	(2,3)	(1,1)	(18,1)	(4,6)	(26,1)
Dotations	(0,6)	(15,2)	(5,9)	(4,5)	(26,2)
Utilisations	0,1	-	6,6	0,1	6,8
Variations de périmètre	(0,7)	(0,8)	(3,8)	(0,2)	(5,5)
Différences de change	(0,2)	(0,9)	(1,2)	(0,7)	(3,0)
Autres	0,4	0,4	(0,3)	4,4	4,9
Solde d'ouverture : janvier 2006	(3,3)	(17,6)	(22,7)	(5,5)	(49,1)
Dotations	(0,1)	(0,1)	(4,9)	(5,3)	(10,4)
Utilisations	-	0,9	6,6	0,4	7,9
Variations de périmètre	-	-	(0,1)	-	(0,1)
Différences de change	0,1	1,7	0,8	0,6	3,2
Autres		(0,5)	0,6	1,1	1,2
Solde d'ouverture : janvier 2007	(3,3)	(15,6)	(19,7)	(8,7)	(47,3)
Dotations	-	-	(5,7)	(5,3)	(11,0)
Utilisations	0,2	0,5	4,6	0,7	6,0
Variations de périmètre	-	(0,5)	0,9	0,1	0,5
Différences de change	-	1,6	0,6	0,8	3,0
Autres	1,0	(1,3)	0,7	4,3	4,7
Solde de clôture : décembre 2007	(2,1)	(15,3)	(18,6)	(8,1)	(44,1)

Les créances clients ne portent pas intérêt et ont en général une échéance de 30 à 90 jours. A la date de clôture des états financiers, certaines créances clients détaillées ci-après peuvent être échues sans être dépréciées, par exemple lorsqu'elles sont couvertes par un contrat d'assurance crédit ou par une garantie.

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Créances clients échues non dépréciées			
- depuis moins de 30 jours	56,9	62,3	51,3
- depuis 30 à 89 jours	16,6	13,7	9,6
- depuis 90 jours ou plus	10,2	9,4	7,5
Total des créances clients non échues et créances clients échues et dépréciées	539,7	529,3	521,9
Créances clients	623,4	614,7	590,3

Risque de change transactionnel

Le risque de change transactionnel est le risque par lequel un flux de trésorerie libellé en monnaie étrangère est susceptible d'être détérioré par une évolution défavorable de sa contrepartie en euro. A l'actif, le risque de change transactionnel affecte les créances clients dans la catégorie des prêts et créances. Le Groupe recommande à ses entités de libeller leurs contrats de ventes dans les monnaies de préparation de leurs états financiers respectifs afin de ne pas s'exposer au risque de change transactionnel. Lorsqu'elles ne sont pas en mesure de suivre cette recommandation, les entités ont la possibilité mais non l'obligation de recourir à des instruments de couverture. Elles ont dès lors l'obligation de s'adresser au Département Trésorerie Groupe qui leur propose des instruments adaptés à leurs transactions. Les entités doivent fournir au Département Trésorerie Groupe les montants et les dates de leurs transactions de ventes futures jusqu'à 18 mois. Ces transactions futures doivent présenter un caractère hautement probable. Les entités ont l'interdiction formelle de souscrire des instruments de couverture directement auprès de tiers.

24 - CAPITAL

Principes de gestion

La gestion du capital présente trois domaines principaux : les capitaux propres consolidés, les options de souscription d'actions et les rachats d'actions. La gestion des capitaux propres consolidés a pour objectif de maintenir une structure financière stable afin de générer des dividendes pour les actionnaires au travers d'une croissance régulière et soutenue des résultats. Les options de souscription d'actions accordées à certains membres clés du personnel sont destinées à contribuer à cette croissance. Les rachats d'actions ont pour objectif de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations du titre Imerys, de réaliser des paiements en actions et de procéder aux annulations destinées à compenser les attributions d'options de souscription.

Les capitaux propres consolidés correspondent au capital et primes d'Imerys SA ainsi qu'au résultat et réserves consolidés. Il n'existe pas d'instruments hybrides combinant des caractéristiques d'instruments de dettes et de capitaux propres. Au 31 décembre 2007 :

- les capitaux propres consolidés s'élèvent à 1 663,6 millions d'euros (1 646,4 millions d'euros au 31 décembre 2006) sur la base desquels le Conseil d'Administration propose un dividende par action de 1,90 euro (1,80 euro au titre de l'exercice 2006) ;
- 3 103 391 options de souscription d'actions représentant, 4,69 % du capital d'Imerys SA après dilution, sont attribuées (2 989 870 options, soit 4,51 % du capital après dilution, au 31 décembre 2006) ;
- le Groupe détient au terme des transactions d'achat, de vente et d'annulation de l'exercice 200 000 titres Imerys (0 au 31 décembre 2006).

Le capital d'Imerys SA est soumis à plusieurs dispositions obligatoires du Code de Commerce français. Ces dispositions n'ont pas de conséquence significative sur les états financiers. Toutefois, leur conformité fait l'objet de vérifications spécifiques dont les conclusions figurent dans le rapport des Commissaires aux Comptes. Par ailleurs, une partie du financement du Groupe est assurée au moyen d'instruments de dettes dont les conditions d'émission imposent le respect de ratios, dont certains relatifs au montant des capitaux propres consolidés. Ces ratios ainsi que leurs montants à la date de clôture des états financiers sont présentés dans la [note 26.5](#).

Activité de l'exercice

- Le 18 décembre 2007, le Conseil d'Administration a procédé à l'annulation de 606 543 actions propres acquises directement sur le marché par la Société au cours de l'exercice 2007, et affectées en totalité à l'objectif d'annulation prévu dans le cadre des programmes de rachat d'actions approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 mai 2006 et l'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007. Cette annulation d'actions propres a conduit à une réduction du capital de la Société d'un montant nominal de 1 213 086 euros.

- Le 14 janvier 2008, le Président du Conseil d'Administration a constaté que, le 31 décembre 2007, le capital social avait été augmenté d'un montant nominal de 797 558 euros en conséquence de la levée, au cours de l'exercice 2007, de 398 779 options de souscription donnant droit à autant d'actions Imerys.

En conséquence de ces opérations, le capital souscrit, entièrement libéré, d'Imerys s'élevait, au 31 décembre 2007, à 126 253 712 euros ; il était divisé en 63 126 856 actions de 2,00 euros de valeur nominale chacune parmi lesquelles 34 121 643 bénéficiaient, en vertu de l'article 22 des statuts d'Imerys, d'un droit de vote double. Enfin, le nombre total des droits de vote nets attachés aux actions existantes était de 97 048 499.

Le capital social n'a pas varié, et le nombre de droits de vote n'a pas connu de variation significative, entre le 31 décembre 2007 et la date du présent Rapport Annuel.

Compte tenu des 3 103 391 options de souscription d'actions attribuées à certains salariés et dirigeants sociaux et non encore exercées au 31 décembre 2007, le capital dilué s'élevait au 1^{er} janvier 2008, à 132 460 494 euros.

Il est précisé qu'aucune action inscrite au nominatif pur ne fait l'objet d'un nantissement de la part de la Société.

25 - PROVISIONS

25.1 Provisions pour avantages du personnel

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Régimes de retraite	144,7	175,3	212,5
Régimes médicaux	13,9	15,7	18,8
Autres avantages à long terme	5,7	5,8	4,7
Indemnités de fin de contrat de travail	1,3	2,4	1,1
Total	165,6	199,2	237,1

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes à prestations définies (régimes de retraite, médicaux et autres avantages à long terme) sont indiquées ci-après. Ces données constituent des moyennes pondérées du montant des obligations ou des actifs, selon que les hypothèses entrent dans le calcul des obligations ou des actifs.

Pays (en %)	France		Autres pays d'Europe		Amérique du Nord		Asie - Océanie		Autres	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Taux d'actualisation	5,5	4,5	5,7	5,2	6,0	6,0	5,0	3,0	8,1	9,2
Taux de rendement attendu des actifs du régime	4,1	4,0	5,8	6,0	8,2	8,2	6,5	1,6	7,5	9,8
Taux de rendement attendu des droits à remboursement	-	-	4,0	4,0	-	-	-	-	-	-
Taux attendu d'augmentation des salaires	3,0	3,4	3,6	3,3	4,1	4,0	4,1	3,7	6,8	4,0
Taux d'évolution des coûts médicaux	-	-	-	-	9,0	9,0	-	-	6,7	7,5

Les fonds confiés à des organismes extérieurs pour le financement de certains régimes à prestations définies sont investis selon la répartition indiquée ci-après :

(en %)	2007	2006	2005
Actions	37,2	69,1	69,8
Obligations	54,4	30,4	28,4
Monétaire	4,2	0,2	1,6
Immobilier	4,2	0,3	0,2
Total	100,0	100,0	100,0

Charge nette

	Régimes de retraite			Régimes médicaux			Autres avantages à long-terme			Total		
(millions d'euros)	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Coût financier	51,3	51,2	47,3	0,9	1,1	1,1	0,3	0,2	0,2	52,5	52,5	48,6
Coût des services rendus	13,9	14,2	14,4	0,1	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	14,4	14,8	15,1
Rendement attendu des actifs	(54,6)	(55,4)	(49,2)	-	-	-	-	-	-	(54,6)	(55,4)	(49,2)
Rendement attendu des droits à remboursement	(0,2)	0,1	-	-	-	-	-	-	-	(0,2)	0,1	-
Plafonnement des actifs	0,3	(1,5)	0,7	-	-	-	-	-	-	0,3	(1,5)	0,7
Coût des services passés	-	0,7	0,7	-	(0,2)	0,2	0,1	-	(0,3)	0,1	0,5	0,6
(Gains) et pertes actuariels	-	(0,2)	-	-	-	-	(0,3)	1,1	(0,3)	(0,3)	0,9	(0,3)
Réductions et liquidations	(0,9)	(13,6)	(2,2)	0,1	(1,5)	-	-	(0,1)	-	(0,8)	(15,2)	(2,2)
Charge nette comptabilisée	9,8	(4,5)	11,7	1,1	(0,3)	1,6	0,5	1,5	-	11,4	(3,3)	13,3
Rendement effectif :												
- des actifs du régime	(61,9)	(64,4)	(117,8)	-	-	-	-	-	-	(61,9)	(64,4)	(117,8)
- des droits à remboursement	(0,1)	(0,1)	-	-	-	-	-	-	-	(0,1)	(0,1)	-

Changements de la valeur actualisée des engagements

	Régimes de retraite			Régimes médicaux			Autres avantages à long-terme			Total		
(millions d'euros)	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Engagements à l'ouverture	1 000,5	1 060,3	820,7	15,3	21,2	16,7	5,8	4,7	4,5	1 021,6	1 086,2	841,9
Entrées de périmètre	27,1	1,3	85,2	-	0,6	0,4	-	0,1	1,4	27,1	2,0	87,0
Sorties de périmètre	(0,1)	-	(0,8)	-	-	-	-	-	-	(0,1)	-	(0,8)
Coût financier	51,3	51,5	47,6	0,9	1,1	1,1	0,3	0,2	0,2	52,5	52,8	48,9
Coût des services rendus	13,9	14,8	14,7	0,1	0,2	0,2	0,4	0,3	0,4	14,4	15,3	15,3
Paiements aux bénéficiaires	(60,8)	(54,9)	(46,5)	(1,3)	(1,4)	(1,9)	(0,6)	(0,5)	(0,2)	(62,7)	(56,8)	(48,6)
Cotisations du personnel	3,2	3,5	3,5	-	-	-	-	-	-	3,2	3,5	3,5
Amendements au régime	1,6	1,0	12,5	-	(0,1)	0,4	0,1	-	-	1,7	0,9	12,9
Réductions et liquidations	(1,2)	(15,9)	(2,4)	0,4	(1,6)	-	-	(0,1)	(0,3)	(0,8)	(17,6)	(2,7)
(Gains) et pertes actuariels	(5,7)	(56,0)	88,0	(0,4)	(2,5)	1,8	(0,3)	1,1	(0,3)	(6,4)	(57,4)	89,5
Reclassements	4,8	-	1,1	-	-	-	-	-	(1,0)	4,8	-	0,1
Différences de change	(84,2)	(5,1)	36,7	(1,6)	(2,2)	2,5	-	-	-	(85,8)	(7,3)	39,2
Engagements à la clôture	950,4	1 000,5	1 060,3	13,4	15,3	21,2	5,7	5,8	4,7	969,5	1 021,6	1 086,2
dont engagements :												
- financés par des actifs du régime	886,9	937,7	993,9	-	-	-	-	-	-	886,9	937,7	993,9
- financés par des droits à remboursement	18,0	20,6	21,2	-	-	-	-	-	-	18,0	20,6	21,2
- non financés	45,5	42,2	45,2	13,4	15,3	21,2	5,7	5,8	4,7	64,6	63,3	71,1

Changements de la juste valeur des actifs du régime et des droits à remboursement

(millions d'euros)	Régimes de retraite			Régimes médicaux			Autres avantages à long-terme			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Actifs à l'ouverture	875,6	834,0	649,3	-	-	-	-	-	-	875,6	834,0	649,3
Entrées de périmètre	22,6	-	49,5	-	-	-	-	-	-	22,6	-	49,5
Rendement attendu des actifs du régime	54,6	55,4	49,2	-	-	-	-	-	-	54,6	55,4	49,2
Rendement attendu des droits à remboursement	0,2	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,1	-
Paiements aux bénéficiaires	(56,2)	(54,9)	(46,5)	-	(1,4)	(1,9)	-	(0,5)	(0,2)	(56,2)	(56,8)	(48,6)
Cotisations de l'employeur	31,1	34,2	16,8	-	1,4	1,9	-	0,5	0,2	31,1	36,1	18,9
Cotisations du personnel	3,2	3,5	3,5	-	-	-	-	-	-	3,2	3,5	3,5
Amendements au régime	-	-	13,4	-	-	-	-	-	-	-	-	13,4
Réductions et liquidations	(0,3)	(3,1)	(0,2)	-	-	-	-	-	-	(0,3)	(3,1)	(0,2)
Gains et (pertes) actuariels	7,2	9,0	69,3	-	-	-	-	-	-	7,2	9,0	69,3
Reclassements	4,8	-	-	-	-	-	-	-	-	4,8	-	-
Différences de change	(78,9)	(2,6)	29,7	-	-	-	-	-	-	(78,9)	(2,6)	29,7
Actifs à la clôture	863,9	875,6	834,0	-	-	-	-	-	-	863,9	875,6	834,0
dont juste valeur :												
- des actifs du régime	858,6	870,2	828,7	-	-	-	-	-	-	858,6	870,2	828,7
- des droits à remboursement	5,3	5,4	5,3	-	-	-	-	-	-	5,3	5,4	5,3

Le montant attendu des cotisations pour l'exercice 2008 s'élève 38,1 millions d'euros.

Rapprochement entre position financée et actifs (provisions) au bilan

(millions d'euros)	Régimes de retraite			Régimes médicaux			Autres avantages à long terme			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Engagements financés par des actifs du régime	(886,9)	(937,7)	(993,9)	-	-	-	-	-	-	(886,9)	(937,7)	(993,9)
Juste valeur des actifs du régime	858,6	870,2	828,7	-	-	-	-	-	-	858,6	870,2	828,7
Position financée	(28,3)	(67,5)	(165,2)	-	-	-	-	-	-	(28,3)	(67,5)	(165,2)
Engagements non financés	(45,5)	(42,2)	(45,2)	(13,4)	(15,3)	(21,2)	(5,7)	(5,8)	(4,7)	(64,6)	(63,3)	(71,1)
Engagements financés par des droits à remboursement	(18,0)	(20,6)	(21,2)	-	-	-	-	-	-	(18,0)	(20,6)	(21,2)
Juste valeur des droits à remboursement	5,3	5,4	5,3	-	-	-	-	-	-	5,3	5,4	5,3
Coût des services passés non comptabilisés	0,9	(0,6)	(1,0)	-	-	(0,1)	-	-	-	0,9	(0,6)	(1,1)
Ecarts actuariels nets non comptabilisés	(49,1)	(39,9)	24,5	(0,5)	(0,4)	2,5	-	-	-	(49,6)	(40,3)	27,0
Actifs non comptabilisés du fait d'une limitation	(3,0)	(2,8)	(4,1)	-	-	-	-	-	-	(3,0)	(2,8)	(4,1)
Actifs (provisions) au bilan	(137,7)	(168,2)	(206,9)	(13,9)	(15,7)	(18,8)	(5,7)	(5,8)	(4,7)	(157,3)	(189,7)	(230,4)
dont :												
- provisions	(144,7)	(175,3)	(212,5)	(13,9)	(15,7)	(18,8)	(5,7)	(5,8)	(4,7)	(164,3)	(196,8)	(236,0)
- actifs du régime	1,7	1,7	0,3	-	-	-	-	-	-	1,7	1,7	0,3
- droits à remboursement	5,3	5,4	5,3	-	-	-	-	-	-	5,3	5,4	5,3

Variation des actifs (provisions) au bilan

(millions d'euros)	Régimes de retraite			Régimes médicaux			Autres avantages à long-terme			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Actifs (provisions) au bilan à l'ouverture	(168,2)	(206,9)	(185,8)	(15,7)	(18,8)	(16,3)	(5,8)	(4,7)	(4,5)	(189,7)	(230,4)	(206,6)
Entrées de périmètre	(4,5)	(1,6)	(19,8)	-	(0,6)	(0,3)	-	(0,1)	(1,4)	(4,5)	(2,3)	(21,5)
Sorties de périmètre	0,1	0,3	1,0	-	-	-	-	-	-	0,1	0,3	1,0
Charge nette comptabilisée	(9,8)	4,5	(11,7)	(1,1)	0,3	(1,6)	(0,5)	(1,5)	-	(11,4)	3,3	(13,3)
Crédits des droits à remboursement	(0,1)	0,1	0,3	-	-	-	-	-	-	(0,1)	0,1	0,3
Cotisations	35,9	32,7	16,5	1,3	1,4	1,9	0,6	0,5	0,2	37,8	34,6	18,6
Transferts	-	-	(1,1)	-	-	-	-	-	1,0	-	-	(0,1)
Différences de change	8,9	2,7	(6,3)	1,6	2,0	(2,5)	-	-	-	10,5	4,7	(8,8)
Actifs (provisions) au bilan à la clôture	(137,7)	(168,2)	(206,9)	(13,9)	(15,7)	(18,8)	(5,7)	(5,8)	(4,7)	(157,3)	(189,7)	(230,4)
dont :												
- provisions	(144,7)	(175,3)	(212,5)	(13,9)	(15,7)	(18,8)	(5,7)	(5,8)	(4,7)	(164,3)	(196,8)	(236,0)
- actifs du régime	1,7	1,7	0,3	-	-	-	-	-	-	1,7	1,7	0,3
- droits à remboursement	5,3	5,4	5,3	-	-	-	-	-	-	5,3	5,4	5,3

Evolution des agrégats d'avantages du personnel

(millions d'euros)	Régimes de retraite				Régimes médicaux				Autres avantages à long-terme			
	2007	2006	2005	2004	2007	2006	2005	2004	2007	2006	2005	2004
Engagements financés par des actifs du régime	(886,9)	(937,7)	(993,9)	(771,9)	-	-	-	-	-	-	-	-
Juste valeur des actifs du régime	858,6	870,2	828,7	644,4	-	-	-	-	-	-	-	-
Position financée	(28,3)	(67,5)	(165,2)	(127,5)	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements non financés	(45,5)	(42,2)	(45,2)	(31,0)	(13,4)	(15,3)	(21,2)	(16,7)	(5,7)	(5,8)	(4,7)	(4,5)
Engagements financés par des droits à remboursement	(18,0)	(20,6)	(21,2)	(17,8)	-	-	-	-	-	-	-	-
Juste valeur des droits à remboursement	5,3	5,4	5,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et (pertes) actuariels de l'exercice												
- sur les engagements	5,7	56,0	(88,0)	(23,3)	0,4	2,6	(1,8)	(0,6)	0,3	(1,1)	0,3	(0,6)
- sur les actifs du régime	7,2	9,0	69,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur les droits à remboursement	(0,1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

25.2 Autres provisions

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Autres provisions non courantes	162,6	200,3	161,0
Autres provisions courantes	14,8	18,4	12,8
Total	177,4	218,7	173,8

Les autres provisions s'analysent de la manière suivante :

(millions d'euros)	Provisions pour risques de gestion	Provisions environnement et réhabilitation des sites	Provisions pour restructuration	Autres provisions	Total
Solde d'ouverture : janvier 2005	49,6	71,5	22,4	18,5	162,0
Dotations	6,0	0,5	14,3	10,7	31,5
Utilisations	(12,6)	(7,6)	(10,7)	(8,1)	(39,0)
Reprises non utilisées	(0,2)	(0,4)	(5,3)	(3,3)	(9,2)
Variations de périmètre	3,3	8,6	0,2	4,2	16,3
Désactualisation financière	-	3,0	-	(0,2)	2,8
Différences de change	3,4	4,0	1,3	1,9	10,6
Reclassements et autres	(0,1)	6,9	(5,0)	(3,0)	(1,2)
Solde d'ouverture : janvier 2006	49,4	86,5	17,2	20,7	173,8
Dotations	5,6	13,7	48,1	15,4	82,8
Utilisations	(4,9)	(7,9)	(13,5)	(12,1)	(38,4)
Reprises non utilisées	(2,0)	(0,1)	(2,6)	(2,0)	(6,7)
Variations de périmètre	1,9	5,7	-	5,1	12,7
Désactualisation financière	-	3,2	-	-	3,2
Différences de change	(2,2)	(2,6)	(0,2)	(1,5)	(6,5)
Reclassements et autres	(2,8)	0,2	(3,6)	4,0	(2,2)
Solde d'ouverture : janvier 2007	45,0	98,7	45,4	29,6	218,7
Dotations	13,0	(4,0)	1,6	12,2	22,8
Utilisations	(9,1)	(7,0)	(24,0)	(12,5)	(52,6)
Reprises non utilisées	(6,3)	(0,2)	(1,9)	(1,1)	(9,5)
Variations de périmètre	0,6	1,1	-	2,3	4,0
Désactualisation financière	-	3,7	-	-	3,7
Différences de change	(1,7)	(5,4)	(1,3)	(1,6)	(10,0)
Reclassements et autres	(1,6)	4,2	(5,5)	3,2	0,3
Solde de clôture : décembre 2007	39,9	91,1	14,3	32,1	177,4

Le Groupe est exposé à des contentieux et réclamations survenant dans le cours de ses activités ordinaires. Ces risques concernent des allégations de préjudices personnels ou financiers émises par des tiers mettant en cause la responsabilité civile des entités du Groupe, l'éventuelle violation de certaines de leurs obligations contractuelles ou encore de dispositions légales ou réglementaires applicables en matières sociale, immobilière ou environnementale. Le Groupe est également tenu à certaines obligations contractuelles d'indemnisation au titre de cessions d'actifs intervenues dans le passé. Le montant provisionné au titre des risques de gestion s'élève à 39,9 millions d'euros au 31 décembre 2007 (45,0 millions d'euros au 31 décembre 2006). Ces provisions ont une échéance probable située entre 2008 et 2012.

Par ailleurs, Imerys constitue des provisions destinées à couvrir les risques environnementaux résultant de l'activité industrielle du Groupe ainsi que des provisions pour réhabilitation des sites miniers en fin d'exploitation. Ces provisions s'élèvent à 91,1 millions d'euros au 31 décembre 2007 (98,7 millions d'euros au 31 décembre 2006). Les obligations correspondantes ont des échéances probables situées entre 2008 et 2012 pour 38,9 millions d'euros, entre 2013 et 2022 pour 48,0 millions d'euros et pour 4,2 millions d'euros à partir de 2023.

Le Groupe est amené à conduire des restructurations, c'est-à-dire des ensembles de mesures planifiées, annoncées et contrôlées par la Direction Générale et conçues pour changer la nature, l'importance ou la conduite de ses entités ou activités. En 2007, le Groupe a constitué à ce titre 1,6 million d'euros de provisions dont la contrepartie a été comptabilisée dans les autres produits et charges opérationnels (*note 11*). Les autres provisions correspondent principalement à des litiges juridiques et sociaux. Au 31 décembre 2007, ils s'élèvent à 32,1 millions d'euros (29,6 millions d'euros au 31 décembre 2006). Les provisions constituées au titre de la restructuration des activités du Groupe et les autres provisions ont une échéance probable située entre 2008 et 2012.

26 - PASSIFS FINANCIERS

26.1 Catégories de passifs financiers

Les tableaux ci-après permettent d'apprécier l'importance des instruments financiers au regard du passif consolidé du Groupe. Les catégories d'instruments financiers utilisées dans cette analyse sont décrites à la [note 12](#).

Au 31 décembre 2007

Le tableau ci-après présente la valeur comptable des catégories d'instruments financiers au 31 décembre 2007.

(millions d'euros)	2007	Passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers				Passifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture		
Passif Non Courant						
Emprunts et dettes financières	1 021,1	1 015,0	-	-	-	6,1
Autres dettes	23,0	17,1	-	-	-	5,9
Instruments dérivés passif	12,5	-	12,7	0,1	(0,3)	-
Passif Courant						
Dettes fournisseurs	321,5	321,5	-	-	-	-
Autres dettes	240,3	130,7	-	-	-	109,6
Instruments dérivés passif	2,8	-	0,5	(0,4)	2,7	-
Emprunts et dettes financières	388,0	386,2	-	-	-	1,8
Concours bancaires	102,6	102,6	-	-	-	-

Dans le tableau ci-dessous, la valeur comptable des passifs financiers est représentative de leur juste valeur à l'exception des emprunts obligataires inclus dans les emprunts et dettes financières, dont la valeur de marché est inférieure à la valeur comptable de 29,8 millions d'euros. Pour les emprunts cotés, la juste valeur correspond à la valeur de marché à la date de clôture. Pour les emprunts non cotés, la valeur de marché est obtenue en actualisant les flux futurs aux taux de marché sans risque. Les valorisations présentées ci-après sont réalisées coupons courus inclus.

(millions d'euros)							Taux d'intérêt effectif	Valeur de marché en euro	Valeur comptable
Désignation de l'emprunt							Coté / non coté		
Emprunt	7	milliards JPY	3,40 %	échéance	16/09/2033	Non coté	3,47 %	51,4	42,9
Emprunt	140	millions USD	4,88 %	échéance	06/08/2013	Non coté	4,98 %	98,2	97,0
Emprunt	30	millions USD	5,28 %	échéance	06/08/2018	Non coté	5,38 %	21,5	20,8
Emprunt	300	millions EURO	5,13 %	échéance	25/04/2014	Coté	5,42 %	307,3	310,6
Emprunt	500	millions EURO	5,00 %	échéance	18/04/2017	Coté	5,09 %	480,8	517,7

Au 31 décembre 2006

Le tableau ci-après présente la valeur comptable des catégories d'instruments financiers au 31 décembre 2006.

		Passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers				Passifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture		
(millions d'euros)	2006					
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières	892,8	885,1	-	-	-	7,7
Autres dettes	27,1	20,6	-	-	-	6,5
Instruments dérivés passif	13,5	-	14,2	-	(0,7)	-
Passif courant						
Dettes fournisseurs	296,8	296,8	-	-	-	-
Autres dettes	217,9	112,2	-	-	-	105,7
Instruments dérivés passif	5,9		0,5	-	5,4	-
Emprunts et dettes financières	360,7	358,1	-	-	-	2,6
Concours bancaires	44,7	44,7	-	-	-	-

Dans le tableau ci-dessous, la valeur comptable des passifs financiers est représentative de leur juste valeur à l'exception des emprunts obligataires inclus dans les emprunts et dettes financières, dont la valeur de marché est supérieure à la valeur comptable de 16,9 millions d'euros. Pour les emprunts cotés, la juste valeur correspond à la valeur de marché à la date de clôture. Pour les emprunts non cotés, la valeur de marché est obtenue en actualisant les flux futurs aux taux de marché sans risque. Les valorisations présentées ci-après sont réalisées coupons courus inclus.

(millions d'euros)						Taux d'intérêt effectif	Valeur de marché en euro	Valeur comptable
Désignation de l'emprunt						Coté / non coté		
Emprunt	7 milliards JPY	3,40 %	échéance	16/09/2033	non-coté	3,47 %	54,2	44,8
Emprunt	140 millions USD	4,88 %	échéance	06/08/2013	non-coté	4,98 %	106,8	115,1
Emprunt	30 millions USD	5,28 %	échéance	06/08/2018	non-coté	5,38 %	23,4	24,6
Emprunt	300 millions EURO	5,13 %	échéance	25/04/2014	coté	5,42 %	314,1	301,6
Emprunt	309,7 millions EURO	6,00 %	échéance	07/05/2007	coté	6,04 %	325,5	321,0

Au 31 décembre 2005

Le tableau ci-après présente la valeur comptable des catégories d'instruments financiers au 31 décembre 2005.

(millions d'euros)	2005	Passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers				Passifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture		
Passif Non Courant						
Emprunts et dettes financières	943,1	935,6	-	-	7,5	
Autres dettes	33,2	23,7	-	-	9,5	
Instruments dérivés passif	14,9	-	14,2	0,6	0,1	
Passif Courant						
Dettes fournisseurs	313,1	313,1	-	-	-	
Autres dettes	222,8	121,0	-	-	101,8	
Instruments dérivés passif	8,2	-	3,8	0,5	3,9	
Emprunts et dettes financières	423,0	420,7	-	-	2,3	
Concours bancaires	13,6	13,6	-	-	-	

Dans le tableau ci-dessous, la valeur comptable des passifs financiers est représentative de leur juste valeur à l'exception des emprunts obligataires inclus dans les emprunts et dettes financières, dont la valeur de marché est supérieure à la valeur comptable de 23,2 millions d'euros. Pour les emprunts cotés, la juste valeur correspond à la valeur de marché à la date de clôture. Pour les emprunts non cotés, la valeur de marché est obtenue en actualisant les flux futurs aux taux de marché sans risque. Les valorisations présentées ci-après sont réalisées coupons courus inclus.

(millions d'euros)						Taux d'intérêt effectif	Valeur de marché en euro	Valeur comptable
Désignation de l'emprunt						Coté / non-coté		
Emprunt	7 milliards JPY	3,40 %	échéance	16/09/2033	non-coté	3,47 %	61,6	51,0
Emprunt	140 millions USD	4,88 %	échéance	06/08/2013	non-coté	4,98 %	121,1	114,6
Emprunt	30 millions USD	5,28 %	échéance	06/08/2018	non-coté	5,38 %	26,8	24,9
Emprunt	300 millions EURO	5,13 %	échéance	25/04/2014	coté	5,42 %	344,3	345,0
Emprunt	309,7 millions EURO	6,00 %	échéance	07/05/2007	coté	6,04 %	322,2	317,3

26.2 Dette financière

La dette financière nette est un indicateur utilisé dans le cadre de la gestion des ressources financières du Groupe. Cet indicateur intervient notamment dans le calcul de ratios financiers que le Groupe est tenu de respecter dans le cadre d'accords de financement auprès des marchés financiers (*note 26.5*). Le lien entre cet indicateur et le bilan consolidé est le suivant :

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Instruments dérivés actif	(5,0)	(41,6)	(66,7)
- moins instruments de couverture énergie	0,5	1,4	5,8
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	(5,3)	(4,1)	(61,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(173,4)	(181,2)	(134,7)
Emprunts et dettes financières non courants	1 021,1	892,8	943,1
Instruments dérivés passif	15,3	19,4	23,1
- moins instruments de couverture énergie	(0,8)	(6,0)	(6,2)
Emprunts et dettes financières courants	388,0	360,7	423,0
Concours bancaires	102,6	44,7	13,6
Dette financière nette	1 343,0	1 086,1	1 140,0

26.3 Autres dettes

Le tableau ci-après analyse les autres dettes non courantes.

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Impôts exigibles sur le résultat	2,9	4,6	6,7
Dettes fiscales	-	2,6	5,1
Dettes sociales	1,2	0,6	0,9
Autres	18,9	19,3	20,5
Total	23,0	27,1	33,2

Le tableau ci-après analyse les autres dettes courantes.

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Dettes sur immobilisations	52,3	48,1	45,8
Dettes fiscales	30,3	21,6	25,1
Dettes sociales	108,0	104,0	99,3
Autres	49,7	44,2	52,6
Total	240,3	217,9	222,8

26.4 Instruments dérivés

Au 31 décembre 2007, l'ensemble des instruments dérivés de couverture a été évalué sur la base des cotations à la date de clôture fournies par des tiers intervenant sur les marchés financiers. La juste valeur par type de dérivé s'établit de la manière suivante :

(millions d'euros)	Valeur de marché au bilan incluant les coupons courus								
	2007			2006			2005		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Instruments de taux									
Fermes	5,5	14,1	(8,6)	40,7	13,5	27,2	56,9	12,6	44,3
Optionnels	0,1	(1,6)	1,7	0,6	(0,1)	0,7	3,5	2,3	1,2
Instruments de change									
Fermes	(0,2)	3,5	(3,7)	(1,2)	(0,3)	(0,9)	0,1	1,8	(1,7)
Optionnels	(0,9)	(1,5)	0,6	-	0,1	(0,1)	0,4	0,2	0,2
Instruments sur risques énergétiques									
Fermes	-	0,5	(0,5)	3,0	0,2	2,9	-	3,4	(3,4)
Optionnels	0,5	0,3	0,2	(1,6)	5,9	(7,5)	5,8	2,8	3,0
Total	5,0	15,3	(10,3)	41,6	19,4	22,2	66,7	23,1	43,6
dont									
- non courant	5,6	12,5	(6,9)	41,3	13,5	27,8	60,4	14,9	45,5
- courant	(0,6)	2,8	(3,4)	0,3	5,9	(5,6)	6,3	8,2	(1,9)

Couvertures de juste valeur

Au 31 décembre 2007, le Groupe détient des swaps de taux d'intérêt destinés à couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des différents emprunts. Ces swaps couvrent le risque de variation du taux d'intérêt sans risque et non le différentiel de taux correspondant au risque de crédit de l'émetteur. Les emprunts couverts et les swaps de taux d'intérêts présentent les mêmes caractéristiques.

Monnaie	Montant notionnel (en millions)	Taux fixe reçu	Taux variable payé
Yen japonais	7 000	2,39 %	Libor Yen 6 mois
Euro	100	4,29 %	Euribor 3 mois
Euro	75	4,30 %	Euribor 3 mois
Euro	75	4,30 %	Euribor 3 mois
Euro	200	4,32 %	Euribor 3 mois
Euro	100	4,33 %	Euribor 3 mois
Dollar américain	140	4,88 %	Libor USD 3 mois
Dollar américain	30	5,28 %	Libor USD 3 mois

Couvertures de flux de trésorerie

Au 31 décembre 2007, le Groupe détenait un certain nombre d'instruments de change destinés à couvrir certains achats ou ventes futurs, une partie de son endettement à taux variable et ses consommations de gaz aux Etats-Unis et en Grande Bretagne. Le tableau ci-après présente les couvertures de flux de trésorerie comptabilisés dans les capitaux propres ainsi que celles reclassées dans le compte de résultat.

<i>(millions d'euros)</i>	<i>Risque de change</i>	<i>Risque de taux</i>	<i>Risque énergétique</i>	<i>Total</i>
Solde d'ouverture : janvier 2005	0,8	(0,9)	0,3	0,2
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	(1,2)	0,8	(0,7)	(1,1)
Produits et charges recyclés dans le compte de résultat	0,4	0,6	(1,2)	(0,2)
Solde d'ouverture : janvier 2006	-	0,5	(1,6)	(1,1)
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	(0,5)	3,2	(3,3)	(0,6)
Produits et charges recyclés dans le compte de résultat	-	1,1	1,7	2,8
Solde d'ouverture : janvier 2007	(0,5)	4,8	(3,2)	1,1
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	1,9	(8,1)	2,3	(3,9)
Produits et charges recyclés dans le compte de résultat	0,4	5,2	1,1	6,7
Solde de clôture : décembre 2007	1,8	1,9	0,2	3,9
<i>dont reclassement dans le compte de résultat attendu en 2008</i>	1,8	1,9	0,2	3,9

Couvertures d'investissements nets dans des entités étrangères

Imerys couvre une partie de ses investissements nets dans les entités étrangères par des emprunts ou des swaps de change. Ces opérations ont pour but de couvrir l'exposition du Groupe au risque de change sur ces investissements. Les gains ou les pertes de conversion sur ces opérations sont comptabilisés dans les capitaux propres en regard des gains ou pertes de conversion des investissements nets dans ces entités.

Au 31 décembre 2007, les principaux emprunts et swaps de change couvrant des investissements nets dans les entités étrangères sont les suivants : 281,4 millions de dollars américains, 2 182,3 millions de yens et 45,0 millions de francs suisses.

26.5 Gestion des risques liés aux passifs financiers

Risque de change transactionnel

Le risque de change transactionnel est le risque par lequel un flux de trésorerie libellé en monnaie étrangère est susceptible d'être détérioré par une évolution défavorable de sa contrepartie en euro. Au passif, le risque de change transactionnel affecte les dettes fournisseurs dans la catégorie des passifs au coût amorti. La gestion de ce risque présente des caractères identiques à celle du risque de change transactionnel lié aux actifs financiers (*note 23.4*).

Risque de liquidité

• Liquidité de l'emprunteur

En tant qu'emprunteur, le Groupe est confronté à un risque de liquidité dans la mesure où il est tenu d'honorer les échéances de remboursement de ses passifs financiers. Au 31 décembre 2007, l'échéancier des passifs financiers à l'émission s'établit de la manière suivante :

(millions d'euros)	2008		2009 - 2013		2014 et plus	
	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts
Eurobond / EMTN	-	43,1	50,5	202,0	828,2	87,4
Placements Privés (EMTN et autres)	-	7,2	96,9	34,0	63,6	33,4
Emissions obligataires	-	50,2	147,4	236,0	891,9	120,8
Emissions de billets de trésorerie	368,3	2,5	-	-	-	-
Tirages sur facilités bancaires	11,5	-	-	-	-	-
Total dette financière brute	379,8	52,7	147,4	236,0	891,9	120,8
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie	(76,1)	-	-	-	-	-
Total dette financière nette	303,7	52,7	147,4	236,0	891,9	120,8
Dettes fournisseurs	321,5	-	-	-	-	-
Autres dettes	240,3	-	23,0	-	-	-
Total	865,5	52,7	170,4	236,0	891,9	120,8

Par ailleurs, une grande part de la dette à taux fixe à l'émission étant swapée en taux variable, l'échéancier de la dette financière nette après swap de taux s'établit de la manière suivante :

(millions d'euros)	2008	2009 - 2013	2014 et plus	Total
Dette à taux fixe à l'émission	11,5	96,9	891,9	1 000,3
Swap taux fixe en taux variable à l'émission	738,8	(96,9)	(641,9)	-
Dette à taux variable à l'émission	368,3	50,5	-	418,8
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie	(76,1)	-	-	(76,1)
Total dette financière nette	1 042,5	50,5	250,0	1 343,0

Imerys n'a pas réalisé à ce jour la mise à jour juridique de son programme Euro Medium Term Notes (EMTN). La transposition en droit luxembourgeois de la Directive Européenne sur les prospectus d'émission étant réalisée récemment, Imerys entend effectuer cette mise à jour en 2008. Le montant total du programme s'élève à 1,0 milliard d'euros. Sous réserve de sa mise à jour juridique, il permettrait d'émettre des titres assimilables en droit français à des obligations ordinaires d'une durée minimale d'un mois et d'une durée maximale de 30 ans. Au 31 décembre 2007, l'encours des titres émis antérieurement s'élève à 454,3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2007, Imerys dispose également d'un programme de billets de trésorerie d'un plafond de 800,0 millions d'euros. Ce programme est noté P-2 par Moody's. Au 31 décembre 2007, l'encours des billets émis s'élève à 365,8 millions d'euros. Imerys dispose au 31 décembre 2007 d'un montant de facilités bancaires disponibles de 1 321,0 millions d'euros, dont une partie sécurise les 365,8 millions d'euros d'émission de billets de trésorerie, conformément à la politique financière du Groupe.

Les diverses facilités de crédit bancaires bilatérales, le crédit syndiqué bancaire de juin 2004, ainsi que certaines émissions obligataires sous forme de placements privés contiennent les termes et conditions principaux suivants :

- objectifs assignés : financements des besoins généraux d'Imerys ;
- obligations en terme de respect de ratios financiers :
 - Le ratio dette financière nette / capitaux propres consolidés de l'ensemble consolidé inférieur à 1,75 (émissions obligataires sous placements privés), 1,60 (facilités de crédits bancaires bilatérales et crédit syndiqué bancaire de juillet 2005) à chaque clôture semestrielle des comptes consolidés (le ratio au 31 décembre 2007 s'établit à 0,81) ;
 - Le ratio dette financière nette / EBITDA consolidé inférieur à 3,80 à chaque clôture semestrielle des comptes consolidés, l'EBITDA consolidé étant calculé pour les 12 derniers mois (le ratio au 31 décembre 2007 s'établit à 2,08) ;
- L'absence de toute sûreté réelle au bénéfice des prêteurs.

Le non-respect des obligations au titre de chaque contrat d'emprunt entraînerait l'annulation du montant disponible et l'exigibilité immédiate des avances en cours au titre de ces contrats bancaires et l'exigibilité anticipée et immédiate des obligations.

Les ressources financières à moyen terme fournies par les facilités de crédit bancaires bilatérales ou syndiquées peuvent être utilisées pour des périodes de tirage très courtes (3 mois) tout en restant disponibles pour des maturités plus longues (5 ans). En conséquence, le Groupe est exposé au risque de liquidité du marché.

• Liquidité du marché

Les ressources financières constituent la principale variable d'ajustement des capacités de financement dont le Groupe dispose. Ces capacités existent soit sous forme de dette financière mobilisée, soit sous forme d'engagements de financement accordés par des banques de premier rang. Les tableaux ci-après détaillent les ressources financières par échéance et par nature.

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Échéance à moins d'un an	-	359,7	-
Échéance de un à cinq ans	621,0	1 375,0	989,1
Échéance supérieure à cinq ans	1 707,9	473,7	1 244,5
Total ressources financières	2 328,9	2 208,4	2 233,6
<i>Durée de vie moyenne (en année)</i>	<i>6,4</i>	<i>4,6</i>	<i>5,5</i>

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Eurobond / EMTN	800,0	609,7	609,7
Placements Privés (EMTN et autres)	207,9	273,7	294,5
Ressources obligataires	1 007,9	883,4	904,2
<i>Durée de vie moyenne (en années)</i>	<i>8,4</i>	<i>5,3</i>	<i>6,4</i>
Crédit syndiqué juin 2004/juillet 2005	750,0	750,0	750,0
Diverses lignes bilatérales	571,0	575,0	579,4
Ressources bancaires	1 321,0	1 325,0	1 329,4
<i>Durée de vie moyenne (en années)</i>	<i>4,9</i>	<i>3,9</i>	<i>4,9</i>
Total ressources financières	2 328,9	2 208,4	2 233,6
<i>Durée de vie moyenne (en années)</i>	<i>6,4</i>	<i>4,6</i>	<i>5,5</i>

Durant les trois dernières années, Imerys s'est attaché à maintenir le montant de ses ressources financières autour de 2,0 milliards d'euros (2 233,6 millions d'euros au 31 décembre 2005, 2 208,4 millions d'euros au 31 décembre 2006, 2 328,9 millions de d'euros au 31 décembre 2007), ainsi qu'à en allonger la maturité. Au 31 décembre 2007, Imerys dispose d'une notation long terme Baa2 délivrée par Moody's (Baa2 au 31 décembre 2006). Imerys gère le montant de ses ressources financières en le comparant régulièrement au montant de ses utilisations afin de mesurer par différence les disponibilités financières auxquelles le Groupe peut avoir accès. L'appréciation de la solidité des ressources financières est mesurée par leur montant et leur maturité moyenne. Le tableau ci-après permet de mesurer le montant des ressources financières disponibles après remboursement des financements issus de ressources non confirmées. Il mesure l'exposition réelle du Groupe à une crise d'illiquidité des marchés financiers et bancaires.

(millions d'euros)	2007			2006			2005		
	Ressources	Utilisation	Disponible	Ressources	Utilisation	Disponible	Ressources	Utilisation	Disponible
Emprunt obligataire	1 007,9	1 007,9	-	883,4	883,4	-	904,2	904,2	-
Billets de trésorerie	-	365,8	(365,8)	-	320,0	(320,0)	-	380,2	(380,2)
Crédits bancaires confirmés	1 321,0	-	1 321,0	1 325,0	-	1 325,0	1 329,4	-	1 329,4
Crédits bancaires et intérêts courus	-	33,9	(33,9)	-	23,3	(23,3)	-	37,6	(37,6)
Autres dettes et disponibilités	-	11,5	(11,5)	-	-	-	-	-	-
Ressources, utilisations et montants disponibles	2 328,9	1 419,1	909,8	2 208,4	1 226,7	981,7	2 233,6	1 322,0	911,6

Au 31 décembre 2007, le montant des ressources financières disponibles, après remboursement des ressources non confirmées, s'élève ainsi à 909,8 millions d'euros (981,7 millions d'euros au 31 décembre 2006) laissant au Groupe une large flexibilité, gage de solidité financière.

Risque de change bilantiel

Le risque de change bilantiel est le risque généré par la conversion en euro des actifs et passifs d'entités en monnaies étrangères, notamment en dollar américain et real brésilien. Imerys a pour objectif de gérer le risque de change bilantiel à travers la proportion de son endettement financier libellée en monnaies étrangères. Ainsi, toute variation de change subie par les actifs nets en monnaies étrangères est, dans une certaine mesure, compensée par un effet symétrique lié à la variation de change subie par son endettement financier dans les monnaies étrangères correspondantes.

Dans ce cadre, Imerys a réalisé des opérations de swap de change de monnaies étrangères pour un montant notionnel réévalué au 31 décembre 2007 de 352,1 millions d'euros. Le tableau ci-après décrit la dette financière avant et après impact des swaps de change de monnaies étrangères :

	2007			2006			2005		
	Avant swap de change	Swap de change	Après swap de change	Avant swap de change	Swap de change	Après swap de change	Avant swap de change	Swap de change	Après swap de change
Euro	1 219,2	(261,5)	957,7	1 032,1	(39,7)	992,4	1 101,1	(249,7)	851,4
Dollar américain	122,8	(90,6)	32,2	132,5	(5,8)	126,7	151,8	186,1	337,9
Yen japonais	53,1	9,8	62,9	46,3	26,0	72,3	52,1	26,9	79,0
Autres monnaies étrangères	24,0	342,3	366,3	15,8	19,5	35,3	17,0	36,7	53,7
Total	1 419,1	-	1 419,1	1 226,7	-	1 226,7	1 322,0	-	1 322,0

Au 31 décembre 2007, la proportion de la dette financière dans chaque monnaie étrangère, avant swap, s'établit de la façon suivante :

(millions d'euros)	Euro	Dollar américain	Yen japonais	Autres monnaies étrangères	Total
Dette financière brute	1 219,2	122,8	53,1	24,0	1 419,1
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie	33,0	(34,5)	(11,8)	(62,8)	(76,1)
Dette financière nette	1 252,2	88,3	41,3	(38,8)	1 343,0

Une appréciation de + 5,0 % du dollar américain par rapport à l'euro revaloriserait les capitaux propres consolidés de + 2,2 %, le résultat opérationnel courant de + 0,9 % et le résultat courant net, c'est-à-dire le résultat net avant autres produits et charges opérationnels, de + 1,0 %. Une dépréciation de - 5,0 % du dollar américain par rapport à l'euro dévaloriserait les capitaux propres consolidés de - 2,2 %, le résultat opérationnel courant de - 0,9 % et le résultat courant net de - 1,0 %.

Une appréciation de + 5,0 % du réal brésilien par rapport à l'euro revaloriserait les capitaux propres consolidés de + 0,1 %, le résultat opérationnel courant de + 0,1 % et n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat courant net. Une dépréciation de - 5,0 % du réal brésilien par rapport à l'euro dévaloriserait les capitaux propres consolidés de - 0,1 %, le résultat opérationnel courant de - 0,1 % et n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat courant net.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque par lequel le flux d'intérêt de la dette financière est susceptible d'être détérioré par une hausse des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt est géré pour la dette financière nette consolidée du Groupe avec pour objectif principal de garantir son coût à moyen terme. Pour ce faire, Imerys gère ce risque de façon centralisée, sur la base de l'évolution de la dette financière nette consolidée du Groupe. Cette dette est connue au travers d'un système de reporting régulier qui décrit la dette financière de chaque filiale, en précisant ses différentes composantes et caractéristiques. Chaque année, la Trésorerie du Groupe établit un document de politique de gestion approuvé par la Direction Financière et le Conseil d'Administration. Le reporting est revu mensuellement par la Direction Financière et trimestriellement par le Conseil d'Administration. Ceci permet de suivre la situation et, le cas échéant, d'adapter la politique de gestion. Dans le cadre de cette gestion, la Trésorerie du Groupe intervient auprès de banques de premier plan et utilise des prestataires d'information financière et de pricing pour son information financière sur les marchés.

Le Groupe a pour politique de se financer principalement en euro, ressource financière la plus accessible et la moins coûteuse, et à taux fixe. Les émissions obligataires à moyen terme à taux fixe sont transformées à taux variable au moyen de swaps de taux d'intérêt. Dans le cadre de sa politique de gestion générale, le Groupe a défini les différents instruments financiers (produits dérivés) susceptibles d'être utilisés uniquement pour couvrir les risques sur les engagements fermes et hautement probables. Figurent parmi ces produits : les swaps de taux, les options – y compris les caps, les floors, les swaptions et les contrats de taux à terme. Le Groupe n'autorise pas l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives. Enfin, compte tenu de l'évolution anticipée en 2007 des taux d'intérêt, le Groupe a été amené à fixer le taux d'intérêt d'une partie de sa dette financière future (2007-2017) sur des échéances diverses.

Le tableau ci-après présente une répartition de la dette financière entre taux fixe et taux variable par monnaie au 31 décembre 2007.

(millions d'euros)	Euro	Dollar américain	Yen japonais	Autres monnaies étrangères	Total
Dette à taux fixe à l'émission	828,2	117,7	42,9	11,5	1 000,3
Swap taux fixe en taux variable	(550,0)	(115,5)	(42,4)	-	(707,9)
Total dette à taux fixe	278,2	2,2	0,4	11,5	292,4
Dette à taux variable à l'émission	652,4	95,8	0,5	(329,8)	418,8
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie	33,0	(34,5)	(11,8)	(62,8)	(76,1)
Swap taux fixe en taux variable	550,0	115,5	42,4	-	707,9
Swap de change	(261,5)	(90,6)	9,8	342,3	-
Total dette à taux variable	973,9	86,1	40,9	(50,4)	1 050,6
Total dette financière nette	1 252,2	88,3	41,3	(38,8)	1 343,0

Le tableau ci-après présente une répartition des opérations de couverture de taux pour la période décembre 2007 - décembre 2008 par monnaie étrangère.

(millions d'euros)	Euro	Dollar américain	Yen japonais	Autres monnaies étrangères	Total
Positions à taux variable avant couvertures	973,9	86,1	40,9	(50,4)	1 050,6
Couvertures à taux fixe	(120,0)	(115,5)	-	-	(235,5)
Swap au taux moyen de :	4,47%	3,79%	-	-	4,14%
Couvertures à taux capés	(730,0)	(13,6)	-	-	(743,6)
Cap au taux moyen de :	3,87%	4,86%	-	-	3,89%
Positions à taux variable après couvertures	123,9	(42,9)	40,9	(50,4)	71,6

Le tableau ci-après présente une répartition des opérations de couverture de taux en 2007 et au-delà par échéance.

(millions d'euros)	2008	2009 – 2013	2014 et +
Position totale avant couvertures	1 050,6	1 050,6	1 050,6
Couvertures à taux fixes	(235,5)	(235,5)	-
Swap au taux moyen de :	4,14%	4,14%	-
Couvertures à taux capés	(743,6)	(513,6)	-
Cap au taux moyen de :	3,89%	4,45%	-
Position totale après couvertures	71,5	301,5	1 050,6

Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt augmenterait la charge d'endettement financier net de 0,7 millions d'euros en supposant que le montant total de la dette reste stable et qu'à échéance, chaque dette à taux fixe soit remplacée par une dette à taux variable. Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt diminuerait la charge d'endettement financier net de 8,2 millions d'euros en supposant que le montant total de la dette reste stable et qu'à échéance, chaque dette à taux variable soit remplacée par une dette à taux fixe.

Risque de prix énergétique

Le risque de prix énergétique est le risque par lequel le flux de trésorerie exigible d'une entité au titre d'un achat d'énergie est susceptible d'être détérioré par une hausse du prix de marché de cette source d'énergie. Imerys est exposé au risque de prix des énergies entrant dans le cycle de production de ses activités, principalement le gaz naturel, l'électricité et le charbon dans une moindre mesure. Le Groupe est diversifié en termes d'implantations géographiques et de sources d'approvisionnement. Toutefois une variation des prix de l'énergie a un impact sur la rentabilité opérationnelle. Ainsi, une hausse de 1,00 euro du prix du MWH (Mégawatt-heure) de gaz naturel, soit 0,29 euro par MMBTU (million de British Thermal Unit) soit encore 4,0 % du prix observé au 31 décembre 2007, détériorerait le résultat opérationnel courant de 4,9 millions d'euros. Une hausse de 1,00 euro du prix du MWH d'électricité, soit 1,7 % du prix observé au 31 décembre 2007, détériorerait le résultat opérationnel courant de 3,1 millions d'euros. Une hausse de 1,00 euro du prix du MWH de charbon détériorerait le résultat opérationnel courant de 0,9 million d'euros.

Face au risque de prix énergétique, le Groupe met en œuvre des efforts importants pour répercuter la hausse de l'énergie dans le prix de vente de ses produits. Par ailleurs, la gestion du risque de prix du gaz naturel, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, est centralisée, la Trésorerie du Groupe étant chargée de mettre en œuvre le cadre et les moyens nécessaires à l'application d'une politique commune de gestion incluant notamment le recours approprié aux instruments financiers disponibles sur ces marchés.

Depuis 2006, le Groupe a renforcé ses programmes de recherche de sources d'énergie alternatives ainsi que ses projets de réduction de consommation d'énergie. En mai 2007, un Responsable Energie Groupe a été nommé afin de coordonner les programmes d'analyse, suivi et maîtrise des consommations d'énergie. A partir de 2008, des responsables énergie seront désignés au niveau de chaque site ainsi qu'au niveau des divisions et/ou départements. Chaque site devra développer un plan d'économie d'énergie et des audits énergie seront effectués pour les équipements principaux. Le partage des bonnes pratiques sera favorisé par la mise en place de systèmes adaptés.

Aux Etats-Unis, le Groupe consomme chaque année un peu plus de 5,7 millions de MMBTU (BTU : British Thermal Unit) de gaz naturel avec des contrats d'approvisionnement basés sur l'indice NYMEX Henry Hub coté à New York. Dans le cadre de la gestion des risques sur le gaz naturel aux Etats-Unis, le Groupe avait au 31 décembre 2007 différentes opérations de couverture couvrant l'année 2008.

Au 31 décembre 2007, l'ensemble des opérations sur le gaz naturel aux Etats-Unis est décrit dans le tableau ci-après :

		Montants notionnels nets en MMBTU	Echéances
Position sous-jacente		5 690 000	< 12 mois
Opérations de gestion			
Options	Ventes de Puts	2 360 000	< 12 mois
	Achats de Calls	2 360 000	< 12 mois

En Grande-Bretagne, le Groupe consomme environ l'équivalent de 43,2 millions de therms avec des contrats d'approvisionnement basés sur le UK Natural Gas IPE coté à Londres, et des contrats d'électricité. Au 31 décembre 2007, aucune opération n'a été contractée sur le gaz naturel en Grande-Bretagne :

		Montants en therms	Echéances
Position sous-jacente		43 200 000	< 24 mois

En France, le Groupe consomme environ l'équivalent 1 699,0 MWh de gaz naturel avec des contrats d'approvisionnement à prix fixe ou à prix variable basés sur le prix du baril de Brent coté à Londres (équivalent de 765 169 barils). Les contrats d'approvisionnement 2008 ont été conclus à prix fixe avec les différents fournisseurs.

		Montants en Mwh	Echéances
Position sous-jacente		1 699 291	< 12 mois
Opérations de gestion			
Options	Ventes de Puts	466 369	< 12 mois

27 - IMPOTS SUR LE RESULTAT

Ventilation de la position fiscale latente nette

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Impôts différés actif	59,4	49,3	34,6
Impôts différés passif	(53,9)	(52,4)	(76,4)
Position fiscale latente nette	5,5	(3,1)	(41,8)

Dans le bilan consolidé d'Imerys, les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entité fiscale (entité juridique ou groupe d'intégration fiscale).

Variation des impôts différés

(millions d'euros)	2007	Résultat	Change	Périmètre	2006
Impôts différés actif	59,4	21,3	(13,7)	2,5	49,3
Impôts différés passif	(53,9)	(11,9)	9,9	0,5	(52,4)
Position fiscale latente nette	5,5	9,4	(3,7)	3,0	(3,1)

Analyse des impôts différés par nature

La ventilation par nature de différence temporaire des impôts différés actif et passif et de la charge d'impôts différés s'établit comme suit :

(millions d'euros)	Résultat	Bilan		
	Charge d'impôts différés 2007	2007	2006	2005
Impôts différés actif				
Provisions pour engagements de retraite	(6,8)	36,0	45,5	55,0
Autres provisions	6,2	31,1	36,3	32,0
Immobilisations corporelles	3,1	38,2	42,7	48,5
Immobilisations incorporelles	(0,5)	1,4	1,9	2,1
Immobilisations financières	(1,2)	4,3	6,1	5,2
Actifs et passifs courants	2,6	19,6	18,1	7,5
Pertes fiscales reportables	3,0	14,0	12,3	9,5
Autres	(4,9)	15,6	19,7	27,2
Total	1,5	160,2	182,6	187,0
Impôts différés passif				
Immobilisations corporelles	4,6	(138,1)	(154,5)	(197,2)
Immobilisations incorporelles	(0,4)	(0,8)	(0,6)	(0,1)
Immobilisations financières	0,3	(6,1)	(7,0)	(10,4)
Actifs et passifs courants	(0,6)	(4,5)	(4,5)	(4,3)
Autres	4,0	(5,2)	(19,1)	(16,8)
Total	7,9	(154,7)	(185,7)	(228,8)
Position fiscale latente nette		5,5	(3,1)	(41,8)
Produit net d'impôts différés en résultat	9,4			

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables lorsque leur récupération est jugée probable. Au 31 décembre 2007, ces actifs d'impôts différés s'élèvent à 14,0 millions d'euros et correspondent principalement aux pertes recouvrables de l'entité IRCC au Brésil. A l'inverse, les pertes fiscales et crédits d'impôt n'ayant pas donné lieu à prise en compte d'un actif d'impôts différés, car leur récupération est jugée incertaine, s'élèvent au 31 décembre 2007 à respectivement 103,9 millions d'euros et 22,5 millions d'euros dont 81,3 millions d'euros et 22,0 millions d'euros expirent après 2012 ou sont reportables sans limite de temps. Les impôts différés sont calculés en utilisant les taux applicables sur les exercices considérés selon la législation fiscale en vigueur dans chaque pays concerné.

Aucun impôt différé passif n'est comptabilisé sur les différences temporelles imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres de participation, lorsque le Groupe est en mesure de contrôler la date de reversement de la différence temporelle et qu'il est probable que cette différence ne s'inversera pas dans un avenir prévisible. Le Groupe estime que l'impôt différé passif non comptabilisé à ce titre s'élève à 4,4 millions d'euros.

4. Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

Les notes suivantes réconcilient des agrégats du tableau de flux de trésorerie consolidés avec des indicateurs de gestion opérationnels utilisés dans le Groupe mais non définis par les normes IFRS.

28 - RECONCILIATION RESULTAT COURANT NET/CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

<i>(millions d'euros)</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Résultat courant net, part du Groupe	316,7	308,3	287,6
Amortissements et pertes de valeur d'exploitation	197,4	206,7	185,3
Variation nette des provisions d'exploitation	(29,0)	(22,1)	(22,4)
Amortissements des immobilisations en location financement	-	(3,1)	(3,4)
Provisions pour actifs miniers	0,5	0,3	(0,3)
Pertes de valeur financières et désactualisation	4,4	4,4	6,0
Impôts différés sur résultat opérationnel courant	(10,5)	(4,4)	2,3
Intérêts minoritaires sur résultat courant	2,7	2,6	2,7
Quote-part des résultats nets des entreprises associées	(6,9)	(5,2)	(4,6)
Dividendes reçus des entreprises associées et divers	2,4	2,1	1,8
Capacité d'autofinancement	477,7	489,6	455,0

29 - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT D'EXPLOITATION AVANT IMPOTS (EBITDA)

<i>(millions d'euros)</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Résultat opérationnel courant	478,3	458,8	434,0
Amortissements et pertes de valeur d'exploitation	197,4	206,7	185,3
Variation nette des provisions d'exploitation	(29,0)	(22,1)	(22,4)
Capacité d'autofinancement d'exploitation avant impôts (EBITDA)	646,7	643,4	596,9
Amortissements des immobilisations en location financement	-	(3,1)	(3,4)
Provisions pour actifs miniers	0,5	0,3	(0,3)
Impôts notionnels sur le résultat opérationnel courant	(124,6)	(118,5)	(113,4)
<i>Taux effectif d'impôt sur le résultat courant</i>	<i>26,0 %</i>	<i>25,8 %</i>	<i>26,1 %</i>
Cash flow opérationnel courant net	522,6	522,1	479,8

30 - CASH FLOW LIBRE OPERATIONNEL COURANT

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Cash flow opérationnel courant net (note 29)	522,6	522,1	479,8
Immobilisations incorporelles	(34,0)	(5,2)	(3,3)
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	(299,4)	(189,9)	(202,9)
Actifs miniers de découverte	(33,6)	(31,0)	(23,3)
Dettes sur acquisitions	14,4	9,1	(21,5)
Investissements payés	(352,6)	(217,0)	(251,0)
Dotations aux amortissements d'immobilisations	197,2	203,1	180,5
Ratio de couverture des investissements comptabilisés ⁽²⁾	186,1 %	111,3 %	127,1 %
Valeur comptable des cessions courantes d'actifs	9,0	7,5	8,7
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel	(4,9)	(66,8)	(18,1)
dont :			
- Stocks	(21,2)	(25,8)	(42,4)
- Clients et comptes rattachés	(11,6)	(23,7)	(20,2)
- Fournisseurs et comptes rattachés	27,9	(17,3)	44,5
Cash flow libre opérationnel courant	174,1	245,8	219,4
(1) dont acquisition d'immobilisations en location financement	(0,7)		
(2) le ratio de couverture des investissements comptabilisés est égal aux investissements payés (à l'exception des dettes sur acquisitions) divisé par les dotations aux amortissements			

31 - CASH FLOW LIBRE COURANT

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Cash flow libre opérationnel courant	174,1	245,8	219,4
Résultat financier	(55,7)	(46,7)	(47,3)
Pertes de valeur financières et désactualisation	4,4	4,4	6,0
Variation des intérêts versés / encaissés	5,2	(2,3)	(13,0)
Impôts sur résultat financier	14,5	12,1	12,4
Variation de la dette d'impôts sur le résultat	2,6	3,8	(6,8)
Variation des impôts différés sur le résultat opérationnel courant	(10,5)	(4,4)	2,3
Variation des autres postes du besoin en fonds de roulement	(22,7)	(26,4)	15,6
Variation de juste valeur	3,1	10,6	4,7
Dividendes reçus des entreprises associées et divers	2,4	2,1	1,8
Cash flow libre courant	117,4	199,0	195,1

(millions d'euros)	2007	2006	2005
Capacité d'autofinancement (note 28)	477,7	489,6	455,0
Investissements payés (note 30)	(352,6)	(217,0)	(251,0)
Variation du besoin en fonds de roulement	(27,6)	(93,2)	(2,5)
Variation des intérêts versés / encaissés	5,2	(2,3)	(13,0)
Variation de la dette d'impôts sur le résultat	2,6	3,8	(6,8)
Sous-total besoin en fonds de roulement	(19,8)	(91,7)	(22,3)
Variation de juste valeur	3,1	10,6	4,7
Valeur comptable des cessions courantes d'actifs	9,0	7,5	8,7
Cash flow libre courant	117,4	199,0	195,1

5. Information sectorielle

32 - INFORMATION SECTORIELLE DE PREMIER NIVEAU

■ Compte de résultat consolidé par secteur d'activité

Au 31 décembre 2007

(millions d'euros)	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	Holdings	Eliminations inter-secteurs	Total groupe Imerys
Chiffre d'affaires externe	1 102,3	1 025,3	1 273,9	0,4		3 401,9
Chiffre d'affaires inter-secteurs	0,8	0,4	23,3	29,2	(53,7)	-
Produits des activités ordinaires	1 103,1	1 025,7	1 297,2	29,6	(53,7)	3 401,9
Résultat opérationnel courant	105,0	235,3	172,7	(34,7)	-	478,3
Résultat opérationnel	80,9	230,8	150,0	(29,4)		432,3
Résultat financier						(55,7)
Quote-part des résultats nets des entreprises associées	3,8	1,2	1,9	-	-	6,9
Impôts sur le résultat						(96,6)
Résultat net						286,9

Autres éléments inclus dans le compte de résultat

(millions d'euros)	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	Holdings	Total groupe Imerys
Amortissements et pertes de valeur d'exploitation	(87,2)	(37,1)	(70,7)	(2,4)	(197,4)
Variation nette des provisions d'exploitation	16,1	(3,3)	15,4	0,8	29,0
Perte de valeur du goodwill	(0,1)	-	-	-	(0,1)
Reprise de goodwill négatif	-	-	-	-	-

Effectifs

	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques Réfractaires Abrasifs & Filtration	Holdings	Total groupe Imerys
Production et logistique	3 264	3 444	6 839	4	13 551
Vente et recherche	382	833	511	13	1 739
Administration et support	569	438	1 050	205	2 262
Effectifs	4 215	4 715	8 400	222	17 552

Au 31 décembre 2006

(millions d'euros)	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasisifs & Filtration	Holdings	Eliminations inter-secteurs	Total groupe Imerys
Chiffre d'affaires externe	1 137,2	934,5	1 214,9	1,5	-	3 288,1
Chiffre d'affaires inter-secteurs	1,1	0,6	24,0	27,7	(53,4)	-
Produits des activités ordinaires	1 138,3	935,1	1 238,9	29,2	(53,4)	3 288,1
Résultat opérationnel courant	103,7	214,4	170,8	(30,1)	-	458,8
Résultat opérationnel	(38,3)	198,2	147,4	(24,3)	-	283,0
Résultat financier						(46,7)
Quote-part des résultats nets des entreprises associées	4,1	0,7	0,4	-	-	5,2
Impôts sur le résultat						(51,5)
Résultat net						190,0

Autres éléments inclus dans le compte de résultat

(millions d'euros)	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasisifs & Filtration	Holdings	Total groupe Imerys
Amortissements et pertes de valeur d'exploitation	(99,1)	(38,6)	(66,5)	(2,5)	(206,7)
Variation nette des provisions d'exploitation	16,0	(4,4)	10,1	0,4	22,1
Perte de valeur du goodwill		-	(0,2)	-	(0,2)
Reprise de goodwill négatif			2,1		2,1

Effectifs

	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasisifs & Filtration	Holdings	Total groupe Imerys
Production et logistique	3 549	3 084	5 457	3	12 093
Vente et recherche	514	746	408	10	1 678
Administration et support	670	392	838	105	2 005
Effectifs	4 733	4 222	6 703	118	15 776

Au 31 décembre 2005

	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	Eliminations Holding inter-secteurs	Total groupe Imerys	
(millions d'euros)						
Chiffre d'affaires externe	1 106,2	965,6	972,2	1,2	-	3 045,2
Chiffre d'affaires inter-secteurs	1,0	2,1	18,9	23,3	(45,3)	-
Produits des activités ordinaires	1 107,2	967,7	991,1	24,5	(45,3)	3 045,2
Résultat opérationnel courant	107,4	205,8	151,8	(31,0)	-	434,0
Résultat opérationnel	47,2	194,9	124,2	65,0	-	431,3
Résultat financier						(47,3)
Quote-part des résultats nets des entreprises associées	3,4	0,6	0,6	-	-	4,6
Impôts sur le résultat						(76,5)
Résultat net						312,1

Autres éléments inclus dans le compte de résultat

(millions d'euros)	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	Holdings	Total groupe Imerys
Amortissements et pertes de valeur d'exploitation	(89,1)	(39,6)	(53,8)	(2,8)	(185,3)
Variation nette des provisions d'exploitation	11,5	3,2	6,2	1,5	22,4
Perte de valeur du goodwill		0,1	(5,2)		(5,1)
Reprise de goodwill négatif		0,1	0,5		0,6

Effectifs

	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	Holdings	Total groupe Imerys
Cadres – Employés -Techniciens - Agents de maîtrise	1 589	1 722	1 881	110	5 302
Ouvriers	3 723	2 577	4 332	-	10 632
Effectifs	5 312	4 299	6 213	110	15 934

■ Bilan consolidé par secteur d'activité

Au 31 décembre 2007

(millions d'euros)	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	Holdings	Total groupe Imerys
Immobilisations	1 065,3	535,7	982,3	7,2	2 590,5
Stocks	131,1	118,9	252,0		502,0
Créances clients	151,1	237,3	234,2	0,8	623,4
Autres créances - courant et non courant	79,8	20,1	59,4	20,8	180,1
Capitaux investis - Actif	1 427,3	912,0	1 527,9	28,8	3 896,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36,0	42,5	73,8	21,1	173,4
Actifs sectoriels	1 463,3	954,5	1 601,7	49,9	4 069,4
Participations dans les entreprises associées	30,7	5,5	6,7	-	42,9
Actifs non alloués	-	-	-	-	90,0
Total actif					4 202,3
Dettes fournisseurs	93,6	115,9	120,8	(8,8)	321,5
Autres dettes - courant et non courant	81,6	102,3	75,1	4,3	263,3
Capitaux investis - Passif	175,2	218,2	195,9	(4,5)	584,8
Provisions pour avantages du personnel	31,5	34,4	44,7	56,2	166,8
Autres provisions	69,4	32,7	55,8	18,3	176,2
Concours bancaires courants	1,2	1,9	12,7	86,8	102,6
Passifs sectoriels	277,3	287,2	309,1	156,8	1 030,4
Dettes impôts sur le résultat (capitaux investis)	-	-	-	-	30,0
Passifs non alloués	-	-	-	-	1 478,3
Total passif courant et non courant					2 538,7
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(181,8)	(54,3)	(116,0)	0,2	(351,9)
Total capitaux investis	1 252,1	693,8	1 332,0	33,3	3 281,2

Au 31 décembre 2006

(millions d'euros)	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	Holdings	Total groupe Imerys
Immobilisations	1 074,8	463,3	883,0	7,6	2 428,7
Stocks	145,3	106,0	239,3		490,6
Créances clients	163,2	223,9	226,9	0,7	614,7
Autres créances - courant et non courant	57,7	18,1	40,6	16,2	132,6
Capitaux investis - Actif	1 441,0	811,3	1 389,8	24,5	3 666,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35,0	38,4	71,7	36,1	181,2
Actifs sectoriels	1 476,0	849,7	1 461,5	60,6	3 847,8
Participations dans les entreprises associées	26,4	4,6	3,1	-	34,1
Actifs non alloués	-	-	-		119,1
Total actif					4 001,0
Dettes fournisseurs	86,7	105,6	112,4	(7,9)	296,8
Autres dettes - courant et non courant	81,0	91,2	68,4	4,3	244,9
Capitaux investis - Passif	167,7	196,8	180,8	(3,6)	541,7
Provisions pour avantages du personnel	35,9	36,3	46,9	82,3	201,4
Autres provisions	91,8	36,2	58,1	30,4	216,5
Concours bancaires courants	1,3	3,6	26,8	13,0	44,7
Passifs sectoriels	296,7	272,9	312,6	122,1	1 004,3
Dettes impôts sur le résultat (capitaux investis)	-	-	-	-	24,9
Passifs non alloués	-	-	-	-	1 325,3
Total passif courant et non courant					2 354,5
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(86,8)	(46,9)	(80,1)	(3,2)	(217,0)
Total capitaux investis	1 273,3	614,5	1 209,0	28,1	3 100,0

Au 31 décembre 2005

(millions d'euros)	Minéraux de Performance & Pigments	Matériaux & Monolithiques	Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	Holdings	Total groupe Imerys
Immobilisations	1 225,0	456,4	934,8	8,7	2 624,9
Stocks	135,8	101,6	238,8	(0,4)	475,8
Créances clients	157,1	213,0	218,9	1,3	590,3
Autres créances - courant et non courant	40,3	18,6	42,1	12,0	113,0
Capitaux investis - Actif	1 558,2	789,6	1 434,6	21,6	3 804,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38,5	33,5	54,7	8,0	134,7
Actifs sectoriels	1 596,7	823,1	1 489,3	29,6	3 938,7
Participations dans les entreprises associées	-	-	-	-	31,9
Actifs non alloués	-	-	-	-	188,6
Total actif					4 159,2
Dettes fournisseurs	103,8	106,1	108,3	(5,1)	313,1
Autres dettes - courant et non courant	98,6	99,9	68,1	(10,6)	256,0
Capitaux investis - Passif	202,4	206,0	176,4	(15,7)	569,1
Provisions pour avantages du personnel	6,5	35,2	54,3	141,4	237,4
Autres provisions	61,1	25,1	48,2	39,1	173,5
Concours bancaires courants	2,4	2,7	1,4	7,1	13,6
Passifs sectoriels	272,4	269,0	280,3	171,9	993,6
Dettes impôts sur le résultat (capitaux investis)	-	-	-	-	13,8
Passifs non alloués	-	-	-	-	1 465,6
Total passif courant et non courant					2 473,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(124,5)	(59,9)	(62,8)	(3,8)	(251,0)
Total capitaux investis	1 355,8	583,6	1 258,2	37,3	3 221,1

33 - INFORMATION SECTORIELLE DE SECOND NIVEAU

Chiffre d'affaires par destination géographique

Le chiffre d'affaires présenté ci-dessous est analysé selon la localisation géographique des clients.

(millions d'euros)	2007	2006	2005
France	682,4	668,1	670,6
Autres pays d'Europe	1 394,5	1 304,8	1 180,6
Amérique du Nord	727,8	780,8	718,2
Asie - Océanie	370,0	330,4	302,1
Autres pays	227,2	204,0	173,7
Total	3 401,9	3 288,1	3 045,2

Actifs sectoriels

(millions d'euros)	2007	2006	2005
France	931,0	927,1	788,7
Autres pays d'Europe	1 344,7	1 299,8	1 427,0
Amérique du Nord	869,7	918,1	1 085,4
Asie - Océanie	431,2	265,0	237,9
Autres pays	492,8	437,8	399,6
Total	4 069,4	3 847,8	3 938,6
Titres mis en équivalence	42,9	34,1	31,9
Actifs non alloués	90,0	119,1	188,7
Total actif	4 202,3	4 001,0	4 159,2

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

(millions d'euros)	2007	2006	2005
France	(65,3)	(50,5)	(65,5)
Autres pays d'Europe	(97,7)	(60,3)	(88,7)
Amérique du Nord	(66,4)	(59,7)	(59,8)
Asie - Océanie	(32,2)	(14,0)	(8,4)
Autres pays	(90,3)	(32,5)	(28,6)
Total	(351,9)	(217,0)	(251,0)

Effectifs

	2007	2006	2005
France	3 486	3 666	3 433
Autres pays d'Europe	5 675	5 314	5 600
Amérique du Nord	3 174	3 042	3 192
Asie - Océanie	3 069	1 834	1 648
Autres pays	2 148	1 920	2 061
Total	17 552	15 776	15 934

6. AUTRES INFORMATIONS

34 - PARTIES LIEES

Parties liées externes à Imerys

Imerys a pour parties liées le groupe canadien Power et le groupe belge Frère-CNP. Ces groupes constituent pour Imerys les ultimes têtes de groupe. Au travers de leur coentreprise Parjointco, ils exercent un contrôle conjoint sur le groupe suisse Pargesa qui contrôle Imerys au travers d'une participation directe et d'une participation indirecte dans le groupe belge GBL ; Pargesa est à ce titre une partie liée. Le groupe GBL est également une partie liée car il exerce directement une influence notable sur Imerys. Le montant comptabilisé en charges en 2007 en rémunération des prestations d'assistance stratégique fournies par le groupe Pargesa s'élève à 0,8 million d'euros (0,8 million en 2006). Le montant subsistant au passif au 31 décembre 2007 s'élève à 0,4 million d'euros (0,4 million d'euros au 31 décembre 2006).

Dirigeants d'Imerys

Depuis le changement de mode de direction réalisé en 2005, les dirigeants constituant des parties liées sont les membres du Conseil d'Administration et les 8 membres du Comité Exécutif (9 en 2006 et 2005), y compris le Directeur Général qui est également administrateur.

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés à ces principaux dirigeants qui ont été comptabilisés en charges au titre de l'exercice considéré, s'établit comme suit:

(millions d'euros)	Notes	2007	2006	2005
Avantages à court terme	1	4,3	3,6	3,2
Avantages à long terme		-	-	-
Jetons de présence	2	0,6	0,6	0,6
Régimes à prestations définies	3	0,7	0,7	0,5
Cotisations aux régimes à cotisations définies		0,3	0,3	0,3
Indemnités de fin de contrat de travail		-	-	-
Paiements en options de souscription d'actions	4	1,9	2,0	1,5
Total		7,8	7,2	6,1

1) *Avantages à court terme* - Ces montants incluent la partie fixe des rémunérations versée au titre de l'exercice et celle variable due au titre de ce même exercice mais versée l'année suivante.

2) *Jetons de présence* - Ces montants correspondent au montant des jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration d'Imerys.

3) *Avantages postérieurs à l'emploi* - Ces montants correspondent au régime collectif de retraite supplémentaire à prestations définies existant pour les principaux cadres dirigeants des sociétés françaises du Groupe qui remplissent les conditions d'éligibilité requises. Ces montants représentent la charge totale comptabilisée au titre de l'exercice considéré pour l'ensemble des bénéficiaires de ce régime qui incluent le Directeur Général ainsi que certains des principaux dirigeants mentionnés ci-dessus (6 de 2005 à 2007).

Le montant maximum de la rente viagère pouvant être versé aux bénéficiaires de ce régime à compter de la liquidation de leurs droits à la retraite est calculé pour leur garantir une rente viagère :

- d'un montant brut annuel total (après prise en compte des pensions issues des régimes de retraite obligatoires et complémentaires) de 60,0 % de leur salaire de référence, ce salaire de référence étant limité à 8 fois le plafond annuel de la Sécurité Sociale française ;
- sous réserve d'un plafond de versement égal à 25,0 % dudit salaire de référence des 12 derniers mois civils précédant la radiation des effectifs du Groupe.

4) *Paiements en options de souscription d'actions* - Ce montant correspond à la charge comptabilisée au titre des options de souscription d'actions Imerys attribuées aux principaux dirigeants concernés.

Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des membres du personnel d'Imerys

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des membres du personnel d'Imerys constituent des parties liées. Le montant des cotisations à des fonds externes comptabilisé en charges en 2007 s'élève à 31,3 millions d'euros (27,8 millions d'euros en 2006), dont 24,7 millions d'euros (21,2 millions d'euros en 2006) à Imerys UK Pension Fund Trustees Ltd. / ECC Combined Investment Fund (Grande-Bretagne) et 2,7 millions d'euros (3,4 millions d'euros en 2006) à Sun Trust Bank (Etats-Unis).

FCPE Imerys Actions

Le FCPE Imerys Relais 2006 a été créé pour recueillir les souscriptions des salariés au titre du Plan d'Actionnariat Salarié 2006. Le FCPE Imerys Relais 2006 a été fusionné dans le FCPE Imerys Actions le 20 février 2007. Il est géré par BNP Paribas Asset Management SAS. La gestion du FCPE Imerys Actions est contrôlée par un Conseil de Surveillance de 14 membres composé à parité égale de représentants de porteurs de parts et de représentants d'Imerys. Imerys exerçant, avec la communauté des porteurs de parts, un contrôle conjoint sur le FCPE Imerys Actions, le FCPE Imerys Actions constitue une partie liée. Les montants comptabilisés en 2007 au titre du FCPE Imerys Actions sont non significatifs.

35 - ENGAGEMENTS DONNES

Les engagements hors bilan du Groupe comprennent les sûretés réelles (hypothèques, nantissements etc.) accordées sur des actifs du Groupe et les garanties accordées par Imerys et ses filiales, nettes des passifs comptabilisés.

Les engagements donnés par le Groupe sont les suivants :

<i>(millions d'euros)</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Actifs donnés en garantie	11,0	18,6	29,0
Avals, cautions, garanties	44,6	30,1	16,4
Autres engagements	273,2	243,8	96,8
Total	328,8	292,5	142,2

Parmi les autres engagements, deux engagements d'un montant total de 172,9 millions d'euros (un contrat d'affrètement et un contrat de stockage et manutention) ont pour objectif de garantir la logistique maritime du Groupe.

Par ailleurs, certaines entités du Groupe ont des engagements de location simple concernant notamment des locaux administratifs, des parcs de wagons et des camions. Les engagements de paiement des loyers futurs s'élèvent à 21,3 millions d'euros pour 2008, 63,8 millions d'euros pour la période 2009 à 2012 et 101,7 millions d'euros au-delà.

36 - ENGAGEMENTS REÇUS

<i>(millions d'euros)</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
Actifs reçus en garantie	5,4	6,4	6,5
Avals, cautions et garanties	1,0	0,6	1,1
Autres engagements	26,8	30,4	51,5
Total	33,2	37,4	59,1

37 - RISQUES PAYS

Du fait de leur activité minière et la variété de leurs marchés finaux, les entités du Groupe sont présentes dans de nombreux pays et Imerys peut être exposé à certains risques propres à ces pays pouvant avoir dans le futur une certaine incidence sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie.

Imerys utilise pour l'identification des pays à risques la notation pays @rating de la Coface, la principale compagnie d'assurance française spécialisée dans l'assurance-crédit à l'exportation, mesurant dans quelle mesure un engagement économique et financier d'une entité est influencé par les perspectives économiques, financières et politiques des pays concernés.

Le classement de la Coface comprend 7 catégories de A1 à D en fonction de l'importance croissante des risques évalués. Les deux catégories correspondant aux risques les plus élevés incluent notamment l'Argentine, l'Ukraine, le Venezuela et le Zimbabwe où le Groupe est présent. Les produits des activités ordinaires des entités présentes dans ces pays représentent 1,12 % des produits des activités ordinaires du Groupe (0,77 % en 2006) et 1,04 % du résultat opérationnel courant (0,20 % en 2006). Le total bilan de ces mêmes entités représente 0,45 % du bilan consolidé d'Imerys et 0,19 % des capitaux propres consolidés, part du Groupe. (0,03 % en 2006).

La localisation majoritaire des sources d'approvisionnement et des marchés finaux du Groupe dans les pays développés limite l'exposition d'Imerys aux risques pays.

38 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2007 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 13 février 2008. Le 5 février 2008, le Groupe a finalisé l'acquisition de Astron China, acteur majeur des produits à base de zircon, pour un montant de 115,0 millions d'euros. Au terme de son dernier exercice clos le 30 juin 2007, cette société présentait un chiffre d'affaires de 110,0 millions d'euros. Par ailleurs, le 13 février 2008, la décision a été prise de modifier l'organisation opérationnelle du Groupe autour de quatre branches : Minéraux pour Céramiques, Réfractaires & Abrasifs ; Minéraux de Performance ; Pigments pour Papier et Matériaux & Monolithiques. Ainsi, la nouvelle branche Minéraux de Performance regroupe les activités Minéraux de Performance et Minéraux pour Filtration.

2 - ETATS FINANCIERS SOCIAUX

Commentaires financiers

Les comptes de la société Imerys (la "Société") sont ceux qui sont soumis à l'approbation des actionnaires en Assemblée Générale. Cependant, ils donnent une image très partielle de la réalité économique et financière du Groupe que seuls les comptes consolidés reflètent.

En 2007, le résultat net de la Société s'élève à 50,2 millions d'euros, le résultat 2006 s'élevait à 113,4 millions d'euros.

Les faits marquants de l'exercice ont été :

- L'évolution des participations du Groupe détenues directement ou indirectement par la Société, à l'occasion de la souscription à l'augmentation de capital de la société Mircal China pour un montant de 6,0 millions d'euros.
- L'évolution des ressources financières :

Les dettes financières d'Imerys SA qui accusaient une légère baisse de 8,0 millions d'euros en 2006, augmentent de 359,9 millions d'euros en 2007, dans le but de financer les acquisitions du Groupe. Un nouvel emprunt obligataire d'un montant de 500 millions d'euros a été souscrit en 2007 et a également pris le relais de deux emprunts obligataires de 309,7 millions d'euros et de 50 millions d'euros qui sont arrivés à échéance cette même année.

Les créances rattachées à des participations augmentent également significativement, pour un montant 283,4 millions d'euros, traduisant le financement des nouvelles acquisitions du Groupe durant l'année 2007.

La structure des moyens de financement n'est pas modifiée par rapport à 2006.

- L'augmentation de la perte d'exploitation :

Les charges d'exploitation de la Société augmentent de 7,7 millions d'euros en 2007. Cette augmentation s'explique notamment par la création début 2007, du département Innovation. Parallèlement, le chiffre d'affaires et les autres produits augmentent de 2,2 millions d'euros, pour passer à 29,3 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par une diminution du chiffre d'affaires de 1,5 million d'euros, et par la perception d'une indemnité d'assurance de 5,0 millions d'euros concernant un incident technique survenu dans une filiale au Brésil.

Compte de résultat

(milliers d'euros)	Notes	2007	2006	2005
Produits d'exploitation		29 345	27 145	26 997
Prestations de services		23 536	25 059	25 665
Autres produits, reprises de provisions et transferts de charges		5 809	2 086	1 332
Charges d'exploitation		(58 422)	(50 707)	(52 887)
Achats et services extérieurs		(37 061)	(31 547)	(35 933)
Impôts et taxes		(851)	(1 163)	(1 469)
Charges de personnel		(16 452)	(13 595)	(12 829)
Amortissements et provisions		(2 870)	(2 868)	(2 013)
Autres charges		(1 188)	(1 534)	(643)
Résultat d'exploitation		(29 077)	(23 562)	(25 890)
Résultat financier	10	54 284	99 261	72 646
Produits des participations		109 765	136 775	121 175
Charges financières nettes		(29 848)	(25 435)	(31 803)
Dotations et reprises de provisions		(10 175)	(4 511)	11 026
Gains et pertes de change		(15 458)	(7 568)	(27 752)
Résultat courant		25 207	75 699	46 756
Résultat exceptionnel	11	(2 367)	15 538	29 004
Produits exceptionnels		3 846	127 044	190 672
Charges exceptionnelles		(6 213)	(111 506)	(161 668)
Impôts sur le résultat	12	27 400	22 162	24 236
Résultat net		50 240	113 399	99 996

Bilan

(milliers d'euros)	Notes	2007	2006	2005
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	13	6 147	4 533	3 313
Amortissements cumulés	13	(3 720)	(2 379)	(1 416)
Immobilisations incorporelles nettes		2 427	2 154	1 897
Immobilisations corporelles	13	5 330	4 974	8 671
Amortissements cumulés	13	(2 372)	(1 602)	(3 577)
Immobilisations corporelles nettes		2 958	3 372	5 094
Participations	14	2 648 733	2 642 733	2 473 432
Provisions	14 - 20	(3 003)	(3 003)	(3 003)
Participations nettes		2 645 730	2 639 730	2 470 429
Créances rattachées à des participations	15 - 17	1 145 463	862 650	1 005 561
Provisions	20	0	(613)	(613)
Créances rattachées à des participations - Valeur nette		1 145 463	862 037	1 004 948
Autres immobilisations financières	16 - 17	2 907	2 962	41 065
Actif immobilisé		3 799 485	3 510 255	3 523 433
Autres créances	17	31 084	24 985	32 307
Instruments financiers		2 855	6 121	6 904
Valeurs mobilières de placement	18	23 455	26 294	59 900
Trésorerie et équivalents de trésorerie		3 940	2 488	1 953
Actif circulant		61 334	59 888	101 064
Comptes de régularisation	17	16 919	13 314	7 445
TOTAL DE L'ACTIF		3 877 738	3 583 457	3 631 942
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital social		126 254	126 669	127 944
Primes d'émission, de fusion, d'apport		131 704	158 944	219 453
Réserves		956 678	956 679	956 678
Report à nouveau		419 498	420 285	425 113
Résultat net de l'exercice		50 240	113 399	99 996
Capitaux propres	19	1 684 374	1 775 976	1 829 184
Provisions pour risques et charges	20	34 024	23 683	25 483
Dettes financières	21	2 091 881	1 732 009	1 740 098
Dettes diverses	21	17 853	21 435	17 981
Instruments financiers	21	837	347	3 487
Dettes		2 110 571	1 753 791	1 761 566
Comptes de régularisation	21	48 769	30 007	15 709
TOTAL DU PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		3 877 738	3 583 457	3 631 942

Flux de trésorerie

(milliers d'euros)	2007	2006	2005
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat net	50 240	113 399	99 996
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie			
Amortissements	2 788	2 885	2 549
Provisions	9 740	(1 792)	(10 600)
Résultat sur cessions d'éléments d'actifs	2 475	(10 502)	(30 361)
Capacité d'autofinancement	65 243	103 990	61 584
Variation du besoin en fonds de roulement	(9 490)	11 865	5 054
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	55 753	115 855	66 638
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations			
Corporelles et incorporelles	(1 620)	(2 189)	(3 792)
Financières (titres et actifs liés)	(5 945)	(275 554)	(124 202)
Cessions d'immobilisations			
Corporelles et incorporelles	400	9 510	7 573
Financières (titres et actifs liés)	0	145 770	181 342
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements	(7 165)	(122 463)	60 921
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Variation des dettes financières	378 381	(2 768)	453 823
Variation des prêts et autres immobilisations financières	(286 516)	142 911	(532 590)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	91 865	140 143	(78 767)
Opérations sur capitaux propres			
Augmentation de capital	14 444	21 672	15 624
Réduction de capital par annulation d'actions propres	(42 099)	(83 456)	-
Dividendes distribués	(114 185)	(104 824)	(94 961)
Flux des opérations sur capitaux propres	(141 840)	(166 607)	(79 337)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 387)	(33 071)	(30 545)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice ⁽¹⁾	28 782	61 853	92 398
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice ⁽¹⁾	27 395	28 782	61 853
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 387)	(33 071)	(30 545)

Détail des mouvements sur actions propres

(milliers d'euros)	2007	2006	2005
Valeur brute des actions propres en immobilisations au 1^{er} janvier	0	38 159	0
Acquisitions d'actions propres	42 099	45 297	38 159
Cession d'actions propres	-	-	-
Actions propres cédées dans le cadre du plan d'actionnariat salarié	-	-	-
Réduction de capital par annulation d'actions propres	(42 099)	(83 456)	-
Valeur brute des actions propres en immobilisations au 31 décembre	0	0	38 159

⁽¹⁾ La trésorerie est composée des valeurs mobilières de placement et disponibilités à l'actif du bilan.

Annexe

Sauf indications contraires, toutes les valeurs indiquées dans les tableaux sont exprimées en milliers d'euros.

1. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation comptable française en vigueur. La méthode normalement retenue est l'évaluation aux coûts historiques des éléments inscrits en comptabilité.

1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. Les logiciels sont amortis sur 3 ans selon le mode linéaire.

2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les amortissements pratiqués, linéaires ou dégressifs sont représentatifs de l'amortissement économique ; en conséquence, il n'a pas été constaté d'amortissement dérogatoire au passif du bilan.

Les modes et les durées d'amortissement sont les suivants :

• Matériel et Outillage	mode linéaire	sur 10 ans
• Autres immobilisations		
- Installations et mobilier de bureau	mode linéaire	sur 5 et 10 ans
- Matériel de bureau	mode linéaire	sur 5 ans
- Matériel informatique	mode linéaire	sur 3 ans

3 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition, hors frais accessoires.

Les titres et autres immobilisations financières sont estimés à leur valeur d'usage. La valeur d'usage s'apprécie en fonction de la valeur d'entreprise, fondée notamment sur les résultats antérieurs, les perspectives de rentabilité, de la quote-part de situation nette convertie détenue pour les titres et de la valeur de l'actif net. Lorsque cette valeur est supérieure à la valeur comptable enregistrée au bilan, cette dernière n'est pas modifiée. Dans le cas contraire, une provision pour dépréciation des titres est enregistrée.

Les pertes latentes générées par les fluctuations des monnaies étrangères dans lesquelles sont libellés les titres détenus de façon durable n'ont pas vocation à se réaliser. Par conséquent, les pertes de change latentes ne constituent pas un critère suffisant pour justifier de manière systématique une provision pour dépréciation.

4 - CREANCES ET DETTES EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties au cours de clôture.

5 - POSITION GLOBALE DE CHANGE

Lorsque des opérations en monnaies étrangères se traduisent par la comptabilisation symétrique d'un actif et d'un passif présentant des échéances voisines, les différences de change qu'ils génèrent se neutralisent réciproquement jusqu'à l'échéance des opérations. Dans ce cas, le risque de change ne pouvant pas se réaliser, l'actif et le passif concourent à une position globale de change qui est compensée. Le montant de la provision pour dépréciation de l'écart de conversion actif est limité à l'excédent de pertes sur les gains latents.

6 - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Leur valeur d'usage est déterminée au cours moyen du dernier mois de l'exercice pour les titres cotés, au dernier prix de rachat connu pour les SICAV et à la dernière valeur liquidative pour les parts de fonds communs de placement. Les moins-values potentielles font l'objet d'une provision pour dépréciation, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

7 - PROVISIONS

Provisions pour risques

Les provisions pour risques couvrent des risques identifiés. Elles sont déterminées de la manière suivante :

- les provisions pour risques de gestion comprennent notamment les litiges en cours liés aux activités courantes ;
- les provisions pour restructurations concernent des plans de réorganisation officiellement décidés et engagés avant la clôture de l'exercice ;
- les provisions pour risques relatifs à l'évolution financière de certaines participations, déterminées en fonction des derniers éléments financiers disponibles et des perspectives d'évolution.

Provisions pour charges

Elles comprennent essentiellement :

- les provisions pour les régimes complémentaires de retraite et pensions à verser aux anciens salariés ;
- la charge correspondant aux indemnités de départ à la retraite, calculée selon la méthode rétrospective.

Imerys applique la recommandation CNC 2003-R01 en matière d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

8 - RISQUES RELATIFS AUX MARCHES FINANCIERS

En qualité de société holding, tête du Groupe, la Société met en œuvre la politique de gestion des risques relatifs aux marchés financiers identifiés au sein du Groupe (risques de change, de taux d'intérêt, risque sur énergie).

Les principaux risques et instruments sont indiqués ci-dessous :

- Les instruments financiers utilisés pour couvrir les risques de change sont principalement des contrats d'achats et ventes à termes de monnaies étrangères ainsi que des options de change. Une position globale de change est établie lorsque des opérations en monnaies étrangères (éléments couverts et instruments de couverture) se traduisent par la comptabilisation symétrique d'un actif et d'un passif présentant des caractéristiques voisines. Les options respectant la politique du Groupe en terme de gestion des risques, mais ne présentant pas les caractéristiques requises pour être qualifiées comptablement de couverture, donnent lieu à l'enregistrement d'une provision pour risques et charges lorsque la valeur de marché à la clôture est inférieure à la valeur d'origine du contrat. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
- La Société met en œuvre des swaps et options pour couvrir le risque de taux. Les charges et produits relatifs aux instruments de couverture sont enregistrés au compte de résultat symétriquement à l'enregistrement des charges et produits sur éléments couverts.
- Pour couvrir les risques inhérents au prix de l'énergie affectant ses participations, la Société utilise des contrats d'options ainsi que des contrats d'achats et ventes à terme. Les charges et produits relatifs aux instruments de couverture sont enregistrés au compte de résultat symétriquement à l'enregistrement des charges et produits sur éléments couverts. Les options respectant la politique du Groupe en terme de gestion des risques, mais ne présentant pas les caractéristiques requises pour être qualifiées comptablement de couverture, donnent lieu à l'enregistrement d'une provision pour risques et charges lorsque la valeur de marché à la clôture est inférieure à la valeur d'origine du contrat. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

9 - INTEGRATION FISCALE

Depuis 1993, la société Imerys et certaines de ses filiales françaises sont imposées selon l'article 223 A du Code Général des Impôts relatif à la fiscalité de groupe. Le périmètre de l'intégration fiscale, en 2007, enregistre 8 sorties : Celite France, Ceradel Socor, Cératéra SAS, César, Denain-Anzin Minéraux SA, Harborlite France, Quartz de Pierre Blanche, Sétac et 4 entrées : AGS, Céramiques de la Méditerranée, Imerys Ceramics France, Parnasse 25. Il est composé au 31 décembre 2007 des 29 sociétés mentionnées ci-dessous :

- | | |
|---------------------------------|--------------------------|
| ▪ AGS | ▪ Marcel Rivereau |
| ▪ Ardoisières d'Angers | ▪ Minemet Holding |
| ▪ Calderys France | ▪ Mircal |
| ▪ Celite Europe | ▪ Mircal Brésil |
| ▪ Céramiques de la Méditerranée | ▪ Mircal Chine |
| ▪ Charges Minérales du Périgord | ▪ Mircal Europe |
| ▪ Damrec | ▪ Parimetal |
| ▪ Imerys | ▪ Parnasse 16 |
| ▪ Imerys Ceramics France | ▪ Parnasse 21 |
| ▪ Imerys Kiln Furniture France | ▪ Parnasse 22 |
| ▪ Imerys Minéraux France | ▪ Parnasse 23 |
| ▪ Imerys Services | ▪ Parnasse 25 |
| ▪ Imerys Tableware France | ▪ PLR Réfractaires SAS U |
| ▪ Imerys TC | ▪ World Minerals France |
| ▪ KPCL KVS | |

Au sein du groupe fiscal dont la société Imerys est la tête de groupe, les relations sont régies par une convention dont les principes sont résumés ci-dessous :

- les sociétés intégrées fiscalement bénéficient d'une situation identique à celle qui aurait été la leur, en l'absence d'intégration ;
- toutes les charges complémentaires sont enregistrées chez la société Imerys qui bénéficie en contrepartie des économies éventuelles engendrées par ce régime.

2. Notes sur le compte de résultat

10 -RESULTAT FINANCIER

(milliers d'euros)	2007	2006	2005
Produits financiers			
Produits des participations ⁽¹⁾	109 765	136 775	121 175
Produits nets des placements ⁽¹⁾	118 357	116 044	88 738
Reprises de provisions et transferts de charges	10 367	3 814	16 790
Gains de change	31 889	46 768	44 232
	270 378	303 401	270 935
Charges financières			
Intérêts financiers et charges sur instruments financiers ⁽²⁾	148 205	141 479	120 541
Dotations aux amortissements et provisions financiers	20 542	8 325	5 765
Pertes de change	47 347	54 336	71 983
	216 094	204 140	198 289
Résultat financier	54 284	99 261	72 646
dont			
⁽¹⁾ - produits concernant des entreprises liées	169 242	192 177	150 959
⁽²⁾ - charges concernant des entreprises liées	25 064	22 152	7 240

En 2007, la Société a perçu 109,7 millions de dividendes.

En tant que holding de participation, la société Imerys gère son risque de change bilantiel, notamment celui portant sur l'évolution des actifs nets détenus directement et indirectement par la société à l'étranger et celui résultant des prêts et avances accordés aux filiales et entreprises liées à la société dans le cadre des conventions de trésorerie intra-groupe. Pour ce faire, la proportion de l'endettement financier libellé en autres monnaies étrangères que l'euro est ajustée. Sur cet ajustement, Imerys a enregistré sur 2007 une perte de change nette de 15,5 millions d'euros (une perte de 7,6 millions d'euros avait été réalisée en 2006 et une perte de 27,8 millions d'euros en 2005) principalement issue de la couverture d'investissements réalisés à l'étranger par Imerys.

Pour mémoire, dans le même temps, les actifs détenus dans les filiales ne font pas l'objet d'une réévaluation des titres de participation figurant au bilan.

11 -RESULTAT EXCEPTIONNEL

(milliers d'euros)	2007	2006	2005
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	(2 475)	10 501	30 360
Autres produits exceptionnels	152	175	1
Reprises de provisions et transferts de charges	2 467	8 492	1 234
Dotations aux provisions	(2 190)	(2 232)	(1 996)
Autres charges exceptionnelles	(321)	(1 398)	(595)
Résultat exceptionnel	(2 367)	15 538	29 004

La cession du prêt d'Imerys Argentina à la société Mircal Argentina engendre une moins-value de cession de 2,5 millions d'euros.

Les reprises de provisions au 31 décembre 2007 concernent une provision pour restructuration groupe (1,1 million d'euros), une provision pour restructuration siège (1,3 million d'euros), et une provision pour charges exceptionnelles (0,1 million d'euros).

Les dotations en 2007 concernent une provision pour risques (1,9 million d'euros) et une provision pour restructuration siège (0,3 million d'euros).

12 -IMPOTS SUR LES BENEFICES

(milliers d'euros)	2007	2006	2005
Impôts sur les plus-values à long terme	-	-	-
Impôts sur le résultat	27 400	22 162	24 236
Total	27 400	22 162	24 236

Répartition de la charge d'impôts de la Société

(milliers d'euros)	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	25 207	-	25 207
Résultat exceptionnel	(2 367)	-	(2 367)
Incidence de l'intégration fiscale	-	27 400	27 400
Total	22 840	27 400	50 240

En application des termes des conventions fiscales signées par chacune des sociétés du Groupe, la charge ou le produit d'impôt enregistré dans les comptes d'Imerys est constitué par :

- la charge d'impôt de la Société, calculée comme si elle n'était pas intégrée fiscalement ;
- le montant net des charges et produits complémentaires résultant de l'intégration.

A ce titre, pour l'exercice 2007, Imerys a comptabilisé un produit de 27,4 millions d'euros.

A son niveau, Imerys enregistre en 2007 un déficit de 54,5 millions d'euros, qui a été utilisé par le groupe intégré conformément aux règles de l'intégration fiscale. A la clôture de l'exercice 2007, le solde des déficits à court terme reportables s'élève à 260,8 millions d'euros.

Variation des impôts différés ou latents (base des impôts différés)

(milliers d'euros)	Au 31 décembre 2007		Au 31 décembre 2006		Au 31 décembre 2005	
Nature	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Différences temporelles						
Déductibles l'année suivante	-	19 237	-	9 509	-	5 136
Déductibles ultérieurement	-	10 816	-	10 990	-	10 887
Charges déduites ou produits imposés						
fiscalement et non encore comptabilisés	9 444	48 766	7 391	30 005	1 514	15 405
Total	9 444	78 819	7 391	50 504	1 514	31 428
Eléments de taxation éventuelle						
Réserve spéciale des plus-values à long terme ⁽¹⁾	-	273 471	-	273 471	-	273 471
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	-	273 471	-	273 471	-	273 471

(1) En application des dispositions de l'article 39 de la loi de finance rectificative pour 2004, un montant de 200,0 millions d'euros a été viré de la réserve spéciale des plus-values long terme à un compte de réserves ordinaires après approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 mai 2005. Ce virement était pris en compte dans les éléments de taxation éventuelle publiés au titre de l'exercice 2004.

3. Notes sur le bilan

13 -VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

<i>(milliers d'euros)</i>	<i>Montant brut 31.12.2006</i>	<i>Acquisitions</i>	<i>Cessions</i>	<i>Montant brut 31.12.2007</i>
Immobilisations incorporelles	4 533	1 614	-	6 147
Immobilisations corporelles	4 974	356	-	5 330
Total immobilisations brutes	9 507	1 970	-	11 477

<i>(milliers d'euros)</i>	<i>Amortissements au 31.12.2006</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Amortissements au 31.12.2007</i>
Amortissements des immobilisations incorporelles	2 379	1 341	-	3 720
Amortissements des immobilisations corporelles	1 602	770	-	2 372
Total amortissements des immobilisations	3 981	2 111	-	6 092

14 -VARIATIONS DU POSTE TITRES DE PARTICIPATION

La société a souscrit à l'augmentation de capital de la société Mircal China, augmentant ainsi la valeur brute de ses titres de participation d'un montant de 6,0 millions d'euros.

Les provisions pour dépréciation restent inchangées depuis 2005. Elles s'élèvent à 3,0 millions d'euros. .

15 -CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS

La valeur brute des créances rattachées à des participations augmente de 282,8 millions d'euros. Les créances rattachées à des participations sont régies, en totalité, par des conventions de crédit intra-groupe destinées à optimiser la gestion de trésorerie.

16 -AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Ce poste est essentiellement constitué de 19 797 actions QUADREM d'une valeur brute de 2,1 millions d'euros.

17 -AUTRES CREANCES

<i>(milliers d'euros)</i>	<i>Montant brut</i>	<i>Échéance à moins d'1 an</i>	<i>Échéance de 1 à 5 ans</i>	<i>Échéance supérieure à 5 ans</i>
Créances rattachées à des participations	1 145 463	855 453	240 340	49 670
Autres immobilisations financières	2 907	2	53	2 852
Autres créances				
Créances d'exploitation	28 728	28 328	400	-
Prime d'émission des obligations	2 356	307	1 529	520
Total autres créances	31 084	28 635	1 929	520
Compte de régularisation				
Charges constatées d'avance	3 984	2 367	1 617	-
Frais d'émission des emprunts obligataires	3 491	455	2 076	960
Ecart de conversion actif	9 444	9 444	-	-
Total compte de régularisation	16 919	12 266	3 693	960
Total	1 196 373	896 356	246 015	54 002

18 -VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Valeurs nettes

<i>(milliers d'euros)</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2005</i>
SICAV et Fonds Communs de Placements (1)	10 363	26 294	59 405
Actions propres (1)	13 092	-	495
Total	23 455	26 294	59 900

Au 31 décembre 2007, la valeur brute des valeurs mobilières de placement s'élevaient à 25,1 millions d'euros. Une provision pour dépréciation de valeurs mobilières de placement de 1,7 million d'euros a été constatée.

(1) Valorisation des valeurs mobilières de placement 2007

<i>Nature</i>	<i>Quantité</i>	<i>Prix de revient unitaire moyen (€)</i>	<i>Cours d'inventaire décembre 2007 (€)</i>
SICAV Dresdner Eurocash	1 872	6 423,74	6 454,62
Actions Imerys (Contrat de liquidité)	200 000	65,46	57,12

19 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(milliers d'euros)	Nombre d'actions	Réserves (1)					Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Totaux
		Capital	Primes	légal	réglementées	autres			
Capitaux propres au 01/01/05									
avant affectation du résultat net	63 450 020	126 900	204 873	12 725	473 471	475 470	232 633	282 616	1 808 688
Affectation du résultat 2004	-	-	-	-	-	-	187 655	(282 616)	(94 961)
Mouvements de l'exercice :									
Souscription de 521 845 actions									
par exercice d'options	521 845	1 044	14 580	-	-	-	-	-	15 624
Reclassement réserve spéciale	-	-	-	-	(200 000)	200 000 (2)	-	-	-
Taxe sur les plus-values long-terme	-	-	-	-	-	(4 988)	4 988 (2)	-	-
Changement de méthode CRC 04-06	-	-	-	-	-	-	(163) (3)	-	(163)
63 971 865 actions de 2,00 €	63 971 865	127 944	219 453	12 725	273 471	670 482	425 113	-	1 729 188
Résultat 31/12/05		-	-	-	-	-	-	99 996	99 996
Capitaux propres au 01/01/06									
avant affectation du résultat net	63 971 865	127 944	219 453	12 725	273 471	670 482	425 113	99 996	1 829 184
Affectation du résultat 2005	-	-	-	-	-	-	(4 828)	(99 996)	(104 824)
Mouvements de l'exercice :									
Annulation de 640 000 actions de 2,00 €	(640 000)	(1 280)	(36 879)	-	-	-	-	-	(38 159)
Annulation de 685 000 actions de 2,00 €	(685 000)	(1 370)	(43 927)	-	-	-	-	-	(45 297)
Augmentation de capital réservée aux salariés 50 000 actions de 2,00 €	50 000	100	2 607	-	-	-	-	-	2 707
Souscription de 637 755 actions									
par exercice d'options	637 755	1 276	17 689	-	-	-	-	-	18 965
63 334 620 actions de 2,00 €	63 334 620	126 669	158 944	12 725	273 471	670 482	420 285	-	1 662 576
Résultat 31/12/06		-	-	-	-	-	-	113 399	113 399
Capitaux propres au 01/01/07									
avant affectation du résultat net	63 334 620	126 669	158 944	12 725	273 471	670 482	420 285	113 399	1 775 975
Affectation du résultat 2006		-	-	-	-	-	(787)	(113 399)	(114 186)
Mouvements de l'exercice :									
Annulation de 606 543 actions de 2,00 €	(606 543)	(1 213)	(40 886)	-	-	-	-	-	(42 099)
Souscription de 398 779 actions									
par exercice d'options	398 779	798	13 646	-	-	-	-	-	14 444
63 126 856 actions de 2,00 €	63 126 856	126 254	131 704	12 725	273 471	670 482	419 498	-	1 634 134
Résultat 31/12/07								50 240	50 240
Capitaux propres au 01/01/08									
avant affectation du résultat net	63 126 856	126 254	131 704	12 725	273 471	670 482	419 498	50 240	1 684 374
Proposition d'affectation du résultat (4)	63 126 856	-	-	-	-	-	(69 701)	(50 240)	(119 941)
Capitaux propres au 01/01/08									
avec proposition d'affectation du résultat	63 126 856	126 254	131 704	12 725	273 471	670 482	349 797	-	1 564 433

(1) Les capitaux propres d'Imerys ne comprennent pas d'écarts de réévaluation.

(2) En application des dispositions de l'article 39 de la Loi de Finance Rectificative pour 2004, relatif aux réserves spéciales des plus-values long terme, Imerys a enregistré, le 31 décembre 2004, la taxe exceptionnelle sur la réserve spéciale en diminution du poste Report à nouveau, pour un montant de 4,9 millions d'euros. Par décision de l'Assemblée Générale du 3 mai 2005, ce montant a été imputé sur les réserves et 200,0 millions d'euros ont ainsi été transférés de la réserve spéciale des plus-values long terme aux réserves ordinaires.

(3) En application des dispositions du Règlement CRC 04-06, les frais de dépôt de marque figurant à l'actif le 1^{er} janvier 2005 ont été inscrits pour leur valeur nette d'impôt en minoration du report à nouveau.

(4) Soumise à l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 avril 2008.

L'Assemblée Générale Mixte du 3 mai 2004 a approuvé la proposition de réduction du nominal de l'action Imerys à 2,00 euros par action. Depuis lors, le nominal de l'action Imerys s'élève à 2,00 euros.

Au titre de l'exercice 2007 les mouvements sur le capital se présentent comme suit :

Le 18 décembre 2007, le Conseil d'Administration de la Société a approuvé la réduction de capital par annulation des 606 543 actions propres détenues en date du 14 décembre 2007.

Enfin, le président du Conseil d'Administration a autorisé, en date du 14 janvier 2008, l'augmentation de capital au 31 décembre 2007 par création de 398 779 titres à la suite de levées d'options.

Des informations détaillées sont données au paragraphe 5.2 du Rapport Annuel.

Plans d'options de souscriptions d'actions en vigueur au 31 décembre 2007

		<i>Situation au 31/12/2006</i>	<i>Attribution d'options</i>	<i>Levées d'options</i>	<i>Annulations, régularisations</i>	<i>Situation au 31/12/2007</i>
Plan	1999 ⁽¹⁾					
Plan	2000	58 940	-	16 380	-	42 560
Plan salariés	2000	29 984	-	4 420	-	25 564
Plan	2001	101 920	-	29 140	-	72 780
Plan salariés	2001	37 164	-	8 000	-	29 164
Plan	2002	175 800	-	48 800	-	127 000
Plan salariés	2002	49 608	-	11 978	-	37 630
Plan	2003	453 000	-	138 320	-	314 680
Plan salariés	2003	36 284	-	3 796	-	32 488
Plan	2004	766 700	-	137 800	4 400	624 500
Plan	2005	600 100	-	-	21 400	578 700
Plan	2006	636 600	-	-	16 900	619 700
Plan salariés	2006	38 770	-	145	-	38 625
Plan	2007	-	560 000	-	-	560 000
		2 984 870	560 000	398 779	42 700	3 103 391
Nombre d'actions ordinaires potentielles par exercice d'options						3 103 391

(Voir tableau plus détaillé figurant au paragraphe 6.4.3. du Rapport Annuel)

⁽¹⁾ Le Plan 1999 de 5 000 actions est arrivé à l'échéance le 1^{er} janvier 2007.

Nombre d'actions

Situation au 31.12.2006	63 334 620
Options exercées en 2007, au nominal de 2,00 €	398 779
Annulation d'actions en 2007 au nominal de 2,00 €	(606 543)
Situation au 31.12.2007	63 126 856
Nombre d'actions susceptibles d'être créées	3 103 391
Nombre total d'actions potentielles au 31/12/2007	66 230 247

Au 31 décembre 2007, l'exercice de l'intégralité des options de souscription émises entraînerait une dilution totale de 4,69 % du capital social.

20 -PROVISIONS

(milliers d'euros) Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions ⁽¹⁾			Montant à la fin de l'exercice
		Exploitation	Financières	Exceptionnelles	Exploitation	Financières	Exceptionnelles	
Provisions pour dépréciation à l'actif du bilan								
Participations	3 003	-	-	-	-	-	-	3 003
Créances clients	12	11	-	-	-	-	-	23
Créances rattachées à des participations	613	-	-	-	-	(613)	-	-
Titres immobilisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Prime d'émission des obligations	572	-	274	-	-	-	-	846
Valeurs mobilières de placement	-	-	1 668	-	-	-	-	1 668
Total	4 200	11	1 942	-	-	(613)	-	5 540
Provisions pour risques								
Risques de gestion	3 416	-	-	1 948	(24)	(58)	(1 237)	4 045
Provision pour pertes de change	7 391	-	9 444	-	-	(7 391)	-	9 444
Risques liés au personnel	1 530	-	-	242	-	-	(1 230)	542
Risques environnement	7 014	-	-	-	-	(739)	-	6 275
Instruments financiers	0	-	8 754	-	-	-	-	8 754
Risques sur filiales et participations	670	-	-	-	-	-	-	670
Sous-total	20 021		18 198	2 190	(24)	(8 188)	(2 467)	29 730
Provisions pour charges								
Pensions	1	-	-	-	(1)	-	-	-
Avantages futurs du personnel	3 661	748	-	-	(115)	-	-	4 294
Autres charges sociales et fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	3 662	748	-	-	(116)	-	-	4 294
Total	23 683	748	18 198	2 190	(140)	(8 188)	(2 467)	34 024
Total général	27 883	759	20 140	2 190	(140)	(8 801)	(2 467)	39 564

⁽¹⁾ Provisions reprises à concurrence des montants utilisés pour 1 494 milliers d'euros.

Au titre de son activité de société tête de groupe, Imerys enregistre des provisions pour risques de gestion et environnement. Elles concernent notamment des garanties de passif liées à l'environnement à la suite de la cession de certaines participations.

Au 31 décembre 2007, une provision pour risques financiers de 8,8 millions d'euros a été enregistrée. Cette provision est relative aux opérations de couverture sur monnaies étrangères et sur prix de l'énergie.

Certains instruments, conformes à la politique de gestion des risques financiers du Groupe, ne sont pas qualifiés comptablement de couverture chez Imerys SA. Les instruments financiers en portefeuille au 31 décembre 2007 sont présentés en [note 25](#) et suivantes.

La provision pour avantages futurs au personnel est calculée sur la base des hypothèses suivantes :

	Régimes de retraite France	Autres avantages à long-terme
Taux d'actualisation	5,5 %	5,5 %
Taux de rendement attendu des actifs du régime	4,0 %	-
Taux attendus d'augmentation des salaires	3,5 %	3,5 %

Les écarts actuariels sont comptabilisés selon la méthode du "corridor".

Charge nette

(milliers d'euros)	Régimes de retraite			Autres avantages à long-terme			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Coût financier	173	195	183	10	2	-	183	198	183
Coût des services rendus	491	466	351	28	2	-	519	468	351
Rendement attendu des actifs	48	28	(37)	-	-	-	48	28	(37)
Coût des services passés	12	(12)	(4)	-	-	-	12	(12)	(4)
(Gains) pertes actuariels	6	(30)	12	(20)	195	-	(14)	165	12
Charge nette comptabilisée	730	648	505	18	199	-	748	847	505
Rendement effectif des actifs	(20)	(81)	(211)	-	-	-	(20)	(81)	(211)

Changements de la valeur actualisée des engagements

(milliers d'euros)	Régimes de retraite			Autres avantages à long-terme			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Engagements à l'ouverture	5 894	5 248	4 610	239	47	47	6 133	5 295	4 657
Coût financier	173	195	183	10	2	-	183	197	183
Coût des services rendus	491	466	351	28	2	-	519	468	351
Paiements aux bénéficiaires	(82)	(19)	-	(34)	(7)	-	(116)	(26)	-
Amendements au régime	150	165	-	-	-	-	150	165	-
Reclassement ⁽¹⁾	4 824	-	-	-	-	-	4 824	-	-
(Gains) et pertes actuariels	304	(162)	104	(20)	195	-	284	33	104
Engagements à la clôture	11 754	5 894	5 248	223	239	47	11 977	6 133	5 295
dont									
- engagements financés	10 875	5 400	4 804	-	-	-	10 875	5 400	4 804
- engagements non financés	879	494	444	223	239	47	1 102	733	491

Changement de la juste valeur des actifs du régime

(milliers d'euros)	Régimes de retraite			Autres avantages à long-terme			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Actifs à l'ouverture	2 107	2 026	1 279	-	-	-	2 107	2 026	1 279
Rendement attendu des actifs	(48)	(28)	37	-	-	-	(48)	(28)	37
Paiements aux bénéficiaires	-	(19)	-	-	(7)	-	-	-	-
Cotisations de l'employeur	-	19	536	-	7	-	-	26	536
Reclassement ⁽¹⁾	4 824	-	-	-	-	-	4 824	-	-
Gains et (pertes) actuariels	68	109	174	-	-	-	68	109	174
Actifs à la clôture	6 951	2 107	2 026	-	-	-	6 951	2 133	2 026

⁽¹⁾ Ayant obtenu la valorisation décompensée d'un plan, l'engagement et l'actif du régime de ce plan sont désormais présentés de façon séparée pour plus de clarté.

Actif/Passif au Bilan

(milliers d'euros)	Régimes de retraite			Autres avantages à long-terme			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Engagements financés	(10 875)	(5 400)	(4 804)	-	-	-	(10 875)	(5 400)	(4 804)
Juste valeur des actifs	6 951	2 107	2 026	-	-	-	6 951	2 107	2 026
Position financée	(3 924)	(3 293)	(2 778)	-	-	-	(3 924)	(3 293)	(2 778)
Engagements non financés	(879)	(494)	(444)	(223)	(239)	(47)	(1 102)	(733)	(491)
Coût des services passés non comptabilisés	261	124	(28)	-	-	-	261	124	(28)
Ecart actuariels nets non comptabilisés	471	240	841	-	-	-	471	240	841
Actifs (provisions) au bilan	(4 071)	(3 423)	(2 409)	(223)	(239)	(47)	(4 294)	(3 661)	(2 456)
dont									
- provisions pour pensions	-	(1)	(1)	-	-	-	-	(1)	(1)
- provisions pour avantages futurs du personnel	(4 071)	(3 422)	(2 408)	(223)	(239)	(47)	(4 294)	(3 661)	(2 455)

21 -DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION AU 31 DECEMBRE 2007

<i>(milliers d'euros)</i>	<i>Montant</i>	<i>Échéance à moins d'1 an</i>	<i>Échéance de 1 à 5 ans</i>	<i>Échéance supérieure à 5 ans</i>
Dettes financières	2 091 881	1 083 957	50 000	957 924
Autres dettes	18 690	18 690	-	-
Produits constatés d'avance	3	3	-	-
Ecart de conversion passif	48 766	48 766	-	-
Total	2 159 340	1 151 416	50 000	957 924

Les diverses facilités de crédit bancaire bilatérales et le crédit syndiqué ne comportent aucune garantie personnelle ou sûreté réelle au bénéfice des banques prêteuses.

La répartition des dettes financières par monnaies étrangères est la suivante :

<i>(milliers d'euros)</i>	<i>Montant</i>
Euros	1 756 780
Dollars américains	251 443
Livres Sterling	25 462
Yens japonais	43 709
Autres monnaies étrangères	14 487
Total	2 091 881

L'analyse de la dette nette externe par nature et par échéance est la suivante :

<i>(milliers d'euros)</i>	<i>Montant</i>	<i>Échéance à moins d'1 an</i>	<i>Échéance de 1 à 5 ans</i>	<i>Échéance supérieure à 5 ans</i>
Emprunts obligataires	1 007 924	-	50 000	957 924
Billets de trésorerie	365 800	365 800	-	-
Comptes courants financiers Groupe	618 342	618 342	-	-
Découverts bancaires et intérêts courus	99 815	99 815	-	-
Total	2 091 881	1 083 957	50 000	957 924

22 -PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER

Dans les "Autres créances" à l'actif et dans les "Dettes diverses" au passif sont inclus les éléments suivants :

<i>(milliers d'euros)</i>	<i>Produits à recevoir</i>	<i>Charges à payer</i>
Exploitation	2 014	2 847
Financier	18 226	1 791 ⁽¹⁾
Total	20 240	4 638

⁽¹⁾ intérêts courus sur swaps.

4. Autres informations

23 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan significatifs de la Société sont détaillés dans les notes 24 à 28.

Le crédit syndiqué renouvelé le 15 mars 2007 pour un montant autorisé de 750,0 millions d'euros ne fait l'objet d'aucune garantie de la part du Groupe. Il n'était pas utilisé au 31 décembre 2007.

Le montant des lignes bilatérales multi-monnaies confirmées, non-utilisées et disponibles, au profit d'Imerys s'élève à 537,0 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Autres engagements donnés

(milliers d'euros)	Au profit de				Total
	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	
Avals, cautions, garanties	55 878	-	65 878	23 286	145 042

Autres engagements reçus

(milliers d'euros)	Reçus de				Total
	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	
Avals, cautions, garanties	-	-	1 810		1 810

Les engagements reçus de la part des entreprises liées sont constitués par les clauses de retour à meilleure fortune dont étaient assortis les abandons de créances consentis en 2005 par la Société.

L'engagement reçu de la part de Calderys France a été remboursé dans son intégralité pour un montant de 2,1 millions d'euros.

L'engagement reçu de la part de PLR Réfractaires SAS U a été minoré de 0,7 million d'euros corrélativement à l'abandon de créance consenti en 2005.

24 - AUTRES ENGAGEMENTS VIS A VIS DES FILIALES

Compte tenu des engagements arrivés à échéance en 2007, le montant de l'engagement global est de 52,4 millions d'euros au 31 décembre 2007.

25 -ENGAGEMENTS SUR RISQUE DE CHANGE

Au 31 décembre 2007, la Société avait des engagements nets en matière d'achats et ventes à terme contre euros répartis par monnaies étrangères comme suit :

<i>(milliers de devises)</i>	<i>Achats à termes (devises)</i>	<i>Ventes à terme (devises)</i>	<i>Achats à termes (€)</i>	<i>Ventes à terme (€)</i>
Dollars australiens	4 300	683	2 566	408
Dollars canadiens	-	11 515	-	7 969
Francs suisses	-	53 643	-	32 418
Livres Sterling	2 200	20 460	3 000	27 899
Yens japonais	2 783 500	1 182 300	16 877	7 168
Pesos mexicains	181 950	-	11 431	-
Couronnes norvégiennes	1 670	-	210	-
Dollars néo-zélandais	794	-	417	-
Couronnes suédoises	-	258 200	-	27 347
Baths thaïlandais	-	333 850	-	7 622
Dollars américains	2 700	132 916	1 834	90 290
Rands sud africains	20 950	-	2 089	-
Couronnes tchèques	-	10 030	-	377
Couronnes danoises	6 361	-	853	-
Forints Hongrois	-	1 042 500	-	4 109
Dollars Singapouriens	-	193 895	-	91 620
Total			39 277	297 227

Ces opérations ont été conclues en vue de couvrir le risque de change généré par des financements et placements intra-groupe en monnaies étrangères.

26 -ENGAGEMENTS SUR RISQUE DE TAUX

Dans le cadre de la gestion des risques sur le gaz naturel aux Etats-Unis, le Groupe avait au 31 décembre 2007 différentes opérations de couverture couvrant l'année 2008.

Tous les instruments de couverture mis en place correspondent à des risques identifiés au 31 décembre 2007 chez Imerys.

27 - ENGAGEMENTS SUR RISQUES RELATIFS AU PRIX DE L'ENERGIE

Dans le cadre de la politique de gestion centralisée des risques relatifs au prix de l'énergie affectant ses participations, la Société a mis en œuvre différentes options de couverture des risques identifiés au 31 décembre 2007 chez Imerys :

Couverture des risques relatifs au prix de l'énergie aux Etats-Unis d'Amérique

Aux Etats-Unis, le Groupe consomme chaque année un peu plus de 5,7 millions de MMBTU (BTU : British Thermal Unit) de gaz naturel avec des contrats d'approvisionnement basés sur l'indice NYMEX Henry Hub coté à New York. Dans le cadre de la gestion des risques sur le gaz naturel aux Etats-Unis, le Groupe avait au 31 décembre 2007 différentes opérations de couverture couvrant l'année 2008.

Au 31 décembre 2007, l'ensemble des opérations sur le gaz naturel aux Etats-Unis est décrit dans le tableau ci-après :

		Montants notionnels nets en MMBTU	Echéances
Position sous-jacente		5 690 000	< 12 mois
Opérations de gestion			
Options	Ventes de Puts	2 360 000	< 12 mois
	Achats de Calls	2 360 000	< 12 mois

Couverture des risques relatifs au prix de l'énergie en Grande Bretagne

En Grande-Bretagne, le Groupe consomme environ l'équivalent de 43,2 millions de therms avec des contrats d'approvisionnement basés sur le UK Natural Gas IPE coté à Londres, et des contrats d'électricité. Au 31 décembre 2007, aucune opération n'a été contractée sur le gaz naturel en Grande-Bretagne:

		Montants en therms	Echéances
Position sous jacente		43 200 000	< 24 mois

Couverture des risques relatifs au prix de l'énergie en France

En France, le Groupe consomme environ l'équivalent 1 699,0 MWH de gaz naturel avec des contrats d'approvisionnement à prix fixe ou à prix variable basés sur le prix du baril de Brent coté à Londres (équivalent de 765 169 barils). Les contrats d'approvisionnement 2008 ont été conclus à prix fixe avec les différents fournisseurs.

		Montants en therms	Echéances
Position sous jacente		1 699 291	< 12 mois
Opérations de gestion			
Options	Ventes de Puts	466 369	< 12 mois

Les opérations recensées ci-dessus couvrent principalement les risques sur le gaz naturel à échéance 2008.

28 - ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN (VALEUR NETTE)

(milliers d'euros)	Total	Dont entreprises liées ⁽¹⁾
Titres de participations	2 645 730	2 645 380
Créances rattachées à des participations	1 145 463	1 144 925
Autres immobilisations financières	2 907	-
Créances d'exploitation	28 728	11 639
Dettes financières	2 091 881	618 342
Autres dettes	18 690	5 248

⁽¹⁾ Les entreprises liées sont les sociétés consolidées par intégration globale dans un même ensemble.

29 -PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

au 31 décembre 2007	Nombre d'actions	% d'intérêt	% des droits de vote ⁽¹⁾
Pargesa Netherlands BV	17 246 462	27,32 %	35,38 %
Belgian Securities BV ⁽²⁾	16 898 778	26,77 %	34,67 %
Prudential Pic ⁽³⁾	5 110 441	8,10 %	5,27 %
Salariés du Groupe	228 311	0,36 %	0,32 %
Auto-détention	200 000	0,32 %	0,00 %
Public	23 442 864	37,13 %	24,36 %
Total	63 126 856	100,00 %	100,00 %

⁽¹⁾ Total droits de vote : 97 048 499.

⁽²⁾ Filiale à 100 % du groupe Bruxelles Lambert.

⁽³⁾ Prudential Pic, représente, pour les besoins de ce tableau, l'ensemble des actions détenues par les sociétés appartenant à son Groupe.

Les comptes consolidés d'Imerys sont inclus dans le périmètre de consolidation des sociétés Pargesa Holding SA et Groupe Bruxelles Lambert, sociétés mères respectivement de Pargesa Netherlands BV et Belgian Securities BV.

30 -EFFECTIF AU 31 DECEMBRE 2007

Membres du personnel de l'entité	ETAM	Cadres	Total
Temps complet	24	78	102
Temps partiel	2	1	3
Total	26	79	105

31 - DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION AU 31 DECEMBRE 2007

Au 31 décembre 2007, le volume d'heures de formations cumulées correspondant aux droits acquis au titre du droit individuel à la formation est de 4 575 heures.

Le volume d'heures n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 3 321 heures.

32-REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES DE SURVEILLANCE ET DIRECTION DE LA SOCIETE

(milliers d'euros)	2007	2006	2005
Conseil d'Administration ^{(1) (2)}	616	625	624
Direction générale ⁽³⁾	1 647	758	1 092
Total	2 263	1 383	1 716

⁽¹⁾ Jetons de présence.

⁽²⁾ Conseil de Surveillance jusqu'au 3 mai 2005 et Conseil d'Administration depuis le 3 mai 2005.

⁽³⁾ Comprendant les seuls mandataires sociaux, soit les membres du Directoire jusqu'au 3 mai 2005 et le Directeur Général depuis le 3 mai 2005.

33 -EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Le 5 février 2008, le Groupe a finalisé l'acquisition d'Astron China pour un montant total de 115,0 millions d'euros.

34 - TABLEAU DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 2007

	Milliers d'unités locales		Nombre de titres détenus par Imerys	Nature des titres
	Capital au 31-12-2007	Capitaux propres autres que capital au 31-12-2007		
1 - Filiales				
(au moins 50 % du capital détenu par Imerys)				
Imerys TC	161 228	729 825	80 613 850	actions de 2 €
Mircal	669 115	188 161	44 607 681	actions de 15 €
Imerys USA	367 005	505 745	1 000	actions de 1 USD
Imerys Services	38	(659)	2 499	actions de 15 €
Mircal Europe	56 365	583 434	56 365 195	actions de 1 €
Mircal China	6 037	(165)	603 700	actions de 10 €

	% d'intérêt détenu par Imerys	Milliers d'euros							
		Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par Imerys et non remboursés	Emprunts contractés par Imerys et non remboursés	Cautions, avals donnés par Imerys	Dividendes encaissés par Imerys en 2007	Chiffre d'affaires 2007	Bénéfice ou perte nette de l'exercice 2007
1 – Filiales (au moins 50 % du capital détenu par Imerys)									
Imerys TC	100,00	758 369	758 369	-	123 111	-	109 635	510 953	119 255
Mircal	100,00	801 692	801 692	316 287	-	-	-	1	52 121
Imerys USA	100,00	513 530	513 530	149 033	-	55 878	-	-	(11 688)
Imerys Services	99,96	38	38	2 142	-	-	-	17 489	130
Mircal Europe	100,00	565 483	565 483	-	11 431	-	-	-	771
Mircal China	100,00	6 037	6 037	6 836	-	-	-	-	(148)
2 – Participations (de 10 à 50 % du capital détenu par Imerys)									
	-	10	10	-	-	-	131	-	-
3 – Diverses participations (dans les entités françaises non significatives)									
	-	3 574	570	538	136	-	-	-	-
Total		2 648 733	2 645 729	474 836	134 678	55 878	109 766	528 443	160 441

3 - HONORAIRES D'AUDIT

Mandats des Commissaires aux Comptes

L'Assemblée Générale des actionnaires du 3 mai 2004 a approuvé le renouvellement des mandats des Commissaires aux comptes Ernst & Young Audit et Deloitte & Associés (précédemment Deloitte Touche Tohmatsu) pour une nouvelle période de 6 ans.

Organisation de l'audit des filiales d'Imerys

Depuis de nombreuses années, le Groupe a demandé en priorité et de manière équilibrée aux réseaux des deux Commissaires aux comptes de la société Imerys de procéder à l'audit des filiales du Groupe à travers le monde. Cependant, pour des raisons pratiques ou historiques, d'autres réseaux d'audit interviennent ; les éléments quantitatifs sont les suivants :

Exercices	2007	2006	2005
Honoraires d'audit des comptes (millions d'euros)	6,9	6,7	6,2
Heures	54 969	46 101	43 645

Répartition des honoraires

Ernst & Young Audit	53%	52%	59%
Deloitte & Associés	43%	44%	34%
Autres cabinets	4%	4%	7%

Honoraires au 31 décembre 2007 :

L'inventaire complet des honoraires versés en 2007 aux deux Commissaires aux comptes du Groupe Imerys se présente de la manière suivante :

(millions d'euros)	Ernst & Young Audit			Deloitte & Associés		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Audit						
> Commissariat aux comptes, certification des comptes individuels et consolidés	3,6	3,4	3,5	2,9	2,9	2,4
- Imerys SA	0,9	0,7	1,3	0,8	0,6	0,8
- Filiales intégrées globalement	2,7	2,7	2,2	2,1	2,3	1,6
> Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0,1	0,1	0,1	-	0,1	-
- Imerys SA	0,1	-	0,1	-	-	-
- Filiales intégrées globalement	-	0,1	-	-	0,1	-
Sous-total	3,7	3,5	3,6	2,9	3,0	2,4
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement						
> Juridique, fiscal, social	0,2	0,1	-	-	0,1	-
> Autres (préciser si > 10% des honoraires d'audit)	-	-	0,1	-	-	-
Sous-total	0,2	0,1	0,1	-	0,1	-
Total	3,9	3,6	3,7	2,9	3,1	2,4

4 | Activité du Groupe

pages

132 **1 - Evolution historique et stratégie**

136 **2 - Structure générale du Groupe**

137 **3 - Réserves et Ressources minérales**

145 **4 - Minéraux de Performance & Pigments**

154 **5 - Matériaux & Monolithiques**

168 **6 - Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration**

188 **7 - Innovation**

191 **8 - Développement Durable**

1 - EVOLUTION HISTORIQUE ET STRATEGIE

1.1 Evolution historique

Fondé en 1880, le groupe Imerys puise ses origines dans les métiers de la mine et de la métallurgie. Le cœur de son activité repose alors sur l'extraction et la transformation de métaux non-ferreux.

En 1974, le Groupe, fédéré sous le nom d'Imetal, procède au rachat de la société Huguenot Fenal (France), ce qui marque son entrée sur le marché de la tuile en terre cuite, puis, l'année suivante, à celui de Copperweld (Etats-Unis), société spécialisée dans la production d'acier et la transformation des métaux. Le premier investissement significatif dans les minéraux pour réfractaires et céramiques est réalisé en 1985 avec l'acquisition de Damrec (France).

Le Groupe se structure ensuite en trois pôles d'activités, regroupant respectivement les Matériaux de Construction, les Minéraux Industriels et la Transformation des Métaux. Cette réorganisation s'inscrit dans le cadre du désengagement préalable du Groupe de la métallurgie des non-ferreux.

A partir de 1990, l'accent est mis sur le développement des minéraux industriels¹. Le Groupe prend alors position dans le secteur des pigments blancs : kaolin (Dry Branch Kaolin Company, Etats-Unis), puis carbonate de calcium (Georgia Marble, Etats-Unis). Il élargit son activité dans les minéraux pour réfractaires (C-E Minerals, Etats-Unis), puis leur transformation (Plibrico, Luxembourg), les argiles (Ceratera, France) et les pâtes céramiques (KPCL, France). Il entre enfin dans les marchés du graphite (Stratmin Graphite, Canada, puis Timcal, Suisse) et des céramiques techniques.

En 1999, avec l'acquisition d'English China Clays Plc (ECC, Royaume-Uni), l'un des principaux spécialistes mondiaux de minéraux industriels, le Groupe devient l'un des leaders mondiaux² du secteur des pigments blancs et, en portant de 49,7 % à près de 100 % sa participation dans la société brésilienne Imerys Rio Capim Caulim S.A., optimise sa capacité à tirer parti de son fort potentiel dans le kaolin, tout en poursuivant l'élargissement de sa base industrielle dans les minéraux pour réfractaires (Transtech et Napco aux Etats-Unis ; Rhino Minerals en Afrique du Sud).

Avec l'acquisition d'ECC et, corrélativement, les cessions de Copperweld (Etats-Unis) et de l'activité de chimie de spécialités d'ECC (Calgon, Etats-Unis), le Groupe se concentre sur la seule Valorisation des Minéraux. Afin de traduire cette évolution, Imetal change de nom et devient Imerys.

Le Groupe parachève ce recentrage en se désengageant des activités ne correspondant plus à son cœur de métier, comme la pierre de taille (Géorgie, Etats-Unis) et le négoce. Sont ainsi cédées en 2004, l'activité de distribution de produits chimiques de spécialités (CDM AB, Suède), puis en 2005, celles de négoce de minéraux réfractaires, notamment basiques (American Minerals, Inc, Etats Unis) et de distribution de produits de couverture (Larivière, France).

Depuis 2000, Imerys se développe en s'appuyant sur un savoir-faire unique : à partir d'un portefeuille varié de ressources rares, il transforme les minéraux industriels en spécialités à haute valeur ajoutée pour ses clients. Organisé en branches d'activité correspondant aux métiers servis, Imerys élargit, année après année, sa gamme de produits, étend son maillage géographique sur des zones à forte croissance et entre sur de nouveaux marchés.

- Les **Minéraux pour Réfractaires** élargissent leur offre de produits destinés aux marchés réfractaires et sanitaires et complètent leur maillage géographique mondial, avec l'acquisition d'AGS (2006 – France) et de Vatutinsky (2007 – Ukraine), spécialistes des argiles calcinées. L'achat de 65 % du capital de Yilong (Xinjiang), en avril 2007, permet à Imerys d'accéder à une réserve d'andalousite d'excellente qualité développée pour servir le marché chinois des réfractaires.
- L'activité **Minéraux pour Abrasifs** est créée en 2000, avec la prise de contrôle du premier producteur mondial de corindons (alumine et bauxite fondues), le groupe Treibacher Schleifmittel (Autriche), dont le solde des actions est acquis en juillet 2002. Des acquisitions dans les corindons sont progressivement réalisées en République Tchèque

¹ Minéraux industriels : roches ou minéraux non métalliques et non combustibles, extraits et transformés à des fins industrielles.

² Dans l'ensemble du Rapport Annuel, les positions concurrentielles communiquées correspondent à des évaluations faites par Imerys sur la base de ses connaissances du marché ou d'informations issues de publications professionnelles, telles que Roskill, Industrial Minerals, ou de rapports établis par Kline & Company, Inc.

(2001), en Allemagne (2001), au Brésil (2002) et en Chine, où une troisième joint-venture est créée en 2007 avec ZAF, producteur de corindons bruns destinés aux marchés asiatiques des abrasifs. En 2007, Imerys ajoute à son portefeuille le zircon, minéral destiné aux marchés des réfractaires, des céramiques techniques et de l'automobile et en devient le leader mondial avec les acquisitions successives d'UCM Group PLC (Grande-Bretagne), leader européen du zircon fondu et d'Astron China¹, premier fabricant de produits à base de zircon. La division Minéraux pour Abrasifs devient dès lors **Minéraux Fondus**.

- Les **Minéraux pour Filtration** rejoignent le Groupe en 2005 avec l'acquisition du leader mondial du secteur, World Minerals (Etats-Unis). Cette acquisition apporte des minéraux nouveaux (diatomite et perlite), tout en respectant un modèle cohérent avec le métier et les compétences d'Imerys. Les capacités de perlite seront renforcées en Amérique du Sud en 2007 avec l'intégration de Perfiltra (Argentine). Avec l'acquisition, en avril 2007, de 65 % de Xinlong (Xinjiang), le premier producteur chinois de vermiculite, Imerys est désormais le numéro deux mondial de la vermiculite.
- De nouveaux **Minéraux pour Céramiques** complètent le portefeuille, notamment l'halloysite (New Zealand China Clays, Nouvelle Zélande – 2000), les argiles céramiques fines et le feldspath (K-T aux Etats-Unis et au Mexique (2001)), Denain-Anzin Minéraux en Europe (2005). Le Groupe accroît sa présence en Asie pour les applications destinées principalement à l'industrie du sanitaire (MRD-ECC et MRD, Thaïlande – 2002) et développe, en 2007, ses réserves de feldspath, complément indispensable aux argiles et kaolins dans la fabrication des céramiques, en Inde (Jumbo Mining), aux Etats-Unis (The Feldspar Corporation) et en Turquie.
- Les activités **Minéraux de Performance** se développent avec l'extension des capacités de carbonates de calcium en Amérique Centrale et du Sud (Quimbarra, essentiellement au Brésil – 2000), en Asie (Honaik, principalement en Malaisie – 2000) et en France (activités carbonates d'AGS-BMP – 2000). Le Groupe renforce ses positions en Europe du Sud (Gran Bianco Carrara, Italie et Blancs Minéraux de Tunisie, Tunisie – 2005) et en Turquie (70 % du capital de Mikro Mineral – 2006).
- Dans les **Pigments pour Papier**, le développement se concentre sur les carbonates de calcium naturels et précipités. Ils représentent désormais plus de la moitié des volumes de vente du Groupe à l'industrie du papier. 6 nouvelles unités de production ont été construites, depuis 2004, principalement dans la zone Asie Pacifique : en Inde (Imerys Newquest (India) Private Ltd, joint-venture avec Ballarpur Industries Ltd, premier papetier indien – 2004 ; une nouvelle unité de production est en cours de construction et devrait démarrer au 1^{er} semestre 2008), en Chine (approvisionnement d'UPM-Kymmene, important papetier mondial, pour sa nouvelle machine à papier installée à Changshu, province de Jiangsu – 2005), en Suède (approvisionnement de l'usine d'Husum du papetier M-real, l'un des leaders européens – 2005), en Indonésie (joint-venture avec April, papetier asiatique, en amont de son unité de production de Sumatra – 2006), au Japon, enfin, où une nouvelle usine a été construite en 2007 dans le cadre d'une joint-venture avec Hokuetsu (leader japonais des papiers couchés). Pour assurer le développement de ses activités locales, d'importantes réserves de marbre blanc de haute qualité (GCC) ont été acquises en Chine ces dernières années.
- L'activité de **Matériaux de Construction** du Groupe se renforce dans la brique en France avec l'acquisition de Marcel Rivereau (2004) et, en 2007, un plan de développement de l'activité briques en terre cuite est lancé pour répondre à la forte demande du marché. Les activités de tuiles et briques en terre cuite dans la péninsule ibérique ont été cédées en 2007.
- Dans les **Solutions Réfractaires**, l'acquisition de Lafarge Refractories (2005), permet à Imerys de devenir le leader européen du secteur et de prendre pied en Asie. La fusion de cette activité avec celles pré-existantes d'Imerys dans ce métier (Plibrico), se traduit par la création d'un nouvel ensemble nommé Calderys. ACE, leader indien des réfractaires monolithiques rejoint le Groupe en 2007, lui conférant une nouvelle dimension dans ce pays en très forte croissance et confortant la première position mondiale d'Imerys dans le domaine des réfractaires monolithiques. En 2007, Calderys également s'est renforcé en Afrique du Sud avec l'acquisition de B&B, installateur de produits réfractaires pour l'industrie locale de l'acier. Imerys acquiert par ailleurs une position de leader en Asie dans les Supports de Cuisson réfractaires (Siam Refractory Industry Co, Ltd, Thaïlande – 2002) et en Europe (Burton Apta, Hongrie – 2004).

¹ Acquisition d'Astron China finalisée le 5 février 2008.

1.2 Stratégie

La stratégie d'Imerys repose sur une gestion rigoureuse de ses activités, un réinvestissement du cash-flow généré dans le développement du Groupe et un partage de la création de valeur avec les actionnaires.

Ces principes, mis en œuvre de façon continue, permettent à Imerys d'enregistrer une croissance régulière et soutenue des profits, qui s'est traduite en 2007, pour la seizième année consécutive, par la progression de son résultat courant net (+ 2,7 % par rapport à 2006)¹.

La croissance du Groupe conjugue croissance interne – fondée sur la capacité à créer de nouveaux produits, à optimiser la base existante et augmenter les capacités de façon sélective – et croissance externe – grâce à sa faculté d'intégrer de nouvelles activités complémentaires à celle d'Imerys.

• La croissance interne

Au-delà des investissements nécessaires au maintien de l'outil de production au meilleur niveau, Imerys améliore la performance de sa base industrielle, augmente ses capacités de production pour accompagner la croissance de certains marchés, prend position dans de nouveaux pays et développe de nouveaux produits. Pour cela, Imerys investit annuellement entre 80 et 130 % de ses amortissements dans la croissance interne. Imerys est en mesure de mobiliser ses cash-flows pour la réalisation de projets stratégiques.

En 2007, l'effort d'investissement a été particulièrement soutenu, marquant la confiance du Groupe dans sa stratégie, avec 367² millions d'euros, soit 186 %³ des amortissements.

Les capacités de production ont été accrues pour accompagner la croissance des marchés du Groupe et développer de nouveaux produits : dégoullottages de capacités de production dans les Minéraux pour Réfractaires où les importants volumes de ventes ont entraîné une forte tension dans les unités industrielles existantes ; démarrage en fin d'année d'une ligne de carbonate de calcium au Japon ; modernisation d'une unité de tuiles en terre cuite en France ; construction d'une nouvelle unité de poudres abrasives en Italie.

L'exercice a également été marqué par le déploiement des importants programmes d'amélioration de la performance industrielle engagés dans les kaolins pour papier et dans les Minéraux pour Filtration. Ces plans se traduiront, dès 2008, par une réduction substantielle de la base de coûts de ces activités. Parallèlement, certaines capacités de production de kaolins pour Minéraux de Performance ont été réduites afin de faire face à la diminution de la demande consécutive à la crise du secteur de l'immobilier aux Etats-Unis.

• La croissance externe

La croissance externe permet au Groupe de se développer sur trois axes : acquérir un minéral qui complète son portefeuille de produits, pénétrer de nouveaux marchés en s'appuyant sur sa gamme existante ou grâce à de nouveaux minéraux, accompagner ses clients dans leur développement international et profiter ainsi du dynamisme de zones en forte croissance, comme l'Asie. Le modèle de développement repose notamment sur la capacité d'Imerys à intégrer et valoriser ses acquisitions en mobilisant des compétences complémentaires – qu'il s'agisse d'évaluation des réserves et d'exploitation minière, de transformation des minéraux industriels, de distribution et de marketing – et à améliorer rapidement leur performance.

La politique d'acquisitions du Groupe a été particulièrement active en 2007 avec la réalisation de 11 opérations, pour un montant total de 233 millions d'euros. Avec Astron China, dont l'acquisition a été finalisée le 5 février 2008, pour une valeur d'entreprise totale de 115 M€, Imerys aura acquis 12 entreprises depuis début 2007. 10 d'entre elles sont situées dans les pays émergents, augmentant sensiblement l'exposition du Groupe à ces zones de forte croissance : après intégration de l'ensemble de ces acquisitions, ces pays représenteront plus de 23 %⁴ du chiffre d'affaires d'Imerys contre 17 % en 2006.

¹ Les éléments financiers et faits marquants de l'année 2007 sont développés dans le Rapport de Gestion présenté au Chapitre 2 du présent Rapport Annuel.

² Investissements comptabilisés.

³ Investissements comptabilisés divisé par dotations aux amortissements.

⁴ Base pro forma 2007 y compris Astron China.

- **La structure financière**

Investissements industriels et acquisitions sont menés avec les mêmes critères de rentabilité et participent à la génération régulière d'importants cash-flows. Le Groupe dispose en permanence de ressources financières importantes, bien équilibrées entre ressources bancaires et obligataires, avec des échéances de remboursement étalées dans le temps. Imerys s'attache constamment à allonger la maturité moyenne de ces ressources et à en optimiser le coût. A ce titre, la notation long terme d'Imerys par Moody's est inchangée depuis 2002 à Baa2 stable.

Au 31 décembre 2007, Imerys dispose ainsi de 2,3 milliards d'euros de ressources financières dont la maturité moyenne est de 6,4 ans. Avec un ratio dette nette / fonds propres de 80,7 % au 31 décembre 2007, le Groupe bénéficie d'une flexibilité financière solide et durable pour saisir les nouvelles opportunités qui se présenteraient.

Ainsi, lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 avril 2008, Imerys proposera de distribuer, au titre de l'exercice 2007, un dividende de 1,90 euros par action, soit une progression de + 5,6 %.

Au cours des 5 dernières années, le dividende par action a été augmenté, en cumulé, de + 77 %. Cette hausse témoigne du souci permanent du Groupe de partager avec ses actionnaires la valeur créée.

2 - STRUCTURE GENERALE DU GROUPE

Le groupe Imerys est organisé en activités opérationnelles centrées sur des marchés clairement identifiés. L'activité est l'unité managériale de base du principe de gestion décentralisé d'Imerys. Au-delà des structures juridiques, une logique de marché et de métier est ainsi privilégiée. Orientée vers les clients, elle favorise la mise en œuvre de politiques cohérentes au sein de chaque division.

En 2007, les activités opérationnelles étaient regroupées en trois branches, selon l'organisation suivante :

	<p>› Branche Minéraux de Performance & Pigments</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Minéraux de Performance • Pigments pour Papier
	<p>› Branche Matériaux & Monolithiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Matériaux de Construction • Solutions Réfractaires
	<p>› Branche Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Minéraux pour Céramiques • Minéraux pour Réfractaires • Minéraux Fondus • Minéraux pour Filtration • Graphite & Carbone

Les programmes industriels de réorganisation engagés depuis 2006 étant en phase de finalisation, le Groupe accélère la mise en place des synergies commerciales entre ses activités en modifiant l'organisation opérationnelle de la façon suivante, à compter du 13 février 2008 :

- la branche Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie regroupe les activités Minéraux pour Céramiques, Minéraux pour Réfractaires, Minéraux Fondus et Graphite ;
- la branche Minéraux de Performance & Filtration regroupe les activités Minéraux de Performance et Minéraux pour Filtration ;
- la branche Pigments pour Papier ;
- la branche Matériaux & Monolithiques.

Le Comité Exécutif, présidé par Gérard Buffière, met en œuvre la stratégie d'Imerys. Le 13 février 2008, Jérôme Pecresse a été nommé Directeur Général Délégué pour assister Gérard Buffière dans la définition et la conduite de la stratégie du Groupe, ainsi que dans l'examen des grands projets de réorganisation et d'investissement.

Le Comité Exécutif regroupe les principaux responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe, il assure le suivi des activités de chaque branche, définit les politiques d'action transversales et encourage le partage des savoir-faire entre les branches (*pour plus de détails sur les missions, la composition et le fonctionnement du Comité Exécutif, voir section 2.3. du Chapitre 6, Gouvernement d'Entreprise*).

Les responsables des branches et activités opérationnelles ont pour mission de gérer et développer leurs actions dans le cadre des orientations stratégiques du Groupe. Celles-ci s'articulent autour d'un plan pluriannuel, qui inclut des objectifs de croissance interne et externe.

3 - RESERVES ET RESSOURCES MINERALES

Afin d'approvisionner ses unités de production avec une large gamme de matières premières et de répondre aux besoins de ses clients, Imerys exploite des mines et carrières dans le monde entier.

➤ PORTEFEUILLE DE MINERAUX D'IMERYS

Pour chaque minéral exploité ou transformé par Imerys, les origines géologiques, les propriétés spécifiques, les applications finales et l'emplacement des gisements sont présentés ci-dessous :

■ Minéraux extraits par Imerys

• Argiles céramiques

Les **argiles céramiques** sont des minéraux sédimentaires composés de très fines particules et dotés d'une importante plasticité, utile dans les applications céramiques.

Après extraction, les argiles sont sélectionnées, traitées et mélangées pour atteindre les propriétés recherchées. Elles procurent une stabilité rhéologique pour les applications de coulage et une haute plasticité et résistance pour les applications destinées à l'industrie de la vaisselle et du sanitaire. Ces argiles sont également utilisées dans l'industrie du caoutchouc.

Les argiles céramiques d'Imerys proviennent de plusieurs gisements situés en France (Charentes, Tournon St Martin, bassins de l'Allier et de Provins), en Grande-Bretagne (Devon et Dorset), aux Etats-Unis (Kentucky, Mississippi et Tennessee) et en Thaïlande (province de Lampang). Le Groupe est également présent en Ukraine (Donbas).

• Carbonates

Le **carbonate de calcium fin (GCC)** comprend **la craie, le calcaire et le marbre**. Le GCC est un pigment blanc, issu de la sédimentation de coquillages et d'autres éléments carbonatés de faune marine. Le marbre provient de l'exposition de ces sédiments carbonatés à des degrés divers de chaleur ou de pression au cours du temps. Le GCC est ainsi extrait de carrières de marbre, de calcaires et de craie, puis subit des transformations pour développer des propriétés recherchées dans des applications finales. Le GCC est particulièrement apprécié pour sa blancheur.

Le GCC est principalement employé dans l'industrie papetière. Il est également utilisé dans les applications de minéraux de performance telles que peintures et revêtements de surface, plastiques, joints et purification de l'air.

Le Groupe dispose d'importantes réserves de GCC en Amérique du Nord, au Brésil, en Chine, en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Malaisie, au Mexique, en Tunisie, en Turquie et au Vietnam pour les applications destinées au papier et aux minéraux de performance.

• Argiles rouges

Issu d'une association d'argiles plastiques d'origine sédimentaire, ce matériau devient rouge à la cuisson. **Les argiles rouges** sont utilisées pour la fabrication des produits de construction (tuiles, briques) ; elles doivent répondre à des exigences spécifiques en termes de couleur, plasticité, malléabilité en cru (avant la cuisson), mais également présenter de bonnes performances au séchage et à la cuisson.

En France, d'importantes réserves d'argile dotées des propriétés requises sont situées à proximité des différentes unités de production de l'activité Matériaux de Construction.

- **Feldspath**

Le **feldspath** est un minéral constitué de silice d'aluminium, de potassium, de sodium ou de lithium. De nombreuses variétés de feldspaths confèrent différentes propriétés pour de multiples usages. La principale application de ces produits demeure la vitrification des pâtes céramiques. Sous forme de poudre, le feldspath peut être employé dans la fabrication des plastiques dont il augmente la dureté. Il est également présent dans les peintures, les enduits et les caoutchoucs.

Le Groupe exploite des gisements de feldspath en Allemagne (Sarre, Bavière), en Espagne (Caceres – Estrémadure, régions de Salamanque et Valence), aux Etats-Unis (Caroline du Nord), en France (Bourgogne, Allier, Pyrénées Orientales) et en Inde (Hyderabad, Andrah Pradesh).

- **Kaolin**

Le **kaolin** est une argile silico-alumineuse blanche issue de l'altération géologique du granit ou de roches similaires. Aussi appelé « china clay », le kaolin est extrait de mines ou carrières à ciel ouvert par des procédés hydrauliques ou à sec.

Pour certaines applications, les kaolins sont calcinés et traités après calcination. La calcination transforme les kaolins à haute température (700 – 1200°C) et en fait un minéral plus blanc et plus inerte qui confère des caractéristiques différentes à l'application finale. Parmi ces applications, le papier requiert des qualités de blancheur et d'opacité ainsi que de brillance, de lissage et de facilité d'impression. Les kaolins sont également utilisés dans des applications de minéraux de performance, comme les peintures, les caoutchoucs, les plastiques et les joints. Les kaolins sont enfin utilisés dans les porcelaines et céramiques extra blanches, comme la porcelaine de table, ainsi que dans des applications destinées à l'industrie sanitaire et du carrelage, qui requièrent des caractéristiques techniques toujours plus exigeantes.

Les gisements sont situés dans différentes régions : les kaolins destinés aux Pigments pour Papier sont présents dans trois régions au monde ; Imerys est le seul producteur actif dans ces trois zones : en Grande-Bretagne (Cornouailles), pour les kaolins de charge ; aux Etats-Unis (Géorgie) pour les applications de couchage et les produits à effets opacifiants ; au Brésil (Bassin de l'Amazone) pour toutes les applications de couchage, en raison de la finesse et de la granulométrie des particules minérales issues de ce gisement. Pour les Minéraux de Performance et Céramiques, les réserves minérales exceptionnelles d'Imerys sont situées en Australie (Victoria), aux Etats-Unis (Caroline du Sud, Floride et Géorgie), en France (Bretagne et Allier), en Grande-Bretagne (Cornouailles et Devon), en Nouvelle-Zélande (Matauri Bay), en Ukraine (Donetsk) et en Thaïlande (Province de Ranong).

- **Minéraux pour Filtration**

La **diatomite** est un minéral siliceux issu de l'accumulation des restes fossilisés de végétaux aquatiques microscopiques appelés "diatomées".

La **perlite** est une roche volcanique contenant naturellement entre 2 et 5 % d'humidité. Lorsqu'elle est chauffée, l'eau contenue dans le minéral se transforme instantanément en vapeur et la perlite explose comme du pop-corn. Son volume étant multiplié par vingt, la perlite se transforme en un matériau multi-cellulaire de faible densité, offrant une grande surface utilisable.

Ces deux matières premières d'origine naturelle présentent des propriétés uniques : faible densité, grande surface de contact et forte porosité. En raison de leurs caractéristiques, la diatomite et la perlite produites par Imerys sont utilisées dans de nombreuses applications, en particulier dans la filtration, mais aussi en qualité d'additifs dans les applications pour Minéraux de Performance et dans la peinture.

Les mines de diatomite d'Imerys sont situées au Chili, en Chine, en Espagne (Elche), aux Etats-Unis, (Lompoc, Californie ; Quincy, Washington ; Fernley, Nevada), en France (Murat), au Mexique (Almeira) et au Pérou. Les gisements de perlite se trouvent en Argentine (Salta, Tucuman) et aux Etats-Unis (No Agua, Nouveau-Mexique ; Superior, Arizona et Black Springs, Utah).

• Minéraux pour Réfractaires

Les propriétés des Minéraux pour Réfractaires sont fondées sur leur haute résistance, tant aux températures extrêmes, qu'aux conditions difficiles, aux contraintes mécaniques ainsi qu'à la corrosion.

Imerys propose une vaste gamme de produits réfractaires acides de haute qualité, à forte teneur en alumine, parmi lesquels :

L'**andalousite** : minéral silico-alumineux naturel contenant environ 60 % d'alumine, l'andalousite se transforme en mullite lorsqu'elle est chauffée à une température de 1 350°C. La division exploite des gisements silico-alumineux de très grande qualité situés en Afrique du Sud, en Chine et en France.

Les **argiles réfractaires à forte teneur en carbone** sont des kaolins fins, et d'une grande dureté, que la calcination transforme en matériaux réfractaires de haute densité appelés communément "chamottes". Les chamottes sont spécialement utilisées dans les applications réfractaires. Les gisements d'argiles réfractaires sont situés en Afrique du Sud, en France et en Ukraine.

La **bauxite** et le **kaolin bauxitique** sont des minéraux présents dans des gisements d'origine sédimentaire. Les bauxites d'Imerys sont caractérisées par leur faible teneur en fer. A partir de celles-ci est élaborée une large gamme de produits réfractaires. Les gisements sont situés aux Etats-Unis (Alabama et Géorgie).

• Autres minéraux

Imerys extrait une **ardoise** de haute qualité des carrières souterraines d'Angers (France). L'extraction et le traitement de ce minéral requièrent des techniques hautement spécialisées. L'ardoise constitue un matériau de toiture adapté aux bâtiments de prestige.

La **bentonite** est une argile sédimentaire silico-alumineuse qui développe des propriétés rhéologiques et absorbantes élevées. Après transformation, la bentonite est utilisée dans le ciment, les enduits, les adhésifs, les argiles et pâtes céramiques, les cosmétiques, mais également dans les industries du forage, de la fonderie et de l'acier. Les gisements sont situés en Afrique du Sud.

Le **graphite** est l'une des formes cristallines du carbone, doté d'un aspect micacé. Le graphite naturel est extrait par le Groupe de sa mine canadienne de Lac-des-îles – la plus grande mine de graphite de l'Amérique du Nord – pour approvisionner dans le monde entier des clients dans l'énergie mobile, les produits d'engineering, les additifs pour polymères, les lubrifiants, les réfractaires et la métallurgie. Le graphite est également utilisé comme matière première pour des produits de haute performance.

Les **pigments naturels ("Grès de Thiviers")** sont des minéraux utilisés comme colorants pour céramiques. Ces dernières années, une large gamme de pigments naturels a été développée, afin d'élargir le marché du pigment rouge ainsi que d'autres couleurs, telles que roses, marrons et gris (ces derniers avec ou sans reflets métalliques). Ces pigments naturels sont extraits en France, en Dordogne.

L'**halloysite** est une argile très blanche de grande qualité, prisée par l'industrie de la porcelaine fine du monde entier pour ses propriétés de translucidité. La Nouvelle-Zélande est le seul pays producteur d'halloysite.

Le **mica** et le **muscovite mica** : le terme « mica » regroupe une famille de minéraux silico-alumineux dotés d'une structure feuilletée et disposant de spécificités physico-chimiques. Le mica qui se distingue des autres minéraux par ses qualités d'isolation et d'élasticité, est utilisé dans les plastiques et films. Imerys extrait le mica comme un co-produit des kaolins et des feldspaths. Les gisements sont situés en France (Bretagne et Morvan) et aux Etats-Unis (Caroline du Nord).

Le **quartz** est le minéral le plus répandu sur la terre. Il est présent dans la plupart des environnements minéraux et constitue le composant essentiel de nombreuses roches. Ses applications sont multiples : les réfractaires, la métallurgie et la décoration, par exemple. Imerys produit des quartz de haute pureté sous deux formes : en bloc – veine de quartz – et en galets, qui présentent des propriétés similaires, comme la résistance à l'abrasion, des propriétés réfractaires et une grande solidité. Le quartz existe dans une large gamme de couleurs pour satisfaire une large gamme de marchés. Imerys produit du quartz, soit comme co-produit du kaolin ou du feldspath, soit à partir de gisements de quartz purs, situés en France (Lot, Dordogne) et en Suède.

La **vermiculite** est une forme de mica hydraté, qui s'expande fortement lorsqu'il est chauffé. Ce minéral, principalement utilisé pour l'horticulture et l'isolation thermique, est issu de gisements d'Australie (Alice Spring), de Chine (Korla) et du Zimbabwe (Shawa).

■ Produits minéraux dérivés

• Carbonate de calcium précipité (PCC)

Le **PCC** est produit artificiellement à partir de calcaire naturel, par chauffage puis précipitation de la chaux ainsi obtenue lors de la mise en contact avec du gaz carbonique. Ce procédé contrôlé aboutit à la fabrication d'un pigment doté de forme et de taille précises, et conférant au produit fini d'excellentes propriétés optiques.

Le PCC est principalement employé dans l'industrie papetière (comme produit de charge ou de couchage), ainsi que dans les peintures, les enduits et les plastiques.

Le Groupe fabrique des produits de charge à base de PCC dans ses usines d'Argentine, du Brésil, des Etats-Unis, d'Europe, et d'Indonésie.

• Corindon synthétique

La **bauxite** est transformée en corindon synthétique par fusion dans des fours à arcs électriques, pour la production de poudres destinées aux produits abrasifs. Les usines sont situées en Autriche et en Chine.

• Carbure de silicium

Le **carbure de silicium** est un sous-produit issu de la production de graphite, qui confère une résistance à l'abrasion ainsi que des propriétés céramiques. Le carbure de silicium, produit au Brésil ou en Suisse, est ensuite utilisé dans les supports de cuisson.

• Graphite synthétique

Imerys produit un **graphite synthétique** de haute qualité par un processus complexe de cuisson de coke de pétrole à très haute température. L'usine est implantée en Suisse.

• Noir de carbone

Le **noir de carbone** est un carbone ultra-fin, produit en Belgique à partir de matières premières naturelles de haute qualité.

• Zircon

Le **zircon**, minéral de la famille des néosilicates, provient de l'altération géologique primaire du granite ou des roches alcalines. Le zircon se caractérise par sa très haute température de fusion (plus de 1 800°C) et sa dureté.

Une fois transformés, par broyage, classification ou fusion dans un four à arc électrique, les produits à base de zircon sont vendus sous différentes formes : farines de zircon ou de silicate de zirconium destinés aux industries de haute températures (fonderie, réfractaire, céramique, verre). Le zircon fondu et les spécialités chimiques issues du zircon sont utilisés dans les industries céramiques, l'électronique, le papier, le cuir et la peinture. Ils constituent des catalyseurs chimiques, pour les tuyaux d'échappement et pots catalytiques, des produits de surfacage réfractaires et abrasifs, et entrent dans la fabrication des céramiques de spécialités. Les usines se situent en Chine et en Grande-Bretagne.

• Oxyde de magnésium

Issue de l'oxyde de magnésium, un minéral blanc solide, la magnésie possède, selon sa température de calcination, une grande résistance électrique qui lui procure une bonne conductivité de la chaleur. Elle est ainsi utilisée comme produit isolant dans la fabrication d'éléments de chauffage industriels. Les sites de productions sont localisés en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

➤ PRINCIPES DE REPORTING APPLIQUES PAR IMERYS POUR SES MINERAUX

• Organisation minière d'Imerys et cadre réglementaire

Les équipes de géologues d'Imerys assurent un accès durable aux gisements de qualité que le Groupe détient ou qui lui ont été concédés, en menant sur ceux-ci les travaux d'exploration nécessaires pour établir une vision à long terme de chaque activité.

Le reporting sur les réserves et ressources minérales établi par Imerys est mené par des "Personnes Compétentes" dûment nommées et responsables de ce reporting, en accord avec le "Code for Reporting of Mineral Exploration Results, Mineral Resources and Mineral Reserves (Reporting Code)" d'octobre 2001.

Des codes similaires ont été adoptés en Australie (JORC), en Afrique du Sud (SAMREC), aux Etats-Unis (SEG Industry Guide 7), au Canada (Canadian Institute of Mining's definitions au titre du N143-101) et au Chili (Certification Code), tous en conformité avec les principes de reporting international du CRIRSCO¹ et constituent la meilleure pratique de reporting adoptée comme standard par l'industrie minière occidentale.

Un registre central des "Personnes Compétentes" est tenu à jour au niveau du Groupe. Une déclaration écrite de chaque "Personne Compétente" d'Imerys, donnant leur accord à la compilation des estimations en vue de leur publication, figure également dans le registre.

Afin d'assurer la meilleure cohérence de son reporting et sa conformité avec les exigences du "Reporting Code", des audits internes et externes sont menés selon un cycle triennal. L'audit est réalisé par un géologue expérimenté, n'ayant aucun lien hiérarchique avec les sites visités. Il est destiné à assurer la conformité avec le "Reporting Code", ainsi qu'à veiller à la diffusion des meilleures pratiques pour l'amélioration permanente de la gestion et de l'exploitation des ressources minérales du Groupe. Enfin, le Comité d'Audit ainsi que le Comité Exécutif revoient les résultats du reporting sur les réserves et ressources minérales.

• Définitions

Une **Réserve Minérale** est la partie économiquement exploitable d'un gisement préalablement définie comme ressource "mesurée" ou "approchée", au regard des contraintes économiques, de marché, légales, environnementales, sociales et gouvernementales, existantes ou prévisibles au moment de l'estimation. Ces estimations démontrent au moment du reporting que l'exploitation est justifiée. Les réserves minérales sont classées par ordre croissant de degré de confiance en réserves minérales "probables" et "prouvées".

Une **Réserve Minérale Probable** est la partie économiquement exploitable d'une ressource minérale "approchée", et dans certaines circonstances, "mesurée", tandis qu'une **Réserve Minérale Prouvée** est la partie économiquement exploitable d'une ressource minérale "mesurée".

Les **Réserves Minérales Prouvées** représentent le taux de confiance le plus élevé de l'estimation.

Une **Ressource Minérale** est la concentration ou l'occurrence de matières économiquement intéressantes dans ou sur la surface de la terre en quantité et qualité telles que les perspectives d'une éventuelle exploitation économique sont raisonnables. L'emplacement, la qualité, la continuité du gisement et d'autres caractéristiques géologiques sont connus, estimés ou interprétés sur la base de preuves et de connaissances spécifiques géologiques. Les ressources minérales sont classées par ordre croissant de degré de confiance géologique en ressources "présumées", "approchées" et "mesurées".

Une **Ressource Minérale Présumée** est la partie d'une ressource minérale pour laquelle la quantité et la qualité ne peuvent être estimées qu'avec un niveau très bas de confiance. La ressource est estimée à l'aide de preuves géologiques et d'une continuité de qualité et/ou géologique supposée mais non vérifiée. L'estimation est basée sur des informations limitées et d'une qualité et fiabilité incertaines récoltées par des techniques appropriées sur des emplacements comme des affleurements, des tranchées, des carrières et des trous de forage.

Une **Ressource Minérale Approchée** est la partie d'une ressource minérale pour laquelle les tonnages, la densité, la forme, les caractéristiques physiques, la qualité et la teneur minérale peuvent être estimés avec un taux de confiance

¹ CRIRSCO : Comité pour les standards internationaux de reporting de réserves minérales.

raisonnable. L'estimation est basée sur l'exploration, l'échantillonnage et les résultats d'essais récoltés par des techniques appropriées sur des emplacements comme des affleurements, des tranchées, des carrières et des trous de forage. Les emplacements sont trop éloignés les uns des autres et espacés d'une manière trop inadéquate pour confirmer une continuité du gisement et/ou de la qualité, mais sont assez proches pour supposer une telle continuité.

Une **Ressource Minérale Mesurée** est la partie d'une Ressource Minérale pour laquelle les tonnages, la densité, la forme, les caractéristiques physiques, la qualité et la teneur minérale peuvent être estimés avec un taux de confiance élevé. L'estimation est basée sur une exploration détaillée et fiable, l'échantillonnage et les informations d'essais récoltées par des techniques appropriées sur des emplacements comme des affleurements, des tranchées, des carrières et des trous de forage. Les emplacements sont assez proches les uns des autres pour confirmer une continuité du gisement et de la qualité.

- **Risques et incertitudes**

Les réserves et ressources minérales sont des estimations de la dimension et de la qualité du gisement fondées sur des paramètres, notamment techniques, économiques ou de marché actuellement disponibles. En raison de changements non prévisibles dans ces paramètres et de l'incertitude naturellement associée à l'évaluation de ressources, aucune assurance ne peut être donnée que les estimations des réserves et ressources minérales indiquées dans les tableaux ci-dessous soient ultérieurement confirmées par le Groupe.

Tout au long des explorations géologiques et des évaluations, les réserves et ressources minérales peuvent évoluer sensiblement, d'une manière positive ou négative, à la suite de travaux complémentaires.

Imerys n'a pas connaissance, à ce jour, de facteurs environnementaux, légaux, politiques ou autres susceptibles d'avoir un effet négatif significatif sur les estimations présentées dans ces tableaux.

➤ **RESERVES MINERALES (estimations au 31/12/2007 par rapport au 31/12/2006)**

Le Groupe, en accord avec la section intitulée "Reporting of industrial minerals, stone and aggregates" du Reporting Code, a regroupé les estimations par catégories de minéraux pour les besoins du reporting de ses réserves et ressources. Ces estimations ont été établies pour chaque mine ou carrière par produit et par zone géographique afin de protéger la confidentialité d'informations commercialement sensibles. Ce regroupement est clairement justifié pour protéger les informations concernant la qualité, la quantité et celles étroitement liées au marché des nombreux opérateurs de chaque secteur servis par le Groupe. A compter de 2007, l'Ardoise et le Graphite sont inclus dans la rubrique "Autres minéraux", en raison des caractéristiques spécifiques de ces produits. Les données 2006 ont été retraitées de la même façon.

En raison du regroupement des estimations, il est impossible d'indiquer la durée de vie prévue pour chaque mine ou carrière, cependant, sur la base d'études géologiques et en tenant compte des facteurs modificatifs, le Groupe considère que ses réserves et ressources minérales seront suffisantes pour soutenir à long terme les activités d'extraction à leur rythme annuel, avec les technologies existantes et dans les conditions actuelles et prévisibles du marché.

Les réserves s'additionnent aux ressources au 31 décembre 2007 et sont exprimées en milliers de tonnes de minéraux commercialisables sous une forme sèche. Les estimations au 31 décembre 2006 sont présentées pour permettre la comparaison.

Les mouvements des réserves et ressources d'une année à l'autre s'expliquent par le travail permanent d'exploration et d'évaluation des gisements nouveaux et existants, par les changements dans la détention de certains droits miniers, ainsi que par les acquisitions et cessions liées aux activités en cours.

➤ ESTIMATION DES RESERVES MINERALES (au 31/12/2007 par rapport au 31/12/2006)

Produits	Localisation	2007			2006		
		Prouvées (Kt)	Probables (Kt)	Total (Kt)	Prouvées (Kt)	Probables (Kt)	Total (Kt)
Argiles céramiques fines	Europe (& Afrique)	15 949	4 672	20 621	6 847	10 093	16 940
	Amérique du Nord	5 374	740	6 114	5 517	1 000	6 517
	Asie	998	0	998	1 018	0	1 018
	Total	22 321	5 412	27 733	13 382	11 093	24 476
Carbonates (Calcite, Marbre, Craie, Calcaire)	Europe	4 136	9 460	13 596	3 982	6 359	10 341
	Amérique du Nord	185 082	45 419	230 501	185 187	43 481	228 668
	Amérique du Sud	8 127	30	8 157	7 680	0	7 680
	Asie	2 750	12 152	14 902	0	4 776	4 776
	Total	200 095	67 061	267 156	196 849	54 616	251 465
Argiles (matières premières pour briques et tuiles)	Europe	67 909	22 797	90 706	74 189	21 363	95 552
Feldspath (Sables Feldspathiques & Pegmatite)	Europe	24 727	12 736	37 462	24 834	13 735	38 569
	Amérique du Nord	1 958	0	1 958	1 558	0	1 558
	Asie	935	200	1 135			
	Total	27 620	12 936	40 555	26 392	13 735	40 127
Kaolin	Europe (& Afrique)	14 514	30 983	45 497	16 638	33 087	49 725
	Amérique du Nord	32 705	5 995	38 699	32 972	6 317	39 289
	Amérique du Sud	25 166	0	25 166	21 216	0	21 216
	Asie	474	3 474	3 949	439	3 541	3 979
	Total	72 859	40 452	113 310	71 264	42 945	114 209
Minéraux pour Filtration (Diatomite & Perlite)	Europe	266	568	834	326	616	942
	Amérique du Nord	4 901	3 940	8 841	4 696	3 642	8 338
	Amérique du Sud	0	1 393	1 393	0	1 088	1 088
	Asie	53	148	201	93	149	243
	Total	5 220	6 049	11 270	5 116	5 495	10 611
Minéraux pour réfractaires (Andalousite & Quartzite, Bauxite, Kaolin bauxitique, Argiles et Kaolins réfractaires)	Europe (& Afrique)	3 783	2 292	6 075	3 411	1 652	5 064
	Amérique du Nord	5 713	0	5 713	5 835	0	5 835
	Amérique du Sud	0	0	0	0	0	0
	Asie	0	397	397			
	Total	9 496	2 689	12 185	9 246	1 652	10 898
Autres minéraux (Ardoises, Bentonite, Graphite, Grès de Thiviers, Quartz, Vermiculite)	Monde	2 146	1 221	3 367	2 370	1 259	3 629

Notes :

- Les changements de périmètre enregistrés en 2007 résultent des acquisitions réalisées en Argentine (Perlite), en Chine (Andalousite, Carbonates, Vermiculite), en Inde et aux Etats-Unis (Feldspath), en Ukraine (Argiles réfractaires et chamottes), en Turquie (GCC), ainsi qu'aux cessions ou fermetures d'unités en Espagne et au Portugal (argiles rouges et kaolin), en Sardaigne (Feldspath) et au Mexique (GCC).
- Les estimations sont mentionnées en milliers de tonnes de minéraux commercialisables sous une forme sèche. Les estimations d'argiles sont mentionnées en tonnes métriques traitables sèches.

➤ ESTIMATION DES RESSOURCES MINÉRALES (au 31/12/2007 par rapport au 31/12/2006)

Produits	Localisation	2007				2006			
		Mesurées (Kt)	Approchées (Kt)	Présumées (Kt)	Total (Kt)	Mesurées (Kt)	Approchées (Kt)	Présumées (Kt)	Total (Kt)
Argiles céramiques fines	Europe (& Afrique)	1 952	75	2 971	4 998	788	75	6 462	7 325
	Amérique du Nord	6 751	17 075	9 502	33 328	6 762	17 142	12 539	36 443
	Asie	187	0	0	187	187	0	0	187
	Total	8 890	17 150	12 473	38 513	7 737	17 217	19 001	43 955
Carbonates (Calcite, Marbre, Craie, Calcaire)	Europe	3 537	10 205	69 000	82 742	3 720	11 027	0	14 747
	Amérique du Nord	69 359	101 807	139 224	310 390	92 644	108 852	167 781	369 277
	Amérique du Sud	11 085	10 900	22 983	44 968	11 785	10 900	22 983	45 668
	Asie	0	17 893	28 956	46 849	0	25 000	18 200	43 200
	Total	83 981	140 805	260 163	484 949	108 149	155 779	208 964	472 892
Argiles (matières premières pour briques et tuiles)	Europe	11 439	15 198	757	27 394	12 380	15 372	1 351	29 103
Feldspath (Sables Feldspathiques & Pegmatite)	Europe	2 641	4 340	24 093	31 074	3 016	4 251	25 302	32 569
	Amérique du Nord	3 102	14 279	2 536	19 918	2 542	450	2 430	5 422
	Asie	0	50	20	70				
	Total	5 743	18 669	26 649	51 062	5 558	4 701	27 732	37 991
Kaolin	Europe (& Afrique)	3 230	7 068	63 806	74 104	2 847	9 094	80 678	92 618
	Amérique du Nord	16 816	12 904	33 431	63 151	24 487	13 169	33 025	70 681
	Amérique du Sud	3 014	122	10 475	13 611	1 717	0	12 027	13 744
	Asie	0	5 241	3 178	8 419	0	5 265	3 178	8 443
	Total	23 060	25 336	110 890	159 286	29 051	27 529	128 908	185 487
Minéraux pour Filtration (Diatomite & Perlite)	Europe	291	3 722	324 228	328 241	224	4 419	356 060	360 703
	Amérique du Nord	1 923	41 256	50 800	93 980	1 613	40 662	50 684	92 959
	Amérique du Sud	0	30	75 702	75 732	0	30	75 702	75 732
	Asie	0	0	322	322	0	0	0	0
	Total	2 214	45 008	451 052	498 275	1 837	45 111	482 446	529 394
Minéraux pour réfractaires (Andalousite & Quartzite, Bauxite, Kaolin bauxitique, Argiles et Kaolins réfractaires)	Europe (& Afrique)	1 632	1 187	5 579	8 398	1 149	1 262	4 774	7 185
	Amérique du Nord	11 883	0	0	11 883	11 803	0	0	11 803
	Amérique du Sud	0	1 539	0	1 539	0	1 539	0	1 539
	Asie	0	980	2 072	3 052				
	Total	13 515	3 706	7 651	24 872	12 951	2 801	4 774	20 526
Autres minéraux (Ardoises, Bentonite, Graphite, Grès de Thiviers, Quartz, Vermiculite)	Monde	1 957	2 389	1 162	5 508	1 483	1 136	2 873	5 492

Notes :

- Les changements de périmètre enregistrés en 2007 résultent des acquisitions réalisées en Argentine (Perlite), en Chine (Andalousite, Carbonates, Vermiculite), en Inde et aux Etats-Unis (Feldspath), en Ukraine (Argiles réfractaires et chamottes), en Turquie (GCC), ainsi qu'aux cessions ou fermetures d'unités en Espagne et au Portugal (argiles rouges et kaolin), en Sardaigne (Feldspath) et au Mexique (GCC).
- Les estimations sont mentionnées en milliers de tonnes de minéraux commercialisables sous une forme sèche. Les estimations d'argiles sont mentionnées en tonnes métriques traitables sèches.

4 - MINÉRAUX DE PERFORMANCE & PIGMENTS

En 2007, la branche était composée des deux activités suivantes :

- Minéraux de Performance,
- Pigments pour Papier.

A compter du 13 février 2008, l'activité Pigments pour Papier sera conduite de façon autonome au sein de la branche éponyme. L'activité Minéraux de Performance rejoindra, pour sa part, la branche Minéraux de Performance & Filtration *(se référer à la section 2, Structure Générale du Groupe, dans le présent chapitre, pour plus de détails sur ce changement d'organisation)*.

Les deux divisions poursuivent une stratégie multi-pigments, à partir de deux principaux minéraux transformés, le kaolin et les carbonates.

L'activité Minéraux de Performance fournit à ses clients des solutions sur mesure dans un domaine hautement technique, basé sur le traitement des kaolins, carbonates, feldspaths, micas et argiles. Le développement de partenariats avec les clients est essentiel dans le contexte des marchés des minéraux de performance à forte valeur ajoutée : plastiques, caoutchouc, peintures et enduits, joints et adhésifs, santé, beauté et alimentation, ainsi que construction.

L'activité Pigments pour Papier produit du kaolin et du carbonate de calcium destinés à l'industrie du papier. Sa structure lui permet de servir un marché du papier en constante évolution. L'activité Pigments pour Papier approvisionne ainsi plus de 350 usines de fabrication de papier, 26 % d'entre elles sont situées en Amérique du Nord, 45 % en Europe et 29 % dans le reste du monde, principalement en Asie-Pacifique, cette dernière région étant le principal facteur de croissance de l'industrie papetière.

En 2007, le chiffre d'affaires de la branche Minéraux de Performance & Pigments s'élève à 1 103 millions d'euros, soit 32 % du chiffre d'affaires total d'Imerys.

La branche compte 80 implantations industrielles dans 21 pays.

Chiffre d'affaires 2007 : 1 103 millions d'€

33 %

Minéraux de Performance

67 %

Pigments pour Papier

4 215 salariés

43 %

Minéraux de Performance

57 %

Pigments pour Papier

4.1 Présentation synthétique de la branche

Activité	Produits	Applications	Marchés	Marques	Positions concurrentielles ⁽¹⁾
MINÉRAUX DE PERFORMANCE	Kaolin	Additifs pour Joints	Agriculture Alimentation Construction Automobile Pharmacie & hygiène	Kaolins Eckalite™, InFilm™, Kaopolite™, MetaStar™, Neogen™, Opacilite™, Polestar™, Polisperse™, Polwhite™, Polarite™, Pool Mix™, Speswhite™, Stockalite™, Supreme™	N°1 mondial des minéraux pour films polymères à porosité contrôlée
	GCC	Adhésifs		GCC Brasmitte™, Camel-Wite™, Carbital™, Drikalite™, Filmlink™, Gamaco™, HeliCal™, Honcal™, Imercarb™, Imerseal™, Infusion™, Lumicarb™, Marblend™, Marblemite™, Micronic™, Micro-White™, Polcarb™, Queensfil™, Snowflake P.E.™, Supercoat.™	
	PCC	Peintures		PCC Barralin™, Barraleve™, Feldspath™: Minspar™; Mica: Mica Mu™	
	Dolomite	Plastiques			
	Mica	Substrats catalytiques			
	Feldspath	Caoutchouc			
	Argiles	Matériaux de construction			
PIGMENTS POUR PAPIER	Kaolin	Produits de charge	Papiers graphiques - Ecriture & impression Couchés sans bois Couchés mécaniques Non-couchés sans bois Non-couchés mécaniques - Journaux	Kaolins ACME™, Alphatex™, Capim™, Intrafill™, Intramax™, Opacitex™ GCC Carbital™, G400™, Intracarb™ PCC Opti-Cal™	N°1 mondial des kaolins pour papier
	GCC		Emballages - Emballages couchés Carton blanc couché Kraft naturel couché Carton recycle couché	Kaolins Astra-Cote™, Astra-Glaze™, Astra-Gloss™, Astra-Jet™, Astra-Plate™, Astra-Plus™, Capim™, Contour™, Deltatex™, KCS™, Premier™, SPS™, Supragloss™, Supramatt™, Suprasmooth™, Suprawhite™	N°2 mondial du GCC pour papier
	PCC	Produits de couchage	- Emballages non-couchés Carton conteneur Carton d'emballage Carton ondulé	GCC Carbilux™, Carbital™, Carboflex™, Carbopaque™ PCC Opti-Cal™	N°3 mondial du PCC pour papier

(1) Source : Imerys

4.2 Minéraux de Performance

► PRODUITS

L'activité Minéraux de Performance dispose de nombreux gisements de matières premières de haute qualité dont les caractéristiques en termes de composition chimique, de forme et de distribution des particules minérales sont différentes. Elles présentent de remarquables propriétés, comme une blancheur exceptionnelle, une haute résistance mécanique ou encore une excellente rhéologie.

Basés sur une connaissance étendue des propriétés de ces minéraux industriels, les procédés de transformation diffèrent selon les spécificités de l'application finale visée, afin de satisfaire les besoins en constante évolution de leurs marchés finaux.

■ Matières premières (Produits de charge & additifs)

Les principaux produits de charge et additifs commercialisés par l'activité Minéraux de Performance sont les kaolins, le carbonate de calcium naturel (GCC) et le carbonate de calcium précipité (PCC). L'activité traite également feldspath, mica et argiles.

Une présentation détaillée de ces minéraux figure à la [section 4.3 Réserves et ressources minérales](#).

■ Applications

Les Minéraux de Performance sont traités et commercialisés dans le monde entier. Ils sont intégrés dans les produits, intermédiaires ou finis, pour en améliorer les performances et en faciliter la transformation, afin de réduire le coût total de la matière première. Les applications comprennent :

- **Peintures & enduits** : Imerys dispose d'une vaste gamme de kaolins, carbonates de calcium, micas et feldspaths, utilisés comme charge fonctionnelle pour améliorer l'opacité ou la performance de la peinture et des enduits.
- **Plastique & films** : le développement d'applications toujours plus sophistiquées pour les plastiques et les films traduit l'augmentation des exigences attendues en matière de charges. Pour répondre à cette demande, Imerys dispose d'une excellente gamme de matières de charges minérales de haute qualité, comprenant carbonates de calcium, kaolins et micas.
- **Caoutchouc** : les kaolins, les argiles, les carbonates de calcium, tout comme les feldspaths, sont utilisés dans de nombreuses applications destinées à l'industrie du caoutchouc. Les kaolins d'Imerys facilitent la transformation, offrent une importante résistance chimique, une bonne blancheur et des effets barrière différents selon la granulométrie des particules. Les argiles présentent les mêmes caractéristiques mais avec une couleur plus foncée.
- **Joints & adhésifs** : les kaolins finement broyés confèrent de bons effets de protection et de contrôle rhéologique aux joints et adhésifs. La très faible teneur en humidité à la surface des kaolins les rend moins hydrophiles, ce qui accroît leurs performances dans des applications sensibles à l'humidité. Les kaolins sont également efficaces comme éléments de structure. Les carbonates de calcium finement broyés sont utilisés dans une gamme étendue de joints et adhésifs, pour améliorer leurs propriétés rhéologiques et réduire leur teneur en eau ou en composés volatils. Certains produits sont rendus hydrophobes grâce à des revêtements d'acide stéarique destinés à limiter l'absorption d'humidité, faciliter la manipulation et améliorer la dispersion.
- **Produits industriels et de consommation** : Imerys offre une large gamme de minéraux qui améliorent les performances de produits utilisés quotidiennement dans la construction, l'aménagement du paysage, les boues de forage et l'hygiène corporelle. Ces minéraux comprennent par exemple des granulats de marbre blanc utilisés pour les enduits de piscines, ou des produits à base de calcaire naturel pour l'entretien des pelouses. Les carbonates de calcium sont utilisés dans des systèmes de traitement d'eau, pour l'assainissement de l'air, dans le secteur de l'énergie mais aussi pour des produits cosmétiques comme le dentifrice ou le savon.

➤ INNOVATION

En 2007, l'activité Minéraux de Performance a continué de concentrer ses efforts sur l'innovation et le développement de nouveaux produits en partenariat avec ses principaux clients. Les additifs fonctionnels, les nano-composites et les nouveaux minéraux constituent les principaux axes de développement. L'impératif écologique et les prix élevés de l'énergie et des matières premières en sont les leviers clés.

La pérennité de l'activité devient une problématique incontournable pour de nombreuses industries, les clients recherchant de nouvelles manières de maintenir voire d'améliorer la qualité de leur produit tout en réduisant l'utilisation de ressources à base de pétrole et en rendant leurs procédés plus efficaces. Imerys bénéficie d'une vaste connaissance des minéraux, de leur impact environnemental et de leurs performances tant en termes de propriétés physiques que d'efficacité industrielle. Imerys est en mesure d'aider ses clients à opérer les meilleurs choix en réduisant l'utilisation de matières premières tout en maintenant, voire augmentant leur production.

En Europe, notamment, de nouveaux développements dans le secteur de l'emballage ont utilisé les propriétés du carbonate de calcium Supercoat™ pour améliorer l'efficacité du procédé de production du client, tout en réduisant le recours aux résines à base de pétrole.

Une nouvelle gamme de produits en nano-kaolin permet également aux producteurs d'emballages d'améliorer les propriétés barrières et d'accroître la recyclabilité de leurs produits.

Dans d'autres applications de polymères, le Groupe utilise désormais sa technologie d'extension de l'efficacité du dioxyde de titane, initialement développée pour l'industrie des peintures. Dans ce domaine, le kaolin calciné léger Opacilite™ s'avère particulièrement efficace.

De récentes acquisitions en Amérique du Nord et en Turquie ont permis de développer la gamme de carbonates de calcium et de positionner les technologies Imerys sur de nouveaux marchés en forte croissance.

En Amérique du Nord, l'innovation s'est concentrée sur deux secteurs principaux :

- les plastiques, où de considérables progrès ont été apportés en termes d'utilisation des minéraux dans les produits en fibres non tissées, obtenues par filage et fusion. En outre, une nouvelle génération de carbonate de calcium, Filmlink 3120, a été lancée. Ce nouveau produit vise à améliorer la performance des films jetables (sacs poubelles, sachets d'épicerie, etc.), des produits moulés par injection et des produits en feuille extrudée ;
- les produits destinés à répondre à la demande croissante des clients en matières recyclées. Dans ce secteur, Imerys a obtenu la certification de deux produits composés de déchets de production recyclés. Ces produits, destinés au marché du bâtiment, permettent aux utilisateurs finaux d'obtenir des crédits "recyclage" dans le cadre de programmes tels que LEED¹.

Dans le secteur des Minéraux de Performance, les pigments Helia Cal™ 3000 et Lumicarb™ 395, utilisés comme additifs dans les peintures et le plastique, donnent une brillance équivalente avec une moindre consommation énergétique.

➤ MARCHES

Les marchés des Minéraux de Performance ont été bien orientés en Europe, avec un rythme de croissance toutefois plus modeste qu'en 2006. L'activité est en revanche restée difficile toute l'année en Amérique du Nord, avec une nouvelle dégradation du segment de la construction au 2nd semestre 2007.

Les tendances par zones géographiques ont été les suivantes :

- Europe : l'activité de Minéraux de Performance est étroitement liée à celle de l'industrie de la construction. La forte demande dans le secteur de la construction en 2006 a favorisé le maintien de l'activité en 2007, le secteur ayant enregistré une hausse estimée à + 1,7 %² sur l'exercice.

¹ LEED : Direction de la Conception de l'Energie et de l'Environnement, programme du Conseil américain de la Construction écologique.

² Statistiques Euroconstruct.

- Amérique du Nord : l'importante baisse de la construction résidentielle neuve a affecté certains des marchés clés des Minéraux de Performance (composants de joints, toiture et parois en PVC¹ et dans une moindre mesure, les peintures et enduits). La dégradation subie par les marchés de la construction a cependant été partiellement compensée par la croissance des applications de polyoléfine et d'enduits.
- Amérique du Sud : en 2007, l'économie brésilienne a enregistré la plus forte croissance de ces cinq dernières années. La croissance brésilienne est toutefois inférieure à la croissance des autres économies de la zone BRIC². L'augmentation de la demande interne s'explique par la hausse des importations résultant de l'appréciation du Real par rapport aux principales devises. En Argentine, la croissance s'est poursuivie pour la 6ème année consécutive. Le principal marché de croissance pour l'activité a été celui des peintures décoratives, le marché des matériaux de construction continuant de bénéficier de taux d'intérêts plus bas et de la disponibilité des crédits.
- L'Asie-Pacifique a continué de bénéficier de tendances favorables dans ses principaux segments de marché.

■ Principaux concurrents

AKW et Dorfner (Allemagne) ; Groupe Sibelco (Belgique) ; Goonvean (Grande-Bretagne) ; Reverte (Espagne) ; Omya (Suisse) ; Burgess, BASF, Franklin Industrial Minerals, J.M. Huber, Specialty Minerals (Etats-Unis).

➤ IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES, QUALITE ET ORGANISATION COMMERCIALE

■ Implantations industrielles

Les implantations industrielles des Minéraux de Performance sont les suivantes :

	Europe & Afrique	Ameriques	Asie-Pacifique
Kaolin	Lee Moor, Devon (<i>Grande-Bretagne</i>) Marsh Mills, Devon (<i>Grande-Bretagne</i>) Autres sites en Cornouailles (<i>Grande-Bretagne</i>)	Embu Guaçu, SP (<i>Brésil</i>) Dry Branch, Géorgie (<i>Etats-Unis</i>) Sandersville, Géorgie (<i>Etats-Unis</i>)	
GCC	Lixhe (<i>Belgique</i>) Axat (<i>France</i>) Villers sous Saint-Leu (<i>France</i>) Beverley, Yorkshire (<i>Grande-Bretagne</i>) Massa di Carrara (<i>Italie</i>) ⁽¹⁾ Gebze (<i>Turquie</i>) Feriana (<i>Tunisie</i>) ⁽³⁾	Cachoeiro do Itapemirim, ES (<i>Brésil</i>) Sertãozinho, Maua, SP (<i>Brésil</i>) Cockeysville, Mariland (<i>Etats-Unis</i>) Dalton, Géorgie (<i>Etats-Unis</i>) Gouverneur, New York (<i>Etats-Unis</i>) Marble Hill, Géorgie (<i>Etats-Unis</i>) Sahuarita, Arizona (<i>Etats-Unis</i>) Sylacauga, Alabama (<i>Etats-Unis</i>) Tucson, Arizona (<i>Etats-Unis</i>) Whitestone, Géorgie (<i>Etats-Unis</i>) Denganthza (<i>Mexique</i>)	Dalian, Liao Ning (<i>Chine</i>) ⁽²⁾ Nanling, Anhui (<i>Chine</i>) Ipoh (<i>Malaisie</i>)
PCC		Capitan Bermudez (<i>Argentine</i>) Ledesma, Jujuy (<i>Argentine</i>) Los Berros, San Juan (<i>Argentine</i>) Limeira, São Paulo (<i>Brésil</i>) Santanésia Pirai, Rio Janeiro (<i>Brésil</i>) Cuautitlan (<i>Mexique</i>)	

⁽¹⁾ Gran Bianco Carrara, joint venture détenue à 60 % par Imerys.

⁽³⁾ Blancs Minéraux de Tunisie, joint venture détenue à 68 % par Imerys.

⁽²⁾ Dalian Jinsheng Fine Chemicals Co. Ltd, joint venture détenue à 50 % par Imerys.

¹ PVC : Polychlorure de vinyle.

² BRIC : Brésil, Russie, Inde et Chine.

■ Qualité

L'activité Minéraux de Performance est fortement impliquée dans l'amélioration de la qualité.

- En Europe : toutes les opérations de Grande-Bretagne sont certifiées ISO 9001 version 2000.
- En Amérique du Nord : toutes les usines sont certifiées ISO 9001 version 2000.
- En Amérique du Sud : les usines de Cachoeiro et de Limeira (Brésil) sont certifiées ISO 9001 version 2000.

■ Organisation commerciale

L'activité Minéraux de Performance dispose de bases stratégiques dans le monde entier et ses produits sont commercialisés, soit par ses propres équipes commerciales, soit par un réseau d'agents indépendants ou de distributeurs.

4.3 Pigments pour Papier

➤ PRODUITS

L'activité Pigments pour Papier offre une large gamme de kaolins, carbonates de calcium naturels (GCC) et carbonates de calcium précipités (PCC), utilisés dans l'industrie du papier comme charge et produit de couchage ; ils se différencient par leur composition chimique, leur granulométrie, leur forme, leur blancheur et leur viscosité.

Fondés sur une connaissance approfondie de leurs caractéristiques chimiques, les produits d'Imerys procurent aux clients toutes les propriétés requises : il s'agit non seulement de la blancheur, du brillant, de l'opacité et de la qualité d'impression, mais également d'une résistance mécanique élevée et d'une excellente rhéologie, qui contribuent à optimiser les processus de production.

Ce savoir-faire unique, combiné à la grande diversité de son offre, permet à cette activité de proposer, en réponse aux besoins spécifiques de ses clients, des solutions multi-pigments permettant l'utilisation la plus efficace de ses produits. Imerys dispose de la gamme la plus large au monde de pigments destinés à l'industrie du papier.

■ Matières premières

- Kaolin : premier producteur de kaolin pour papier au monde, Imerys est le seul groupe actif dans les trois régions de production de kaolin de haute qualité pour papier. Chaque gisement présente des caractéristiques géologiques uniques. Les gisements de kaolin d'Imerys et ses installations sont idéalement situés à proximité de ports spécialisés, dotés d'outils logistiques optimisés, au Brésil (Barcarena), aux Etats-Unis (Savannah en Géorgie) et en Grande-Bretagne (Par et Fowey, en Cornouailles).
- GCC (Carbonate de calcium naturel) : Imerys est le second producteur mondial de GCC pour papier. La proximité de ses usines de transformation avec les sites de production de ses clients permet d'offrir une grande qualité de service et de flexibilité logistique.
- PCC (Carbonate de calcium précipité) : Imerys est le troisième producteur mondial de PCC. Il fabrique des pigments de charge ou de couchage à base de PCC dans ses usines situées aux Etats-Unis, en Europe et en Amérique du Sud.

■ Applications

Chaque site géologique permet d'extraire un minéral unique, doté de caractéristiques spécifiques adaptées à des applications particulières.

A partir de 2008, la Grande-Bretagne (Cornouaille) ne fournira que des kaolins de charge particulièrement adaptés aux papiers super calandrés en Europe ; aux Etats-Unis (Géorgie) les kaolins sont utilisés principalement pour des applications de couchage sur le marché mondial du papier, pour des applications nécessitant une excellente brillance et des qualités d'impressions élevées ; les kaolins brésiliens (delta de l'Amazone) sont particulièrement appréciés pour les applications de couchage, la forme et la taille de leurs particules conférant au papier une blancheur et une opacité remarquables. Le kaolin brésilien procure est particulièrement adapté aux papiers couchés légers (LWC).

Imerys transforme ses matières premières afin d'obtenir les qualités requises par les clients.

- La calcination transforme le kaolin à haute température, produisant un minéral plus inerte, conférant aux applications finales différentes propriétés, comme la blancheur et l'opacité, ainsi que brillant, lissage et facilité d'impression.
- Le GCC améliore les caractéristiques physiques des produits finis. Il est particulièrement réputé pour sa blancheur.
- Le PCC est produit artificiellement à partir de calcaire naturel et fournit un pigment de forme et de taille bien définies, doté d'excellentes qualités optiques.

Enfin, kaolin, GCC and PCC sont utilisés dans l'industrie du papier comme produits de charge et de couchage :

- Les produits de charge sont introduits au début du processus de fabrication du papier, mélangés à la pâte à papier (fibres de cellulose), remplissant les espaces vides de ce réseau de fibres, et apportant texture, opacité, blancheur et qualité d'impression. Les pigments de charge jouent un rôle croissant dans le succès des qualités de papier couchés sans bois, papier journal et papier super calandrés, où la demande d'amélioration des qualités d'impression est constante. Le coût de la fibre à papier ne cessant d'augmenter, l'utilisation du kaolin de charge s'impose, tant pour ses avantages techniques que pour l'économie qu'elle représente.
- Les produits de couchage entrent dans la composition de formules sophistiquées, en combinaison avec différents pigments et composants chimiques, afin d'obtenir les qualités recherchées par le client en termes de brillance, d'éclat et d'impression. Ils sont appliqués sur la surface du papier, en fine pellicule uniforme, afin d'obtenir un papier opaque, blanc, lisse et brillant, sans l'alourdir.

► INNOVATION

L'expertise technique de l'activité et une efficacité industrielle constamment renforcée, sont des atouts essentiels pour l'adaptation de sa gamme de produits aux besoins spécifiques et en constante évolution de ses clients.

L'activité Pigments pour Papier emploie plus de 100 spécialistes dans le monde, lui permettant de détenir plus de 183 brevets et 134 demandes de brevets. En 2007, 7 nouvelles technologies ont fait l'objet de demandes de brevet.

L'expertise technique d'Imerys et ses capacités de Recherche & Développement, combinées avec la gamme très étendue de pigments de l'activité, font du Groupe un partenaire idéal pour les papetiers dans le monde entier. Les spécifications requises par les papetiers sont de plus en plus pointues et contraignantes, devant répondre non seulement à des critères de qualité du papier mais aussi d'optimisation de la performance des machines à papier (vitesse et capacité). La taille de l'investissement représenté par une machine à papier moderne (environ 500 millions d'euros, par exemple, pour un équipement produisant de 350 000 à 400 000 tonnes de papier par an) devient un enjeu économique de plus en plus important pour le fabricant de papier. La rentabilité d'un tel investissement n'est assurée que par la production à plein régime d'un papier sans défaut. Le choix du pigment – ou du mélange de pigments – a un impact majeur sur la qualité du papier, sur l'efficacité de la machine et sur le nombre de défauts de production survenus par jour de production.

La performance des clients est un des axes clés des travaux des équipes de Recherche et Développement d'Imerys. Le portefeuille de carbonate et de kaolins – la plus complète au monde – placent le Groupe en position très favorable pour fournir les nouvelles machines à papier sur le marché asiatique en forte croissance.

Carboflex™, une nouvelle marque de carbonates, utilise la technologie Imerys dans le PCC, combinée avec du GCC standard et procure une qualité de papier améliorée dans les applications de couchage. Lancée depuis janvier 2006, cette gamme remplace la formulation précédente, à base de carbonate de calcium naturel et d'additifs de brillance plus coûteux. Elle est destinée à assurer la brillance d'un papier de qualité, particulièrement exigeant sur le plan technique. Carboflex™ procure également de substantielles réductions de coût, ainsi qu'une amélioration de l'exploitation et de la qualité du papier. D'autres opportunités de marché sont toujours à l'étude pour Carboflex™.

La gamme des kaolins s'est également enrichie. Le nouveau kaolin brésilien destiné aux papiers couchés légers pour rotogravure, a obtenu de premiers succès commerciaux et le développement de cette nouvelle technologie devrait continuer. Les ventes du nouveau kaolin "engineered" nord-américain se sont également poursuivies tant sur le segment des papiers d'impression que sur celui des emballages. Ce produit dote le papier de qualités de brillance élevées.

A partir de 2008, une nouvelle gamme de kaolins CapimTM, plus économe en énergie, sera offerte aux clients européens. La présentation des produits sous forme de granules (kaolin pré-dispersé) réduit fortement l'émission de poussières lors des manipulations, tant durant le transport que lors de son utilisation à l'usine de papier.

Le nouveau portefeuille de produits de charge de Grande-Bretagne – fabriqués à partir de la nouvelle base de production performante de Cornouailles – offrira le kaolin IntrafillTM 60, produit de charge multi-usage, et une gamme complète de kaolin IntramaxTM pour les applications de charge plus spécialisées.

➤ MARCHES ¹

L'augmentation de la production mondiale de papiers d'impression et d'écriture est estimée à + 1,4 % en 2007, en raison du dynamisme de la production en Asie-Pacifique. Les marchés européens et nord-américains continuent à se restructurer (fermetures de machines à papier), ce qui se traduit par l'augmentation du taux d'utilisation des capacités restantes.

Les tendances par zones géographiques sont les suivantes :

- En Europe, la production de papiers d'impression et d'écriture a légèrement baissé de - 0,2 % en 2007. La fermeture de certaines usines a entraîné des taux d'utilisation plus élevés sur certains segments principaux ;
- En Amérique du Nord, la production de papier a baissé de - 3,1 % en 2007, reflétant une baisse globale de la demande, particulièrement pour les papiers sans bois ;
- En Asie, les marchés du papier d'impression et d'écriture ont été dynamiques en 2007, enregistrant une croissance de + 6,1 %, avec une augmentation de la production locale. D'importantes capacités de production ont démarré en 2007, en particulier pour le segment des papiers sans bois.

■ Principaux concurrents

Sur un marché mondial, les concurrents ont une présence internationale :

- Kaolin : AKW (Allemagne); PPSA et Cadam (Brésil); BASF, Huber et Thiele (Etats-Unis);
- GCC : Omya (Suisse) et divers concurrents locaux ;
- PCC : Minerals Technologies (Etats-Unis) ; Omya (Suisse).

➤ IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES, QUALITE ET ORGANISATION COMMERCIALE

■ Implantations industrielles

Les implantations industrielles de l'activité Pigments pour Papier sont les suivantes :

	Europe	Amériques	Asie-Pacifique
Kaolin	St Austell, Cornouailles (<i>Grande-Bretagne</i>)	Barcarena, Para (<i>Brésil</i>) Deep Step Road, Géorgie (<i>Etats-Unis</i>) Dry Branch, Géorgie (<i>Etats-Unis</i>) ⁽¹⁾ Sandersville, Géorgie (<i>Etats-Unis</i>)	Pittong (<i>Australie</i>)
GCC	Lixhe (<i>Belgique</i>) Ste Croix de Mareuil (<i>France</i>) Salisbury, Wiltshire (<i>Grande-Bretagne</i>) Avenza (<i>Italie</i>) Avezzano (<i>Italie</i>) Massa (<i>Italie</i>) Köping (<i>Suède</i>)	Cockeysville, Maryland (<i>Etats-Unis</i>) ⁽¹⁾ Kimberly, Wisconsin (<i>Etats-Unis</i>) Sylacauga, Alabama (<i>Etats-Unis</i>) ⁽¹⁾	Burnie (<i>Australie</i>) Changshu, Jiangsu (<i>Chine</i>) Nanling, Anhui (<i>Chine</i>) Qingyang, Gansu (<i>Chine</i>) Bhigwan (<i>Inde</i>) ⁽²⁾ Kerinci (<i>Indonesie</i>) ⁽³⁾ Fuji (<i>Japon</i>)

¹ Source : RISI (Resources Information System, Inc.).

	Europe	Amériques	Asie-Pacifique
GCC	Sundsvall (Suède) Canakkale (Turquie) ⁽⁴⁾		Miyagi (Japon) Niigata (Japon) ⁽⁵⁾ Ipoh (Malaisie) Kaohsiung (Taiwan) Yen Bai (Vietnam)
PCC	Husum (Suède)	Capitán Bermúdez, Santa Fé (Argentine) ⁽¹⁾ Ledesma, Jujuy (Argentine) ⁽¹⁾ Santanésia Pirai, Rio de Janeiro (Brésil) ⁽¹⁾ Limeira, São Paulo (Brésil) ⁽¹⁾ Bennettsville, Caroline du Sud (Etats-Unis) Canton, Caroline du Nord (Etats-Unis) Sandersville, Géorgie (Etats-Unis) Somerset, Maine (Etats-Unis)	Kerinci (Indonésie) ⁽³⁾
Unités De mélange	Anvers (Belgique) Kotka (Finlande) Vlaardingen (Pays-Bas) Falkenberg (Suède) Gävle (Suède) Uddevalla (Suède)	Bras Cubas, Mogi das Cruzes, SP (Brésil) ⁽¹⁾	

⁽¹⁾ Sert principalement le marché des Minéraux de Performance, mais aussi le marché du papier.

⁽²⁾ Imerys NewQuest (India) Private Limited, une joint-venture détenue à 74 % par Imerys.

⁽³⁾ PT. Esensindo Cipta Cemerlang, une joint-venture détenue à 51 % par Imerys.

⁽⁴⁾ Assos Mermer, une joint-venture détenue à 50 % par Imerys.

⁽⁵⁾ The Niigata GCC Company Ltd, joint-venture détenue à 60 % par Imerys.

■ Qualité

- Europe : toutes les usines britanniques et belges sont certifiées ISO 9001 version 2000 de même que les sites suédois de Köping et Sundsvall, et Massa et Avezano, en Italie.
- Amérique : les usines d'Alabama, de Georgie et du Maryland ainsi que l'usine brésilienne sont certifiées ISO 9001 version 2000.
- Asie-Pacifique : le site de kaolin australien, de même que les usines chinoises et taïwanaise de kaolin sont certifiés ISO 9001 version 2000.

■ Organisation commerciale

La commercialisation des produits de l'activité Pigments pour Papier est assurée par sa propre force de vente spécialisée dans les applications papetières.

5 - MATERIAUX & MONOLITHIQUES

La branche est organisée autour des deux activités suivantes :

- Matériaux de Construction,
- Solutions Réfractaires.

Dans ses deux activités, la branche Matériaux & Monolithiques détient des positions concurrentielles fortes qu'elle continue de développer grâce à d'importants investissements et à une politique active d'innovation.

Grâce à des gisements de grande qualité et un processus de production performant, l'activité Matériaux de Construction est le premier producteur français de tuiles, briques et conduits de fumée en terre cuite mais également d'ardoises naturelles de haute qualité. En cédant ses unités de production dans la péninsule ibérique, mi-2007, l'activité Matériaux de Construction a recentré son dispositif sur la France.

Avec Caldeys, le leader mondial des réfractaires monolithiques, l'activité Solutions Réfractaires fournit des produits destinés aux industries suivantes : sidérurgie, fonderie, aluminium, ciment, énergie, pétrochimie et incinération. En 2007, Caldeys a consolidé sa position de leader et renforcé sa présence géographique avec l'acquisition de ACE (Inde) et de B&B (Afrique du Sud). Les produits de l'activité Supports de Cuisson sont quant à eux principalement utilisés dans la fabrication de céramiques et tuiles en terre cuite.

Le chiffre d'affaires de la branche Matériaux & Monolithiques s'établit au 31 décembre 2007 à 1 026 millions d'euros, contribuant ainsi à hauteur de 30 % au chiffre d'affaires du Groupe.

La branche dispose de 44 sites industriels dans 16 pays.

Chiffre d'affaires 2007 : 1 026 millions d'€

52 %	Matériaux de Construction
48 %	Solutions Réfractaires

4 715 salariés

42 %	Matériaux de Construction
58 %	Solutions Réfractaires

5.1 Présentation synthétique de la branche

Activités	Produits / Applications	Marchés	Marques	Positions Concurrentielles ⁽¹⁾
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	TERRE CUITE	Tuiles et accessoires	Rénovation toiture & construction neuve Tuiles : <i>une marque unique :</i> Imerys Toiture™ <i>7 appellations terroir :</i> Gelis™, Huguenot™, Jacob™, Ste-Foy™, Sans™, Phalempin™, Poudenx™	
	Matériaux de structure Briques de structure (murs et cloisons)	Construction neuve	Briques : <i>une marque unique :</i> Imerys Structure™ <i>des marques produits :</i> Monomur, Optibric™	
		Construction neuve	Cloisons : <i>une marque unique :</i> Imerys Structure™ <i>des marques produits :</i> Système "Carrobric"	N°1 français pour les tuiles, briques et conduits de fumée en terre cuite
	Conduits de fumée	Construction neuve	Conduits de fumée : <i>une marque unique :</i> Imerys Structure™ <i>des marques produits :</i> Conduits Ceramys™, Système "Tereco™"	
	&			
	Produits béton	Construction neuve	Produits béton : <i>une marque unique :</i> Imerys Structure™ <i>des marques produits :</i> Planchers Fabre Système "Bétoconcept"	
	ARDOISE	Ardoises naturelles	Monuments historiques Gamme Historique H1, H2, Armor et Armen Angers-Trélazé®	
		Tertiaire public	Gammes Traditionnelles, Extra-Fort, Cottage Angers-Trélazé®	N°1 français pour les ardoises naturelles
		Maisons individuelles	Gammes Azur, Angevine, Domaniale, Citadine et Manoir Angers-Trélazé®	

(1) Source : Imerys

Activité	Applications	Produits	Marchés	Marques	Positions concurrentielles ⁽¹⁾
SOLUTIONS RÉFRACTAIRES	RÉFRACTAIRES MONOLITHIQUES (CALDERYS)	Réfractaires monolithiques Bétons coulés / vibrés Produits de projection Masses à damer Formes préfabriquées Pisés secs Masses de bouchage Bétons isolants	Sidérurgie Fonderie Aluminium Ciment Incinération Production d'énergie Pétrochimie	Alkon®, Calde™, Kercast®, Kerex®, Monrox®, Plicast®, Pliflow®, Pligun®, Pliiline®, Pliram®, Plistix®, Phlocast, Phlox®, Rodarox®, Spraycast®, Ultracast®	N°1 mondial des réfractaires monolithiques silico-alumineux
	SUPPORTS DE CUISSON	Supports de cuisson & éléments constitutifs de fours en cordièrite, mullite ou carbure de silicium	Tuiles Céramiques fines Carrelages Applications thermiques Construction de fours	Imerys Kiln Furniture™ Refral™, Diceron™ Lomba™, Refractarios Cedonosa™ Apta™, Cordieirte Light™	N°1 mondial des supports de cuisson pour applications céramiques

(1) Source : Imerys

5.2 Matériaux de Construction

L'activité Matériaux de Construction, essentiellement en terre cuite, s'adresse au marché du bâtiment, principalement celui du résidentiel en logements individuels, neufs ou en rénovation.

Au cours du troisième trimestre 2007, Imerys a cédé ses activités en Espagne et au Portugal, précédemment regroupées au sein de Terre Cuite International. L'activité des Matériaux de Construction est désormais concentrée sur le territoire français.

► PRODUITS

A partir des réserves d'argile et d'ardoise situées à proximité des unités de production, l'activité extrait des minéraux et les transforme (*voir section 4.3 Réserves et ressources minérales*). La politique de gestion de ces carrières intègre l'achat ou l'échange de terrains destinés à maintenir en permanence les réserves d'argile à un niveau suffisant pour assurer à long terme la pérennité de l'exploitation des unités de production existantes, tout en anticipant la restauration ou la réhabilitation des sites. Ainsi, en 2007, deux nouvelles autorisations préfectorales ont été obtenues à Saint Marcellin (Loire) pour l'ouverture de la carrière de Trémoulin et à Léguevin (Haute-Garonne) pour le renouvellement de l'extension de la carrière de Lengel.

Les clients et partenaires de l'activité sont pour l'essentiel des négociants en matériaux de construction.

■ Terre Cuite

L'activité Terre Cuite est spécialisée dans la production et la vente de tuiles et accessoires de couverture en terre cuite ainsi que de briques de structure, de conduits de fumée en terre cuite et de produits accessoires en béton précontraint. Ces activités sont regroupées au sein d'une entité juridique unique, Imerys TC.

• Tuiles et accessoires

Avec plus de 60 modèles et 100 coloris de tuiles plates, tuiles canal et tuiles à emboîtement grand et petit moule, l'activité répond aux traditions et particularités régionales. Les gammes sont fédérées sous une marque unique Imerys Toiture™, et 7 appellations "terroirs" à forte notoriété, rattachées aux différents modèles de tuiles : Gélis™, Huguenot™, Jacob™, Phalempin™, Poudenx™, Sans™, Ste Foy™. L'activité commercialise également une large gamme d'accessoires (environ 700 modèles), qui permet de proposer aux couvreurs une offre complète. Il s'agit notamment des éléments de couverture pour pose ne nécessitant ni mortier ni scellement, qui contribuent à libérer le couvreur des travaux de finition précédemment réalisés sur les chantiers. Avec les tuiles thermiques et photovoltaïques, Imerys propose une offre globale de couverture, saine et économe en énergie.

• Briques de structure

Les briques en terre cuite Imerys Structure™ (Monomur et Optibric™) sont utilisées pour la construction des murs périphériques, et également dans les cloisons et doublages intérieurs (briques plâtrières, système "Carrobric"). Leur fonction "porteuse" et/ou "isolante" les différencie des briques de parement, qui ont essentiellement une fonction de décoration.

• Conduits de fumée

Les conduits de fumée en terre cuite (Ceramys™), également appelés boisseaux, sont utilisés pour l'évacuation des fumées des chaudières ou des cheminées. La large gamme proposée permet de répondre aux spécificités liées aux diverses énergies utilisées pour les chaudières des habitations, les inserts ou les cheminées traditionnelles à foyer ouvert. Cette gamme est complétée par un éventail de poteries de terminaison adaptées aux spécificités architecturales de chaque région.

• Produits en béton précontraint

Les produits en béton précontraint (Planchers Fabre), pour l'essentiel des poutrelles, entrent dans la construction des planchers. Entre chaque poutrelle est placé un hourdis qui peut être fabriqué dans divers matériaux et notamment en terre cuite, spécificité d'Imerys Structure. En complément des poutrelles, la gamme comprend également des poutres qui sont des éléments de structure de construction adaptés à chaque utilisation, permettant une mise en œuvre plus rapide sur chantier.

■ Ardoise

La société Ardoisières d'Angers exploite deux carrières souterraines de schiste ardoisier à Trélazé (Maine et Loire, France). L'extraction, entre 350 et 500 mètres de profondeur, garantit l'exceptionnelle qualité de l'ardoise ([voir section 4.3 Réserves et ressources minérales](#)).

L'ardoise naturelle Angers-Trelazé® bénéficie d'une notoriété spontanée proche de 90 % auprès des professionnels de la filière couverture, grâce à l'antériorité de la société et son omniprésence sur les plus beaux fleurons du patrimoine architectural français (Versailles, Chambord, Chenonceaux, le Louvre, etc...). Les monuments historiques, s'ils ne représentent qu'une faible proportion des ventes, sont la vitrine qualitative de la société et le prestige des bâtiments couverts rejaillit sur l'ensemble des gammes commercialisées, dont la maison individuelle haut de gamme.

L'ardoise présente des propriétés recherchées, notamment d'imperméabilité, de résistance aux intempéries – tout particulièrement au gel –, d'inaltérabilité et de flexibilité, rendant son utilisation plus facile. L'ardoise convient tout particulièrement aux toitures à fortes pentes.

➤ INNOVATION

Grâce à une politique d'innovation dynamique, qui s'appuie sur la parfaite connaissance de la filière globale, des contraintes techniques des entrepreneurs et du consommateur final, l'activité Matériaux de Construction renouvelle constamment ses produits.

Les efforts d'innovation portent essentiellement sur la mise au point de produits toujours plus fonctionnels et esthétiques, alliant performance technique et rapidité de pose, ainsi que sur l'amélioration des services apportés aux clients. De plus, Imerys a développé et complété sa gamme de produits afin de proposer une offre globale, compatible avec les nouvelles normes en matière d'économie d'énergie et de respect de l'environnement, et d'anticiper leurs évolutions.

Après l'entrée en vigueur, en France, en 2006, de la Réglementation Thermique RT 2005¹, visant à une amélioration de l'ordre de 15 % de la performance énergétique des bâtiments, l'année 2007 a été marquée par la tenue du Grenelle de l'Environnement². Les conclusions des débats relatifs au logement viennent renforcer l'intérêt pour la terre cuite : solution constructive saine, de Haute Qualité Environnementale (HQE)³, solide, durable et disposant d'incontestables qualités d'inertie thermique et d'étanchéité à l'air. Ainsi, à dimension équivalente, la brique en terre cuite offre une isolation thermique trois fois supérieure à celle des parpaings en béton.

Dans ce contexte, Imerys Structure a développé la gamme d'habitat en terre cuite "Label Home" qui associe construction durable, économies d'énergie et ressources. Cette construction HQE atteint au minimum le label "Bâtiment Basse Consommation". De plus, en combinant les éléments de structure et toiture en terre cuite avec des capteurs photovoltaïques sur le toit, cet habitat est à énergie positive. Déclinée sur le logement collectif, la maison individuelle isolée et groupée, la gamme "Label Home" constitue d'ores et déjà la réponse d'Imerys aux enjeux du Grenelle de l'Environnement quant à l'efficacité énergétique des bâtiments neufs.

Plus globalement, en 2007, les innovations ont été nombreuses et réparties dans tous les segments d'activité.

■ Tuiles

Plusieurs modèles novateurs lancés en 2006 ont trouvé leur place sur le marché en 2007 :

- la Rhôna 10 a reçu le Trophée Argent du Design Batimat 2007. Cette tuile contemporaine apporte une esthétique innovante ; son format 10/m2 se différencie par son design – qui satisfait à la construction neuve comme à la rénovation – et ses qualités techniques. Sa facilité de mise en œuvre satisfait les maîtres d'ouvrages et prescripteurs ;
- l'Alpha 10, coloris "Sérac", a connu un important succès en zones montagneuses, en procurant une alternative à la pierre de lauze.

Parallèlement, en réponse au développement de la demande de tuiles neuves ayant l'esthétique des tuiles anciennes, de nouveaux coloris ont enrichi, cette année, les gammes existantes :

- dans la gamme Plein Sud Gélis, le coloris "Ventoux", adapté aux régions du sud de la France, se caractérise par un camaïeu original et des déstructurations ;
- le coloris "Rethaise", mélange d'ocre et de rouge, élargit la gamme des Canal Gironde.

De nouveaux coloris ont également été lancés dans les gammes contemporaines : le coloris "Vieux Nord", panachage d'engobes brunes, chaumes et parfois blanches sur un tesson rouge, a été lancé dans la gamme Monopole n°1, pour les toitures du nord de la France. La gamme Oméga 10 Ste Foy est complétée du coloris "Terre d'Adhemar" adapté aux spécificités régionales du sud Rhône-Alpes. Enfin, la Canal Gélis a été déclinée en deux nouveaux modèles, "Ampurda" et "Vieux Piémont", destinés aux marchés de l'export vers l'Espagne et l'Italie.

¹ RT 2005 : Réglementation Thermique s'appliquant au bâti neuf individuel et tertiaire pour les permis de construire déposés après le 1er septembre 2006.

² Grenelle de l'Environnement : Réunion nationale des 24 et 25 octobre 2007 regroupant l'Etat français et les représentants de la société civile afin de créer les conditions favorables à l'émergence d'une nouvelle donne française en faveur de l'environnement et des économies d'énergie.

³ Haute Qualité Environnementale (H.Q.E.) : Intégration, dans le bâti, des principes de Développement Durable tels que définis dans le programme adopté au Sommet planète Terre, ayant réuni plus de 100 chefs d'Etats à Rio de Janeiro (Brésil), en juin 1992. HQE est une marque déposée en France.

L'année 2007 a été, de plus, marquée par l'élargissement de la gamme de produits solaires :

- dans le domaine de la tuile photovoltaïque, l'innovation est avant tout esthétique : les versions Tuiles Petits Moules et Tuiles Plates permettent une intégration parfaite et sans surépaisseur à la toiture. Grâce à ce développement, une solution photovoltaïque adaptée existe désormais pour 100 % des familles de tuiles composant le marché français ;
- la Tuile Thermique – 2ème génération – élargit la gamme de produits solaires. En produisant de l'eau chaude sanitaire à partir de l'énergie fournie par le soleil, la Tuile Thermique concilie énergie propre, esthétique, confort, économie et protection de l'environnement.

■ Briques

La croissance de l'activité Imerys Structure™ s'appuie sur une offre élargie de systèmes de construction terre cuite, répondant à trois besoins essentiels exprimés par les entreprises : la rapidité de pose, l'ergonomie du chantier et la création de valeur ajoutée.

• Brique de mur

Les performances des produits à joint mince, grâce à leur facilité de mise en œuvre et la réduction du temps de pose qu'ils procurent, ont fortement contribué au succès de ce nouveau type de produit auprès des professionnels. Ces produits, bien adaptés aux nouvelles normes d'économie d'énergie connaissent un fort développement.

- Le Monomur Joint Mince (30 et 37,5 cm), système constructif à isolation répartie, réduit les temps de mise en œuvre et offre au poseur un meilleur confort de travail grâce à l'amélioration de la qualité des finitions. Isolant, sain, durable, il permet de gagner en qualité de vie tout en réalisant des économies. Les nouveaux profils, commercialisés en 2007, offrent des performances thermiques renforcées, supérieures ou égales aux valeurs de référence de la Réglementation Thermique (RT) 2005.
- Après l'Optibric™ Joint Mince, première brique grand format en pose à joint mince et l'Optibric™ à Perforation Verticale, Imerys Structure a complété sa gamme en 2007 avec la mise sur le marché de nouveaux produits. L'Optibric™ PV 15, qui permet notamment la réalisation des murs de 15 cm d'épaisseur des maisons individuelles du nord de la France, surnommé "mur du nord". L'Optibric™ PV 3+ constitue l'autre innovation majeure de la gamme. Ses performances améliorées en protection incendie, en résistance mécanique et thermique lui permettent de répondre de façon efficace aux marchés du collectif et de la maison individuelle HPE (Haute Performance Energétique).

• Accessoires briques de murs

Le développement d'accessoires en Terre Cuite vient compléter l'offre produit en terre cuite. Bien adaptés à la gamme de produits de structure en terre cuite, ces accessoires évitent, en effet, les déperditions de chaleur aux points de jonction (ponts thermiques) et permettent une solution uniforme et cohérente. Ces accessoires sont développés avec le même souci d'ergonomie au montage que les produits principaux ; ils sont en outre posés par le même corps de métier. En 2007, deux innovations majeures ont vu le jour :

- les Coffres de Volets Roulants en Terre Cuite pour Monomur de 30 et 37,5 cm, offrent une isolation intégrée performante et une facilité de mise en œuvre. Le coffre pour Monomur de 37,5 est la seule solution en Terre Cuite sur le marché.
- l'Equerre d'About de Plancher (hauteur 20 cm), permet de coffrer les planchers hourdis intermédiaires. Cette solution innovante, compatible avec la gamme de brique de structure d'épaisseur 20 cm, sécurise le coulage du béton, traite efficacement le pont thermique tout en apportant facilité de pose et simplification dans la conception des ouvrages.

• Brique de cloison

Les nouveaux modèles lancés en 2006 ont poursuivi leur progression en 2007 :

- La Carrée® 40x40, brique de cloison grand format, commercialisée depuis 2006 dans l'Ouest de la France, s'est développée sur l'ensemble du territoire en 2007.

- Le Carroflam[®], seule cloison terre cuite coupe-feu qui se monte rapidement et sans enduit, poursuit son développement dans les Etablissements Recevant du Public (hôpitaux, cuisines collectives, etc.).
- Dans le domaine de la brique de cloison, le Système RectiGuide[®] constitue l'innovation majeure de 2007 : ce concept inédit et breveté associe les briques de cloison grands formats (la Carrée[®] ou la Maxibric) à un dispositif d'aide à la pose. Cette solution produit constitue une véritable révolution dans le monde de la brique plâtrière en améliorant les qualités des cloisons, réduisant les temps de pose, sécurisant la phase de démarrage de la cloison et proposant un système réglementaire conforme au DTU 20.1¹.

• Conduits de fumée

Conformément à la nouvelle réglementation française², Imerys Structure propose un conduit de fumée "Loi sur l'Air", de diamètre 23 cm, qui permet une mise en œuvre simple, une sécurité optimale tout en répondant à l'obligation de réversibilité de chauffage.

■ Ardoise

Les Ardoisières d'Angers ont relancé, début 2007, une gamme de produits paysagers en ardoise : dallages, pierres à muret, blocs d'enrochement et paillettes d'ardoises.

> MARCHES

L'activité des Matériaux de Construction est principalement liée à l'évolution du marché du logement individuel neuf ou en rénovation.

■ Terre Cuite

Le marché de la construction individuelle neuve est en léger repli sur l'ensemble de l'année 2007 (- 1 %), le rebond des mises en chantier de maisons individuelles intervenu au 2nd semestre ayant pratiquement compensé les effets du ralentissement conjoncturel du début de l'année.

• Marché français des tuiles en terre cuite

Sur l'exercice 2007, le segment de la couverture est stable.

• Marché français des briques en terre cuite³

Les briques en terre cuite s'adressent essentiellement au marché de la maison individuelle neuve où leur part de marché s'élève désormais à environ 27 %. En 2007, dans la brique de mur, les produits en terre cuite ont progressé de + 2,7 %, gagnant de nouvelles parts de marché. Le Monomur représente aujourd'hui une solution constructive reconnue (5,2 % de parts de marché) qui continue à progresser chaque année tant dans le logement, avec un rôle de prescription important auprès des particuliers, que dans le tertiaires où ses qualités H.Q.E. sont très appréciées.

Parallèlement, les briques en terre cuite se développent fortement sur de nouveaux secteurs : le logement collectif et le tertiaire. Elles représentent encore une très faible part de marché face aux solutions parpaing et béton banché⁴, mais enregistrent une forte progression.

¹ DTU 20.1. : norme qui décrit la mise en œuvre des ouvrages en maçonnerie de petits éléments.

² Loi sur l'Air : Réglementation qui s'applique au logement individuel neuf dont le permis de construire a été déposé après le 1^{er} septembre 2006, obligeant la construction d'un conduit d'attente qui permet l'installation ultérieure de toute forme de système de chauffage.

³ Sources : FFTB (Fédération Française de la Tuile et de la Brique) et Batimétudes 2007 sur le marché en 2006.

⁴ Le béton banché est un béton coulé dans des coffrages métalliques utilisé pour ses importantes performances mécaniques pour la construction de murs.

Pour accompagner la forte croissance du marché français de la brique en terre cuite, Imerys a annoncé, en juin 2007, le lancement d'un important programme d'investissements (100 millions d'euros d'ici 2011), destiné à l'extension des capacités existantes, ainsi que la mise en œuvre des nouveaux équipements et la construction de nouvelles usines dans le Sud-Est et le Nord de la France [*pour plus d'information, se référer au chapitre 2. Rapport de Gestion*].

• Marché français des conduits de fumée en terre cuite

Le marché des conduits de fumée en terre cuite, concurrencés par les conduits métalliques et le développement de modes de chauffages sans conduit (chaudières à ventouse entre autres), a connu une baisse de ses ventes en 2007. La terre cuite demeure néanmoins le matériau le plus utilisé dans la construction des conduits de fumée de foyers ouverts.

■ Ardoise

Le marché français de l'ardoise naturelle est caractérisé par une surabondance de l'offre et une concurrence de l'ardoise espagnole sur les gammes destinées à la maison individuelle. Le haut de gamme et les marchés de la rénovation (bâtiments publics, monuments historiques) continuent de privilégier l'ardoise française de qualité supérieure.

■ Principaux concurrents

- Terre Cuite : Wienerberger (Autriche) ; Bouyer-Leroux, Lafarge Couverture et Terreal (France) ;
- Ardoises : La Canadienne (Canada) et Cupa Pizarras, Samaca (Espagne).

➤ IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES, QUALITE ET ORGANISATION COMMERCIALE

■ Implantations industrielles

Les implantations industrielles et commerciales de l'activité Matériaux de Construction sont les suivantes :

	<i>Tuiles</i>	<i>Briques de Structure</i>	<i>Conduits de Fumée</i>	<i>Eléments en Béton</i>
Terre Cuite	Blajan (<i>Haute-Garonne</i>)	Bessens (<i>Tarn & Garonne</i>)	Vergongheon (<i>Hte-Loire</i>)	Pibrac (<i>Haute-Garonne</i>)
	Commenailles (<i>Jura</i>)	Colomiers (<i>Haute-Garonne</i>)	Vihiers (<i>Maine et Loire</i>)	
	Damiatte (<i>Tarn</i>)	Gironde-sur-Dropt (<i>Gironde</i>)		
	Grossouvre (<i>Cher</i>)	La Boissière du Doré (<i>Loire Atlantique</i>)		
	Léguévin (<i>Haute-Garonne</i>)	Mably (<i>Loire</i>)		
	Pargny-sur-Saulx (<i>Marne</i>)	Saint-Marcellin (<i>Loire</i>)		
	Phalempin (<i>Nord</i>)			
	Quincieux (<i>Rhône</i>)			
	Sainte-Foy-l'Argentière (<i>Rhône</i>)			
	Saint-Geours-d'Auribat (<i>Landes</i>)			
	Saint-Germer-de-Fly (<i>Oise</i>)			
	Wardrecques (<i>Pas de Calais</i>)			
Ardoise	Trélazé – Les Fresnais (<i>Maine et Loire</i>)			
	Trélazé – Les Grands Carreaux (<i>Maine et Loire</i>)			

En raison de son caractère de marché de proximité, l'implantation industrielle et commerciale de l'activité Matériaux de Construction permet une desserte optimale du marché français.

■ Qualité

• Terre Cuite

Tous les sites de l'activité Terre Cuite sont certifiés ISO 9001 depuis novembre 2004, et tous les produits qu'elle fabrique sont conformes à la norme (NF) qui leur est associée. Les caractéristiques certifiées par la marque NF sont :

- pour les tuiles : l'aspect, les caractéristiques géométriques, la résistance à la rupture par flexion, l'imperméabilité et la résistance au gel. La marque NFM (NF Montagne) fixe des exigences de qualité encore plus élevées que la marque NF, notamment sur la résistance au gel. Imerys TC est aujourd'hui le seul fabricant français à s'être engagé dans une démarche de certification de certains de ses produits à ce niveau. C'est ainsi que les tuiles Omega 10, Standard 14, Standard 9, HP 10, Alpha 10 et Delta 10 sont les seules tuiles françaises titulaires de la marque NF Montagne ;
- pour les briques : les caractéristiques dimensionnelles et physiques, la résistance à la compression, la dilation à l'humidité et la résistance au gel ;
- pour les conduits de fumée : les caractéristiques dimensionnelles, la résistance à la compression, la résistance aux chocs thermiques, l'étanchéité aux gaz après chocs thermiques, ainsi que la résistance à la corrosion, au ramonage, à la condensation et la performance thermique.

En 2007, 12 sites industriels ainsi que le siège de la société Imerys TC (Limonest, Rhône, France) sont certifiés ISO 14001 suite à la mise en place d'un système de management environnemental.

• Ardoise

L'ardoise naturelle Angers-Trélazé® a été la première ardoise à recevoir de l'AFNOR la marque NF-Ardoises, en mars 2005. Les produits de la marque Angers-Trélazé® répondent à la plus exigeante des normes françaises.

■ Organisation commerciale

• Terre Cuite

Afin de répondre au mieux aux besoins de ses clients, l'organisation commerciale de l'activité Terre Cuite est structurée autour des marchés régionaux et des gammes de produits – tuiles, briques, produits en béton et conduits de fumée.

La proximité des équipes auprès de la clientèle en est le facteur déterminant. Pour une relation commerciale optimale, un interlocuteur unique en charge de toutes les étapes, depuis la commande jusqu'à la livraison, est dédié à chaque client et des régions commerciales ont été précisément définies. La création, fin 2006, d'une sixième région commerciale, complète le maillage national et vient soutenir le développement d'Imerys Structure dans l'Ouest de la France.

Cette volonté de proximité avec les clients s'appuie également sur une stratégie de communication dynamique ainsi que sur une large offre de services adaptés à leurs besoins :

- en communiquant sur son partenariat avec la Fondation Sylvain Augier, qui agit pour la sauvegarde de la beauté des paysages et notamment au travers du magazine Regards & Découvertes, les marques Imerys Toiture™ et Imerys Structure™ renforcent leur présence auprès du grand public ;
- Imerys Toiture édite un magazine semestriel régionalisé pour ses clients professionnels (L'Observatoire de la Tuile) dont l'objectif est de soutenir les lancements de nouveaux produits tout en informant les professionnels du secteur des opportunités marché ;
- Imerys Structure a créé le label "Négoce Expert Terre Cuite" pour accompagner les négoce qui maîtrisent ses produits et s'investissent dans le développement de la technique joint mince. Près de 300 négoce bénéficient aujourd'hui de ce label ;
- l'offre de services sur Internet se poursuit auprès des professionnels et des particuliers. Imerys Toiture s'appuie sur un site marque www.imerys-toiture.com, un site dédié aux produits solaires www.tuile-photovoltaïque.fr et un site portail www.e-toiture.com. En 2007, un nouvel espace "particuliers" propose des applications inédites : une base de données unique, un système de parcours guidés pour faciliter le choix, un module de recherche des professionnels et des contenus exhaustifs sur l'ensemble de la toiture. Imerys Structure dispose également d'outils interactifs pour

compléter ses services de proximité. Avec cinq espaces Professionnels et un espace Particuliers, le site www.imerys-structure.com propose des contenus spécifiques à chaque métier ainsi que des services inédits d'optimisation des choix. De nouveaux outils ont été mis en ligne en 2007 : un moteur de recherche des négociants experts terre cuite, des films pédagogiques de formation à la pose joint mince, complété par de nouveaux outils en 2007 ;

- la formation est une priorité en terme de service apporté aux clients couvreurs et maçons. Après une implantation à Saint Germer (Oise), Quincieux (Rhône) et Léguevin (Haute-Garonne), le développement des centres de formation à la pose de tuiles est accentué dans la zone sud sur les sites de Saint-Geours d'Auribat (Landes) et de Salon de Provence (Bouches-du-Rhône). De même, afin de soutenir la stratégie de développement national et après l'ouverture, à Saint Marcellin (Loire), du premier centre de formation agréé à la pose de produits joints minces, deux nouveaux centres ont été créés à Colomiers (Haute-Garonne) et la Boissière-du-Doré (Loire-Atlantique). Enfin, Imerys Structure anime "Le Club Poseurs" qui compte aujourd'hui près de 400 entreprises membres.

• Ardoise

En 2007, les Ardoisières d'Angers ont poursuivi les actions de fidélisation des entreprises de couverture partenaires au sein du "Club de la Bleue". Par ailleurs, la rénovation de sites par les Monuments Historiques (Châteaux de Fontainebleau et de Versailles, Hospices de Beaune, Abbaye de Hautecombe) a encore étendu les références prestigieuses des produits des Ardoisières d'Angers. L'équipe commerciale a également été renforcée dans le cadre du lancement de la gamme de produits paysagers.

5.3 Solutions Réfractaires

Solutions Réfractaires regroupe deux activités : Calderys et Supports de Cuisson.

• Calderys

Calderys est le leader mondial des réfractaires monolithiques silico-alumineux. Son expertise technique lui permet de proposer à ses clients une gamme complète de solutions réfractaires (produits, ingénierie, supervision).

En 2007, Calderys a acquis ACE, le leader indien des réfractaires monolithiques, dont les produits s'adressent aux secteurs de la sidérurgie, du ciment et des centrales thermiques, en croissance rapide dans ce pays. Avec deux usines situées dans le centre de l'Inde et cinq agences commerciales dans les principales villes, ACE bénéficie d'infrastructures et d'équipes techniques de grande qualité. La société emploie près de 550 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros. Avec l'intégration de ACE, Imerys prend pied de façon significative sur le marché indien, acquiert une position de leader et une importante présence commerciale. Calderys devrait donc être en mesure de bénéficier pleinement de la forte croissance attendue sur le marché indien des réfractaires monolithiques, mais également de servir les marchés du Moyen Orient.

En Afrique du Sud, Calderys a pris le contrôle, en septembre 2007, de B&B Refractories Services Ltd, un installateur de produits réfractaires pour d'importants sites sidérurgiques et renforce ainsi son savoir-faire et sa position dans ce secteur.

• Supports de Cuisson

L'activité Supports de Cuisson développe, conçoit, fabrique et commercialise dans le monde entier des supports de cuisson et des éléments constitutifs de fours industriels destinés principalement aux fabricants de tuiles et de céramiques fines (vaisselle, sanitaire, carrelage). Ses produits sont également utilisés dans les applications thermiques, telles que le frittage¹ de métaux et les ferrites².

¹ Frittage : procédé de fabrication de pièces consistant à chauffer une poudre sans la mener jusqu'à la fusion. Sous l'effet de la chaleur, les grains se soudent entre eux, ce qui forme la cohésion de la pièce.

² Ferrite : céramique ferromagnétique à base d'oxyde de fer.

➤ PRODUITS

• Calderys

Les réfractaires monolithiques sont des matériaux utilisés dans la construction ou la réparation de revêtements réfractaires devant supporter des températures élevées et des conditions de sollicitation intensive. Ils sont également utilisés dans la fabrication de réfractaires préfabriqués, aussi appelés "pièces de forme prêtes à l'emploi".

Les réfractaires monolithiques sont constitués de matières premières minérales, naturelles ou synthétiques comme les chamottes, l'andalousite, la mullite, la bauxite, l'alumine tabulaire ou fondue (monolithiques silico-alumineux), les spinelles, la magnésie, la dolomie, (monolithiques "basiques"), auxquelles sont incorporés des liants (ciments réfractaires, argiles ou additifs). Les monolithiques sont posés en utilisant les techniques de coulage, de projection ou de bouchage.

La gamme de produits de ACE permettra à Calderys de servir les marchés du Moyen-Orient, en forte croissance, notamment avec la fourniture de briques manufacturées par des sous-traitants indiens, pour offrir une panoplie complète de produits pour les projets de première monte.

La valeur ajoutée des monolithiques, leurs propriétés, utiles à de nombreuses applications et leur relative facilité d'emploi sont les principales raisons d'une lente, mais régulière, augmentation de leur part de marché par rapport aux réfractaires façonnés (briques) dans toutes les industries.

Calderys revoit actuellement son portefeuille de marque. Une nouvelle offre optimisée devrait progressivement voir le jour en 2008.

• Supports de Cuisson

L'activité offre à ses clients une gamme large et diversifiée de supports de cuisson conçus spécialement pour répondre à toutes les conditions d'utilisation (température, cycles de cuisson, systèmes de charge et de manipulation). Les supports de cuisson sont des pièces de forme en matériaux réfractaires (cordiérite, mullite ou carbure de silicium) maintenant le produit final pendant le processus de fabrication. Ils doivent à la fois offrir une bonne résistance aux chocs mécaniques et thermiques, et être les plus légers possible afin d'économiser l'énergie et améliorer l'efficacité du processus de cuisson.

■ Applications

• Calderys

Les solutions techniques de Calderys se retrouvent dans toutes les industries nécessitant des hautes températures comme la sidérurgie, les fonderies de métaux ferreux et non-ferreux (y compris l'aluminium), les centrales électriques, les incinérateurs, l'industrie du ciment, les sites pétrochimiques.

Solutions techniques proposées aux clients, les produits répondent exactement aux exigences des industriels. Ces solutions comprennent aussi bien les réfractaires monolithiques fabriqués par la division, que les formes prêtes à l'emploi, les isolants, les systèmes d'ancrage et autres accessoires. Calderys propose également des services de conception, d'ingénierie et de supervision de l'installation des produits. ACE apportera à Calderys sa connaissance et son expérience approfondies des installations techniques asiatiques et B&B Refractories Services Ltd complètera le savoir-faire d'Imerys en Afrique du Sud.

• Supports de cuisson

L'activité conçoit et fabrique les supports de cuisson ainsi que des protections réfractaires pour les parois et structures de wagons de cuisson, en mélange de cordiérite-mullite ou en carbure de silicium. Ces matériaux permettent en effet d'optimiser la capacité de cuisson disponible et de protéger le produit d'éventuelles déformations et de réactions de contact. En outre, ils augmentent significativement la durée de vie des consommables que constituent les supports.

L'activité dispose d'un bureau de conception capable de visualiser, modéliser, développer et optimiser des produits de support de cuisson en utilisant un système de conception assistée par ordinateur qui incorpore des programmes de simulation de haute technologie. Cet équipement de pointe permet la simulation des performances thermiques et mécaniques et du comportement de résistance aux chocs mécaniques et aux vibrations. Cette étape indispensable au processus de développement permet de répondre aux besoins des clients les plus exigeants.

Les principaux produits de l'activité sont utilisés sur les marchés suivants :

- Industrie de la tuile

L'activité Supports de Cuisson fabrique des supports de cuisson en "H" et en "U" qui, posés sur des wagons de cuisson, maintiennent les tuiles lors de leur passage prolongé dans des fours tunnel traditionnels ou intermittents. L'activité fabrique et commercialise aussi des superstructures et éléments de construction, destinés aux systèmes de matériels d'enfournement extrêmement flexibles et ultra légers.

- Céramiques fines

Pour les marchés des céramiques fines, l'activité produit des supports individuels ou empilables, pressés, coulés ou extrudés, destinés à la cuisson de la vaisselle et des pièces sanitaires ainsi que des supports coulés ou pressés pour le carrelage. A l'heure actuelle, la cuisson des carrelages s'effectue principalement dans des fours équipés de foyer à rouleaux en mullite extrudés et usinés.

➤ INNOVATION

• Calderys

Des produits innovants et des solutions sont développés pour satisfaire les besoins spécifiques des clients en fonction des caractéristiques de chaque industrie. Calderys a ainsi mis au point plusieurs produits ou solutions qui augmentent la durée de vie du réfractaire, qui satisfont aux nouveaux critères de santé et sécurité demandés par les clients ou qui leur permettent d'utiliser plus facilement des matières premières de qualité variable.

Un programme de recherche lancé en 2006 et destiné à réduire le temps de séchage des réfractaires, a permis le lancement de plusieurs nouveaux produits. L'objectif de ce programme était de réduire les périodes d'immobilisation des installations lors de la réfection du revêtement des hauts-fourneaux et des fonderies. Ces recherches se poursuivront en 2008 pour être appliquées à d'autres marchés.

Calderys participe à plusieurs programmes de recherche comme DRUIDE (durabilité des réfractaires dans les incinérateurs, sur quatre ans) et FIRE (études internationales et recherche dans le domaine des réfractaires et formation des jeunes ingénieurs réfractoristes internationaux).

Une gamme de mélanges de silices solubles et sans borate (SBF) a été lancée pour la fonderie. Cette innovation, d'application facile, résout les questions environnementales et de santé induites par l'utilisation de borate : émission de gaz, production de déchets toxiques et risques pour la santé des utilisateurs.

Les nouveaux Kercast GU 2303 et 2308 sont des réfractaires coulés, pour l'industrie de l'acier, d'une durée de vie et d'une résistance accrues, utilisés pour la fabrication des aciers coulés. Ces produits permettent aux clients de consommer moins de matières premières.

• Supports de cuisson

Pour développer de nouveaux matériaux, formes et processus de fabrication, l'activité s'appuie sur deux laboratoires de Recherche & Développement basés en Espagne et en Hongrie.

Elle a mis au point une composition en cordiérite légère permettant de fabriquer des supports de cuisson en H qui, avec un poids réduit d'environ 15 %, génèrent une économie d'énergie pour les fabricants de tuiles. Des tests en cours valideront les résistances mécaniques et thermiques de ces nouveaux supports.

En 2007, de nouveaux supports de cuisson, en carbure de silicium et en zircon, ont été mis au point et brevetés. Ces produits ont été proposés à des fabricants de composants électroniques et sont actuellement en phase de tests de qualification, en Europe et en Asie.

➤ MARCHES

• Calderys

Les marchés des réfractaires monolithiques sont restés dynamiques en 2007, grâce à une augmentation globale de la production d'acier¹ en Europe (+ 2,8 % en incluant la CIS). Le taux d'investissement dans les zones en fort développement, comme le Moyen-Orient ou l'Asie, où la production d'acier progresse très fortement, a permis la croissance de la demande en réfractaires. La production d'acier sur le marché indien, où Calderys dispose maintenant d'une position renforcée, a progressé de + 7,3 %. La croissance mondiale de la production de verre et ciment ainsi que de nombreux projets dans l'aluminium ont également contribué à la hausse de la demande en réfractaires monolithiques.

• Supports de Cuisson

En 2007, l'activité Supports de Cuisson a continué d'évoluer dans un marché très concurrentiel.

En Europe, l'arrivée de nouveaux intervenants a affecté le marché des supports de cuisson en H pour les tuiles de toiture, en particulier au premier semestre. Une amélioration a cependant été enregistrée dans la deuxième partie de l'année.

En Asie du Sud Est, l'environnement demeure marqué par les difficultés rencontrées par les fabricants de céramiques fines, principalement touchés par les importations chinoises.

■ Principaux concurrents de l'activité

• Calderys

RHI (Autriche), Vesuvius (Belgique).

• Supports de Cuisson

Burton GmbH & Co. KG (Allemagne), Beijing Trend (Chine), Saint-Gobain (France), HK – Ceram LTD (Hongrie).

➤ SITES INDUSTRIELS, QUALITE, ORGANISATION COMMERCIALE

■ Implantations industrielles

Les implantations industrielles de l'activité Solutions Réfractaires sont les suivantes :

	Europe	Amériques	Asie-Pacifique & Afrique
Calderys	Hangelar (Allemagne)	Puerto Ordaz (Vénézuëla)	Vereeniging (Afrique du Sud)
	Neuwied (Allemagne)		Unanderra (Australie)
	Sézanne (France)		Zhanjiagang (Chine)
	Leeds (Grande-Bretagne)		Katni (Inde)
	Győr (Hongrie)		Nagpur (Inde)
	Fiorano (Italie)		Kaoshu (Taiwan)
	Oosterhout (Pays-Bas)		
	Amäl (Suède)		
	Höganäs (Suède)		
	Vladimirovka (Ukraine)		
Supports de Cuisson	Cuntis, Galicia (Espagne)		Saraburi (Thaïlande)
	La Guardia, Galicia (Espagne)		
	Hódmezővásárhely (Hongrie)		

¹ Source : IISI.

■ Qualité

A l'exception des sites de Zhanjiagang (Chine), Vladimirovka (Ukraine) and Puerto Ordaz (Venezuela), où les certifications sont en cours, tous les sites de Calderys ainsi que ceux des Supports de Cuisson sont certifiés ISO 9001 version 2000.

■ Organisation commerciale

• Calderys

Afin de garantir une approche tournée vers le marché et d'offrir à ses clients des solutions réfractaires complètes, l'activité dispose de bureaux de vente ou de filiales sur tous ses marchés majeurs, soit dans plus de 30 pays. Les 5 agences commerciales de ACE ont considérablement renforcé la plateforme de Calderys en Inde.

• Supports de Cuisson

La commercialisation des produits de l'activité Supports de Cuisson est assurée par une organisation structurée en 4 zones géographiques, renforcée par un réseau international d'agents et de distributeurs.

6 - CERAMIQUES, REFRACTAIRES, ABRASIFS & FILTRATION

En 2007, la branche Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration était organisée autour de 5 activités menant de manière autonome leurs actions respectives et disposant de moyens centraux qui leur sont propres.

- Minéraux pour Céramiques ;
- Minéraux pour Réfractaires ;
- Minéraux Fondus (l'ancienne activité des Minéraux pour Abrasifs (Treibacher Schleifmittel) a été renommée Minéraux Fondus, à la suite de l'acquisition d'UCM en mars 2007 et de Astron China au début de l'année 2008) ;
- Minéraux pour Filtration ;
- Graphite & Carbone.

A compter du 13 février 2008, l'activité Minéraux pour Filtration fera partie de la nouvelle branche Minéraux de Performance & Filtration (*se référer à la section 2, Structure Générale du Groupe, dans le présent chapitre, pour plus de détails sur ce changement d'organisation*).

La branche dispose d'un large portefeuille de ressources minérales, importantes et de qualité. Grâce à la maîtrise de l'ensemble des techniques nécessaires à la transformation, la branche offre une gamme diversifiée de produits répondant aux caractéristiques spécifiques des industries servies, notamment dans les domaines de la résistance thermique, mécanique et chimique et de la filtration des liquides alimentaires. Coordination et partage des ressources appropriés sont assurés au cas par cas entre les activités.

En 2007, la branche Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration a réalisé plusieurs acquisitions dans chacune de ses cinq activités, principalement dans les marchés émergents (*voir les sections 6.2. à 6.6 du présent chapitre*) :

- les Minéraux pour Céramiques ont acquis deux producteurs de feldspath, Jumbo Mining Ltd (Inde) et The Feldspar Corporation (Etats-Unis), ainsi que des réserves stratégiques de feldspath en Turquie ;
- dans les Minéraux pour Réfractaires, deux nouvelles sociétés – Yilong en Chine (andalousite) et Vatutinsky (Vatutinsky Kombinat Vognetryviv) en Ukraine (chamottes) – ont été intégrées au périmètre. Vatutinsky est regroupée avec les activités de fabrication de chamottes et de Molochite™ d'AGS.
- les Minéraux Fondus ont acquis UCM (Royaume-Uni), spécialiste du zircon et du magnésium fondus et ZAF producteur d'alumine fondue (Chine) ;
- les Minéraux pour Filtration se sont également développés avec l'acquisition de Perfiltra (perlite, Argentine) et de Xinlong (vermiculite, Chine) ;
- l'activité Graphite & Carbone a acquis Baotou en Chine.

Chaque activité met en place l'organisation adaptée pour faciliter l'intégration des sociétés récemment acquises et la coopération dans les domaines industriel et commercial.

Le chiffre d'affaires de la branche Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration s'établit au 31 décembre 2007 à 1 297 millions d'euros, contribuant ainsi à hauteur de 38 % au chiffre d'affaires du Groupe.

La branche dispose de 137 sites industriels dans 29 pays.

Chiffre d'affaires 2007 : 1 297 millions d'€

29 %	Minéraux pour Céramiques
22 %	Minéraux pour Réfractaires
25 %	Minéraux Fondus
19 %	Minéraux pour Filtration
5 %	Graphite & Carbone

8 400 salariés

23 %	Minéraux pour Céramiques
29 %	Minéraux pour Réfractaires
19 %	Minéraux Fondus
23 %	Minéraux pour Filtration
6 %	Graphite & Carbone

6.1 Présentation synthétique de la branche

Activité	Produits	Principales applications	Marchés	Marques	Positions concurrentielles ⁽¹⁾
MINÉRAUX POUR CÉRAMIQUES	Argiles	Céramiques	Sanitaire	Vaisselle SSP™, SSP05™, SP™, Grolleg™, Regal™, Treviscoe™, Premium™, BIP™ kaolins, Hymod Prima™, Hymod Blue™, Hymod KC™, M&D™, KPCL NZCC (Premium)	N°1 européen des minéraux et pâtes céramiques pour porcelaine
	Feldspath	Electro-céramiques	Vaisselle	Sanitaire Hycast Forza™, Hycast LR™, Hycast Rapide™, Hycast VC™, Hycast Veloce™, Hycast Zodiac™, Kernick™, KT Cast™, KTS-Classic™, Martin #5™, MaxiCast™, Minspar 200™, NSC™, Old Mine #4™, OptiKas T™, Remblend™, Sancast™, Standard Porcelain™, SuperCast™, Thaicast S1™, Thaicast S2™, MRD-Turbocast™, XtraCast™	N°1 mondial des pâtes céramiques pour sanitaire
	Halloysite	Emaux	Fibre de verre	Carrelages Imerys Tiles Minerals, Cesar, Ceratera, DAM, Kaolinor 1C,	N°2 européen des matières premières pour carrelages
MINÉRAUX POUR RÉFRACTAIRES	Kaolin	Grès	Electrometallurgie		
	Pegmatite	Composants de masse	Carrelages de sol et de murs		
	Quartz	Matières premières pour émaux et engobes	Verre plat & en bouteille		
MINÉRAUX FONDUS	Pâtes céramiques & émaux	Pigments pour carrelages et porcelaines			
	Silice broyée "Grès de Thiviers"				
	Pigments naturels et couleurs dérivées				
MINÉRAUX POUR RÉFRACTAIRES	Chamottes	Réfractaires	Industries de l'acier	Alpha Star®, Andamul™, Argical™, Argirec™, Clayrac™, Durandal™, Ecce Chamottes™, Kerphalite™, Kersand™, Krugerite™, Molochite™, Mulcoa®, Purusite™, Randalusite™, Teco-Sil®, Teco-Sphere®	N°1 mondial des minéraux silico-alumineux pour réfractaires
	Andalousite		du verre		
	Kaolin calciné		et de l'aluminium		
MINÉRAUX FONDUS	Alumine		Fonderie		
	Silice		Electronique		
	Bauxite		Céramiques		
MINÉRAUX FONDUS	Bentonite		Construction		
	Argiles		Ciment		
	Métakaolins		Boues de forage		
MINÉRAUX FONDUS	Oxydes d'alumine fondus	Traitement de surface	Automobile	Alodur®	N°1 mondial des minéraux abrasifs
	Mullite électro-fondue	Sablage	Equipements industriels		
	Carbure de silicium	Réfractaires	Aéronautique		
MINÉRAUX FONDUS	Spinel électro-fondus	Céramiques techniques	Construction		
	Zircon fondu	Réfractaires	Production d'acier		
	Magnésie fondue	Eléments de chauffage et de friction	Appareils domestiques		

(1) Source : Imerys

Activité	Produits	Principales applications	Marchés	Marques	Positions concurrentielles ⁽¹⁾
MINÉRAUX POUR FILTRATION	Diatomite	Supports de filtration	Bière, jus de fruits Huiles alimentaires Alimentation Chimie Pharmacie Edulcorants Eau, vin	Celite®, DiaFil® Diactive®, Primisil® Kenite® Micro-Cel® Celpure® Chromosorb® Cla-flo®, Silasorb™, Celkate®, Fibra-Cel®	N°1 mondial des minéraux pour filtration
		Produits de charge	Agriculture Polymères Caoutchouc, cires Peintures Cosmétiques Isolation Papier Films plastiques	CelTix™ R-Series™	N°1 mondial des produits à base de diatomite
	Perlite	Filtration Horticulture	Alimentation Agriculture	Harborlite® Europerl®	N°1 mondial des produits de filtration à base de perlite
	Perlite expansée	Isolation thermique et phonique Construction Réfractaires Enduits Toiture	Construction	ActivBlock™	
	Verre silico-alumineux	Enduits	Peintures Cires	OpTiMat™	
	Vermiculite	Matériaux d'isolation Garnitures de freins Enduits Composites	Agriculture Construction Automobile	Imerys Vermiculite™	N°2 mondial de la vermiculite
GRAPHITE & CARBONE	Graphites naturels et synthétique Noir de carbone Cokes Dispersions Carbure de silicium	Poudres Mélanges Dispersions aqueuses Additifs	Energie mobile Matières pour ingénierie Additifs pour polymères Métallurgie Formage à chaud de métaux	MC-Composite, Rollit®, Timrex®, Timroc®, Timworld®, Ensaco™, Super P™	N°1 mondial des poudres de graphite de haute performance

(1) Source : Imerys

6.2 Minéraux pour Céramiques

Avec un portefeuille vaste et diversifié de matières premières et de pâtes céramiques, l'activité Minéraux pour Céramiques propose des solutions sur mesure à ses clients. Dans ce domaine hautement technique, le développement de partenariats avec les clients est essentiel dans les domaines de la vaisselle, du sanitaire, du carrelage de sol et de mur, du verre (y compris de la fibre de verre), de l'électro-porcelaine et de l'électrométallurgie.

En 2007, l'activité Minéraux pour Céramiques a acquis Jumbo Mining Ltd (Inde) en juin, The Feldspar Corporation (Etats-Unis) en septembre et des réserves de feldspath en Turquie, en décembre. Ces nouvelles opérations complètent efficacement le portefeuille de ressources minérales et d'usines.

Les Minéraux pour Céramiques produisent des applications pour les marchés de la vaisselle, du sanitaire et du carrelage qui présentent tous des spécificités.

► PRODUITS

Afin de satisfaire les besoins en évolution constante des marchés qu'elle sert, l'activité Minéraux pour Céramiques dispose de nombreuses réserves minérales de haute qualité dans le monde entier. Nombre de ces matières premières ont des propriétés remarquables telles qu'une exceptionnelle blancheur, une résistance mécanique élevée et une excellente rhéologie. Les processus de traitement sont adaptés aux besoins d'applications spécifiques.

■ Matières premières & pâtes céramiques

Les principales matières premières produites et commercialisées par l'activité Minéraux pour Céramiques sont les suivantes : argile, kaolin, feldspath, quartz, pigments naturels pour céramiques. Une présentation détaillée de ces minéraux figure en [section 4.3 Réserves et Ressources minérales](#).

L'activité Minéraux pour Céramiques produit également des céramiques prêtes à l'emploi, émaux et engobes, disponibles sous forme de granules (obtenues par atomisation) et sous forme liquide (barbotine). Les formulations de ces produits combinent plusieurs matières premières, selon les besoins spécifiques des clients.

■ Applications

L'activité propose des matières premières et pâtes céramiques de qualité supérieure, commercialisées principalement en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Asie et en Amérique du Nord. Ces applications incluent :

- **La vaisselle**

L'activité commercialise une gamme complète de matières premières, de pâtes céramiques et d'émaux adaptés à tous types d'applications dans le domaine de la vaisselle, comme la SSP™, la Standard Porcelain™, les kaolins Grolleg™, Premium™ et BIP™. Les différentes qualités de pâtes céramiques incluent la porcelaine, le "bone china", la porcelaine à basse température ("vitreous china"), le grès et la faïence pour lesquels la couleur obtenue après cuisson, la translucidité et la plasticité constituent des qualités essentielles. La gamme inclut également des pâtes pour l'électro-porcelaine comme Hymod Blue™, Hymod KC™ and M&D™. En Amérique du Nord, l'acquisition des actifs de The Feldspar Corporation ajoute une ligne de produits de feldspath de potassium, très utilisée dans l'électro-porcelaine.

- **Le sanitaire**

Cette activité est le seul producteur à proposer une gamme complète de produits à l'industrie mondiale du sanitaire. Elle investit en permanence dans la recherche afin de développer son portefeuille de produits à base de kaolins, d'argiles, de feldspaths, de chamottes et de pâtes céramiques. L'activité est également un important fournisseur de pâtes prêtes à l'emploi destinées au sanitaire avec une forte présence au Mexique et en Italie. Les applications en ce domaine comprennent la porcelaine à basse température et les "fine fireclay", produits par des techniques traditionnelles ou par coulage sous pression. Le coulage sous pression - plus rapide et plus automatisé - se développe, en particulier sur les marchés matures, où le coût de la main d'œuvre est plus élevé. Le coulage traditionnel demeure une technique largement répandue : il est en effet bien adapté à la production en petites séries de pièces complexes.

Certains kaolins de l'activité sont utilisés comme matière première de haute performance pour la fabrication de matériaux isolants ou de renfort, tels que la laine de verre ou la fibre de verre. Leurs propriétés proviennent de leur teneur en alumine, de leur faible teneur en fer, titane ou autres impuretés et de leur granulométrie spécifique.

- **Les minéraux pour carrelage**

L'activité propose une vaste gamme de matières premières pour carrelage, frites¹, émaux et engobes.

La production de **composants de masse de carrelage** requiert des argiles, des feldspaths, des sables, des sables feldspathiques et du kaolin ultra blanc. Imerys fournit l'ensemble de ces produits aux principaux fabricants de carrelage dans le monde entier.

Grâce à ses unités de mélange stratégiquement situées à Castellón (Espagne), à Modène, à Ravenne (Italie) et à Guangzhou (Chine), Imerys propose à ses clients des solutions innovantes et des formulations de carrelage sur mesure, basées sur des matières premières provenant entre autres, de France, d'Espagne, du Portugal, de Grande-Bretagne, d'Ukraine et, plus récemment, de Turquie.

Pour les applications du **carrelage émaillé**, la décoration du carrelage est obtenue en ajoutant des émaux et des engobes à la surface de la masse. Ces produits nécessitent l'emploi de différentes matières premières de haute performance : de la silice et des fondants broyés², des kaolins et des argiles. La plupart de ces matières premières sont produites par Imerys et commercialisées sous des marques réputées dans le monde entier. Avec l'acquisition de Jumbo Mining en Inde, elles incluent désormais le feldspath de potassium pour les frites. Fin 2007, Imerys a également acquis des droits d'exploitation minière sur un gisement de feldspath sodique d'excellente qualité, en Turquie.

Les **pigments naturels** sont utilisés pour décorer les carrelages. Imerys propose la gamme la plus large de solutions colorantes naturelles. Depuis environ 30 ans, Imerys a acquis une grande expérience et un savoir-faire unique en travaillant notamment le "Grès de Thiviers" dont la couleur est naturellement rouge. Imerys développe également des solutions colorantes basées sur des couleurs existantes, rivalisant avec les produits synthétiques.

Les **feldspaths** d'Imerys améliorent le processus de fabrication du verre plat et des verres creux. Leurs propriétés permettent de réduire la température de fusion du quartz et de contrôler la viscosité du verre pendant la fabrication. Grâce à sa teneur en alumine, le feldspath procure, de plus, fermeté, flexibilité, cohésion et résistance chimique aux produits finis.

Outre la fourniture de matières premières, les Minéraux pour Carrelage d'Imerys proposent également des solutions de broyage, pour la transformation des minéraux industriels dans ses sites de production européens : en France (Feldspaths du Sud et Provins), en Espagne (Castellón) pour les minéraux durs et tendres et en Allemagne (Türkismühle) pour les minéraux durs.

- **Quartz**

Imerys extrait des quartz de haute pureté (teneur en silice supérieure à 99,8 %), destinés au marché des ferro-alliages : le silicium, où le quartz est la matière première de base, mais aussi le ferro-silicium. Le silicium, composant essentiel des alliages à base d'aluminium, est aussi la matière de base pour la chimie des silicones et silanes. Le ferro-silicium, est, quant à lui, utilisé dans les alliages sidérurgiques spéciaux.

¹ Frites : procédé de fabrication de pièces consistant à chauffer une poudre sans la mener jusqu'à la fusion. Sous l'effet de la chaleur, les grains se soudent entre eux, ce qui forme la cohésion de la pièce.

² Fondants : produits de la famille des feldspaths.

➤ INNOVATION

Une équipe dédiée à l'innovation dans le domaine des céramiques a été constituée et se consacre au développement de nouveaux minéraux et d'applications innovantes. Opérationnel depuis juillet 2007, le "Ceramic Centre" d'Imerys est basé en France, à Limoges, où sera également implanté le Centre Européen de Céramiques (lancé par la l'Union Européenne), à partir de la mi-2009. Le "Ceramic Centre" d'Imerys vise à favoriser le développement de l'activité Minéraux pour Céramiques en mettant l'accent sur de nouvelles ressources minérales et de nouvelles applications.

■ Vaisselle

Les efforts se sont poursuivis pour renforcer et compléter le portefeuille de produits, avec de nouvelles pâtes céramiques et des pâtes destinées à l'électro-porcelaine, dont la demande reste élevée. Les études en matière d'innovation ont porté sur les paramètres d'atomisation et la pressabilité des pâtes pour le pressage isostatique.

■ Sanitaire

L'industrie du sanitaire continue de porter un grand intérêt pour les produits de coulage sous pression. Une gamme d'argiles et de kaolins a été développée pour ce marché et a démontré sa capacité à améliorer les rendements et la productivité.

Dans un contexte de hausse des prix de l'énergie, les travaux actuels en matière d'innovation concernent les effets des divers systèmes de flux visant à réduire les températures de cuisson ; les argiles de haute résistance sont une priorité, pour les besoins uniques de clients. Dans le marché des céramiques fines, l'intégration des chamottes d'AGS et les résultats obtenus par la R&D dans le domaine des argiles ont permis à l'activité Sanitaire d'Imerys d'être l'unique producteur capable d'offrir à ses clients des solutions sur-mesure dans le domaine des céramiques fines.

Aux Etats-Unis, l'augmentation de la production de carreaux en porcelaine constitue toujours une priorité.

■ Minéraux pour carrelage

La qualité des produits les plus vendus à travers le monde a été améliorée grâce à l'ajout de kaolins techniques, issus de mélanges d'argiles et de kaolins de différentes qualités.

Sous la marque Cesar, Imerys a développé son offre de colorants naturels. Outre sa gamme de Grès de Thiviers, les fabricants de carrelages et de pigments ont désormais le choix entre diverses nuances de rouge, rose, jaune, brun et gris présentant des effets mats ou métalliques. La palette de "Couleurs dérivées" (mélanges de produits naturels et synthétiques), sont des produits "prêts à l'emploi", dotés d'excellentes propriétés colorantes, à un prix très compétitif.

➤ MARCHES

Les marchés des céramiques ont été en légère croissance en Europe en 2007, après le repli enregistré l'année précédente. Depuis le quatrième trimestre 2006, les marchés nord-américains sont, quant à eux, en recul. Ils sont en effet partiellement liés au secteur du bâtiment.

■ Vaisselle

En 2007, le marché européen de la vaisselle s'est stabilisé par rapport à l'année précédente. La tendance à la délocalisation des productions vers la Chine se poursuit mais à un rythme moindre, les fabricants occidentaux ayant réussi à différencier leurs produits par le design, l'innovation, la qualité et le service. Le marché a été tiré par la très forte demande du secteur hôtelier, qui privilégie des produits de meilleure qualité, conçus pour durer plus longtemps tout en restant à la pointe de la mode. La faiblesse du dollar américain préoccupe les fabricants qui exportent une part significative de leur production vers les Etats-Unis et la facturent en dollars américains.

■ Sanitaire

Le marché des sanitaires demeure très concurrentiel dans les zones de production comme l'Europe de l'Ouest où l'automatisation se poursuit afin de réduire les coûts de production et augmenter les rendements.

Les zones de production à moindres coûts comme le Moyen-Orient, l'Europe de l'Est et l'Afrique du Nord ont poursuivi leur croissance en volume. Dans le même temps, l'Asie du Sud-Est et la Chine ont été dynamiques grâce aux nouvelles capacités de production déployées par de grands clients.

Le mouvement de rationalisation du marché du sanitaire en Amérique du Nord se poursuit, alors que l'augmentation des capacités de production se poursuit au Mexique et en Amérique Latine.

■ Minéraux pour carrelage

Le segment des carrelages en porcelaine émaillée de haut et milieu de gamme, sur lequel l'activité Minéraux pour Carrelages est largement présente, s'est bien comporté, notamment en Espagne, où les pâtes blanches pour carrelage remplacent les pâtes rouges. La croissance totale du marché du carrelage s'est toutefois ralentie en Europe de l'Ouest.

L'Europe de l'Est, le Moyen-Orient, la Turquie, l'Asie du Sud-Est, l'Inde, la Chine et l'Amérique du Sud sont des régions en expansion pour la production de carrelage. Les fabricants de carrelages italiens et espagnols, traditionnellement exportateurs, ont souffert de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain. La croissance des carrelages en porcelaine se poursuit pour les marchés finaux, ainsi que l'investissement dans des productions locales aux Etats-Unis, au Mexique et en Turquie.

■ Principaux concurrents

AKW, Stephan Schmidt (Allemagne) ; Groupe Sibelco (Belgique) ; Kaolin AD (Bulgarie) ; Burella et Ecesa (Espagne) ; Unimin et Chemical Lime (Etats-Unis) ; Soka (France) ; Goonvean (Grande-Bretagne) ; Gruppo Minerali Maffei (Italie) ; Mota (Portugal) ; Lasselberger et Sedleky Kaolin (République Tchèque) ; divers producteurs locaux de feldspath (Turquie) ou d'argiles (Ukraine).

➤ IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES, QUALITE ET ORGANISATION COMMERCIALE

■ Implantations industrielles

Les implantations industrielles de l'activité Minéraux pour Céramiques sont les suivantes :

	<i>Europe</i>	<i>Amérique</i>	<i>Asie Pacifique</i>
Kaolin	Beauvoir, Allier (<i>France</i>)	Edgar, Floride (<i>Etats-Unis</i>)	Kerikeri (<i>Nouvelle Zélande</i>)
	Berrien, Finistère (<i>France</i>)	Langley, Caroline du Sud (<i>Etats-Unis</i>)	Ranong (<i>Thaïlande</i>)
	Ploemeur, Morbihan (<i>France</i>)	Sandersville, Géorgie (<i>Etats-Unis</i>)	
	Western Area Cornouailles (<i>Grande-Bretagne</i>)		
	Belaya Balka (<i>Ukraine</i>)		
Argiles	Beaulon, Allier (<i>France</i>)	Crenshaw, Mississippi (<i>Etats-Unis</i>)	Jiangmen, Guangdong (<i>Chine</i>)
	Charolais, Saône et Loire (<i>France</i>)	Gleason, Tennessee (<i>Etats-Unis</i>)	Lampang (<i>Thaïlande</i>)
	Littry, Calvados (<i>France</i>)	Mayfield, Kentucky (<i>Etats-Unis</i>)	
	Nançay, Cher (<i>France</i>)		
	Neuvy St Sépulchre, Indre (<i>France</i>)		
	Provins/Beaujard, Seine et Marne (<i>France</i>)		
	St Pierre le Moutier, Nièvre (<i>France</i>)		
	Tournon St Martin, Indre (<i>France</i>)		
	Bovey Tracy, Devon (<i>Grande-Bretagne</i>)		
	Wareham, Devon (<i>Grande-Bretagne</i>)		
	Popanianska (<i>Ukraine</i>)		

	<i>Europe</i>	<i>Amérique</i>	<i>Asie Pacifique</i>
Pâtes	Kahla (<i>Allemagne</i>)	Dolores (<i>Mexique</i>)	Cong Hua, Guangdong (<i>Chine</i>)
céramiques	Neustadt bei Coburg (<i>Allemagne</i>)	Monterrey (<i>Mexique</i>)	Jiangmen, Guangdong (<i>Chine</i>)
	Schmelitz (<i>Allemagne</i>)		
	Wiesendorf (<i>Allemagne</i>)		
	Aixe sur Vienne, Haute Vienne (<i>France</i>)		
	Juriol, Haute Vienne (<i>France</i>)		
	Marcognac, Haute Vienne (<i>France</i>)		
	Civita Castellana (<i>Italie</i>)		
	Ilhavo (<i>Portugal</i>)		
	Karlovy Vary (<i>République Tchèque</i>)		
“Grès de Thiviers”	St Sulpice de Mareuil, Dordogne (<i>France</i>)		
Feldspath	Nohfelden (<i>Allemagne</i>)	Monticello, Géorgie (<i>Etats-Unis</i>)	Kadthal, Hyderabad (<i>Inde</i>)
& sables	Alberto (<i>Espagne</i>)	Spruce Pine, Caroline du Nord (<i>Etats-Unis</i>)	Kotha Kota, Hyderabad (<i>Inde</i>)
feldspathiques	Acehuche, Caceres (<i>Espagne</i>)		
	Etang sur Arroux, Saône et Loire (<i>France</i>)		
	Lansac, Pyrénées Orientales (<i>France</i>)		
	Montebras, Creuse (<i>France</i>)		
	Salvezines, Aude (<i>France</i>)		
	Milas (<i>Turquie</i>)		
Mica	Etang sur Arroux, Saône et Loire (<i>France</i>)	Spruce Pine, Caroline du Nord (<i>Etats-Unis</i>)	
	Ploemeur, Morbihan (<i>France</i>)		
Quartz	La Chapelle Agnon, Puy de Dôme (<i>France</i>)	Spruce Pine, Caroline du Nord (<i>Etats-Unis</i>)	
	Ploemeur, Morbihan (<i>France</i>)		
	Saint Jean de Cole, Dordogne (<i>France</i>)		
	Thédirac, Lot (<i>France</i>)		
Usines de broyage	Turkismuhle (<i>Allemagne</i>)		
	Castellon (<i>Espagne</i>)		
	Caudiès, Pyrénées Orientales (<i>France</i>)		
	Port la Nouvelle, Aude (<i>France</i>)		
	Stoke on Trent (<i>Grande-Bretagne</i>)		
Unités de mélanges	Castellon (<i>Espagne</i>)		
	Modène (<i>Italie</i>)		
	Ravena (<i>Italie</i>)		

■ Qualité

Les Minéraux pour Céramiques sont fortement engagés dans une politique d'amélioration de la qualité.

- Europe : toutes les activités en Grande-Bretagne sont certifiées ISO 9001 version 2000 de même que les sites de Civita Castellana (Italie) ainsi que les implantations européennes de fabrication de pâtes pour céramiques. En France, les sites de Imerys Ceramics France Feldspaths du Sud, Feldspaths du Morvan et Kaolins de Bretagne (Ploemeur et Berrien) sont certifiés ISO 9001 version 2000, tout comme les sites de St Sulpice de Mareuil et Châteauroux. Le processus de certification est en cours de finalisation pour les sites de Minéraux pour Carrelages.
- Amérique du Nord : Les usines de Crenshaw, Langley, Spruce Pine (Etats-Unis) et Monterrey (Mexique) sont certifiées ISO 9001 version 2000.

■ Organisation commerciale

L'activité Minéraux pour Céramiques dispose d'implantations stratégiques dans le monde entier et ses produits sont commercialisés par ses propres forces de vente ou par des réseaux d'agents et de distributeurs indépendants.

6.3 Minéraux pour Réfractaires

L'activité Minéraux pour Réfractaires a été constituée par les acquisitions successives réalisées par le Groupe depuis une vingtaine d'années dans ce domaine. Elle comprend toutes les activités de production et de transformation des matières premières pour réfractaires acides et basiques pour lesquelles le Groupe occupe une position mondiale de premier plan.

En 2007, l'activité a développé ses positions et sa présence géographique en procédant à deux acquisitions stratégiques.

- En Chine (Xinjiang), Imerys a pris une participation de 65 % dans Yilong Andalusite (avril). Cette opération permet à l'activité d'accéder à une réserve d'andalusite d'excellente qualité développée pour servir le marché chinois des réfractaires. Elle confirme également la volonté d'Imerys de diversifier ses sources d'approvisionnement dans ce minéral et sa détermination à fournir, sur le long terme, des produits de grande qualité à ses clients mondiaux. Les réserves de Yilong permettront au Groupe d'accroître sa capacité de production d'andalusite et de faire face à la forte croissance de la demande tant sur ses marchés traditionnels et que sur ses nouveaux marchés.
- En Ukraine, Imerys a pris le contrôle de la société Vatutinsky (Vatutinsky Kombinat Vognetryviv) en augmentant sa participation de 26 % à 86 % (juillet). Spécialisée dans la production de chamottes (argiles calcinées) à basse et moyenne teneurs en alumine pour les marchés réfractaires, Vatutinsky sert principalement les marchés d'Europe de l'Est (y compris Ukraine et Russie). L'activité renforce ainsi sa base de production de chamottes jusqu'alors implantée aux Etats-Unis (C-E Minerals) et en France (AGS).

Depuis le 1^{er} janvier 2008, les activités d'AGS, de Vatutinsky et de Molochite™ ont été regroupées au sein d'une nouvelle unité, "European Chamottes", qui permettra d'améliorer l'efficacité et la rentabilité en partageant l'expertise de plusieurs entités, tant en termes de production, que de logistique et de vente.

➤ PRODUITS

Les produits fabriqués pour l'activité Minéraux pour Réfractaires sont issus de la transformation de minéraux silico-alumineux. Ils sont utilisés par les industries des réfractaires pour leurs capacités de résistance mécanique et chimique ainsi que pour leurs propriétés thermiques. Une présentation détaillée des minéraux figure en [section 4.3 Réserves et Ressources minérales](#).

■ Matières premières

Les matières premières pour réfractaires acides contiennent de l'alumine et de la silice. L'activité dispose de gisements silico-alumineux de très grande qualité répartis à travers le monde :

- andalusite à Glomel (France), en Afrique du Sud et à Xinjiang (Chine) ;
- kaolins de Cornouailles (Grande-Bretagne), de Géorgie et d'Alabama (Etats-Unis) ;
- argiles et métakaolin à Clérac (France) ;
- chamottes à Clérac (France) et Vatutinsky (Ukraine).

L'activité propose ainsi la plus large gamme de matières premières réfractaires de qualité, certaines d'entre elles étant produites par d'autres activités d'Imerys : mullites produites en Géorgie (Etats-Unis), chamottes (France, Ukraine), kaolin calciné (Molochite™), andalusite, argiles (France), silice fondue et alumine fondue, zircon fondu, silice sphérique, alumine tabulaire, bauxite, carbure de silicium.

■ Applications

Les matières réfractaires sont des matières premières naturelles ou synthétiques qui résistent à des températures extrêmes (> 1 500°C) dans des conditions de sollicitation intense tant physique que chimique.

Les principales applications des minéraux pour réfractaires sont les suivantes :

- réfractaires pour l'industrie de l'acier, du verre, du ciment et de l'aluminium ;
- supports de cuisson pour l'industrie céramique ;
- fonderie de précision ;
- composants électroniques.

La demande évolue vers des produits aux exigences techniques de plus en plus strictes sur lesquels l'activité Minéraux pour Réfractaires peut valoriser ses compétences techniques. Certains segments, comme par exemple les minéraux destinés à la fabrication des composants électroniques et à la fonderie de précision – silice fondue ou sphérique – requièrent des produits de très haute précision et de qualité irréprochable, pour lesquels Imerys apporte son expertise technique.

Chacune des entités des activités Minéraux pour Réfractaires est spécialisée dans la production et la commercialisation de minéraux spécifiques avec une coordination globale.

- C-E Minerals, Inc. (Etats-Unis) est le leader mondial pour la production et la fourniture de minéraux industriels réfractaires, avec notamment, les produits Mulcoa®, une mullite à haute teneur en alumine, les corindons blancs, la silice fondue Teco-Sil®, la silice sphérique Teco-Sphere®, la bauxite réfractaire de haute densité Alpha Star®, les corindons bruns, le carbure de silicium, et l'alumine tabulaire, pour les marchés des produits réfractaires, des composants électroniques et de la fonderie de précision.
- Chamottes Europe regroupe désormais les activités suivantes :
 - AGS (France), leader européen pour la production d'argiles calcinées. La richesse et la variété des argiles du bassin des Charentes (France), ainsi que les technologies des process de transformation, permettent de proposer une large gamme de produits (argiles, argiles en poudre, dites argiles pulvérulentes, argiles calcinées, métakaolins, chamottes) vendus à de multiples secteurs d'activités : réfractaires, sanitaire, carrelage, colles, caoutchoucs, engrais, bétons, etc... ;
 - Vatutinsky (Ukraine), spécialiste des chamottes (argiles calcinées) à faible et moyenne teneur en alumine pour le secteur des réfractaires. Vatutinsky fournit principalement les marchés d'Europe de l'Est (y compris l'Ukraine et la Russie) ;
 - Imerys Minerals Ltd (Grande-Bretagne) produit la Molochite™, mélange réfractaire unique d'alumine et de silice résistant à l'abrasion et aux chocs thermiques, obtenu par la calcination de kaolins spécialement sélectionnés. La Molochite™ est surtout utilisée dans les supports de cuisson, la fonderie de précision et pour des produits réfractaires spéciaux.
- Damrec (France), premier producteur mondial d'andalousite, minéral silico-alumineux principalement utilisé en sidérurgie, mais aussi par l'industrie de l'aluminium, du verre et du ciment, offre une gamme complète avec des produits connus sous le nom de Durandal™, Kerphalite™, Kersand™, Krugerite™, Purusite™ et Randalusite™.
- Ecca Holdings (Pty) Ltd et Cape Bentonite (Pty) Ltd (Afrique du Sud) produisent des chamottes, des argiles céramiques et de la bentonite. La bentonite est principalement utilisée dans les industries de la fonderie, de la pelletisation, des boues de forage et dans le domaine de l'environnement. Les argiles céramiques sont vendues sur le marché local sud-africain, en particulier celui du carrelage.

➤ INNOVATION

L'activité conduit ses travaux de recherche dans les applications réfractaires et non-réfractaires en étroite collaboration avec le CARRD – Centre de Recherche et Développement pour les Abrasifs et les Réfractaires – d'Imerys (Autriche). Ces recherches permettront à la fois la mise sur le marché de nouveaux produits élaborés à partir des matières premières de l'activité Minéraux pour Réfractaires (andalousite – marchés de la fonderie), mais également le développement de nouvelles applications.

En outre, AGS a réussi à contrôler les hausses du coût de l'énergie en diversifiant ses sources d'approvisionnement énergétique. Sa gamme de combustibles, qui comprend déjà la sciure, les graisses et le fioul recyclé, a été diversifiée avec la mise en service d'une usine de récupération du biogaz. Grâce à ce procédé, AGS réalisera des économies d'énergie primaire et réduira ses émissions de CO₂. Des projets d'économie d'énergie se poursuivent également chez C-E Minerals, Inc (Etats-Unis).

➤ MARCHES

Les marchés des réfractaires ont été en nette progression en 2007, grâce au dynamisme de l'industrie sidérurgique, avec une hausse globale de la production d'acier dans l'Europe des 27 (+ 1,7 %)¹ et en Asie (+ 11,7 %) et grâce à plusieurs nouveaux projets dans le domaine de l'aluminium. La hausse globale des productions de verre et de ciment dans le monde entier a également contribué au maintien de la demande en minéraux pour réfractaires. En outre, une plus grande rareté de certaines matières premières chinoises a apporté un surcroît de demande en minéraux occidentaux.

■ Principaux concurrents

Divers producteurs chinois, d'Europe Centrale et sud-africains.

➤ IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES, QUALITE ET ORGANISATION COMMERCIALE

■ Implantations industrielles

Les implantations industrielles des Minéraux pour Réfractaires sont les suivantes :

	<i>Amériques</i>	<i>Europe</i>	<i>Asie-Pacifique & Afrique</i>
Argiles		Clérac (France)	Cyferfontein (Afrique du Sud)
Silice fondue	Greeneville, Tennessee (Etats-Unis)		Guiyang, Guizhou (Chine)
Broyage de produits alumineux	Newell, Virginie (Etats-Unis)		Zhanjiang, Guangdong (Chine)
Andalousite		Glomel (France)	Korla, Xinjiang (Chine) Apiesdoring (Afrique du Sud) Annesley (Afrique du Sud) Krugerpost (Afrique du Sud) Thabazimbi (Afrique du Sud)
Bentonite			Heidelberg (Afrique du Sud)
Chamottes		Clérac (France) Vatutinsky (Ukraine)	Bronkhorstpruit (Afrique du Sud)
Mullite	Andersonville, Géorgie (Etats-Unis)		
Molochite™		St Austell, Cornouailles (Grande-Bretagne)	

¹ Source: IISI

■ Qualité

Les sites d'Andersonville et de Greeneville (Etats-Unis), ainsi que tous les sites des activités Andaloussite (France et Afrique du Sud), AGS Clérac (France) et MolochiteTM sont certifiés ISO 9001 version 2000.

La mise en place de la Certification ISO sera étudiée pour les sites nouvellement intégrés à l'activité : Andaloussite Xinjiang (Chine) et Vatutinsky (Ukraine).

■ Organisation commerciale

Les différentes entités des Minéraux pour Réfractaires s'appuient sur des réseaux communs de vente et de distribution, afin de mieux servir les marchés réfractaires à travers le monde.

Ainsi, Europe Commerce Refractory (Luxembourg) vend les produits du Groupe sur les marchés des réfractaires en Europe. Aux Etats-Unis, la filiale d'Imerys, C-E Minerals, assure cette fonction. Au Japon, Imerys Refractory Minerals Japan KK est désormais l'unique intermédiaire commercial entre C-E Minerals, Damrec et MolochiteTM et les producteurs japonais de réfractaires.

Les marchés émergents (ex-CEI, Asie, Amérique du Sud) font actuellement l'objet d'une attention particulière. L'organisation commerciale des sociétés récemment acquises en Chine et en Ukraine servira de base à l'établissement d'un réseau de vente commun, permettant de desservir les producteurs de réfractaires dans ces pays.

Ces réseaux assurent également la commercialisation des produits d'autres activités d'Imerys, vendus dans le secteur des réfractaires (l'alumine fondue et le zircon fondu, par exemple).

6.4 Minéraux Fondus

Avec l'acquisition de la société britannique, UCM Group Plc en avril 2007 et avec l'acquisition d'Astron China, le 5 février 2008, l'ancienne activité des Minéraux pour Abrasifs a renforcé ses positions mondiales en s'appuyant sur ses compétences managériales et sur son expertise technique dans le domaine de la fusion et du traitement de différents minéraux. A la suite à cette opération, l'activité a été renommée Minéraux Fondus ; elle bénéficie de moyens accrus grâce à :

- des échanges techniques facilités et à l'amélioration des savoir-faire dans les domaines de la fusion, du broyage et du calibrage ;
- la capacité à partager expertise et applications R&D ;
- l'amélioration du portefeuille de produits réfractaires et à l'élargissement des opportunités commerciales.

➤ PRODUITS

■ Matières premières

• Alumine et bauxite fondues

Exercée par l'intermédiaire de Treibacher Schleifmittel, cette activité transforme de la bauxite calcinée et de l'alumine en matériaux de haute performance (grains d'oxyde d'alumine fondue), caractérisés par leur grande dureté, leur résistance mécanique et chimique ainsi que leur stabilité thermique.

Ces produits, également appelés corindons, sont obtenus par fusion de l'alumine ou de la bauxite dans un four à arcs électriques. Pendant la fusion, les caractéristiques physiques et chimiques de l'oxyde d'alumine sont modifiées, procurant une augmentation de la densité et une modification de la structure cristalline et de la taille des particules.

Parmi les corindons à base de bauxite, les principaux sont les corindons bruns standard, à haute ou basse teneur en oxyde de titane.

Les corindons blancs sont les produits à base d'alumine les plus utilisés. La gamme comprend également d'autres produits à base d'alumine, dont les grains monocristallins et diverses variétés de grains enrichis, notamment par du titane, du chrome ou des oxydes de zircon.

- **Zircon fondu**

L'activité transforme le sable de zircon naturel en diverses qualités de zircon fondu. Le zircon fondu est obtenu par fusion, dans un four à arcs électriques, de sable de zircon. Le produit prend la forme de grains et de poudres précisément calibrés, dans des tailles allant de plusieurs millimètres à moins d'un micron.

- **Magnésie fondue**

L'activité transforme de la magnésite en pâtes d'oxyde de magnésium d'une grande pureté, afin de satisfaire les exigences des industries du chauffage électrique (résistances électriques) et dans une moindre mesure, des industries automobiles et réfractaires.

La magnésite calcinée est fondue et mélangée à des additifs afin de produire des matériaux dotés de faible perte électrique en ligne et de propriétés thermiques et physiques adaptées au remplissage de l'élément chauffant. Les magnésites calcinées sont fondues dans un four à arcs électriques. Pendant la fusion, les caractéristiques physiques de la magnésite sont transformées, ce qui augmente la densité, optimise la structure cristalline et donnant ainsi une taille idéale aux particules.

Une présentation détaillée de ces minéraux, figure en [section 4.3 Réserves et ressources minérales](#).

■ Applications

- **Alumine et bauxite fondues**

Les corindons sont très largement utilisés, tant par l'industrie des abrasifs que par celle des réfractaires, pour leurs grandes capacités de résistance et leurs propriétés thermiques. Les produits des Minéraux pour Abrasifs se différencient par leur composition chimique et par la distribution des particules en fonction de leur taille. Une distinction est faite entre les macro grains et les micro grains (respectivement supérieurs ou inférieurs à 70 microns). Ces dernières années, la demande tend à privilégier les micro grains, dont la croissance devrait continuer.

Le marché des corindons couvre les applications suivantes :

- abrasifs agglomérés sous forme de disques de coupe ou de ponçage, de meules et de pierres d'affûtage ;
- abrasifs enrobés, liés sur papier, disques de fibres, bandes abrasives ;
- abrasifs en grains, utilisés pour le sablage ;
- réfractaires monolithiques et produits réfractaires préfabriqués, utilisés pour leur très haute performance mécanique et leur résistance à la corrosion chimique ;
- diverses autres applications telles que les stratifiés, les céramiques, l'enrobage et le traitement de surface.

- **Zircon fondu**

Le zircon fondu est utilisé comme matière première à forte valeur ajoutée dans une large gamme d'applications notamment sur les marchés des réfractaires, de la friction, des céramiques techniques, qui valorisent ses propriétés uniques.

- Réfractaires : la principale application du zircon fondu dans le domaine réfractaire est la coulée continue pour la production d'acier. Le zircon est utilisé dans les zones très spécifiques des tubes et des robinets, pour contrôler le débit d'acier liquide dans le moule, à des températures dépassant 1 600°C.
- Friction et plaquettes de frein à disque : le zircon d'un micron est utilisé comme additif pour les plaquettes de frein, dont il modifie les caractéristiques de friction et réduit l'usure de la plaquette de frein et du rotor.

- Céramiques techniques : les particules de zircon les plus fines (moins d'un micron) trouvent leur application dans la gamme des céramiques techniques, telles que les sondes d'oxygène des gaz d'échappement, destinées aux systèmes de gestion du moteur et les piles à combustible à oxyde solide.

- **Magnésie fondue**

La magnésie électro-fondue est largement utilisée pour les applications de chauffage domestique ou industriel, du fait de ses propriétés électriques et thermiques.

Les marchés de la magnésie électro-fondue couvrent les applications suivantes :

- les résistances utilisées dans les appareils domestiques, tels que les cuisinières, lave-vaisselle, lave-linge, etc. ;
- les résistance industrielles, tels que le chauffage ferroviaire, chaudières industrielles, etc. ;
- les applications automobiles dans les bougies de préchauffage des moteurs diesel et les produits de friction ;
- les applications réfractaires pour le revêtement des fours à induction.

➤ INNOVATION

En 2007, le C.A.R.R.D. (Centre de Recherche et Développement pour les Abrasifs et les Réfractaires – Villach, Autriche) a finalisé le développement d'un abrasif fritté cylindrique, obtenu par extrusion d'un mélange d'alumine. Ce développement a été réalisé en collaboration avec l'activité Supports de Cuisson du Groupe :

- Alodur™ Rod 96, à base d'alumine ;
- Alodur™ Rod 92, à base de bauxite.

Spécifiquement adaptés à la fabrication de meules de grande dimension, ces deux produits augmentent la quantité de métal abrasé avec une moindre usure de l'abrasif. Une ligne de production spécialisée est actuellement en construction à Domodossola (Italie). Cette nouvelle installation améliorera la capacité de l'activité dans les matériaux frittés.

En outre, l'activité Matériaux pour Abrasifs a bénéficié de deux nouveaux développements dans le domaine de l'enrobage des grains :

- AFC (brevet), qui améliore les propriétés de coupe des abrasifs agglomérés ;
- un enrobage spécial qui améliore la réactivité des grains abrasifs dans les champs électrostatiques, pour le segment des abrasifs enrobés.

Le C.A.R.R.D. a également travaillé, en étroite collaboration avec d'autres activités d'Imerys, au développement de nouveaux produits et applications, notamment destinés au secteur de la fonderie de précision.

Le C.A.R.R.D. a déposé 5 nouveaux brevets, dont 2 ont été développés en coopération avec d'autres activités du Groupe.

➤ MARCHES

Les marchés des minéraux fondus ont été dynamiques tant en Europe qu'en Amérique du Nord, principalement tirés par une bonne tenue de la production d'acier et par le secteur de l'équipement industriel dont la demande soutenue semble liée à l'industrialisation des économies émergentes.

■ Principaux concurrents :

- Alumine et bauxite fondues : Washington Mills (Etats-Unis) ; Alcan (France) ; Motim (Hongrie) ; Zaporozhye Abrasives (Ukraine) ; Almatix (Europe, Etats-Unis) et divers producteurs chinois.
- Zircon fondu : Foskor (Afrique du Sud) ; AFM (Australie) ; Tosoh (Japon) ; Saint-Gobain (Etats-Unis, Chine) et divers producteurs chinois.
- Magnésie fondue : Tateho (Japon) ; Penoles (Mexique) et divers producteurs chinois.

➤ IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES, QUALITE ET ORGANISATION COMMERCIALE

■ Implantations industrielles

Les implantations industrielles des Minéraux fondus sont les suivantes :

	<i>Europe</i>	<i>Amérique</i>	<i>Asie Pacifique</i>
Alumine et bauxite fondues	Laufenburg (<i>Allemagne</i>)	Salto (<i>Brésil</i>)	Guiyang, Guizhou (<i>Chine</i>)
	Zschornewitz (<i>Allemagne</i>)	Niagara Falls, New York (<i>Etats-Unis</i>)	Kaili, Guizhou (<i>Chine</i>)
	Villach (<i>Autriche</i>)	Puerto Ordaz (<i>Venezuela</i>)	Zhengzhou, Henan (<i>Chine</i>)
	Domodossola (<i>Italie</i>)		
	Sokolov (<i>République Tchèque</i>)		
	Ruse (<i>Slovénie</i>)		
Zircon fondu⁽¹⁾	Stafford (<i>Grande-Bretagne</i>)	Greeneville, Tennessee (<i>Etats-Unis</i>)	
Magnésie fondue	Hull (<i>Grande-Bretagne</i>)	Cherokee, Alabama (<i>Etats-Unis</i>)	

■ Qualité

Alumine et bauxite fondues : les sites de Villach (Autriche), de Laufenburg et de Zschornewitz (Allemagne), de Domodossola (Italie), de Sokolov (République Tchèque) et de Ruse (Slovénie), ainsi que le C.A.R.D.D., sont certifiés ISO 9001 version 2000 ; le site de Salto (Brésil) est quant à lui certifié ISO 9002.

Zircon fondu : les sites sont certifiés ISO 9001 version 2000. En outre, le site de Stafford est certifié TS16949, une norme de qualité automobile.

Magnésie fondue : les sites sont certifiés ISO 9001 version 2000.

■ Organisation commerciale

Les produits des Minéraux pour Abrasifs sont commercialisés par l'intermédiaire du réseau commercial implanté dans les principaux marchés. Les produits de l'industrie réfractaire européenne sont vendus via le réseau des Minéraux pour Réfractaires.

Le zircon fondu est vendu directement ou par l'intermédiaire d'agents et distributeurs situés sur ses principaux marchés, ainsi que par le réseau de distribution d'Imerys pour les réfractaires.

Les produits de magnésie fondue sont vendus directement ou par l'intermédiaire d'agents et distributeurs situés sur ses principaux marchés.

6.5 Minéraux pour Filtration

L'activité Minéraux pour Filtration, créée à la suite de l'acquisition du groupe World Minerals (Etats-Unis) en juillet 2005, est le premier fournisseur au monde de diatomite et de produits à base de perlite expansée, destinés à la filtration. Ces deux matières premières naturelles bénéficient de qualités exceptionnelles : une faible densité, une inertie chimique, une surface de contact élevée et une grande porosité. Grâce à leurs propriétés uniques, les produits des Minéraux pour Filtration sont recherchés dans de nombreuses applications, par exemple en tant que support de filtration ou charges fonctionnelles.

Imerys Vermiculite a rejoint l'activité Minéraux pour Filtration en 2006. Après l'acquisition, en avril 2007, de 65 % de Xinlong Vermiculite (Xinjiang), le premier producteur chinois de vermiculite, Imerys Vermiculite est désormais le numéro deux mondial de la vermiculite. Après avoir extrait ce minéral de ses gisements situés au Zimbabwe, en Australie et en

¹ N'incluant pas les usines d'Astron China.

Chine, Imerys Vermiculite le transforme. La vermiculite complète la gamme de produits des Minéraux pour Filtration dans certaines applications de construction et d'isolation.

En mai 2007, les Minéraux de Filtration ont acquis Perfiltra S.A. (Argentine). Avec une mine et deux unités de production, Perfiltra est le premier fournisseur de perlite d'Amérique du Sud. Cette acquisition renforce la présence des Minéraux pour Filtration dans cette région, en forte croissance.

➤ PRODUITS

■ Matières premières

Les principales matières premières produites par l'activité Minéraux pour Filtration sont les suivantes :

- la diatomite : un minéral à base de silice aux propriétés uniques.
- la perlite : une roche volcanique. Lorsqu'elle est chauffée, la perlite explose comme du pop-corn, multipliant son volume par vingt et créant ainsi une molécule multi-cellulaire de faible densité dotée d'une large surface. Ce procédé permet à la perlite d'être utilisée comme un produit de filtration naturel ou de charge fonctionnelle.
- la vermiculite : un minéral qui ressemble au mica ; rapidement chauffée, la vermiculite s'expande ou s'exfolie jusqu'à 30 fois sa taille d'origine. Le matériau ainsi créé est léger, résiste à la chaleur, est très absorbant et a une faible densité.

La gamme des Minéraux pour Filtration est complétée par des produits à base de silicate de calcium et de silicate de magnésium, destinés aux applications spéciales.

Une présentation détaillée de ces minéraux figure à la [section 4.3 Réserves et Ressources Minérales](#).

■ Applications

Les produits à base de diatomite sont utilisés comme supports de filtration dans de nombreuses applications industrielles, et notamment par les industries agro-alimentaires (bière, édulcorants, eau, vin, huiles alimentaires), pharmaceutiques ou chimiques. En tant qu'additifs fonctionnels, ils trouvent principalement leurs applications dans les industries des peintures et des films plastiques. Ils sont également utilisés en agriculture, ainsi que dans les cosmétiques, les cires et le caoutchouc.

Les propriétés uniques de la perlite et de la perlite expansée leur offrent des débouchés dans un large éventail d'industries et d'applications, telles que la filtration, l'horticulture, l'isolation thermique (hautes températures ou cryogénisation) ou phonique, les matériaux de construction, les réfractaires légers, les revêtements (par exemple les enduits pour piscine), la toiture, les applications dentaires.

La vermiculite est commercialisée dans le monde entier, principalement pour l'isolation thermique et phonique, la protection incendie, l'agriculture, les industries automobiles et la construction.

La surface moléculaire large des produits à base de silicate de calcium ou de magnésium leur confère des propriétés d'absorption, appréciées pour transformer en poudres des liquides, des semi solides ou des ingrédients visqueux utilisés dans la production de caoutchouc, d'édulcorants, d'arômes et de pesticides.

➤ INNOVATION

L'activité Minéraux pour Filtration consacre d'importants efforts au développement de nouveaux produits innovants.

En 2007, des équipements de nouvelle génération ont été installés dans le laboratoire de Lompoc, Californie (Etats-Unis), pour tester et développer les charges fonctionnelles pour les marchés du plastique et des enduits. L'activité Minéraux pour Filtration est le seul fournisseur de charges fonctionnelles en silice naturelle et en aluminosilicate, bénéficiant de telles capacités de test.

Le nouveau laboratoire de test a joué un rôle primordial dans le lancement des nouvelles lignes de produits pour enduits CelTiX™ et OpTiMat™, et leur homologation par les clients, en 2007. CelTiX™ propose un excellent pouvoir couvrant aux fabricants de peinture ; OpTiMat™ est un agent matifiant d'une efficacité exceptionnelle par rapport aux produits de charge traditionnellement utilisés dans la peinture.

L'activité Minéraux pour Filtration a également lancé de nouveaux produits de charge fonctionnels en 2007 pour le renforcement des élastomères fluorés. Ces produits se caractérisent par une résistance à l'usure due à une exposition la chaleur et conviennent aux câbles électriques. Une deuxième innovation permet la réduction du phénomène de "dépôt" qui survient pendant la production de PVC.

➤ MARCHES

Les marchés de la filtration ont bénéficié du développement de la demande dans les économies émergentes.

■ Principaux concurrents

Palabora (Afrique du Sud) ; Eagle Picher Minerals, Grefco (Etats-Unis) ; CECA (France) ; S&B Minerals (Grèce) ; Showa (Japon).

➤ IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES QUALITE ET ORGANISATION COMMERCIALE

■ Implantations industrielles

Les implantations industrielles des Minéraux pour Filtration sont les suivantes :

	<i>Amérique</i>	<i>Europe</i>	<i>Asie Pacifique & Afrique</i>
Diatomite	Arica (<i>Chili</i>) Fernley, Nevada (<i>Etats-Unis</i>) Lompoc, California (<i>Etats-Unis</i>) Quincy, Washington (<i>Etats-Unis</i>) Guadalajara (<i>Mexique</i>) Arequipa (<i>Pérou</i>)	Alicante (<i>Espagne</i>) Murat, Cantal (<i>France</i>)	Changbai (<i>Chine</i>) Linjiang (<i>Chine</i>)
Perlite	Salta (<i>Argentine</i>) Tucuman (<i>Argentine</i>) Paulinia (<i>Brésil</i>) Santiago (<i>Chili</i>) Antonito, Colorado (<i>Etats-Unis</i>) Escondido, Californie (<i>Etats-Unis</i>) Green River, Wyoming (<i>Etats-Unis</i>) La Porte, Texas (<i>Etats-Unis</i>) Quincy, Floride (<i>Etats-Unis</i>) Superior, Arizona (<i>Etats-Unis</i>) Vicksburg, Michigan (<i>Etats-Unis</i>) Youngsville, Caroline du Nord (<i>Etats-Unis</i>)	Alicante (<i>Espagne</i>) Barcelona (<i>Espagne</i>) Wissembourg, Bas Rhin (<i>France</i>) Corsico (<i>Italie</i>) Dikili (<i>Turquie</i>)	
Vermiculite			Alice Springs (Australie) Korla (<i>Chine</i>) Shawa (<i>Zimbabwe</i>)

■ Qualité

En 2007, l'accent a continué d'être mis sur l'amélioration de la qualité et de la régularité des produits de chaque usine, dans le monde entier. Dans toutes les usines, le minerai brut est traité selon des spécifications strictement contrôlées, pour apporter aux industries clientes les meilleures performances, ainsi qu'une régularité et une totale fiabilité. Cette attention portée à la qualité et au contrôle du processus de fabrication a permis l'amélioration de l'efficacité industrielle des usines, une programmation plus efficace de la production, une fiabilité accrue des produits ainsi qu'une meilleure évaluation de leur disponibilité pour les clients.

Les sites d'Arica (Chili), Changbai et Linjiang (Chine), Alicante et Barcelone (Espagne), Escondido, Lompoc, Quincy–Floride, Quincy–Washington, Vicksburg–Michigan, Youngsville–Caroline du Nord (Etats-Unis), Murat (France), Corsico (Italie) et Guadalajara (Mexique) sont certifiés ISO 9001 version 2000.

■ Organisation commerciale

Afin d'assurer la meilleure réactivité à ses clients, l'activité dispose de bureaux commerciaux dans ses principaux marchés et s'appuie sur un réseau international d'agents et de distributeurs. Grâce à leur intervention dans les domaines techniques et stratégiques, les spécialistes marketing de l'activité, au niveau mondial ou régional, apportent un soutien supplémentaire à l'organisation commerciale. L'activité s'attache à augmenter la valeur apportée à ses clients en leur fournissant des produits à prix adapté, de qualité supérieure et livrés grâce à une chaîne logistique efficace et fiable.

6.6 Graphite & Carbone

L'activité Graphite & Carbone d'Imerys, au travers de sa filiale Timcal, est le leader mondial des applications techniques du graphite de haute performance et du noir de carbone. Elle offre à ses clients mondiaux une gamme complète de solutions à base de carbone et propose également les services associés.

En février 2007, l'activité Graphite & Carbone a acquis Baotou, un producteur chinois de graphite de haute qualité. Cette opération permet à l'activité de fournir la matière première appropriée aux besoins de ses clients chinois.

➤ PRODUITS

Les principales familles de produits de Timcal sont les suivantes :

- le graphite synthétique, produit à Bodio (Suisse), issu d'un procédé complexe de cuisson de coke de pétrole à très haute température ;
- le noir de carbone conducteur, produit à Willebroek (Belgique), vendu sous forme de poudre ou de granulés ;
- des paillettes de graphite naturel, produites à Lac-des-Îles (Canada), la plus importante mine de graphite d'Amérique du Nord ;
- le graphite naturel transformé, produit à Terrebonne (Canada) et à Baotou (Chine) grâce au traitement du graphite naturel provenant de Lac-des-Îles ou de sources externes sélectionnées pour leur excellente qualité ;
- les dispersions de graphite, produites à Bodio (Suisse), à Changzhou (Chine) et à Fuji (Japon), sont vendues sous forme d'additifs, de poudres, de mélanges et de dispersions aqueuses ;
- le carbure de silicium, produit à Bodio (Suisse).

Une présentation détaillée de ces minéraux, figure dans la [section 4.3 Réserves et ressources minérales](#).

■ Applications

Les activités de Graphite & Carbone sont strictement orientées vers ses marchés, assurant à ses clients des produits et des services de haute qualité dans chaque domaine d'application.

• Energie mobile

Il s'agit des piles alcalines, piles Zn-C, batteries rechargeables au Lithium-ion, piles à combustibles, super conducteurs, revêtements pour godets de piles. Dans le marché très concurrentiel de l'énergie mobile, Timcal est le leader mondial grâce à la variété de ses produits allant des poudres de graphite et de noir de carbone aux revêtements conducteurs pour les boîtiers de batteries. Les batteries Lithium-ion, batteries rechargeables de très haute technicité, à base de lithium, sont rendues plus sûres et plus performantes grâce à l'emploi d'une électrode contenant du graphite. Elles sont utilisées pour les téléphones mobiles, les ordinateurs portables ou les caméscopes.

Encore en développement, les piles à combustibles (systèmes de conversion d'énergie chimique en électricité, alimentés par un carburant en continu) exigent de nouveaux graphites, des noirs de carbone ou des dispersions graphitiques de très haute technologie.

• Produits d'ingénierie

Ce secteur recouvre les produits pour l'automobile : plaquettes de frein, revêtements d'embrayage, joints d'étanchéité, produits utilisés en métallurgie des poudres de fer, balais et feuilles de carbone ; il s'adresse également à des applications telles que les céramiques frittées, les métaux durs, les mines de crayons, les poudres pour lubrifiants, les catalyseurs et les diamants synthétiques. Sur le marché des produits d'engineering, le succès de Timcal est assuré par la haute technicité de ses équipements de traitement du graphite, lui permettant de répondre aux besoins de clients très exigeants tant en ce qui concerne les caractéristiques physiques et chimiques des produits que sur le service. Avec ses combinaisons uniques de graphite synthétique et naturel Timcal est en mesure de proposer à ses clients des solutions sur mesure.

• Additifs pour polymères

Avec les gammes de produits noir de carbone hautement conducteur et graphite synthétiques, Timcal offre une gamme de produits unique et complète dans le marché de niche que sont les polymères conducteurs. Les applications comprennent les revêtements conducteurs, les résines et plastiques, les élastomères PTFE (polytétrafluoréthylène), le caoutchouc, les câbles et les retardateurs de flamme.

• Formage à chaud des métaux

Sur ce secteur très dépendant des activités de forage pétrolier, Timcal maintient ses positions grâce à son savoir-faire reconnu dans ce domaine et en particulier sur sa parfaite connaissance des dispersions graphitiques. Les applications incluent le formage à chaud des métaux, le décalaminage, la fonderie et les débouchés similaires.

• Réfractaires et produits de la métallurgie

L'industrie des réfractaires représente un débouché significatif en volume pour l'activité Graphite & Carbone. Les applications comprennent les briques, les monolithiques, les additifs carbonés et les revêtements de couverture des métaux.

➤ INNOVATION

En 2007, le département de Recherche & Développement a consacré d'importants efforts au développement de la production grâce à une nouvelle technologie.

En outre, Timcal a poursuivi le développement commercial des produits lancés au cours des années précédentes, comme la nouvelle génération de poudres graphites synthétiques (T-SLC), utilisées dans les batteries Lithium-ion, comme matière pour l'électrode négative.

Le développement d'autres produits en graphite pour les batteries au lithium de grandes dimensions se poursuit. Des produits innovants à base de graphite naturel, destinés à la métallurgie des poudres, sont en phase de lancement commercial.

Un nouveau projet d'application permettant d'utiliser le graphite comme additif conducteur thermique dans les polymères, a été lancé.

► MARCHES

En 2007, les marchés ont été dynamiques, tout en affichant des tendances contrastées : stabilité, à un niveau élevé, pour l'énergie mobile, le formage à chaud des métaux et les additifs pour les polymères ; croissance pour les réfractaires et la métallurgie ; dynamisme de l'activité de matériaux d'ingénierie.

■ Principaux concurrents

Degussa, Kropfmuehl (Allemagne) ; Cabot (Belgique) ; Nacional de Grafite (Brésil) ; Asbury, Columbian, Superior Graphite (Etats-Unis) ; Nippon Kokuen, Chuetsu (Japon) et de nombreux producteurs chinois.

► IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES, QUALITE ET ORGANISATION COMMERCIALE

■ Implantations industrielles

Les implantations industrielles de l'activité Graphite & Carbone sont les suivantes :

<i>Europe</i>	<i>Amérique du Nord</i>	<i>Asie</i>
Willebroek (<i>Belgique</i>)	Lac-des-Iles (<i>Canada</i>)	Baotou, Inner Mongolia (<i>Chine</i>)
Bodio (<i>Suisse</i>)	Terrebonne (<i>Canada</i>)	Changzhou (<i>Chine</i>)
		Fuji (<i>Japon</i>)

■ Qualité

Les installations de Changzhou sont certifiées ISO 9002 ; Lac-des-Iles, Baotou, Willebroek et Bodio sont certifiées ISO 9001 version 2000.

Willebroek and Baotou sont également certifiées ISO 14000.

■ Organisation commerciale

Timcal est bien représentée dans le monde entier à travers ses propres équipes commerciales et techniques expérimentées, organisées par zones géographiques. Dans les régions où Timcal ne dispose pas d'une organisation commerciale intégrée, elle est représentée par des agents, permettant un contact régulier avec ses clients. Cette présence internationale procure aux clients un support permanent pour apporter rapidement une solution adaptée aux besoins.

7- INNOVATION

7.1 Recherche & Technologie

Partenaire essentiel de la performance de ses clients, Imerys leur apporte des solutions techniques qui améliorent leurs procédés de fabrication, diminuent leurs coûts, renforcent la qualité de leurs produits. Cette transformation mobilise des savoir-faire et des processus industriels complexes, souvent exclusifs et constamment optimisés, qui constituent un avantage compétitif essentiel. Le Groupe mobilise des moyens importants pour la recherche et accélère la génération de projets de croissance interne.

► DEVELOPPEMENT DES PRODUITS ET PORTEFEUILLES DE SOLUTIONS

Grâce à son portefeuille unique de minéraux, sa connaissance approfondie de leurs propriétés et son expertise industrielle, Imerys élabore des solutions appropriées aux attentes de ses clients pour leurs produits et procédés. La capacité du Groupe à combiner les minéraux afin de bénéficier des propriétés de chacun lui permet d'améliorer simultanément plusieurs paramètres.

Imerys travaille en partenariat avec ses clients pour les aider à produire mieux et moins cher. De nombreux nouveaux produits mis au point en 2007 répondent à ces objectifs.

C'est le cas du nouveau graphite TSC30™ : utilisé pour la production des piles lithium-ion, il en allonge la capacité (aussi bien absolue que réversible) et en facilite la fabrication.

Dans les Minéraux de Performance, les pigments Helia Cal™ 3000 et Lumicarb™ 395, utilisés comme additifs dans les peintures et plastiques, procurent des propriétés de brillance équivalentes avec une moindre consommation d'énergie.

L'activité Supports de Cuisson a mis au point une composition en cordiélite légère permettant de fabriquer des supports de cuisson en "H" d'un poids réduit d'environ 15 % permettant aux fabricants de tuiles d'économiser de l'énergie. Les tests en cours valideront les résistances mécaniques et thermiques de ces nouveaux supports.

Dans les Monolithiques, un nouveau réfractaire, Kermag Dry 6001 et 8010, sans émanation d'odeur ou de vapeur, permet d'améliorer l'hygiène et les conditions de travail. Rodarox™ Dry 8015, un réfractaire monolithique efficace de 1 350°C à 1 700°C est destiné aux fonderies dont les productions sont diversifiées.

Parkaolin, un nouveau kaolin sanitaire parfaitement adapté pour les industries émergentes et Optibric PV, une brique rectifiée à isolation renforcée et pose accélérée, destinée aux petits immeubles collectifs, fournissent d'autres exemples de nouveaux produits apportant, chaque jour, de la valeur à de nombreux clients d'Imerys.

Pour nombre de ses marchés, Imerys développe également des solutions techniques faisant appel à une approche multi-savoir faire. 2007 a vu la concrétisation d'importants projets dans ce domaine.

Dans les Matériaux de Construction par exemple, Label Home est une des réponses d'Imerys aux enjeux de la politique française de recherche d'une meilleure efficacité énergétique des maisons neuves. Cette gamme d'habitat terre cuite HQE¹ développée par Imerys Structure, combine l'offre de briques et de tuiles en terre cuite du Groupe et garantit une isolation optimale pour un habitat basse consommation. L'ajout de tuiles photovoltaïques sur le toit diminue encore l'impact en gaz à effets de serre de la maison.

L'activité zircon d'UCM² a d'ores et déjà bénéficié du savoir-faire Imerys dans le domaine du traitement de la surface des particules pour la mise au point du Zircone Zr 40 UM : grâce au traitement qu'ils ont reçu, ces nouveaux grains sont projetés plus facilement sur le substrat, pour des outils plus performants et plus durables.

¹ Haute Qualité Environnementale.

² Acquisition d'UCM en avril 2007.

Dans un autre domaine, celui des réfractaires pour grands fours industriels, le Groupe assure un service de mise en œuvre et des prestations clés en main de regarnissage ou de modernisation, et complète la gamme des formulations développées avec des réfractaires spécialement adaptés à des températures hautes et basses et donc particulièrement commodes pour la réparation.

➤ SAVOIR-FAIRE DE POINTE ET PROCÉDES EXCLUSIFS

Les procédés de raffinage et de transformation d'Imerys permettent d'obtenir, à l'échelle industrielle, la pureté, la dimension, la forme ou l'agencement de particules qui mobiliseront le mieux les propriétés recherchées pour une application donnée. Directement ou dans le cadre de partenariats de recherche avec des instituts et des universités renommés, le Groupe a développé de nombreux procédés et dispose ainsi de technologies et matériels exclusifs.

Imerys détient notamment des expertises de pointe en matière de broyage, de classification des particules, de chimie de surface, de procédés de calcination, de fusion à haute température, ou de conditionnement de ses produits. Différentes activités du Groupe peuvent partager des avancées technologiques. Les sociétés nouvellement acquises accèdent aussi rapidement à ces connaissances. Des bases de données, des réseaux d'échanges et des séminaires thématiques accélèrent la diffusion des innovations et des meilleures pratiques dans les secteurs clés.

Imerys apporte une attention particulière aux innovations permettant d'améliorer l'efficacité énergétique de son outil de production. L'énergie directement utilisée dans les procédés de fabrication représente en effet une part importante des coûts de production du Groupe. En 2007, de nouveaux équipements économes en énergie ont été installés en Cornouailles (Grande-Bretagne) : sur la partie ouest du gisement, les procédés en voie humide – des canons à eau sous haute pression traditionnellement utilisés pour extraire le kaolin – ont été remplacés par des méthodes en voie sèche.

Dans le traitement du kaolin, la consommation d'énergie varie dans une proportion de 1 à 4 selon les procédés de séchage. Des procédés mécaniques performants ont donc été déployés en Europe et au Brésil permettant une diminution de la consommation énergétique.

Pour les graphites synthétiques qui exigent des températures de 3 000°, l'amélioration des procédés a permis de réduire la consommation d'énergie de 20 % en vingt ans et la tendance se poursuit.

Parallèlement, les énergies alternatives comme le biogaz, la biomasse et la cogénération trouvent leur place. En 2007, des alimentations en biogaz sont devenues opérationnelles en France pour la calcination d'argiles et la cuisson de briques ainsi qu'en Caroline du Sud (Etats-Unis) pour la transformation du kaolin. L'utilisation de biomasse pour la production de produits en terre cuite et de chamottes a continué à progresser.

➤ INVESTISSEMENT ACCRU DANS LA RECHERCHE

Imerys conduit un effort soutenu d'innovation qui s'appuie sur une structure de Recherche & Technologie à la fois décentralisée et coordonnée, mobilisant 270 scientifiques et techniciens. Elle comporte sept principaux centres disposant des équipements d'analyse et de transformation les plus modernes :

- Par Moor en Grande-Bretagne ;
- Sandersville (Géorgie) et Lompoc (Californie) aux Etats-Unis ;
- Bodio en Suisse ;
- Villach en Autriche ;
- St-Quentin Fallavier et Limoges en France.

Constitué en 2007, le nouveau laboratoire céramiques de Limoges se concentre sur le développement de nouvelles applications notamment dans les céramiques techniques. Il travaille en synergie avec le pôle européen de compétitivité céramique, deux écoles d'ingénieurs et deux laboratoires universitaires spécialisés.

Dix-huit laboratoires régionaux développent quant à eux des solutions adaptées à chaque client.

Chaque activité du Groupe est responsable de la gestion de sa Recherche & Développement. Toutes montrent un grand talent dans la mise au point des innovations propres à leurs domaines d'activité et de compétence. Par ailleurs, un gisement important d'innovations supplémentaires existe à l'interface de plusieurs activités. Identifier ces opportunités et les transformer en nouveaux métiers pour le Groupe est la mission de la nouvelle Direction de l'Innovation, créée début 2007. Une vingtaine de projets de recherche ont déjà été identifiés et sont progressivement mis en oeuvre dans les domaines des nanomatériaux, des céramiques et des additifs fonctionnels pour matériaux de construction.

En 2007, 1 % du chiffre d'affaires d'Imerys a été consacré à la Recherche & Technologie.

7.2 Propriété intellectuelle

Le capital d'innovation d'Imerys étant essentiel à sa performance, sa protection juridique est pleinement intégrée au processus de développement produit de chaque division.

Les experts internes en propriété intellectuelle de la Direction Juridique mènent une campagne active pour sensibiliser tous les collaborateurs concernés sur le strict respect de la confidentialité des travaux et informations générés par les équipes de recherche et d'assistance technique. En 2007, plusieurs réunions internes ont ainsi été organisées à travers le monde avec les équipes de recherche et de marketing afin de renforcer la protection juridique des droits du Groupe sur ses produits et procédés.

La politique du Groupe en matière de propriété intellectuelle consiste à continuellement enrichir et étendre la protection des actifs essentiels du Groupe. C'est ainsi que le Groupe dispose d'un large portefeuille de marques et de brevets ou demandes de brevets : il est titulaire de plus de 3 350 marques, enregistrées ou en cours d'enregistrement, 984 brevets et demandes de brevets, 179 modèles industriels et 3 modèles d'utilité.

Afin de conférer une protection efficace à sa dénomination sociale, le Groupe a déposé la marque "Imerys" dans plus de 90 pays. Le groupe Imerys est par ailleurs titulaire de 866 noms de domaine, enregistrés ou pour lesquels la demande est en cours.

Le Groupe continue à évaluer et optimiser le ratio coûts/avantages de son portefeuille de droits de propriété intellectuelle. Cela implique la sélection des moyens de protection intellectuelle les plus appropriés et les plus adaptés économiquement par rapport à la technologie concernée, pour tirer un avantage compétitif maximum des innovations (dépôt de brevet, publication, secret, etc.). En outre, le Groupe procède régulièrement à la rationalisation de son portefeuille de brevets, de dessins ou modèles industriels et de marques afin de veiller à la bonne adéquation de ses actifs par rapport aux technologies, aux modèles et aux marques génératrices de valeur pour Imerys.

Imerys entend également assurer une défense active de ses droits de propriété intellectuelle pour conserver les avantages compétitifs qu'ils lui confèrent. Il s'attache à protéger la propriété industrielle dans tous les domaines et sur tous les continents.

A la connaissance d'Imerys, aucun brevet, licence, marque, dessin ou modèle, ne présente un risque susceptible de peser sur l'activité et la rentabilité globales du Groupe. De même, Imerys n'a connaissance d'aucun litige en matière de propriété intellectuelle, d'aucune opposition formée en ce domaine, susceptible d'avoir un effet négatif significatif sur ses activités ou sa situation financière.

8 - DEVELOPPEMENT DURABLE

8.1 L'approche Développement Durable d'Imerys

► STRATEGIE ET APPLICATION

En tant que groupe international, Imerys s'est engagé à long terme à exercer ses activités de manière responsable, tant pour ses employés et ses actionnaires que pour les communautés dans lesquelles il est présent et l'environnement. En conséquence, la performance environnementale et sociale constitue un élément clé des résultats du Groupe. La stratégie appliquée par Imerys en matière de Développement Durable est établie par un Comité de Pilotage Développement Durable (le Comité de Pilotage DD). Le Comité de Pilotage DD se réunit chaque trimestre et regroupe différentes fonctions de l'entreprise : Recherche & Technologie, Communication interne & externe, Ressources Humaines, Environnement, Hygiène & Sécurité et Juridique. Trois membres du Comité Exécutif d'Imerys siègent au Comité de Pilotage DD. Le Comité de Pilotage DD est assisté par un Groupe de travail sur le Développement Durable (le Groupe de Travail DD) composé de professionnels de l'Environnement, Hygiène & Sécurité, du Développement Durable et des Ressources Humaines représentatifs de l'ensemble des activités d'Imerys. Il incombe au Vice-président Environnement, Hygiène & Sécurité du Groupe de coordonner les efforts accomplis en matière de Développement Durable.

Le Conseil d'Administration accorde par ailleurs une attention croissante aux risques et aux enjeux de Développement Durable, qui sont examinés par le Comité Stratégique et le Comité des Comptes. La politique du Groupe et ses résultats en la matière feront désormais l'objet d'une présentation périodique complète au Conseil d'Administration et donneront lieu, en 2008, à la publication du 3ème rapport Développement Durable du Groupe.

► TROISIEME RAPPORT DEVELOPPEMENT DURABLE

La troisième édition du Rapport Développement Durable d'Imerys sera publiée en juin 2008, sur la base des données 2007. A l'instar des rapports précédents, ce document donne une vue d'ensemble des aspects environnementaux et sociaux du Groupe, son impact sur l'environnement, les mesures prises en faveur de ses employés et les objectifs fixés en matière de Développement Durable. Conçu pour compléter le Rapport Annuel comme outil d'information, ce document est destiné à un large public : communautés où le Groupe est implanté, salariés, actionnaires, pouvoirs publics, analystes financiers, clients, fournisseurs, etc.

Le périmètre du Rapport Développement Durable 2003 incluait les opérations d'Imerys en France, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Brésil (environ 60% du périmètre total d'Imerys). Ce périmètre et le nombre d'indicateurs de performance ont régulièrement augmenté et les données sur l'ensemble du périmètre sont désormais recueillies au moyen d'un système de consolidation accessible par internet. Les indicateurs mondiaux d'Imerys sont définis par des experts internes, dans le but de rédiger un rapport conforme aux principes des Directives du GRI G3 ⁽¹⁾. Imerys remplit les conditions du niveau d'application C+, puisque le Groupe établit ses rapports sur plus de dix indicateurs de performance du G3 et sur au moins un indicateur de chaque catégorie : social, environnemental et économique. Les processus utilisés pour recueillir les données sont contrôlés par des Commissaires aux Comptes du Groupe (Ernst & Young Audit et Deloitte & Associés). Le Rapport Développement Durable 2007 présentera de façon plus détaillée le périmètre de reporting Développement Durable et la méthodologie employée.

⁽¹⁾ Le GRI, ou Global Report Initiative, est partenaire du Programme environnemental des Nations Unies. Il a pour but d'encourager une évolution permettant « d'ancrer le reporting économique, environnemental et social dans les pratiques des sociétés au même titre que le reporting financier et d'en assurer la comparabilité ». Le GRI procède, dans la conduite de ses travaux, par recherche de consensus et vient tout juste de publier les nouvelles directives G3 en matière de reporting. A également été publié en février 2005 un « Supplément sectoriel mines et métaux, version pilote 1.0 »

➤ TROISIEME CHALLENGE INTERNE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Challenge Développement Durable d'Imerys récompense les équipes locales de direction ayant mis en place des programmes proactifs de Développement Durable dans le cadre de leur activité ou vis-à-vis des communautés locales. Depuis 2005, date à laquelle le Challenge Développement Durable a été lancé, 87 projets ont été retenus dans les catégories suivantes : Environnement (réduction de la consommation d'énergie, réhabilitation de sites), Innovation, Ressources Humaines et Relations avec les communautés. Chaque année, le jury se compose d'un représentant de chaque branche d'Imerys et des membres du Comité de Pilotage DD. En 2007, le jury a sélectionné cinq initiatives ayant un impact significatif sur l'environnement ou les communautés et leur a décerné un prix pour un montant total de 140 000 euros.

➤ CRITERES DE DEVELOPPEMENT DURABLE POUR LES FOURNISSEURS

Le Groupe a décidé d'inclure des critères de développement durable dans le processus de sélection de ses fournisseurs. En 2007, des études comparatives internes et externes ont été menées afin d'identifier chez les fournisseurs les meilleures pratiques de développement durable. En 2008, un Système de Qualification du Fournisseur sera développé pour tous les responsables Achats du Groupe.

8.2 Environnement

➤ CONSOMMATION D'ENERGIE ET EMISSIONS DE CARBONE

Vingt-deux sites industriels d'Imerys participent au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre mis en place au sein de l'Union Européenne. Pendant la période initiale de ce système d'échange (2005-2007), les émissions issues de ces sites industriels étaient inférieures aux quotas d'émission qui leur étaient attribués.

L'utilisation de combustible, de gaz, d'électricité et d'autres énergies représente la source principale de gaz à effet de serre des sites industriels. L'énergie est utilisée principalement pour transformer les matières premières ou les produits (concassage, chauffage, séchage, broyage, raffinage, fusion, frittage, calcination, etc.). En outre, quelques sites produisent des émissions de dioxyde de carbone, par exemple lors de la cuisson de l'argile pour produire des tuiles et des briques lorsque l'argile contient du carbonate de calcium.

Les actions lancées en 2006 et au début 2007 étaient destinées à améliorer la productivité énergétique de 2 à 3%. A périmètre constant, la consommation énergétique a diminué de 1,2% tandis que le volume de production a augmenté de 2,2% (2007 vs 2006). Ceci correspond à une amélioration de l'efficacité énergétique de 3,4%.

En mai 2007, un nouveau Directeur Energie a été nommé, son rôle consiste à coordonner la consommation d'énergie du Groupe et à veiller à ce que les divisions opérationnelles développent et appliquent des plans d'action en faveur de l'efficacité énergétique et de la réduction de carbone.

Pour 2008, les plans d'actions et les investissements mis en place devraient entraîner une nouvelle amélioration de 4% de l'efficacité énergétique du Groupe. D'autres actions seront prises pour permettre à Imerys d'atteindre l'objectif de 5% qu'il s'est fixé.

La stratégie adoptée par Imerys pour réduire les émissions de gaz à effet de serre vise principalement à améliorer l'efficacité énergétique de ses activités industrielles bien que le Groupe recherche également des possibilités de remplacer les combustibles fossiles par des alternatives plus propres. Les mesures prises à ce jour incluent :

- réduire l'intensité énergétique des procédés et équipements (ex : procédé d'extraction à sec au lieu d'un procédé par voie humide, filtration par pression au lieu de l'usage de la chaleur pour le séchage) ;
- tenir compte de l'efficacité énergétique dès la phase de conception de la ligne de production ;
- utiliser des biogaz issus de décharges municipales afin de remplacer partiellement les combustibles fossiles.

Cette nouvelle stratégie a conduit aux changements suivants :

- développement de systèmes de gestion favorisant le partage d'informations et de bonnes pratiques ;
- identification des personnes responsables de l'énergie sur chaque site ainsi que par activité ou département opérationnel. En décembre 2007, tous les responsables Energie se sont réunis pour la troisième année consécutive ;
- à compter de 2008, chaque site développera et appliquera un plan d'actions ayant pour but les économies d'énergie. Des audits sur la consommation énergétique des principaux équipements seront réalisés ;
- les indicateurs de performance énergétique feront l'objet d'un rapport interne trimestriel, et non plus annuel, de la part de chaque division.

■ Emissions totales de CO₂ liées à la consommation d'énergie et au process

En milliers de tonnes	Emissions de CO ₂ liées à l'énergie 2006	Emissions de CO ₂ liées à l'énergie 2007	Emissions de CO ₂ liées au process 2006	Emissions de CO ₂ liées au process 2007	Emissions totales de CO ₂ 2006	Emissions totales de CO ₂ 2007
Total	2 909	2 966	191	201	3 100	3 167

■ Consommation d'énergie

Consommation totale et directe d'énergie	
En milliers de GJ	
	2006
	2007
Total	38 620
	39 500

En milliers de GJ	Consommation totale et directe d'énergie en 2007	dont l'électricité	dont le gaz naturel	dont d'autres combustibles fossiles traditionnels	dont la biomasse (sciure de bois)
Total	39 500	11 110	17 964	9 028	1 398

Les faibles augmentations des émissions de carbone et de la consommation énergétique reflètent l'augmentation du volume d'activité du Groupe liée tant à sa croissance interne qu'externe. Après ajustements pour tenir compte de cette croissance, le Groupe montre une amélioration à la fois des émissions de carbone et de l'efficacité énergétique. Une présentation de ces améliorations sera présentée dans le Rapport Développement Durable d'Imerys.

> CONSOMMATION D'EAU

Pour accéder aux minéraux situés sous la nappe phréatique, Imerys pompe de grandes quantités d'eau du sol vers des bassins de rétention. Les activités d'Imerys utilisent également de l'eau pour séparer les minéraux et procéder à diverses opérations de nettoyage. En outre, il arrive que de l'eau soit mélangée avec le produit final, par exemple le kaolin sous forme liquide destiné aux fabricants de papier. La plupart des sites industriels d'Imerys ne traitent les minéraux que par voie sèche. Ces opérations n'utilisent que de faibles quantités d'eau. En 2007, Imerys a commencé à recueillir des données sur sa consommation d'eau :

En milliers de litres	2007
Eau obtenue auprès de fournisseurs d'eau	7 007 108
Eau prélevée dans les eaux souterraines	38 916 517
Eau prélevée dans l'eau de surface	20 888 533
Eau obtenue auprès d'autres sources	4 823 825

De nombreux sites industriels d'Imerys transfèrent l'eau d'un lieu à un autre, sans jamais l'utiliser dans leurs produits ou procédés. L'eau ainsi transférée ne sera pas prise en compte dans le reporting.

Dans ses usines de traitement de kaolin, Imerys transporte de grandes quantités de kaolin sous forme liquide dans des canalisations et stocke de grandes quantités de kaolin liquide dans des bassins. Les fuites émanant de ces conduites et bassins sont très rares. En juin 2007, une émission accidentelle d'eau de process contenant environ 5% de kaolin s'est produite à l'usine d'Imerys Rio Capim Caulim (IRCC), au Brésil. Cela a entraîné une trainée blanche visible sur les cours d'eau locaux, mais la qualité de l'eau a rapidement retrouvé son état naturel. Imerys a immédiatement informé les autorités locales de l'incident et a apporté toute sa collaboration pour y remédier.

➤ DECHETS

Les activités d'Imerys génèrent des déchets industriels minimes dans la mesure où Imerys transforme principalement les minéraux par des procédés mécaniques (tels que le broyage) et physiques (tels que la séparation par densité).

<i>En tonnes</i>	<i>2007</i>
Déchets industriels dangereux	1 563
Déchets industriels dangereux recyclés	128 657
Déchets industriels non dangereux	270 505
Déchets industriels non dangereux recyclés	73 613

Les procédés d'Imerys consistent à séparer les minéraux ayant une valeur pour ses clients de ceux n'ayant aucune valeur marchande. Ces derniers sont généralement stockés sur les sites d'Imerys ou à proximité, car ils pourront éventuellement être utilisés à l'avenir du fait des avancées technologiques ou de nouvelles opportunités de marché. Dans de nombreux cas, ces minéraux sont également utilisés pour la réhabilitation des carrières. Pour ces raisons, ces minéraux non utilisés ne sont pas quantifiés comme des "déchets" par Imerys.

➤ REHABILITATION DE SITES

La plupart des carrières d'Imerys sont des exploitations à ciel ouvert. Pour extraire les ressources minérales de ces carrières, Imerys doit retirer la couche supérieure de la terre. Cette couche supérieure est traditionnellement conservée afin de remblayer la zone en fin d'exploitation. Pour gérer les impacts environnementaux de cette activité, Imerys demande à ses opérations de prévoir un plan de réhabilitation de l'exploitation décrivant notamment les méthodologies devant être appliquées pendant la phase d'exploitation ainsi que pendant la réhabilitation. Dans la perspective de ce plan de réhabilitation de l'exploitation, Imerys demande à ses opérations de procéder à une évaluation de l'impact environnemental, composée de trois éléments importants : (1) une évaluation de base des conditions environnementales existantes, (2) une description des éventuels impacts des activités d'Imerys sur les conditions environnementales existantes et (3) des recommandations destinées à minimiser les éventuels impacts des activités d'Imerys.

➤ SYSTEMES DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT (SME)

Le Groupe s'est engagé à constamment améliorer sa performance en termes d'Environnement, d'Hygiène et de Sécurité, grâce à des systèmes de gestion. Un processus d'auto-évaluation sur les éléments clés d'un système de gestion efficace a été développé. Imerys encourage activement les sites industriels à remplir ces conditions et leur apporte l'assistance nécessaire. Si la certification ISO 14001 est également encouragée, le Groupe ne l'exige pas.

	<i>Nombre de sites certifiés ISO 14001 ou EMAS</i>	
	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Total	65	84

➤ INITIATIVE D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT

En novembre 2007, Imerys a lancé une nouvelle Initiative d'Amélioration de l'Environnement, conçue sur le modèle de l'initiative prise par le Groupe en matière de sécurité (*voir section 8.3 ci-après*). L'initiative Environnement comporte cinq volets : (1) un nouvel indicateur clé de reporting des " incidents environnementaux", (2) un programme régional de formation sur l'environnement, (3) une auto-évaluation trimestrielle sur cinq protocoles considérés comme prioritaires, (4) une évolution du plan d'audit Environnement, Hygiène et Sécurité vers une meilleure prise en compte de ces risques et (5) une assistance aux sites prioritaires.

8.3 Sécurité

L'exploitation minière et le traitement des minéraux requiert une solide culture de la sécurité afin d'éviter les accidents. Les sites industriels d'Imerys ont toujours accordé une grande importance aux programmes de sécurité. Depuis 2005, une série d'initiatives stratégiques en matière de sécurité ont été lancées pour accompagner ces efforts et fournir aux sites les outils et la formation nécessaires à l'amélioration continue et durable de la sécurité sur le lieu de travail.

Les chiffres suivants indiquent les taux de fréquence et de gravité des trois dernières années :

	2005	2006	2007
<i>Taux de fréquence ⁽¹⁾</i>			
- Employés Imerys	11,79	7,96	5,76
- Autres employés ⁽²⁾	n/a	13,75	7,98
<i>Taux de gravité ⁽³⁾</i>			
- Employés Imerys	0,33	0,24	0,18
- Autres employés ⁽²⁾	n/a	0,24	0,14

(1) Taux de fréquence : (nombre d'accidents avec arrêt de travail x 1 000 000) / nombre d'heures travaillées.

(2) Salariés d'une société en contrat avec Imerys, tels que sous-traitants ou intérimaires, en charge d'une opération spécifique sur site ou fournissant un service

(3) Taux de gravité : (nombre de jours perdus x 1 000) / nombre d'heures travaillées.

Le Groupe a considérablement amélioré sa performance globale en termes de sécurité et le taux d'accidents avec arrêt de travail du Groupe a été réduit de plus de 100% depuis 2005. Malheureusement, en 2007, trois salariés d'entreprises sous-traitantes ont perdu la vie alors qu'ils travaillaient pour Imerys. Ces accidents ont sincèrement peiné le Groupe, bien déterminé à poursuivre ses efforts. L'Initiative des Six Protocoles Critiques, lancée en janvier 2007, vise à éviter accidents mortels et blessures graves. A l'issue d'un classement interne et externe, six protocoles couvrant les activités associées au plus haut degré de risque de blessures graves et de décès dans l'exploitation minière, ont été identifiés : (1) la sécurité électrique ; (2) la consignation des énergies dangereuses ; (3) la protection des machines et convoyeurs ; (4) le travail en hauteur ; (5) les équipements mobiles (bulldozers, chariots élévateurs, engins de levage, etc.) ; et (6) la stabilité des sols. Chaque site doit fournir au Directeur Général du Groupe une auto-évaluation trimestrielle dans ces domaines.

➤ SANTE

Imerys met en place des mesures destinées à l'amélioration continue de l'environnement de travail de ses employés. En 2005, le Groupe a lancé un programme global d'hygiène industrielle afin de compléter les actions locales. A l'origine, ce programme était destiné à vérifier la conformité avec les réglementations locales applicables. Ces efforts se sont poursuivis et sont désormais complétés par des programmes mettant l'accent sur l'exposition à la poussière et au bruit, ainsi que le suivi du cycle de vie du produit. Dans l'industrie de l'extraction (hors métallurgie), les expositions à la poussière et au bruit sont considérées comme des zones d'actions prioritaires.

Des évaluations sur l'exposition à la poussière sont régulièrement réalisées dans tout le Groupe. Elles se concentrent principalement sur l'exposition des employés à la poussière minérale. Les normes et directives du Groupe ont pour but d'aider les sites à établir un programme de gestion de la poussière sur le lieu de travail (incluant une évaluation des risques, un suivi de l'exposition, des mesures de contrôle et une surveillance médicale) et sensibiliser les employés aux

risques liés à l'exposition à la poussière. Les filiales européennes d'Imerys qui sont membres de l'Association des Minéraux Industriels (IMA), appliqueront le "Contrat de Dialogue social sur la Protection de la Santé des Ouvriers, grâce à une bonne manipulation et un bon usage de la silice cristalline et des produits qui en contiennent". Ce Contrat, signé le 25 avril 2006, réunit 17 associations européennes d'Employeurs et d'Employés, représentant 14 secteurs manipulant, utilisant ou produisant de la silice cristalline ou des produits en contenant. Le premier rapport sur l'application de ce contrat sera publié en juin 2008.

➤ REACH

Le Règlement Européen sur l'Enregistrement, l'Evaluation et l'Autorisation des Produits Chimiques (REACH) impose aux fabricants et importateurs de produits d'enregistrer les substances présentes dans ces produits, de les évaluer et d'obtenir une autorisation pour ceux-ci. Les "minéraux présents dans la nature" sont exemptés du champ d'application du Règlement, ce qui réduit considérablement l'impact de ces nouvelles réglementations sur Imerys. Le Groupe a constitué divers groupes de travail dans le cadre de REACH, qui devront intégrer les changements dus à REACH. Le Groupe n'anticipe aucun impact significatif de ce fait sur ses activités.

8.4 Conformité réglementaire et audits

Dans chaque pays où il exerce ses activités, Imerys est soumis à de strictes réglementations en matière d'Environnement, Hygiène et Sécurité. Pour veiller à leur respect, des audits périodiques des sites sont prévus par la Charte Environnement, Hygiène et Sécurité, signée par le Directeur Général d'Imerys. Le Vice-président Environnement, Hygiène et Sécurité (EHS) du Groupe est chargé de coordonner le programme d'audit EHS, conformément à une politique et d'une procédure spécifiques. Au delà des réglementations, le Programme d'Audit EHS veille également au respect des 25 protocoles sur les rejets atmosphériques, la qualité de l'eau, la gestion des déchets et les nuisances sonores.

	Nombre de poursuites		Montant des amendes en euros	
	2006	2007 ⁽¹⁾	2006	2007 ⁽¹⁾
Total	19	16	50 648	64 483

(1) Hors décision du Gouvernement brésilien suite au rejet de kaolin en juin 2007 chez Imerys Rio Capim Caulim cf § 8.2 ci-dessus.

8.5 Relations avec les communautés

Les directeurs d'usine d'Imerys maintiennent un contact étroit avec les communautés dans lesquelles ils travaillent et sont les plus à même pour régler les problèmes locaux et établir des partenariats avec les organisations locales. Dans le cadre d'un nouveau protocole de relations avec les communautés adopté en 2007, Imerys délègue officiellement sur chaque site la responsabilité des relations avec les communautés au salarié le plus élevé dans la hiérarchie, en charge de la gestion du site au quotidien. Sur tous les sites d'extraction minière et de production, cette fonction est assurée par le Directeur d'usine, le directeur de la mine ou équivalent. Dans le cadre du protocole de relations avec les communautés, ce responsable doit dresser la liste des partenaires concernés et créer un plan d'amélioration continue des relations avec ses partenaires.

8.6 Ressources Humaines

La mission de la direction des Ressources Humaines est de créer les conditions pour que le Groupe dispose des moyens humains nécessaires à sa croissance, externe et organique ; elle est également de faire en sorte qu'Imerys grandisse bien en tant que Groupe, toutes les fois qu'il y va de l'intérêt général.

Dans ce cadre, la direction des Ressources Humaines d'Imerys initie et met en œuvre des principes et des processus en adéquation avec le mode de gestion décentralisé du Groupe, dans le respect des différentes législations nationales.

Les professionnels de la fonction Ressources Humaines sont responsables dans leur périmètre – division notamment – de l'intégralité de la fonction, sous la responsabilité hiérarchique du manager opérationnel de leur entité.

La fonction est également coordonnée au niveau de chaque pays ou région dans lesquels le Groupe opère, pour certaines questions relatives à l'emploi ou aux relations sociales et pour déployer les programmes Groupe.

➤ PRINCIPES RESSOURCES HUMAINES & DOMAINES CLES D'INTERVENTION

Le Groupe a élaboré une politique de ressources humaines articulée autour des principes suivants :

- répondre aux attentes de ses salariés, notamment en matière de conditions de travail et de sécurité, de couverture sociale et de développement professionnel ;
- fournir à l'encadrement des règles de gestion conformes à l'esprit et à l'éthique du Groupe, en particulier en matière d'exemplarité de comportement, de niveau d'exigence, de dialogue et de respect d'autrui ;
- favoriser une intégration harmonieuse de ses activités dans leur environnement en s'impliquant activement auprès des communautés locales.

Le Groupe s'engage à respecter les réglementations en vigueur dans les pays où il est implanté, en particulier en matière d'hygiène et de sécurité, de non-discrimination, de respect de la vie privée, de travail des enfants, de rémunérations, de temps de travail.

Les processus soutenant ces principes s'appliquent ainsi à un certain nombre de domaines clés tels que :

- **le recrutement** : attirer les profils les plus appropriés, propres à soutenir la croissance interne, comme ceux nécessaires au déploiement de nouvelles activités. Un programme Jeunes Diplômés est ainsi en cours de lancement pour donner au Groupe les moyens à long terme de sa croissance ;
- **la mobilité** : pourvoir les postes disponibles par les compétences existantes dans le Groupe. A cette fin, Imerys s'est doté d'outils communs à toutes les divisions et fonctions, comme l'évaluation individuelle annuelle et les plans de succession des principaux responsables ;
- **la formation** : permettre à chacun de développer ses talents et favoriser les échanges des meilleures pratiques. Parallèlement aux actions initiées par les divisions, le Groupe élabore des actions plus ciblées pour les dirigeants, ainsi que pour approfondir certaines expertises métiers (finances, géologie....) ;
- **les rémunérations et avantages sociaux** : avoir des dispositifs coordonnés, compétitifs, tenant compte des résultats de l'entité dans laquelle travaillent les salariés et de la performance individuelle. Si la compétitivité nationale est privilégiée, certains systèmes mis en place visent à fonder une approche commune de la performance, en particulier pour les dirigeants et cadres supérieurs (système de bonus où le choix des critères financiers et de leur poids relatif sont identiques entre divisions). Enfin, l'initiative de certains projets comme l'actionnariat salarié ou les modifications des régimes de protection sociale sont du ressort de la direction Ressources Humaines Groupe ;
- **les relations sociales** : le Groupe entend développer des relations constructives avec son personnel et ses représentants dans le respect des règles locales ;
 - Le Comité d'Entreprise (CEE) : créé en 2001, le CEE se réunit une fois par an en séance plénière. Quinze pays (Allemagne, Angleterre Européen, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Slovaquie, Suède) y sont représentés par une délégation salariale de seize

membres. Son bureau, composé de cinq membres, se réunit au moins deux fois par an. L'accord organisant le fonctionnement du CEE, renouvelé fin 2005 pour quatre ans par l'ensemble des représentants des salariés, comporte de multiples avancées favorables au dialogue social, comme l'assistance des représentants du personnel par des experts.

- La nécessité d'améliorer l'efficacité et la productivité des activités du Groupe peut conduire à des restructurations internes et à des suppressions de postes. Dans de telles situations, la politique du Groupe est que les divisions donnent la priorité à la recherche de solutions de reclassement interne des salariés concernés et mettent en place des formations de reconversion et des formules d'accompagnement afin de leur apporter le support nécessaire à la recherche d'un emploi ou à la réalisation d'un projet personnel ;
- **la Communication Interne** : la Communication Interne s'efforce de mettre à disposition de chacun l'information qui pourra lui être utile pour comprendre l'environnement et les activités du Groupe. Un réseau de correspondants locaux pour la communication interne assure la transmission de l'information et la diffusion de l'actualité Groupe ;
 - les annonces de nomination ou d'organisation sont, jusqu'à un certain niveau hiérarchique, assurées par la Communication Interne Groupe, grâce à l'intranet Imerys,
 - le journal d'entreprise "Imerys News" a pour principaux objectifs le développement du sentiment d'appartenance, le partage d'expériences et l'apport d'informations. Des numéros hors série sont édités lors d'événements majeurs, tel que le challenge Développement Durable,
 - des sessions d'accueil sont régulièrement organisées pour les managers ;
- **le Reporting Ressources Humaines** : un reporting Ressources Humaines mensuel couvre l'ensemble du périmètre Groupe depuis juin 2005 ; il comporte des indicateurs très détaillés (traduits en cinq langues) concernant les effectifs par pays, par type de contrat et par activité. Ce reporting s'enrichit progressivement de nouveaux indicateurs comme ceux relatifs à la formation professionnelle, le handicap, la structure d'âge et d'ancienneté.

Un organigramme Groupe, publié régulièrement, mentionne les grandes liaisons hiérarchiques et fonctionnelles au sein d'Imerys ; il comporte l'indication d'environ 700 fonctions avec les noms et localisations de leurs titulaires. Sa diffusion reste volontairement limitée à un strict usage interne.

➤ LES INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE RESSOURCES HUMAINES 2006 ET 2007

■ Les effectifs

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Total Groupe	17 552	15 776	15 934

Les effectifs du Groupe ont crû de 11 % environ sur l'année 2007. La stratégie de développement du Groupe dans les zones de forte croissance a trouvé en effet à se concrétiser ; l'année 2007 est marquée par des acquisitions en particulier en Asie (par exemple, ACE en Inde, 550 salariés) mais aussi en Amérique du sud (Perfiltra en Argentine, 80 salariés) comme en Europe centrale et de l'Est (Vatoutinsky, 800 personnes en Ukraine).

Le solde d'emploi net lié aux acquisitions contrebalance les baisses d'effectifs liées à quelques cessions (activités de distribution céramiques Ceradel Socor en France et de fabrication de tuiles et briques en zone ibérique). Les effets de la réorganisation industrielle en Cornouailles ont été aussi plus nets cette année en Grande-Bretagne.

L'effectif moyen du Groupe pour l'année 2007 est de 16 534 salariés, dont 15 394 salariés à contrat à durée indéterminée et 1 139 contrats à durée déterminée (CDD). C'est la Chine qui a recours principalement aux CDD (pour 40 % de ses effectifs). Il convient d'ajouter l'appel à l'intérim et/ou la sous-traitance en Chine, mais aussi aux Etats-Unis, en Afrique du Sud (350 personnes), en France (490) et au Brésil.

■ Evolution des effectifs par branche

- Organisation au 01/01/2007

	31/12/2007	31/12/2006
Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	8 400	6 703
Matériaux & Monolithiques	4 715	4 222
Minéraux de Performance & Pigments	4 215	4 733
Holdings	222	118
Total	17 552	15 776

La branche d'activité Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration est celle dont l'évolution en termes d'effectifs est la plus marquante ; c'est une conséquence de la réorganisation effectuée, mais aussi de l'intense activité de croissance externe en 2007. Le volume d'emploi au sein des Minéraux de Performance & Pigments décroît consécutivement à la mise en œuvre de la réorganisation industrielle en Grande-Bretagne.

■ Evolution des effectifs par zone géographique

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Europe occidentale	7 266	8 980	9 033
- dont France	3 486	3 666	3 433
- dont Grande-Bretagne	1 615	1 953	2 194
Europe Centrale	1 895	-	-
Amérique du Nord (Mexique compris)	3 174	3 042	3 192
- dont Etats-Unis	2 794	2 661	2 822
Amérique du Sud	1 315	1 223	1 316
- dont Brésil	867	895	979
Asie-Pacifique	3 069	1 834	1 648
- dont Chine	1 672	1 088	974
- dont Inde	652	-	-
Afrique	833	697	745
Total	17 552	15 776	15 934

■ Evolution des effectifs par famille d'emplois

La répartition des effectifs du Groupe par famille d'emplois est d'une grande stabilité dans le temps, comme au sein des différentes branches.

	31/12/2007		31/12/2006	
Opérations – Production – Fabrication	12 906	73,53 %	11 571	73,35 %
Logistique – Supply Chain – Achats	645	3,67 %	522	3,31 %
Recherche & Développement - Géologie	516	2,94 %	503	3,19 %
Ventes & Marketing	1 223	6,97 %	1 175	7,45 %
Fonctions Support & Administration	2 262	12,89 %	2 005	12,71 %
Total	17 552	100,00 %	15 776	100,00 %

■ Taux de rotation du personnel (turnover)

Le taux de turnover 2007 des contrats à durée indéterminée (CDI) est de 14,95 % sur de l'ensemble du périmètre du Groupe (13,2 % en 2006). Le turnover tel qu'indiqué s'analyse comme le nombre de départs sur l'année des seuls contrats à durée indéterminée, toutes causes confondues, rapporté aux effectifs de l'année précédente (au 31/12/2006).

2 237 personnes ont quitté Imerys en 2007 (hors fin de CDD), ce qui représente 13,5 % de l'effectif moyen sur l'année. Les départs pour motifs économiques représentent 42 % de ce chiffre, les démissions 34 % (principalement en Chine et aux Etats-Unis) et les départs en retraite 8,58 %.

Le solde net d'emploi lié à la croissance externe, moins les cessions opérées, est de 2 500 salariés environ en 2007.

■ Mobilité interne

L'effort de recrutement (en CDD et CDI) a concerné 2 210 personnes. Dans le même temps 613 mouvements internes ont permis de pourvoir des postes libres dans le Groupe.

■ Diversité

• Pourcentage de femmes par zone géographique

	31/12/2007		31/12/2006	
	Ensemble des salariés	Cadres et employés	Ensemble des salariés	Cadres et employés
Europe	15,68 %	29,73 %	14,40 %	29,80 %
Amérique du Nord	13,48 %	32,27 %	13,70 %	32,40 %
Amérique du Sud	10,19 %	29,97 %	11,30 %	29,30 %
Asie-Pacifique	14,83 %	25,65 %	14,90 %	30,90 %
Afrique	7,08 %	11,97 %	7,70 %	11,30 %
Total	14,3 %	29,2 %	13,8 %	29,8 %

La proportion de femmes dans le total des effectifs du Groupe est en légère hausse par rapport à 2006, notamment en Europe. La proportion de femmes cadres dirigeants (membres des Directions Fonctionnelles et Opérationnelles) est de 9,5 % chez Imerys en 2007 (versus 11 % en 2006).

• Nombre de handicapés

Selon la définition retenue en interne (application de la loi /réglementation du pays ou le cas échéant référence à la définition de l'Organisation Internationale du Travail), le Groupe emploie 246 salariés souffrant d'un handicap et qui se sont déclarés handicapés auprès de leur Direction des Ressources Humaines

• Age et ancienneté

Pour la première année, nous reportons ces deux nouveaux indicateurs pour ce qui concerne les effectifs permanents. Ces informations permettent d'adapter les politiques de ressources humaines afin de répondre aux besoins de chacune d'entre-elles.

Si 59 % de l'effectif du Groupe se trouve dans les tranches d'âge "40-49 ans" et "plus de 50 ans", de fortes disparités géographiques existent. Les zones en développement ou de plus récente implantation pour le Groupe (Amérique du Sud, Asie-Pacifique et Afrique) emploient essentiellement des salariés dont l'âge se situe entre 30 et 39 ans.

La répartition globale est équilibrée (27 % de l'effectif a une ancienneté de 4 à 10 ans et 27 % a une ancienneté de plus de 20 ans) ; néanmoins, les mêmes différences entre zones sont à souligner. En Afrique et Asie-Pacifique, les salariés ont généralement une ancienneté de moins de trois ans. En Amérique du Sud, l'ancienneté est majoritairement comprise entre 4 et 10 ans. En Amérique du Nord et Europe, plus d'un tiers des effectifs a une ancienneté supérieure à 20 ans.

Les initiatives relatives à la mise en place de programmes de prévoyance-frais de santé en Chine comme en Amérique latine en 2007 visent à retenir et sécuriser les salariés.

■ Relations industrielles et sociales

En 2007, 12 065 heures travaillées ont été perdues pour faits de grève du personnel (5 155 en 2006).

Depuis l'année dernière, Imerys recense le nombre d'accords signés avec les différentes instances du personnel des sociétés du Groupe ; 146 accords ont été signés cette année (124 en 2006).

■ Formation

Au moins 220 000 heures de formation (faisant l'objet d'un programme et contenu précis) ont été dispensées sur l'année (hausse de 15 %). L'expertise technique représente 49 % du total d'heures, les formations pratiques de sensibilisation aux procédures et mesures d'hygiène et de sécurité 41 %, et les formations au management 10 %.

■ Actionnariat salarié

Si le Groupe n'a pas déployé de nouveau plan d'actionnariat salarié en 2007, il a renforcé ses procédures de gestion administrative avec les différents prestataires. Les salariés résidents aux Etats-Unis, Brésil, Afrique du sud et Grande-Bretagne reçoivent désormais le montant de leurs opérations en devises. L'information en direction des salariés actionnaires a elle-même été améliorée, via la mise à disposition de services Internet multilingues.

• Nombre de salariés actionnaires au 31 décembre 2007

	2007		2006		2005	
	<i>Nombre de salariés actionnaires</i>	<i>Pourcentage de salariés actionnaires rapportés aux effectifs 31/12/07</i>	<i>Nombre de salariés actionnaires</i>	<i>Pourcentage de salariés actionnaires rapportés aux effectifs 31/12/06</i>	<i>Nombre de salariés actionnaires</i>	<i>Pourcentage de salariés actionnaires rapportés aux effectifs 31/12/05</i>
France	1 375	39,44 %	1 592	43,40 %	1 006	29,30 %
Etats-Unis	702	25,12 %	748	28,10 %	351	12,44 %
Royaume-Uni	389	24,08 %	434	22,20 %	328	14,95 %
Brésil	332	38,29 %	383	42,79 %	192	19,61 %
Allemagne	158	23,47 %	168	25,57 %	78	11,66 %
Afrique du Sud	140	20,58 %	131	23,60 %	10	1,69 %
Espagne	56	17,07 %	97	21,32 %	48	10,02 %
Suède	64	20,57 %	70	24,30 %	35	10,84 %
Portugal	6	85,70 %	58	85,29 %	23	27,38 %
Autriche	91	23,33 %	66	16,38 %	73	18,39 %
Italie	59	20,84 %	64	21,91 %	47	14,69 %
Suisse	49	25,38 %	49	26,77 %	32	17,68 %
Mexique	47	15,66 %	47	15,56 %	Ns	
Belgique	44	21,59 %	47	23,85 %	27	14,59 %
Malaisie	37	24,66 %	38	27,53 %	Ns	
Canada	30	37,50 %	38	48,10 %	18	21,18 %
Thaïlande	27	13,91 %	31	15,73 %	Ns	
Pays-Bas	25	42,37 %	24	40,00 %	5	8,47 %
Singapour	15	55,55 %	15	57,69 %	Ns	
Slovénie	6	6,31 %	6	5,94 %	Ns	
Hongrie	2	0,67 %	2	0,67 %	Ns	
Total	3 653	20,81 %	4 108	26,04 %	2 273	14,27 %

La baisse du nombre de salariés actionnaires entre 2006 et 2007 s'explique surtout par la cession des activités de la division Matériaux de Construction dans la péninsule ibérique et des sociétés Ceradel Socor (France) et Pottery crafts (Grande-Bretagne) dans la division Céramiques.

8.7 Attestation des Commissaires aux comptes

Attestation des commissaires aux comptes sur l'application des procédures de reporting d'une sélection d'indicateurs environnement, sécurité et ressources humaines

Exercice clos le 31 décembre 2007

ERNST & YOUNG Audit

Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris - La Défense Cedex

Deloitte & Associés

185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

A votre demande, et en notre qualité de commissaires aux comptes, nous avons mis en œuvre les travaux décrits ci-dessous, portant sur le processus de reporting d'indicateurs environnement, sécurité et ressources humaines publiés en section 8 du chapitre 4 du document de référence au titre de l'exercice 2007.

Ce processus de reporting a été défini et mis en œuvre par le groupe Imerys. Il est formalisé au sein de procédures.

I. NATURE ET ETENDUE DES TRAVAUX

Nous avons mené pour les indicateurs sélectionnés :

- une revue pour une sélection d'indicateurs (taux de fréquence et de gravité, effectifs, turnover, part des femmes, mobilité interne au groupe, nombre de salariés actionnaires, nombre d'heures de formation, pyramide des âges, ancienneté dans l'entreprise, nombre de sites couverts par un Système de Management Environnemental, nombre de non-conformités environnementales associées à une amende, montant total des amendes associées aux non-conformités environnementales, consommation d'énergie, émissions de CO₂ liées à la consommation d'énergie, émissions de CO₂ liées aux procédés) de l'organisation mise en œuvre par le groupe Imerys pour la collecte, la validation et la consolidation des données, et des procédures de reporting en référence aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de fiabilité, de neutralité et de clarté du référentiel de reporting ;
- des entretiens avec les correspondants et personnels d'Imerys en charge de la collecte et de la consolidation des indicateurs sélectionnés au niveau du groupe, des sous-groupes ou divisions, et dans une sélection de certains sites industriels du groupe afin d'analyser la compréhension et l'application des procédures du groupe¹ ;
- la réalisation de tests arithmétiques, par sondages, sur le mode de calcul des indicateurs au niveau des sites échantillonnés et de tests de cohérence sur la consolidation des indicateurs. Ces tests ont porté sur 4 à 8,3 %² des données consolidées publiées.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de ces travaux, aux experts en environnement et développement durable de nos cabinets.

Ces travaux n'avaient pas pour objectif de formuler une assurance modérée ou raisonnable sur l'application des procédures de reporting ou sur les indicateurs eux-mêmes, et ne comprennent donc pas tous les contrôles propres à un audit ou un examen limité. Cependant, ils nous permettent de formuler des constats sur les procédures.

II. INFORMATION SUR LES PROCEDURES

Le Groupe Imerys a amélioré en 2007 le processus de calcul des émissions de CO₂, notamment par l'utilisation de facteurs d'émission reconnus internationalement, et le processus de contrôle des données « consommation d'énergie » et « émissions de CO₂ ».

¹ sites d'Imerys Kiln Furniture en Hongrie et d'Imerys Terres Cuites à Sainte Foy et à Pargny pour la branche « Materials & Monolithics », sites de Limeira Ripasa, Marble Hill et Sylacauga pour la branche « Performance Minerals and Pigments ».

² Taux de couverture calculé sur les indicateurs suivants: heures travaillées, effectif total, nombre d'heures de formation, consommation d'énergie et émissions de CO₂.

III. CONSTATS

Dans le cadre d'une amélioration continue du reporting environnement, sécurité et ressources humaines du groupe Imerys, la qualité du processus de reporting des données publiées pourrait être renforcée par la mise en œuvre des actions suivantes :

- Sensibilisation accrue des contributeurs et des validateurs ayant pour objectif une meilleure compréhension du protocole de reporting, concernant les indicateurs « heures de formation » et « mobilité interne ».
- Amélioration et renforcement des processus de contrôle des données reportées par les validateurs.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2008

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit
Jean-Roch VARON

Deloitte & Associés
Nicholas L.E. ROLT

► LISTE DES INDICATEURS AYANT FAIT L'OBJET DE TRAVAUX DE REVUE

<i>Indicateurs de performance</i>	<i>Unité</i>	<i>2007</i>
SECURITE		
Taux de fréquence	Nombre d'accidents pour un million d'heures travaillées	5,76
Taux de gravité	Nombre de jours d'arrêt pour 1000 heures travaillées	0,18
<i>Indicateurs de performance</i>		
ENVIRONNEMENT		
Nombre de sites couverts par un SME certifié ISO 14001 ou EMAS	Nombre	84
Nombre de non-conformités environnementales associées à une amende	Nombre	16
Montant total des amendes associées aux non-conformités environnementales	€	64 483
Consommation d'énergie globale	GJ	39 499
Consommation par type d'énergie		
électricité	GJ	11 110
gaz naturel	GJ	17 964
autres combustibles fossiles	GJ	9 028
biomasse	GJ	1 398
Emissions de CO ₂ liées à la consommation d'énergie	Milliers de tonnes	2 966
Emissions de CO ₂ liées aux procédés	Milliers de tonnes	201

Indicateurs de performance	Unité	2007
RESSOURCES HUMAINES		
Effectif total Groupe	Nombre	17 552
Effectif par branche		
Minéraux de Performance & Pigments	Nombre	4 215
Matériaux & Monolithiques	Nombre	4 715
Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	Nombre	8 400
Holdings	Nombre	222
Pyramide des âges		
Nombre d'employés âgés de moins de 30 ans	Nombre	2 083
Nombre d'employés âgés entre 30 et 39 ans	Nombre	4 426
Nombre d'employés âgés entre 40 et 49 ans	Nombre	5 376
Nombre d'employés âgés de plus de 50 ans	Nombre	4 460
Ancienneté dans l'entreprise		
Nombre d'employés de moins de 3 ans d'ancienneté	Nombre	3 588
Nombre d'employés dont l'ancienneté est comprise entre 4 et 10 ans	Nombre	4 263
Nombre d'employés dont l'ancienneté est comprise entre 11 et 15 ans	Nombre	2 141
Nombre d'employés dont l'ancienneté est comprise entre 16 et 20 ans	Nombre	1 620
Nombre d'employés dont l'ancienneté est de plus de 20 ans	Nombre	4 733
Turnover global	%	14,95
Turnover par branche		
Minéraux de Performance & Pigments	%	5,29
Matériaux & Monolithiques	%	2,61
Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration	%	6,84
Mobilité interne (nombre de transferts entre groupe et sous-groupe)	Nombre	613
Part de femmes Groupe	%	14,3
Part de femmes par zone géographique		
Europe	%	15,68
Amérique du Nord	%	13,48
Amérique du Sud	%	10,19
Asie-Pacifique	%	14,83
Afrique	%	7,08
Nombre global d'heures de formation	Heures	220 295
Part des heures de formation par type de formation		
expertise technique	%	49
hygiène et sécurité	%	41
management	%	10
Nombre de salariés actionnaires	Nombre	3 653

5 | Renseignements de caractère général

pages

206 **1 - Renseignements sur la Société**

209 **2 - Renseignements sur le capital social**

218 **3 - Répartition du capital social et des droits de vote**

221 **4 - Marché des titres Imerys**

223 **5 - Organisation mère/filiales**

224 **6 - Dividendes**

225 **7 - Relations avec les actionnaires**

1 - RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIETE

➤ DENOMINATION SOCIALE : IMERYS

Cette dénomination a été adoptée par l'Assemblée Générale Mixte du 22 septembre 1999. Antérieurement, la Société était dénommée Imetal.

➤ SIEGE SOCIAL :

154, rue de l'Université
75007 Paris - France
Téléphone : +33 (0) 1 49 55 63 00
Télécopie : +33 (0) 1 49 55 63 01

➤ FORME JURIDIQUE ET LEGISLATION APPLICABLE :

Imerys est une société anonyme à Conseil d'Administration, régie par les dispositions des articles L. 225-17 à L. 225-56 et R. 225-15 à R. 225-34 du Code de commerce ainsi que par ses statuts.

La Société est soumise à la législation française.

➤ DATE DE CONSTITUTION ET DUREE :

Imerys a été constituée le 22 avril 1880. Sa durée, fixée à l'origine à cinquante années, a été prorogée jusqu'au 30 juin 2024 (article 5 des statuts).

➤ OBJET SOCIAL :

Imerys est la société de tête d'un groupe industriel et commercial, spécialisé dans la Valorisation des Minéraux.

Aux termes de l'article 3 des statuts, "La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la recherche, l'acquisition, l'amodiation, l'aliénation et l'exploitation de toutes mines et carrières, de quelque nature que ce soit ;
- le traitement, la transformation et le commerce de tous minerais, métaux, matériaux organiques et non organiques et substances minérales, ainsi que de leurs sous-produits et alliages ;
- la fabrication de tous produits ouvrés dans lesquels des minerais, métaux, matériaux organiques et non organiques et substances minérales, sont employés ;
- l'achat, l'obtention, l'exploitation, la concession, la vente, la cession totale ou partielle, temporaire ou définitive de tous brevets, certificats ou licences se rapportant aux objets ci-dessus ;
- la création, l'acquisition, la vente, la concession de tous immeubles et usines, de tous moyens de transports et de toutes sources d'énergie ;
- la participation en tous pays dans toutes entreprises et opérations minières, de carrières, commerciales, industrielles et maritimes de nature à favoriser ou développer les propres industries et commerces de la Société, par voie de création de sociétés nouvelles, alliances, sociétés en participation ou autrement ; et, généralement, toutes opérations minières, de carrières, commerciales, industrielles, maritimes, immobilières, mobilières et financières se rattachant directement ou indirectement en totalité ou en partie, à l'un des objets ci-dessus spécifiés ou à tous autres objets similaires ou connexes".

➤ REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS :

562 008 151 R.C.S. Paris

Code APE (Activité Principale Exercée) : 7010Z

SIRET 562 008 151 00093

➤ CONSULTATION DES DOCUMENTS JURIDIQUES :

Les statuts, procès-verbaux d'Assemblées Générales, comptes sociaux et consolidés, rapports des Commissaires aux comptes, ainsi que tous les documents mis à la disposition des actionnaires, peuvent être consultés au siège social.

➤ EXERCICE SOCIAL : (ARTICLE 28 DES STATUTS)

L'exercice social, d'une durée de douze mois, commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

➤ REPARTITION DES BÉNÉFICES : (ARTICLE 30 DES STATUTS)

Le résultat de chaque exercice est déterminé conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur :

- sur le bénéfice net de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ;
- le bénéfice de l'exercice, diminué comme il vient d'être dit et augmenté du report bénéficiaire, sous déduction des sommes reportées à nouveau par l'Assemblée Générale ou portées par elle à un ou plusieurs fonds de réserve, est réparti aux actions sans distinction ;
- l'Assemblée Générale peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

➤ TITRES AU PORTEUR IDENTIFIABLES : (ARTICLE 9 DES STATUTS)

La Société est autorisée à demander à Euroclaire France, dans les conditions prévues par la législation en vigueur, les renseignements nécessaires à l'identification des titulaires de titres au porteur conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses Assemblées ainsi que la quantité d'actions ou de valeurs mobilières détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont ces titres peuvent être frappés.

➤ ASSEMBLÉES GÉNÉRALES : (ARTICLES 21 ET 22 DES STATUTS)

■ Convocations :

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions prévues par la législation en vigueur et se tiennent, soit au siège social, soit en tout autre endroit précisé dans l'Avis de convocation.

■ Conditions d'admission :

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales – personnellement, par mandataire ou par correspondance – sur simple justification de son identité et de la propriété de ses titres, sous la forme soit d'une inscription nominative soit de la transmission d'une attestation de participation justifiant l'enregistrement comptable des actions au porteur. Les formalités d'inscription ou de transmission doivent être accomplies au plus tard le troisième jour ouvré précédant la tenue de l'Assemblée.

Tout actionnaire peut également, sur décision du Conseil d'Administration communiquée dans l'Avis de convocation, participer aux Assemblées et prendre part au vote par télétransmission et/ou tout autre moyen de télécommunication dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

■ Conditions d'exercice du droit de vote :

L'ensemble des documents, prévus par les articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce, y inclus un formulaire de vote par correspondance ou de procuration, est adressé aux actionnaires à leur demande. Ce formulaire ne peut être valablement pris en compte que s'il est complété conformément à la législation en vigueur et retourné au siège social ou à l'adresse indiquée sur la convocation de l'Assemblée. Tout actionnaire peut, en outre, sur décision du Conseil d'Administration communiquée dans l'Avis de convocation, obtenir et retourner le formulaire de vote par correspondance ou de procuration, par télétransmission ou tout autre moyen de télécommunication, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

■ Droit de vote double :

Depuis l'Assemblée Générale du 2 juillet 1968, les actions inscrites en compte nominatif, au nom du même actionnaire depuis deux ans au moins, bénéficient d'un droit de vote double. Le droit de vote double, autorisé par la loi et prévu par l'article 22 des statuts, vise à récompenser la fidélité des actionnaires de la Société. Le droit de vote double est également accordé aux actions nouvelles attribuées gratuitement aux actionnaires dans le cadre d'une augmentation de capital en raison d'actions anciennes pour lesquelles ils bénéficient déjà de ce droit. Le droit de vote double cesse de plein droit lorsque l'action est convertie au porteur ou transférée, hormis les cas de transfert en garantie, en usufruit ou par succession ou donation familiale. Le droit de vote double peut enfin être supprimé par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire sur autorisation préalable de l'Assemblée Spéciale des titulaires de ce droit.

■ Limitation des droits de vote : Néant

➤ DECLARATION DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL :

Les statuts d'Imerys ne contiennent aucune clause imposant une obligation de déclaration de franchissement de seuil autre que celle résultant de la loi.

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à franchir, à la hausse ou à la baisse, l'un des seuils de détention du capital de la Société et/ou des droits de vote prévus par la législation en vigueur, devra se conformer aux dispositions des articles L. 233-7 à L. 233-11 du Code de commerce et plus particulièrement devra en informer la Société, ou, le cas échéant, toute personne qu'elle aura désignée à cet effet, dans un délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement de seuil concerné. En cas de non-respect de cette obligation, les dispositions prévues par l'article L. 233-14 du Code de commerce s'appliqueront.

2 - RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL SOCIAL

2.1 Montant nominal du capital social et nombre de droits de vote

- Le 18 décembre 2007, le Conseil d'Administration a procédé à l'annulation de 606 543 actions d'auto-contrôle acquises directement sur le marché par la Société au cours de l'exercice 2007, et affectées en totalité à l'objectif d'annulation prévu dans le cadre des programmes de rachat d'actions approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 mai 2006 et l'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007. Cette annulation d'actions d'auto-contrôle a conduit à une réduction du capital de la Société d'un montant nominal de 1 213 086 euros.
- Le 14 janvier 2008, le Président du Conseil d'Administration a constaté que, le 31 décembre 2007, le capital social avait été augmenté d'un montant nominal de 797 558 euros en conséquence de la levée, au cours de l'exercice 2007, de 398 779 options de souscription donnant droit à autant d'actions Imerys.

En conséquence de ces opérations, le capital souscrit, entièrement libéré, d'Imerys s'élevait, au 31 décembre 2007, à 126 253 712 euros ; il était divisé en 63 126 856 actions de 2 euros de valeur nominale chacune parmi lesquelles 34 121 643 bénéficiaient, en vertu de l'article 22 des statuts d'Imerys, d'un droit de vote double. Enfin, le nombre total des droits de vote nets attachés aux actions existantes était de 97 048 499.

Le capital social n'a pas varié, et le nombre de droits de vote n'a pas connu de variation significative, entre le 31 décembre 2007 et la date du présent Rapport Annuel.

Compte tenu des 3 103 391 options de souscription d'actions attribuées à certains salariés et dirigeants sociaux et non encore exercées au 31 décembre 2007, le capital dilué s'élevait au 1^{er} janvier 2008, à 132 460 494 euros.

Il est précisé qu'aucune action inscrite au nominatif pur ne fait l'objet d'un nantissement de la part de la Société.

2.2 Evolution du capital social au cours des cinq derniers exercices

L'évolution du nombre d'actions et du capital social de la Société au cours des cinq derniers exercices a été la suivante :

Année	Opérations	Montant nominal des variations de capital (en €)	Prime d'émission (en €)	Nombre de titres créés	Nominal des titres (en €)	Montants successifs du capital de la Société (en €)	Nombre de titres constituant le capital
2003	Annulation d'actions	(1 229 112)	(21 265 612)	(153 639)	8	124 786 488	15 598 311
	Levées d'options de souscription d'actions	2 179 472	28 555 087	272 434	8	126 965 960	^(*) 15 870 745
2004	Division de la valeur nominale par 4	-	-	-	2	-	63 482 980
	Annulation d'actions	(1 280 000)	(29 963 700)	(640 000)	2	125 685 960	62 842 980
	Levée d'options de souscription d'actions	1 214 080	16 743 319	607 040	2	126 900 040	^(*) 63 450 020
2005	Levées d'options de souscription d'actions	1 043 690	14 580 282	521 845	2	127 943 730	^(*) 63 971 865
2006	Annulation d'actions	(2 650 000)	(80 805 619)	(1 325 000)	2	125 293 730	62 646 865
	Augmentation de capital réservée aux salariés	100 000	2 607 402	50 000	2	125 393 730	62 696 865
	Levées d'options de souscription d'actions	1 275 510	17 689 386	637 755	2	126 669 240	^(*) 63 334 620
2007	Annulation d'actions	(1 213 086)	(40 885 873)	(606 543)	2	125 456 154	62 728 077
	Levées d'options de souscription d'actions	797 558	13 645 455	398 779	2	126 253 712	^(*) 63 126 856

^(*) Au 31 décembre.

2.3 Autorisations financières

► TITRES REPRESENTATIFS DU CAPITAL

■ Autorisations générales

L'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007 a accordé au Conseil d'Administration, pour une durée de vingt-six mois, un ensemble d'autorisations financières, conformes aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce. Ces autorisations financières ont pour objet de permettre à la Société, si nécessaire, d'augmenter le montant de ses capitaux permanents soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes de fusion, apports ou autres, soit au moyen de l'émission, avec ou sans droit préférentiel de souscription, de différentes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital d'Imerys.

Le montant nominal maximum ^(*) des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi opérées a été fixé à :

- 80 millions d'euros pour les émissions réalisées respectivement avec suppression du droit préférentiel de souscription ou avec maintien de ce droit préférentiel ;
- 110 millions d'euros en cumulé pour l'ensemble de ces émissions.

Par ailleurs, le montant nominal maximum des titres d'emprunt pouvant être émis dans le cadre de ces autorisations a été fixé à 2,5 milliards d'euros.

^(*) à ce montant, s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital.

Le Conseil d'Administration a par ailleurs été autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007 à :

- fixer le prix d'émission des différentes valeurs mobilières pouvant être émises en cas de suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10 % du capital de la Société par an, ce prix d'émission pouvant être diminué, le cas échéant, d'une décote de 10 % ;
- procéder à une ou plusieurs augmentations de capital, dans la limite de 10 % du capital social, en vue de rémunérer, sauf en cas d'offre publique d'échange, des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, y compris d'une société dont les actions ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé ;
- procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, de toutes valeurs mobilières composées représentatives de droits de créance sur la Société dans la limite d'un montant global de 2,5 milliards d'euros, étant précisé que le montant nominal des titres de créance pouvant être émis s'imputerait, le cas échéant, sur le montant nominal maximum des titres d'emprunts pouvant être émis en vertu des autorisations précitées.

En vertu de la faculté qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration a délégué au Directeur Général les pouvoirs spécifiques nécessaires aux fins de réaliser des augmentations de capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes de fusion, apports ou autres dans la limite d'un montant nominal maximum de 10 millions d'euros.

Ces autorisations et les facultés qu'elles offrent sont utiles pour permettre à Imerys de disposer, dans les meilleurs délais et au mieux des possibilités offertes par le marché financier, de nouvelles ressources financières qui viendraient à lui être nécessaires le moment venu.

Au cours de l'exercice 2007, il n'a été fait usage d'aucune de ces autorisations générales. A ce jour, il n'existe pas de titre émis par Imerys donnant accès, immédiatement ou à terme, à son capital social.

Il est précisé qu'à la date du présent Rapport Annuel, le Conseil d'Administration ne prévoit pas dans l'immédiat de faire usage de l'une ou l'autre des autorisations financières consenties pour émettre des titres représentatifs du capital de la Société.

Ces autorisations expireront le 1^{er} juillet 2009.

■ Autorisations spécifiques en faveur des salariés ou mandataires sociaux du Groupe

• Augmentations de capital réservées aux salariés du Groupe

L'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007 a délégué au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires pour procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés qui adhèreraient au Plan d'Épargne du Groupe (P.E.G.) adopté le 1^{er} septembre 2000, tel qu'amendé en dernier lieu le 21 septembre 2006. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées par émission d'actions est fixé à 1,6 millions d'euros, soit un nombre maximum d'actions de 800 000 ; le prix des actions à émettre doit être déterminé conformément aux dispositions de l'article L. 443-5 du Code du Travail.

Cette autorisation expirera le 1^{er} juillet 2009.

Cette autorisation n'a pas été mise en oeuvre au cours de l'exercice 2007. Il est par ailleurs précisé qu'à la date du présent Rapport Annuel, le Conseil d'Administration ne prévoit pas dans l'immédiat d'en faire au cours de l'exercice 2008.

• Options de souscription ou d'achat d'actions et actions gratuites

L'Assemblée Générale Mixte du 3 mai 2005 a délégué tous pouvoirs au Conseil d'Administration aux fins de consentir, à certains salariés et mandataires sociaux du Groupe :

- des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société ou à l'achat d'actions existantes, ainsi que
- des actions gratuites de la Société.

Le nombre maximum d'actions susceptibles de faire l'objet d'options de souscription ou d'achat, ou d'attributions gratuites, a été fixé à un montant nominal cumulé de 5,5 millions d'euros, soit un nombre maximum de 2 750 000 actions.

A ce jour, le Conseil d'Administration a fait usage de ces deux autorisations pour attribuer 1 873 770 options de souscription à des salariés du Groupe et 9 750 actions gratuites à un nombre limité de ses dirigeants. Compte tenu de ces attributions, le solde cumulé des autorisations actuelles accordées au Conseil d'Administration était donc, au 31 décembre 2007, de 1 732 960 euros, soit 866 480 options de souscription d'actions ou actions gratuites.

Ces deux autorisations expirant le 2 juillet 2008, il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de les renouveler selon des conditions similaires à celles existantes, et de les substituer ainsi à celles précédemment accordées. Afin de tenir compte, notamment, de l'accroissement du périmètre du Groupe, le nombre maximum d'options de souscription ou d'achat d'actions susceptibles d'être consenties par la Société, cumulé avec celui des actions gratuites susceptibles d'être attribuées, serait porté à 3 700 000 soit un montant nominal maximum de 7 400 000 millions d'euros (*pour plus de détails concernant la politique générale d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et d'actions gratuites, nous vous invitons à vous référer respectivement au paragraphe 4.1 et à la section 5 du chapitre 6 du Rapport Annuel*).

■ Autorisation de rachat d'actions

L'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007 a renouvelé au profit du Conseil d'Administration l'autorisation précédemment consentie par l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 mai 2006 pour permettre à la Société de racheter ses propres actions, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, dans la limite de 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1^{er} janvier 2007, soit 6 333 462 actions, et dans la limite d'un montant global maximum d'achat de 696,7 millions d'euros. Cette même Assemblée Générale a par ailleurs fixé le prix maximum d'achat à 110 euros par action et le prix minimum de vente à 40 euros par action.

Cette autorisation a pour objectif de permettre à la Société de procéder à l'achat de ses propres actions :

- par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en vue d'animer le marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ("AMF") ;
- en vue de l'attribution à certains salariés et mandataires sociaux du Groupe, d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites ;
- pour la remise ou l'échange d'actions dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- en vue de l'annulation ultérieure des actions acquises par réduction du capital de la Société, afin de compenser, notamment, les éventuelles augmentations de capital susceptibles de résulter de la levée des options de souscription d'actions attribuées.

Pour connaître le détail des opérations réalisées dans le cadre des programmes de rachat d'actions en vigueur au cours de l'exercice écoulé, nous vous invitons à vous référer au *paragraphe 2.4. du présent chapitre*.

L'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007 expirant le 2 novembre 2008, il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de la renouveler sur des bases similaires (*voir paragraphe 1.4. et section 4 du chapitre 8 du Rapport Annuel*).

■ Annulation des actions de la Société

L'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007 a conféré au Conseil d'Administration l'autorisation de procéder à l'annulation des actions de la Société détenues au titre des programmes de rachat de titres autorisés par ses actionnaires, dans la limite de 10 % du capital par période de 24 mois, et à réduire corrélativement le capital social.

Le Conseil d'Administration a fait usage de cette autorisation pour annuler, le 18 décembre 2007, 606 543 actions acquises directement sur le marché par la Société au cours de l'exercice 2007.

Cette autorisation expirera le 1^{er} mai 2009.

➤ AUTRES TITRES

Le montant nominal total des obligations ordinaires émises par la Société, et en circulation à la date du présent Rapport Annuel, était de 1 054,3 millions d'euros à leur date d'émission (*pour plus de détails, voir note 26 aux états financiers consolidés*).

En vertu de l'autorisation spécifique conférée au Directeur Général par le Conseil d'Administration le 14 février 2007, la Société a émis le 18 avril 2007 sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à taux fixe de 5,00 % par an et d'une maturité de 10 ans, visant le refinancement des émissions obligataires arrivant à échéance en mai et juin 2007.

Par ailleurs, la décision d'émettre des obligations ordinaires relevant désormais de la compétence du Conseil d'Administration, ce dernier a, le 2 mai 2007, conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce, délégué tous pouvoirs au Directeur Général aux fins de réaliser de telles émissions dans le délai d'un an, dans la limite d'un montant nominal maximum annuel de 1,5 milliard d'euros et d'un montant nominal maximum par opération de 350 millions d'euros.

L'ensemble des autorisations financières consenties au Conseil d'Administration fait l'objet d'une présentation synthétique dans le tableau ci-après.

TABLEAU RESUME DES AUTORISATIONS FINANCIERES EXISTANTES

Type d'émission	Date de l'autorisation	Echéance de l'autorisation (durée)	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital pouvant résulter immédiatement ou à terme de l'émission (hors ajustements)	Montant maximum de l'émission de titres d'emprunt ⁽¹⁾	Utilisation des autorisations existantes (montant)	Dilution potentielle pouvant résulter de l'utilisation des autorisations ⁽²⁾
Autorisations générales						
Toutes valeurs mobilières, avec maintien du droit préférentiel de souscription	2 mai 2007	1 ^{er} juillet 2009 (26 mois)	80 M€	2 500 M€	-	38,79 %
Toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription, et, le cas échéant, octroi d'un délai de priorité par le Conseil d'Administration	2 mai 2007	1 ^{er} juillet 2009 (26 mois)	80 M€	2 500 M€	-	38,79 %
Incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission ou d'apport	2 mai 2007	1 ^{er} juillet 2009 (26 mois)	n / a	n / a	-	n / a
Rémunération d'apports en nature constitués de titres en capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital	2 mai 2007	1 ^{er} juillet 2009 (26 mois)	12,62 M€ ⁽³⁾	2 500 M€	-	9,09 %
Limite globale des autorisations générales			110 M€	2 500 M€	-	46,56 %
Autorisations spécifiques en faveur des salariés et mandataires sociaux						
Actions réservées aux salariés du Groupe, dans le cadre du Plan d'Epargne de Groupe avec suppression du droit préférentiel de souscription	2 mai 2007	1 ^{er} juillet 2009 (26 mois)	1,6 M€	n / a	-	1,25 %
Options de souscription d'actions ⁽⁴⁾ et attributions d'actions gratuites	3 mai 2005	2 juillet 2008 (38 mois)	5,5 M€	n / a	3,767 M€	4,17 %
Limite globale des autorisations spécifiques en faveur des salariés et mandataires sociaux			7,1 M€	n / a	3,767 M€	5,32 %
Total autorisé			117,1 M€	2 500 M€	3,767 M€	48,12 %

⁽¹⁾ Montant nominal maximum des valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société susceptibles de donner accès à des actions ordinaires.

⁽²⁾ Sur la base du nominal actuel de 2 € par action et du montant du capital social au 31 décembre 2007.

⁽³⁾ Soit 10 % du capital social au 31 décembre 2007.

⁽⁴⁾ La dilution potentielle au titre des options de souscription d'actions attribuées et non exercées à la date du présent Rapport Annuel est de 4,69 % (voir section 4 du chapitre 6 du Rapport Annuel).

2.4 Rachats d'actions

► CADRE JURIDIQUE DES PROGRAMMES DE RACHAT D'ACTIONS MIS EN ŒUVRE EN 2007

Ainsi qu'il est exposé au paragraphe 2.3. du présent chapitre, l'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007 a renouvelé au profit du Conseil d'Administration pour une période de dix-huit mois, soit jusqu'au 2 novembre 2008, l'autorisation précédemment consentie par l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 mai 2006 pour permettre à la Société, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, de racheter ses propres actions.

Le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 2 mai 2007, a délégué au Directeur Général tous pouvoirs aux fins de procéder, ou faire procéder, à l'achat des actions de la Société, aux conditions et dans les limites fixées par l'Assemblée Générale. En vertu de cette délégation, le Directeur Général a procédé, au cours de l'exercice 2007, et dans le cadre des programmes autorisés par l'Assemblée Générale, aux opérations décrites ci-après.

Par ailleurs, la Société a confié, à compter du 1^{er} janvier 2004, à Rothschild & Cie Banque, la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'Investissement, d'une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction. Le montant total en numéraire affecté par la Société à la mise en œuvre de ce contrat, initialement fixé à 12 millions d'euros, a été porté à 24 millions d'euros, par avenant conclu en date du 28 septembre 2005.

► OPERATIONS REALISEES EN 2007 ^(*)

Les opérations réalisées en 2007 dans le cadre des programmes de rachat d'actions de la Société en vigueur au cours de l'exercice ont été les suivantes :

■ Détail des opérations d'achat et de vente réalisées en 2007

Date de l'Assemblée Générale ayant autorisé le programme	Opérations réalisées du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} mai 2007		Opérations réalisées du 2 mai au 31 décembre 2007	
	2 mai 2006		2 mai 2007	
	Flux bruts cumulés		Flux bruts cumulés	
	Achat	Vente	Achat	Vente
Opérations réalisées par la Société				
Nombre de titres	3 000	-	603 543	-
Cours moyen des transactions (€)	65,10	-	69,43	-
Montant total des transactions (€)	195 300	-	41 903 659	-
Opérations réalisées via un contrat de liquidité				
Nombre de titres	565 733	504 733	814 369	675 369
Cours moyen des transactions (€)	69,92	70,34	71,38	70,14
Montant total des transactions (€)	39 555 992	35 502 781	58 133 639	47 369 192

^(*) Tous les cours et montants sont exprimés hors frais et commissions.

■ Synthèse des opérations d'achat et de vente réalisées en 2007 et nombre d'actions auto-détenues au 31 décembre 2007

	<i>Opérations réalisées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007</i>	
	<i>Flux bruts cumulés</i>	<i>Flux bruts cumulés</i>
	<i>Achat</i>	<i>Vente</i>
Nombre de titres	1 986 645	1 180 102
Cours moyen des transactions (€)	70,36	70,22
Montant total des transactions (€)	139 788 590	82 871 973

Compte tenu des opérations d'achat et de vente réalisées au cours de l'exercice ([voir tableau ci-dessus](#)) et de l'annulation le 18 décembre 2007 d'un nombre total de 606 543 actions, le solde des actions auto-détenues par la Société, directement ou via le contrat de liquidité, au 31 décembre 2007, était égal à 200 000.

Il est précisé que la totalité des actions Imerys acquises directement par la Société sur le marché au cours de l'exercice 2007 ont été affectées à l'objectif d'annulation.

L'ensemble des opérations effectuées par la Société, directement ou via le contrat de liquidité, dans le cadre de ses programmes de rachat d'actions sont réalisées au comptant et sans qu'aucune position ouverte à l'achat ou à la vente ne soit prise.

Les frais bancaires relatifs aux opérations d'achat réalisées par la Société directement sur le marché au cours de l'exercice 2007 se sont élevés à 42 099 euros.

► TABLEAU SYNTHETIQUE DES OPERATIONS REALISEES PAR LA SOCIETE DU 1^{er} MARS 2007 AU 29 FEVRIER 2008

Conformément aux recommandations de l'AMF, la période concernée débute le jour suivant la date à laquelle le bilan du précédent programme a été établi ([voir paragraphe 2.4 du chapitre 5 Rapport Annuel 2006](#)).

	<i>Opérations effectuées du 1^{er} mars 2007 au 29 février 2008</i>		<i>Positions ouvertes au 29 février 2008</i>			
	<i>Flux bruts cumulés</i>					
	<i>Achats</i>	<i>Ventes ou transferts</i>	<i>Positions ouvertes à l'achat</i>		<i>Positions ouvertes à la vente</i>	
			<i>Options d'achat achetées</i>	<i>Achats à terme</i>	<i>Options d'achat vendues</i>	<i>Ventes à terme</i>
Nombres de titres	2 211 138	1 322 595				
Echéance maximale moyenne	n.a	n.a				
Cours moyen des transactions (€)	46,18	67,49	néant	néant	néant	néant
Prix d'exercice moyen (€)	n.a	n.a				
Montant total des transactions (€)	102 113 282	89 259 525				

Au 29 février 2008, le bilan du programme de rachat d'actions en vigueur était le suivant :

- pourcentage de capital auto-détenu de manière directe ou indirecte : 0,76 %
- nombre de titres détenus en portefeuille : 482 000, dont 132 000 au titre du contrat de liquidité
- nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois : 1 291 543
- valeur comptable du portefeuille : 23 290 825 euros
- valeur de marché du portefeuille : 26 779 920 euros

La Société n'a pas utilisé de produits dérivés dans le cadre du programme de rachat d'actions en vigueur.

➤ RENOUVELLEMENT DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

L'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007 expirant le 2 novembre 2008, il sera proposé à l'Assemblée Générale du 30 avril 2008 de la renouveler en faveur du Conseil d'Administration, pour une nouvelle période de dix-huit mois, soit jusqu'au 30 octobre 2009 (*voir paragraphe 1.4. et section 4 du chapitre 8 du Rapport Annuel*). Le nombre d'actions susceptibles d'être acquises au titre de cette nouvelle autorisation ne pourra excéder 10 % du nombre de titres émis et en circulation au 1^{er} janvier 2008, soit 6 312 685 actions. Le prix maximum d'achat sera de 110 euros par action.

Cette nouvelle autorisation poursuivra les mêmes objectifs que ceux des précédents programmes, à savoir de permettre à la Société de procéder à l'achat de ses propres actions :

- par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en vue d'animer le marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- dans le cadre de la participation des salariés à des plans d'actionnariat mis en place par la Société, ou en vue de l'attribution à certains salariés et mandataires sociaux du Groupe d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites ;
- pour la remise ou l'échange d'actions dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- en vue de l'annulation ultérieure des actions acquises par réduction du capital de la Société, afin de compenser, notamment, les éventuelles augmentations de capital susceptibles de résulter de la levée des options de souscription d'actions attribuées.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et des articles 241-1 à 242-7 du Règlement Général de l'AMF, le descriptif de ce nouveau programme sera disponible sur le site Internet de la Société (www.imerys.com - rubrique Le Groupe – Publications & Information Réglementée), ainsi que sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org). Une copie de ce descriptif pourra être également obtenue, sur simple demande, au siège de la Société.

2.5 Plans d'actionnariat salarié

Au 31 décembre 2007, les salariés du Groupe détenaient dans le cadre du P.E.G. d'Imerys, directement ou via un fonds commun de placement, 0,36 % du capital et 0,32 % des droits de vote de la Société (*pour la répartition par pays des salariés actionnaires, voir paragraphe 8.6 du chapitre 4 du Rapport Annuel*).

3 - REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE

3.1 Répartition du capital social et des droits de vote

L'évolution de la répartition du capital social et des droits de vote au cours des trois derniers exercices a été la suivante :

	Au 31/12/2005				Au 31/12/2006				Au 31/12/2007			
	Nombre d'actions détenues	% du capital social	Droits de vote attachés	% des droits de vote	Nombre d'actions détenues	% du capital social	Droits de vote attachés	% des droits de vote	Nombre d'actions détenues	% du capital social	Droits de vote attachés	% des droits de vote
PARGESA	17 141 712	26,80	34 283 424	42,47	17 091 712	26,99	34 183 424	35,09	17 246 462	27,32	34 338 174	35,38
GBL ⁽¹⁾	16 744 028	26,17	16 744 028	20,74	16 744 028	26,44	33 488 056	34,38	16 898 778	26,77	33 642 806	34,67
Sous-total	33 885 740	52,97	51 027 452	63,21	33 835 740	53,43	67 671 480	69,47	34 145 240	54,09	67 980 980	70,05
Prudential Plc ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	5 110 441	8,10	5 110 441	5,27
Salariés du Groupe ⁽³⁾	216 355	0,34	328 967	0,41	248 118	0,39	352 253	0,36	228 311	0,36	313 192	0,32
Auto-détention	648 170	1,01	-	-	-	-	-	-	200 000	0,32	-	-
Public	29 221 600	45,68	29 373 519	36,38	29 250 762	46,18	29 404 174	30,18	23 442 864	37,13	23 643 886	24,36
Total	63 971 865	100,00	80 729 938	100,00	63 334 620	100,00	97 427 907	100,00	63 126 856	100,00	97 048 499	100,00

⁽¹⁾ GBL représente, pour les besoins de ce tableau, l'ensemble des sociétés du Groupe Bruxelles Lambert. Les actions de la Société sont détenues depuis le 15 décembre 2004 par la société Belgian Securities BV, filiale de la société Groupe Bruxelles Lambert.

⁽²⁾ Prudential Plc représente, pour les besoins de ce tableau, l'ensemble des sociétés appartenant à son groupe.

⁽³⁾ Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, seules les actions détenues par les salariés du Groupe dans le cadre du P.E.G. figurent dans ce tableau.

Les membres du Conseil d'Administration, y compris le Directeur Général, détenaient, à titre personnel, 0,10 % du capital et des droits de vote de la Société au 31 décembre 2007 (pour plus de détails, voir paragraphe 1.2 du chapitre 6 du Rapport Annuel).

3.2 Franchissements de seuil

Par lettre en date du 28 février 2007, la société M&G Investment Management Ltd, appartenant au groupe britannique Prudential Plc, a notifié à la Société et déclaré à l'AMF qu'elle avait franchi à la hausse le 22 février 2007 le seuil de détention de 5 % du capital de la Société avec 3 699 956 actions, représentant 5,84 % du capital en circulation et 3,80 % des droits de vote (Décision et Information de l'AMF n°207C0401). La société M&G Investment Management Ltd a par ailleurs notifié à la Société et déclaré à l'AMF le 23 janvier 2008, qu'elle avait franchi à la hausse le seuil de 5 % des droits de vote de la Société suite à l'acquisition le 12 décembre 2007 de nouvelles actions de la Société, portant sa participation à 5 110 441 actions, soit 8,02 % du capital en circulation et 5,22 % des droits de vote existants à cette date (Décision et Information de l'AMF n°208C0178).

A la date du présent Rapport Annuel, et à la connaissance d'Imerys, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés au paragraphe 3.1. ci-dessus ne détient, directement ou indirectement, plus de 5 % du capital et des droits de vote de la Société.

3.3 Pacte d'actionnaires

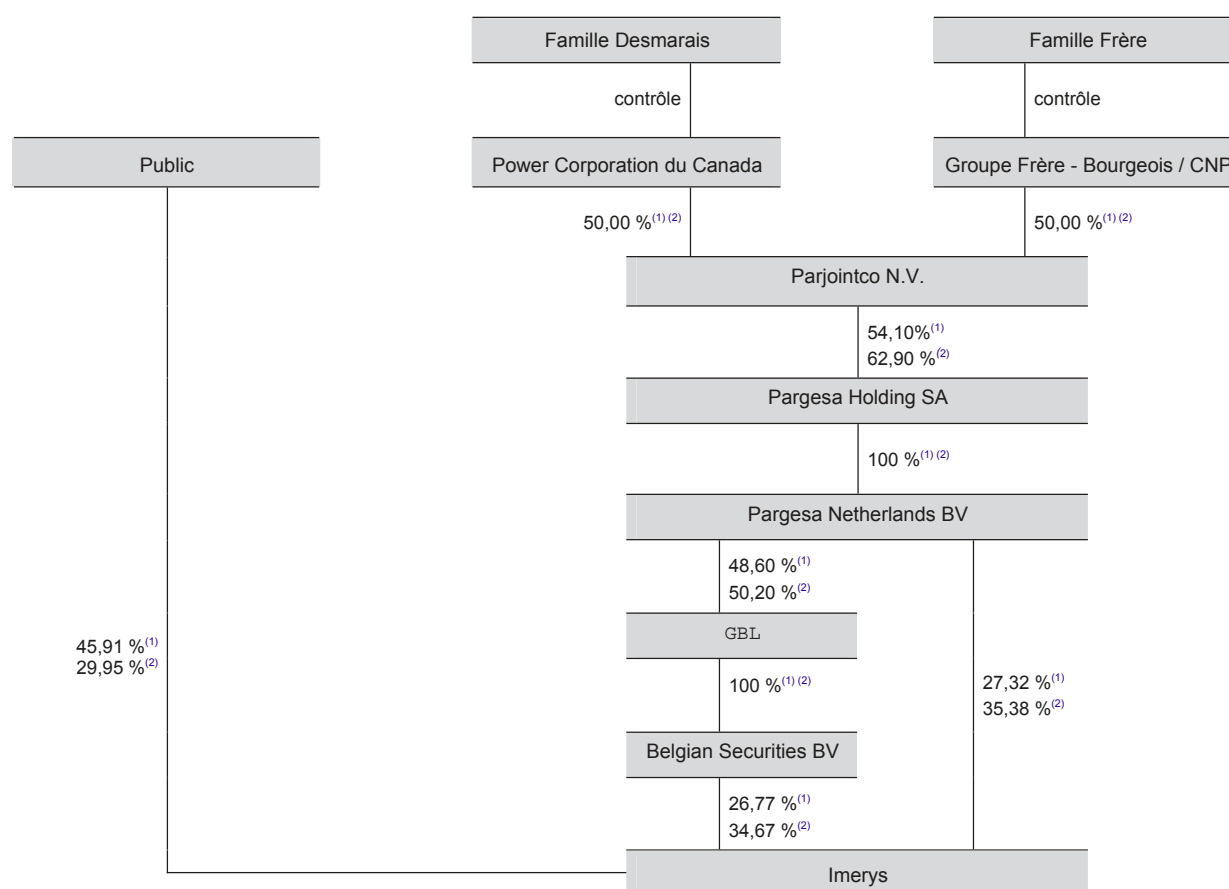
A la date du présent Rapport Annuel, il n'a été fait part à la Société d'aucun pacte entre ses actionnaires.

3.4 Identification des actionnaires au porteur

Imerys a demandé à la société Euroclear France de procéder à une enquête de Titres au Porteur Identifiables sur son capital auprès des intermédiaires financiers dont le seuil de détention d'actions était supérieur à 300 000. Cette enquête a permis d'identifier 1 555 actionnaires au porteur détenant chacun plus de 400 titres et représentant 40,36 % du capital social au 30 novembre 2007 (dont 205 investisseurs professionnels détenant 37,75 % du capital social).

3.5 Structure de l'actionariat du Groupe

L'organigramme faisant apparaître les rattachements actionnariaux d'Imerys en capital et en droits de vote, au 31 décembre 2007, peut être présenté comme suit :



⁽¹⁾ Participation en capital.

⁽²⁾ Participation en droits de vote.

Pargesa Holding SA est une société de droit suisse dont le siège social est situé 11 Grand-rue, CH 1204 Genève (Suisse). Pargesa Netherlands B.V. est une société de droit néerlandais, dont le siège social est situé à Herengracht 483, 1017 BT Amsterdam (Pays-Bas). Groupe Bruxelles Lambert (GBL) est une société de droit belge, dont le siège social est situé Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles (Belgique). Belgian Securities BV est une société de droit néerlandais, dont le siège social est situé à Herengracht 555, 1017 BW Amsterdam (Pays-Bas).

Le rattachement direct d'Imerys à l'ensemble Pargesa-GBL résulte de la fusion-absorption de Parfinance par la Société, réalisée le 30 juin 1998. Parfinance était alors, et depuis déjà plusieurs années, l'actionnaire de contrôle de la Société.

Parjointco est une société de droit néerlandais, dont le siège social est situé à 3016 DE-Rotterdam, Veerkade 5, Pays-Bas. Elle est détenue à parité par le Groupe Power, groupe canadien contrôlé par la famille de M. Paul Desmarais Jr., et par le Groupe Frère/CNP (Compagnie Nationale à Portefeuille), groupe belge contrôlé par la famille du Baron Albert Frère.

A la suite de la fusion-absorption de Parfinance par la Société, l'ensemble Pargesa-GBL, alors actionnaire majoritaire de Parfinance, a déclaré le 6 juillet 1998 franchir, au titre de l'action de concert qui les unissait, les seuils du tiers et de la moitié du capital et des droits de vote de la Société. Le Conseil des Marchés Financiers (CMF), prenant acte du fait que ce franchissement de seuil résultait de la fusion de la Société avec Parfinance, a accordé à l'ensemble Pargesa-GBL une dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique, telle que résultant des dispositions de l'article 5-4-6 de son Règlement Général (avis n°198C0696 du 23 juillet 1998).

Le 20 décembre 2006, l'ensemble Pargesa-GBL a informé l'AMF qu'à la suite de l'attribution de droits de vote double aux actions Imerys détenues par Belgian Securities BV résultant d'une détention en compte titre nominatif depuis plus de deux ans au 15 décembre 2006 : l'ensemble Pargesa-GBL avait franchi en hausse le seuil des 2/3 des droits de vote de la Société ; Belgian Securities BV avait franchi en hausse, à titre direct, le seuil du 1/3 des droits de vote (Décision et Information de l'AMF n°207C0012). Le 9 janvier 2007, l'AMF a, sur requête de Belgian Securities BV et sur le fondement de l'article 234-9 6° de son règlement général, octroyé à cette dernière une dérogation à l'obligation de dépôt d'un projet d'offre publique sur la Société prévue par l'article 234-2 dudit règlement (Décision et Information de l'AMF n°207C0065).

4 - MARCHÉ DES TITRES IMERYS

L'action Imerys est cotée à Euronext Paris et est éligible au Système à Règlement Différé (SRD) (Code ISIN FR 0000120859-NK). Imerys fait partie de l'indice SBF 120, représentant les 80 valeurs les plus importantes (en terme de flottant et de liquidité) après les 40 valeurs de l'indice CAC 40. L'action Imerys fait également partie de l'indice européen "Dow Jones Euro Stoxx 600", indice de référence global de la zone euro, composé de 360 valeurs sélectionnées parmi les 11 pays appartenant à cette zone.

Le titre Imerys est par ailleurs référencé par les indices "FTSE4Good" et "ASPI Eurozone®"^(*) qui identifient les sociétés répondant aux normes mondialement reconnues en matière de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises (respect des droits de l'homme, de l'environnement, et développement du dialogue avec les actionnaires).

Aucun titre d'une filiale d'Imerys n'est admis aux négociations d'une bourse de valeurs.

4.1 Cours extrêmes de 2003 à 2007

(en euros)

Année	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Dernier cours de l'année de clôture
2003	42,95	23,25	41,73
2004	62,35	40,63	61,75
2005	65,00	54,15	61,10
2006	72,55	53,90	67,40
2007	78,30	52,65	56,24

(Source : Euronext)

^(*) Advanced Sustainable Performance Indices – Indice géré par l'agence de notation Vigeo.

4.2 Transactions depuis janvier 2006

	Cours le plus haut (en €)	Cours le plus bas (en €)	Volume total des transactions mensuelles		moyenne par séance de bourse		
			En nombre de titres	En capitaux (en M€)	En nombre de titres	En capitaux (en M€)	En nombre de transactions
2006							
Janvier	68,00	60,80	2 424 856	158,09	110 221	7,19	731
Février	72,55	67,60	1 970 415	139,49	98 521	6,97	732
Mars	71,90	66,60	2 036 287	140,70	88 534	6,12	669
Avril	70,30	65,75	1 763 004	120,22	97 945	6,68	658
Mai	71,35	59,45	3 903 488	258,61	177 431	11,76	856
Juin	64,00	57,45	2 608 144	157,49	118 552	7,16	660
Juillet	62,75	54,75	2 079 065	121,50	99 003	5,79	607
Août	60,90	53,90	3 421 437	194,85	148 758	8,47	729
Septembre	68,00	59,25	3 173 121	197,73	151 101	9,42	769
Octobre	69,00	64,45	3 387 234	225,28	153 965	10,24	720
Novembre	69,00	64,80	2 443 411	164,55	111 064	7,48	666
Décembre	67,80	63,90	4 392 822	288,05	231 201	15,16	867
Total 2006			33 603 284	2 166,56			
2007							
Janvier	73,45	66,60	3 182 448	222,68	144 657	10,12	895
Février	75,20	64,75	3 724 988	264,47	186 249	13,22	1 171
Mars	70,30	64,90	4 011 284	272,17	182 331	12,37	1 229
Avril	72,07	68,91	2 950 493	208,03	155 289	10,95	1 176
Mai	74,60	70,35	3 721 567	270,33	169 162	12,29	1 212
Juin	78,30	72,72	3 693 739	277,51	175 892	13,21	1 334
Juillet	76,63	70,70	3 117 022	230,70	141 683	10,49	1 066
Août	71,85	62,55	5 266 703	352,17	228 987	15,31	1 637
Septembre	70,57	61,10	3 378 452	219,28	168 923	10,96	1 160
Octobre	68,66	63,42	2 980 169	197,25	129 573	8,58	973
Novembre	67,28	52,65	5 536 295	319,41	251 650	14,52	1 684
Décembre	60,43	53,37	2 692 538	153,09	141 713	8,06	1 053
Total 2007			44 255 698	2 987,09			

(Source : Euronext).

5 - ORGANISATION MERE/FILIALES

Au 31 décembre 2007, le Groupe était composé de 311 sociétés réparties dans 47 pays.

Imerys, en sa qualité de société "tête de groupe", ainsi que certains de ses holdings locaux (Asie-Pacifique, Brésil, Etats-Unis, Grande-Bretagne), mettent à la disposition de l'ensemble de ses filiales une assistance générale ainsi qu'une expertise dans les domaines suivants : Achats ; Assurances ; Audit ; Communication ; Comptabilité & Contrôle de Gestion ; Environnement, Hygiène & Sécurité ; Fiscalité ; Informatique ; Innovation, Recherche & Développement ; Juridique ; Propriété Intellectuelle ; Ressources Humaines ; Stratégie ; Trésorerie.

Ces prestations de services comprennent : l'assistance et le conseil en réponse à des demandes ponctuelles des filiales ainsi que des études et analyses plus générales, ou encore des recommandations ou propositions d'actions à titre de prévention.

La rémunération de ces services est déterminée sur la base des coûts engagés dans ce cadre par Imerys et ses holdings locaux qui sont répartis entre les filiales bénéficiaires des prestations soit au prorata de leur chiffre d'affaires rapporté au chiffre d'affaires global de leur division d'appartenance, soit au prorata des effectifs. En outre, les coûts externes engagés spécifiquement pour le compte d'une filiale ainsi que les coûts des salariés détachés dans une filiale sont affectés distinctement à ladite filiale.

La Société a facturé au cours de l'exercice 2007, au titre des services rendus directement à ses filiales, un montant global net de 21,2 millions d'euros.

La liste des principales filiales du Groupe est présentée à la note 5.2 aux états financiers consolidés.

6 - DIVIDENDES

La politique d'Imerys en matière de distribution de dividendes est fonction du résultat dégagé au cours de l'exercice considéré. La proposition de distribution de dividende au titre de l'exercice 2007 est détaillée aux [paragraphe 1.1 et section 4 du chapitre 8 du Rapport Annuel](#).

Les dividendes versés au titre des exercices 2002 à 2006 sont présentés dans le tableau suivant :

	2006	2005	2004	2003	2002
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	63 475 098	63 426 126	63 363 013	63 094 096	63 453 104
Résultat courant net par action, part du Groupe	4,86 €	4,53 €	4,12 €	3,48 €	3,11 €
Dividende net par action	1,80 €	1,65 €	1,50 €	1,25 €	1,07 €
Dividende brut par action	1,80 €	1,65 €	1,50 €	1,87 €	1,61 €
Distribution nette totale	114,2 M€	104,5 M€	95,0 M€	79,4 M€	67,5 M€

Il est rappelé qu'en application des articles 158-3 et 243 bis du Code général des impôts, la totalité du dividende proposé au titre de l'exercice 2007 est éligible à la réfaction de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France. Toutefois, conformément aux nouvelles dispositions fiscales en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France ont la possibilité d'opter, préalablement à la date de versement du dividende, pour le prélèvement libératoire de 18 %.

Imerys ne procède généralement pas à la distribution d'acompte sur dividende. Les dividendes sont versés annuellement après la tenue de l'Assemblée appelée à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice écoulé.

Le délai de prescription des dividendes non réclamés est de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement. Les sommes non réclamées sont versées à l'État français dans les vingt premiers jours de janvier de chaque année suivant celle de la prescription.

7 - RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

Soucieux de développer une relation de confiance et de transparence avec ses actionnaires, Imerys a créé plusieurs outils de communication pour les informer sur les activités du Groupe, sa stratégie, ses résultats et ses perspectives :

- une brochure institutionnelle reprenant les éléments essentiels du Rapport Annuel sur l'activité du Groupe, son évolution au cours de l'exercice écoulé et ses résultats financiers, publiée en même temps que le Rapport Annuel du Groupe ;
- un Rapport Annuel déposé sous forme de Document de Référence auprès de l'AMF ;
- un rapport semestriel sur les comptes au 30 juin ;
- quatre fois par an, une Lettre aux Actionnaires faisant le point sur l'actualité du Groupe et ses performances financières ;
- un rapport Développement Durable, publié tous les deux ans, complète l'information des actionnaires sur les éléments non financiers.

Edités en français et en anglais, tous ces documents sont adressés à chaque actionnaire nominatif ainsi qu'aux actionnaires au porteur ayant souhaité les recevoir régulièrement.

L'information de la communauté financière et des actionnaires individuels sur la marche de l'entreprise est également réalisée par le biais d'annonces financières publiées dans la presse à chaque échéance de résultat, y compris trimestrielle, et à l'occasion de la convocation à l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires.

Des réunions et conférences téléphoniques sont régulièrement tenues avec les analystes financiers, les intermédiaires financiers et les investisseurs institutionnels, sur les principales places financières en Allemagne, en Belgique, au Canada, au Danemark, aux Etats-Unis, en France, en Italie, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Suède et en Suisse. Au cours de l'année 2007, plus de 300 rencontres ont été organisées avec environ 450 investisseurs et analystes.

Enfin, le site Internet www.imerys.com qui a fait l'objet d'une refonte graphique, ergonomique et technique en 2007, comprend un espace dédié aux actionnaires individuels ; il présente également les activités du Groupe et permet de suivre en direct les réunions de présentation de résultats ainsi que l'Assemblée Générale annuelle. La bibliothèque financière en ligne regroupe les documents constitutifs de l'information réglementée ainsi que l'ensemble des publications du Groupe (présentations des résultats, communiqués de presse, brochures et rapports annuels, rapports semestriels, lettres aux actionnaires et rapports Développement Durable).

Imerys met également à la disposition de ses actionnaires au nominatif, un service de consultation en ligne de leur compte titres grâce au site Internet sécurisé www.ct.olisnet.com (entrée olis@actionnaire). Ce site leur donne accès à la valorisation de leur compte titres, leurs derniers mouvements et la disponibilité de leurs actions, leurs droits de vote, ainsi qu'aux cours et caractéristiques des valeurs de leur portefeuille. Enfin, il donne accès à toute la documentation concernant l'Assemblée Générale annuelle de la Société et permet le vote en ligne.

La Communication Financière est rattachée à la Direction Finance & Stratégie du Groupe :

Téléphone : +33 (0) 1 49 55 66 55 / Télécopie : +33 (0) 1 49 55 63 98 / e-mail : actionnaires@imerys.com

Le service des titres d'Imerys est assuré par la banque :

CACEIS Corporate Trust

14, rue Rouget de Lisle

92862 Issy les Moulineaux Cedex 9

Téléphone : +33 (0) 1 57 78 34 44 / Télécopie : +33 (0) 1 49 08 05 80 / e-mail : ct-contact@caceis.com

CACEIS Corporate Trust est plus particulièrement à la disposition des actionnaires nominatifs pour ce qui concerne la gestion de leurs actions Imerys.

pages

228 **1 - Conseil d'Administration**

251 **2 - Direction Générale**

253 **3 - Rémunérations**

257 **4 - Options de souscription d'actions Imerys**

261 **5 - Actions gratuites**

262 **6 - Transactions des mandataires
sociaux sur les titres de la Société**

Depuis le 3 mai 2005, la Société est organisée en Société Anonyme à Conseil d'Administration et a opté, à compter de cette même date, pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, exercées respectivement par MM. Aimery Langlois-Meurinne et Gérard Buffière. Cette structure permet de préserver la séparation des organes de contrôle et de gestion et de poursuivre l'application des meilleurs principes de Gouvernement d'Entreprise, tout en simplifiant la structure et le fonctionnement interne des organes de gestion de la Société.

La Société se conforme aux réglementations françaises en matière de Gouvernement d'Entreprise auxquelles elle est soumise.

1 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.1 Pouvoirs

Conformément aux dispositions légales et statutaires, le Conseil d'Administration :

- nomme et, le cas échéant, révoque le Président et le Directeur Général ainsi que, le cas échéant et sur proposition de ce dernier, un ou plusieurs Directeur(s) Général(aux) délégué(s) ;
- exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directeur Général.

A l'effet de ce contrôle et conformément à l'article 16 des statuts :

- le Conseil d'Administration opère, à toute époque de l'année, les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns. Il peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission ;
- le Directeur présente périodiquement au Conseil un rapport sur l'état et la marche des affaires sociales, établi dans les conditions demandées par le Conseil. Il inclut la présentation des comptes trimestriels et semestriels du Groupe ;
- dans le délai de trois mois après la clôture de l'exercice social, le Directeur Général présente au Conseil, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels de la Société et les comptes consolidés du Groupe, ainsi que son rapport d'activité pour l'exercice clos. Le Conseil arrête ces comptes ainsi que les termes de son rapport de gestion qui sera présenté à l'Assemblée Générale annuelle ;
- le Directeur Général soumet au Conseil d'Administration ses objectifs annuels d'exploitation pour l'année à venir et, périodiquement, ses projets stratégiques à long terme.

En outre, en application des dispositions de la charte intérieure du Conseil d'Administration, le Conseil examine et approuve préalablement à leur mise en œuvre par le Directeur Général dans le cadre des pouvoirs généraux qui lui sont reconnus par la loi :

- les orientations stratégiques de la Société et du Groupe ainsi que toutes opérations susceptibles d'influencer significativement ces orientations ; il procède en outre à l'examen périodique du plan, établi ou révisé par le Directeur Général, de la stratégie à long terme du Groupe (plan pluriannuel) ;
- les opérations suivantes dont le montant est supérieur au seuil fixé par le Conseil d'Administration qui est actuellement de 75 millions d'euros par opération :
 - toutes opérations susceptibles de modifier la structure financière et le périmètre d'activité de la Société et du Groupe et tous accords commerciaux ou industriels engageant l'avenir de la Société ou du Groupe,
 - la prise de participation, l'acquisition ou la disposition - ainsi que toute opération économiquement assimilable, notamment l'apport ou l'échange - de tout élément d'actif immobilisé ;
- le cas échéant, la répartition proposée par le Directeur Général des tâches de direction entre les différents Directeurs Généraux délégués ;
- la sub-délégation permanente par le Directeur Général d'une partie de ses pouvoirs en faveur d'un tiers au Conseil d'Administration en vue d'accomplir une ou plusieurs opérations déterminées ;
- plus généralement, tout engagement pris par la Société ou le Groupe et constitutif d'une convention réglementée, conformément à la loi.

Enfin, le Conseil d'Administration consent des délégations éventuelles spécifiques de ses pouvoirs au Directeur Général, dans les limites et conditions fixées par la loi, en vue :

- de l'octroi de garanties personnelles (telles que cautions et avals de tiers) par la Société, ou de sûretés sur ses actifs, dans la limite d'un montant global en principal fixé annuellement ;
- de procéder, en vertu des autorisations conférées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Conseil d'Administration, au rachat par la Société de ses propres actions ou à certaines opérations d'augmentation de capital ;
- de réaliser des émissions d'obligations ordinaires, en une ou plusieurs fois.

1.2 Composition

Le Conseil d'Administration est actuellement composé de quatorze membres. Leur mandat est d'une durée de trois ans, le renouvellement du Conseil d'Administration intervenant à raison d'un tiers tous les ans.

La composition du Conseil d'Administration est conçue pour faire bénéficier le Groupe de l'expérience professionnelle diversifiée et internationale de ses membres et associer à la définition de la stratégie du Groupe et à sa mise en œuvre les représentants des actionnaires de contrôle d'Imerys.

► CHANGEMENTS INTERVENUS EN 2007

Les actionnaires de la Société réunis en Assemblée Générale Mixte le 2 mai 2007 ont approuvé le renouvellement du mandat d'administrateur, pour une nouvelle période de 3 ans, de MM. Paul Desmarais, Jr., Grégoire Olivier, Robert Peugeot et Thierry de Rudder. Cette même assemblée a désigné en qualité de nouvel administrateur de la Société M. Jean Monville, pour la même durée statutaire de 3 ans, en remplacement de M. Yves-René Nanot dont le mandat arrivait à expiration en raison de la limite d'âge fixée par les statuts.

► COMPOSITION

A la date du présent Rapport Annuel, la composition du Conseil d'Administration est la suivante :

Nom	Age	Nationalité	Fonction	Date de 1 ^{ère} Nomination	Année de renouvellement du mandat exercé ⁽¹⁾	Nombre d'actions détenues	Membre indépendant
Aimery LANGLOIS-MEURINNE	64 ans	Française	Président	22/09/1987	2008	30 000	⁽²⁾ Non
Paul DESMARAI, Jr.	53 ans	Canadienne	Vice-Président	03/10/1991	2010	1 080	⁽²⁾ Non
Gérard BUFFIERE	63 ans	Française	Administrateur et Directeur Général	03/05/2005	2008	⁽³⁾ 27 000	⁽⁴⁾ Non
Aldo CARDOSO	52 ans	Française	Administrateur	03/05/2005	2008	700	Oui
Jacques DRIJARD	65 ans	Française	Administrateur	25/09/1996	2009	600	^{(2) (5)} Non
Jocelyn LEFEBVRE	50 ans	Franco-Canadienne	Administrateur	16/06/1994	2009	900	⁽²⁾ Non
Eric LE MOYNE de SERIGNY	61 ans	Française	Administrateur	12/06/1996	2009	680	⁽⁶⁾ Oui
Maximilien de LIMBURG STIRUM	36 ans	Franco-Belge	Administrateur	03/05/2005	2008	600	⁽²⁾ Non
Gilbert MILAN	55 ans	Française	Administrateur	02/05/2006	2009	600	Oui
Jean MONVILLE	63 ans	Française	Administrateur	02/05/2007	2010	600	Oui
Grégoire OLIVIER	47 ans	Française	Administrateur	06/05/2002	2010	600	Oui
Robert PEUGEOT	57 ans	Française	Administrateur	04/11/2002	2010	600	Oui
Thierry de RUDDER	58 ans	Franco-Belge	Administrateur	13/03/2000	2010	1 000	⁽²⁾ Non
Jacques VEYRAT	45 ans	Française	Administrateur	03/05/2005	2008	600	Oui
Total						⁽⁷⁾ 65 560	

⁽¹⁾ La date exacte de renouvellement sera celle de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur l'approbation des comptes annuels de la Société de l'exercice précédent.

⁽²⁾ Administrateur représentant un actionnaire majoritaire de la Société.

⁽³⁾ Gérard Buffière détient en outre 56,287 parts du FCPE Imerys Actions, créé dans le cadre des plans d'actionnariat salarié (voir paragraphe 2.5 du chapitre 5 du Rapport Annuel) et dont les actifs sont principalement investis en actions Imerys.

⁽⁴⁾ Directeur Général de la Société.

⁽⁵⁾ Ancien dirigeant de la Société.

⁽⁶⁾ En juin 2008, M. Le Moyne de Sérigny perdra sa qualité d'indépendant en raison de la durée de ses mandats successifs d'administrateur chez Imerys (+ de 12 ans).

⁽⁷⁾ Soit 0,10 % du capital et des droits de vote au 31 décembre 2007.

Le nombre minimum d'actions requis pour être membre du Conseil d'Administration est statutairement fixé à 100. La Charte Intérieure du Conseil a porté ce chiffre à 600. Il est à cet égard utile de rappeler que les groupes actionnaires de contrôle de la Société, représentés au Conseil par 6 membres, détenaient ensemble au 31 décembre 2007 : 34 145 240 actions (*voir paragraphe 3.1 du chapitre 5 du Rapport Annuel*).

En vertu des dispositions statutaires, les fonctions de Président, de Vice-Président du Conseil d'Administration et d'administrateur prennent fin de plein droit à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes et la gestion de l'exercice au cours duquel le titulaire de l'une ou l'autre de ces fonctions a atteint l'âge de 70 ans.

Par ailleurs, à la date du présent Rapport Annuel, 4 membres du Conseil d'Administration ne sont pas de nationalité uniquement française et 7 sont reconnus comme "indépendants". Cette proportion de membres indépendants dans la composition du Conseil d'Administration (7 sur 14) est supérieure à celle du tiers recommandée par le rapport consolidé AFEP-MEDEF d'octobre 2003 pour les sociétés pourvues d'actionnaires de contrôle.

La définition d'indépendance retenue par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 3 mai 2005, sur proposition de son Comité des Nominations et des Rémunérations, et confirmée lors de sa séance du 13 février 2008, prévoit : "l'absence de relation du membre du Conseil d'Administration avec Imerys, son Groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement".

Conformément aux recommandations du rapport consolidé AFEP-MEDEF, le Conseil a tenu à rappeler dans sa Charte Intérieure que les critères d'application ainsi retenus ^(*) n'étaient ni exclusifs de la qualité d'indépendance si l'un d'entre eux n'était pas rempli, ni nécessairement suffisants pour se voir conférer cette qualité. L'indépendance d'un membre doit en effet être appréciée en fonction de sa situation particulière personnelle ou de celle de la Société, eu égard à son actionnariat ou pour tout autre motif. Sur ces bases, le Comité des Nominations et des Rémunérations a relevé qu'en juin 2008 M. Le Moine de Sérigny perdrait sa qualité actuelle d'indépendant en raison de la durée de ses mandats successifs d'administrateur chez Imerys (+ de 12 ans).

➤ CHANGEMENTS ENVISAGÉS EN 2008

Après examen et avis rendu par le Comité des Nominations et des Rémunérations, le Conseil proposera à l'Assemblée Générale du 30 avril 2008 (*voir sections 1 et 4 du chapitre 8 du Rapport Annuel*) de renouveler les mandats d'administrateurs de MM. Aimery Langlois-Meurinne, Gérard Buffière, Aldo Cardoso, Maximilien de Limburg Stirum et Jacques Veyrat pour une nouvelle période de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2011 à statuer sur les comptes de l'exercice 2010.

Conformément aux principes retenus par la Société quant à la qualification d'indépendance de ses administrateurs, et après examen de leur situation personnelle, le Comité des Nominations et des Rémunérations a reconnu cette qualité à MM. Cardoso et Veyrat, et l'a refusée à MM. Langlois-Meurinne et de Limburg Stirum en tant que représentant d'un actionnaire de contrôle de la Société et à M. Buffière en sa qualité de dirigeant de la Société.

Sous réserve du renouvellement par l'Assemblée Générale du 30 avril 2008 du mandat d'administrateur de MM. Langlois-Meurinne et Buffière, le Conseil entend maintenir la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, et renouveler le mandat de Président de M. Langlois-Meurinne et celui de Directeur Général de M. Buffière.

^(*) Pour son application, le Conseil retient les situations suivantes comme susceptibles de compromettre cette liberté de jugement :

- salarié, mandataire social, administrateur (ou assimilé) des filiales d'Imerys, de ses actionnaires de contrôle ou de ses actionnaires importants (détenant plus de 10 % de son capital) ou l'avoir été au cours des cinq dernières années ;
- mandataire social, administrateur (ou assimilé) d'une société dans laquelle Imerys, un de ses salariés, ou un autre mandataire social d'Imerys (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) est administrateur (ou assimilé) ;
- client, fournisseur ou banquier significatif d'Imerys ou de son Groupe ;
- lien familial proche avec un mandataire social d'Imerys ;
- auditeur d'Imerys au cours des cinq années précédentes ;
- administrateur (ou assimilé) depuis plus de douze ans d'Imerys.

1.3 Informations et renseignements sur les administrateurs^(*)

► PRINCIPALE ACTIVITE ET AUTRES MANDATS EXERCES PAR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2007

Aimery LANGLOIS-MEURINNE

Président du Conseil d'Administration
Né le 27 mai 1943
Adresse professionnelle :
Pargesa Holding S.A.
11, Grand-Rue – 1204 Genève (Suisse)

Docteur en droit et diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de l'Ecole Nationale d'Administration (promotion Robespierre), Aimery Langlois-Meurinne débute sa carrière en 1971 chez Paribas où il exerce successivement, pendant 11 années, les fonctions d'Ingénieur-Conseil, Délégué Industriel au Japon, sous-directeur puis Directeur Adjoint, en charge de la direction Asie-Pacifique et enfin Directeur Adjoint au sein de la direction des opérations financières internationales. Il rejoint ensuite AG Becker Paribas à New York en qualité de Managing Director et membre du Comité Exécutif, puis Merrill Lynch Capital Markets (New York) où il occupe la fonction de Managing Director. En 1987, il entre chez Parfinance en qualité de Directeur Général avant d'en devenir en 1990 le Vice-Président Directeur Général, date à laquelle il est également nommé Administrateur-Directeur Général de Pargesa Holding S.A. (Suisse).

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :

Activités principales :

- Administrateur-Directeur Général : Pargesa Holding S.A. (Holding financier - Suisse).
- Président du Conseil d'Administration : Imerys.

Autres mandats :

- Administrateur-Président : Pargesa Luxembourg S.A. (Luxembourg), Pargesa Netherlands BV (Pays-Bas).
- Administrateur et Vice-Président du Comité d'Investissement et du Comité de Gestion : Sagard Private Equity Partners (France).
- Président du Comité d'Investissement : Pascal Investment Advisers SA (Suisse).
- Administrateur : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique) ; Club Méditerranée, Eiffage, PAI Management (France).

Paul DESMARAIS, Jr.

Vice-Président du Conseil d'Administration
Né le 3 juillet 1954
Adresse professionnelle :
Power Corporation du Canada
751, Square Victoria – Montréal (Québec)
Canada H2Y 2J3

Après avoir suivi des études à l'Université McGill à Montréal (Canada) et obtenu un MBA à l'INSEAD de Fontainebleau, Paul Desmarais, Jr. débute sa carrière en 1979 chez SG Warburg à Londres pour rejoindre en 1982 Power Corporation du Canada. En 1984, il est élu Vice-Président de la Corporation Financière Power, dont il devient le Président du Conseil d'Administration en 1990. En 1991, il est nommé Vice-Président du Conseil de Power Corporation du Canada. Depuis 1996, Paul Desmarais, Jr. est le Président du Conseil et Co-Chef de la Direction de Power Corporation du Canada.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :

Activité principale :

- Président du Conseil et Co-Chef de la Direction : Power Corporation du Canada (Holding financier - Canada).

Autres mandats :

- Président du Comité Exécutif : Corporation Financière Power (Canada).
- Administrateur délégué et Vice-Président du Conseil : Pargesa Holding S.A. (Suisse).
- Vice-Président du Conseil d'Administration : Imerys.
- Administrateur et membre du Comité Exécutif : Great-West Lifeco Inc. (Canada) et ses principales filiales ; Société Financière IGM Inc. (Canada) et ses principales filiales.
- Administrateur : Groupe Bruxelles Lambert (Belgique) ; Suez, Total S.A. (France).
- Membre du Conseil Consultatif International de La Poste (France).

^(*) Tels que communiqués individuellement à la Société par chacun des membres du Conseil d'Administration concerné, en fonction au 31 décembre 2007.

Gérard BUFFIERE

Administrateur et Directeur Général
 Né le 28 mars 1945
 Adresse professionnelle :
 Imerys
 154, rue de l'Université
 75007 Paris

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique de Paris et titulaire d'un Master of Sciences de l'Université de Stanford (Etats-Unis), Gérard Buffière débute sa carrière en 1969 dans le groupe français Banexi. Après avoir exercé diverses responsabilités au sein du groupe américain Otis Elevator, il rejoint en 1979 le groupe international Schlumberger dans lequel il assure diverses fonctions de direction avant de devenir en 1989 Président de la branche Transactions Electroniques. Sa carrière se poursuit en tant que Directeur Général de la branche des Equipements Industriels du groupe français Cegelec en 1996. Il rejoint le groupe Imerys en mars 1998 où il est nommé Responsable de la branche Matériaux de Construction puis, en 1999, Responsable des branches Matériaux de Construction et Céramiques & Spécialités ; il prend en 2000 la responsabilité de la branche Pigments & Additifs puis celle de la Branche Pigments pour Papier jusqu'en 2003. Président du Directoire du 1^{er} janvier 2003 au 3 mai 2005, Gérard Buffière a été nommé à compter de cette date Administrateur et Directeur Général d'Imerys.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :**Activité principale :**

- Administrateur et Directeur Général : Imerys.

Autres mandats :

- Président du Conseil d'Administration : Financière du Parc Duquesne (France).
- Gérant : Société Immobilière Buffière (France).

Aldo CARDOSO

Administrateur
 Né le 7 mars 1956
 Adresse :
 45, boulevard de Beauséjour
 75016 Paris

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris et titulaire d'une maîtrise de Droit, Aldo Cardoso débute sa carrière en 1979 chez Arthur Andersen dont il devient associé en 1989. Directeur Européen de l'Audit et du Conseil Financier en 1996, puis Président d'Andersen France de 1998 à 2002, il est nommé Président du Conseil de Surveillance d'Andersen Worldwide de 2000 à 2002, avant d'en devenir Président du Directoire de 2002 à 2003. A ce titre, Aldo Cardoso a assuré la gestion de l'arrêt des activités d'Andersen dans le monde.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :**Mandats exercés :**

- Administrateur : Mobistar (Belgique) ; Accor, Gaz de France, Imerys, Orange – jusqu'en février 2007, Rhodia (France).
- Censeur : Axa Investment Managers, Bureau Veritas (France).

Jacques DRIJARD

Administrateur
 Né le 29 mars 1943
 Adresse professionnelle :
 PGB S.A.
 1, Rond-Point des Champs-Élysées
 75008 Paris

Ingénieur Civil de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris, Jacques Drijard débute sa carrière en 1966 chez DBA Groupe Bendix Corp pour rejoindre en 1970 le groupe Le Nickel Penarroya Mokta. Il entre chez Imetal (devenu Imerys) en 1974 pour en devenir, en 1988, Directeur Financier et Membre du Comité Exécutif jusqu'en 1996. Depuis 1997, Jacques Drijard est Directeur Général Adjoint de Pargesa Holding SA.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :

Activité principale :

- Directeur Général Adjoint : Pargesa Holding S.A. (Holding financier - Suisse).

Autres mandats :

- Président-Directeur Général : PGB S.A. (France).
- Président du Conseil d'Administration : Société Française Percier Gestion "SFPG" (France).
- Administrateur Délégué : Pargesa Compagnie S.A. (Suisse).
- Administrateur : Imerys (France) ; Pargesa Netherlands B.V. (Pays-Bas).

Jocelyn LEFEBVRE

Administrateur

Né le 22 décembre 1957

Adresse professionnelle :

Power Corporation du Canada

751, Square Victoria – Montréal (Québec)

Canada H2Y 2J3

Diplômé en Administration des Affaires des Hautes Etudes Commerciales (HEC) de Montréal (Canada), membre de l'Ordre des Comptables Agréés du Québec, Jocelyn Lefebvre débute sa carrière en 1980 chez Arthur Andersen & Co. à Montréal puis à Bruxelles. En 1986, il rejoint la Société Générale de Financement du Québec ainsi que le groupe industriel canadien M.I.L. Inc., où il occupe successivement les fonctions d'Adjoint au Président, Vice-Président à l'administration et aux projets spéciaux puis aux affaires corporatives tout en occupant le poste de Président de l'une de ses principales filiales (Vickers Inc.), jusqu'en 1991.

En 1992, Jocelyn Lefebvre entre dans le groupe Power Corporation du Canada où il assume différentes responsabilités en Europe.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :

Activité principale :

- Directeur : Power Corporation du Canada (Holding financier – Canada).

Autres mandats :

- Président : Sagard S.A.S. (France).
- Membre du Directoire : Partjointco N.V., Power Financial Europe B.V. (Pays-Bas).
- Administrateur : Suez-Tractebel S.A. (Belgique) ; Imerys (France).

Eric LE MOYNE de SERIGNY

Administrateur

Né le 7 avril 1946

Adresse professionnelle :

Alternative Leaders France

43, avenue Marceau

75116 Paris

Titulaire d'un Diplôme d'Etudes Supérieures de Droit de la Faculté de Droit de Paris, Eric le Moyné de Sérigny débute sa carrière en 1968 à la Banque Rothschild où il occupe pendant 15 ans divers postes de Direction avant de rejoindre en 1984 Chase Manhattan Bank dont il est Vice-Président administrateur. En 1988, il intègre la Lloyds Bank S.A. où il exerce successivement les fonctions de Directeur Général puis Président Directeur Général jusqu'en 2002. Depuis 2003, Eric le Moyné de Sérigny est Président du Directoire d'Alternative Leaders France S.A.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :

Activité principale :

- Président du Directoire : Alternative Leaders France S.A. (Société de gestion de portefeuille - France).

Autres mandats :

- Administrateur : Imerys, Istac S.A., Richelieu Finance (France).

Maximilien de LIMBURG STIRUM

Administrateur
Né le 29 avril 1971
Adresse professionnelle :
Compagnie Nationale à Portefeuille
12, rue de la Blanche Borne
6280 Loverval (Belgique)

Diplômé de l'Ecole de Commerce Solvay de Bruxelles (Belgique), Maximilien de Limburg Stirum débute sa carrière en 1995 à la Compagnie Nationale à Portefeuille où il assume depuis 2003 la fonction de Directeur des participations et est Membre du Management Exécutif.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :**Activité principale :**

- Directeur des participations et Membre du Management Exécutif de Compagnie Nationale à Portefeuille (Holding financier - Belgique).

Autres mandats :

- Administrateur : Distripar, Distriplus, Fidentia Real Estate Investments, GB-INNO-BM, Goinvest, MESA (Molignée Energie), Solvay Business School Alumni, Trasys, Financière Trasys (Belgique) ; Entremont Alliance, Financière Flo, Imerys, Lyparis, Tikehau Capital Advisors, Unifem (France) ; Erbe Finance, Swifin (Luxembourg).
- Membre du Conseil de Surveillance : Groupe Flo (France).
- Représentant permanent de la Compagnie Immobilière de Roumont (Belgique) au Conseil d'Administration de : Belgian Sky Shops, GIB Corporate Services, Ijsboerke Ice Cream International, Starco Tielen (Belgique).
- Représentant permanent de Fibelpar (Belgique) au Conseil d'Administration de : Château Rieussec – jusqu'au 2 mai 2007 (France).

Gilbert MILAN

Administrateur
Né le 19 avril 1952
Adresse professionnelle :
Fnac Eveil & Jeux
2, rue Alfred de Vigny – 78112 Fourqueux

Ancien élève de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Ingénieur civil, et titulaire d'un MBA de l'Harvard Business School (Etats-Unis), Gilbert Milan débute sa carrière chez Boston Consulting Group en 1979 où il assure diverses missions de conseil avant d'en devenir en 1984 Directeur Associé, jusqu'en 1994. En 1995, il fonde avec son épouse la société Eveil et Jeux dont il assure la Direction Générale jusqu'en 2001, date de sa cession à la Fnac. En 2003, il fonde Deventis Conseil et Milinvest Ventures dont il assure outre la direction générale, des missions de conseil auprès de fonds de Private Equity et co-investissements. En 2007, il devient Président de Fnac Eveil & Jeux.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :**Activité principale :**

- Président de Fnac Eveil & Jeux (Jeux, Jouets & Loisirs Créatifs - France) depuis le 15 février 2007.

Autres mandats :

- Président : Milinvest Ventures (France).
- Administrateur : Imerys depuis le 2 mai 2006.
- Gérant : Milinvest (France).

Jean MONVILLE

Administrateur
Né le 7 novembre 1944
Adresse professionnelle :
SPIE SA
Parc Saint Christophe – 95863 Cergy Pontoise Cedex

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique et licencié ès Sciences Economiques, Jean Monville débute sa carrière en 1969 à la Direction Financière de Société Générale, en charge du secteur BTP et des projets de concession. Il rejoint en 1974 la société Isochem, spécialisée dans le domaine de la chimie et de l'ingénierie chimique. En 1978, il intègre le groupe Spie Batignolles en tant que directeur du département finances export du groupe. De 1984 à 1992, il assume les fonctions de directeur général adjoint puis directeur général de Spie Capag, filiale spécialisée dans les projets pétroliers. En 1992, il devient directeur du marketing du groupe Spie Batignolles avant d'être nommé en 1995 administrateur et directeur général. Depuis 1997, Jean Monville assume la présidence du groupe Spie Batignolles, devenu AMEC Spie puis, en 2006, Spie SA.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :

Activité principale :

- Président du Conseil d'Administration : Spie (Groupe d'ingénierie électrique - France).

Autres mandats :

- Président du Conseil d'Administration : Financière Spie jusqu'au 15 novembre 2007, Spie 4 (France).
- Gérant : Spie Management (France).
- Représentant permanent de Spie Management : Président de Euro Spie, Spie 12, Spie CDF, Spie OPS (France).
- Administrateur : Financière Spie, Imerys – à compter du 2 mai 2007, SBTP, Spie International, Spie Rail – jusqu'au 2 mai 2007 (France).
- Vice-Président : Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP), Groupement des Industries de l'équipement électrique, du contrôle commande et des services associés (GIMELEC) (France).
- Président : Comité « Internationalisation de l'Entreprise » du MEDEF.

Grégoire OLIVIER

Administrateur

Né le 19 octobre 1960

Adresse professionnelle :

PSA Peugeot Citroën

Route de Gizey – 78140 Vélizy-Villacoublay

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique, Ingénieur en chef des Mines, et titulaire d'un MBA de l'Université de Chicago (Etats-Unis), Grégoire Olivier débute sa carrière au Ministère de l'Industrie de 1985 à 1989 avant de devenir en 1990 Conseiller Technique auprès du Premier Ministre, en charge de l'Industrie, de l'Energie et de l'Environnement. En 1991, il rejoint le groupe Pechiney où il assume jusqu'en 1998 diverses responsabilités en Europe et aux Etats-Unis. En 1998, il intègre le groupe Alcatel où il exerce les fonctions de Directeur de Division puis de Directeur Général de Saft. En 2001, Grégoire Olivier est nommé Président du Directoire de Sagem. Le 18 mars 2005, il devient membre du Directoire de SAFRAN (issue du rapprochement de Sagem et Snecma) et Président-Directeur Général de Sagem Communication, jusqu'en août 2006. En septembre 2006, il devient Président et Directeur Général de Faurecia jusqu'au 6 février 2007, date à laquelle il est nommé membre du Directoire de Peugeot SA et Membre du Comité de Direction Générale du groupe PSA Peugeot Citroën et en assure la Direction des Programmes.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :

Activités principales :

- Président et Directeur Général jusqu'au 6 février 2007 : Faurecia (Equipementier automobile – France).
- Membre du Directoire à compter du 6 février 2007 : Peugeot S.A. (Constructeur automobile - France).
- Membre du Comité de Direction Générale : groupe PSA Peugeot Citroën (à compter du 6 février 2007).

Autres mandats :

- Administrateur : Imerys, Peugeot Citroën Automobiles, Wendel Investissement (France).
- Membre : Conseil Scientifique de la Défense, Conseil Stratégique des Technologies de l'Information (France).

Robert PEUGEOT

Administrateur

Né le 25 avril 1950

Adresse professionnelle :

PSA Peugeot Citroën

Route de Gizey – 78140 Vélizy-Villacoublay

Diplômé de l'Ecole Centrale de Paris et titulaire d'un MBA de l'INSEAD de Fontainebleau, Robert Peugeot débute sa carrière en 1975 chez Peugeot où il assume diverses responsabilités tant en France qu'à l'étranger. En 1985, il rejoint Citroën dont il devient en 1993 Directeur de la Qualité et de l'Organisation jusqu'en 1998, date à laquelle Robert Peugeot est nommé Directeur Innovation et Qualité de PSA Peugeot Citroën et membre du Comité Exécutif avant d'être nommé, en février 2007, membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. et membre du Comité Stratégique et du Comité Financier du groupe PSA Peugeot Citroën. Robert Peugeot est également depuis 2002 Président Directeur Général de FFP.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :

Activités principales :

- Président-Directeur Général : F.F.P. (Société Foncière, Financière et de Participations - France).
- Membre du Conseil de Surveillance à compter du 6 février 2007 : Peugeot S.A. (Constructeur automobile - France).
- Membre du Comité Stratégique et du Comité Financier : groupe PSA Peugeot Citroën (à compter du 6 février 2007).

Autres mandats :

- Président-Directeur Général : Simante, SL (Espagne).
- Membre du Conseil de Surveillance : Hermes International (France).
- Administrateur : Alpine Holding (Autriche) ; B-1998, SL, Fomentos de Construcciones y Contratas, S.A. "FCC", FCC Construcción, S.A. (Espagne) ; E.P.F. (Etablissements Peugeot Frères), Faurecia, Holding Reinier, Imerys, Immeubles et Participations de l'Est, L.F.P.F. (La Française de Participations Financières), Sanef (France), Waste Recycling Group Limited (Grande-Bretagne).
- Gérant : CHP Gestion, Rodom (France).
- Représentant permanent de F.F.P. au Conseil de Surveillance de Zodiac (France).
- Représentant statutaire de F.F.P. : Président de Financière Guiraud (France).

Thierry de RUDDER

Administrateur
Né le 3 septembre 1949
Adresse professionnelle :
Groupe Bruxelles Lambert
24, avenue Marnix
1000 Bruxelles (Belgique)

Titulaire d'une licence en Mathématiques de l'Université de Genève (Suisse), d'une licence spéciale en Mathématiques appliquées à la Gestion de l'Université Libre de Bruxelles (Belgique) et d'un MBA de la Wharton School à Philadelphie (Etats-Unis), Thierry de Rudder débute sa carrière aux Etats-Unis à la First National Bank of Chicago avant de rejoindre en 1975 la Citibank où il exerce diverses fonctions à New York puis en Europe.

En 1986, il rejoint Groupe Bruxelles Lambert dont il devient Administrateur délégué en 1993.

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :**Activité principale :**

- Administrateur délégué : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Holding financier - Belgique).

Autres mandats :

- Administrateur : Compagnie Nationale à Portefeuille S.A., Suez-Tractebel (Belgique) ; Imerys, Suez, Total (France).

Jacques VEYRAT

Administrateur
Né le 4 novembre 1962
Adresse professionnelle :
Neuf Cegetel
40-42, Quai du Point du Jour
92100 Boulogne Billancourt

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole des Ponts et Chaussées de Paris, Jacques Veyrat débute sa carrière à la Direction du Trésor puis exerce différentes fonctions au sein de cabinets ministériels. En 1995, il rejoint le groupe Louis Dreyfus où il assume diverses responsabilités de direction, notamment au sein de la société Louis Dreyfus Armateurs. De 1998 à 2005, Jacques Veyrat est Président-Directeur Général de Neuf Telecom avant de devenir en 2005 Président-Directeur Général du groupe Neuf Cegetel (issu du rapprochement de Neuf Telecom et Cegetel).

Liste des activités et autres mandats exercés dans des sociétés françaises et étrangères en 2007 :**Activité principale :**

- Président-Directeur Général : Neuf Cegetel (Télécommunications – France).

Autres mandats :

- Directeur Général : Louis Dreyfus SAS, Louis Dreyfus Technologies (France) ; Kurosawa BV (Pays-Bas).
- Administrateur : Imerys, Irise, SHD (Société du Haut Débit), Tajan (France).
- Membre du Conseil de Surveillance : Amboise Investissement, Jet Multimedia (France).
- Représentant permanent de Neuf Cegetel : Président de Wengo, Administrateur de LD Collectivités (France).

► LISTE DES MANDATS EXERCES PAR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE 2003 A 2006

	2006	2005	2004	2003
Aimery LANGLOIS-MEURINNE	<ul style="list-style-type: none"> Administrateur-Directeur Général : Pargesa Holding S.A. (Suisse). Président du Conseil d'Administration : Imerys. Administrateur-Président : Pargesa Luxembourg S.A. (Luxembourg) ; Pargesa Netherlands BV (Pays-Bas). Administrateur et Vice-Président du Comité d'Investissement et du Comité de Gestion : Sagard Private Equity Partners (France). Administrateur : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique) ; Club Méditerranée, Eiffage, PAI Management (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Administrateur-Directeur Général : Pargesa Holding S.A. (Suisse). Président du Conseil d'Administration : Imerys, à compter du 3 mai 2005 et, antérieurement, Président du Conseil de Surveillance. Administrateur-Président : Pargesa Luxembourg S.A. (Luxembourg) ; Pargesa Netherlands BV (Pays-Bas). Administrateur et Vice-Président du Comité d'Investissement et du Comité de Gestion : Sagard Private Equity Partners (France). Administrateur : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique) ; Eiffage, PAI Management (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Administrateur-Directeur Général : Pargesa Holding S.A. (Suisse). Président du Conseil de Surveillance : Imerys. Administrateur-Président : Pargesa Luxembourg S.A. (Luxembourg). Administrateur et Vice-Président du Comité d'Investissement et du Comité de Gestion : Sagard Private Equity Partners (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Président du Conseil : Pargesa Netherlands BV (Pays-Bas). Administrateur-Directeur Général : Pargesa Holding S.A. (Suisse). Président du Conseil de Surveillance : Imerys. Administrateur : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique) ; Corporation Financière Power (Canada) ; Club Français du Livre, Eiffage (France).
Paul DESMARAIS, Jr.	<ul style="list-style-type: none"> Président du Conseil et Co-Chef de la Direction : Power Corporation du Canada (Canada). Président du Comité Exécutif : Corporation Financière Power (Canada). Vice-Président du Conseil d'Administration : Imerys. Administrateur Délégué et Vice-Président du Conseil : Pargesa Holding S.A. (Suisse). Administrateur et membre du Comité Exécutif : Great-West Lifeco Inc. (Canada) et ses principales filiales ; Société Financière IGM Inc. (Canada) et ses principales filiales. Administrateur : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique) ; Suez, Total (France). Membre du Conseil Consultatif International de La Poste (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Président du Conseil et Co-Chef de la Direction : Power Corporation du Canada (Canada). Président du Conseil : Corporation Financière Power (Canada). Vice-Président du Conseil d'Administration : Imerys, à compter du 3 mai 2005 et, antérieurement, du Conseil de Surveillance. Administrateur Délégué et Vice-Président du Conseil : Pargesa Holding S.A. (Suisse). Administrateur et membre du Comité Exécutif : Great-West Lifeco Inc. (Canada) et ses principales filiales ; Société Financière IGM Inc. (Canada) et ses principales filiales. Administrateur : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique) ; Suez, Total (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Président du Conseil et Co-Chef de la Direction : Power Corporation du Canada (Canada). Président du Conseil : Corporation Financière Power (Canada). Vice-Président du Conseil de Surveillance : Imerys. Administrateur Délégué et Vice-Président du Conseil : Pargesa Holding S.A. (Suisse). Administrateur et membre du Comité Exécutif : Great-West Lifeco Inc. (Canada) et ses principales filiales ; Société Financière IGM Inc. (Canada) et ses principales filiales. Administrateur : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique) ; Suez, Total (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Président du Conseil et Co-Chef de la Direction : Power Corporation du Canada (Canada). Président du Conseil : Corporation Financière Power (Canada). Vice-Président du Conseil de Surveillance : Imerys. Administrateur et membre du Comité Exécutif : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique) ; Great-West Lifeco Inc. (Canada) et ses principales filiales ; Pargesa Holding S.A. (Suisse). Administrateur : Gesca Ltée, La Presse Ltée, Les Journaux Trans-Canada (1996) Inc. (Canada) ; Suez, Total (France).
Gérard BUFFIERE	<ul style="list-style-type: none"> Administrateur et Directeur Général : Imerys. Président du Conseil d'Administration : Financière du Parc Duquesne (France). Gérant : Société Immobilière Buffière (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Administrateur et Directeur Général : Imerys, à compter du 3 mai 2005 et, antérieurement, Président du Directoire. Président du Conseil d'Administration : Financière du Parc Duquesne (France). Gérant : Société Immobilière Buffière (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Président du Directoire : Imerys. Président du Conseil d'Administration : Financière du Parc Duquesne (France). Gérant : Société Immobilière Buffière (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Président du Directoire : Imerys. Président du Conseil d'Administration : Financière du Parc Duquesne (France). Gérant : Société Immobilière Buffière (France).
Aldo CARDOSO	<ul style="list-style-type: none"> Administrateur : Mobistar (Belgique) ; Accor, Gaz de France, Imerys, Orange, Rhodia (France). Censeur : Axa Investment Managers, Bureau Veritas (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Maître de Conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Administrateur : Mobistar (Belgique) ; Axa Investment Managers, Gaz de France, Imerys (à compter du 3 mai 2005), Orange, Rhodia (France). Censeur : Bureau Veritas (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Maître de Conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Administrateur : Mobistar (Belgique) ; Axa Investment Managers, Gaz de France, Orange, Penauille Polyservices, Rhodia (France). 	<ul style="list-style-type: none"> Président Exécutif : Andersen Worldwide (Suisse). Administrateur : Orange (France).

	2006	2005	2004	2003
Jacques DRIJARD	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur Général Adjoint : Pargesa Holding S.A. (Suisse). • Président-Directeur Général : P.G.B. S.A. (France). • Président du Conseil d'Administration : Société Française Percier Gestion "SFPG" (France). • Administrateur Délégué : Pargesa Compagnie S.A. (Suisse). • Administrateur : Imerys (France) ; Pargesa Netherlands BV (Pays-Bas). 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur Général Adjoint : Pargesa Holding S.A. (Suisse). • Président-Directeur Général : P.G.B. S.A. (France). • Président du Conseil d'Administration : Société Française Percier Gestion "SFPG" (France). • Administrateur Délégué : Orior Holding S.A. (Suisse). • Administrateur : Imerys, à compter du 3 mai 2005 et, antérieurement, Membre du Conseil de Surveillance. • Administrateur : Pargesa Netherlands BV (Pays-Bas) ; Orior Food S.A. (Suisse). 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur Général Adjoint : Pargesa Holding S.A. (Suisse). • Président-Directeur Général : P.G.B. S.A. (France). • Président du Conseil d'Administration : Société Française Percier Gestion "SFPG" (France). • Administrateur Délégué : Orior Holding S.A. (Suisse). • Membre du Conseil de Surveillance : Imerys. • Administrateur : Pargesa Netherlands BV (Pays-Bas) ; Orior Food S.A. (Suisse). 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur Général Adjoint : Pargesa Holding S.A. (Suisse). • Président-Directeur Général : P.G.B. S.A. (France). • Président du Conseil d'Administration : Société Française Percier Gestion "SFPG" (France) ; Orior Compagnie S.A. (Suisse). • Administrateur Délégué : Orior Holding S.A. (Suisse). • Membre du Conseil de Surveillance : Imerys. • Administrateur : Pargesa Netherlands BV (Pays-Bas) ; Orior Finance S.A., Orior Food S.A. (Suisse).
Jocelyn LEFEBVRE	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur : Power Corporation du Canada (Canada). • Président : Sagard S.A.S. (France). • Membre du Directoire : Partjoinco N.V., Power Financial Europe B.V. (Pays-Bas). • Administrateur : Suez-Tractebel S.A. (Belgique) ; Imerys (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur : Power Corporation du Canada (Canada). • Président : Sagard S.A.S. (France). • Membre du Directoire : Partjoinco N.V., Power Financial Europe B.V. (Pays-Bas). • Administrateur : Imerys, à compter du 3 mai 2005 et, antérieurement, Membre du Conseil de Surveillance. • Administrateur : Suez-Tractebel S.A. (Belgique) ; AFE (France) ; RTL Group (Luxembourg) ; Project Sloane (Grande-Bretagne). 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur : Power Corporation du Canada (Canada). • Président : Sagard S.A.S. (France). • Membre du Directoire : Partjoinco N.V., Power Financial Europe B.V. (Pays-Bas). • Membre du Conseil de Surveillance : Imerys. • Administrateur : Suez-Tractebel S.A. (Belgique) ; AFE (France) ; RTL Group (Luxembourg) ; Project Sloane (Grande-Bretagne). 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur : Power Corporation du Canada (Canada). • Président : Sagard S.A.S. (France). • Membre du Directoire : Partjoinco N.V., Power Financial Europe B.V. (Pays-Bas). • Membre du Conseil de Surveillance : Imerys. • Administrateur : Suez-Tractebel S.A. (Belgique) ; RTL Group (Luxembourg) ; Project Sloane (Grande-Bretagne).
Eric LE MOYNE de SERIGNY	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Directoire : Alternative Leaders France S.A. (France). • Administrateur : Imerys, Istac S.A., Richelieu Finance (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Directoire : Alternative Leaders France S.A. (France). • Administrateur : Imerys, à compter du 3 mai 2005 et, antérieurement, Membre du Conseil de Surveillance. • Administrateur : Istac S.A., Richelieu Finance (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Directoire : Alternative Leaders France S.A. (France). • Membre du Conseil de Surveillance : Imerys. • Administrateur : Istac S.A., Richelieu Finance (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Directoire : Alternative Leaders France S.A. (France). • Membre du Conseil de Surveillance : Imerys. • Administrateur : Istac S.A., Richelieu Finance (France).
Maximilien de LIMBURG STIRUM	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des Participations et Membre du Management Exécutif : Compagnie Nationale à Portefeuille (Belgique). • Administrateur : Distripar, GB-INNO-BM, MESA (Molignée Energie), Quick Restaurants, Solvay Business School Alumni, Trasys, Financière Trasys (Belgique) ; Entremont Alliance, Financière Flo, Imerys, Tikehau Capital Advisors, Unifem (France) ; Erbe Finance, Swifin (Luxembourg). • Membre du Conseil de Surveillance : Groupe Flo (France). • Représentant permanent de Compagnie Immobilière de Roumont (Belgique) au Conseil d'Administration de : Belgian Sky Shops, GIB Corporate Services, Ijsboerke Ice Cream International, Starco Tielen (Belgique). • Représentant permanent de Fibelpar (Belgique) au Conseil d'Administration de : Château Rieussec (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des Participations : Compagnie Nationale à Portefeuille (Belgique). • Administrateur : Distripar, GB-INNO-BM, MESA (Molignée Energie), Quick Restaurants, Safe Insurance, Solvay Business School Alumni (Belgique) ; Imerys (à compter du 3 mai 2005), Société du Louvre, Unifem (France) ; Swifin (Luxembourg). • Membre du Conseil de Surveillance : Groupe Entremont (France). • Représentant permanent de Compagnie Immobilière de Roumont (Belgique) au Conseil d'Administration de : Belgian Sky Shops, GIB Corporate Services, Ijsboerke Ice Cream International, Starco Tielen (Belgique). • Représentant permanent de Fibelpar (Belgique) au Conseil d'Administration de : Château Rieussec (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des Participations : Compagnie Nationale à Portefeuille (Belgique). • Administrateur : Distripar, Disport International, Editions Dupuis, GB-INNO-BM, Gegotec, Innofund, Quick Restaurants, Safe Insurance (Belgique) ; Finance et Management, Société du Louvre (France) ; Swifin (Luxembourg). • Membre du Conseil de Surveillance : Groupe Entremont (France). • Représentant permanent de Compagnie Immobilière de Roumont (Belgique) au Conseil d'Administration de : Belgian Sky Shops, GIB Corporate Services, Ijsboerke Ice Cream International, Starco Tielen (Belgique). • Représentant permanent de Fibelpar (Belgique) au Conseil d'Administration de : Château Rieussec (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des Participations : Compagnie Nationale à Portefeuille (Belgique). • Administrateur : Disport International, Editions Dupuis, Exki, GB-INNO-BM, Gegotec, Innofund, Quick Restaurants, Safe Insurance (Belgique) ; Finance et Management, Société du Louvre (France) ; Swifin (Luxembourg). • Membre du Conseil de Surveillance : Groupe Entremont (France). • Représentant permanent de Compagnie Immobilière de Roumont (Belgique) au Conseil d'Administration de : GIB Corporate Services, Ijsboerke Ice Cream International, Starco Tielen (Belgique). • Représentant permanent de Fibelpar (Belgique) au Conseil d'Administration de : Château Rieussec (France). • Représentant permanent de GIB Corporate Services (Belgique) au Conseil d'Administration de Copy & Print Center (Belgique).

	2006	2005	2004	2003
Gilbert MILAN	<ul style="list-style-type: none"> • Président : Milinvest Ventures (France). • Administrateur : Imerys, à compter du 2 mai 2006. • Gérant : Milinvest (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président : Milinvest Ventures (France). • Directeur Général : Deventis Conseil (France). • Gérant : Milinvest (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président : Milinvest Ventures (France). • Directeur Général : Deventis Conseil (France). • Gérant : Milinvest (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur Général : Deventis Conseil (France). • Gérant : Milinvest (France).
Jean MONVILLE	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil d'Administration : Financière Spie, Spie (France). • Gérant : Spie Management (France). • Représentant permanent de Spie Management : Président de Euro Spie, Spie 12, Spie CDF, Spie OPS (France). • Administrateur : Spie International, Spie Rail (France). • Vice-Président : FNTP, GIMELEC (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil d'Administration : Amec Spie (France). • Administrateur-Directeur Général : Amec (Grande-Bretagne). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil d'Administration : Amec Spie (France). • Administrateur-Directeur Général : Amec (Grande-Bretagne). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil d'Administration : Amec Spie (France). • Administrateur-Directeur Général : Amec (Grande-Bretagne).
Grégoire OLIVIER	<ul style="list-style-type: none"> • Président-Directeur Général : Faurecia à compter du 8 septembre 2006, Sagem Communication jusqu'au 21 août 2006 (France). • Membre du Directoire : SAFRAN jusqu'au 21 août 2006 (France). • Administrateur : Imerys, Wendel Investissement (France). • Membre : Conseil Scientifique de la Défense, Conseil Stratégique des Technologies de l'Information (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Directoire : SAFRAN (France). • Président-Directeur Général : Sagem Communication (France). • Administrateur : Imerys, à compter du 3 mai 2005 et, antérieurement, Membre du Conseil de Surveillance. • Administrateur : Sagem Défense Sécurité, Snecma, Wendel Investissement (France). • Membre : Conseil Scientifique de la Défense, Conseil Stratégique des Technologies de l'Information (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Directoire : Sagem S.A. (France). • Membre du Conseil de Surveillance : Imerys. • Administrateur : Wendel Investissement (France). • Membre : Conseil Scientifique de la Défense, Conseil Stratégique des Technologies de l'Information (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Directoire : Sagem S.A. (France). • Membre du Conseil de Surveillance : Imerys. • Administrateur : Wendel Investissement (France). • Membre du Conseil Scientifique de la Défense (France).
Robert PEUGEOT	<ul style="list-style-type: none"> • Président-Directeur Général : F.F.P. (France). • Membre du Comité Exécutif et Directeur Innovation & Qualité : PSA Peugeot Citroën (France). • Président-Directeur Général : Simante, SL (Espagne). • Membre du Conseil de Surveillance : Citroën Deutschland AG (Allemagne) ; Aviva France (France). • Administrateur : Citroën Danemark A/S (Danemark) ; B-1998, SL, Fomentos de Construcciones y Contratas, S.A. "FCC", FCC Construcción, S.A. (Espagne) ; Aviva Participations, E.P.F. (Etablissements Peugeot Frères), GIE Recherches et Etudes PSA Renault, Imerys, Immeubles et Participations de l'Est, I.F.P.F. (La Française de Participations Financières), Sanef (France) ; Citroën UK Ltd (Grande-Bretagne). • Gérant : CHP Gestion, Rodom (France). • Représentant permanent de F.F.P. au Conseil de Surveillance : Zodiac (France). • Représentant statutaire de F.F.P. : Président de Financière Guiraud (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président-Directeur Général : F.F.P. (France). • Membre du Comité Exécutif et Directeur Innovation & Qualité : PSA Peugeot Citroën (France). • Président du Conseil d'Administration : Simante, SL (Espagne). • Membre du Conseil de Surveillance : Citroën Deutschland AG (Allemagne) ; Aviva France, Groupe Taittinger (France). • Administrateur : Imerys, à compter du 3 mai 2005 et, antérieurement, Membre du Conseil de Surveillance. • Administrateur : Citroën Danemark A/S (Danemark) ; B-1998, SL, Fomentos de Construcciones y Contratas, S.A. "FCC", FCC Construcción, S.A. (Espagne) ; Aviva Participations, E.P.F. (Etablissements Peugeot Frères), GIE Recherches et Etudes PSA Renault, Immeubles et Participations de l'Est, I.F.P. (Institut Français du Pétrole), L.F.P.F. (La Française de Participations Financières), Société du Louvre (France) ; Citroën UK Ltd, Peugeot Automobiles United Kingdom Limited (Grande-Bretagne). • Gérant : CHP Gestion, Rodom (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président-Directeur Général : F.F.P. (France). • Membre du Comité Exécutif et Directeur Innovation & Qualité : PSA Peugeot Citroën (France). • Président du Conseil d'Administration : Simante, SL (Espagne). • Membre du Conseil de Surveillance : Citroën Deutschland AG (Allemagne) ; Aviva France, Groupe Taittinger, Imerys (France). • Administrateur : Citroën Danemark A/S (Danemark) ; Aviva Participations, E.P.F. (Etablissements Peugeot Frères), GIE Recherches et Etudes PSA Renault, Immeubles et Participations de l'Est, I.F.P. (Institut Français du Pétrole), L.F.P.F. (La Française de Participations Financières), Société du Louvre (France) ; Citroën UK Ltd, Peugeot Automobiles United Kingdom Limited (Grande-Bretagne). • Gérant : CHP Gestion, Rodom (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président-Directeur Général : F.F.P. (France). • Membre du Comité Exécutif et Directeur Innovation & Qualité : PSA Peugeot Citroën (France). • Membre du Conseil de Surveillance : Citroën Deutschland AG (Allemagne) ; Aviva France, Groupe Taittinger, Imerys (France). • Administrateur : Citroën Danemark A/S (Danemark) ; Aviva Participations, E.P.F. (Etablissements Peugeot Frères), GIE Recherches et Etudes PSA Renault, Immeubles et Participations de l'Est, I.F.P. (Institut Français du Pétrole), L.F.P.F. (La Française de Participations Financières), Société du Louvre (France) ; Citroën UK Ltd, Peugeot Automobiles United Kingdom Limited (Grande-Bretagne). • Gérant : CHP Gestion, Rodom (France).

	2006	2005	2004	2003
Thierry de RUDDER	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur Délégué : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique). • Administrateur : Compagnie Nationale à Portefeuille S.A., Suez-Tractebel (Belgique) ; Imerys, Suez, Total (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur Délégué : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique). • Administrateur : Imerys, à compter du 3 mai 2005 et, antérieurement, Membre du Conseil de Surveillance. • Administrateur : Compagnie Nationale à Portefeuille S.A., Suez-Tractebel (Belgique) ; Suez, Total (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur Délégué : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique). • Membre du Conseil de Surveillance : Imerys. • Administrateur : Compagnie Nationale à Portefeuille S.A., Suez-Tractebel (Belgique) ; Suez, Total (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur Délégué : Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique). • Membre du Conseil de Surveillance : Imerys. • Administrateur : Compagnie Nationale à Portefeuille S.A., Suez-Tractebel (Belgique) ; Total (France).
Jacques VEYRAT	<ul style="list-style-type: none"> • Président-Directeur Général : Neuf Cegetel (France). • Directeur Général : Louis Dreyfus Technologies (France). • Administrateur : Imerys, Irise, SHD, Tajan (France). • Membre du Conseil de Surveillance : Amboise Investissement, Jet Multimedia (France). • Représentant permanent de Neuf Cegetel : Président de Wengo, Administrateur de LD Collectivités (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président-Directeur Général : Neuf Telecom (France). • Directeur Général : Louis Dreyfus Technologies (France). • Administrateur : Imerys (à compter du 3 mai 2005), Irise (France) ; Louis Dreyfus Communications Italie SpA (Italie). • Vice-Président du Conseil de Surveillance, puis administrateur : Tajan (France). • Membre du Conseil de Surveillance : Jet Multimedia (France). • Représentant permanent de Neuf Telecom : Président de Wengo (France). • Représentant permanent de Louis Dreyfus Communications : Administrateur de Louis Dreyfus Collectivités (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président-Directeur Général : Neuf Telecom (France). • Président : Rodart (France). • Vice-Président du Conseil de Surveillance : Tajan (France). • Administrateur : Irise (France) ; Louis Dreyfus Communications Italie SpA (Italie). • Membre du Conseil de Surveillance : Jet Multimedia (France). • Représentant permanent de Neuf Telecom : Président de Wengo (France). • Représentant permanent de Louis Dreyfus Communications : Administrateur de Louis Dreyfus Collectivités (France). 	<ul style="list-style-type: none"> • Président-Directeur Général : Neuf Telecom Réseau (France). • Directeur Général et Vice-Président du Conseil d'Administration : Neuf Telecom (France). • Administrateur : Irise (France) ; Louis Dreyfus Communications Italie SpA (Italie). • Membre du Conseil de Surveillance : Jet Multimedia (France). • Représentant permanent de Neuf Telecom : Administrateur de Louis Dreyfus Câble (France).

■ Expertise et expérience en matière de gestion des membres du Conseil d'Administration

Parmi les critères retenus pour la sélection des administrateurs, figurent leur expertise et leur expérience en matière de gestion. Cette exigence s'applique, en particulier, aux administrateurs membres du Comité des Comptes qui sont en outre choisis pour leur compétence financière.

L'activité et les mandats exercés par chacun des administrateurs (*voir paragraphe 1.3 du chapitre 6 du Rapport Annuel*) attestent de leur expertise et expérience individuelle dans des domaines différents, tels que la finance, l'industrie ou les services, contribuant ainsi à la qualité des travaux du Conseil et à un juste équilibre dans sa composition.

■ Liens familiaux entre les membres du Conseil d'Administration

Il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun lien familial entre les membres du Conseil d'Administration.

■ Conflits d'intérêts potentiels entre les membres du Conseil d'Administration

Il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun conflit d'intérêt potentiel existant entre les devoirs des administrateurs à l'égard de la Société et leurs intérêts privés et/ou autres devoirs. Il est précisé que certains administrateurs de la Société occupent également des fonctions dirigeantes dans des entités du groupe d'actionnaires de contrôle de la Société (*voir paragraphe 1.3 du chapitre 6 du Rapport Annuel*).

A l'exception de la convention réglementée mentionnée ci-après, qui s'est terminée le 1^{er} janvier 2008 (*voir Rapport spécial des Commissaires aux comptes au paragraphe 2.1 du chapitre 8 du Rapport Annuel*), il n'existe pas d'arrangement ou d'accord conclu avec les principaux actionnaires, clients, fournisseurs ou autres, en vertu duquel un administrateur a été sélectionné.

■ **Contrats de services entre la Société et ses administrateurs**

Il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun contrat de services conclu entre les administrateurs et la Société ou l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi de quelconques avantages au terme de leur mandat respectif.

■ **Absence de condamnation pour fraude**

A la connaissance de la Société, aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'encontre d'un membre du Conseil d'Administration au cours des cinq dernières années.

■ **Faillite, mise sous séquestre ou liquidation de sociétés à laquelle un administrateur a été associé en qualité de dirigeant au cours des cinq dernières années**

Lors de la cession des dernières activités de GIB, Maximilien de Limburg Stirum était le représentant permanent de la société GCS (Belgique), administrateur de la société Copy & Print (Belgique) qui a été contrainte de se déclarer en faillite le 3 février 2002 à la suite de la perte de ses principaux clients.

A la connaissance de la Société, les autres administrateurs n'ont pas été associés en qualité de dirigeant à une quelconque faillite, mise sous séquestre ou liquidation de société au cours des cinq dernières années.

■ **Incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée contre un administrateur par des autorités statutaires ou réglementaires**

A la connaissance de la Société, aucune incrimination et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée à l'encontre d'un membre du Conseil d'Administration au cours des cinq dernières années.

1.4 Fonctionnement ^(*)

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins 3 fois par an. Sa convocation par son Président est faite par tout moyen écrit en respectant un préavis de 5 jours au moins, sauf accord unanime des membres du Conseil pour qu'il en soit autrement.

2007

Nombre de séances	5
Taux moyen de présence effective des membres	73 %

2008

Nombre prévisionnel de séances	5
--------------------------------	---

Le calendrier prévisionnel des réunions du Conseil d'Administration pour l'année à venir est arrêté au plus tard lors de la dernière séance de chaque année. Le Président du Conseil d'Administration arrête généralement l'ordre du jour de chaque réunion du Conseil après avoir recueilli les propositions du Directeur Général et l'avis du Secrétaire du Conseil. Il organise son déroulement, en anime les débats et en rend compte conformément à la loi, aux statuts de la Société et aux principes et pratiques de Gouvernement d'Entreprise que le Conseil a lui-même adoptés, tels qu'ils sont exposés au paragraphe suivant.

La convocation aux réunions, adressée à chacun des administrateurs, est accompagnée du projet de procès-verbal de la séance précédente préparé par le Secrétaire et approuvé par le Président, ainsi que de l'ensemble des informations et documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour qui sont nécessaires pour assurer une participation efficace des membres aux débats. Ces informations et documents peuvent ainsi inclure, selon le cas, les comptes (prévisionnels ou définitifs) annuels, semestriels ou trimestriels du Groupe, ainsi que la présentation de la marche des affaires des différentes branches du Groupe ou des autres sujets spécifiques qui seront abordés. Certains documents complémentaires peuvent également être remis en séance aux administrateurs, comme par exemple les projets de communiqués relatifs aux comptes périodiques du Groupe ou encore l'information sur l'évolution du cours de bourse de l'action de la Société.

De manière à leur permettre d'exercer leur mandat dans des conditions appropriées, le Président et, sur sa demande, le Directeur Général, adressent également aux administrateurs entre deux séances du Conseil d'Administration : toute information importante publiée, y compris critique, concernant le Groupe (notamment sous forme d'articles de presse et de rapports d'analyse financière) et, si l'importance ou l'urgence l'exigent, toute autre information pertinente relative à la situation du Groupe, à ses projets ou à son environnement économique ou concurrentiel.

Les travaux effectués par chacun des Comités spécialisés font périodiquement l'objet d'un compte-rendu au Conseil, de la part de leur Président ou, en leur absence, d'un autre membre du Comité concerné.

Le Secrétaire du Conseil est le Directeur Juridique du Groupe. Sa nomination et, le cas échéant, sa révocation relèvent de la compétence exclusive du Conseil. Tous les membres du Conseil peuvent le consulter et bénéficier de ses services ; il assiste le Conseil et lui fait toutes recommandations utiles sur les procédures et règles applicables à son fonctionnement, leur mise en œuvre et leur respect. Le Secrétaire est habilité à certifier les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations du Conseil.

^(*) Cette section est extraite du Rapport du Président du Conseil d'Administration rendant compte, conformément à l'article L. 225-37 du Code de Commerce, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration.

1.5 La mise en œuvre des meilleures pratiques de Gouvernement d'Entreprise

■ Charte Intérieure du Conseil d'Administration

Dans le cadre du respect des meilleures pratiques de Gouvernement d'Entreprise, le Conseil d'Administration a adopté une Charte Intérieure qui contient le recueil des principes de conduite de ses membres et de fonctionnement du Conseil et de ses Comités spécialisés. Cette Charte, dont la première version a été adoptée dès 2002, est régulièrement mise à jour en vue d'y intégrer : les évolutions légales et réglementaires applicables à la Société ; les recommandations de l'AMF en matière de Gouvernement d'Entreprise ainsi que celles des associations et instances professionnelles représentatives des sociétés françaises cotées (AFEP, MEDEF, ANSA, ...) ; et enfin les modifications apportées par le Conseil à l'issue des auto-évaluations de son fonctionnement auxquelles il se livre périodiquement en vue de se conformer aux meilleures pratiques.

Il est remis à chacun des administrateurs de la Société le recueil ("Vade-mecum de l'administrateur") des principaux textes et dispositions régissant leurs devoirs et obligations, tels que les statuts de la Société, la Charte Intérieure du Conseil d'Administration, la Politique de prévention de l'utilisation ou de la communication d'informations privilégiées au sein du Groupe ainsi que divers documents et formulaires utiles permettant aux administrateurs de se conformer à leurs obligations.

La dernière version de la Charte Intérieure du Conseil d'Administration est disponible sur le site Internet du Groupe (www.imerys.com), section "Développement Durable/Gouvernement d'Entreprise".

■ Auto-évaluation du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration s'est livré à la revue et l'évaluation de son mode de fonctionnement et de son activité au cours de l'exercice 2007, ainsi que ceux de ses Comités. A l'occasion de sa dernière réunion de l'année 2007, il a été demandé à chacun de ses membres de bien vouloir se prononcer sur le rôle et la performance du Conseil et de ses Comités, leur composition et fonctionnement, l'organisation et la tenue de leurs réunions et, enfin, l'information des Administrateurs. Les conclusions de cette évaluation ont été présentées et débattues lors de la réunion du Conseil d'Administration du 13 février 2008.

De façon générale, le fonctionnement du Conseil et des Comités est jugé très satisfaisant par leurs membres, les administrateurs apprécient notamment la qualité des informations qui leurs sont transmises à l'occasion de chacune des réunions ainsi que la qualité et l'efficacité des débats au sein du Conseil et de ses Comités. Les administrateurs ont pu constater à leur satisfaction que les principales recommandations issues de l'auto-évaluation menée par le Conseil d'Administration en février 2007, visant à améliorer son fonctionnement et sa performance ainsi que ceux de ses Comités, ont été mises en application. En particulier, une réunion supplémentaire du Comité des Comptes est désormais dédiée spécifiquement à la revue, chaque année, des risques, contrôle interne et résultats des missions d'audit interne.

Souhaitant porter une attention particulière aux risques et enjeux de Développement Durable, le Conseil a décidé à l'issue de son évaluation de confier au Comité des Comptes l'examen de la politique Développement Durable du Groupe ainsi que ses indicateurs et de procéder, périodiquement, à sa revue ; cette revue s'effectuera en 2008 à l'occasion de la publication du 3^{ème} rapport Développement Durable du Groupe.

Le Conseil a, en conséquence, décidé de modifier les termes de sa Charte Intérieure pour y refléter cette nouvelle mission confiée au Comité des Comptes. Il a par ailleurs estimé que les termes de sa Charte restaient conformes avec les meilleures pratiques de Gouvernement d'Entreprise des sociétés cotées françaises, en particulier les recommandations issues du rapport consolidé AFEP-MEDEF d'octobre 2003, et qu'elle ne nécessitait pour le moment aucun autre amendement.

► COMITES SPECIALISES

Le Conseil d'Administration a confirmé le 3 mai 2005, date de la transformation du mode de direction de la Société en Conseil d'Administration, les trois Comités spécialisés constitués préalablement par le Conseil de Surveillance, qui exercent leurs activités sous la responsabilité du Conseil et dont il fixe les missions, compositions et rémunérations.

Les membres des Comités spécialisés sont choisis parmi les membres du Conseil. Le Directeur Général et, le cas échéant, les Directeurs Généraux délégués, qui seraient également administrateurs de la Société, ne peuvent être membres d'un de ces Comités. La durée des fonctions des membres des Comités coïncide avec celle de leur mandat d'administrateur.

Les Comités spécialisés n'ont qu'un rôle consultatif et n'ont pas de pouvoir décisionnel.

Chacun des Comités détermine les règles internes applicables à la conduite de ses travaux.

Les réunions des Comités font l'objet d'un procès-verbal. Il est communiqué aux membres du Comité concerné et, sur demande formulée auprès du Président de ce Comité, aux autres membres du Conseil d'Administration. Le Président du Comité concerné, ou un membre du Comité désigné à cet effet, rend compte au Conseil d'Administration des travaux de ce Comité.

Chacun des Comités procède en outre, chaque année, à la revue de son activité ainsi qu'à l'évaluation de sa composition et de son fonctionnement au cours de l'exercice précédent, dont les résultats ont vocation à apparaître dans le Rapport Annuel du Groupe.

► COMITE STRATEGIQUE

(créé le 17 juin 1993 sous la dénomination Comité Permanent)

■ Mission

La Charte Intérieure du Conseil d'Administration définit les missions du Comité comme suit :

"Le Comité Stratégique a notamment pour mission d'examiner et de fournir au Conseil d'Administration son avis et ses recommandations dans les domaines suivants :

1. Stratégie

- l'élaboration et l'arrêté des orientations de la stratégie industrielle, commerciale et financière du Groupe ;
- le contrôle de la conformité de la stratégie mise en œuvre par le Directeur Général aux orientations arrêtées par le Conseil d'Administration.
- A cet effet, il examine en détail et formule, le cas échéant, ses recommandations au Conseil concernant :
- le budget du Groupe préparé par le Directeur Général ;
- tous les projets majeurs du Groupe :
 - susceptibles de modifier sa structure financière ou son périmètre d'activité,
 - portant sur des opérations d'investissement ou de désinvestissement, ou
 - relatifs à la conclusion ou la réalisation d'accords commerciaux ou industriels engageant son avenir.

Sont considérés comme "majeurs" les projets visés ci-dessus dont la mise en œuvre par le Directeur Général nécessite l'approbation préalable du Conseil d'Administration (*voir paragraphe 1.1 du chapitre 6 du Rapport Annuel*) ou devant, parce qu'ils sont supérieurs au seuil de 20 millions d'euros par opération fixé par le Conseil, être impérativement portés à la connaissance préalable du Comité.

Le Comité présente chaque année aux administrateurs son programme prévisionnel d'étude des questions stratégiques, importantes pour l'avenir du Groupe, qu'il envisage pour l'année en cours.

2. Risques

- les questions relatives à l'identification, la mesure et la surveillance par le Directeur Général des principaux risques éventuels pour le Groupe dans les domaines suivants :
 - environnement externe : relations avec les investisseurs, positions concurrentielles du Groupe ;
 - processus internes : gestion des ressources financières, potentiel de ressources humaines, développements de nouveaux produits, potentiel de réserves et ressources minérales, dépendance et continuité de l'exploitation d'activités industrielles ou commerciales clés, politique de prix de vente ;
 - informations de gestion : contrôle de gestion et reporting financier, contrôle a posteriori de la réalisation des projets d'investissements."

■ Composition

Le Comité Stratégique est composé des 8 membres suivants, incluant nécessairement le Président du Conseil d'Administration, qui assure également la Présidence du Comité :

<i>Nom</i>	<i>Date de 1^{ère} nomination au Comité</i>	<i>Qualité de membre indépendant</i>
Aimery LANGLOIS-MEURINNE, Président	17 juin 1993	Non
Jacques DRIJARD, Vice-Président	26 mars 1998	Non
Aldo CARDOSO	2 mai 2007	Oui
Paul DESMARAIS, Jr.	17 juin 1993	Non
Jocelyn LEFEBVRE	27 mars 1996	Non
Eric LE MOYNE de SERIGNY	26 juillet 2004	(*)Oui
Gilbert MILAN	2 mai 2006	Oui
Thierry de RUDDER	9 mai 2000	Non

M. Aldo Cardoso a été désigné le 2 mai 2007, en remplacement de M. Grégoire Olivier.

En juin 2008, M. Le Moyne de Sérigny perdra sa qualité d'indépendant en raison de la durée de ses mandats successifs d'administrateur chez Imerys (plus de 12 ans).

■ Fonctionnement

Le Comité délibère en présence de la majorité de ses membres et se réunit aussi souvent que son Président le juge utile, ou encore à la demande du Directeur Général. Il consacre en principe une réunion par an à la stratégie du Groupe et à son environnement concurrentiel, à laquelle tous les administrateurs sont conviés.

2007

Nombre de séances	8
Taux moyen de présence effective des membres	77 %

2008

Nombre prévisionnel de séances	8
--------------------------------	---

Pour l'accomplissement de sa mission, le Comité entend le Directeur Général, le Directeur Financier du Groupe et le Responsable Stratégie & Développement, ainsi que, à l'initiative du Directeur Général ou à la demande qui lui en est faite par le Comité, en fonction des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Comité, les responsables fonctionnels ou opérationnels du Groupe compétents. Le Comité peut également procéder à des visites ou à l'audition de responsables opérationnels du Groupe, utiles à la réalisation de sa mission.

Le Secrétaire du Comité est le Responsable Stratégie & Développement du Groupe ; il établit les comptes rendus des séances du Comité.

■ Activité en 2007

Le Comité Stratégique a tout d'abord revu en début d'année, comme de coutume, les éléments initiaux de la clôture des comptes consolidés pour 2006.

Il s'est ensuite attaché, tout au long de l'année, à suivre les actions de gestion et de développement entreprises par la Direction Générale du Groupe, en s'assurant qu'elles s'inscrivaient dans le cadre de la stratégie d'Imerys, telle que définie par le Conseil d'Administration. A ce titre, il a étudié l'évolution de la marche des affaires et des comptes mensuels et trimestriels d'Imerys ainsi que la manière dont ils reflétaient lesdites actions.

En particulier, le Comité a procédé, à sa satisfaction, à la revue des progrès de la mise en œuvre du plan d'intégration du groupe World Minerals acquis en 2005, ainsi qu'à un examen de la stratégie de développement déployée par la division Minéraux pour Céramiques.

Le Comité a également pu apprécier les efforts mis en place par le Groupe afin d'accélérer sa croissance interne au travers de la création d'une Direction de l'Innovation chargée d'initier et de faciliter les projets d'innovation mobilisant conjointement plusieurs divisions du Groupe.

Par ailleurs, le Comité Stratégique a examiné périodiquement, et approuvé les étapes clés et les principaux aspects économiques et contractuels, des projets de croissance externe les plus significatifs. Cet examen a notamment porté sur l'acquisition d'UCM en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis (concrétisée en avril 2007), d'ACE Refractories en Inde (réalisée en septembre 2007), de The Feldspar Corporation aux Etats-Unis (effectuée en septembre 2007), des filiales d'Astron en Chine (finalisée en février 2008) ainsi que sur la cession des ses activités de tuiles et briques en terre cuite en Espagne et au Portugal (achevée en septembre 2007). Le Comité a également suivi le développement continu du Groupe dans les zones de forte croissance au travers de six autres acquisitions de taille plus modeste en Chine, Inde, Argentine et Ukraine.

En outre, et comme habituellement, le Comité Stratégique a été tenu régulièrement informé de l'évolution de la structure financière du Groupe. Il a ainsi été consulté sur la stratégie générale de financement de la Société, notamment à l'occasion de son émission obligataire pour un montant de 500 millions d'euros en avril 2007, mais aussi sur les aspects de couverture en taux et devises, ainsi que sur la sécurisation de ressources financières diversifiées à long terme.

Enfin, le Comité Stratégique a revu, lors de sa dernière séance de l'année, le budget 2008 du Groupe, accompagné d'une présentation détaillée de celui de chacune des trois branches d'activité du Groupe par leurs dirigeants respectifs.

➤ COMITE DES NOMINATIONS ET DES REMUNERATIONS

(anciennement dénommé Comité Spécial des Options lors de sa création le 3 novembre 1987, puis Comité des Stock-Options et Rémunérations le 27 mars 1996 et enfin, Comité des Rémunérations, du 7 mai 1998 jusqu'au 27 janvier 2003)

■ Mission

La Charte Intérieure du Conseil d'Administration définit les missions du Comité comme suit :

"Le Comité des Nominations et des Rémunérations a pour mission d'examiner et de fournir au Conseil d'Administration son avis et ses éventuelles recommandations dans les domaines suivants :

1. Nominations

- la sélection des candidats aux fonctions d'administrateurs ainsi que sur les propositions de nomination du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et, le cas échéant, des Directeurs Généraux délégués ainsi que des Présidents de Comité lors de leur renouvellement ;
- la présentation d'un plan de succession des administrateurs et du Directeur Général en cas de vacance imprévisible ;
- la qualification d'indépendant de chacun des administrateurs, au regard de la définition d'"indépendance" adoptée par le Conseil et sur les éventuelles modifications (ou explications de critères) à apporter à cette définition.

2. Rémunérations

- la rémunération individuelle du Directeur Général et, le cas échéant, des Directeurs Généraux délégués et leurs accessoires (tels que régimes de retraite et de prévoyance ou avantages en nature) ainsi que toutes les autres dispositions relatives à leur contrat de travail ;
- la politique générale de rémunération des cadres dirigeants du Groupe ;
- la politique générale d'attribution d'options de souscription ou d'achat ou d'attributions gratuites d'actions de la Société, de détermination des attributions au Directeur Général et de détermination des bénéficiaires des plans d'options ou d'attributions gratuites proposées par le Directeur Général ;
- la politique d'actionnariat salarié du Groupe et ses conditions de mise en œuvre proposées par le Directeur Général ;
- le montant et le mode d'attribution des jetons de présence (parties fixe et variable) alloués aux administrateurs."

■ Composition

Le Comité des Nominations et des Rémunérations est composé des 3 membres suivants, parmi lesquels figure nécessairement le Président du Conseil d'Administration qui assure également la Présidence du Comité :

<i>Nom</i>	<i>Date de 1^{ère} nomination au Comité</i>	<i>Qualité de membre indépendant</i>
Aimery LANGLOIS-MEURINNE, Président	3 novembre 1987	Non
Robert PEUGEOT	3 mai 2005	Oui
Jacques VEYRAT	14 février 2007	Oui

Le Conseil a confirmé lors de sa séance du 14 février 2007, suite à la désignation de M. Jacques Veyrat en remplacement de M. Grégoire Olivier, que la composition de ce Comité respectait la proportion des 2/3 de membres indépendants recommandée par le rapport consolidé AFEP-MEDEF d'octobre 2003.

■ Fonctionnement

Le Comité délibère en présence d'au moins deux de ses membres et se réunit aussi souvent que son Président le juge utile, ou encore à la demande du Directeur Général.

2007

Nombre de séances	2
Taux moyen de présence effective des membres	83 %

2008

Nombre prévisionnel de séances	2
--------------------------------	---

Pour l'accomplissement de sa mission, le Comité entend le Directeur Général et le Directeur des Ressources Humaines du Groupe ; il prend également l'avis d'experts indépendants.

Le Secrétaire du Comité est le Directeur des Ressources Humaines du Groupe ; il établit les comptes rendus des séances.

■ Activité en 2007

Le Comité des Nominations et des Rémunérations a tout d'abord procédé à l'évaluation de la performance du Directeur Général. Dans ce cadre, il a examiné le positionnement de la rémunération de base du Directeur Général et proposé un réajustement au vue d'une enquête spécifique de compétitivité établie par un consultant extérieur spécialisé. Il a également arrêté le montant de la part variable de la rémunération individuelle du Directeur Général due au titre de l'exercice 2006, payable en 2007, en fonction des objectifs personnels et financiers qui lui avaient été assignés.

Il a ensuite émis ses recommandations sur la fixation des objectifs quantitatifs et qualitatifs du Directeur Général et des membres du Comité Exécutif, en vue de déterminer la part variable de leur rémunération pour 2007. Le Comité a également examiné la politique générale de rémunération des principaux autres cadres dirigeants du Groupe.

Le Comité a revu, sur la base de l'avis d'un cabinet extérieur spécialisé et des conclusions de l'évaluation en 2007 par les administrateurs du fonctionnement du Conseil d'Administration, le barème des jetons de présence en vigueur. Le Comité a recommandé certains ajustements de ce barème qui ont été approuvés par le Conseil.

Le Comité a également été consulté sur la composition du Conseil d'Administration, notamment sur la candidature pressentie de M. Jean Monville, en remplacement de M. Yves-René Nanot, et la composition de ses Comités spécialisés. A cette occasion, le Comité a examiné la situation de chacun des membres du Conseil d'Administration au regard de la définition d'"indépendance" adoptée par le Conseil lors de sa séance du 3 mai 2005. Le Comité s'est assuré à cette occasion que la composition du Comité des Comptes et de celui des Nominations et des Rémunérations respectent la proportion requise de 2/3 de membres indépendants.

Le Comité a par ailleurs recommandé de poursuivre la politique générale d'attribution d'options de souscription d'actions Imerys précédemment adoptée, tout en encourageant à accroître la sélectivité des bénéficiaires potentiels. Il a ainsi examiné les conditions et bénéficiaires du plan d'options mai 2007 destiné aux dirigeants du Groupe et aux titulaires de postes clés.

► COMITE DES COMPTES

(créé le 27 mars 1996)

■ Mission

La Charte Intérieure du Conseil d'Administration définit les missions du Comité comme suit :

"Le Comité des Comptes a pour mission d'examiner et de fournir au Conseil d'Administration son avis et ses éventuelles recommandations dans les domaines suivants :

1. Comptes

- les comptes annuels sociaux et consolidés devant être arrêtés par le Conseil d'Administration, accompagnés d'une présentation du Directeur Financier du Groupe, ainsi que des comptes consolidés semestriels (estimés et définitifs).
- S'agissant des comptes consolidés semestriels définitifs, et en vertu de la délégation consentie par le Conseil d'Administration, le Comité doit demander au Président du Conseil d'Administration la convocation d'une réunion du Conseil pour les approuver s'il venait à constater un écart significatif entre ces comptes définitifs et audités et ceux estimés, précédemment approuvés par le Conseil et publiés. L'écart significatif est apprécié au regard notamment de l'effet potentiel que pourrait avoir cet écart sur le cours de bourse de l'action de la Société ;
- le périmètre des sociétés consolidées ;
- la pertinence et la permanence des méthodes comptables retenues, en vérifiant notamment la fiabilité des procédures internes de collecte et de contrôle des informations, dans le but de s'assurer de la sincérité des comptes et de la fidélité de l'image qu'ils donnent de la situation financière de la Société et du Groupe.

2. Contrôle externe

- les propositions de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux comptes. Il examine et approuve le contenu du cahier des charges, le calendrier et l'organisation de l'appel d'offres en vue de leur nomination et, le cas échéant, de leur renouvellement, et contrôle le bon déroulement de cet appel d'offres ;
- le programme de travail des Commissaires aux comptes et les éventuelles missions complémentaires qui sont confiées à ceux-ci ou à d'autres membres de leur réseau, ainsi que le montant des rémunérations correspondantes, en s'assurant de leur compatibilité avec leurs obligations d'indépendance ;
- la supervision des règles de recours aux Commissaires aux comptes pour les travaux autres que le contrôle des comptes et, plus généralement, du respect des principes garantissant l'indépendance des Commissaires aux comptes.

3. Contrôle interne

- le résultat des travaux des auditeurs externes et internes et le suivi de leurs éventuelles recommandations, notamment, en matière d'analyse, de contrôle des risques et engagements hors-bilan significatifs, ainsi que l'organisation des équipes d'audit interne et leur programme annuel de travaux ;
- l'établissement et le contenu du rapport annuel du Président du Conseil d'Administration sur le contrôle interne du Groupe.

4. Risques

- l'état des contentieux importants ;
- l'identification, la mesure et la surveillance par le Directeur Général des principaux risques éventuels pour le Groupe dans les domaines suivants :
 - environnement externe : évolutions légales ou réglementaires, gestion de crise ou survenance de catastrophe,
 - processus internes : litiges et conformité aux réglementations existantes (notamment Environnement, Hygiène & Sécurité et Développement Durable), accès aux réserves et ressources minérales, déontologie et éthique ;
- les orientations et la mise en œuvre par le Directeur Général de la politique générale de prévention des risques (organisation, politiques et procédures, systèmes ...) et d'assurance du Groupe ;
- les programmes et résultats des travaux des auditeurs internes et, le cas échéant, des experts externes auxquels il serait fait appel sur l'analyse, le contrôle ou la mesure de la performance du Groupe dans les domaines précités ;
- tout autre sujet susceptible d'avoir une incidence financière et comptable significative."

■ Composition

Le Comité des Comptes est composé des 4 membres suivants, choisis pour leur compétence financière ; son Président doit nécessairement être un administrateur indépendant :

<i>Nom</i>	<i>Date de 1^{ère} nomination au Comité</i>	<i>Qualité de membre indépendant</i>
Aldo CARDOSO, Président	3 mai 2005	Oui
Jocelyn LEFEBVRE	27 mars 1996	Non
Eric LE MOYNE de SERIGNY	3 mai 2005	Oui
Jean MONVILLE	2 mai 2007	Oui

Le Conseil a confirmé lors de sa séance du 2 mai 2007, suite à la désignation de M. Jean Monville en remplacement de M. Yves-René Nanot, que la composition de ce Comité respectait la proportion des 2/3 de membres indépendants recommandée par le rapport consolidé AFEP-MEDEF d'octobre 2003.

M. Aldo Cardoso a été désigné Président du Comité lors de sa réunion du 30 juillet 2007.

M. Eric Le Moynes de Sérigny a d'ores et déjà informé le Conseil de sa démission du Comité des Comptes à compter du 30 avril 2008, en raison de la perte de sa qualité d'administrateur indépendant.

■ Fonctionnement

Le Comité délibère en présence de la majorité de ses membres et se réunit aussi souvent que son Président le juge utile et, dans la mesure du possible, au moins 2 jours avant l'arrêté définitif par le Conseil d'Administration des comptes consolidés annuels et semestriels. Il peut également se réunir à la demande de deux de ses membres ou du Président du Conseil d'Administration.

2007

Nombre de séances	3
Taux moyen de présence effective des membres	75 %

2008

Nombre prévisionnel de séances	5
--------------------------------	---

Pour l'accomplissement de sa mission, le Comité entend les Commissaires aux comptes et le Directeur Financier du Groupe, ainsi que, à l'initiative de celui-ci ou à la demande qui lui en est faite par le Comité, en fonction des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Comité, les autres personnes qui participent à l'élaboration des comptes ou à leur contrôle (Direction Financière, Direction de l'Audit Interne, Direction Juridique).

Le Comité bénéficie d'un accès illimité à toutes les informations disponibles au sein du Groupe ; il peut également procéder à des visites ou à l'audition de responsables opérationnels du Groupe ou responsables de la gestion de risques fonctionnels ou opérationnels du Groupe compétents. Le Comité peut également demander la réalisation de tout audit interne ou externe sur tout sujet qu'il estime relever de sa mission. Le Président du Comité en informe le Conseil d'Administration.

Le Secrétaire du Comité est le Directeur Financier du Groupe ; il établit les comptes rendus des séances du Comité qui sont tenus à la disposition des Commissaires aux comptes.

■ Activité en 2007

Le Comité des Comptes a, comme traditionnellement, procédé à l'examen approfondi des comptes sociaux et consolidés annuels de l'exercice 2006 et semestriels de l'exercice 2007. Il s'est penché sur les différents postes du compte de résultat, notamment la composition des "Autres produits et charges", du bilan et du tableau de financement. Il s'est également assuré à cette occasion, après avoir entendu les Commissaires aux comptes, de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables retenues par le Groupe. Ces examens n'ont donné lieu à la formulation d'aucune observation particulière de la part du Comité. A l'occasion de la revue des comptes consolidés semestriels définitifs, le Comité s'est félicité des efforts mis en œuvre par le Groupe pour accélérer les délais de clôture de ces comptes en vue de se conformer : aux nouvelles obligations réglementaires en matière de délais de publication et aux objectifs fixés par le Comité.

Le Comité a également revu en début d'année le rapport du Président du Conseil d'Administration sur le contrôle interne et entendu les Commissaires aux comptes ; cette revue n'a donné lieu à la formulation d'aucune observation particulière de sa part.

Le Comité a par ailleurs examiné la qualité et la fiabilité du contrôle interne mis en œuvre dans le Groupe pour la collecte, la consolidation et le suivi des informations comptables, financières et de gestion communiquées au Conseil d'Administration. A cet effet, il a pris connaissance des rapports émis par les auditeurs internes dont les responsables lui ont présenté son compte rendu d'activité pour la période de juillet 2006 à juin 2007 ; aucun élément significatif de préoccupation n'a été relevé.

Le Comité des Comptes a également procédé à une revue spécifique des principaux risques auxquels le Groupe peut être confronté sur la base des résultats de la mise à jour, effectuée en 2007 par le département Risques & Contrôles Internes, de la cartographie des risques du Groupe. A cette occasion, le Comité a examiné les résultats des contrôles internes effectués par ce département en 2007 et son plan d'actions élaboré pour 2008. Etabli sur la base d'une comparaison avec les pratiques suivies par des groupes de taille similaire à celle d'Imerys, le Comité a jugé cette approche efficace et adaptée au Groupe. Le Comité a également entendu le rapport des responsables des fonctions centrales juridique, environnement, hygiène et sécurité (EHS) et développement durable sur les principaux risques et actions du Groupe relevant de leurs domaines d'expertise ou de responsabilité. Le Comité n'a noté aucun sujet majeur de préoccupation sur les risques existants dans ces matières ; il s'est par ailleurs félicité des progrès enregistrés en 2007 par le Groupe en matière de sécurité du travail.

Le Comité a enfin établi son programme de travail pour l'exercice 2008, en particulier la liste de revues envisagées des méthodes et pratiques suivies par le Groupe pour la comptabilisation de certains éléments significatifs de son bilan ou résultat consolidé.

2 - DIRECTION GENERALE

2.1 Pouvoirs

Conformément aux dispositions légales et statutaires, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Ils exercent leurs pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration ; ils représentent la Société à l'égard des tiers.

En application de l'article 18 des statuts, le Conseil d'Administration peut limiter leurs pouvoirs ; cette limitation est néanmoins inopposable aux tiers.

Le paragraphe 1.1 du chapitre 6 du Rapport Annuel décrit les modalités internes de fonctionnement du Conseil d'Administration et, notamment, énonce les opérations qui requièrent l'autorisation du Conseil d'Administration préalablement à leur mise en œuvre par la Direction Générale.

2.2 Composition

A la date du présent Rapport Annuel, la Direction Générale est assurée par Gérard Buffière, Directeur Général, assisté de Jérôme Pecresse, Directeur Général Délégué, nommé à cette fonction par le Conseil d'Administration sur proposition du Directeur Général lors de sa réunion du 13 février 2008. Précédemment à cette date, aucun Directeur Général délégué n'avait été désigné.

La durée du mandat de Gérard Buffière coïncide avec celle de son mandat d'administrateur ; les informations relatives à ces mandats et à sa participation au capital de la Société figurent au paragraphe 1.2 du chapitre 6 du Rapport Annuel.

2.3 Comité Exécutif

Le Directeur Général a décidé, avec le soutien du Conseil d'Administration, de se faire assister, dans le cadre de l'exercice de la direction générale du Groupe, d'un Comité Exécutif regroupant les principaux responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe.

➤ MISSION

Le Comité Exécutif est principalement chargé, sous la responsabilité du Directeur Général :

- de mettre en œuvre la stratégie du Groupe ainsi que toutes les mesures arrêtées par le Conseil d'Administration ;
- d'assurer le suivi des activités opérationnelles de chacune des branches du Groupe et de veiller, en définissant les éventuelles mesures correctives nécessaires, au respect de leurs budgets et à la réalisation de leurs plans d'actions approuvés par le Directeur Général ;
- de définir les objectifs d'amélioration de la performance du Groupe en matière de protection et de sécurité des personnes sur leur lieu de travail, d'en assurer le suivi et, le cas échéant, définir les éventuelles mesures correctrices ;
- de définir les politiques et actions transversales applicables à l'ensemble du Groupe (développement durable, y compris environnement, hygiène & sécurité ; ressources humaines ; communication interne ; contrôle interne et gestion des risques, innovation et recherche, achats) et contrôler leur déploiement ;
- d'encourager les échanges et la diffusion des meilleures pratiques entre les branches d'activité du Groupe, dans tous les domaines ;
- et, plus généralement, d'émettre des avis et recommandations sur tous projets, opérations ou mesures qui lui seraient soumis par le Directeur Général, notamment en vue de leur présentation ultérieure au Conseil d'Administration ou à ses Comités spécialisés.

► COMPOSITION

Au 31 décembre 2007, le Comité Exécutif regroupait, outre le Directeur Général:

<i>les responsables opérationnels et Directeurs Généraux Adjoints</i>	<i>et les responsables fonctionnels</i>
Jens Birgersson ⁽¹⁾ (Minéraux de Performance & Pigments)	Christophe Daulmerie (Finance & Stratégie)
Jérôme Pecresse ⁽²⁾ (Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Filtration)	Denis Musson (Juridique & Corporate Support)
Christian Schenck (Matériaux & Monolithiques)	Thierry Salmona (Innovation & Support Business, Recherche & Technologie ⁽³⁾)
	Bernard Vilain (Ressources Humaines)

⁽¹⁾ Jusqu'au 13 février 2008.

⁽²⁾ Directeur Général délégué, à compter du 13 février 2008.

⁽³⁾ A compter du 1^{er} juin 2007.

A la suite de la réorganisation annoncée le 13 février 2008, Olivier Hautin et Dan Moncino ont rejoint à compter de cette même date le Comité Exécutif (*pour plus de détails, voir le paragraphe 1.5 du chapitre 2 et la section 2 du chapitre 4 du Rapport Annuel*).

► FONCTIONNEMENT

Le Comité Exécutif se réunit aussi souvent que l'intérêt du Groupe le nécessite ou encore à la demande du Directeur Général. Il s'est réuni 11 fois en 2007.

3 - REMUNERATIONS

3.1 Conseil d'administration

► MONTANT

Le montant annuel maximum des jetons de présence pouvant être alloués aux membres du Conseil d'Administration, tel que fixé par l'Assemblée Générale du 3 mai 2005, s'élève à 800 000 euros.

Le montant brut des jetons de présence effectivement versés au titre de l'exercice 2007 s'est élevé à 615 500 euros, contre 625 500 euros au titre de l'exercice 2006.

Le montant brut individuel alloué à chacun des membres du Conseil en fonction au cours de l'exercice 2007 a été le suivant :

<i>En euros</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
A. LANGLOIS-MEURINNE, Président	210 000	209 500
P. DESMARAIS, Jr., Vice-Président	26 500	29 500
G. BUFFIERE ⁽¹⁾	-	-
A. CARDOSO	50 000	32 000
J. DRIJARD	41 500	39 000
J. LEFEBVRE	38 500	43 500
E. Le MOYNE de SERIGNY	35 000	43 500
M. de LIMBURG STIRUM	25 000	25 000
G. MILAN	30 500	22 000
J. MONVILLE ⁽²⁾	20 000	-
Y.R. NANOT ⁽³⁾	26 500	47 000
G. OLIVIER	26 000	35 000
R. PEUGEOT	25 000	26 000
T. de RUDDER	35 500	37 000
J. VEYRAT	25 500	26 000

A l'exception de la rémunération versée à Gérard Buffière en sa qualité de Directeur Général d'Imerys, ces montants représentent la totalité des rémunérations versées en 2007 à chacun des membres du Conseil d'Administration par le groupe Imerys ainsi que par les sociétés qui le contrôlent, au titre des mandats, fonctions ou autres missions qu'ils exercent au sein ou pour le compte du groupe Imerys.

⁽¹⁾ Directeur Général, ne percevant aucun jeton de présence.

⁽²⁾ Administrateur à compter du 2 mai 2007.

⁽³⁾ Administrateur jusqu'au 2 mai 2007.

► BAREME DE REPARTITION

Le barème de répartition des jetons de présence en vigueur a été arrêté par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 14 février 2007, sur les recommandations faites par le Comité des Nominations et des Rémunérations. Ce nouveau barème de répartition, applicable depuis le 1^{er} janvier 2007, s'établit comme suit :

<i>Montants bruts exprimés en euros</i>		
Conseil d'Administration	Président	150 000 fixe par an
	Tous les membres	20 000 fixe par an - 1 000 par séance avec présence
Comité Stratégique	Président	25 000 fixe par an
	Tous les membres ⁽¹⁾ et autres administrateurs	1 500 par séance avec présence
Comité des Comptes	Président	25 000 fixe par an ^{(1) (2)}
	Tous les membres	2 000 par séance avec présence ^{(1) (3)}
	Autres administrateurs ⁽¹⁾	1 500 par séance avec présence
Comité des Nominations et des Rémunérations	Président	15 000 fixe par an
	Tous les membres et ⁽¹⁾ autres administrateurs	1 500 par séance avec présence

⁽¹⁾ A compter du 1^{er} janvier 2007.

⁽²⁾ Précédemment fixé à 15 000 euros.

⁽³⁾ Précédemment fixé à 1 500 euros.

Afin d'encourager la participation des administrateurs, qui n'en sont pas membres, aux travaux des Comités, le Conseil a décidé de les faire bénéficier pour chacune des séances de Comités à laquelle ils participeraient d'un jeton de présence fixé à 1 500 euros par séance.

Conformément à la réglementation fiscale applicable, les montants versés aux membres du Conseil d'Administration non-résidents français donnent lieu à une retenue à la source en France. Les règlements sont faits semestriellement, à semestre échu.

3.2 Direction générale

► CONDITIONS DE DETERMINATION

La rémunération du Directeur Général est fixée par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations. Cette proposition vise à assurer une compétitivité vis-à-vis du marché extérieur et le Comité s'appuie, pour formuler ses recommandations, sur des évaluations et des comparaisons externes effectuées périodiquement par des consultants spécialisés.

La rémunération du Directeur Général comprend une partie fixe et une partie variable, plafonnée à 120 % du montant fixe de son salaire. La partie variable de la rémunération due au titre d'un exercice n'est versée que l'année suivante lorsque les éléments de son calcul sont connus après l'arrêté des comptes définitifs du Groupe de l'exercice considéré. Son calcul est exclusivement fondé sur des critères de performance économique arrêtés par le Conseil d'Administration sur recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations. Ces critères sont liés, d'une part, à l'évolution du résultat courant net du Groupe (à hauteur de 60 %), et d'autre part à l'atteinte d'un objectif de cash flow généré par le Groupe pendant l'exercice (à hauteur de 40 %). Par ailleurs, le montant ainsi obtenu est affecté d'un coefficient compris entre 0,8 et 1,2 en fonction de la réalisation d'objectifs spécifiques à l'exercice considéré. L'atteinte de ces objectifs est mesurée et constatée par le Conseil d'Administration.

Il est rappelé que le Directeur Général ne perçoit aucun jeton de présence au titre de son mandat d'Administrateur de la Société.

➤ MONTANT

Le montant total des rémunérations et avantages en nature versés (partie fixe) ou dus (partie variable) par le Groupe au titre de l'exercice 2007 au Directeur Général ressort à un montant brut de 1 357 524 euros, soit :

(en euros)	Exercice 2007 ^(*)	Exercice 2006	Exercice 2005
Partie fixe	630 000	550 000	550 000
Partie variable	724 500	660 000	550 000
Avantages en nature	3 024	3 024	2 454
Total	1 357 524	1 213 024	1 102 454

^(*) Le montant total des rémunérations et avantages en nature effectivement versé au cours de l'exercice 2007 (partie fixe 2007 et partie variable 2006) ressort à 1 293 024 euros.

Par ailleurs, un montant de 755 460 euros (principal et intérêts) antérieurement dû à Gérard Buffière lui a été réglé en février 2007. Ce montant correspond à un plan de bonus exceptionnel dont Gérard Buffière a bénéficié lorsqu'il avait la responsabilité (de 2000 à 2002) de l'ancienne branche Pigments & Additifs du Groupe. Ce plan était fondé sur l'engagement par son bénéficiaire d'un programme d'actions à moyen terme, prioritaires pour l'avenir du Groupe, et dont le succès et la mesure des résultats obtenus ne pouvaient s'apprécier sur une année seulement. Ce plan était arrivé à échéance lorsque Gérard Buffière a été nommé Président du Directoire d'Imerys le 1^{er} janvier 2003.

Les montants ci-dessus comprennent toutes les rémunérations versées ou dues par le Groupe à Gérard Buffière au titre des exercices 2005 à 2007, y compris celles allouées par certaines filiales (notamment à titre de jetons de présence pour la participation à leurs organes sociaux), ainsi que la valeur de tous les avantages en nature perçus au titre des exercices considérés.

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés aux principaux dirigeants du Groupe (Comité Exécutif, y compris le Directeur Général), comptabilisés en charges sur les exercices concernés, est indiqué à la note 34 aux états financiers consolidés.

Le montant des 5 rémunérations les plus élevées versées par la Société au titre de l'exercice 2007 a par ailleurs fait l'objet d'une certification des Commissaires aux comptes.

➤ INDEMNITES ET AUTRES AVANTAGES

■ Indemnité de fin de contrat

Les effets du contrat de travail conclu entre Gérard Buffière et la Société en 1998, qui sont suspendus pendant l'exercice de son mandat de Directeur Général de la Société, reprendront de plein droit à la cessation de ce mandat. Ce contrat prévoyait notamment une indemnité en cas de départ de Gérard Buffière à l'initiative de la Société, égale à deux années de salaire brut, incluant celle due au titre du régime légal et conventionnel généralement applicable. En vue de se conformer aux dispositions de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite « Loi TEPA », du 21 août 2007, ce contrat a été amendé par voie d'avenant, notamment, pour conditionner l'octroi de l'indemnité de fin de contrat à l'initiative de la Société aux critères de performance déterminés par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 13 février 2008. En application des dispositions légales, cette modification constitue un engagement réglementé, communiqué aux Commissaires aux comptes pour l'établissement de leur rapport ([voir paragraphe 2.1 du chapitre 8 du Rapport Annuel](#)), qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale mixte du 30 avril 2008 ([voir paragraphe 1.2 et section 4 du chapitre 8 du Rapport Annuel](#)). En dehors de ces dispositions, la Société n'a pas pris d'autres engagements au bénéfice de Gérard Buffière à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ses actuelles fonctions.

■ Engagements de retraite

Imerys a mis en place à compter de 1985 un régime collectif de retraite supplémentaire à prestations définies pour les principaux cadres dirigeants des sociétés françaises du Groupe qui remplissent les conditions restrictives d'éligibilité requises. La gestion de ce régime est assurée par une compagnie d'assurance externe.

Le montant maximum de la rente viagère pouvant être versé aux bénéficiaires de ce régime à compter de la liquidation de leurs droits à la retraite est calculé pour leur garantir :

- une rente viagère d'un montant brut annuel total (après prise en compte des pensions issues des régimes de retraite obligatoires et complémentaires) de 60 % de leur salaire de référence, ce salaire étant limité à 8 fois le plafond annuel de la Sécurité Sociale française ;
- sous réserve d'un plafond de versement égal à 25 % dudit salaire de référence.

Le Directeur Général ainsi qu'un Administrateur (Jacques Drijard), en raison de sa qualité d'ancien dirigeant du Groupe, figurent parmi les bénéficiaires de ce régime.

Suivant le dernier calcul actuariel réalisé, la valeur actuelle de la part estimée des deux mandataires sociaux précités dans le montant total des engagements du Groupe liés aux services passés de l'ensemble des bénéficiaires de ce régime supplémentaire de retraite s'élève à 1 650 000 euros à fin 2007 (contre 1 990 993 euros à fin 2006).

Ce régime collectif de retraite supplémentaire à prestations définies a été modifié par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 13 février 2008. Les modifications portent, notamment, sur la définition de la catégorie objective des bénéficiaires de ce régime : « tout cadre supérieur ou dirigeant, ayant la qualité de salarié d'Imerys SA et membre du Comité Exécutif, ayant au moins dix ans d'ancienneté au sein du groupe Imerys à la date de liquidation de ses droits à retraite, dont deux années d'appartenance à ce Comité » ; cette catégorie comprend notamment le Directeur Général et le Directeur Général délégué. En conséquence et en application des dispositions légales, ce régime collectif de retraite supplémentaire à prestations définies ainsi que les modifications qui viennent de lui être apportées constituent un engagement réglementé, communiqué aux Commissaires aux comptes pour l'établissement de leur rapport ([voir paragraphe 2.1 du chapitre 8 du Rapport Annuel](#)), qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale mixte du 30 avril 2008 ([voir paragraphe 1.2 et section 4 du chapitre 8 du Rapport Annuel](#)).

4 - OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS IMERYS ^(*)

4.1 Plans d'options en vigueur

➤ CONDITIONS GENERALES DES PLANS D'ATTRIBUTION D'OPTIONS

■ Politique d'attribution

La politique générale d'attribution d'options sur les actions de la Société est arrêtée par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations.

Ses principales caractéristiques sont, en dehors des attributions effectuées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié du Groupe, les suivantes :

- les attributions ont lieu sous la forme d'options de souscription d'actions. Cette forme est jugée préférable à celle des options d'achat d'actions car elle évite à la Société d'immobiliser des capitaux, avant même l'ouverture de la période d'exercice des options, en vue d'acquérir sur le marché le nombre d'actions nécessaire pour répondre aux éventuelles levées d'options ;
- la périodicité des plans est annuelle depuis 1999 et le nombre total d'options attribuées chaque année est modulé en fonction de la performance globale du Groupe ou d'événements particuliers ; l'attribution est traditionnellement effectuée le jour de l'Assemblée annuelle des actionnaires ;
- les personnes bénéficiaires d'options de souscription, ou susceptibles de le devenir, sont les cadres dirigeants du Groupe (Directeur Général, membres du Comité Exécutif, des comités de direction des branches et divisions opérationnelles, principaux responsables fonctionnels du Groupe) et, depuis 2001, les titulaires de postes clés qui leur reportent ainsi que les cadres à très haut potentiel et les salariés qui contribuent de façon remarquable aux performances de la Société.

■ Caractéristiques des options attribuées

Le prix d'exercice des options exclut, depuis 1999, toute décote et est égal à la moyenne des vingt derniers cours d'ouverture de séance de bourse de l'action Imerys ayant précédé la date d'attribution. Cette attribution s'effectue traditionnellement juste après l'Assemblée Générale annuelle.

La durée des options attribuées dans le cadre des plans mis en place depuis mai 2000 est comprise entre 9 ans 1/2 et 10 ans, contre 8 ans pour les options attribuées précédemment.

Les options attribuées depuis 1996 sont définitivement acquises ("vesting") à leurs bénéficiaires (hormis les cas de licenciement, démission ou départ du Groupe du bénéficiaire) à l'expiration de la troisième année suivant la date de leur attribution ou, si elle est antérieure, à la date de départ à la retraite du bénéficiaire après 60 ans (âge de référence introduit dans les plans à partir de 2004), de sa cessation d'activité pour invalidité ou de son décès. La seule exception concerne les attributions effectuées dans le cadre des opérations d'actionnariat salarié où les options sont conditionnées à l'investissement par le salarié en actions Imerys avec un "vesting" immédiat.

■ Conditions d'exercice des options

Les options définitivement acquises par leurs bénéficiaires sont exerçables à tout moment, hormis les cas de décès ou, depuis le plan d'options 2004, les cas de départ du Groupe du bénéficiaire.

^(*) Tous les chiffres indiqués dans la présente section sont exprimés, par souci d'homogénéité, en tenant compte de la division du nominal de l'action Imerys par 4, réalisée le 1^{er} juin 2004.

Toutefois, le bénéficiaire devra assumer l'intégralité des coûts et charges fiscales supplémentaires supportés par le Groupe au cas où la réglementation locale applicable prévoirait une période d'"indisponibilité fiscale" plus longue que 3 ans (fixée à 4 ans en France pour les plans adoptés à compter d'avril 2001).

L'exercice par un bénéficiaire doit respecter certaines quotités minimales d'options (fixée actuellement pour tous les plans adoptés à compter de 1998 à 1 000 options, tout multiple entier de ce nombre ou l'intégralité du nombre d'options à exercer s'il est inférieur à 1 000).

■ Perte ou maintien des options

Les options non exercées à l'expiration de leur durée sont automatiquement annulées.

Le départ du Groupe du bénéficiaire, quelle qu'en soit la cause et y compris en principe la sortie du périmètre du Groupe de la société qui l'emploie, entraîne :

- si ce départ a lieu avant la date de "vesting" des options, leur annulation immédiate ;
- si ce départ a lieu après la date de "vesting" des options et seulement pour les plans adoptés à compter de 2004, l'annulation desdites options en l'absence d'exercice par le bénéficiaire à l'expiration du troisième mois suivant son départ du Groupe (à l'exception toutefois des cas de décès, d'invalidité ou de départ à la retraite du bénéficiaire).

■ Date de jouissance des actions issues de l'exercice d'options

Depuis le 1^{er} janvier 2005, toutes les actions Imerys issues de levées d'options de souscription jouissent dès leur création de l'intégralité des droits attachés aux actions existantes auxquelles elles sont immédiatement assimilées.

En conséquence, les actions nouvelles et anciennes sont cotées auprès d'Euronext Paris sur une même ligne quelle que soit la date d'émission desdites actions. Les actions nouvelles bénéficient des mêmes droits aux dividendes que les actions anciennes, y compris au regard de ceux décidés et versés au cours de leur année de création au titre des résultats de l'année antérieure.

➤ PLAN D'OPTIONS ADOPTE EN 2007

560 000 options de souscription d'actions (contre 640 000 options en 2006), exerçables au prix de 70,51 euros par action, ont été attribuées le 2 mai 2007 à 160 cadres et dirigeants du Groupe résidant en France ou à l'étranger (contre 171 en 2006).

En dehors de celles consenties au Directeur Général, 154 000 options ont été attribuées aux 10 ⁽¹⁾ bénéficiaires du plus grand nombre d'options.

➤ VARIATIONS DU NOMBRE D'OPTIONS EN 2007 ⁽²⁾

Le nombre total d'options de souscription d'actions existantes au 31 décembre 2007 est de 3 103 391, représentant 4,69 % du capital social d'Imerys à cette date après dilution ; leur prix moyen pondéré d'exercice est de 54,32 euros.

Au cours de l'exercice 2007, 42 700 options de souscription d'actions ont été annulées ; 398 779 ont été exercées par 593 bénéficiaires à un prix moyen pondéré de 36,22 euros.

⁽¹⁾ Ce nombre peut être supérieur à dix en raison de l'attribution d'un nombre égal d'options à plusieurs des bénéficiaires concernés.

⁽²⁾ Y inclus au titre des Plans d'Actionnariat Salarié.

4.2 Options attribuées par la Société à ses mandataires sociaux^(*)

► ATTRIBUTIONS EN 2007

Le nombre total d'options de souscription d'actions attribué en 2007 au Directeur Général s'est élevé à 60 000 (contre 90 000 en 2006), soit 0,095 % du capital social d'Imerys au 31 décembre 2007 ; leur prix d'exercice est de 70,51 euros ; la juste valeur de ces options, déterminée selon les normes comptables en vigueur, s'élève à 12,40 euros par option.

Le Conseil d'Administration, en application des recommandations du Comité des Nominations et des Rémunérations, a décidé lors de sa séance du 2 mai 2007 que le Directeur Général sera tenu de conserver au nominatif, jusqu'à la date de cessation de ses fonctions de mandataire social d'Imerys (Directeur Général ou Administrateur), un nombre minimum d'actions Imerys équivalent à 30 % du nombre d'options qu'il viendrait à exercer au titre du Plan Mai 2007.

► DETENTION ET VARIATIONS

Le nombre total d'options de souscription d'actions détenu au 31 décembre 2007 par les mandataires sociaux en fonction à cette date est de 647 735 (contre 587 735 au 31 décembre 2006), soit 1,02 % du capital social d'Imerys à cette date après dilution ; leur prix moyen pondéré d'exercice est de 49,96 euros.

Aucune option de souscription d'actions n'a été exercée par un mandataire social au cours de l'exercice 2007.

^(*) Il est précisé que ces informations concernent uniquement les options consenties par la Société et n'incluent pas en conséquence d'éventuelles options d'achat d'actions Imerys qui pourraient être attribuées à des mandataires sociaux par des actionnaires de contrôle qu'ils représentent.

4.3 Détail des plans d'options en vigueur

Le tableau ci-après donne, dans une présentation synthétique, l'historique, l'état et les principales caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions en vigueur au 31 décembre 2007 :

	Mai 2007	Nov. 2006 ⁽¹⁾	Mai 2006	Mai 2005	Mai 2004	Oct. 2003 ⁽¹⁾	Mai 2003	Oct. 2002 ⁽¹⁾	Mai 2002	Oct. 2001 ⁽¹⁾	Mai 2001	Nov. 2000 ⁽¹⁾	Mai 2000	
ATTRIBUTION INITIALE														
Autorisation : date de l'Assemblée Générale	03/05/05	03/05/05	03/05/05	03/05/05	06/05/02	06/05/02	06/05/02	06/05/02	06/05/02	09/05/00	09/05/00	09/05/00	09/05/00	
Date du Conseil d'Administration / de Surveillance ou du Directoire	02/05/07	07/11/06	02/05/06	03/05/05	03/05/04	21/10/03	05/05/03	21/10/02	06/05/02	19/10/01	09/05/01	06/11/00	09/05/00	
Date d'ouverture de la période d'exercice des options ⁽²⁾	03/05/10	01/02/07	03/05/09	04/05/08	03/05/07	22/10/06	05/05/06	22/10/05	06/05/05	20/10/04	09/05/04	07/11/03	09/05/03	
Date d'expiration des options	01/05/17	06/11/16	01/05/16	02/05/15	02/05/14	21/10/13	05/05/13	21/10/12	05/05/12	19/10/11	08/05/11	06/11/10	31/12/09	
Prix de souscription des actions	70,51 €	66,96 € ⁽³⁾	68,27 €	57,58 €	48,89 €	40,62 €	28,31 €	29,44 €	32,75 €	24,73 €	28,50 €	27,14 €	32,18 €	
Nombre total de bénéficiaires initiaux	160	2 932	171	171	166	925	201	1 474	181	1 416	169	1 961	145	
													Totaux	
Nombre total d'options attribuées dont :	560 000	38 770	640 000	635 000	840 000	37 424	747 720	68 328	652 000	73 784	711 240	72 808	570 520	5 647 594
- à G. Buffière ⁽⁴⁾	60 000	15	90 000	80 000	260 000 ⁽⁵⁾	60	80 000	60	30 000	60	32 000	40	28 500	660 735
- aux dix (ou plus) ⁽⁶⁾ salariés du Groupe auxquels a été consenti le plus grand nombre d'options	154 000	150	157 500	140 000	109 600	360	145 580	720	90 000	n.a	n.a	n.a	n.a	797 910
VARIATION DE L'EXERCICE														
Nombre d'options restant à exercer au 01/01/2007	n.a.	38 770	636 600	600 100	766 700	36 284	453 000	49 608	175 800	37 164	101 920	29 984	58 940	2 984 870
Nombre d'actions souscrites en 2007 dont :	n.a.	145	n.a	n.a	137 800	3 796	138 320	11 978	48 800	8 000	29 140	4 420	16 380	398 779
- par G. Buffière ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- par les dix (ou plus) ⁽⁶⁾ salariés du Groupe ayant exercé le plus grand nombre d'options	-	-	-	-	51 600	-	21 400	60	18 800	-	-	-	-	91 860
Nombre d'options annulées ⁽⁷⁾ en 2007	-	-	(16 900)	(21 400)	(4 400)	-	-	-	-	-	-	-	-	(42 700)
Nombre d'options restant à exercer au 31/12/2007 ⁽⁸⁾	560 000	38 625	619 700	578 700	624 500	32 488	314 680	37 630	127 000	29 164	72 780	25 564	42 560	3 103 391

⁽¹⁾ Plans d'actionnariat salarié.

⁽²⁾ Sans prise en compte d'une éventuelle période d'"indisponibilité fiscale" plus longue, applicable localement.

⁽³⁾ Sauf prix de souscription différent, applicable localement.

⁽⁴⁾ Administrateur, Directeur Général.

⁽⁵⁾ Dont 200 000 acquises en totalité suite à l'atteinte par le Groupe de résultats économiques et financiers au cours des exercices 2004 à 2006.

⁽⁶⁾ Ce nombre peut être supérieur à dix certaines années en raison de l'attribution d'un nombre égal d'options à plusieurs des bénéficiaires concernés.

⁽⁷⁾ A la suite du départ du Groupe des bénéficiaires.

⁽⁸⁾ Après annulation, exercice du nombre cumulé d'options depuis l'adoption du plan concerné, et réintégrations.

5 - ACTIONS GRATUITES

► POLITIQUE D'ATTRIBUTION

Suivant la recommandation favorable émise par le Comité des Nominations et des Rémunérations, le Conseil d'Administration peut procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société. Ces attributions étaient jusqu'ici considérées à titre seulement exceptionnel au profit d'un nombre limité de dirigeants du Groupe (qui ne peut inclure le Directeur Général), chargés de conduire des plans spécifiques d'actions à moyen terme, jugés prioritaires pour l'avenir du Groupe.

Le Comité des Nominations et des Rémunérations examine actuellement, avec l'appui d'un consultant extérieur spécialisé, l'opportunité d'un éventuel élargissement de cette politique d'attribution à un plus grand nombre de bénéficiaires avec, le cas échéant, une substitution partielle aux options de souscription d'actions qui pourraient être consenties à ces bénéficiaires dans le cadre de plans ultérieurs.

Le Conseil pourrait, sur la base des recommandations du Comité des Nominations et des Rémunérations à venir, amender, dès 2008, la politique d'attribution actuelle d'actions gratuites de la Société.

► CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES ACTIONS GRATUITES

■ Acquisition des actions

- Les actions attribuées sont définitivement acquises à l'expiration d'une période qui ne peut être inférieure à deux ans suivant la date de leur attribution, sous réserve de l'atteinte de certains objectifs de performance économique et financière ne pouvant s'apprécier sur une année seulement ; le nombre d'actions définitivement acquises est conditionné, et proportionné, à l'atteinte de ces objectifs.
- Le départ du Groupe du bénéficiaire, quelle qu'en soit la cause, avant l'expiration de la période d'acquisition, lui fait perdre tout droit à l'acquisition définitive des actions gratuites.

■ Conservation des actions acquises

La durée minimale de conservation des actions par les bénéficiaires ne peut être inférieure à deux ans à compter de la date de leur attribution définitive, période à l'issue de laquelle ils peuvent disposer librement de ces actions.

► PLAN D'ACTIONS GRATUITES EN VIGUEUR

Le Conseil d'Administration a fait usage pour la première fois en 2006 de l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 3 mai 2005 d'attribuer des actions gratuites. Au titre du plan approuvé par le Conseil d'Administration le 2 mai 2006, il a été attribué un nombre global de 9 750 actions gratuites à des dirigeants du Groupe, représentant 0,015 % du capital social d'Imerys au 31 décembre 2007, après dilution.

Aucun mandataire social d'Imerys n'a bénéficié d'actions gratuites.

Aucune action gratuite n'a été attribuée au cours de l'exercice 2007.

6 - TRANSACTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ

Le Conseil d'Administration a adopté une Politique de prévention de l'utilisation ou de la communication d'informations privilégiées au sein du groupe Imerys. Adoptée dans sa première version en juillet 2002, cette politique est annexée à la Charte Intérieure du Conseil d'Administration.

Cette politique définit la qualité d'Initié, permanent ou occasionnel ; énonce l'obligation pour la Société d'établir une liste des initiés du Groupe et en fixe les modalités ; rappelle également les règles relatives aux transactions réalisées par les mandataires sociaux sur l'action Imerys ou, le cas échéant, toute autre valeur mobilière émise par le Groupe ou instruments financiers (F.C.P.E. "Imerys Actions", MONEP, warrants, obligations échangeables ...) qui leur sont liés (les "titres Imerys").

Suivant le principe général applicable aux Initiés, qu'ils soient permanents ou occasionnels, tout mandataire social et les personnes qui leur sont liées doivent s'abstenir en cas de détention d'une information privilégiée de réaliser, directement ou indirectement, avant que le public ait connaissance de cette information, toute transaction, y compris à terme, sur des titres Imerys (à l'exception toutefois de la souscription ou de l'achat par exercice d'options).

Cette obligation d'abstention s'étend par ailleurs à toute transaction sur titres Imerys (y compris en couverture), pendant les quinze jours calendaires qui précèdent l'annonce des résultats périodiques (annuels, semestriels ou trimestriels) consolidés du Groupe ou de leur estimé, ainsi que le jour de cette annonce ; elle concerne les mandataires sociaux, mais également d'autres Initiés permanents et occasionnels, tels que les principaux responsables fonctionnels ou opérationnels du Groupe ou salariés participant directement à l'élaboration de ses comptes consolidés qui sont considérés comme exposés de manière régulière ou périodique à la détention d'informations privilégiées, en raison de leurs fonctions et responsabilités. Ces règles interdisent par ailleurs à ces mêmes personnes toute transaction à découvert ou en report (sauf couverture).

Le calendrier annuel des annonces de résultats consolidés du Groupe pour l'année à venir est communiqué aux administrateurs à la fin de l'année précédente ; il est consultable à tout moment sur le site Internet du Groupe, communiqué périodiquement dans la lettre trimestrielle du Directeur Général aux actionnaires et disponible à première demande auprès du Service de Communication Financière du Groupe.

Ces mêmes règles imposent enfin à chacun des mandataires sociaux et, sous leur responsabilité personnelle, aux personnes qui leur sont liées :

- de détenir les actions Imerys qu'ils possèdent sous la forme nominative, soit au nominatif pur auprès de la Société ou de son gestionnaire de titres, soit au nominatif administré auprès d'un intermédiaire (banque, établissement financier ou société de bourse) de leur choix ;
- de déclarer individuellement à l'AMF ainsi qu'au Secrétaire du Conseil d'Administration, dans les cinq jours de bourse suivant leur réalisation, toutes les transactions opérées sur les titres Imerys.

En application des dispositions de l'article 223-26 du Règlement Général de l'AMF, le tableau ci-après présente le récapitulatif des opérations réalisées sur les titres de la Société par les mandataires sociaux et, le cas échéant, les personnes qui leur sont liées, au cours de l'exercice 2007, et publiées sur le site Internet de l'AMF.

Déclarant ou personne liée	Qualité	Nombre d'actions acquises/ souscrites	Prix moyen pondéré d'achat/ de souscription	Nombre d'actions cédées	Prix moyen pondéré de vente
Gérard Buffière	Directeur Général et Administrateur	4 000	54,40€	-	-
Jean Monville ⁽¹⁾	Administrateur	450	61,75€	-	-
Belgian Securities BV	Actionnaire de contrôle ⁽²⁾	154 750	57,03€	-	-
Pargesa Netherlands BV	Actionnaire de contrôle ⁽³⁾	154 750	57,03€	-	-
Total		313 950	57,00€		

⁽¹⁾ Administrateur à compter du 2 mai 2007.

⁽²⁾ Personne liée à Aimery Langlois-Meurinne, Paul Desmarais, Jr. et Thierry de Rudder.

⁽³⁾ Personne liée à Aimery Langlois-Meurinne, Paul Desmarais, Jr. et Jacques Drijard.

pages

264 **1 - Facteurs de risques**

269 **2 - Contrôle interne**

1 - FACTEURS DE RISQUES

1.1 Risques relatifs aux marchés financiers

(VOIR NOTE 26.5 AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES)

1.2 Risques relatifs aux réserves et ressources minérales

Les quantités rapportées aux réserves et ressources minérales sont des estimations de l'importance et de la qualité des gisements fondées sur des paramètres notamment techniques, économiques ou de marché disponibles à un instant donné. En raison de changements non prévisibles dans ces paramètres et de l'incertitude naturellement associée à l'évaluation des ressources, aucune garantie absolue ne peut être donnée quant à l'estimation de ces réserves et ressources.

C'est pourquoi Imerys s'est doté d'un réseau interne d'experts, responsables de l'évaluation des ressources et réserves minérales du Groupe pour chacune de ses divisions ou entités opérationnelles. Ces experts doivent justifier d'une qualification reconnue, d'une expérience géologique d'au moins cinq ans dans le domaine des minéraux et être membres d'une organisation professionnelle reconnue.

Sous la responsabilité du Chef Géologue Groupe, ces experts procèdent une fois par an à une évaluation consolidée des réserves et ressources minérales du Groupe et revoient à cette occasion les droits miniers associés. Ils appliquent les règles fixées par le "Code for Reporting of Mineral Exploration Results, Mineral Resources and Mineral Reserves (Reporting Code)" d'octobre 2001, ce qui permet d'obtenir un reporting homogène et le plus fiable possible des réserves et ressources minérales du Groupe.

Cette évaluation, validée par le Directeur Innovation et Support Business du Groupe, est présentée chaque année au Comité Exécutif. Le processus et les moyens mis en œuvre pour fiabiliser cette évaluation sont examinés par le Comité des Comptes.

Les évaluations sont auditées sur un cycle de 3 ans, soit par des experts indépendants pour les sites miniers principaux du Groupe, soit en interne pour les autres sites. Le processus d'évaluation de certaines des entités les plus significatives du Groupe fait par ailleurs l'objet, depuis 2007, d'une revue fondée sur des questionnaires d'autoévaluation de contrôle interne (voir section 2 du présent chapitre du Rapport Annuel).

L'estimation des réserves et ressources minérales à fin 2007 figure à la [section 3 du chapitre 4 du Rapport Annuel](#).

1.3 Risques relatifs au prix de l'énergie

(VOIR NOTE 26.5 AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES)

1.4 Risques industriels

Comme tous les groupes industriels, les sites de production d'Imerys sont exposés à la survenance d'incidents imprévus (de nature ou origine diverses, tels qu'accidents, catastrophes naturelles, bris de machine, etc.) pouvant entraîner des arrêts temporaires d'exploitation dont certains sont susceptibles d'affecter significativement l'activité des entités opérationnelles.

Le risque de survenance de tels événements et leur incidence éventuelle sur l'activité du Groupe dans son ensemble se trouvent limités par l'ensemble des facteurs et mesures suivants : un nombre et une dispersion géographique de sites industriels de taille souvent modeste dans chacune des divisions opérationnelles ; une politique constante et un montant d'investissement consacré par chacune des divisions à la modernisation et à l'entretien de leur outil industriel ; une politique active de prévention des risques industriels instaurée par le Groupe, intégrant notamment l'élaboration de plans de continuité d'activité et/ou de plans de gestion de crise pour les sites les plus stratégiques et un audit de la sécurisation des accès à chacun des sites.

Par ailleurs, l'impact financier potentiel pouvant résulter d'arrêts temporaires d'exploitation des sites est couvert auprès d'un assureur de réputation et de solidité financière internationalement reconnues dans le cadre d'un programme de couverture des dommages matériels et pertes d'exploitation auquel est associé un programme robuste de prévention des risques (*voir paragraphe 1.11 ci-après*).

Une présentation de la politique du Groupe en matière d'assurance et de couverture de ses risques est effectuée par le Directeur Juridique au Comité des Comptes dans le cadre de son examen annuel des risques auxquels le Groupe est confronté.

1.5 Risques liés à l'environnement, l'hygiène et la sécurité

La plupart des activités industrielles d'exploitation minière et de transformation des minéraux, qui constituent le cœur de métier d'Imerys, peuvent avoir un impact sur leur environnement, même si celui-ci est limité. Par ailleurs, ces activités nécessitent l'exécution quotidienne de tâches qui comportent des risques et qui exigent donc une formation des employés adaptée notamment à l'utilisation de produits chimiques ou d'explosifs, à la conduite d'équipements mobiles lourds et au travail en hauteur.

Aussi, le Groupe dispose d'une Direction centrale de l'Environnement, Hygiène et Sécurité ("EHS") qui a pour mission d'orienter et d'assister les entités opérationnelles et le Groupe dans leurs efforts de développement et de maintien d'un niveau adéquat de protection des personnes (salariés d'Imerys ou tiers), des biens et de l'environnement.

Dans le cadre de sa mission, la Direction EHS effectue par ailleurs un audit des programmes mis en œuvre par ces entités opérationnelles, afin d'en vérifier la conformité avec les réglementations locales et avec les standards de sécurité, d'hygiène et d'environnement internes à Imerys lorsqu'ils sont plus exigeants. Ces standards sont édictés dans des protocoles qui définissent les règles à suivre pour chaque opération identifiée comme pouvant générer un risque en terme d'hygiène, de sécurité ou d'environnement.

La politique EHS prévoit environ 35 audits par an afin de pouvoir vérifier l'ensemble des sites les plus importants du Groupe tous les trois ans. La pertinence de ce plan d'audit et sa bonne application ont été vérifiés par un organisme externe indépendant.

Enfin, un programme de formation interne innovant, les "Universités de la Sécurité Imerys", permet de former les participants à l'évaluation des risques professionnels, à l'utilisation d'outils d'analyse des causes des incidents et aux clés de la réussite d'un programme d'amélioration de la culture sécurité. Ces Universités contribuent au partage des expériences au sein du Groupe et à la constitution de réseaux internes solides et dynamiques en matière de sécurité.

Le Comité Exécutif examine périodiquement les indicateurs de performance EHS et le résultat des audits dans les différentes divisions. Il arrête et suit, le cas échéant, les actions correctives à mettre en place. Par ailleurs, le Comité des Comptes revoit les processus et les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs fixés en matière d'hygiène, sécurité et environnement. Une présentation générale de ces différents points est effectuée au moins une fois par an au Conseil d'Administration.

1.6 Risques liés au transport

➤ TRANSPORT MARITIME

Compte tenu de la dispersion géographique de ses réserves minérales, de ses installations industrielles et des marchés servis ainsi que de la nature de ses produits, le Groupe a largement recours à la voie maritime pour optimiser le coût de ses transports, en vrac ou en container.

Le Groupe estime que sa principale exposition à ce risque concerne le transport maritime de kaolin en vrac en provenance du Brésil ou des Etats-Unis, et les transports au sein du Bassin méditerranéen.

Le transport maritime fait l'objet d'un suivi centralisé au niveau du Groupe ce qui permet d'optimiser les flux et mettre en place dans toutes les divisions les meilleures pratiques en vigueur.

Pour les flux très importants, comme les expéditions au départ du Brésil, le Groupe maintient sa politique de contrat de longue durée, en partenariat avec certains armateurs, ce qui permet de lisser l'impact de la variation des coûts de marché et d'optimiser l'utilisation des bateaux affectés à cette activité.

➤ RISQUES LIES AU TRANSPORT FERROVIAIRE

L'ouverture progressive du marché européen du transport ferroviaire participe à la maîtrise du risque d'inflation des coûts de ce mode de transport.

Les activités du Groupe les plus concernées sont les Pigments pour Papier, les Minéraux pour Carrelage et le Graphite.

D'une manière générale, l'exposition d'Imerys à ce risque est limitée, en raison de la fréquente prise en charge contractuelle par les clients des frais de livraison des produits du Groupe, depuis les usines jusqu'à leur point de destination.

1.7 Risques pays

(VOIR NOTE 37 AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES)

1.8 Risques juridiques - procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage

(VOIR NOTE 25.2 AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES)

Le Groupe est exposé à des risques de contentieux et réclamations survenant dans le cours normal de ses activités. Les réclamations ou contentieux les plus fréquents concernent des allégations de préjudices (personnels ou financiers) mettant en cause la responsabilité des sociétés du Groupe au titre (i) de l'exploitation de leurs activités commerciales ou industrielles (notamment des réclamations de clients concernant la livraison de produits défectueux – le plus souvent couvertes par les programmes d'assurance du Groupe – ou de tiers concernant des troubles de voisinage) ou résultant d'une éventuelle violation de certaines obligations contractuelles, ou encore (ii) du non respect de certaines dispositions légales ou réglementaires applicables en matière sociale, immobilière ou environnementale.

Par ailleurs, Imerys est également tenu à certaines obligations d'indemnisation – ou bénéficie de certains droits à être indemnisé – au titre des garanties de passif accordées dans le cadre des cessions – ou acquisitions – d'actifs intervenues dans le passé.

La Direction Juridique d'Imerys gère, avec l'assistance des avocats locaux qu'elle désigne, l'ensemble des réclamations contentieuses impliquant le Groupe. La synthèse des réclamations les plus significatives est revue avec la Direction Financière et les auditeurs du Groupe à l'issue de chaque semestre. Une présentation résumée en est faite par le Directeur Juridique au Comité des Comptes dans le cadre de son examen annuel des risques auxquels le Groupe est confronté.

Bien qu'il soit impossible de prévoir avec certitude l'issue de tous les litiges et réclamations en instance, leur règlement pris individuellement ou dans son ensemble ne devrait pas – même s'il était défavorable aux sociétés du Groupe concernées – avoir d'incidence significative sur les comptes de la Société ou du Groupe. Le montant provisionné au titre des risques de gestion s'élève à 39,9 millions d'euros au 31 décembre 2007 (45,0 millions d'euros au 31 décembre 2006). Ces provisions ont une échéance probable située entre 2008 et 2012.

Plus généralement, à la date du présent Rapport Annuel, à la connaissance d'Imerys, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage n'est susceptible d'affecter de façon significative l'activité, la situation financière ou le cash flow du Groupe.

1.9 Contrats importants

A la connaissance d'Imerys, en dehors des contrats conclus (i) dans le cadre de la marche normale des affaires, y compris ceux relatifs aux droits d'exploiter les réserves et ressources minières, (ii) au titre des opérations d'acquisition ou de cession d'activités, ou encore des financements mentionnés dans le présent Rapport Annuel :

- il n'existe aucun autre contrat important qui ait été signé par les sociétés du Groupe dans les deux années précédant la date du présent Rapport Annuel et soit encore en vigueur à cette date,
- et qui contiendrait des dispositions conférant une obligation ou un engagement susceptible d'avoir une incidence significative sur l'activité, la situation financière ou le cash flow du Groupe.

1.10 Relations clients fournisseurs

En 2007, les ventes aux 10 principaux clients d'Imerys représentent 18,5 % du chiffre d'affaires du Groupe, aucun d'entre eux n'atteignant individuellement le seuil de 4 %.

Les achats auprès des 10 principaux fournisseurs d'Imerys (y inclus transport et énergie) représentent en 2007 11,8 % du montant total des achats du Groupe, aucun d'entre eux n'atteignant individuellement le seuil de 4 %.

1.11 Assurances et couverture des risques

La politique du Groupe en matière de protection de ses revenus et actifs contre les risques identifiables vise à rechercher sur le marché de l'assurance les solutions les plus adaptées offrant le meilleur équilibre entre leur coût et l'étendue des couvertures proposées.

La couverture des risques majeurs, communs à toutes les activités des divisions opérationnelles, est intégrée quasi exclusivement dans des programmes internationaux d'assurance Groupe de type "Tous Risques Sauf", souscrits sur le marché par Imerys auprès d'assureurs de réputation et de solidité financière internationalement reconnues. Cette intégration permet d'offrir des garanties étendues avec des limites élevées, tout en optimisant le coût. Dans le cadre de la stratégie de croissance externe active menée par le Groupe, il est veillé à ce que les activités acquises soient immédiatement incluses dans les programmes d'assurance Groupe existants, ou bénéficient de conditions de couverture au moins équivalentes, en limitant alors cette intégration aux seuls compléments de couverture offerts par ces programmes Groupe par rapport aux polices locales d'assurance applicables aux activités acquises.

Les sociétés du Groupe recourent également au marché pour couvrir, en utilisant le service des courtiers en charge de la gestion des programmes d'assurance Groupe, les risques spécifiques à certaines de leurs activités ou opérations ponctuelles, ou encore lorsque de telles assurances sont rendues obligatoires par la réglementation locale applicable.

Le Groupe estime bénéficier à ce jour de couvertures d'assurance adéquates, tant dans leur étendue qu'en termes de montants assurés, ou de limites de garanties pour les principaux risques liés à l'exploitation de ses activités dans le monde.

Les deux principaux programmes d'assurance Groupe couvrent les risques de responsabilité civile, ainsi que les dommages matériels et pertes d'exploitation.

➤ RESPONSABILITE CIVILE

Ce programme a pour objet de couvrir la responsabilité délictuelle et contractuelle encourue par le Groupe à l'occasion des dommages corporels, matériels et immatériels, survenant tant en cours d'exploitation qu'après livraison des produits, ainsi que les dommages résultant de pollution accidentelle.

La couverture des activités du Groupe est effectuée en premier lieu par des polices locales émises dans chaque pays (1^{ère} ligne), complétée par une police "Master" émise en France et par une police supplémentaire "Excess" en excédent de la limite de garantie de cette police "Master".

Ces polices "Master" et "Excess" souscrites auprès d'un pool d'assureurs, avec la compagnie XL Insurance comme apéritur, interviennent également en complément de limite et de garantie de plusieurs sous-programmes spécifiques,

notamment en Amérique du Nord, pour couvrir la Responsabilité Civile Automobile et Employeur, et en complément de la police d'assurance obligatoire Responsabilité Civile Employeur émise en Grande-Bretagne.

Le niveau de couverture offert par le Programme Groupe en Responsabilité Civile s'élève, sous réserve des exclusions communément pratiquées sur le marché de l'assurance pour ce type de risques, et des sous-limites appliquées à certains événements dénommés, à 100 millions d'euros par sinistre et par an.

L'actuel Programme Groupe en Responsabilité Civile a son échéance de renouvellement fixée au 31 décembre 2008. Les franchises applicables, qui peuvent varier suivant les polices locales de 1^{ère} ligne, sont en général d'environ 15 000 euros par sinistre en dehors du Canada et des Etats-Unis où elles s'élèvent respectivement à 100 000 et 250 000 dollars américains.

La poursuite des efforts déployés par les divisions en matière de prévention des risques et de contrôle de la qualité de leurs produits a permis de maîtriser le coût de l'assurance en Responsabilité Civile pour la période de renouvellement.

➤ DOMMAGES MATERIELS ET PERTE D'EXPLOITATION

Ce programme a notamment pour objet de couvrir les dommages matériels directs d'origine soudaine et accidentelle atteignant les biens assurés, ainsi que les pertes d'exploitation consécutives ("DDPE").

La couverture des activités du Groupe en DDPE est effectuée par une police "Master" émise en France qui s'applique directement dans la plupart des pays européens et en complément des polices locales émises dans les autres pays.

La hausse significative du montant des primes enregistrée par le Groupe en 2002 et le rehaussement du niveau des franchises applicables, conséquences de la tendance générale des assureurs à durcir leurs conditions de souscription pour la couverture des grands risques industriels, ont conduit Imerys à ne plus transférer aux assureurs que les seuls risques d'intensité. Les risques dits de fréquence sont, depuis le 1^{er} janvier 2002, retenus dans une captive de réassurance, consolidée dans les comptes du Groupe, pour un montant plafonné à 700 000 euros par sinistre et 2 millions d'euros en cumulé annuel.

La police Master offre au Groupe, sous réserve des exclusions communément pratiquées sur le marché de l'assurance pour ce type de risque et des sous-limites appliquées à certains événements dénommés, une garantie en DDPE à hauteur de 120 millions d'euros par sinistre.

L'actuel Programme Groupe DDPE, souscrit auprès de la compagnie FM Global, a été renouvelé le 1^{er} janvier 2007 pour une durée de 3 ans.

La politique renforcée de prévention des risques menée par le Groupe lui a permis de revenir à des taux de primes plus raisonnables et qui reflètent mieux le niveau théorique modeste de risque associé aux activités du Groupe et sa sinistralité moyenne historique.

En confiant, dans un cadre pluriannuel, son programme DDPE à un assureur réputé pour son expertise en matière d'ingénierie de prévention, Imerys entend poursuivre ses efforts accentués de sensibilisation et de protection des risques dans les unités opérationnelles en les inscrivant dans le droit fil de sa démarche plus globale de Développement Durable. La quasi-totalité des sites industriels du Groupe font ainsi l'objet de visites régulières par des ingénieurs de prévention, qui donnent lieu à des recommandations, permettant ainsi à Imerys d'améliorer sa gestion des risques industriels. 84 sites ont ainsi été visités en 2007, et 37 sites sont d'ores et déjà considérés par la compagnie FM Global comme "RHP" (Risque Hautement Protégé). L'objectif du Groupe est de porter la part des sites RHP à 70 % des valeurs assurées.

Depuis 2007, des séminaires de sensibilisation aux risques industriels (incendie, risque électrique, gaz, etc.) sont organisés dans le Groupe, animés par les ingénieurs de prévention de la compagnie d'assurance.

➤ AUTRES RISQUES TRANSVERSAUX ASSURES

Les principaux autres programmes d'assurance Groupe visent à couvrir les risques suivants, communs à toutes les entités juridiques ou à plusieurs branches d'activité du Groupe : responsabilité civile des mandataires sociaux et dirigeants ; assurance de la flotte automobile (Europe et Etats-Unis) ; transport maritime (marine cargo et affrètement) accidents du travail (notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne).

2 - CONTROLE INTERNE

2.1 Rapport du Président du Conseil d'Administration

► INTRODUCTION

■ Le contexte

En application de la loi française de sécurité financière ("LSF") du 1^{er} août 2003 et conformément à l'article L. 225-37 du Code de Commerce, le Président du Conseil d'Administration a établi le 13 février 2008 son rapport rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par Imerys.

Une information détaillée sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et, plus généralement, sur son fonctionnement, figure en [section 1 du chapitre 6 du Rapport Annuel](#) et les principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux figurent en [section 3 du chapitre 6](#). Ces informations doivent être considérées comme faisant partie intégrante du rapport du Président du Conseil d'Administration mentionné ci-dessus.

La partie du rapport présentée ci-après décrit les principales procédures Groupe de contrôle interne ainsi que les travaux effectués en 2007 sur le suivi et l'analyse des dispositifs de contrôle interne dans les entités opérationnelles. Cette partie a été préparée sous la responsabilité du Département de contrôle interne et revue par le Directeur Général qui a confirmé la validité de son contenu. Le rapport a par la suite été communiqué aux Commissaires aux comptes pour discussion avant son adoption définitive par le Président.

■ Les objectifs du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne du groupe Imerys est destiné à garantir que l'ensemble des opérations réalisées en son sein sont conformes aux lois et règlements en vigueur, aux principes de gestion et à la stratégie du Groupe.

Il couvre l'ensemble des sociétés contrôlées entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe.

En assurant ainsi la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne dans l'ensemble des activités du Groupe, Imerys vise à se doter des moyens d'actions nécessaires pour gérer les risques auxquels sont soumises ses activités, assurer la fiabilité et l'intégrité de son information financière et organiser la correcte gestion de ses opérations. Ce dispositif de contrôle interne contribue ainsi à protéger la valeur de l'entreprise pour ses actionnaires et ses salariés et permettre au Groupe d'atteindre les objectifs qu'il se fixe.

Afin de structurer son approche et permettre la qualification de son dispositif, le Groupe s'est appuyé sur le cadre de référence publié en mai 2006 par le Groupe de Place organisé par l'AMF pour définir son référentiel de contrôle interne. Ce référentiel intègre notamment les objectifs et les composantes du cadre de référence.

Toutefois, par essence, un tel dispositif ne peut fournir aucune garantie absolue quant à la maîtrise globale des risques auxquels le Groupe est confronté et à la réalisation de ses objectifs.

■ Les principes du contrôle interne

En cohérence avec les objectifs fixés, le dispositif de contrôle interne d'Imerys repose sur les principes fondateurs suivants :

- une organisation choisie et maîtrisée, intégrant des hommes et des femmes compétents et responsables ;
- une communication interne ciblée ;
- une analyse périodique des risques principaux du Groupe ;
- des activités de contrôle adaptées ;
- une revue régulière des pratiques de contrôle interne dans le Groupe.

► UNE ORGANISATION CHOISIE ET MAÎTRISÉE

■ Le modèle organisationnel

Le contrôle interne d'Imerys s'appuie sur l'organisation opérationnelle et managériale du Groupe, constituée de trois branches, 9 activités, 11 divisions et 25 départements, ainsi que sur les directions fonctionnelles dédiés directement ou indirectement à la maîtrise des risques auxquels le Groupe est exposé.

Le dispositif de contrôle mis en place au sein du Groupe repose sur une structure de gouvernance resserrée qui garantit la transparence et la traçabilité des décisions, tout en préservant les principes de subsidiarité et de décentralisation du management des activités industrielles et commerciales du Groupe considérés comme essentiels à leur gestion optimale. Il requiert une implication forte de la part de chaque responsable opérationnel ou fonctionnel en attendant d'eux qu'ils s'approprient les politiques et procédures définies au niveau du Groupe, contribuent à leur mise en œuvre et à leur respect et complètent leur contenu par des mesures adaptées aux spécificités des activités ou domaines dont ils ont la charge.

Ainsi, la gestion des opérations est encadrée d'une part par les politiques du Groupe et les délégations d'autorité aux responsables opérationnels qui en résultent, et d'autre part, par les contrôles spécifiques exercés par les directions centrales fonctionnelles dans leur domaine de responsabilité et par des audits périodiques réalisés par la Direction de l'Audit Interne. Par ailleurs, le contrôle et le suivi de la gestion opérationnelle des divisions sont effectués continuellement par les responsables de branches, et périodiquement par le Directeur Général et le Directeur Financier au travers des processus budgétaires, des revues trimestrielles de résultat ainsi que des reporting mensuels de gestion dont les principaux éléments et conclusions sont commentés lors des réunions du Comité Exécutif. Les états financiers consolidés sont également revus par le Conseil d'Administration et, pour ceux semestriels et annuels, approuvés par celui-ci après examen du Comité des Comptes.

Les orientations à plus long terme de l'activité des branches ou divisions et les prévisions financières qui en résultent sont formalisées et suivies dans le cadre d'un plan stratégique pluriannuel. Son élaboration est supervisée et contrôlée par le Directeur Général, ses conclusions revues par le Comité Stratégique et présentées pour approbation au Conseil d'Administration.

■ Les acteurs du contrôle interne

• Le Conseil d'Administration et ses comités spécialisés

Le Conseil d'Administration exerce un contrôle permanent sur la gestion du Groupe menée par le Directeur Général. Dans ce cadre, il s'assure notamment de la correcte mise en place des dispositifs de contrôle interne dans le Groupe.

Pour l'assister dans sa mission, trois comités spécialisés ont été constitués en son sein : le Comité Stratégique, le Comité des Nominations et des Rémunérations et le Comité des Comptes. Le Comité Stratégique et le Comité des Comptes ont des responsabilités en matière d'identification et de gestion des risques ainsi qu'en matière de suivi de certains dispositifs de contrôles internes telles que présentées à la [section 1 du chapitre 6 du Rapport Annuel](#). Le Comité des Comptes revoit notamment au moins une fois par an les processus mis en place et les résultats obtenus en matière d'analyse des risques et d'appréciation des dispositifs de contrôle interne.

Ces comités spécialisés exercent leurs activités sous la responsabilité du Conseil d'Administration.

• Le Directeur Général et le Comité Exécutif

Le Directeur Général assure la responsabilité opérationnelle et fonctionnelle de l'ensemble des activités du Groupe pour mettre en œuvre la stratégie arrêtée par le Conseil d'Administration. En particulier, il est responsable de la mise en œuvre effective des dispositifs de contrôle interne au sein du Groupe.

Le Directeur Général est assisté dans sa mission par un Comité Exécutif dont il désigne les membres. Ceux-ci représentent chacune des branches d'activité et principales directions fonctionnelles du Groupe. Par délégation, les membres du Comité Exécutif sont responsables de la mise en place et du suivi des systèmes de contrôle interne sur leur périmètre de responsabilité.

- **Les directions des branches, divisions et départements**

Conformément aux principes de décentralisation opérationnelle du Groupe, les responsables de chaque branche ont la charge et les pouvoirs nécessaires pour organiser, diriger et gérer les activités opérationnelles de la branche concernée en qualité de Directeur Général Adjoint du Groupe, et d'en assurer la délégation dans des conditions similaires aux responsables des divisions et départements composant leur branche.

Chaque branche, division et département privilégie l'organisation la mieux adaptée à ses marchés en tenant compte de leurs caractéristiques commerciales, industrielles ou géographiques propres. Elle est ainsi responsable d'adopter des dispositifs de contrôle interne cohérents d'une part avec son organisation et d'autre part avec les principes et règles du Groupe.

- **Les directions fonctionnelles du Groupe**

Les directions fonctionnelles centrales Finance & Stratégie, Juridique, Ressources Humaines, Recherche & Technologie, Géologie, et Environnement, Hygiène & Sécurité assurent une double mission : organisation et contrôle des opérations du Groupe relevant de leur domaine respectif d'expertise et assistance technique aux branches, divisions et départements dans ces domaines lorsque cela est nécessaire. Ce noyau fonctionnel central, complété des directions fonctionnelles transversales (Innovation, Achats, Systèmes d'Information), permet non seulement de bénéficier des effets d'échelle liés à la taille du Groupe et d'un meilleur partage des compétences, mais également de s'assurer que toutes les opérations relevant de leurs domaines se réalisent dans un cadre de gestion et de contrôle homogène et sécurisé.

La présence des fonctions centrales et leur organisation contribuent significativement aux dispositifs de contrôle interne du Groupe. Les responsables de ces fonctions disposent d'une autorité fonctionnelle sur tous les responsables qui exercent des missions relevant de leur domaine d'expertise dans les branches, les divisions et les départements.

- **La Direction de l'Audit Interne**

La Direction de l'Audit Interne est une fonction d'appui au management, indépendante des activités opérationnelles et fonctionnelles qu'elle contrôle. Pour cela, le Directeur de l'Audit Interne a un double rattachement : il est rattaché hiérarchiquement au Directeur Général du Groupe et fonctionnellement au Comité des Comptes.

La Direction de l'Audit Interne a pour mission de vérifier les dispositifs de contrôle interne du Groupe et de s'assurer qu'ils sont conformes aux principes et aux règles qui les régissent. Elle se doit d'alerter le management sur les défaillances éventuelles de contrôle interne relevées et participe à l'élaboration des recommandations proposées afin de corriger ces défaillances.

Elle a également la responsabilité d'une cellule de conseil interne centré sur la modélisation des processus qui permet notamment d'intégrer les contrôles clés au sein des processus opérationnels et fonctionnels des divisions.

L'organisation de la direction est centralisée avec une équipe de 3 auditeurs à Paris (couverture de l'Europe et de l'Afrique), 1 auditeur basé à Atlanta et 2 auditeurs à Sao Paulo (couverture des Amériques), 1 auditeur basé à Pékin et 2 auditeurs à Shanghai (couverture de l'Asie-Pacifique et couverture globale des systèmes d'information), et 1 consultant interne basé à Paris.

- **Le Département du Contrôle Interne**

Le Département du Contrôle Interne travaille en relation avec la Direction de l'Audit Interne. Il a pour mission de coordonner l'amélioration continue des dispositifs de contrôle interne dans le Groupe. Pour ce faire, il est en charge de trois activités :

- l'analyse des risques ;
- l'administration des politiques et procédures Groupe (incluant leur diffusion dans l'ensemble du Groupe) ;
- la revue globale des pratiques de contrôle interne dans le Groupe.

L'ensemble de ces travaux s'effectue en collaboration avec les directions fonctionnelles du Groupe et les principaux responsables opérationnels de chacune des branches et divisions.

■ Les règles du Groupe

La politique de contrôle interne d'Imerys est formalisée par un certain nombre de chartes (charte du Conseil d'Administration, charte de développement durable, charte environnement, hygiène et sécurité, charte d'audit interne) et de codes (code d'éthique et de conduite des affaires, politique de gouvernement d'entreprise) applicables à l'ensemble du Groupe. Ceux-ci visent à créer un environnement de contrôle favorable, fondé sur des principes solides et une pratique expérimentée du Gouvernement d'Entreprise, ainsi que sur des comportements respectueux des lois et règlements, intègres, éthiques et conformes aux objectifs stratégiques du Groupe.

Par ailleurs, des politiques Groupe ont été définies par les directions fonctionnelles centrales Finance & Stratégie, Juridique, Ressources Humaines, Géologie, Environnement, Hygiène & Sécurité, et Recherche & Technologie et les directions fonctionnelles transversales Innovation, Achats et Systèmes d'Information. Ces directions établissent des politiques Groupe qui définissent l'organisation, les responsabilités, les principes de fonctionnement et de reporting propres au domaine respectif d'expertise dont elles sont responsables pour Imerys. Ce premier corps de règles constitue le cadre de référence dans lequel doivent s'inscrire les activités opérationnelles du Groupe. Il s'applique à l'ensemble des sociétés et activités du Groupe.

Les politiques Groupe sont regroupées dans un recueil appelé le "Blue Book" disponible en ligne sur intranet et accessible à l'ensemble des salariés.

Dans les divisions et départements opérationnels, un second corps de règles définit éventuellement leurs propres principes de fonctionnement et de reporting. Ces modalités sont, dans le respect des politiques Groupe, adaptées à leur propre mode interne d'organisation, à la gestion de leurs activités minières, industrielles et commerciales spécifiques et aux risques particuliers associés. Elles tiennent compte des spécificités relatives aux lois et règlements locaux.

■ Le code d'éthique et de conduite des affaires

Le code d'éthique et de conduite des affaires d'Imerys résume les principes éthiques que le Groupe s'attend à voir respecter par l'ensemble de ses employés, et notamment ses dirigeants, ainsi que par ses sous-traitants, fournisseurs et autres partenaires avec lesquels sont établies d'étroites relations. Il est conçu de façon à ce que chacun adopte dans son travail quotidien une attitude conforme aux législations locales et respecte les principes de responsabilité, d'intégrité, d'équité et d'ouverture qui sont les valeurs du Groupe.

Le code d'éthique et de conduite des affaires d'Imerys définit notamment les règles de conduite à suivre en matière de protection de l'environnement et droits de l'homme, relations avec les communautés locales, traitement des différences et sécurité des employés, règles de confidentialité et prévention des délits d'initiés, protection des actifs du Groupe et conflits d'intérêts, concurrence loyale et paiements et pratiques illicites.

Certains de ces sujets sont détaillés dans trois autres politiques du Groupe qui complètent le code d'éthique et de conduite des affaires : la politique anti-fraude, la politique anti-trust et la politique des relations avec les employés.

Des efforts importants ont été conduits en matière de communication. Le code d'éthique et de conduite des affaires est présenté à l'occasion de nombreux séminaires internes, le journal interne lui consacre très souvent un article et une formation web a été créée aux Etats-Unis sur ce sujet, suivie par l'ensemble des salariés américains en 2007.

■ Les systèmes d'information

L'efficacité des systèmes et outils d'information contribue à la fiabilité et à l'amélioration de la gestion des processus fonctionnels et opérationnels.

La politique du Groupe consiste à intégrer par ses outils informatiques de gestion ("ERP") la portion la plus importante possible de la chaîne de valeur (notamment les ventes, la distribution, les achats, les stocks, les immobilisations, la production, la chaîne logistique, la finance). Imerys s'efforce d'utiliser les systèmes de contrôle intégrés aux ERP de manière à assurer un niveau de contrôle optimal tout en satisfaisant aux exigences propres à la meilleure conduite de ses activités opérationnelles. Cette utilisation est vérifiée régulièrement dans le cadre des missions spécialisées de la Direction de l'Audit Interne dans le domaine informatique.

Imerys est organisé autour d'un petit nombre d'ERP, sélectionnés par le Groupe pour tenir compte de la taille des opérations et des zones géographiques où ils doivent être déployés, afin de permettre à la fois des synergies en matière de support et de maintenance et un degré d'homogénéisation satisfaisant. Le logiciel de consolidation et de reporting des informations comptables et financières est déployé dans toutes les entités du Groupe et puise les données nécessaires dans les modules financiers des ERP dont ces entités disposent.

Par ailleurs, des outils de consolidation et de suivi des données non financières les plus importantes ont été mis en place dans l'ensemble du Groupe. Ils permettent, suivant le cas :

- d'obtenir une meilleure vision sur la performance des différentes activités du Groupe, de prévenir ou remédier à d'éventuelles difficultés ainsi que d'encourager et mesurer les progrès (exemples : consolidation et reporting des indicateurs représentatifs en matière de gestion des ressources humaines et en matière de gestion de l'environnement, l'hygiène ou la sécurité) ;
- de fiabiliser la gestion de certaines données et contribuer au suivi de leur conformité au regard des obligations légales ou réglementaires applicables et des règles du Groupe (exemples : consolidation et reporting des informations juridiques et administratives relatives aux filiales et participations du Groupe et à leurs mandataires sociaux ; gestion des comptes bancaires et des flux de trésorerie intra-groupe).

■ Les principes de gestion des Ressources Humaines

La gestion des Ressources Humaines s'inscrit dans le dispositif de contrôle interne d'Imerys en permettant au Groupe de s'assurer que ses salariés ont un niveau de compétence approprié au regard des responsabilités qui leur sont confiées, qu'ils sont conscients de ces responsabilités et de leurs limites, et qu'ils sont informés et respectueux des règles du Groupe.

A ce titre, un ensemble de règles a été élaboré pour assurer la conformité des décisions prises aux lois et conventions applicables, contrôler l'intégrité des processus de fixation et de règlement des salaires, superviser la mise en place des avantages sociaux, recueillir et traiter les informations. D'autres politiques ressources humaines ont par ailleurs été élaborées et couvrent les domaines tels que les relations avec les employés, les relations industrielles, le développement organisationnel, la mobilité internationale, la gestion de crise.

• Le recrutement et le développement

Pour soutenir sa croissance, le Groupe recrute dans tous les pays et toutes les fonctions. Afin d'assurer la cohérence et la pertinence de ces recrutements, la Direction des Ressources Humaines Groupe définit des standards et vérifie les pratiques. En outre, aucun cadre dirigeant ne peut être recruté sans l'implication de la Direction des Ressources Humaines Groupe et, le cas échéant, des directions fonctionnelles concernées.

La procédure de développement des carrières comporte deux volets : le P.A.D. ("Performance Appraisal and Career Development"), au travers duquel des objectifs individuels sont fixés et les réalisations annuelles évaluées ; l'O.P.R. ("Organisation and People Review"), dans le cadre duquel les situations individuelles (notamment l'identification de hauts potentiels ou de performances exceptionnelles, ...), les plans de succession et certaines questions organisationnelles clés sont examinés.

• Les rémunérations

La revue des rémunérations est effectuée annuellement. Elle porte notamment sur le salaire de base et les bonus individuels. Cette révision des rémunérations s'effectue suivant une politique globale visant à renforcer leur compétitivité, leur cohérence et leur évolution au sein du Groupe. Elle s'appuie sur une classification internationale des fonctions des principaux responsables opérationnels et fonctionnels d'Imerys. Par ailleurs, les pratiques de bonus en vigueur dans le Groupe sont désormais homogènes et reposent notamment sur des critères comparables en valeur et en nature.

► UNE COMMUNICATION INTERNE CIBLEE

La communication interne est organisée autour d'un service central intégré à la Direction des Ressources Humaines du Groupe et d'un réseau de correspondants locaux dans les divisions opérationnelles. Sa mission est d'assurer l'intégration de chacun dans les activités du Groupe et construire une identité collective fondée sur sa diversité.

L'objectif poursuivi est triple :

- informer l'ensemble des salariés du Groupe ;
- partager les expériences afin de favoriser la diffusion de bonnes pratiques, y compris en matière de dispositifs de contrôle interne ;
- être à l'écoute du personnel, en particulier dans les activités opérationnelles à travers le réseau des correspondants locaux.

Pour favoriser l'atteinte de ces objectifs, des outils d'aide à la communication existent au sein du Groupe. Le journal interne "Imerys News" ou l'intranet "Scoopier" présentent les orientations générales d'Imerys, sa stratégie, son organisation, ses activités. D'autres outils, tels que l'intranet "Blue Book", permettent la diffusion des politiques et procédures Groupe. Imerys s'efforce par ailleurs de donner à chacun des managers recrutés au sein du Groupe une vision d'ensemble de celui-ci, notamment de son organisation, de ses principaux métiers et de sa stratégie. Des "Welcome sessions" réunissant tous les ans une centaine de nouveaux arrivants participent à cet effort.

► UNE ANALYSE PERIODIQUE DES RISQUES PRINCIPAUX DU GROUPE

■ Les objectifs

L'analyse des risques permet à Imerys d'identifier les événements qui représentent une menace majeure au regard de l'atteinte de ses objectifs stratégiques et financiers et de la conformité aux lois et réglementations locales.

Grâce à un processus structuré qui doit permettre d'appréhender les principaux risques du Groupe et de les analyser, Imerys est en mesure d'apprécier l'adéquation des dispositifs de contrôle interne existants, de mettre en place des plans d'action pertinents de façon à en améliorer l'efficacité et, plus généralement, d'accroître la protection de la valeur du Groupe dans le respect de la conformité aux lois et règlements applicables.

■ L'organisation

Le processus d'analyse des risques a été redéfini en 2006. Il est dorénavant structuré de la manière suivante :

- chaque responsable fonctionnel et opérationnel se doit d'adopter dans le cadre de ses fonctions une démarche permanente d'identification, d'analyse et de gestion des risques dans ses domaines de responsabilité. L'identification et la gestion de ces risques sont périodiquement revues et discutées par le Directeur Général et le Directeur Financier dans le cadre du processus budgétaire, des revues trimestrielles de résultat ainsi que des reporting mensuels de gestion.
- par ailleurs, le Groupe s'est engagé dans un processus formalisé et récurrent d'analyse de ses principaux risques à travers la réalisation d'une cartographie des risques. Cette démarche a été initiée dès 2003 au niveau du top management et a été élargie en 2006 au niveau de chacune des divisions, niveau considéré comme celui le plus approprié à la structure managériale et opérationnelle d'Imerys. Les résultats sont revus et approuvés par le Comité Exécutif du Groupe. Au vu des résultats, de nouvelles actions sont définies pour renforcer le niveau de maîtrise par le Groupe de certains des risques identifiés. Cette cartographie des risques fait l'objet dorénavant d'une mise à jour régulière sur la base d'une revue par les responsables des fonctions centrales et/ou les principaux acteurs opérationnels du Groupe.

Le processus d'analyse des risques du Groupe est supervisé par le Conseil d'Administration d'Imerys. Il a confié à deux de ses Comités spécialisés, le Comité Stratégique et le Comité des Comptes, l'examen des questions relatives à l'analyse et au suivi par le Directeur Général des risques majeurs qui relèvent de leur domaine respectif de compétence. Ces Comités rendent compte régulièrement au Conseil d'Administration des travaux effectués sur le sujet et de leurs résultats.

■ Les risques majeurs

La nature des principaux risques du Groupe, les méthodes de gestion et de contrôle sont détaillées [à la section 1 du chapitre 7 du Rapport Annuel](#).

➤ DES ACTIVITES DE CONTROLE ADAPTEES

■ Les activités de contrôle opérationnelles et fonctionnelles

Les activités de contrôle sont des contrôles mis en œuvre pour s'assurer que les risques liés à un processus opérationnel ou fonctionnel donné sont correctement couverts. Au sein d'Imerys, les activités de contrôle sont adaptées aux objectifs fixés et aux risques inhérents à chaque processus.

Les politiques Groupe ([voir la partie "Organisation " ci-dessus](#)) constituent les règles structurantes de l'environnement de contrôle du Groupe. Les procédures Groupe qui en découlent, et en particulier celles relatives à la fiabilité de l'information comptable et financière, décrivent de façon détaillée les activités de contrôle requises.

■ Les activités de contrôle relatives à la fiabilité de l'information comptable et financière

Le dispositif de contrôle et les procédures de production de l'information comptable et financière sont uniformes à l'intérieur du Groupe. Ce dispositif est constitué d'une organisation comptable transversale au Groupe, de normes comptables homogènes, d'un système de reporting consolidé unique et d'un contrôle qualité de l'information financière et comptable produite.

• L'organisation de la fonction comptable et financière

Les opérations comptables et financières sont pilotées par la Direction Financière du Groupe. Son organisation centrale comporte :

- une fonction comptable et consolidation, qui a la responsabilité d'assurer la préparation et la présentation des états financiers de la société Imerys et des états consolidés du Groupe ;
- une fonction contrôle de gestion et contrôle budgétaire, qui a la responsabilité d'assurer la préparation et la compilation des données du budget et des reporting mensuels de gestion du Groupe ainsi que l'analyse des performances des opérations par rapport aux objectifs budgétaires et aux périodes comparables de l'année antérieure ;
- une fonction trésorerie et financement, qui a notamment la responsabilité d'assurer la préparation et la consolidation des données relatives à la dette financière et au résultat financier du Groupe. Ses principales missions sont détaillées au chapitre 3 du Rapport Annuel, en Annexe aux Comptes consolidés, notamment la gestion centralisée et l'optimisation des dettes et ressources financières du Groupe ainsi que la gestion du risque de taux d'intérêt et du taux de change ;
- une fonction fiscalité, qui a notamment en charge le suivi des consolidations fiscales effectuées au sein du Groupe ainsi que l'estimation du montant des impôts qui en résultent et qui contrôle leur cohérence d'ensemble.

En raison de l'organisation décentralisée des fonctions comptables et financières, le contrôleur financier de chaque branche, chaque division et chaque département exerce un rôle clé. Il est notamment chargé de veiller sur le terrain, sur son domaine de responsabilité, à la bonne application des procédures de contrôle interne comptable et financier. Chaque contrôleur est rattaché au responsable de l'entité opérationnelle concernée, mais reporte également fonctionnellement à la Direction Financière du Groupe.

• Le référentiel comptable

Les règles générales décrites dans le " Blue Book " sont applicables à toutes les entités opérationnelles et juridiques du Groupe. Elles incluent :

- un rappel des principes et prescriptions comptables générales à respecter ;
- un plan de comptes détaillé ;
- une définition des méthodes comptables du Groupe applicables pour les postes et/ou les opérations les plus significatives ;
- des procédures de contrôle pour les catégories de comptes les plus importantes, et notamment les principaux rapprochements comptables à effectuer pour contrôler l'information produite ;
- les documents standards utiles pour réaliser ces contrôles.

Ces documents sont mis à jour régulièrement à chaque modification ou application de nouvelles normes comptables, sous la responsabilité du Département Reporting et Consolidation Groupe.

- **Le budget annuel et le reporting de gestion**

Chaque année, Imerys met en œuvre un processus budgétaire et de reporting mensuel pour toutes les entités du Groupe afin de disposer d'un outil de pilotage et d'informations de gestion fiables et homogènes. La concordance entre les informations de gestion issues du reporting et les données comptables constitue le principe clé de contrôle visant à fiabiliser l'information comptable et financière.

La procédure de préparation du budget d'Imerys repose sur l'implication d'équipes pluridisciplinaires dans chaque branche et division et sur le contrôle de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des méthodes, effectué par le Département Reporting et Consolidation Groupe.

Le système de reporting permet de suivre mensuellement avec précision les résultats (compte de résultat et cash flow) et les éléments financiers des branches, divisions et départements et de les comparer avec le budget et les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent. Les indicateurs de gestion sont commentés par les responsables opérationnels locaux et les principales variations sont analysées par le Département Reporting et Consolidation Groupe.

- **Le processus de consolidation**

Un système de consolidation comptable unique traite l'ensemble des informations en provenance de chacune des entités opérationnelles et juridiques du Groupe.

Pour assurer la qualité et la fiabilité de ses informations financières, Imerys s'est doté d'un système de reporting unifié "Magnitude" permettant à la fois la remontée des informations de gestion et la production des états financiers consolidés. Ce système est déployé dans toutes les entités du Groupe. Il est alimenté par les données comptables locales, soit par interface, en puisant les données nécessaires dans les modules financiers des ERP dont ces entités disposent, soit par saisie manuelle.

Un planning détaillé est élaboré pour les clôtures comptables annuelles et intermédiaires (trimestrielles et semestrielles).

- **La revue des résultats**

Le Comité Exécutif examine chaque mois les synthèses les plus récentes ressortant du reporting de gestion, analyse les variations importantes par rapport à l'année précédente ou au budget ; il arrête et suit la mise en œuvre d'actions correctrices lorsqu'il le juge nécessaire.

Par ailleurs, une revue des résultats est effectuée à l'occasion de réunions trimestrielles au cours desquelles les responsables de branches, divisions et départements présentent leurs résultats au Directeur Général et au Directeur Financier. La synthèse de chacune de ces revues est également présentée au Comité Stratégique.

Enfin, une revue systématique des états financiers consolidés est effectuée par le Directeur Général, assisté de son Comité Exécutif. Ces états sont également revus par le Conseil d'Administration et, pour ceux semestriels et annuels, approuvés par celui-ci après examen de son Comité des Comptes.

➤ LA REVUE DES DISPOSITIFS DE CONTROLE INTERNE

Les processus de revue mis en place au sein d'Imerys permettent de s'assurer régulièrement de la qualité et de l'efficacité de ses contrôles internes et d'initier des actions d'amélioration si nécessaire.

Au-delà des contrôles effectués de façon continue par le management opérationnel et fonctionnel, les contrôles internes sont revus dans le cadre de deux processus Groupe complémentaires.

■ L'audit des pratiques de contrôle interne dans les entités

La Direction de l'Audit Interne a une double mission : vérifier les dispositifs de contrôle interne dans les entités opérationnelles et s'assurer qu'ils sont conformes aux principes et aux règles définis par le Groupe ; couvrir les risques et enjeux opérationnels et stratégiques pour le Groupe.

L'audit interne visite l'ensemble de ces entités selon un cycle d'audit de 3 à 5 ans en moyenne, selon le caractère critique et significatif des entités. Le plan d'audit est validé annuellement par le Comité des Comptes et peut être modifié en fonction des circonstances.

Les rapports d'audit sont transmis au Directeur Général et aux principaux responsables fonctionnels et opérationnels intéressés. Un rapport complet d'activité de la Direction de l'Audit Interne est présenté et débattu chaque semestre au Comité des Comptes, en présence des Commissaires aux comptes. A cette occasion, une copie de tous les rapports d'audit établis est remise aux participants.

■ La revue globale des systèmes de contrôle interne dans le Groupe

Imerys s'est engagé dans une démarche d'amélioration continue de l'efficacité de ses systèmes de contrôle interne. La mise en œuvre de cette démarche est pilotée par le Département du Contrôle Interne et les travaux sont réalisés en coordination avec les responsables des organisations opérationnelles et fonctionnelles concernées du Groupe. Cette démarche structurée et formalisée est fondée sur des questionnaires détaillés d'autoévaluation. Elle a pour objectif d'analyser les dispositifs de contrôle interne existants au sein du Groupe, au regard notamment de la matérialité des risques auxquels ils sont rattachés.

Cette démarche est structurée en cinq étapes principales :

- identification préalable des processus opérationnels et fonctionnels clefs de l'organisation au regard notamment de ses risques majeurs ;
- identification des points de contrôle indispensables à la maîtrise des risques de ces processus ;
- évaluation de ces contrôles par les principaux responsables de processus ;
- identification des éventuelles défaillances de contrôles internes ;
- consolidation des résultats obtenus, définition et mise en œuvre des actions potentielles d'amélioration ou de correction nécessaires.

Un outil informatique permet de consolider, traiter et synthétiser l'ensemble des informations issues de ces différentes étapes.

L'année 2006 avait été une année pilote consacrée à l'élaboration des méthodes et outils d'analyse des dispositifs de contrôle interne. Un premier test avait conduit à analyser le dispositif de contrôle associé à trois sous-processus pilotes dans les principales entités opérationnelles de quatre divisions du Groupe.

En 2007, Imerys a initié sa première revue des dispositifs de contrôle interne pour cinq processus significatifs du Groupe (Achats, Investissement, Gestion des actifs immobilisés, Exploitation Minière et Trésorerie) dans huit de ses principales entités contribuant à plus de 20 % du chiffre d'affaires consolidé.

D'ici 2010, Imerys a pour objectif de couvrir dans ses principales entités l'ensemble des principaux processus opérationnels et fonctionnels pouvant générer des risques matériels pour le Groupe.

Les résultats des autoévaluations sont validés par les contrôleurs et directeurs généraux de division. Ils sont revus et discutés avec le Département du Contrôle Interne pour assurer la cohérence des réponses et la pertinence des évaluations. Les résultats finaux sont présentés annuellement au Comité Exécutif du Groupe ainsi qu'au Comité des Comptes.

En 2008, la Direction de l'Audit Interne intégrera dans son programme d'audit une validation des questionnaires de contrôle interne pour les entités auditées ayant réalisé une autoévaluation de leurs pratiques de contrôle interne.

2.2 Rapport des Commissaires aux comptes

Etabli en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Imerys pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Exercice clos le 31 décembre 2007

ERNST & YOUNG Audit

Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris - La Défense Cedex

Deloitte & Associés

185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Imerys et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit
Jean-Roch VARON

Deloitte & Associés
Nicholas L.E. ROLT

pages

280 **1 - Présentation par le Conseil d'Administration des résolutions**

284 **2 - Rapports des Commissaires aux comptes**

289 **3 - Ordre du jour**

290 **4 - Projets de résolution**

1 - PRESENTATION DES RESOLUTIONS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'ensemble des résolutions que le Conseil d'Administration a arrêté en sa séance du 13 février 2008, et qu'il vous est proposé d'adopter, relève, pour les résolutions 1 à 12 et 15 de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire, et pour les résolutions 13 et 14 de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

1.1 Exercice 2007 – Comptes annuels et affectation du résultat

(trois résolutions relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)

Nous soumettons en premier lieu à votre approbation les comptes annuels de la Société (*première résolution*) ainsi que les comptes consolidés du Groupe (*deuxième résolution*) pour l'exercice 2007.

La présentation de ces comptes, l'exposé de la situation financière, de l'activité et des résultats du Groupe et de la Société au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les diverses informations prescrites par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, figurent au chapitre 3 du Rapport Annuel auquel nous vous prions de bien vouloir vous référer.

Vous êtes ensuite appelés à statuer sur l'affectation du résultat de la Société pour l'exercice 2007 (*troisième résolution*).

Le résultat net de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à 50 239 677,57 euros, auquel nous vous proposons d'ajouter le report à nouveau figurant au bilan de 419 498 632,61 euros, afin de former un total distribuable de 469 738 310,18 euros.

Nous vous proposons d'affecter ce montant au versement d'un dividende unitaire de 1,90 euro par action pour les 63 126 856 actions composant le capital de la Société au 1^{er} janvier 2008 (*voir paragraphe 2.1 du chapitre 5 du Rapport Annuel*) et d'affecter le solde au compte "Report à nouveau". Nous vous demandons également de bien vouloir autoriser le Conseil d'Administration à prélever sur le compte "Report à nouveau" les sommes nécessaires au paiement du dividende attaché aux actions qui auront été créées à la suite de l'exercice d'options de souscription d'actions entre le 1^{er} janvier 2008 et la date de mise en paiement du dividende.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 13 mai 2008.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que la totalité du dividende proposé au titre de l'exercice 2007 est éligible à la réfaction de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévue à l'article 158-3 du Code Général des Impôts. Toutefois, conformément aux nouvelles dispositions fiscales en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France ont la possibilité d'opter, préalablement à la date de versement du dividende, pour le prélèvement forfaitaire libératoire de 18 % du montant brut de ce dividende.

Nous vous rappelons également que le montant du dividende par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents a été le suivant (en tenant compte de la division par 4 du nominal de l'action Imerys) :

	2006	2005	2004
Dividende net par action	1,80 € ^(*)	1,65 € ^(*)	1,50 € ^(**)
Nombre d'actions rémunérées	63 443 658	63 529 260	63 307 376

^(*) dividende éligible à la réfaction de 40 %.

^(**) dividende éligible à l'avoir fiscal de 50 %.

Avec un montant net de 1,90 euro par action, la hausse de la distribution de dividende par action proposée cette année est de 5,60 %.

1.2 Conventions et engagements réglementés

(trois résolutions relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)

Vous êtes également appelés à statuer sur les conventions et engagements réglementés soumis aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, applicables aux sociétés anonymes à Conseil d'Administration et qui font l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes. A ce titre, nous vous demandons de bien vouloir approuver d'une part, les conventions et engagements réglementés autorisés et conclus, le cas échéant, au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2007 (*quatrième résolution*) et d'autre part, en application de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, les engagements réglementés pris par la Société au bénéfice de mandataires sociaux, présentés ci-après :

- le régime collectif de retraite supplémentaire à prestations définies dont bénéficient M. Gérard Buffière, Directeur Général et Administrateur, et M. Jérôme Pecresse, Directeur Général délégué, ainsi que les modifications apportées à ce régime, telles qu'autorisées par le Conseil d'Administration en sa séance du 13 février 2008 (*cinquième résolution*) (*voir paragraphe 3.2 du chapitre 6 du Rapport Annuel*) ;
- les modifications apportées au contrat de travail de M. Gérard Buffière, autorisées par le Conseil d'Administration en sa séance du 13 février 2008, qui prévoit, notamment, les critères de performance conditionnant l'octroi d'une indemnité de départ à lui verser en cas de rupture de ce contrat à l'initiative de la Société (*sixième résolution*)

L'ensemble des conventions et engagements réglementés indiqués ci-avant, fait l'objet d'une présentation détaillée dans le Rapport spécial des Commissaires aux comptes auquel nous vous remercions de bien vouloir vous référer (*voir paragraphe 2.1 du présent chapitre du Rapport Annuel*).

1.3 Composition du Conseil d'Administration

(cinq résolutions relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)

Un deuxième ensemble de résolutions concerne la composition du Conseil d'Administration. Les informations relatives aux pouvoirs du Conseil et de ses Comités spécialisés, leur composition actuelle ainsi que les changements intervenus en 2007, à leur fonctionnement et activité au cours de l'exercice écoulé ainsi qu'à l'indépendance de leurs membres, les renseignements personnels les concernant, leurs principales activités et mandats sociaux, figurent dans le chapitre 6 du Rapport Annuel consacré au Gouvernement d'Entreprise auquel vous êtes invités à vous référer.

Le mandat des administrateurs est d'une durée de trois ans, le renouvellement intervenant à raison d'un tiers tous les ans.

Viennent donc à échéance à l'issue de la présente Assemblée, les mandats de MM. Aimery Langlois-Meurinne, Gérard Buffière, Aldo Cardoso, Maximilien de Limburg Stirum et Jacques Veyrat.

Suivant les recommandations du Comité des Nominations et des Rémunérations, il vous est proposé de renouveler l'ensemble de ces mandats pour la durée statutaire de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2011 sur la gestion et les comptes de l'exercice 2010 (*septième à onzième résolutions*).

Conformément aux principes retenus par la Société quant à la qualification d'indépendance de ses administrateurs, et après examen de leur situation personnelle, le Comité des Nominations et des Rémunérations a reconnu l'"indépendance" de MM. Cardoso et Veyrat. Cette qualité n'est en revanche pas conférée à MM. Langlois-Meurinne et de Limburg Stirum en tant que représentants des actionnaires de contrôle de la Société, ni à M. Buffière en sa qualité de dirigeant de la Société.

A l'issue de l'Assemblée Générale du 30 avril 2008, et sous réserve de son approbation des renouvellements proposés, le Conseil d'Administration sera en conséquence composé comme suit :

<i>Année de fin de mandat</i>	<i>Nom</i>	<i>Membre indépendant</i>
2009	Jacques DRIJARD	Non
	Jocelyn LEFEBVRE	Non
	Eric Le MOYNE de SERIGNY	Oui
	Gilbert MILAN	Oui
2010	Paul DESMARAIS, Jr.	Non
	Jean MONVILLE	Oui
	Grégoire OLIVIER	Oui
	Robert PEUGEOT	Oui
	Thierry de RUDDER	Non
2011	Aimery LANGLOIS-MEURINNE	Non
	Gérard BUFFIERE	Non
	Aldo CARDOSO	Oui
	Maximilien de LIMBURG STIRUM	Non
	Jacques VEYRAT	Oui

1.4 Programme de rachat d'actions

(une résolution relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)

L'autorisation de racheter sur le marché des actions de la Société, donnée précédemment au Conseil d'Administration pour une durée de dix-huit mois par l'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007, viendra à échéance avant l'Assemblée Générale annuelle de 2009, il vous est donc proposé de la renouveler dès à présent conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et 241-1 à 241-6 du Règlement Général de l'AMF (*douzième résolution*). Pour plus d'informations concernant la mise en œuvre en 2007 par la Société de ses programmes de rachat d'actions, nous vous invitons à vous reporter au paragraphe 2.4. du Chapitre 5 du Rapport Annuel. Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles précités, le descriptif du nouveau programme soumis à votre approbation sera disponible sur le site Internet de la Société (<http://www.imerys.com>, rubrique "Le Groupe / Publications & Information Réglementée") ainsi que sur le site Internet de l'AMF (<http://www.amf-france.org>).

Il est rappelé que la nouvelle autorisation sollicitée a pour but de permettre l'achat par la Société de ses propres actions en vue de :

- l'animation du marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- la participation des salariés à des plans d'actionnariat mis en place par la Société ou l'attribution aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés de son Groupe d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites ;
- la remise ou l'échange d'actions, en particulier à l'occasion d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ou dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- l'annulation des actions ainsi acquises ainsi que, le cas échéant, celles acquises dans le cadre d'autorisations de rachat d'actions antérieures.

1.5 Options de souscription ou d'achat d'actions et attributions d'actions gratuites de la Société

(deux résolutions relevant de la partie extraordinaire de l'Assemblée Générale)

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de consentir au profit de salariés ou mandataires sociaux du Groupe, des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société (*treizième résolution*). Il est précisé que le prix de souscription ou d'achat des actions par les bénéficiaires serait déterminé le jour où les options seraient octroyées, dans les limites et conditions prévues par la réglementation en vigueur au jour de leur octroi.

Il vous est également proposé de renouveler au profit du Conseil d'Administration l'autorisation de procéder à l'attribution gratuite d'actions au profit de salariés ou mandataires sociaux du Groupe (*quatorzième résolution*). La période minimale au delà de laquelle lesdites actions seraient définitivement acquises par les bénéficiaires, ainsi que leur durée minimale de conservation, seraient celles prévues par la réglementation en vigueur au jour de leur attribution (fixées actuellement et respectivement à deux années).

Compte tenu de l'accroissement du périmètre du Groupe, le montant nominal maximum global des actions susceptibles de faire l'objet soit d'options de souscription ou d'achat, soit d'attributions gratuites, serait porté à 7,4 millions d'euros représentant un nombre maximum d'actions de 3,7 millions.

Ces autorisations seraient consenties pour une durée de 38 mois à compter du jour de l'Assemblée et se substitueraient aux précédentes autorisations en pareille matière qui seraient ainsi privées d'effet.

Il est précisé que le Comité des Nominations et des Rémunérations examine actuellement avec l'appui d'un consultant extérieur spécialisé, l'opportunité d'attribuer des actions gratuites à un nombre plus élevé de bénéficiaires, et, le cas échéant, de substituer partiellement ces attributions d'actions gratuites à l'octroi d'options de souscription d'actions. Le Conseil d'Administration pourrait donc, sur la base des recommandations qui lui seront faites par le Comité des Nominations et des Rémunérations, modifier, au cours de l'exercice 2008, sa politique d'attributions d'actions gratuites.

2 - RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST & YOUNG Audit

représenté par Jean-Roch Varon
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense Cedex
*nommé pour la première fois
par l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 1986*

Deloitte & Associés

représenté par Nicholas L.E. Rolt
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
*nommé pour la première fois
par l'Assemblée Générale Mixte du 5 mai 2003*

2.1 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

➤ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE ET JUSQU'AU 13 FEVRIER 2008

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

■ Régime collectif de retraite à prestations définies et ses modifications :

Les personnes concernées sont :

- M. Gérard Buffière, directeur général et administrateur.
- M. Jérôme Pecresse, directeur général délégué.

Votre société a mis en place, en 1985, un régime collectif de retraite à prestations définies dont bénéficient notamment aujourd'hui MM. Gérard Buffière et Jérôme Pecresse.

Le montant maximum de la rente viagère pouvant être versé aux bénéficiaires de ce régime à compter de la liquidation de leurs droits à la retraite est calculé pour leur garantir :

- une rente viagère d'un montant brut annuel total (après prise en compte des pensions issues des régimes de retraite obligatoires et complémentaires) de 60 % de leur salaire de référence, ce salaire étant limité à 8 fois le plafond annuel de la Sécurité Sociale française ;
- dans la limite d'un plafond de versement annuel égal à 25 % dudit salaire de référence.

Ce régime collectif de retraite à prestations définies a été modifié par votre conseil d'administration du 13 février 2008.

Font l'objet d'une révision ou d'une précision :

- la catégorie objective des bénéficiaires, ainsi que les sociétés entrant dans le champ du régime, ainsi nouvellement définie : « tout cadre supérieur ou dirigeant, ayant la qualité de salarié d'Imerys SA et membre du Comité Exécutif, ayant au moins dix ans d'ancienneté au sein du groupe Imerys à la date de liquidation de ses droits à la retraite, dont deux années d'appartenance à ce Comité », l'ancienneté s'entendant en années complètes de date à date ;
- les éléments pris en compte dans la définition du salaire de référence : la moyenne des deux dernières années de rémunération (fixe et variable) ;
- le maintien de l'avantage en cas de licenciement (hors faute) sans reprise d'activité à 58 ans et non plus à 55 ans ;
- la revalorisation de la rente en fonction des résultats de l'actif général de l'assureur et non plus de l'évolution du point AGIRC ;
- la réversion de la rente au(x) conjoint(s) survivant(s) au prorata du temps d'union.

Votre conseil d'administration a, dans sa séance du 13 février 2008, autorisé le régime de retraite à prestations définies afin de le mettre en conformité avec l'article 17 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (« loi TEPA »), ainsi que ses modifications.

■ Avenant au contrat de travail de M. Gérard Buffière, directeur général et administrateur :

Cet avenant au contrat de travail de M. Gérard Buffière, autorisé pour mise en conformité avec la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (« loi TEPA »), a pour objet :

- de réitérer les droits au versement d'une indemnité contractuelle de licenciement d'un montant de 2 ans de salaire brut incluant l'indemnité légale et conventionnelle de licenciement, en cas de licenciement sauf faute lourde ;
- de déterminer une condition de performance à laquelle serait subordonné le versement de cette indemnité à M. Gérard Buffière. Le critère ainsi retenu est la croissance du Résultat Courant Net d'Imerys année par année, pendant la durée des mandats successifs de M. Gérard Buffière depuis sa nomination en qualité de président du directoire (1^{er} janvier 2003) avec deux exceptions annuelles possibles ;
- de confirmer la suspension du contrat de travail de M. Gérard Buffière depuis sa nomination en qualité de président du directoire (1^{er} janvier 2003) puis directeur général d'Imerys (3 mai 2005) et ce, jusqu'à la fin de son mandat ;
- d'apporter des précisions concernant les effets de la suspension du contrat de travail de M. Gérard Buffière et les modalités de sa réactivation éventuelle :
 - . reprise de plein droit du contrat de travail au jour de la cessation de son mandat de directeur général, pour quelque cause que ce soit ;
 - . prise en compte de la rémunération perçue au titre de ses fonctions de directeur général pendant la période de suspension du contrat de travail pour le calcul des droits de M. Gérard Buffière en cas de cessation de son mandat social et réactivation de son contrat de travail ;
 - . prise en compte de l'ancienneté acquise au titre de ce mandat ;
- de modifier les modalités pratiques de versement de la rémunération globale de M. Gérard Buffière, dont le montant reste inchangé.

Cet avenant a été autorisé par le conseil d'administration du 13 février 2008.

**► CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS
DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE**

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Avec la société Pargesa Holding :

Les facturations prises en charge par votre société au titre de la convention de prestations de conseil stratégique fournies par le groupe Pargesa se sont élevées à 1.250.000 francs suisses pour l'exercice 2007. Cette convention a été dénoncée d'un commun accord par les parties avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Paris – La Défense et Neuilly sur Seine, le 28 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit
Jean-Roch VARON

Deloitte & Associés
Nicholas L.E. ROLT

2.2 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des membres du personnel

Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2008 (13^{ème} résolution)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-177 et R. 225-144 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur l'ouverture d'options de souscription d'actions ou d'achat d'actions au bénéfice des salariés et mandataires sociaux de la société Imerys et, le cas échéant, des sociétés et groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport sur les motifs de l'ouverture des options de souscription ou d'achat d'actions ainsi que sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat. Il nous appartient de donner notre avis sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier que les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat sont mentionnées dans le rapport du conseil d'administration, qu'elles sont conformes aux dispositions prévues par les textes, de nature à éclairer les actionnaires et qu'elles n'apparaissent pas manifestement inappropriées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées.

Paris – La Défense et Neuilly sur Seine, le 28 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit
Jean-Roch VARON

Deloitte & Associés
Nicholas L.E. ROLT

2.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux

Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2008 (14^{ème} résolution)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur le projet d'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société Imerys, et le cas échéant, des sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux.

Votre conseil d'administration vous propose de l'autoriser à attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre. Il lui appartient d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'attribution gratuite d'actions.

Paris – La Défense et Neuilly sur Seine, le 28 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit
Jean-Roch VARON

Deloitte & Associés
Nicholas L.E. ROLT

3 - ORDRE DU JOUR

3.1 Partie ordinaire

- Approbation de la gestion, des comptes annuels de la Société et des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2007 ;
- affectation du résultat et détermination du dividende ;
- approbation des conventions et engagements réglementés conclus par la Société ;
- renouvellement du mandat d'administrateur de MM. Aimery Langlois-Meurinne, Gérard Buffière, Aldo Cardoso, Maximilien de Limburg Stirum et Jacques Veyrat ;
- autorisation donnée à la Société d'acheter ses propres actions.

3.2 Partie extraordinaire

- Renouvellement de l'autorisation de consentir aux salariés et mandataires de la Société, ou à certaines catégories d'entre eux, des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société ;
- renouvellement de l'autorisation de procéder au profit des salariés et mandataires de la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions de la Société ;
- pouvoirs.

4 - PROJETS DE RESOLUTION

Partie ordinaire

► Première résolution

Approbation de la gestion et des comptes de l'exercice 2007

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

► Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2007

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

► Troisième résolution

Affectation du résultat – Détermination du dividende

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, approuve l'affectation du bénéfice telle que proposée par ce dernier :

Le résultat net de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à	50 239 677,57 euros
• auquel s'ajoute le report à nouveau figurant au bilan d'un montant de	419 498 632,61 euros
pour former le total distribuable de	469 738 310,18 euros
Il est proposé de l'affecter comme suit	
• versement d'un dividende de 1,90 euro à chacune des 63 126 856 actions composant le capital au 1 ^{er} janvier 2008, représentant une distribution de	(119 941 026,40) euros
• affectation du solde au report à nouveau qui passe à	349 797 283,78 euros

Le dividende sera mis en paiement à compter du 13 mai 2008.

L'Assemblée Générale autorise également le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à prélever sur le compte "Report à nouveau" les sommes nécessaires au paiement du dividende attaché aux actions créées, suite à l'exercice d'options de souscription d'actions, entre le 1^{er} janvier 2008 et la date de mise en paiement du dividende.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents ont été les suivants (en tenant compte de la division par 4 du nominal de l'action Imerys) :

	2006	2005	2004
Dividende net par action	1,80 € ⁽¹⁾	1,65 € ⁽¹⁾	1,50 € ⁽²⁾
Nombre d'actions rémunérées	63 443 658	63 529 260	63 307 376

⁽¹⁾ dividende éligible à la réfaction de 40 %.

⁽²⁾ dividende éligible à l'avoir fiscal de 50%.

► Quatrième résolution

Approbation des conventions et engagements réglementés conclus ou exécutés au cours de l'exercice 2007

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, approuve les conventions et engagements réglementés qui y sont mentionnés et qui ont été conclus ou exécutés au cours de l'exercice 2007.

► Cinquième résolution

Approbation d'un engagement réglementé au bénéfice de mandataires sociaux

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés soumis aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, le régime collectif de retraite à prestations définies dont bénéficient M. Gérard Buffière, Directeur Général et Administrateur, et M. Jérôme Pecresse, Directeur Général délégué, ainsi que les modifications apportées à ce régime, telles qu'autorisées par le Conseil d'Administration en sa séance du 13 février 2008.

► Sixième résolution

Approbation des modifications apportées au contrat de travail du Directeur Général en application des dispositions de l'article L. 225-42-1

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve en application de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, les modifications apportées au contrat de travail de M. Gérard Buffière, Directeur Général et Administrateur, en vue, notamment, de déterminer les critères de performance conditionnant l'octroi de l'indemnité de départ à lui verser en cas de rupture de ce contrat à l'initiative de la Société, telles qu'autorisées par le Conseil d'Administration en sa séance du 13 février 2008.

La présente approbation est donnée sous condition suspensive du renouvellement par la présente Assemblée du mandat d'administrateur de M. Gérard Buffière et de son renouvellement en qualité de Directeur Général de la Société.

► Septième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Aimery Langlois-Meurinne

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Aimery Langlois-Meurinne vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2011, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2010.

► Huitième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Gérard Buffière

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Gérard Buffière vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2011, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2010.

➤ Neuvième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Aldo Cardoso

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Aldo Cardoso vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2011, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2010.

➤ Dixième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Maximilien de Limburg Stirum

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Maximilien de Limburg Stirum vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2011, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2010.

➤ Onzième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jacques Veyrat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Jacques Veyrat vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2011, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2010.

➤ Douzième résolution

Autorisation donnée à la Société d'acheter ses propres actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration en application des dispositions de l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce et des articles 241-1 à 241-6 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder à l'achat des propres actions de la Société :
 - en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre manière conformément à la réglementation applicable en vigueur ;
 - dans le cadre de la participation des salariés à des plans d'actionnariat mis en place par la Société ou en vue de l'attribution aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société, et/ou des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites ;
 - pour la remise ou l'échange d'actions, en particulier à l'occasion d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, ou dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
 - pour l'annulation des actions ainsi acquises, ainsi que, le cas échéant, de celles acquises dans le cadre d'autorisations de rachat d'actions antérieures ;

et à ces fins, conserver les actions rachetées, les céder ou les transférer par tous moyens dans les conditions décrites ci-après dans le respect de la réglementation en vigueur, et notamment par cession en bourse ou de gré à gré ;

2) fixe les limites suivantes à l'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'Administration :

- le nombre maximum d'actions pouvant être acquises ne pourra être supérieur à 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1^{er} janvier 2008, soit 6 312 685 actions ;
- le prix maximum d'achat des actions ne pourra être supérieur à 110 euros ;
- le montant maximal susceptible d'être ainsi consacré par la Société à ces acquisitions ne pourra être supérieur à 694,4 millions d'euros ;

et décide que, en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, le montant maximal consacré à ces acquisitions et le nombre maximal de titres à acquérir indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération ;

- 3) fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation, qui prive ainsi d'effet toute délégation antérieure accordée au Conseil d'Administration relative à l'acquisition par la Société de ses propres actions ;
- 4) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation et notamment pour passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession, d'échange ou de transfert, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, procéder aux ajustements prévus ci-dessus, remplir toutes formalités et, en général, faire le nécessaire.

Partie extraordinaire

► Treizième résolution

Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de consentir aux salariés et mandataires de la Société, ou à certaines catégories d'entre eux, des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration à consentir, selon ce qu'il jugera approprié, en une ou plusieurs fois, aux salariés et mandataires de la Société et, le cas échéant, des sociétés et groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles ou à l'achat d'actions existantes de la Société ;
- 2) constate qu'en application des dispositions de l'article L. 225-178 du Code de commerce, la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription d'actions, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options ;
- 3) décide que le prix de souscription ou d'achat des actions par les bénéficiaires sera déterminé par le Conseil d'Administration le jour où les options seront consenties, dans les limites et selon les modalités prévues par la loi ;
- 4) fixe à 7 400 000 (sept millions quatre cent mille) euros le montant nominal maximum des actions susceptibles de faire l'objet d'options de souscription ou d'achat consenties dans le cadre de la présente autorisation ;
- 5) décide que ce montant s'imputera sur le montant nominal global des actions susceptibles de faire l'objet d'attributions gratuites consenties dans le cadre de la quatorzième résolution de la présente Assemblée, afin que le montant nominal total des actions à émettre dans le cadre de l'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société ou de l'attribution gratuite d'actions, soit au maximum égal à 7 400 000 (sept millions quatre cent mille) euros ;

- 6) fixe à dix ans le délai pendant lequel les options devront être exercées à compter du jour où elles auront été consenties ;
- 7) décide qu'aucune option de souscription ou d'achat d'actions ne pourra être consentie moins de vingt séances de bourse après que soit détaché des actions un coupon donnant droit à un dividende ou à un droit préférentiel de souscription à une augmentation de capital ;
- 8) fixe à trente-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation, qui prive ainsi d'effet, à compter de l'approbation de la présente résolution, l'autorisation précédemment accordée au Conseil d'Administration ;
- 9) confère au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, à l'effet de :

- . fixer les dates auxquelles seront attribuées les options,
- . fixer les modalités et autres conditions dans lesquelles seront attribuées les options et arrêter la liste des bénéficiaires des options tels que prévus ci-dessus,
- . fixer la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, sous réserve de la durée maximale des options telle que fixée ci-dessus,
- . prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximal de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions,
- . décider des conditions dans lesquelles le prix et le nombre des actions à souscrire ou à acheter pourront être ajustés lorsque de tels ajustements sont prescrits par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment dans les différentes hypothèses prévues aux articles R. 225-137 à R. 225-142 du Code de commerce,
- . procéder, le cas échéant, sur sa seule décision et s'il le juge opportun, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission afférentes aux augmentations de capital, notamment celles des frais, honoraires et droits occasionnés par leur réalisation et prélever sur ces primes les sommes nécessaires à la dotation à la réserve légale en vue de la porter au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation du capital,
- . constater la ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier corrélativement les statuts et accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives ces augmentations de capital,
- . et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

► Quatorzième résolution

Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder au profit des salariés et mandataires de la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration à procéder, selon qu'il jugera approprié, en une ou plusieurs fois, au profit des salariés et mandataires de la Société, et le cas échéant, des sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société ;
- 2) décide que le montant nominal maximum des actions pouvant être attribuées gratuitement ne pourra excéder 7 400 000 (sept millions quatre cent mille) euros ;

- 3) décide que ce montant s'imputera sur le montant nominal global des actions susceptibles de faire l'objet d'options de souscription ou d'achat d'actions consenties dans le cadre de la treizième résolution de la présente Assemblée, afin que le montant nominal total des actions à émettre dans le cadre de l'attribution gratuite d'actions ou de l'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société, soit au maximum égal à 7 400 000 (sept millions quatre cent mille) euros;
- 4) décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive au terme de la période d'acquisition fixée par le Conseil d'Administration sans qu'elle puisse être inférieure à celle prévue par la réglementation en vigueur au jour de l'attribution ;
- 5) décide que la durée minimale de conservation des actions par les bénéficiaires sera celle fixée par le Conseil d'Administration sans qu'elle puisse être inférieure à celle prévue par la réglementation en vigueur au jour de l'attribution des actions ;
- 6) prend acte, qu'en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, la présente décision emporte de plein droit au profit des bénéficiaires, renonciation des actionnaires à tout droit sur les actions nouvelles attribuées gratuitement, et à la partie des réserves, bénéfices ou primes qui sera incorporée au capital au titre de cette attribution ;
- 7) fixe à trente-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation, qui prive ainsi d'effet, à compter de l'approbation de la présente résolution, l'autorisation précédemment accordée au Conseil d'Administration ;
- 8) confère au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, à l'effet de :
 - . déterminer les catégories des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions gratuites,
 - . fixer les délais d'attribution définitive et de conservation des actions dans le respect des délais minimums prévus par la réglementation en vigueur,
 - . fixer et arrêter les conditions d'émission des actions qui pourront être émises dans le cadre de la présente autorisation,
 - . procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ;
 - . constater, le cas échéant, l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier corrélativement les statuts, et accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives ces augmentations de capital ;
 - . et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

► Quinzième résolution

Pouvoirs

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, pour accomplir toutes les formalités de dépôt ou de publicité.

9 Table de concordance

Afin de faciliter la lecture du présent Rapport Annuel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers comme Document de Référence, le tableau thématique ci-dessous permet d'identifier les principales informations requises par l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses règlements et instructions d'application.

Informations prévues à l'Annexe I du Règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004

	Référence	Pages
■ 1. Personnes responsables	Chapitre 1	4
1.1. Personnes responsables des informations contenues dans le document d'enregistrement	1	4
1.2. Déclaration des personnes responsables du document d'enregistrement	1	4
■ 2. Contrôleurs légaux des comptes	Chapitre 1	5
2.1. Nom et adresse des Contrôleurs légaux des comptes	1	5
2.2. Contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été re-désignés durant la période couverte		n.a.
■ 3. Informations financières sélectionnées	Chapitre 2	21
3.1. Informations financières historiques sélectionnées	2	21
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires		n.a.
■ 4. Facteurs de risque	Chapitre 7	264 - 268
■ 5. Informations concernant la Société	Chapitres 2 ; 3 ; 4 ; 5	
5.1. Histoire et évolution de la Société	4	132 - 133
5.1.1. Raison sociale et nom commercial de la Société	5	206
5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de la Société	5	207
5.1.3. Date de constitution et durée de vie de la Société	5	206
5.1.4. Siège social et forme juridique, législation régissant les activités de la Société	5	206
5.1.5. Evénements importants dans le développement de l'activité de la Société	2	11 - 16
5.2. Investissements	2	10 - 15
5.2.1. Principaux investissements réalisés par la Société durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques jusqu'à la date du document d'enregistrement	3	95
5.2.2. Principaux investissements de la Société qui sont en cours	2	10 - 15
5.2.3. Principaux investissements que compte réaliser la Société		n.a.

	Référence	Pages
■ 6. Aperçu des activités	Chapitres 4 ; 7	131 - 204
6.1. Principales activités	4	145 - 187
6.1.1. Nature des opérations effectuées par la Société et ses principales activités	4	137 - 187
6.1.2. Nouveau produit ou service important lancé sur le marché	4	148 - 151 ; 157 - 160 ; 165 ; 173 ; 178 ; 181 ; 183 - 184 ; 188
6.2. Principaux marchés	4	146 ; 155 - 156 ; 169 - 170
6.3. Événements exceptionnels ayant influencé les renseignements fournis conformément aux points 6.1 et 6.2		n.a.
6.4. Dépendance éventuelle de la Société à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux, ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	4 ; 7	190 ; 267
6.5. Eléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	4	132
■ 7. Organigramme	Chapitres 3 ; 4	
7.1. Description du Groupe et de la place occupée par la Société	4	132 - 133 ; 136
7.2. Liste des filiales importantes de la Société	3	46 - 49
■ 8. Propriétés immobilières, usines et équipements	Chapitre 3	
8.1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	3	69
8.2. Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles		n.a.
■ 9. Examen de la situation financière et du résultat	Chapitres 2 ; 3 ; 4	8 - 22 ; 28 - 32
9.1. Situation financière de la Société, évolution et résultat des opérations	3	28 - 32
9.2. Résultat d'exploitation	2	9 - 10
9.2.1. Facteurs importants influant sensiblement sur le revenu d'exploitation	3	89 - 92
9.2.2. Raisons des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	2	8 - 11
9.2.3. Stratégie et facteurs externes	4	134 - 135
■ 10. Trésorerie et capitaux	Chapitre 3	
10.1. Information sur les capitaux de la Société	3	76 - 77
10.2. Source, montant et description des flux de trésorerie	3	30 - 31
10.3. Conditions d'emprunt et structure financière	3	82 - 89
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux		n.a.
10.5. Informations concernant les sources de financement attendus nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	3	82 - 89

	Référence	Pages
■ 11. Recherche et développement, brevets et licences	Chapitre 4	189 - 190
■ 12. Information sur les tendances	Chapitre 2	
12.1. Principales tendances ayant affecté la production, les ventes, les stocks, les coûts et les prix de vente	2	8 - 15
12.2. Tendances raisonnablement susceptibles d'influer sur les perspectives de la Société, au moins pour l'exercice en cours	2	17
■ 13. Prévision ou estimation du bénéfice	Chapitre 2	17
13.1. Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles la Société a fondé sa prévision ou son estimation	2	17
13.2. Rapport élaboré par des comptables ou des contrôleurs légaux indépendant		n.a.
13.3. Prévision ou estimation du bénéfice élaborée sur une base comparable aux informations financières historiques		n.a.
13.4. Déclaration indiquant si la prévision du bénéfice est, ou non, encore valable à la date du document d'enregistrement et, le cas échéant, expliquant pourquoi elle ne l'est plus		n.a.
■ 14. Organes d'administration et de direction	Chapitre 6	228 - 252
14.1. Nom, adresse professionnelle, fonction et principales activités, exercées en dehors de la Société des membres des organes d'administration et de direction ; nature d'éventuels liens familiaux ; information sur leur expertise en matière de gestion ; condamnations, faillites, mises sous séquestre ou liquidation, incriminations et/ou sanction publique ; empêchement	6	231 - 241
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction, ainsi que tout accord conclu	6	240 - 241
■ 15. Rémunération et avantages	Chapitres 3 ; 6	
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	6	253 - 256
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	3 ; 6	103 - 104 ; 255
■ 16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	Chapitre 6	228 - 252
16.1. Date d'expiration des mandats actuels et période durant laquelle la personne est restée en fonction	6	229
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction à la Société ou à l'une de ses filiales	6	241
16.3. Comité de l'audit et comité des rémunérations de l'émetteur	6	246 - 250
16.4. Déclaration indiquant que la Société se conforme au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	6	227
■ 17. Salariés	Chapitres 4 ; 5 ; 6	
17.1. Nombre de salariés	4	198
17.2. Participations et stock-options. Indication des mêmes informations en ce qui concerne les dirigeants sociaux	4 ; 5 ; 6	201 ; 217 ; 229 ; 257 - 261

	Référence	Pages
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de la Société	4 ; 5	201 ; 217
■ 18. Principaux actionnaires	Chapitre 5	
18.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	5	218 - 220
18.2. Droits de vote différents	5	208
18.3. Détention ou contrôle, direct ou indirect, de la Société	5	218 - 220
18.4. Accord, connu de la Société, dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle	5	218
■ 19. Opérations avec des apparentés	Chapitre 3	103
■ 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	Chapitres 1 ; 2 ; 3 ; 4	
20.1. Informations financières historiques	2	21
20.2. Informations financières pro forma		n.a
20.3. Etats financiers annuels (comptes sociaux et comptes consolidés)	3	28 - 127
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	1 ; 2	4 ; 23 - 25
20.4.1. Déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	1	4
20.4.2. Autres informations contenues dans le document de référence vérifiées par les contrôleurs légaux	4	191 - 204
20.4.3. Lorsque des informations financières figurant dans le document de référence ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur, en indiquer la source et préciser qu'elles n'ont pas été vérifiées		n.a.
20.5. Date des dernières informations financières vérifiées	1 ; 2	5 ; 23 - 25
20.6. Informations financières intermédiaires et autres		n.a
20.7. Politique de distribution des dividendes	5	224
20.7.1. Dividende par action	2 ; 5	32 ; 224
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	3 ; 7	81 ; 266
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	2 ; 3	21 ; 105 ; 126
■ 21. Informations complémentaires	Chapitres 5 ; 6	
21.1. Capital social	5	209
21.1.1. Montant du capital souscrit, nombre d'actions autorisées, nombre d'actions émises et totalement libérées, ou non, valeur nominale par action et rapprochement du nombre d'actions en circulation à la date d'ouverture et à la date de clôture de l'exercice	5	209 - 210
21.1.2. Actions non représentatives du capital		n.a.
21.1.3. Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par la société, ou par ses filiales	5	216
21.1.4. Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription		n.a.

	Référence	Pages
21.1.5. Droits d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit mais non libéré		n.a.
21.1.6. Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option		n.a
21.1.7. Historique du capital	5	210
21.2. Acte constitutif et statuts	5	206 - 208
21.2.1. Objet social	5	206
21.2.2. Membres des organes d'administration et de direction	6	228 - 252
21.2.3. Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	5	208
21.2.4. Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	5	208
21.2.5. Assemblées générales : convocation et conditions d'admission	5	207
21.2.6. Changement de contrôle		n.a
21.2.7. Franchissement de seuil	5	208
21.2.8. Conditions régissant les modifications du capital		n.a
■ 22. Contrats importants	Chapitre 7	267
■ 23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	Chapitre 4	
23.1. Informations concernant les personnes ayant établi une déclaration ou un rapport	4	202 - 204
23.2. Attestation confirmant que les informations ont été fidèlement reproduites et qu'aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses	4	202 - 204
■ 24. Documents accessibles au public	Chapitre 5	207 ; 225
■ 25. Informations sur les participations	Chapitre 3	46 - 49 ; 127

